

Université Lumière Lyon 2  
Faculté des langues  
Département d'études du monde anglophone

École Doctorale 484 – 3LA  
Laboratoire Triangle UMR 5206

# **UNE HISTOIRE CRITIQUE DE L'« HIVER DU MÉCONTENTEMENT » DE 1978-1979 :**

**LE MOUVEMENT SYNDICAL BRITANNIQUE  
FACE À LA CRISE DU TRAVAILLISME,  
L'EXTENSION DE LA CONFLICTUALITÉ SOCIALE ET  
LA MONTÉE DE LA NOUVELLE DROITE  
THATCHÉRIENNE**

**Volume 1**

Par Marc Lenormand

Thèse de doctorat d'Études anglophones

Dirigée par Keith Dixon, Professeur à l'Université Lumière Lyon 2

Présentée et soutenue publiquement le 29 septembre 2012

Devant un jury composé de :

Agnès Alexandre-Collier, Professeur à l'Université de Bourgogne

Emmanuelle Avril, Professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle Paris 3

Sophie Bérout, Maître de conférences à l'Université Lumière Lyon 2

Keith Dixon, Professeur à l'Université Lumière Lyon 2

## **Résumé**

Ce travail s'emploie à comprendre la série de conflits sociaux dans les secteurs de l'automobile, du transport routier et des services publics qui se sont déroulés en Grande-Bretagne lors de l'hiver 1978-1979 et sont connus sous le nom d'« hiver du mécontentement » dans la mémoire collective. L'hypothèse défendue est que ces conflits prennent sens et trouvent leur portée à condition d'être analysés à la croisée de trois processus. Le premier est une crise du travaillisme, au sens de fortes tensions politiques au sein du parti travailliste et plus généralement du mouvement ouvrier : les orientations politiques et économiques qui s'étaient imposées depuis l'après-guerre sont minées par la crise économique et la gestion sociale-démocrate de l'économie est contestée à la fois par un conservatisme remobilisé par les théories néo-libérales, et par une gauche dont l'audience va croissante. Le deuxième processus est une extension de la conflictualité sociale, non pas au sens où le portrait traditionnel des années 1970 comme décennie du militantisme triomphant devrait être accepté, mais dans la mesure où la période est marquée par une syndicalisation croissante et son extension à de nouveaux secteurs d'activité, par un renforcement des structures syndicales aussi bien au niveau national qu'au niveau local dans une logique générale de déconcentration des processus de décision, enfin par l'apprentissage de l'action collective par de nouveaux groupes de travailleurs. La troisième logique, enfin, est la montée de la droite thatchérienne qui puise un arsenal intellectuel renouvelé dans les travaux des *think tanks* néo-libéraux. Son discours est relayé par une presse gagnée par l'anti-collectivisme de la nouvelle droite. Ces éléments permettent de comprendre ces conflits qui, à l'hiver 1978-1979, opposent, au gouvernement travailliste arc-bouté sur la défense d'une politique de contrôle des revenus, des groupes de travailleurs et leurs organisations syndicales pourtant pro-travaillistes. Ces conflits donnent à voir les luttes politiques et idéologiques au sein du mouvement travailliste qui sont résolues dans les années 1980 en faveur de l'aile droite du parti, et le rôle que la constitution immédiate des conflits de l'hiver 1978-1979 en un mythe politique de l'« hiver du mécontentement » a joué dans la légitimation du projet thatchérien et dans le processus de recentrage du parti travailliste.

***Abstract: British trade unions in a context of crisis of Labour, extension of industrial disputes and rise of the New Right: a critical history of the 1978-1979 « Winter of Discontent »***

This thesis examines the industrial disputes which took place in the winter of 1978-1979 in a series of sectors – car-making, road haulage and the public sector – and are remembered in collective memory as the « Winter of Discontent ». It argues that these industrial disputes can only be properly understood in a threefold context: first, in the context of the crisis of Labour, that is to say the acute political and ideological tensions and divisions which emerged in the Labour Party from the beginning of the 1970s when the political and economic assumptions which had dominated the leadership of the party since after the War were undermined by the context of economic crisis, the neo-liberal awakening of the Conservative Right and the resurgence of the Labour Left; secondly, in a context of extension of industrial unrest outside of traditional trade union strongholds in manufacturing, mining and printing and into new areas such as the public sector, which experienced a rapid unionisation of its growing workforce in the 1970s and whose workers were on a militant learning curve throughout those years, when public sector trade unions encouraged stronger organisation and industrial action at the local level while battling to gain a hearing from the rest of the trade union movement at the national level; finally, in the context of the rise of the New Right, as a number of think tanks provided rightwingers within the Conservative Party with new ideas and arguments to criticise the trade unions, the welfare State and the Keynesian, tripartite policies pursued in the post-War period, and as these neo-liberal ideas found an increasing number of advocates in the press. These various elements help us to understand the disputes of the winter of 1978-1979 as primarily a conflict about economic policy and priorities within the labour movement as low-paid public sector workers and traditionally loyal trade unions were pitted against a Labour government enforcing a reduction in real wages; they also highlight the transformation of the disputes into the political myth of the « Winter of Discontent », and the role which this myth played in the eighteen-year rule of the Conservative Party and the so-called modernisation of the Labour Party from the middle of the 1980s.

## **Remerciements**

Il n'est pas seulement de rigueur de faire état des dettes multiples accumulées au fil d'un travail de recherche de plusieurs années, il est nécessaire de mentionner les personnes nombreuses qui ont contribué à la production de ce travail et de les en remercier, et finalement de rendre compte brièvement d'un itinéraire intellectuel et scientifique.

Aussi bien en raison des projets antérieurs auxquels il fait suite, des discussions au cours desquels il a émergé et de la tournure qu'il a pris, ce projet doit énormément de choses à Keith Dixon. Il m'est impossible de trop le remercier de son soutien continu, de son enthousiasme pour le sujet de mon travail, de son regard critique et exigeant sur mes productions, et peut-être surtout de sa tolérance pour ma naïveté scientifique et politique à l'égard de mon terrain.

Ce travail, son émergence progressive et les orientations qui le caractérisent aujourd'hui doivent également beaucoup à des rencontres, nombreuses, faites au cours des années sur mon terrain d'investigation. J'ai tout d'abord eu la chance de rencontrer des acteurs du mouvement ouvrier et du monde syndical, qu'il me faut ici mentionner tant pour leur intérêt pour mes recherches que pour leur disponibilité et pour la générosité avec laquelle ils ont partagé leurs souvenirs des luttes des années 1970 : Andy Anderson, Rodney Bickerstaffe, Campbell Christie, Jim Cornelius, Ian Ducat, Paul Dunn, Eddie Jagers, John Kay et Bob Thompson. Je suis particulièrement redevable à Steve Williams, responsable de la formation au syndicat Unison, pour l'accès qu'il m'a donné à toute une génération de militants syndicaux.

Ensuite, les archives constituant le matériau principal de ce travail, je me dois de rendre hommage à la compétence et à la disponibilité des archivistes des différents centres que j'ai visités : le *Modern Records Centre* à l'université de Warwick ; le *Labour History Archive and Study Centre* du *People's History Museum* de Manchester ; la bibliothèque du *Trades Union Congress* déposée à la *London Metropolitan University* ; les journaux entreposés à l'annexe de la *British Library* à Colindale ; les archives du *Scottish Trades Union Congress* à la *Glasgow Caledonian University*. Enfin, j'ai également pu bénéficier d'une série de discussions avec des universitaires britanniques remarquablement accueillants, et que je remercie pour leur patience et leurs conseils : Peter Ackers, John Foster, John Grahl, Richard Hyman, John Kelly, Paul Smith et Charles Woolfson.

Au cours des années d'élaboration de ce travail, j'ai eu l'occasion de présenter des résultats intermédiaires lors de manifestations scientifiques et sur différents supports. Mes remerciements vont ici, dans l'ordre chronologique des manifestations et publications qui nous ont rassemblées, à Kevin Pinault, Antoine Capet, Anne-Marie Motard, Richard Whiting, Thierry Guédé et Pascal Guégo, et enfin aux équipes d'organisation des ateliers CRECIB et « Études sur les femmes, le sexe et le genre » des congrès de la SAES, respectivement en 2009 et 2010. Plus généralement, les outils théoriques qui sous-tendent ce travail ont pu être développés à la croisée de plusieurs activités de recherche, aux

acteurs desquelles je suis grandement redevable : les participants au colloque « Discours et dispositifs anti-syndicaux : États-Unis, Grande-Bretagne, France » de novembre 2010 ; les doctorants rassemblés au sein du séminaire « Usage des sciences humaines dans les langues vivantes » ; les collègues des laboratoires juniors Prodisc (« Production discursive des catégories sociales ») et Acae (« Actualité des concepts d'aliénation et d'émancipation ») et les camarades du comité de rédaction de la revue *Tracés*. Enfin, bien que nos échanges aient été d'une nature moins directe, je dois beaucoup à Colette Bernas, dont les notes sur le parti travailliste ont été une source d'inspiration de ma réflexion sur le travaillisme ainsi qu'une mine d'informations.

Pour finir, il faut dire un mot des différents contextes d'inscription de ce travail, qui a pu être mené en premier lieu grâce au soutien matériel et scientifique du laboratoire Triangle UMR 5206. Ce travail a été préparé alors que j'exerçais une activité d'enseignement dans deux lieux auxquels je suis profondément attaché, le Département d'études du monde anglophone de l'Université Lyon 2, et le lycée Saint-Sernin de Toulouse. Je remercie les collègues de ces deux établissements pour leur amitié.

Ce travail a été relu par Chloé Le Meur, Jean Lenormand et Marine Trégan, que je remercie de ce travail patient. Les coquilles restantes, tout comme les idiosyncrasies stylistiques et le positionnement scientifique, doivent cependant être attribués à l'auteur. J'adresse des remerciements infinis à Marine pour son soutien tout au long de ce travail, et tout particulièrement dans la phase de finalisation.

# Sommaire

Liste des abréviations employées .....	12
<b>Introduction. L'« hiver du mécontentement » comme mythe politique et comme objet scientifique .....</b>	<b>15</b>
<b>I. Cadres temporels d'analyse et axes d'étude .....</b>	<b>17</b>
<b>II. Réhistoriciser l'« hiver du mécontentement » .....</b>	<b>27</b>
<b>III. Organisation de la démonstration .....</b>	<b>33</b>
<b>1 Faire l'histoire de l'« hiver du mécontentement » .....</b>	<b>37</b>
<b>1.1 Des outils pour une étude du mouvement syndical britannique.....</b>	<b>39</b>
<b>1.1.1 Réinscrire dans des contextes : histoire politique et économique de la Grande-Bretagne dans l'après-guerre .....</b>	<b>39</b>
1.1.1.1 Premier couple notionnel : consensus / keynésianisme .....	44
1.1.1.2 Deuxième couple notionnel : déclin / crise .....	49
1.1.1.3 Troisième couple notionnel : monétarisme / néo-libéralisme .....	51
1.1.1.4 Travaux sur le parti conservateur et les gouvernements conservateurs .....	54
<b>1.1.2 Le mouvement ouvrier : histoire politique et intellectuelle des organisations syndicales et des partis .....</b>	<b>61</b>
1.1.2.1 Le parti travailliste .....	62
1.1.2.2 Les gouvernements travaillistes .....	66
1.1.2.3 La gauche radicale.....	72
1.1.2.4 Des histoires générales du mouvement syndical.....	77
1.1.2.5 Des monographies sur des organisations .....	83
1.1.2.6 Une tradition majeure : l'« histoire par en bas » .....	86
1.1.2.7 Le tournant linguistique en question .....	90
1.1.2.8 L'histoire intellectuelle du mouvement ouvrier .....	93

1.1.2.9	Les productions françaises .....	96
<b>1.1.3</b>	<b>Comprendre le monde du travail : l'étude des relations professionnelles ..</b>	<b>100</b>
1.1.3.1	Des études de cas, une sociologie de terrain .....	101
1.1.3.2	Émergence, centralité et déclin de la sociologie des relations professionnelles .....	102
1.1.3.3	Des études générales sur le mouvement syndical .....	104
1.1.3.4	Des études thématiques sur le monde du travail .....	106
1.1.3.5	Le tournant institutionnel .....	125
1.1.3.6	Le tournant historique .....	128
1.1.3.7	Le tournant des mouvements sociaux .....	132
1.1.3.8	Les productions françaises .....	133
<b>1.1.4</b>	<b>Les femmes et le genre : un questionnement transversal .....</b>	<b>140</b>
1.1.4.1	Un corpus de travaux de référence et une méthode d'investigation .....	142
1.1.4.2	Des textes militants .....	146
<b>1.1.5</b>	<b>Un questionnement émergent : la race et les minorités .....</b>	<b>148</b>
1.1.5.1	Race, identité, minorité : des appareils théoriques .....	149
1.1.5.2	Histoires et études de cas .....	154
<b>1.1.6</b>	<b>Discours, représentations : des <i>media studies</i> à la critique de l'idéologie ...</b>	<b>158</b>
<b>1.2</b>	<b>L'archive de l'« hiver du mécontentement » .....</b>	<b>162</b>
<b>1.2.1</b>	<b>La presse, un matériau premier et problématique.....</b>	<b>162</b>
<b>1.2.2</b>	<b>La hiérarchie des légitimités.....</b>	<b>164</b>
<b>1.2.3</b>	<b>Les sources orales .....</b>	<b>166</b>
<b>1.2.4</b>	<b>Archives et sources syndicales.....</b>	<b>170</b>
1.2.4.1	Les rapports du TUC 1968-1979 .....	170
1.2.4.2	Les archives du TUC au <i>Modern Records Centre</i> .....	173
1.2.4.3	Les archives de la TGWU au <i>Modern Records Centre</i> .....	176
1.2.4.4	Les archives de NUPE au <i>Modern Records Centre</i> .....	178
1.2.4.5	Les archives de COHSE au <i>Modern Records Centre</i> .....	181
1.2.4.6	Les autres organisations syndicales.....	183
1.2.4.7	Les autres centres d'archives syndicales .....	192
1.2.4.8	Des archives pléthoriques et fragmentaires.....	194
<b>1.2.5</b>	<b>Archives et sources politiques .....</b>	<b>196</b>
1.2.5.1	Les archives du parti travailliste.....	197
1.2.5.2	Les archives des partis de gauche radicale .....	198
1.2.5.3	Mémoires politiques .....	200

## **2 Crise économique et crise du travaillisme.....203**

### **2.1 Le consensus de l'après-guerre ..... 211**

#### **2.1.1 Le débat autour de la notion de « consensus » ..... 212**

2.1.1.1 La thèse d'Addison..... 212

2.1.1.2 Les critiques du consensus ..... 214

2.1.1.3 Le consensus comme concept critique ..... 220

#### **2.1.2 Les éléments du consensus..... 224**

2.1.2.1 Conservatisme social et travaillisme révisionniste..... 225

2.1.2.2 Une politique keynésienne ? ..... 228

2.1.2.3 Le plein emploi et le tripartisme, nouvelle base des relations  
professionnelles ..... 230

2.1.2.4 L'orientation internationale de l'économie britannique..... 232

### **2.2 La crise, nouveau paradigme économique, politique et intellectuel... ..... 235**

#### **2.2.1 Grandes tendances de l'évolution économique de la Grande-Bretagne de 1964 à 1979 ..... 236**

#### **2.2.2 La littérature du déclin et le « mal britannique » ..... 239**

#### **2.2.3 Analyse keynésienne et solution corporatiste ..... 242**

#### **2.2.4 Les critiques de gauche du consensus social-démocrate..... 248**

#### **2.2.5 La nouvelle orthodoxie économique ..... 254**

2.2.5.1 La désintégration du système de Bretton Woods ..... 255

2.2.5.2 La transformation du FMI ..... 257

2.2.5.3 Les fondements intellectuels du programme néo-libéral ..... 259

2.2.5.4 La diffusion de la nouvelle orthodoxie..... 263

#### **2.2.6 Le programme de la nouvelle droite thatchérienne ..... 269**

2.2.6.1 Réformisme et libéralisme au sein du parti conservateur de 1945 à 1974. 270

2.2.6.2 Joseph, Thatcher et la jonction des analyses néo-conservatrices et néo-  
libérales ..... 273

2.2.6.3 Les soutiens de la nouvelle droite ..... 275

2.2.6.4 Le marché libre et l'État autoritaire ..... 276

### **2.3 Une crise du travaillisme ? Débats organisationnels, politiques et économiques..... 279**

<b>2.3.1</b>	<b>Les tensions au sein du parti .....</b>	<b>279</b>
2.3.1.1	Les syndicats dans le parti.....	280
2.3.1.2	Gauche et droite au sein du parti parlementaire .....	283
2.3.1.3	Parti parlementaire et mouvement extra-parlementaire .....	287
<b>2.3.2</b>	<b>L'expérience du gouvernement de 1964-1970 .....</b>	<b>293</b>
2.3.2.1	Les travaillistes et la révolution technologique.....	294
2.3.2.2	La mise en place de la politique des revenus et sa contestation.....	296
2.3.2.3	1968 : le rapport Donovan.....	305
2.3.2.4	1969 : <i>In Place of Strife</i> .....	307
2.3.2.5	L' <i>Industrial Relations Programme for Action</i> du TUC : un contre-projet syndical .....	311
<b>2.3.3</b>	<b>La montée en puissance des partisans de l'<i>Alternative Economic Strategy</i> au sein du mouvement ouvrier .....</b>	<b>313</b>
<b>2.3.4</b>	<b>Les orientations économiques du gouvernement travailliste de 1974-1979</b>	<b>318</b>
2.3.4.1	L'abandon de la stratégie industrielle .....	319
2.3.4.2	Le refus du contrôle des importations .....	322
2.3.4.3	Restaurer la profitabilité des entreprises .....	323
2.3.4.4	Le tournant déflationniste.....	324
<b>2.3.5</b>	<b>La « crise du FMI » de 1976 : un tournant de l'austérité ? .....</b>	<b>325</b>
<b>2.3.6</b>	<b>La crise intellectuelle du travaillisme .....</b>	<b>339</b>
2.3.6.1	La thèse de la mauvaise influence.....	339
2.3.6.2	Un changement de paradigme intellectuel ? .....	340
2.3.6.3	Crise intellectuelle et conflit interne au mouvement travailliste.....	347
<b>2.4</b>	<b>Politique du mouvement syndical .....</b>	<b>351</b>
<b>2.4.1</b>	<b>Le rapport à l'État et à la législation .....</b>	<b>351</b>
2.4.1.1	Volontarisme et régulation dans les relations professionnelles .....	352
2.4.1.2	Intégration ou autonomie : la politisation des relations professionnelles ..	355
<b>2.4.2</b>	<b>Les priorités économiques du mouvement syndical.....</b>	<b>359</b>
2.4.2.1	Un programme de modernisation économique .....	360
2.4.2.2	La lutte pour la préservation et l'extension des services publics .....	361
2.4.2.3	La priorité au chômage et à l'emploi industriel .....	364
2.4.2.4	Les réductions budgétaires dans les services publics.....	366
<b>2.4.3</b>	<b>Les services publics et la fracture du mouvement syndical.....</b>	<b>368</b>
2.4.3.1	La sectorisation de la lutte des syndicats des services publics.....	369
2.4.3.2	Industrie contre services publics .....	373
2.4.3.3	Le NSCAC et la lutte des syndicats des services publics .....	382
2.4.3.4	Le retour de l'unité syndicale .....	389



## **2.5 Le contrôle les revendications salariales : politiques gouvernementales et réponses syndicales dans les années 1970 ..... 395**

### **2.5.1 Le gouvernement conservateur de 1970-1974, de la législation anti-syndicale à la politique des revenus ..... 396**

2.5.1.1 L'*Industrial Relations Act* ..... 397

2.5.1.2 La politique des revenus ..... 399

### **2.5.2 Le gouvernement travailliste de 1974-1979 et le « contrat social » ..... 405**

2.5.2.1 De la construction du contre-projet travailliste à la mise en œuvre du « contrat social » ..... 407

2.5.2.2 La phase I et la lutte contre l'inflation (1975-1976) ..... 426

2.5.2.3 La phase II et la revendication du retour à la libre négociation des salaires (1976-1977) ..... 446

2.5.2.4 La phase III et l'opposition syndicale croissante (1977-1978) ..... 453

2.5.2.5 La phase IV (1978-1979) ..... 465

2.5.2.6 L'« hiver du mécontentement » et la désintégration de la politique des revenus ..... 479

## **2.6 La crise du mouvement ouvrier ..... 490**

2.6.1 Moralité syndicale et lutte des classes ..... 492

2.6.2 Les frontières nationales du mouvement ouvrier ..... 496

2.6.3 Identité ouvrière et représentation politique ..... 502

## **3 Une anatomie du mouvement syndical britannique ..... Erreur ! Signet non défini.**

### **3.1 Participation institutionnelle et professionnalisation du mouvement syndical britannique ..... Erreur ! Signet non défini.**

3.1.1 Les mécanismes de participation ..... Erreur ! Signet non défini.

3.1.2 Le renforcement du TUC et de ses capacités d'expertise .... Erreur ! Signet non défini.

3.1.2.1 *In Place of Strife* et le *Programme for Action* du TUC... Erreur ! Signet non défini.

3.1.2.2 1970 : le rapport d'étape sur le fonctionnement du TUC Erreur ! Signet non défini.

3.1.2.3 1972 : le rapport définitif sur le fonctionnement du TUC..... **Erreur ! Signet non défini.**

**3.1.3 La professionnalisation de l'organisation syndicale** .Erreur ! Signet non défini.

**3.1.4 Le développement des structures de formation syndicale...** Erreur ! Signet non défini.

**3.1.5 Les limites de la professionnalisation .....** Erreur ! Signet non défini.

**3.1.6 Échec de la participation et marginalisation politique du TUC** Erreur ! Signet non défini.

## **3.2 Transformation du monde du travail et évolution des organisations syndicales .....**Erreur ! Signet non défini.

**3.2.1 Une syndicalisation en forte progression dans les services publics .....**Erreur ! Signet non défini.

**3.2.2 Le déplacement du centre de gravité des relations professionnelles .....**Erreur ! Signet non défini.

**3.2.3 La démocratisation de l'activité syndicale .....** Erreur ! Signet non défini.

3.2.3.1 La réorganisation des structures et la redynamisation de l'organisation locale .....

**Erreur ! Signet non défini.**

3.2.3.2 Les limites organisationnelles et politiques de la démocratisation ....**Erreur ! Signet non défini.**

**3.2.4 Les limites de la démocratisation : la participation des femmes et des minorités.....** Erreur ! Signet non défini.

3.2.4.1 Sous-représentation et subordination des femmes**Erreur ! Signet non défini.**

3.2.4.2 Les dispositifs visant à favoriser la participation des femmes. ....**Erreur ! Signet non défini.**

3.2.4.3 Des minorités invisibles au sein du mouvement ouvrier.**Erreur ! Signet non défini.**

## **3.3 Extension de la conflictualité sociale et radicalisation du mouvement syndical.....**Erreur ! Signet non défini.

**3.3.1 L'extension de la conflictualité aux collectivités locales .....** Erreur ! Signet non défini.

**3.3.2 Le passage à l'action des travailleurs du NHS .....** Erreur ! Signet non défini.

**3.3.3 L'apprentissage du militantisme.....** Erreur ! Signet non défini.

- 3.3.4 La gauche radicale dans le mouvement syndical.....** Erreur ! Signet non défini.
- 3.3.4.1 Le parti communiste..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 3.3.4.2 Les partis trotskystes ..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 3.3.4.3 L'impact des militants de la gauche radicale ..... **Erreur ! Signet non défini.**

### **3.4 Stratégies syndicales et formes de mobilisation pendant l'hiver 1978-1979** .....Erreur ! Signet non défini.

**3.4.1 Ford : les syndicats négociateurs** ..... Erreur ! Signet non défini.

**3.4.2 Le secteur routier : action locale et coordination nationale** Erreur ! Signet non défini.

3.4.2.1 Syndicalisation et radicalisation dans un secteur fragmenté.. **Erreur ! Signet non défini.**

3.4.2.2 Initiative locale et appui national ..... **Erreur ! Signet non défini.**

**3.4.3 Les collectivités locales et le NHS : les syndicats organisateurs.** Erreur ! Signet non défini.

3.4.3.1 NUPE en campagne ..... **Erreur ! Signet non défini.**

3.4.3.2 Les autres organisations syndicales du secteur: entre attentisme et radicalité. .... **Erreur ! Signet non défini.**

3.4.3.3 Coordination nationale et action locale ..... **Erreur ! Signet non défini.**

3.4.3.4 Un bilan chiffré des conflits dans les collectivités locales et le NHS **Erreur ! Signet non défini.**

### **3.5 Le mouvement syndical à l'épreuve des conflits de l'hiver 1978-1979** .....Erreur ! Signet non défini.

**3.5.1 Médiation et conflits de loyauté : les directions syndicales .** Erreur ! Signet non défini.

3.5.1.1 La médiation du TUC..... **Erreur ! Signet non défini.**

3.5.1.2 Le STUC, un outil de coordination ..... **Erreur ! Signet non défini.**

3.5.1.3 Conflits de loyauté ..... **Erreur ! Signet non défini.**

**3.5.2 Tensions inter-syndicales : unité et divisions dans la lutte..** Erreur ! Signet non défini.

**3.5.3 Tensions intra-syndicales et conflits de légitimité .....** Erreur ! Signet non défini.

**3.5.4 Marginalisation et politisation des femmes dans l'« hiver du mécontentement »**..... Erreur ! Signet non défini.

3.5.4.1 Marginalisation des femmes dans l'action collective.....**Erreur ! Signet non défini.**

3.5.4.2 Politisation des femmes..... **Erreur ! Signet non défini.**

**3.5.5 L'échec de la lutte dans les services publics ?**..... Erreur ! Signet non défini.

## **4 L'anti-syndicalisme conquérant..... Erreur ! Signet non défini.**

### **4.1 La construction d'un consensus anti-syndical ..... Erreur ! Signet non défini.**

**4.1.1 L'élaboration néo-libérale et conservatrice de l'anti-syndicalisme.....Erreur ! Signet non défini.**

**4.1.2 Les connecteurs idéologiques des discours anti-syndicaux . Erreur ! Signet non défini.**

4.1.2.1 Les syndicats tout-puissants ..... **Erreur ! Signet non défini.**

4.1.2.2 « *Picketing* » ..... **Erreur ! Signet non défini.**

### **4.2 Le moment de l'« hiver du mécontentement »..... Erreur ! Signet non défini.**

**4.2.1 Définitions et redéfinitions : la disqualification symbolique des travailleurs en lutte ..... Erreur ! Signet non défini.**

**4.2.2 Circulations : la construction, la consolidation et la diffusion d'un sens commun anti-syndical ..... Erreur ! Signet non défini.**

**4.2.3 Le discours de crise ..... Erreur ! Signet non défini.**

### **4.3 Une réponse syndicale inadéquate ? ..... Erreur ! Signet non défini.**

### **4.4 Une adhésion populaire au programme anti-syndical thatchérien ? . ..... Erreur ! Signet non défini.**

**Conclusion. Le mouvement syndical britannique en 1979 : force organisationnelle et faiblesse politique .... Erreur ! Signet non défini.**

**Bibliographie ..... Erreur ! Signet non défini.**

**Archives** ..... Erreur ! Signet non défini.  
**COHSE**.....Erreur ! Signet non défini.  
**Labour Party** .....Erreur ! Signet non défini.  
**Militant**.....Erreur ! Signet non défini.  
**NUPE**.....Erreur ! Signet non défini.  
**STUC** .....Erreur ! Signet non défini.  
**TGWU** .....Erreur ! Signet non défini.  
**TUC** .....Erreur ! Signet non défini.

**Annexe I. Présentation du programme d’entretiens..**Erreur ! Signet non défini.

**Retranscription de l’entretien avec Roger Poole..**Erreur ! Signet non défini.  
**Retranscription de l’entretien avec Jim Cornelius**Erreur ! Signet non défini.

**Annexe II. Tableau récapitulatif des actions répertoriées par le syndicat TGWU dans les services publics (janvier 1979 – avril 1979)** ..... Erreur ! Signet non défini.

**Annexe III. Tableau récapitulatif des actions répertoriées par la direction de NUPE dans les services publics (janvier – février 1979)** ..... Erreur ! Signet non défini.

## Liste des abréviations employées

ACAS	<i>Advisory Conciliation and Arbitration Service</i>
AES	<i>Alternative Economic Strategy</i>
ASLEF	<i>Association Society of Locomotive Engineers and Firemen</i>
ASTMS	<i>Association of Scientific, Technical and Managerial Staff</i>
AUEW	<i>Amalgamated Union of Engineering Workers</i>
BBC	<i>British Broadcasting Corporation</i>
BMA	<i>British Medical Association</i>
BP	<i>British Petroleum</i>
BSC	<i>British Steel Confederation</i>
CBI	<i>Confederation of British Industries</i>
CEE	<i>Communauté économique européenne</i>
COHSE	<i>Confederation of Health Service Employees</i>
CPGB	<i>Communist Party of Great Britain</i>
CPS	<i>Centre for Policy Studies</i>
CPSA	<i>Civil and Public Servants Association</i>
DEA	<i>Department of Economic Affairs</i>
EETPU	<i>Electrical Electronic Telecommunications and Plumbing Union</i>
EETUPTU	<i>Electrical, Electronic and Telecommunications Union and Plumbing Trades Union</i>
ETU	<i>Electrical Trades Union</i>
FBU	<i>Fire Brigades Union</i>
FMI	<i>Fonds monétaire international</i>
GMWU	<i>General and Municipal Workers Union</i>
IEA	<i>Institute of Economic Affairs</i>
ILP	<i>Independent Labour Party</i>

IMG	<i>International Marxist Group</i>
IS	<i>International Socialists</i>
ISTC	<i>Iron and Steel Trades Confederation</i>
IWC	<i>Institute for Workers' Control</i>
LCDTU	<i>Liaison Committee for the Defence of Trade Unions</i>
LSE	<i>London School of Economics</i>
NALGO	<i>National Association of Local Government Officers</i>
NCLC	<i>National Council of Labour Colleges</i>
NEB	<i>National Enterprise Board</i>
NEC	<i>National Executive Committee (of the Labour Party)</i>
NEDC	<i>National Economic Development Council</i>
NHS	<i>National Health Service</i>
NIRC	<i>National Industrial Relations Court</i>
NRFM	<i>National Rank and File Movement</i>
NSCAC	<i>National Steering Committee Against the Cuts</i>
NUJ	<i>National Union of Journalists</i>
NUM	<i>National Union of Mineworkers</i>
NUPE	<i>National Union of Public Employees</i>
NUR	<i>National Union of Railwaymen</i>
NUT	<i>National Union of Teachers</i>
OCDE	<i>Organisation de coopération et de développement économique</i>
PAC	Politique agricole commune
PIB	Produit intérieur brut
PLP	<i>Parliamentary Labour Party</i>
PNB	Produit national brut
RCN	<i>Royal College of Nursing</i>

RHA	<i>Road Haulage Association</i>
RSL	<i>Revolutionary Socialist League</i>
RTC	<i>Road Transport Committee (of the TGWU)</i>
SCPS	<i>Society of Civil and Public Servants</i>
SCS	<i>Society of Civil Servants</i>
SDP	<i>Social Democratic Party</i>
SOGAT	<i>Society of Graphical and Allied Trades</i>
STUC	<i>Scottish Trades Union Congress</i>
SWP	<i>Socialist Workers' Party</i>
TGWU	<i>Transport and General Workers Union</i>
TUC	<i>Trades Union Congress</i>
TULRA	<i>Trade Union and Labour Relations Act</i>
UCATT	<i>Union of Construction Allied Trades and Technicians</i>
UCS	<i>Upper Clyde Shipbuilders</i>
UPOW	<i>Union of Post Office Workers</i>
URTU	<i>United Road Transport Union</i>
USDAW	<i>Union of Shop Distributive and Allied Workers</i>
WEA	<i>Workers Educational Association</i>
WRP	<i>Workers' Revolutionary Party</i>
WSL	<i>Workers' Socialist League</i>



## **Introduction. L'« hiver du mécontentement » comme mythe politique et comme objet scientifique**

Lorsqu'on parle de l'« hiver du mécontentement », on entend en réalité plusieurs choses : tout d'abord une série de conflits sociaux dont l'étendue, les caractéristiques, l'unité et les effets restent à déterminer ; un mythe politique ensuite – terme dont nous rendrons compte ultérieurement –, dont l'émergence et le fonctionnement doivent pareillement être analysés ; un moment de rupture, enfin, dans l'histoire de la Grande-Bretagne au 20<sup>e</sup> siècle, supposé marquer la fin du compromis de l'après-guerre et le début de la période thatchérienne. L'« hiver du mécontentement » constitue de ce point de vue à la fois un point de départ et un point d'arrivée de notre travail, puisque celui-ci vise à éclaircir ce dont nous parlons en tant que chercheurs et ce dont ils parlent en tant que syndicalistes, politiciens et journalistes quand il est question de l'« hiver du mécontentement ».

Si la détermination de cet objet tout autant discursif que social constitue un des objectifs de notre étude, le cadre géographique de cette dernière est à la fois pour nous une première certitude et une première interrogation. C'est la Grande-Bretagne qui constitue le cadre par défaut de cette enquête, non pas au sens où nous aurions été incapables de trouver un cadre plus pertinent, mais au sens où il sera possible de considérer que c'est à l'échelle de la Grande-Bretagne que nos analyses prétendent à la validité lorsque nous ne spécifierons pas d'autre échelle d'analyse. Nous comprenons « Grande-Bretagne » dans son acception géopolitique et historique, c'est-à-dire comme incluant l'Angleterre, le Pays de Galles et l'Écosse. Notre analyse ne prétend pas à la validité quant au Royaume-Uni. En effet, une compréhension de l'« hiver du mécontentement » et de ses effets en Irlande du Nord demanderait une prise en compte de l'histoire spécifique de l'Irlande et des conflits qui la traversent qui ne pourrait qu'être sommaire et insatisfaisante vu le champ d'investigation géographique et temporel déjà extrêmement large de notre étude. Par ailleurs, notre travail analysant les interactions entre les champs politique et syndical aurait, face au spectre politique spécifique de l'Irlande du Nord, nécessité une reconfiguration dont les effets heuristiques ne nous semblent pas évidents<sup>1</sup>. L'Irlande du Nord n'apparaît donc dans ce

---

<sup>1</sup> La question de l'intersection entre l'« hiver du mécontentement » et les « *Troubles* », nom donné au conflit politique qui a agité l'Irlande du Nord des années 1960 aux années 1990, gagnerait cependant nous semble-t-il à faire l'objet d'une étude par des historiens versés dans les études irlandaises.

travail qu'à l'occasion d'éventuels contrepoints, à l'instar de l'état d'urgence qui y est décrété pendant la grève des chauffeurs de camion-citerne en janvier 1979, solution radicale à laquelle le gouvernement travailliste refuse à plusieurs reprises de recourir pour le reste de la Grande-Bretagne<sup>2</sup>.

Si la Grande-Bretagne est donc l'échelle d'analyse principale, il nous semble tout aussi décisif de prendre en compte la diversité nationale au sein de la Grande-Bretagne, les divisions régionales au sein des nations<sup>3</sup>, les oppositions entre ville et campagne et enfin les spécificités locales. Nous acceptons en effet le cadre britannique comme pertinent parce que relativement unifié et parce qu'il constitue l'échelle de déploiement des acteurs institutionnels des conflits du travail – gouvernements, patronats, syndicats –, mais indiquons dès ici que les niveaux intermédiaires et le niveau local sont pour nous des niveaux également pertinents pour comprendre les phénomènes sociaux, depuis les nations aux institutions sociales et traditions politiques singulières jusqu'aux entreprises multinationales dont l'implantation géographique remet en cause le cadre national. Nous nous inspirons ici de la mise en garde adressée en 1996 par Charlesworth dans son *Atlas of Industrial Protest in Britain : 1759-1990*, dans lequel il fait remarquer que les grèves et les autres types de conflit social sont souvent traités comme des événements homogènes, alors qu'ils sont mieux compris comme des combinaisons d'évènements se déroulant dans différents lieux, lesquels impliquent des pratiques différenciées – le piquet de grève, le rassemblement, la manifestation, la négociation avec les employeurs. À partir de là, Andrew Charlesworth indique que différentes dimensions géographiques d'un conflit doivent être prise en compte par le chercheur – la diffusion de la contestation dans l'espace, les variations locales dans le niveau de conflictualité, les usages

---

<sup>2</sup> L'*Emergency Powers Act*, adopté par le Parlement en 1920 dans un contexte de forte conflictualité sociale, donne au gouvernement le pouvoir de faire appel à l'armée et de prendre les mesures nécessaires pour préserver la communauté en cas de grève. L'usage des pouvoirs conféré par l'*Emergency Powers Act* est soumis à l'autorisation du Parlement. Ken Coates et Tony Topham, *Trade Unions in Britain*, Nottingham, Spokesman, 1980, p. 270.

<sup>3</sup> De manière non-exhaustive, on pourra évoquer les distinctions écossaises entre Lowlands et Highlands et entre Ouest et Est, l'opposition entre le Nord et le Sud du Pays de Galles et enfin la traditionnelle division anglaise entre Nord et Sud, redoublée d'une opposition entre Est et Ouest aussi bien au Nord que dans les *Midlands* ou dans le Sud. Ces divisions territoriales, qui correspondent ou non à des partitions administratives, renvoient certes à des histoires différenciées, des structures économiques singulières et des dynamiques politiques antagonistes, mais constituent tout autant de lignes imaginaires entretenues par la mémoire collective, les commentaires politiques et journalistiques et des entrepreneurs de mobilisation sociale, politique ou culturelle. Nous ne pouvons engager ici la discussion ni sur ces régions, leur « invention », leur histoire et leurs transformations, ni même sur les nations, pour une présentation de la construction desquelles nous renvoyons à : Hugh Kearney, *The British Isles : a history of four nations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989 ; Kenneth Morgan, *Rebirth of a Nation : Wales 1880-1980*, Oxford, Clarendon, 1981 ; T.C. Smout, *A History of the Scottish People, 1560-1830*, Londres, Collins, 1970 ; T.C. Smout, *A Century of the Scottish People, 1830-1950*, Londres, Collins, 1986.

symboliques des lieux et les relations et tensions entre les niveaux locaux, régionaux et nationaux –, ainsi que des processus historiques comme la « nationalisation » progressive des conflits sociaux au cours du vingtième siècle, le balancier du centre de gravité de la conflictualité sociale des mines au secteur manufacturier à partir de la Seconde Guerre mondiale puis de nouveau vers les mines dans les années 1980, enfin la sortie des conflits sociaux hors des bastions ouvriers traditionnels<sup>4</sup>.

Au commencement de ce travail, une première définition de notre objet – au sens où nous escomptons produire par la suite des redéfinitions et précisions clarifiant aussi bien les dynamiques des conflits sociaux de l’hiver 1978-1979 que leurs effets sociaux et politiques – doit permettre de dégager une problématique, au sens d’une série d’hypothèses informées que nous entendons mettre à l’épreuve dans notre investigation.

## **I. Cadres temporels d’analyse et axes d’étude**

Tout comme le cadre géographique de ce travail demande à être présenté et problématisé, il est nécessaire de construire le cadre temporel dans lequel nos analyses trouvent sens et validité, et d’interroger les différents cadrages possibles qui, saisissant des dynamiques différentes, proposent un ensemble d’axes d’études. Les bornes du moment de l’« hiver du mécontentement » lui-même sont débattues, et le terme réservé à un nombre de conflits qui varie selon les auteurs et les définitions indigènes<sup>5</sup> : le seul conflit dans les services publics de janvier à mars 1979 pour certains<sup>6</sup>, les conflits de janvier et février 1979 dans les services publics et le transport routier pour d’autres<sup>7</sup>, enfin pour d’autres encore les trois conflits majeurs du long hiver 1978-1979, c’est-à-dire les deux conflits précédemment mentionnés auxquels s’ajoute le conflit chez Ford d’octobre et novembre 1978<sup>8</sup>. Si ces

---

<sup>4</sup> Andrew Charlesworth, *An Atlas of Industrial Protest in Britain, 1750-1990*, Basingstoke, Macmillan, 1996, ix-xv, p. 181-185.

<sup>5</sup> Nous appelons « indigènes » les définitions proposées par des acteurs, par contraste avec les définitions scientifiques que nous appelons également « savantes ».

<sup>6</sup> Alastair Reid, *United We Stand : A History of Britain's Trade Unions*, Londres, Penguin Books, 2005, p. 355. Ce conflit a impliqué plus de 1 700 000 travailleurs entre janvier et avril 1979 et occasionné la perte de près de trois millions de journées de travail. *Department of Employment Gazette*, mai 1979, p. 492.

<sup>7</sup> « The ‘Winter of Discontent’ is a label now widely accepted for the 1978-9 wages movement by workers employed in local authorities, the National Health Service (NHS) and civil service, and in the hire and reward sector of the road haulage sector (comprising companies which move goods under commercial contract) », Paul Smith, « The ‘Winter of Discontent’ : The Hire and Reward Road Haulage Dispute, 1979 », *Historical Studies in Industrial Relations*, No. 7 (1999), p. 27. Le conflit dans le transport routier a impliqué environ 80 000 routiers en janvier 1979 et impliqué la perte de 937 000 journées de travail. *Department of Employment Gazette*, février 1979, p. 180.

<sup>8</sup> Alastair Reid et Henry Pelling, *A Short History of the Labour Party*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1961, 2005, p. 150; Andrew Thorpe, « The Labour Party and the Trade Unions », John McIlroy et al. (ed), *The High*

conflits spécifiques ont attiré l'attention de leurs contemporains et des commentateurs ultérieurs, il faut cependant préciser que l'hiver 1978-1979 est également marqué par d'autres conflits sociaux<sup>9</sup>. Cette relative indétermination scientifique et indigène de l'objet « hiver du mécontentement » est redoublée par une série de réserves qui peuvent être exprimées à l'égard à la fois du choix de ces conflits comme particulièrement importants et leur rassemblement sous le terme général d'« hiver du mécontentement ».

Tout d'abord, le choix d'un ou plusieurs de ces trois conflits par la plupart des auteurs, par rapport à d'autres conflits également fondés sur des revendications salariales frustrées par la politique de contrôle des revenus ne semble répondre à d'autre logiques que celles de l'exposition médiatique relative – effectivement plus grande pour les routiers ou les infirmières<sup>10</sup> que pour les salariés des boulangeries industrielles – et du nombre, critères dont l'apparence d'objectivité ne masque que difficilement leur caractère arbitraire et la façon dont ils conduisent à reproduire scientifiquement ce que le sens commun dit des événements. Ensuite, ce qui rassemble ces trois conflits est certes leur origine dans une revendication

---

*Tide of British Trade Unionism: Trade Unions and Industrial Politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 1999, 2007, p. 146-147; Kenneth Morgan, *Britain Since 1945: the People's Peace*, Oxford, Oxford University Press, 1990, 2001, p. 418. Le conflit à Ford a impliqué près de 56 000 ouvriers de fin septembre à fin novembre 1978, occasionnant la perte de plus de 2 500 000 journées de travail. *Department of Employment Gazette*, janvier 1979, p. 32.

<sup>9</sup> Une liste non-exhaustive des conflits sociaux du long hiver 1978-1979, c'est-à-dire de septembre 1978 à avril 1979, inclut également un conflit impliquant 20 000 travailleurs dans les boulangeries industrielles du 7 novembre au 15 décembre 1978, une grève de 7 500 journalistes de la presse régionale à compter du 4 décembre 1978, une grève des travailleurs sociaux initiée en août 1978 à Newcastle et dans deux arrondissements de Londres et qui s'étend au cours de l'automne à tout le nord de l'Angleterre et à l'ensemble de Londres, une grève de 2 200 conducteurs de camions-citernes entre mi-décembre 1978 et mi-janvier 1979, une série de quatre journées d'arrêt de travail des conducteurs de train et des cheminots dans la seconde moitié du mois de janvier 1979 impliquant 20 500 travailleurs, une grève de près de 4 000 ouvriers travaillant sur les plates-formes pétrolières de la mer du Nord du 5 janvier au 26 février 1979 suivie d'une grève de 1 500 ouvriers construisant les plates-formes pétrolières en mars et avril 1979, une grève d'une semaine de 16 500 ouvriers à l'usine automobile de Longbridge mi-février 1979, une grève dans une entreprise de fabrication de tourne-disques à East Kilbride de mi-janvier à fin-février 1979 impliquant près de 4 000 ouvriers, deux journées d'action dans les administrations les 23 février et 2 avril 1979, mobilisant respectivement 153 000 et 300 000 fonctionnaires et entrecoupées de grèves tournantes, une grève de 35 000 enseignants écossais le 23 mars, un arrêt de travail de 22 000 ouvriers dans des usines de pneu le 7 mars, deux journées d'action au Post Office les 6 et 7 avril 1979 impliquant respectivement 4 000 et 28 000 employés, un conflit d'une semaine début avril 1979 dans une usine fabriquant des moteurs diesel à Peterborough, enfin une grève des outilleurs de *British Leyland* du 6 au 23 avril 1979. Dans cette liste, peuvent être également considérés comme des conséquences directes de la politique des revenus du gouvernement les conflits dans les boulangeries, le transport d'hydrocarbures et les administrations. *Department of Employment Gazette*, janvier 1979, p. 31-32; *Department of Employment Gazette*, février 1979, p. 180-181; *Department of Employment Gazette*, mars 1979, p. 284; *Department of Employment Gazette*, avril 1979, p. 380; *Department of Employment Gazette*, mai 1979, p. 492.

<sup>10</sup> Nous employons le terme féminin « infirmière » en raison du caractère majoritaire de l'emploi féminin à ce poste. Il est cependant nécessaire d'opérer une distinction, au sein du NHS, entre le secteur de la médecine générale et celui du soin psychiatrique. Dans ce dernier cas, le personnel demeure longtemps quasi-exclusivement masculin. Pour refléter cette distribution genrée de, nous parlerons d'« infirmiers » dans le secteur psychiatrique, d'« infirmières » dans le secteur de la médecine générale.

salariale neutralisée par la politique de contrôle des revenus du gouvernement travailliste<sup>11</sup>, mais le pas de la revendication salariale à l'opposition à la politique des revenus est plus rapidement franchi par les commentateurs contemporains et ultérieurs que par les travailleurs alors en lutte<sup>12</sup>. Si les directions syndicales, les journalistes, la gauche du parti travailliste et les conservateurs pointent du doigt la responsabilité du gouvernement travailliste, les revendications formulées sur les banderoles et dans les slogans portent avant tout sur le pourcentage de l'augmentation de salaire demandée, tout comme les négociations en cours ont lieu entre les employeurs – de l'automobile, du secteur routier et des collectivités locales et du *National Health Service* (NHS)<sup>13</sup> – et les organisations de travailleurs et non pas entre ces dernières et le gouvernement, bien que le gouvernement exerce une pression quant aux modalités de l'action syndicale menée par les travailleurs. Enfin, les trois principaux conflits de l'hiver 1978-1979 sont fortement hétérogènes, tant dans le rôle qu'y jouent les organisations syndicales – négociatrices, encadrantes ou motrices – que dans les modalités d'action employées, ou les résultats obtenus. Les trois luttes, parallèles à certains moments notamment en ce qui concerne la grève des routiers et le mouvement dans les services publics<sup>14</sup>, connaissent cependant des déclenchements différés et à aucun moment au cours de l'hiver 1978-1979 ne convergent autour d'une manifestation, d'un rassemblement ou d'une

---

<sup>11</sup> Dans la liste précédente, peuvent être également considérés comme des conséquences directes de la politique des revenus du gouvernement les conflits dans les boulangeries, le transport d'hydrocarbures et les administrations. Par « politique des revenus », nous entendons à la fois la volonté d'un gouvernement de limiter durant une durée déterminée les augmentations salariales à une somme ou un taux fixe, et l'ensemble des dispositifs pratiques destinés à s'en assurer.

<sup>12</sup> Indiquons dès ici que « travailleur » est le terme que nous employons comme équivalent français de l'anglais « *worker* », qui possède un champ d'application large. D'autres traductions possibles ne nous semblent pas satisfaisantes : « ouvrier » opère un décalage par rapport à l'anglais et localise le rapport de classe dans l'usine ; « salarié » fait référence, si l'on suit les analyses convaincantes de Robert Castel, à un ensemble d'institutions sociales et politiques associées à la période du compromis fordiste (Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Gallimard, 1995, 1999) ; « prolétaire » enfin caractérise certes de manière assez large dans le vocabulaire marxien celui qui vend sa force de travail contre salaire, mais tend plutôt à connoter la mission historique collective du prolétariat – l'abolition du capitalisme – que les conditions et manifestations matérielles du rapport de classe et de l'organisation capitaliste du travail. C'est précisément cet ancrage socio-historique dans les transformations du monde du travail que nous souhaitons indiquer par l'emploi de la catégorie de « travailleurs ». Dans tous les cas, nous serons attentifs à la fois aux terminologies et aux taxonomies indigènes, aux glissements sémantiques et aux inflexions de la langue, ainsi qu'à notre propre usage des catégories scientifiques.

<sup>13</sup> Le NHS est le service public de santé britannique.

<sup>14</sup> Les « services publics » (*public services*) incluent en Grande-Bretagne d'un côté les services organisés et gérés nationalement – les administrations publiques rattachées aux ministères londoniens –, de l'autre les services organisés et gérés au niveau des collectivités locales – la santé et l'éducation notamment. Qu'ils soient employés par les administrations centrales où les collectivités locales, les travailleurs des services publics ne bénéficient pas d'un statut spécifique qui leur accorderait des conditions d'emploi et de travail distinctes de celles des travailleurs du secteur privé. Leurs conditions d'emploi et de travail sont régies par les accords passés entre les employeurs et les organisations syndicales. La notion de service public repose donc exclusivement sur le type de mission accompli et sur le financement étatique, direct dans le cas des administrations publiques et indirect dans le cas des collectivités locales.

liste unitaire de revendications. En dépit de l'existence d'une seule confédération syndicale en Grande-Bretagne, le *Trades Union Congress* (TUC) dont la structuration laisse certes une forte autonomie à chacune des organisations qui y sont affiliées, le soutien indéfectible au gouvernement travailliste des principales organisations au sein de celui-ci explique qu'il n'y ait jamais eu de mise en cohérence des luttes en cours, par-delà les manifestations locales de soutien organisées par des sections syndicales ou des *trades councils*, les branches locales du TUC.

Pour toutes ces raisons, des sociologues comme Richard Hyman refusent d'envisager ces conflits comme un « mouvement social »<sup>15</sup> d'opposition à la politique d'austérité du gouvernement travailliste, ou même comme faisant sens dans leur globalité<sup>16</sup>. Nous acceptons ces réserves, qui nous amènent à formuler deux conditions à une étude de l'« hiver du mécontentement », à commencer par une distinction analytique entre l'« hiver du mécontentement » et les divers conflits rassemblés sous cette étiquette. Pas plus que le terme « hiver du mécontentement » ne permet de dire les spécificités de chacun des conflits dont nous avons souligné l'hétérogénéité, pas plus l'étude d'un conflit ou même d'une série ou de leur totalité ne peut tenir lieu de compréhension globale de l'« hiver du mécontentement ».

En raison de cette première distinction, il nous semble ensuite vain de chercher à déterminer quels conflits font ou ne font pas partie de l'« hiver du mécontentement », de fixer les bornes chronologiques précises de ce moment politique. Nous adoptons donc un cadrage chronologique large de l'« hiver du mécontentement » pour inclure l'ensemble des conflits qui se sont déroulés de l'automne 1978 au printemps 1979 et qui ont pu être intégrés diversement ou pas du tout dans des récits totalisants faisant d'un ou plusieurs des conflits le signe de la révolte populaire contre l'austérité ou au contraire du chaos social menaçant l'ordre politique. Il ne s'agit pas ici d'un plaidoyer post-moderne pour la dissolution de

---

<sup>15</sup> Le terme « mouvement social » (*social movement*) peut recouvrir plusieurs phénomènes : il peut soit faire référence à un épisode conflictualité étendue, soit désigner un ensemble d'acteurs collectifs contestataires (Sophie Bérout et al., *Le Mouvement social en France. Essai de sociologie politique*, Paris, La Dispute, 1998). L'examen des logiques convergentes et divergentes entre les acteurs et leurs formes de mobilisation au cours des conflits de l'hiver 1978-1979 est un des enjeux de notre travail, aussi nous nous garderons de placer d'emblée notre étude sous le signe du « mouvement social », qui n'est ni un terme indigène ni la façon dont les conflits sectorisés de l'hiver 1978-1979 peuvent être décrits en première approximation. Par ailleurs, notre étude est centrée sur les organisations syndicales et menée à partir de la consultation des archives de celle-ci. Nous nous attachons certes à analyser les fractures organisationnelles, sociales et politiques entre les organisations et au sein de celles-ci, mais il nous semble plus adéquat de nous cantonner à l'emploi des termes « mouvement syndical » (*trade union movement*) et « mouvement ouvrier » (*labour movement*). Le premier rassemble les organisations de travailleurs coordonnées au sein du TUC, le second l'ensemble des organisations dont le référentiel politique central est le prolétariat, quelle que soit la définition qu'elles en donne et les conclusions politiques qu'elles en tirent.

<sup>16</sup> Propos recueillis par l'auteur.

l'« hiver du mécontentement » dans la multiplicité et la relativité des récits des acteurs. Il ne nous semble pas plus pertinent de rejeter au contraire toute possibilité d'une étude de ce moment social et politique en raison du caractère hétérogène des conflits sociaux qu'il rassemble. En dehors de la grève générale de 1926 coordonnée par le TUC, dont on signalera néanmoins la diversité des manifestations locales, les principaux moments de mobilisation ouvrière en Grande-Bretagne depuis le dix-neuvième siècle, ou du moins ceux que la mémoire collective et l'histoire du mouvement ouvrier ont constitué comme tels, correspondent en fait à chaque fois à une série de mouvements, quasiment simultanés en différents lieux comme le luddisme ou le chartisme, ou successifs comme les grèves contre l'*Industrial Relations Act* en 1972. Au regard des travaux qui, tout en insistant sur la diversité et l'hétérogénéité de ces mouvements, continuent de penser « le chartisme » des années 1830 et 1840 ou l'« été glorieux » de 1972 comme des mobilisations ouvrières qui font sens dans leur globalité<sup>17</sup>, nous proposons d'analyser les conflits de l'hiver 1978-1979 à la fois dans leur diversité et dans leurs convergences – en proposant une étude détaillée des trois conflits majeurs – et de conserver le terme d'« hiver du mécontentement » comme caractérisation – certes insatisfaisante et à problématiser – de ce moment historique.

La question des bornes de l'« hiver du mécontentement » ne recouvre pas intégralement, loin de là, celle du cadre chronologique dans lequel il est pertinent de le comprendre. Ce moment n'est en effet devenu l'« hiver du mécontentement » que lorsque le bon mot de l'éditorialiste du *Sun* Harry Lamb en est devenu le signifiant principal. Aussi, parler de l'« hiver du mécontentement », c'est immédiatement inscrire ce moment politique et les conflits sociaux de l'hiver 1978-1979 dans une temporalité plus longue au sein de laquelle il est susceptible de faire sens. On peut ici établir un parallèle avec la mémoire de « Mai 68 », terme qui n'a de sens que pour les commentateurs ultérieurs à ce moment. Par-delà ces inscriptions dans des temporalités plus longues, qui envisagent généralement le moment étudié sous la forme de la rupture, les historiens, sociologues et les politistes ont également ressenti le besoin de proposer un cadre temporel élargi de compréhension de « Mai 68 » pour le sortir du schème de la rupture ou du providentiel. Les mouvements sociaux continentaux autour de « Mai 68 » ont ainsi fait l'objet d'extensions, sous la forme notamment des notions

---

<sup>17</sup> Malcolm Chase, *Chartism : A New History, Manchester*, Manchester University Press, 2007; Ralph Darlington et Dave Lyddon, *Glorious Summer : Class Struggle in Britain, 1972*, Londres, Bookmarks, 2001.

de « mai rampant » pour l'Italie et d'« années 68 » pour la France – des grèves de mai-juin 1968 à la défaite des sidérurgistes de Longwy et de Denain en 1979<sup>18</sup>.

La première temporalité élargie de compréhension de l'« hiver du mécontentement » l'inscrit dans l'histoire des gouvernements travaillistes de 1974-1979<sup>19</sup>. On insistera alors sur le développement par les travaillistes au pouvoir d'une politique d'austérité dont le contrôle des revenus constitue un volet majeur, et dont l'intransigeance et les effets en termes de baisse réelle du niveau de vie d'une majorité des Britanniques aboutissent à la révolte de plusieurs groupes de travailleurs quelques mois avant les élections de mai 1979 qui voient le retour des conservateurs. On mettra en contraste la proximité programmatique entre les syndicats et le parti travailliste en 1974, inégalée depuis des décennies, et le déchirement de 1979 lorsqu'en dépit d'une direction loyale au gouvernement Callaghan l'opposition à la politique de celui-ci pousse des centaines de milliers de travailleurs en grève ou dans la rue et des millions d'électeurs des classes populaires dans les bras des conservateurs qui promettent le retour à la libre négociation salariale. Une autre temporalité, plus longue parce que débutant en 1964 et s'achevant pareillement en 1979, mettrait en évidence des logiques semblables. On partirait de l'euphorie du retour au pouvoir des travaillistes, porteurs d'un projet de modernisation de la société et de l'économie après treize années de pouvoir conservateur, pour étudier la mise en échec du volet économique de ce programme. Le déclin structurel des industries lourdes et manufacturières britanniques est en fait accéléré par le gouvernement travailliste de 1964-1970 qui donne la priorité, comme tous les gouvernements britanniques avant lui, à la défense de la livre sterling contre les attaques spéculatives des investisseurs. La lutte contre l'inflation et pour la confiance des investisseurs amène à la mise en place de politiques des revenus et à un projet de réforme des relations professionnelles dans le sens d'un encadrement plus strict de l'activité syndicale, qui ouvrent un cycle marqué jusqu'aux années 1980 par l'alternance entre politique des revenus et offensive législative contre les syndicats. Alors que le centre de gravité du mouvement syndical glisse vers la gauche et que plusieurs directions lancent des mots d'ordre de démocratisation de l'action syndicale, la tension ouverte entre les politiques des gouvernements travaillistes et les perspectives économiques avancées par les syndicats crée une fracture au sein du mouvement ouvrier que l'union contre le gouvernement

---

<sup>18</sup> Geneviève Dreyfus-Armand, et al. (ed), *Les années 68 : le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000 ; Pierre Milza, « Italie 1968 : le mai rampant », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Vol. 11, No. 11-13 (1988), p. 38-41.

<sup>19</sup> Nous parlerons des gouvernements travaillistes de 1974-1979, comme le veut la tradition britannique. En effet, même s'il n'y a pas eu d'élections législatives (general elections) entre 1974 et 1979, deux chefs de gouvernement se sont cependant succédé, Harold Wilson de 1974 à 1976 et James Callaghan de 1976 à 1979.



conservateur de 1970-1974 ne parvient pas à masquer véritablement. On peut rajouter à ces deux premières temporalités une troisième, longue au point d'être difficilement utilisable, mais qui menant de la victoire travailliste aux élections de 1945 à l'« hiver du mécontentement » et à la victoire conservatrice de 1979 insiste sur la longue crise du travaillisme et sur la désintégration du consensus de l'après-guerre. L'unité du mouvement ouvrier britannique en 1945 a pu être exagérée dans la mémoire collective. Il n'en reste pas moins qu'en dépit de divergences sur le mode de gestion des nouvelles entreprises nationalisées, le gouvernement de Clément Attlee met en œuvre un programme politique réformiste relativement cohérent autour de la mise en place ou du renforcement des institutions de l'état social, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, et de la nationalisation des secteurs de l'énergie et de l'environnement. C'est autour de l'orientation de la politique économique et de ses priorités que des dissensions apparaissent dès les années qui suivent la victoire travailliste et que le mouvement travailliste continue de se diviser entre ses ailes gauche et droite dans les années 1960 et 1970 : est-ce l'orthodoxie monétaire et budgétaire qui doit primer ou bien la relance de l'économie ? La nationalisation de l'économie est-elle et demeure-t-elle un impératif pour la construction d'une société plus juste, ou le socialisme doit-il accepter et défendre la propriété capitaliste dans le cadre d'une économie mixte<sup>20</sup> ? Existe-t-il un intérêt national britannique qui subsume l'intérêt particulier de la classe ouvrière et implique que celle-ci consente à des sacrifices<sup>21</sup> ? L'aile droite domine au sein de la direction du parti et dans les gouvernements travaillistes des années 1960 et 1970. Lorsque le programme de mise en place d'une planification et d'extension de la nationalisation est mis en échec dans la deuxième moitié des années 1960 et que les services publics se contractent sous l'effet de l'austérité dans la deuxième moitié des années 1970, ce sont les fondements du consensus de l'après-guerre qui se trouvent remis en cause et les tensions sont redoublées au sein du parti entre la direction et une base qui glisse de plus en plus à gauche. Ainsi ces trois premiers cadrages chronologiques permettent-ils de faire ressortir une série de dynamiques qui, à différentes échelles, convergent autour d'une même

---

<sup>20</sup> Une économie mixte est une économie dans laquelle une partie importante des moyens de production, de distribution et d'échange a été socialisée ou du moins placée sous le contrôle de l'État, mais dont le cadre économique général demeure celui de la propriété privée et de l'organisation capitaliste du travail.

<sup>21</sup> Nous employons le terme « classe ouvrière » en tant que catégorie politique, c'est-à-dire en tant que notion mobilisée par les acteurs dans les débats sur la situation de la Grande-Bretagne, les politiques gouvernementales et les priorités du mouvement syndical. Les acteurs qui emploient cette notion tendent à postuler l'adéquation à la réalité de cette catégorie, mais attribuent à cette « classe ouvrière » des contours changeants et des intérêts variables. Ce sont ces façons de construire discursivement une « classe ouvrière » qui nous intéressent, ainsi que les effets politiques produits par la mobilisation de cette catégorie. S'il nous arrive de discuter des descriptions offertes par les acteurs à la lumière de notre recherche, nous n'engageons pas ici le débat sur la valeur épistémologique de la catégorie de « classe ouvrière ».

idée de crise du travaillisme qui culmine dans « l'hiver du mécontentement », moment où la politique des revenus est contestée par des travailleurs adhérents de syndicats affiliés au parti travailliste. On remarquera qu'il s'agit ici de périodisations avant tout politiques, au sens électoral du terme. Dans son étude de la décennie 1970 en France, Lilian Mathieu propose pareillement une périodisation 1968-1981 fermée par la victoire électorale de la gauche en mai 1981, souhaitant signifier ainsi le report des espoirs du mouvement social dans les partis de gauche après la défaite du cycle de luttes du travail engagé en mai 1968<sup>22</sup>. Cet emboîtement français de la temporalité des mobilisations dans celle des élections ne fonctionne pas en revanche pour la Grande-Bretagne, où les conflits de l'hiver 1978-1979 marquent précisément la disjonction entre les aspirations manifestées dans les luttes sociales et l'action menée par les travaillistes au pouvoir. Si la périodisation électorale est donc décisive en ce qu'elle scande la crise du travaillisme, on ne peut en revanche y réduire la dynamique du mouvement syndical.

Si l'on opère en revanche un cadrage chronologique sur la période 1968-1979, on percevra alors l'« hiver du mécontentement » comme l'apogée d'une décennie de conflits sociaux autour des revendications salariales neutralisées par les gouvernements successifs et comme le produit d'une extension sans précédent du mouvement syndical. Ces années sont marquées par l'extension de la conflictualité sociale hors des bastions ouvriers traditionnels, par la radicalisation de certains groupes de travailleurs mais aussi par la professionnalisation des organisations de travailleurs. S'il n'est pas possible d'identifier en Grande-Bretagne en 1968 une crise sociale et politique semblable à celle qui se produit en France au mois de mai, deux évènements sociaux majeurs sont identifiables qui justifient qu'on y voit le point de départ de la décennie militante des années 1970<sup>23</sup>. Le premier est la fronde croissante du mouvement syndical face à la tentative du gouvernement travailliste d'encadrer juridiquement l'action syndicale. Le second est la grève des couturières de l'usine Ford de Dagenham pour obtenir l'égalité des salaires avec les travailleurs hommes. Ces deux évènements sont de nature complètement différente, mais amorcent une même dynamique de politisation des conflits sociaux, de développement de l'insubordination ouvrière et d'élargissement des priorités du mouvement syndical. Les directions des principales organisations syndicales, jusqu'alors soutiens indéfectibles de la droite du parti travailliste au parlement et dans le gouvernement mais désormais contrôlées par une nouvelle génération de dirigeants plus

---

<sup>22</sup> Lilian Mathieu, *Les années 70, un âge d'or des luttes?*, Paris, Textuel, 2009, p. 14-15.

<sup>23</sup> Keith Dixon, « Le mouvement social britannique en 1968 », *Savoir / Agir*, No. 6 (2008), p. 77-84.

radicaux, résistent ouvertement à la primauté du politique sur le social et à la subordination des syndicats qui avait prévalu jusqu'alors. Les ouvrières de Ford remettent en cause la primauté du salaire masculin, l'autorité des dirigeants syndicaux locaux et de l'encadrement, enfin l'image de passivité associée aux travailleuses femmes dans un conflit symbolique des nouvelles revendications qui émergent au sein du mouvement syndical et contestent les priorités d'un mouvement ouvrier hiérarchisé et dominé par un personnel militant masculin et blanc. Par rapport à la borne 1968, les conflits de l'hiver 1978-1979 qui closent cette séquence suggèrent une transformation du mouvement syndical au cours de la décennie 1970. Le centre de gravité de l'action syndicale s'est déplacé, puisque ce sont les conflits dans les services publics qui mobilisent le plus grand nombre de travailleurs et qui marquent le plus durablement les esprits par leurs effets. L'image du mouvement syndical se transforme aussi puisque les femmes occupent dans les syndicats des secteurs publics et sur les piquets de grève une place certes encore marginale relativement à leur poids numérique, mais néanmoins sans commune mesure avec l'obscurité à laquelle elles étaient traditionnellement reléguées. Ces conflits annoncent le statut de nouveau bastion du mouvement syndical britannique que les syndicats des services publics sont en passe d'acquérir en même temps qu'ils accélèrent le programme de modernisation et de démocratisation de l'action syndicale.

1979 constitue cependant un apogée paradoxal du mouvement syndical britannique, non pas tant en raison de la responsabilité souvent attribuée aux syndicats des services publics dans la défaite des travaillistes en mai 1979, que parce qu'elle marque la fin d'une période d'expansion continue et concomitante du mouvement syndical et de la conflictualité sociale. Après 1979, on note une baisse rapide du nombre de journées de travail perdues chaque année en Grande-Bretagne à l'occasion de grèves, la grande grève des mineurs de 1984-1985 faisant figure d'anomalie localisée. De ce point de vue, on peut voir l'« hiver du mécontentement » de 1978-1979 comme la mi-temps d'une période 1974-1985 qui, d'une grève des mineurs à l'autre, voit le désarmement du mouvement ouvrier britannique et la revanche conservatrice. 1974 constitue en effet un point de départ ambigu pour qui s'intéresse à la décennie qui suit. La *National Union of Mineworkers* (NUM), le syndicat des mineurs, remporte certes pour la deuxième année consécutive son bras de fer salarial avec le gouvernement, et peut se féliciter de la défaite électorale de ce dernier lors d'une élection placée par les conservateurs au pouvoir sous le signe de la question « qui gouverne la Grande-Bretagne ? » (« *Who governs Britain ?* »). Cependant, si le choc pétrolier de 1973 a renforcé les mineurs face au gouvernement, il augmente fortement les coûts de production dans le secteur manufacturier, et

marque donc le début d'une période de forte contraction de celui-ci, qui s'accélère au tournant des années 1980 avec la récession qui fait suite au deuxième choc pétrolier. Cette crise profonde de l'industrie britannique affaiblit les syndicats vis-à-vis non seulement du patronat mais aussi des gouvernements qui, fixant le taux de change de la livre sterling et décidant de la relance ou du ralentissement de la croissance, tiennent entre leurs mains l'avenir des entreprises, des travailleurs et de communautés ouvrières entières. Cela explique d'un côté la loyauté irréductible des syndicats aux gouvernements travaillistes de 1974-1979 en dépit des politiques d'austérité que ceux-ci mènent, de l'autre la facilité de la mise en œuvre du programme thatcherien de désarmement juridique des organisations syndicales engagé à partir de 1979. La période 1974-1985 est d'ailleurs marquée par l'arrivée à la tête du parti conservateur de Margaret Thatcher suite à la déroute du gouvernement Heath<sup>24</sup>, par le développement d'une rhétorique anti-syndicale virulente et d'un programme de neutralisation des organisations de travailleurs, enfin par la mise en œuvre progressive de ce dernier à partir de 1979. La confrontation entre les mineurs et le gouvernement conservateur s'appuyant sur toute la puissance de l'État britannique en 1984-1985 constitue le point final d'un programme nourri par les conservateurs depuis alors une dizaine d'années. La période 1974-1985 est donc marquée par un paradoxe qui bénéficie aux conservateurs : l'apparente toute-puissance du mouvement syndical permet d'attribuer à celui-ci les maux de la Grande-Bretagne, mais elle masque en fait une situation d'affaiblissement dans le secteur industriel. Or celui-ci est central pour le mouvement syndical dans la mesure où il confère aux travailleurs une capacité de blocage de l'économie importante, ou du moins supérieure à celle dont ils bénéficient dans les services publics qui constituent le principal terrain de développement du syndicalisme à la même période.

Tous les cadres temporels d'analyse susmentionnés sont employés dans notre travail pour donner sens à l'« hiver du mécontentement », et les axes d'études dégagés ici développés plus amplement dans les différentes parties de notre démonstration. Pour leur donner une unité, on peut proposer un cadrage chronologique de synthèse. Celui-ci, élargi, envisage l'« hiver du mécontentement » comme un moment important de la période 1968-1985, qui va de l'affirmation de la force collective du mouvement ouvrier au succès de la stratégie

---

<sup>24</sup> La mémoire de l'élection de 1974 comme déroute conservatrice est probablement dû à ce que Heath a fait de ces élections un référendum sur sa gestion du conflit dans le secteur minier et engagé l'autorité du gouvernement britannique face à un syndicat. Les résultats des élections sont cependant plus ambigus : si les travaillistes obtiennent 301 sièges contre 297 aux conservateurs, ces derniers recueillent en revanche 11 868 906 voix contre 11 639 243. David Butler et Gareth Butler, *British Political Facts 1900-1985*, Londres, Macmillan, 1963, 1986, p. 228.

conservatrice de désarmement des organisations de travailleurs. Même si elle remonte à l'occasion jusque 1964 voire 1945 et n'hésite pas à prolonger l'analyse jusqu'à la fin des années 1980 pour les nécessités de la démonstration, notre étude est centrée sur la période 1968-1985, dont les bornes ne correspondent délibérément pas aux échéances électorales mais à des inflexions importantes pour le mouvement syndical. Ainsi, si la crise du travaillisme constitue un processus fondamental et structurant de la période, c'est bien le déploiement de l'insubordination ouvrière en 1968-1969 qui ouvre une nouvelle période de conflictualité sociale en Grande-Bretagne, et la défaite des mineurs face à la détermination gouvernementale et à la répression policière en 1984-1985 qui la clôt.

On conclura en signalant que cette activité de cadrage chronologique de l'« hiver du mécontentement », et donc d'attribution de sens à celui-ci, n'est pas le seul fait du chercheur. Les acteurs – syndicalistes, journalistes ou hommes politiques – le font tout autant et constamment lorsqu'ils produisent des interprétations de ce qui est en train de se passer. Les dynamiques et axes d'études que nous avons ici mis en évidence ici ne sont pas seulement des contextes objectifs qui informent les conflits : c'est aussi à travers la perception de ces contextes que les acteurs des conflits de l'hiver 1978-1979 s'orientent dans l'action. De ce point de vue, tout en proposant ces cadres chronologiques de compréhension de « l'hiver du mécontentement », nous serons également attentifs aux cadres indigènes dans lesquels ce moment est pensé.

## **II. Réhistoriciser l'« hiver du mécontentement »**

Avant de présenter dans la première partie de notre travail les moyens que nous nous donnons pour donner sens à « l'hiver du mécontentement », au sens des sources que nous mobilisons et des archives que nous explorons, il est nécessaire d'explicitier les objectifs avec lesquels nous approchons ces sources. Nous avons choisi de placer ce travail sous le signe de l'« histoire critique » pour marquer immédiatement une rupture avec ce qui nous semble être le sens commun journalistique et politique concernant l'« hiver du mécontentement ». Celui-ci a été enseveli sous les commentaires qui, depuis plus de trente ans, s'amoncellent et recouvrent les conflits de l'hiver 1978-1979 d'images, de raccourcis et de conclusions.

Il semble que tout le monde en Grande-Bretagne sache ce qu'est l'« hiver du mécontentement ». Quand bien même on ne partage pas la vision apocalyptique des conflits

sociaux propagée par les commentateurs de la presse conservatrice<sup>25</sup>, il semble facile de résumer l'hiver 1978-1979 en quelques idées simples et épisodes forts, principalement la grève des éboueurs et celle des employés des cimetières<sup>26</sup>. En tant qu'épisode fondateur du monde thatcherien et blairiste, « l'hiver du mécontentement » est aussi un point de référence pour les conflits sociaux du monde contemporain<sup>27</sup>. Cependant, tout autant qu'il rapproche des conflits sociaux sous la forme d'une même menace du désordre social, il permet d'évaluer l'écart entre la Grande-Bretagne de 1979 et celle d'aujourd'hui. On peut y faire référence en toute circonstance, et la simple mention de ce nom vaut toutes les menaces, tous les avertissements, et aussi souvent toutes les condamnations<sup>28</sup>. « L'hiver du mécontentement » souffre ainsi d'une situation paradoxale où la sur-représentation côtoie la sous-documentation

---

<sup>25</sup> Voir par exemple la chronique de Richard Littlejohn dans le *Daily Mail* du 27 novembre 2006 : « Rubbish piled high in the streets, rats in Leicester Square. This was the notorious Winter of Discontent, which kicked off 28 years ago this week. [...] Britain was one big, open-air skip, carpeted in chicken carcasses, rotting vegetables and assorted household detritus. The dustmen weren't the only public sector workers who went on strike in support of an outrageous pay rise demand, but their walkout probably had the most unpleasant consequences. Elsewhere, the hospitals were in chaos because cleaners and other ancillary staff joined the most widespread withdrawal of labour since the General Strike of 1926. Patients went untreated and even the dead were left unburied, as council grave-diggers took what was quaintly referred to as 'industrial action'. [...] The General Election held in May ushered in Mrs Thatcher with a determination that the British people would never again be held to ransom. Thatcher smashed the might of the unions and made Britain governable again. The spectre of the Winter of Discontent ensured there wouldn't be another Labour Prime Minister for 18 long years. » Richard, Littlejohn, « What we need is our own Winter of Discontent » *Daily Mail*, 27 novembre 2006.

<sup>26</sup> « Cast your mind back, if you are old enough, to the winter of 1978-79, forever associated with that downbeat first line from Richard III: following an autumn of pay disputes, widespread strikes closed ports and petrol stations. Rubbish piled up in the streets and was stored temporarily in parks. Bodies went unburied. Half of all NHS hospitals resorted to treating emergencies only, while ambulance drivers refused to attend 999 calls. The government, meanwhile, in endeavouring to appear in control, came across as oblivious. The Sun headline "Crisis? What Crisis?" came to embody James Callaghan's apparent indifference to the chaos. At the end of March, Labour lost a vote of no confidence. By May, Margaret Thatcher was prime minister. » Tim Dowling, « Coming soon – (another) winter of discontent ? » *Guardian*, 4 octobre 2006. Ou de manière plus synthétique encore : « the "winter of discontent", when binmen and gravediggers went on strike. » Michael Billington, « All our yesterdays » *Guardian*, 3 août 2006.

<sup>27</sup> « More than 1.2 million local authority staff today began a 24-hour strike in a protest over pay. Schools, libraries, museums and leisure centres were closed and rubbish was not being collected today in the first national strike of its kind since the 1979 "winter of discontent". », « 1.2 million council workers begin strike » *Guardian*, 17 juillet 2002 ; « A strike by all public sector workers would be the biggest walkout in the UK since the 1979 Winter of Discontent. », « Union leaders call for strike over pension reform plans » *Guardian*, 6 décembre 2004 ; « Workers in nine trade unions have voted to strike following the breakdown of talks on pensions, threatening the biggest local government dispute since the "winter of discontent" which contributed to the Labour government's election defeat in 1979. », « Local government workers vote to strike over pensions » *Guardian*, 16 mars 2006.

<sup>28</sup> « For those too young to remember the winter of discontent in 1978-79, the firemen's strike has been a history lesson they will never forget. For those old enough to remember, it has felt like one of those horror films with titles such as Return of the Living Dead. The spectacle of ministers wringing their hands helplessly while union bosses hold the country to ransom was not, after all, banished by Margaret Thatcher. The Government that blundered into the fuel crisis and botched the foot and mouth epidemic is now bungling its first big industrial dispute », « Prescott fans the flames » *Daily Telegraph*, 23 novembre 2002 ; « The Sun meanwhile reports that six sinister leftwing extremists are "plotting a new winter of discontent" from their rail, postal, fire station and civil service office redoubts », « Why New Labour fears these strikes » *Guardian*, 31 janvier 2002.

la plus flagrante.<sup>29</sup> La presse britannique fait constamment référence à « l'hiver du mécontentement », mais de manière allusive et sur le mode de l'évidence. De même, le surplus d'images, notamment de sacs poubelles qui s'entassaient dans les rues et sur les places, produit paradoxalement l'invisibilité des acteurs de la contestation, et par conséquent une complète incompréhensibilité de leurs revendications. L'expression « hiver du mécontentement » et le cortège d'images qui lui sont associées agissent comme un écran devant le contexte social et politique et permettent toutes sortes de réécritures de l'histoire des mouvements sociaux de l'hiver 1978-79.

Ce travail a donc pour objet de ne plus laisser les choses « signifier toutes seules », selon l'expression de Roland Barthes<sup>30</sup>, d'engager une réhistoricisation de l'« hiver du mécontentement » qui passe par une double activité critique. Il s'agit tout d'abord d'étudier les discours sur l'hiver du mécontentement, d'analyser les visions du monde et les divisions au sein de celui-ci qu'ils construisent, d'enquêter sur leurs conditions de production, de diffusion et de réception. À côté d'une investigation sur la construction discursive de l'« hiver du mécontentement », il s'agit aussi de produire une connaissance historique et sociologique des conflits sociaux de l'hiver 1978-1979 qui rende aux décisions des acteurs leur complexité, leur dimension politique, leur caractère instable. Il s'agit de remplacer les commentaires sensationnalistes des médias de l'époque par les voix des acteurs de la contestation sociale, et les réécritures mythifiantes des politiques par les travaux produits par la recherche britannique sur cette fin des années 1970 et par notre analyse des archives du mouvement ouvrier.

Le travail de démystification que nous engageons peut être rapproché de celui qui a pu être fait pour « Mai 68 », à l'occasion notamment des quarante ans de l'évènement. De même que les historiens et sociologues de « Mai 68 » ou plutôt des « années 68 », terme qui permet déjà d'élargir le champ d'investigation, se sont employés à contrer la vision de leur objet comme un simple mouvement d'humeur, principalement étudiant et avant tout parisien, nous nous efforçons de sortir l'« hiver du mécontentement » de la vision naïve et simpliste de deux mois de conflits violents et irrationnels dans les services publics. L'enjeu pour nous est d'élargir le champ de notre étude à la décennie de conflit sur les politiques de revenus entre

---

<sup>29</sup> Cette sous-documentation de « l'hiver du mécontentement » a été soulignée par d'autres auteurs. « Surprisingly little research has been undertaken on these events : accounts written shortly afterwards focused upon their political consequences and the extent and nature of trade-union power; the strikers' concerns and claims were largely ignored. It seems to be enough to mention the 'Winter of Discontent' for it to be understood what is being said and what occurred : that workers and their unions were aggressors in terms of both goals and actions – the unacceptable face of British trade unionism. » Paul Smith, *op. cit.*, 1999, p. 27.

<sup>30</sup> Roland Barthes, *Mythologies*, Paris, Seuil, 1957, p. 217.

gouvernements et mouvement syndical, ainsi qu'au sein de ce dernier, d'inclure à côté des travailleurs et de leurs organisations d'autres acteurs comme les employeurs, les gouvernements, les partis politiques, les médias et les populations locales, enfin de rendre justice au contexte économique marqué par l'imposition de politiques d'austérité et au contexte social d'une décennie caractérisée par l'extension de la conflictualité sociale. Toujours en écho au travail historique et sociologique de lutte contre une vision passéiste de « Mai 68 » qui en fait le symbole d'une politique contestataire adolescente et hédoniste inadéquate pour penser la situation présente, il s'agit pour nous de reconnecter l'« hiver du mécontentement » à l'histoire sociale et politique récente de la Grande-Bretagne au lieu d'y voir les images pittoresques d'une ère finie, de repolitiser cet épisode et ses enjeux contre les visions disqualifiantes en termes de « mouvement d'humeur » ou de « préhistoire ».

C'est à un tel travail de rehistoricisation que s'est livré Boris Gobille dans son étude de l'engagement de l'avant-garde intellectuelle en « Mai 68 ». De même que nous avons souligné la nature de mythe politique de l'« hiver du mécontentement », laquelle fait obstacle à la compréhension des conflits sociaux de l'hiver 1978-1979, Boris Gobille perçoit « Mai 68 », à la lumière des célébrations du trentenaire à la fin des années 1990, comme « un fait qui divise et qui n'a pas encore acquis le statut d'objet d'histoire »<sup>31</sup>. Gobille note ainsi plusieurs caractéristiques de l'objet « Mai 68 » : une littérature extrêmement riche structurée autour d'un nombre restreint de schèmes d'interprétation ; des travaux universitaires plus rares, ou du moins occupant une place marginale par rapport aux discours mémoriels produits par des entrepreneurs de morale souvent anciens acteurs des « événements de mai »<sup>32</sup> ; enfin une fortune de ces analyses à l'emporte-pièce qui repose sur l'éviction de la réalité historique au profit d'une focalisation sur le sens que les auteurs souhaitent attribuer aux événements. Ainsi Gobille, dans une brève historiographie de « Mai 68 », montre comment les récits à chaud publiés immédiatement après ce mouvement social, relativement ouverts et indéterminés quant au sens à attribuer aux événements qui venaient de se produire, ont laissé progressivement la place à une *doxa* qui s'est solidifiée au fil des commémorations décennales de l'évènement. La réalité historique, marquée selon les contemporains par un

---

<sup>31</sup> Boris Gobille, « Crise politique et incertitude : régimes de problématisation et logiques de mobilisation des écrivains en mai 68 », Thèse de doctorat, Ecole des hautes études en sciences sociales, 2003, p. 13.

<sup>32</sup> Une analyse que Gobille reprend à Isabelle Sommier, « Mai 68 : sous les pavés d'une page officielle », *Sociétés contemporaines*, No. 20 (1994), p. 74-79.



moment critique d'effondrement des définitions routinisées du monde, s'est effacée progressivement derrière des interprétations univoques et unidimensionnelles<sup>33</sup>.

Pour contrer cette tendance, il est nécessaire de « déplacer le curseur des interprétations et des interprètes vers *les évènements eux-mêmes* », ce qui devrait permettre à la fois de restituer cette réalité historique refoulée et d'objectiver les intérêts de mémoire en montrant leur caractère socialement déterminé. Contre les certitudes stabilisées mais erronées, et dans une entreprise de restitution de la complexité de l'évènement, Gobbille propose de poser « *l'incertitude qui traverse Mai 68* non comme un problème personnel du chercheur mais *comme une donnée de l'expérience des acteurs du moment critique* »<sup>34</sup>, ce en quoi il reprend le mot d'ordre lancé par Alessandro Pizzorno selon lequel la quête de certitude et l'interrogation sur le sens de ce qui se passe sont à prendre comme une problématique indigène et non comme un problème sur lequel le chercheur devrait statuer<sup>35</sup>.

La question du « sens de ce qui se passe » étant une question pratique des acteurs en situation critique, le centre d'une analyse réaliste est constitué par le repérage, dans le mouvement critique, mais aussi chez les acteurs opposés au mouvement critique, des façons dont les actions et les problématisations ont à faire avec l'effondrement, qu'il soit perçu comme momentané ou comme irréversible, de certitudes socialement stabilisée, institutionnalisées, sectorisées, routinisées et intériorisées, et des façons dont s'opèrent alors des reconfigurations de sens, des reproblématisations, agissant comme proposition de nouvelles certitudes sur le monde ou certains de ses territoires, voire sur soi-même. Cette herméneutique des mouvements sociaux emporte avec elle une théorie de l'action et de la production du sens en conjoncture de crise – une théorie de l'*action critique* et de la *problématisation critique*<sup>36</sup>.

Ces réflexions nous incitent donc à prendre au sérieux les discours et les activités de qualification et de problématisation des situations menées par une gamme élargie d'acteurs. Par-delà la nécessaire critique des représentations dominantes, de l'emprise desquelles nous avons appelé à dégager notre compréhension de l'« hiver du mécontentement », une étude des discours produits par les différents acteurs dans la conjoncture des conflits sociaux de 1978-1979 permet d'éclairer celle-ci : comment les acteurs perçoivent-ils ces conflits ? Quel vocabulaire mobilisent-ils pour les décrire ? Quelles explications fournissent-ils pour en rendre compte ? Quelles prédictions formulent-ils quant à leurs effets ? On attend d'une étude de ces points de vue la restitution des schèmes d'analyse indigènes dans lesquels les acteurs

---

<sup>33</sup> Boris Gobbille, *op. cit.*, 2003, p. 46-52.

<sup>34</sup> Boris Gobbille, *op. cit.*, 2003, p. 67.

<sup>35</sup> Alessandro Pizzorno, « Considérations sur les théories des mouvements sociaux », *Politix*, Vol. 3, No. 9, 1990, p. 74-80.

<sup>36</sup> Boris Gobbille, *op. cit.*, 2003, p. 72.

pensent les conflits de l'hiver 1978-1979 et la production d'une cartographie discursive de la Grande-Bretagne et du mouvement ouvrier. On ne peut préjuger des divergences entre les discours identifiés, mais leurs convergences et leurs différences sont à analyser. Nous prêterons également une attention toute particulière aux analyses, prédictions et essais de futurologie publiés par les contemporains des conflits de « l'hiver du mécontentement ». De ce point de vue, histoire critique et histoire *de la* critique seront indissociables dans notre étude de « l'hiver du mécontentement ».

Nous envisageons également notre démarche comme « histoire critique » au sens francfortois d'une recherche qui pense sa place dans le monde et les effets qu'elle produit<sup>37</sup>. L'application de cette réflexion marxiste sur la science et la culture a été pensée plus spécifiquement dans ses applications à la discipline historique par Walter Benjamin sous le terme d'« histoire des vaincus ». Ce terme prend sa source dans un petit texte posthume de Walter Benjamin, intitulé « Sur le concept d'histoire »<sup>38</sup>. En parallèle de la distinction entre théorie traditionnelle et théorie critique établie par Horkheimer, Benjamin oppose une histoire traditionnelle, qu'il qualifie d'historiciste et rattache à des figures comme Fustel de Coulanges, et une histoire matérialiste ou « matérialisme historique ». Dans un contexte d'échec de la social-démocratie allemande et de lutte contre le fascisme – ce texte a été écrit en 1940 – Benjamin s'oppose à l'histoire traditionnelle et à sa vision progressiste et continuiste d'un temps homogène et vide, considérant que l'idée d'un progrès continu renforce au final la classe dominante tout en rejetant hors de l'histoire la « tradition des opprimés ». Pour Benjamin, l'historien matérialiste se doit bien au contraire de « broser l'histoire à contre-poil », de contrecarrer l'emprise de la tradition des vainqueurs en réactivant la mémoire des vaincus. Cette notion d'histoire des vaincus peut être précisée à l'aide d'une note de lecture proposée par Déborah Cohen, Jacques Guilhaumou et Emmanuel Renault sur la production historique autour de « Mai 68 ». Ils font le constat que pendant longtemps après 1968, les acteurs des projets les plus radicaux de « Mai 68 », notamment les ouvriers des usines les plus touchées par les grèves, avaient observé un silence, qui relevait de deux logiques convergentes : ils faisaient certes le deuil de leurs ambitions révolutionnaires, mais leur voix était aussi noyée par la logorrhée des commentateurs autorisés et le flot des commémorations officielles d'un « Mai 68 » réduit à une simple montée de fièvre adolescente. Pourtant, la prise de parole, dans la rue et dans les usines, marque de la vaste dynamique de désubordination à

---

<sup>37</sup> Max Horkheimer, *Théorie traditionnelle et théorie critique*, trad. Claude Maillard et Sybille Muller, Paris, Gallimard, 1996, p. p. 36-51.

<sup>38</sup> Walter Benjamin, *Œuvres. Tome III*, trad. Maurice Gandillac et al., Paris, Gallimard, 2000, p. 427-443.

l'œuvre, est probablement un des aspects les plus remarquables de « Mai 68 »<sup>39</sup>. Les travaux historiques sur « Mai 68 » se sont longtemps montrés rétifs à l'expression de cette parole libre, ne sachant quelle place lui accorder dans les événements de mai, et gardant une certaine méfiance à l'égard d'une histoire orale faite par les acteurs et entachée des risques de reconstruction a posteriori<sup>40</sup>.

À partir du programme benjaminien d'histoire critique, nous pouvons dériver et présenter quelques principes qui orientent la façon dont nous abordons le travail historique des sources : une mise en évidence des contextes intellectuels et politiques de production des travaux sur le mouvement ouvrier britannique ; une réflexion sur les circulations de catégories et d'analyse entre le champ universitaire et le champ militant ; une analyse des termes dans lesquels la période et les phénomènes que nous étudions sont pensés par les universitaires et les acteurs contemporains ; une mise en avant délibérée des courants critiques au sein même de l'histoire du mouvement ouvrier, notamment des travaux sur les femmes et les minorités ; une revendication du caractère interdisciplinaire du programme de recherche en civilisation que nous entendons mettre en œuvre ; une centralité des archives du mouvement ouvrier dans notre démarche, par rapport aux archives gouvernementales et aux voix enregistrées des responsables politiques ; une vision politique de nos sources enfin, à la fois au sens où nous nous employons à restituer les logiques de constitution des sources, et au sens où nous objectivons les choix que nous opérons en constituant notre archive.

### **III. Organisation de la démonstration**

Nous avons choisi de décomposer notre démonstration concernant le mouvement syndical britannique au moment de l'« hiver du mécontentement » en quatre grands moments. Le premier est une présentation détaillée des outils, des méthodes et de l'archive sur lesquels nous fondons notre travail. Les trois autres correspondent aux trois grands axes de recherche que différents cadres temporels nous ont permis de dégager. Si bien que chacune de ces trois dernières parties, tout en faisant avancer notre analyse de l'état du mouvement syndical et de

---

<sup>39</sup> Déborah Cohen et al., « Mai-Juin 68 (Chronique des publications parues sur mai 68) », *Actuel Marx*, No. 45 (2009), p. 190-196.

<sup>40</sup> Ces considérations s'appliquent particulièrement bien à l'histoire du temps présent, mais possèdent un champ d'application plus large. On pensera notamment aux travaux de Nathan Wachtel sur la façon dont les Indiens ont vécu et interprété la conquête espagnole. Nathan Wachtel, *La vision des vaincus : les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole, 1530-1570*, Paris, Gallimard, 1971.

ses transformations, appelle une chronologie, une série d'outils théoriques et une archive spécifiques.

La première partie présente le dispositif d'enquête sur lequel notre étude se fonde : les travaux déjà existants sur notre objet ou des objets connexes ; les outils théoriques et méthodologiques qui appuient notre démarche ; enfin le matériau historique que nous exploitons. Une première section expose les méthodes de recherche en sciences sociales dans lesquelles nous puisons des intuitions méthodologiques, des outils théoriques, des modèles de protocole de recherche et des éléments de comparaison. Il s'agit ici de rendre compte des dettes intellectuelles dont notre travail est redevable, mais aussi de positionner notre étude dans différents domaines et champs de recherche, et de spécifier les prolongements et inflexions que notre travail entend donner à chacun. Une deuxième section s'attache à décrire et à problématiser les sources primaires sur la base desquelles nous menons notre démonstration. Elle nous permet à la fois de faire un retour synthétique sur les archives que nous avons pu consulter et les effets de cadrage qu'elles produisent par leur mode de constitution, leur modalité d'accès, leur structuration et la nature des documents qui la composent.

La deuxième partie s'attache à comprendre les conflits de l'hiver 1978-1979 à partir d'un contexte économique, politique et intellectuel marqué par une perception de la situation de la Grande-Bretagne dans les termes de la crise et du déclin, et par la remise en cause qu'elle produit au sein de l'idéologie travailliste, traditionnellement dominante au sein du mouvement ouvrier britannique. Après la restitution nécessaire des débats dans lesquels la « crise » et le « déclin » sont discutés à l'époque et sont réinterprétés aujourd'hui par les chercheurs, nous nous employons à mettre en évidence les tensions et oppositions politiques et intellectuelles qui se dessinent au sein du mouvement ouvrier, depuis les syndicats jusqu'aux partis de gauche et au gouvernement travailliste. La conception de ce qu'est le mouvement ouvrier et du groupe social auquel il correspond, mais aussi de ce que sont ses objectifs traditionnellement rassemblés sous l'étiquette de socialisme et des moyens de les atteindre, font l'objet de luttes de définition au sein du mouvement syndical dans un contexte de récession, de transformation des politiques publiques dans le sens de l'austérité et de désarroi intellectuel de la part des élites qui soutenaient le compromis social de l'après-guerre.

La troisième partie aborde les conflits de l'hiver 1978-1979 à partir des transformations du mouvement syndical, et met en évidence une série de dynamiques à l'œuvre dans le monde du travail et les relations professionnelles dans les années 1970. À

partir des processus structurants que sont la participation institutionnelle croissante des organisations syndicales, le déplacement du centre de gravité des institutions de régulation des relations professionnelles et l'extension de la conflictualité sociale en dehors des bastions ouvriers traditionnels, nous proposons une analyse plus détaillée des secteurs en lutte pendant l'hiver 1978-1979 et des ressources dont bénéficiaient les différents groupes de travailleurs, et un coup de projecteur sur les modalités différenciées de mobilisation et de passage à l'action des groupes de travailleurs et des organisations syndicales. À la lumière de cette anatomie du mouvement syndical, de ce que les archives mettent en évidence, des réflexions des chercheurs et des commentaires indigènes des contemporains, nous pouvons dès lors esquisser un état des lieux du mouvement syndical à la fin des années 1970.

La quatrième partie approche les conflits de l'hiver 1978-1979 à partir de la production du mythe politique que l'« hiver du mécontentement » est devenu après l'arrivée au pouvoir des conservateurs en mai 1979. Elle analyse donc les modalités de construction du programme anti-syndical thatchérien, sa diffusion au sein des élites britanniques, la façon dont il structure les discours des hommes politiques et des médias conservateurs – et au-delà – pendant l'hiver 1978-1979, enfin les contrefeux syndicaux à ce discours anti-syndical, ou plutôt leur insuffisance. Si elle détaille les mécanismes d'attribution des responsabilités à l'œuvre pendant les conflits de l'« hiver du mécontentement », elle questionne la thèse d'une adhésion populaire au conservatisme thatchérien et d'une victoire des conservateurs en mai 1979 grâce au ralliement aux thématiques anti-syndicales mises en avant par le parti. Elle étudie enfin la façon « l'hiver du mécontentement » a été mobilisé par les thatchériens comme par les néo-travaillistes pour impulser les programmes de modernisation du parti travailliste et du mouvement syndical.





# 1 Faire l'histoire de l'« hiver du mécontentement »

Nous présentons ici les moyens dont nous disposons pour mener à bien notre étude sur « l'hiver du mécontentement », à savoir successivement les sources secondaires dont nous proposons une ébauche d'état de la recherche et les sources primaires, archivales notamment, dont nous explicitons et problématisons la constitution pour déterminer ce que nous pouvons en attendre. Ce sont les éléments d'un programme de recherche interdisciplinaire que nous présentons. Si l'on définit en effet l'« hiver du mécontentement » à la fois comme un mythe politique qui structure les discussions sur la politique sociale et économique des trente dernières années en Grande-Bretagne, et comme un ensemble de conflits sociaux dans lesquels des groupes de travailleurs hétérogènes issus de différents secteurs contestent la politique d'un gouvernement travailliste, on voit comment des disciplines comme l'histoire, la sociologie et la science politique sont immédiatement mobilisables pour l'étude d'un tel objet et des sous-objets que l'on peut identifier – conflits sociaux, relations professionnelles, syndicats, mouvement ouvrier, gouvernement britannique, théories économiques.

Notre programme de recherche est donc dépendant de l'objet « hiver du mécontentement » et des caractéristiques qu'on lui attribue. Il va cependant, en mettant l'accent sur certains traits saillants, reconstruire en retour cet objet. Pour ne prendre qu'un exemple, la mobilisation de groupes de travailleuses pendant l'hiver 1978-1979 nous encourage à faire appel aux travaux produits par les études féministes, et nous en attendons en retour une compréhension nouvelle de ces conflits. La labilité de notre objet et ce qu'elle induit en termes d'extension de notre programme de recherche et de multiplicité des disciplines que nous mobilisons sont assez déstabilisants autant pour le chercheur que pour son lecteur familier des partages disciplinaires des sciences humaines. Il nous semble que c'est à la fois la force et le danger de la recherche en civilisation britannique, dont l'objet n'est délimité en première instance que par son ancrage géographique. Le chercheur en civilisation construit son objet et le programme de recherche *ad hoc* qui lui permet d'en rendre raison sur des bases moins solides que les chercheurs auxquels leur identification disciplinaire leur donne à la fois une série d'objets – qu'ils peuvent déplacer – et de méthodes – qu'ils peuvent faire évoluer.

Le risque principal, nous semble-t-il, est cependant moins l'éclectisme incontrôlé que la naïveté épistémologique et méthodologique. Au lieu de se confronter comme la plupart des chercheurs en sciences sociales aux murs de sa discipline, qui déterminent cependant



l'étendue et la forme que prendra son travail, le chercheur en civilisation britannique risque plutôt quant à lui de ne pas les trouver et d'errer sans but. Si nous concevons un travail de recherche en civilisation britannique comme l'application d'outils issus des sciences humaines à un objet appartenant à l'aire géographique britannique, il nous apparaît plus important encore de détailler le programme interdisciplinaire spécifique construit pour rendre compte de cet objet, ce qui nécessite de faire état des travaux déjà existants dans diverses disciplines et de soumettre à un examen critique les outils que ceux-ci nous fournissent pour penser l'« hiver du mécontentement ».

## **1.1 Des outils pour une étude du mouvement syndical britannique**

Nous présentons ici les apports des différentes disciplines des sciences humaines – science politique, histoire, sociologie – et des différentes façons d’envisager notre objet qu’elles proposent – idées politiques, mouvement ouvrier, monde du travail, mobilisation. Nous examinons les redéfinitions de notre objet et de notre méthode de travail induites par la prise en compte de paradigmes émergents – femmes et minorités – et de la façon dont ils articulent les rapports de domination de sexe, de race et de classe dans et à travers les luttes sociales. Il s’agit à la fois de présenter la littérature existante sur la base de laquelle notre étude a pu se construire, mais aussi de voir comme nos résultats s’inscrivent dans ces champs déjà constitués, les travaux qu’ils peuvent prolonger et les analyses qu’ils peuvent compléter ou infléchir. Aussi nous nous employons à chaque fois à préciser l’apport potentiel de notre étude, à travers la confrontation d’une série d’outils à l’objet « hiver du mécontentement » que nous avons défini plus haut. Par l’application de nouveaux outils à un objet, celui-ci peut être redécrit et analysé de manière à faire ressortir de nouvelles caractéristiques et de nouveaux processus, qui aboutissent au final à des redéfinitions et à des réinterprétations. Réciproquement, l’application de ces outils à un objet nouveau amène à prolonger les conclusions des travaux déjà réalisés dans ces veines théoriques, et éventuellement à élargir ou redéfinir leur champ d’application. Nous nous employons à chaque fois à mettre en évidence les conditions de production de ces ouvrages, méthodes et outils de compréhension, à analyser les effets recherchés et produits par le choix du terrain, la construction de l’objet, le format d’écriture et de publication, enfin à expliciter les débats intellectuels au sein de chaque discipline et entre traditions.

### **1.1.1 Réinscrire dans des contextes : histoire politique et économique de la Grande-Bretagne dans l’après-guerre**

Nous nous intéressons dans cette section non pas tant à l’histoire de la Grande-Bretagne dans l’après-guerre et plus spécifiquement dans les années 1970 – c’est l’objet de la partie suivante de notre travail – qu’à ce que ce que la recherche récente en science politique et en histoire nous révèle la façon d’écrire cette histoire et de la comprendre. On peut pour cela partir des ouvrages généralistes sur l’histoire de la Grande-Bretagne, son histoire économique ou les années 1970. Ces ouvrages tendent à reconduire, à défaut de les interroger,

les catégories dominantes de perception de cette période. Ils permettent donc d'appréhender ces dernières, en même temps qu'ils fournissent une masse d'éléments d'information non négligeable sur la période.

Partons de deux ouvrages généraux sur l'histoire de la Grande-Bretagne depuis 1945. Le premier est *Britain Since 1945: the People's Peace* de l'historien Kenneth Morgan, dont les perspectives politiques travaillistes et son loyalisme à la direction parlementaire du parti transparaissent dans son ouvrage sur la période postérieure à 1945, qui constitue une défense robuste du compromis social de l'après-guerre. La période qui s'ouvre en 1945, sur laquelle le gouvernement travailliste d'Attlee impose sa marque, est selon Morgan une ère de progrès. En comparaison, la période qui va de 1961 à 1979 est un moment de recul, pendant lequel les gouvernements travaillistes sont incapables de mener à bien leurs projets dans le domaine économique et social. Morgan met en évidence la gestion responsable de l'économie par les gouvernements travaillistes, fustige les dissensions au sein du parti – c'est-à-dire la contestation des orientations politiques de la direction – et dresse un portrait peu flatteur de la gauche du parti, de son champion Tony Benn<sup>41</sup> aux gauchistes qui contrôlent un nombre croissant de sections locales dans les années 1970<sup>42</sup>. Il souligne la modération et le sens public des dirigeants syndicaux, par contraste avec la multiplication des grèves et les revendications salariales excessives des salariés – qu'il rapproche des revendications nationalistes écossaises et galloises dans lesquelles il identifie d'autres marques du délitement de la cohésion sociale de la Grande-Bretagne<sup>43</sup>. Ce type de rassemblement opéré par Morgan – qui place sous le signe de la désintégration sociale syndicalistes et nationalistes – est également un trait

---

<sup>41</sup> « Like Stafford Cripps in the 1930s, here was an upper-class radical of rare charisma. Like many others in the Labour Party, Benn had concluded that the Wilson governments in 1964-70, in which he had latterly been Minister of Technology, had proved the failure of opportunist, consensus politics. Unusually, however, this moved him from being a broadly centrist, Gaitskellite-type socialist to becoming a zealot of the far left. He now called for extensive public ownership, unilateralism, 'an alternative economic strategy' embracing much state direction, and opposition to the Common Market. [...] Thereafter, Benn embraced a wide variety of other causes including attacks on the Official Secrets Act, feminism, abolition of the Lords, a neutralist foreign policy and leaving NATO, and support for Sinn Fein on Irish questions. The Labour Party was now engulfed by turmoil and inner tension even deeper than the fateful Bevanite movement of the early fifties. » Kenneth Morgan, *op. cit.*, 1990, 2001, p. 345.

<sup>42</sup> « As the party in Cabinet moved away from socialism, neutralizing the doctrinaire demands of Benn, and towards monetarism, cash limits, and a total accommodation with capitalism, the Labour Party as entrenched in local government, as in the new metropolitan council and in Greater London, became associated with far-left postures, open resistance to demands for expenditure cuts, and association with Marxist and other groups not at all attracted to the pragmatic Labour tradition of Attlee, Gaitskell, and Wilson. [...] In the later seventies, there was much talk of the transformation of 'the Labour Party I joined' by senior activists, of how this new 'bed-sit brigade' of youthful, far-left, middle-class zealots, often women, or Irish or black activists, seemed radically different in character, outlook, and allegiance from the mass working-class movement of the old days. » *Ibid.*, p. 388-390.

<sup>43</sup> « From striking trade unionists and mass pickets to nationalists in Ireland, Scotland, and Wales, there was a mounting pattern of sectional disarray amounting to lawlessness. » *Ibid.*, p. 352.

marquant d'un autre ouvrage de référence sur la Grande-Bretagne depuis 1945, celui d'Arthur Marwick, lequel ramasse constamment dans ses formulations synthétiques le militantisme syndical et le terrorisme, les grèves et la corruption, les luttes sociales et les émeutes<sup>44</sup>. Ces associations ne semblent pas venir, pas plus chez Marwick que chez Morgan, d'une réflexion sur la proximité entre différentes luttes de libération. Elles semblent plutôt compréhensibles comme la reprise scientifique de schèmes d'argumentation journalistiques et de constructions d'imaginaires sociaux dont nous faisons l'analyse concernant les conflits de l'hiver 1978-1979 et leur traitement par la presse conservatrice.

Les ouvrages consacrés spécifiquement à la période des années 1970 datent pour la plupart des années 1980 et 1990<sup>45</sup>. Il s'agit principalement d'ouvrages d'histoire économique, qui font retour sur les transformations du contexte économique et des politiques gouvernementales sur la période. Le premier à signaler est celui dirigé par William Maunder, qui dès 1980 propose un bilan de la décennie précédente<sup>46</sup>. C'est un ouvrage ancré dans les débats économiques des années 1970, puisque des chapitres entiers sont consacrés respectivement à la politique des revenus et à la négociation collective. Si Maunder insiste dans son introduction sur l'absence de continuité politique pendant la période, aussi bien Peter Dawkins qui présente la mise en place des politiques de revenus que Eric Owen Smith qui détaille les transformations de la négociation collective identifient une même logique d'intervention étatique croissante dans la régulation des relations professionnelles.

Nick Gardner adopte quant à lui un cadrage chronologique légèrement différent dans l'histoire économique de la « décennie du mécontentement » qu'il publie en 1987<sup>47</sup>. Celle-ci va de la première confrontation du gouvernement Heath avec les mineurs à l'hiver 1973 à la réélection de Margaret Thatcher en 1983, donc de l'amorce d'un échec conservateur à une victoire annonciatrice d'une réussite du programme thatchérien. Gardner ne suit pas non plus

---

<sup>44</sup> « The factors, then, which contributed to the 'ungovernability' thesis, or at least to the view that traditional British tolerance and non-violence were breaking down, were: Edward Heath's failed confrontation with the miners in 1973-4; IRA terror attacks (involving in 1977 the death of a distinguished surgeon, and in 1979 a leading Conservative politician, Airey Neave); the abandonment by public workers of older civic restraints upon their right to strike (putting patients' lives in danger, for instance); the activities of the National Front; the counter-activities, and involvement in strikes, of Trotskyist groups; the development of the tactic of the flying picket; and the increasing use at demonstrations of the Metropolitan Police Special Patrol Group. » Arthur Marwick, *British Society since 1945*, Londres, Penguin Books, 1982, 2003, p. 185-186.

<sup>45</sup> On peut s'attendre cependant à la publication à venir d'un ouvrage sur la fin des années 1970 par Dominic Sandbrook, lequel a entrepris depuis le milieu des années 2000 une histoire du second vingtième siècle britannique en plusieurs volumes. Dominic Sandbrook, *Never Had It So Good : A History of Britain from Suez to the Beatles*, Londres, Little, Brown, 2005; Dominic Sandbrook, *White Heat: A History of Britain in the Swinging Sixties*, Londres, Little, Brown, 2006; Dominic Sandbrook, *State of Emergency: The Way We Were: Britain, 1970-1974*, Londres, Allen Lane, 2010.

<sup>46</sup> William Maunder (ed), *The British Economy in the 1970s*, Londres, Heinemann, 1980.

<sup>47</sup> Nick Gardner, *Decade of Discontent. The Changing British Economy since 1973*, Oxford, Blackwell, 1987.

les alternances gouvernementales dans le découpage interne de son ouvrage. À une première période marquée du sceau de « la confrontation et de la crise » entre 1973 et 1976, succède une période de conflictualité moins grande qu'il caractérise par les « doutes et mécontentements » de janvier 1977 à mars 1980. Il inscrit donc les débuts du gouvernement Thatcher, pourtant marqués par une rupture dans le style politique et dans les priorités économiques, dans la continuité de la politique menée par le gouvernement travailliste. En effet, c'est selon lui le budget annoncé en 1980 qui marque véritablement le début de la troisième phase majeure de la période, qu'il nomme « l'expérience britannique ». La décision de fixer pour une durée de quatre ans des objectifs en terme de croissance de la masse monétaire et de réduction des dépenses et du déficit public est en effet selon lui sans précédent en Grande-Bretagne ou ailleurs. Au final, Gardner se livre à une entreprise de réhabilitation de la décennie – qui a vu une progression du niveau de vie et du confort matériel des Britanniques – et des politiques menées aussi bien par les travaillistes – méritantes dans les conditions difficiles de la seconde moitié des années 1970 – et des conservateurs – souvent naïfs mais ambitieux. De ce point de vue, un des principaux atouts de l'ouvrage de Gardner est le soin qu'il prend à présenter les politiques économiques des différents gouvernements et les fondements théoriques qui les sous-tendent, ainsi que les multiples statistiques qu'il fournit.

Par rapport aux deux travaux précédemment mentionnés, l'ouvrage collectif dirigé en 1996 par les historiens de l'économie Richard Coopey et Nicholas Woodward est moins engagé dans les discussions du tournant des années 1980 sur le bilan des travaillistes et le programme thatchérien. Les catégories qu'il emploie ne sont plus celles, indigènes, des politiques publiques des années 1970, mais celles de l'économie néo-classique qui s'est imposée dans les universités et auprès des gouvernements. La politique industrielle, les entreprises nationales, les relations professionnelles, la formation et la politique d'emploi rentrent ainsi toutes, dans l'introduction des deux directeurs du volume, dans la catégorie « politique de l'offre » (*supply-side policies*)<sup>48</sup>. Dans cette même introduction, il est intéressant de voir que Coopey et Woodward, tout en ne suivant pas non plus l'alternance entre travaillistes et conservateurs, proposent un autre découpage de la période 1970-1979. Selon eux, la période s'ouvre sur une phase très courte – 1970-1971 – de désengagement, où le gouvernement conservateur tente de rompre avec l'interventionnisme économique des

---

<sup>48</sup> Cela est d'autant plus intéressant à constater que ce volume rassemble des contributions de politistes et de sociologues associés avec le mouvement travailliste, comme Noël Thompson, Jim Tomlinson et Chris Wrigley.

années 1960. Y succède une période selon eux proprement keynésienne de 1971 à 1976<sup>49</sup>. Enfin, la période qui va de 1976 à juin 1979 – moment auquel commence selon eux « l'expérience monétariste conservatrice » – est caractérisée sur le plan des politiques macroéconomiques par un « keynésianisme modifié », au sens où les considérations financières et la réduction des dépenses publiques infléchissent les priorités du gouvernement travailliste<sup>50</sup>. Si l'ouvrage dirigé par Coopey et Woodward est très complet et couvre l'ensemble du champ économique, des statistiques sur la croissance et l'inflation à la politique industrielle et à la défense, ce sont principalement les chapitres sur les idées économiques et l'évolution de l'opinion économique, sur l'industrie et la désindustrialisation et sur les syndicats et les conflits sociaux qui nous intéressent dans la perspective de notre travail. Le premier, écrit par Noël Thompson, présente un panorama des idées économiques et du rapport de force intellectuel dans le champ politique, et discute de la caractérisation des politiques économiques menées par les gouvernements travaillistes de 1974-1979. Nous y reviendrons. Le second, de Geoffrey Tweedale, insiste sur l'évolution différentielle du secteur manufacturier et des services, et fournit des éléments précieux pour comprendre à la fois l'évolution du rapport de force au sein du mouvement syndical et les débats sur les priorités du mouvement dans les années 1970. Enfin, le chapitre de Chris Wrigley sur les syndicats synthétise les connaissances alors disponibles sur l'évolution du profil des organisations et de leurs adhérents<sup>51</sup>.

---

<sup>49</sup> « By this we mean that governments were actively pursuing discretionary demand management policies, that they were prepared to allow the automatic stabilizers to come into play, that incomes policies were used to contain inflationary pressures, and, finally, that supply-side policies received a relatively low priority in policy-making. » Richard Coopey et Nicholas Woodward (ed), *Britain in the 1970s. The Troubled Economy*, Londres, UCL Press, 1996, p. 11.

<sup>50</sup> « In this phase incomes policy remained the central feature of the counterinflation policy, and both automatic and discretionary fiscal policy remained a feature of economic policy. Nevertheless, demand management came to play a less important rôle than hitherto as purely financial considerations came to exert an increasing influence in the framing of policy. Indicative of the shift was the decision to reduce the share of government expenditure to make way for other items of spending, and the introduction of monetary targets in July 1976. [...] Nevertheless, the switch in the direction of policy-making should not be exaggerated. With the continued adherence to incomes policy and the use – albeit the less enthusiastic use – of fiscal policy as a weapon of demand management, it cannot be realistically claimed that Monetarism came to Britain in 1976. » *Ibid.*, 1996, p. 13.

<sup>51</sup> Si nous ne les présentons pas ici de manière détaillée puisqu'ils ne proposent pas de faire retour spécifiquement sur les années 1970, les histoires économiques généralistes de la Grande-Bretagne dirigées par Roderick Floud, Donald McCloskey et Paul Johnson constituent notre principale source statistique sur l'évolution des indicateurs économiques britanniques dans la seconde moitié du vingtième siècle. Si le sommaire et les auteurs diffèrent entre l'édition du début des années 1990 et celle du début des années 2000, on y retrouve des chapitres qui détaillent dans des lignes très semblables l'évolution de la croissance, de la productivité, du commerce extérieure, de l'emploi et de l'adhésion syndicale sur un demi-siècle : Roderick Floud et Donald McCloskey (ed), *The Economic History of Britain since 1700. Volume 3 : 1939-1992*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, 1994; Roderick Floud et Paul Johnson (ed), *The Cambridge Economic History of Modern Britain. Volume III : Structural Change and Growth, 1939-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

Ces ouvrages généraux nous ont déjà permis d'aborder un des fils directeurs de ce premier moment de notre travail, à savoir l'importance des catégories employées pour faire l'histoire de la Grande-Bretagne dans l'après-guerre et spécifiquement dans les années 1970. Il est utile de présenter les ouvrages dans lesquels se sont élaborées et ont été discutées les catégories à travers lesquels l'économie, le monde du travail britanniques et les politiques gouvernementales en Grande-Bretagne sont aujourd'hui pensés. Notre objectif n'est pas d'opérer une critique internaliste des paradigmes et courants d'idées, laquelle n'est pas de notre ressort. Il s'agit plutôt d'examiner les concepts clés qui structurent les travaux publiés sur la période et les circulations de catégories entre discours savants et indigènes, et de comprendre les effets politiques de la diffusion de ces discours.

#### **1.1.1.1 Premier couple notionnel : consensus / keynésianisme**

Les termes de consensus et de keynésianisme structurent les discussions sur l'histoire de la Grande-Bretagne depuis l'après-guerre. L'ouvrage qui a imposé la notion de consensus comme concept critique central est *The Road to 1945*, publié en 1975 par Paul Addison. Celui-ci, empruntant le terme de consensus aux débats politiques des années 1970 sur l'orientation économique de la Grande-Bretagne<sup>52</sup>, s'emploie à comprendre le passage, entre l'orée et l'issue de la Seconde Guerre mondiale, du consensus baldwinien conservateur au consensus progressiste de la période d'Attlee<sup>53</sup>. Cette notion de consensus, au cœur de la recherche historique dans les années 1970 et 1980<sup>54</sup>, a été critiquée à partir de la fin des années 1980 par une nouvelle génération d'historiens : des thèses rédigées à partir de l'examen des archives du parti conservateur nouvellement rendues disponibles ont amené à nuancer l'idée d'une adhésion des conservateurs au nouvel ordre socio-économique<sup>55</sup>, cependant que d'autres ont pris directement la notion de consensus pour objet d'étude et remis

---

<sup>52</sup> Ainsi, dans son allocution inaugurale au congrès du TUC de 1979, Tom Jackson présente les politiques du nouveau gouvernement conservateur comme constituant une rupture avec « le consensus » : « The present Government has turned its back upon consensus politics [...]. » Trades Union Congress, *Report of 111<sup>th</sup> Annual Trades Union Congress*, Londres, TUC, 1979, p. 409.

<sup>53</sup> Paul Addison, *The Road to 1945: British Politics and the Second World War*, Londres, Pimlico, 1975, 1994, p. 9.

<sup>54</sup> On peut considérer l'ouvrage publié en 1989 par Dennis Kavanagh et Peter Morris comme le point culminant de ce moment historiographique. Dennis Kavanagh et Peter Morris, *Consensus Politics from Attlee to Thatcher*, Oxford, Blackwell, 1989.

<sup>55</sup> Kevin Jefferys, *The Churchill Coalition and Wartime Politics, 1940-1945*, Manchester, Manchester University Press, 1991 ; Harriet Jones, « The Conservative Party and the Welfare State 1942-1955 », PhD Thesis, University of London, 1992 ; Michael Kandiah, « Lord Woolton's Chairmanship of the Conservative Party, 1946-1951 », PhD Thesis, University of Exeter, 1992 ; James D. Marlow, *Questioning the Postwar Consensus Thesis: Towards an Alternative Account*, Aldershot, Dartmouth, 1996.

en cause sa pertinence analytique<sup>56</sup>. Ces discussions n'ont pas abouti à une liquidation de la notion de consensus, mais plutôt à lui attribuer une juste place dans l'histoire de l'après-guerre, ni hégémonique ni marginale.

Nous reprenons plus en détail les conclusions de ces travaux en début de deuxième partie, aussi il est plus utile de nous attarder ici sur un travail qui, s'inscrivant dans le terrain, les archives et les problématiques qui sont les nôtres, place la catégorie de « consensus » au cœur de sa réflexion. Le travail de doctorat réalisé dans les années 1980 par Steve Ludlam sur les réactions syndicales face aux réductions des dépenses publiques entre 1974 et 1979 porte sur une période courte – les cinq années de gouvernement travailliste – et sur une question spécifique. Ludlam inscrit cependant son travail dans une problématique plus large, celle de la désintégration du consensus de l'après-guerre autour des grandes orientations de la politique économique et sociale et de l'éclatement du mouvement ouvrier sous l'effet des pressions économiques structurelles, de la transformation du paradigme théorique keynésien dominant et des tensions croissantes au sein du parti travailliste<sup>57</sup>. La thèse de Ludlam est que l'échec de l'opposition syndicale à la réduction des dépenses publiques s'explique par l'absence de soutien des syndicats du secteur manufacturier à l'égard des syndicats des services publics, et que cette désunion du mouvement syndical peut être elle-même comprise dans le contexte du déclin du secteur industriel, d'échec des promesses du travaillisme de consensus et d'attaques croissantes à l'égard du principe même de l'économie mixte et de la socialisation partielle du travail et donc des salaires. L'étude de Ludlam est marquée par l'interrogation sur les notions de consensus et de crise qui traversent les sciences politiques britanniques des années 1980 et 1990. Elle l'est aussi par l'histoire singulière de Ludlam qui, ancien syndicaliste à la *National Union of Publics Employees* (NUPE), a été lui-même actif dans la lutte contre les réductions budgétaires dans les années 1970, ce qui fournit un premier élément d'explication de la volonté de Ludlam de rendre compte de l'échec de cette lutte et de l'absence de soutien alors durement ressentie par les syndicalistes des services publics.

Une première partie du travail de Ludlam vise à expliquer la désintégration politique et intellectuelle du consensus de l'après-guerre par une série de trois facteurs : tout d'abord la vulnérabilité théorique du paradigme keynésien face à l'offensive combinée de la critique marxiste et des théories néo-libérales ; ensuite les pressions économiques structurelles qui

---

<sup>56</sup> James D. Marlow, *Questioning the Postwar Consensus Thesis: Towards an Alternative Account*, Aldershot, Dartmouth, 1996.

<sup>57</sup> Steve Ludlam, « Labourism and the disintegration of the postwar consensus : disunited trade union economic policy responses to public expenditure cuts, 1974-1979 », PhD thesis, University of Sheffield, 1990.



pèsent de manière disproportionnée sur la Grande-Bretagne en raison de son orientation internationale et de la centralité du secteur financier ; enfin les orientations politiques développées par le TUC suite au traumatisme de l'échec de la grève générale de 1926, lesquelles se caractérisent à la fois par une défense de l'autonomie de la sphère professionnelle qui se traduit par un niveau de théorisation et d'intervention faible en dehors de cette seule sphère, et par une stratégie corporatiste de participation à l'élaboration des politiques économiques qui donne la priorité à la promotion de l'investissement industriel au détriment des questions sociales. Ces éléments de contextualisation ayant été posés, Ludlam consacre la deuxième partie de son travail à une analyse détaillée des débats au sein du mouvement syndical sur la question des dépenses publiques et de la politique sociale, à partir d'un travail d'archive et d'un commentaire des déclarations, rapports et comptes-rendus des débats du TUC. Il distingue ensuite les positionnements des principaux syndicats des différents secteurs sur ces questions, pour démontrer l'émergence d'une ligne de partage au sein du mouvement syndical entre syndicats du secteur public et du secteur privé, qui aboutit à l'émergence d'un *National Steering Committee Against the Cuts* (NSCAC), composé de syndicats du secteur public et qui se veut un contrepoids à la direction du TUC dominée par les syndicats du secteur privé. Ludlam montre ainsi la désintégration du consensus de l'après-guerre – fondé principalement pour lui sur l'acceptation de l'économie mixte –, depuis les départements d'économie des universités britanniques jusqu'au sein du mouvement syndical.

Cette première notion de « consensus » apparaît indissociable de celle de « keynésianisme », les deux étant souvent apposées sous le terme de « consensus keynésien », supposé caractériser l'idéologie dominante dans l'après-guerre. Le qualificatif « keynésien » est souvent un terme de caricature voire de dénonciation, aussi bien dans la droite conservatrice que dans la gauche marxiste, mais pas seulement. Le « keynésianisme » est ainsi au cœur des discussions de plusieurs chapitres de l'ouvrage collectif publié en 1996 sous la direction de David Marquand et d'Anthony Seldon, dont la problématique centrale est l'articulation entre idées et transformation sociale, discours et pratiques politiques<sup>58</sup>. Les directeurs de cet ouvrage, ainsi que la plupart des contributeurs, s'inscrivent politiquement dans la tradition social-démocrate keynésienne des ailes centriste et droitrière du parti travailliste. Leurs contributions consistent en une défense et un bilan critique de l'après-guerre comme période keynésienne pour fonder le renouvellement de la tradition centriste libérale au sein du parti travailliste.

---

<sup>58</sup> David Marquand et Anthony Seldon (ed), *The Ideas That Shaped Post-War Britain*, Londres, Fontana, 1996.

Un auteur comme David Marquand considère la description des politiques publiques menées dans l'après-guerre en tant que « politiques keynésiennes » comme adéquate, et s'emploie seulement à comprendre la transformation des paradigmes politiques et économiques dominants. Il reprend ainsi la distinction classique entre une période caractérisée par la « social-démocratie keynésienne » des années 1940 aux années 1970, l'« individualisme autoritaire » des années 1980 et du début des années 1990, et ce qu'il perçoit comme l'ébauche d'une troisième voie portée par le parti travailliste renouvelé des années 1990<sup>59</sup>. L'essentiel de son argumentation consiste à superposer, à la distinction classique entre collectivistes et individualistes, celle entre moralistes et hédonistes. Partant de l'intuition gramscienne du rôle central de l'hégémonie idéologique dans la lutte des classes<sup>60</sup>, Marquand caractérise la phase ascendante et agressive des projets politiques comme phase morale, et leur phase déclinante et passive comme phase hédoniste, et relit l'histoire de la Grande-Bretagne depuis 1945 à la lumière de ce cycle d'émergence et de déclin des idées politiques<sup>61</sup>.

Dans un chapitre suivant, Robert Skidelsky conteste en revanche le primat des idées dans l'évolution des politiques publiques pour remettre au cœur de l'analyse un bilan critique des effets sociaux, politiques et économiques des politiques « keynésiennes » menées à partir de 1945. Deux éléments principaux en ressortent, contradictoires en ce qui concerne le bilan qu'il est possible de faire du « keynésianisme ». D'un côté, les théories et modèles économiques doivent être adaptables et fonctionnels. Selon Skidelsky, c'est l'incapacité du keynésianisme à se renouveler qui explique son remplacement par les théories inspirées du monétarisme à partir des années 1970. D'un autre côté, les politiques publiques ne constituent jamais ou rarement une application univoque des théories économiques. Skidelsky insiste sur le caractère composite du keynésianisme, sur la façon dont il a permis dans l'après-guerre de

---

<sup>59</sup> Marquand, issu de la droite du parti travailliste et ancien député proche de Roy Jenkins, a constitué un des soutiens intellectuels de la transformation blairiste du parti et de la rhétorique de la troisième voie entre capitalisme et socialisme. L'ouvrage collectif s'achève d'ailleurs sur un texte de Will Hutton qui jette les bases de la « *Stakeholder Society* », cette alternative libérale au collectivisme du socialisme et à l'individualisme du capitalisme, qu'il espère voir émerger sous un gouvernement néo-travailliste. Will Hutton, « *The Stakeholder Society* », David Marquand et Anthony Seldon (ed), *The Ideas That Shaped Post-War Britain*, Londres, Fontana, 1996, p. 290-308.

<sup>60</sup> À partir de sa lecture de l'histoire italienne, Gramsci montre que les luttes politiques sont non seulement médiatisées, mais orientées et soutenues par des luttes idéologiques de qualification de la situation et de détermination du sens de la lutte. L'hégémonie idéologique – qu'il appelle « culturelle » – est donc la condition de la victoire politique d'un groupe social. Antonio Gramsci, *Selections from Prison Notebooks*, Londres, Lawrence and Wishart, 1971, p. 55-58.

<sup>61</sup> David Marquand, « *Moralists and Hedonists* », David Marquand et Anthony Seldon (ed), *The Ideas That Shaped Post-War Britain*, Londres, Fontana, 1996, p. 5-28. Marquand reprend ici l'argument central de son ouvrage de 1988, dans lequel il défendait la nécessité d'une refondation morale du projet travailliste. David Marquand, *The Unprincipled Society: New Demands and Old Politics*, Londres, Cape, 1988.

légitimer l'État capitaliste et la continuation de l'entreprise privée contre les perspectives socialistes révolutionnaires, enfin sur l'écart entre la théorie keynésienne et les politiques menées par les conservateurs à partir de 1951. On peut donc difficilement voir dans la situation économique de l'après-guerre, quelle qu'en soit notre appréciation, le résultat de politiques « keynésiennes ». Au final, Skidelsky met en évidence la formation d'un « keynésianisme bâtard », résultat des compromis entre économistes et des nécessités politiques, dont un des outils centraux est la politique des revenus telle qu'elle se met en place à partir du milieu des années 1960 en Grande-Bretagne<sup>62</sup>. Cette perspective est utilement complétée par le chapitre consacré par Peter Clarke, dans une perspective d'histoire des idées économiques, à l'élaboration dans l'immédiat après-guerre du nouveau cadre économique et à sa critique par les libéraux. Selon Clarke, indépendamment des prescriptions spécifiques des keynésiens et des hayékiens, la nouveauté majeure de la période réside dans l'idée d'une gestion macro-économique et dans l'acceptation par le gouvernement d'une responsabilité pour certains indicateurs économiques<sup>63</sup>.

Que les auteurs aient une approche idéologique ou économique des conflits politiques et qu'ils considèrent la catégorie de « keynésianisme » comme parfaitement descriptive ou pas, elle demeure pour eux le point de départ de toute discussion sur les pratiques gouvernementales et politiques publiques menées entre la Seconde Guerre mondiale et la fin des années 1970. À partir de ces réflexions et en l'absence pour l'instant d'une meilleure définition, nous continuerons donc également pour notre part de parler de « gestion keynésienne de l'économie » et de « politiques keynésiennes », non pas parce que nous postulons une adéquation entre ces politiques et la théorie de John Maynard Keynes, mais parce que cela demeure la terminologie indigène la plus reconnaissable, autour de laquelle se cristallisent les discussions contemporaines sur l'orientation politique de la Grande-Bretagne, et celle des historiens sur le sens à donner à cette période<sup>64</sup>.

---

<sup>62</sup> Robert Skidelsky, « The Fall of Keynesianism: A Historian's View », David Marquand et Anthony Seldon (ed), *The Ideas That Shaped Post-War Britain*, Londres, Fontana, 1996, p. 41-66.

<sup>63</sup> Peter Clarke, « The Keynesian Consensus and Its Enemies : The Argument over Macroeconomic Policy in Britain since the Second World War », David Marquand et Anthony Seldon (ed), *The Ideas That Shaped Post-War Britain*, Londres, Fontana, 1997, p. 67-87.

<sup>64</sup> À côté de ces études sur la pertinence descriptive de la catégorie de « keynésianisme », on mentionnera également des travaux plus détaillés sur certains aspects des politiques menées dans ce cadre général, en premier lieu les politiques des revenus qui sont au cœur de la contestation au cours de l'hiver 1978-1979. Si ces politiques sont évoquées au sein des études proposées dans la plupart des ouvrages d'histoire économique, qu'elles y occupent une place entière ou pas, elles ont en revanche fait l'objet de travaux spécifiques, en premier lieu ceux de Peter Dorey : Peter Dorey, *Wage Politics in Britain: The Rise and Fall of Incomes Policies since 1945*, Portland, Sussex Academic Press, 2001.

### 1.1.1.2 Deuxième couple notionnel : déclin / crise

Si les années 1970 sont souvent décrites comme caractérisées par la « crise du keynésianisme », et si nous nous employons dans ce travail à analyser les modalités et les effets d'une crise du travaillisme centriste d'inspiration keynésienne, il ne faut pas pour autant en conclure à une histoire linéaire de l'après-guerre, où la crise viendrait se substituer à l'âge d'or du consensus keynésien. C'est même dans un sens le contraire : autant le terme de « consensus » est avant tout rétrospectif – c'est moins le cas de « keynésianisme » employé dès les années 1950 –, autant les thèmes de la « crise » et du « déclin » apparaissent dès le milieu des années 1950, à partir du moment où la dynamique de la reconstruction d'après-guerre commence à s'essouffler. Même si l'on peut retracer une augmentation numérique des usages du terme de « crise » dans les médias à partir du début des années 1970, la littérature décliniste qui se développe dans les années 1950 est à la fois riche et populaire en termes de vente et d'impact sur le débat public. Alors que les conservateurs sont alors au pouvoir, cette littérature n'est ni totalement ni même majoritairement à tonalité conservatrice<sup>65</sup>. Il s'agit plutôt d'une littérature qu'on pourra qualifier de centriste, favorable à une réforme technocratique de l'économie britannique. Au début des années 1960, c'est le parti travailliste qui est le principal porteur du discours du déclin et du projet de modernisation économique<sup>66</sup>.

Ce n'est qu'avec l'arrivée au pouvoir des travaillistes et leur prédominance dans la séquence 1964-1979 que les conservateurs s'emparent des thèmes du « déclin » et de la « crise ». Trois grandes traditions politiques, en termes d'analyse de la situation britannique et de défense de programmes économiques – de gauche, centriste et de droite –, ont ainsi pu être identifiées et décrites aussi bien par les auteurs d'une précieuse anthologie compilée au milieu des années 1980<sup>67</sup>, que par Andrew Gamble, auteur de l'ouvrage de référence sur le sujet<sup>68</sup>. Gamble, proche au début des années 1980 du parti communiste, souligne que toute étude du « déclin britannique » est avant tout une étude des discours déclinistes tenus par les élites britanniques, et de la façon dont ceux-ci ont motivé des programmes d'action politique et

---

<sup>65</sup> Arthur Koestler (ed), *Suicide of a Nation ? An Enquiry into the State of Britain Today*, Londres, Hutchinson, 1963; Norman Macrae, *Sunshades in October: An Analysis of the Main Mistakes in British economic policy since the mid nineteen-fifties*, Londres, Allen & Unwin, 1963; Michael Shanks, *The Stagnant Society. A Warning*, Harmondsworth, Penguin, 1961; Arthur Shenfield, *British Economic Policy Since the War*, Londres, Penguin, 1956. Seul Shenfield peut clairement être identifié comme conservateur.

<sup>66</sup> Labour Party, *Signposts for the Sixties*, Londres, Labour Party, 1961; Labour Party, *Twelve Wasted Years*, Londres, Labour Party, 1963.

<sup>67</sup> David Coates et John Hillard, *The Economic Decline of Modern Britain: The Debate Between Left and Right*, Brighton, Wheatsheaf, 1986.

<sup>68</sup> Andrew Gamble, *Britain in Decline: Economic Policy, Political Strategy and the British State*, New York, St Martin's, 1981, 1994.

économique divers. Si Gamble avance quelques interprétations quant aux raisons structurelles de la perte de vitesse de l'économie britannique – adhésion irréductible aux principes du libre-marché et sclérose des institutions sociales et politiques –, il consacre la seconde moitié de son travail à une présentation des projets social-démocrate, néo-libéral et étatiste. Ces différents travaux illustrent le double statut des termes de « crise » et de « déclin » : ce sont à la fois des catégories scientifiques hautement politisées dans lesquelles l'évolution de la Grande-Bretagne et de son économie a pu être théorisée, et des catégories ordinaires du discours politique britannique à partir des années 1950. Cela rend leur usage pour nous problématique, et nous engage à produire une histoire de ces concepts qui articule leurs usages dans des sources primaires et secondaires.

Les premiers usages de la notion de crise que nous avons présentés l'envisagent avant tout comme une situation structurelle. La crise peut cependant être une manifestation plus conjoncturelle, lorsque « l'hiver du mécontentement » est qualifié de « crise » comme nous en avons discuté en introduction. L'épisode qui a le plus souvent été caractérisé comme crise, tant à l'époque qu'ultérieurement, est la « crise du FMI » de 1976, lorsque l'organisation internationale pose des conditions strictes à un prêt à la Grande-Bretagne endettée et soumise à des attaques spéculatives. C'est un épisode décisif dans la genèse des conflits de l'hiver 1978-1979 dans la mesure où il confirme l'orientation de la politique économique du gouvernement travailliste vers une réduction des dépenses publiques et une lutte contre l'inflation par l'imposition d'un contrôle des revenus. Comme la crise structurelle de l'économie britannique, nous avons là un moment de crise qu'il est possible et nécessaire d'analyser à la fois à partir des études universitaires produites sur cet épisode, et des analyses contemporaines publiées dans les quotidiens et les magazines politiques. Les discussions au sein du cabinet travailliste autour des conditions imposées par le Fonds monétaire international (FMI) pour accorder un prêt à la Grande-Bretagne à l'automne 1976 étaient ainsi largement publiques, ont été immédiatement et largement diffusées dans la presse, et ont dans les années qui ont suivi donné lieu à des articles d'analyse dans la presse et à des documentaires télévisés<sup>69</sup>.

La discussion sur la crise de 1976, considérée comme le tournant de la rigueur des gouvernements travaillistes de 1974-1979, a été enrichie et relancée à partir du milieu des

---

<sup>69</sup> Stephen Fay et Hugo Young, *The Day the £ Nearly Died*, Londres, Sunday Times, 1978.

années 1980 par les mémoires publiés par les membres du gouvernement<sup>70</sup>. C'est seulement à partir de la fin des années 1980 que l'on passe à une troisième génération d'interprétations, produites cette fois dans le cadre de colloques universitaires. Le premier ouvrage qui en résulte, rédigé par Kathleen Burk et Alec Cairncross, une historienne spécialiste des relations anglo-américaines et un économiste disciple de Keynes, est divisé en deux sections qui abordent successivement les dimensions politiques et économiques du contexte de la crise et de ses effets sur les politiques publiques<sup>71</sup>. Burk et Cairncross, qui décrivent l'affrontement entre les partisans de politiques économiques de type keynésien et monétariste au sein du gouvernement britannique autour de 1976, ne s'intéressent pas tant à la validité des théories économiques en conflit – ils reconnaissent les faiblesses du keynésianisme et les erreurs du monétarisme – qu'aux effets produits par leur diffusion sur les politiques publiques. L'ouvrage de Kevin Hickson, tiré d'un travail de doctorat soutenu à l'université de Southampton en 2002<sup>72</sup>, se donne pour ambition d'analyser la période 1974-1976 pour prendre la mesure de la transformation des politiques économiques<sup>73</sup>. Hickson définit sa méthode comme herméneutique, c'est-à-dire qu'elle vise à redonner sens et intelligibilité aux actions des acteurs en restituant les croyances et les contextes qui les orientent<sup>74</sup>. Pour valider son travail d'interprétation et de mise en récit, Hickson a constitué un large corpus de sources<sup>75</sup>.

### ***1.1.1.3 Troisième couple notionnel : monétarisme / néo-libéralisme***

Dans les années 1970 et 1980, l'attention des commentateurs a été attirée par le succès du « monétarisme » comme nouvelle théorie économique, sa diffusion dans les cercles académiques et politiques, son influence sur les politiques économiques et monétaires des

---

<sup>70</sup> James Callaghan, *Time and Chance*, Londres, Collins, 1987; Bernard Donoughue, *Prime Minister: The Conduct of Policy Under Harold Wilson and James Callaghan*, Londres, Jonathan Cape, 1987; Tony Benn, *Against the Tide: Diaries 1973-1976*, Londres, Arrow, 1989; Denis Healey, *The Time of My Life*, Londres, Michael Joseph, 1989; Edmund Dell, *A Hard Pounding: Politics and Economic Crisis 1974-1976*, Oxford, Oxford University Press, 1991.

<sup>71</sup> Kathleen Burk et Alec Cairncross, *'Goodbye, Great Britain': The 1976 IMF Crisis*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1992.

<sup>72</sup> Kevin Hickson, *The IMF Crisis of 1976 and British Politics*, Londres, Tauris Academic Studies, 2005.

<sup>73</sup> « My main aim is to assess the extent to which the IMF Crisis resulted in a decisive shift in the economic thinking of the Government. The central question therefore concerns a shift in British political economy, which can be expressed as: "To what extent did the IMF Crisis lead to a change in the dominant approach to political economy after 1976?" » Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 4.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 6-8.

<sup>75</sup> En plus des ouvrages secondaires, de la presse et des comptes-rendus des débats parlementaires, Hickson mobilise fortement les journaux personnels publiés, mémoires et autobiographies d'acteurs, dans lesquels il voit des outils utiles pour restituer la construction par les acteurs des interprétations et du sens de leurs actions, respectivement de manière contemporaine et *a posteriori*. Dans cette même perspective, il a consulté également les documents conservés par des hommes politiques, notamment Anthony Crosland, et mené un vaste programme d'entretiens avec les principaux responsables travaillistes de l'époque. *Ibid.*, p. 9-11.

gouvernements, et les effets de sa mise en œuvre<sup>76</sup>. La discussion se cantonne alors principalement au domaine de l'économie. À partir des années 1990, le constat d'une transformation plus large et plus radicale des politiques publiques et des pratiques gouvernementales à l'échelle mondiale a suscité le développement d'une série de travaux sur le « néo-libéralisme ». Le terme « néo-libéralisme » n'est pas nouveau, et trouve son origine dans les discussions de l'entre-deux-Guerres et de l'immédiat après-guerre sur l'épuisement des stratégies libérales traditionnelles et sur leur nécessaire redynamisation face à la montée de l'étatisme et du collectivisme. Ce qui est nouveau, c'est la redéfinition contemporaine de ce terme comme caractérisation d'un ensemble de politiques publiques de libéralisation et de privatisation menées par les gouvernements avec l'encouragement des institutions financières internationales et des investisseurs depuis une trentaine d'années et comme nouveau mode de gestion du capitalisme, en rupture par rapport au compromis historique de l'après-guerre<sup>77</sup>. Cette appellation « néo-libéralisme » est principalement le fait de ses opposants issus des traditions marxistes et social-démocrates, aussi la plupart des ouvrages qui portent spécifiquement sur le « néo-libéralisme » sont-ils des ouvrages critiques qui s'emploient à définir les contours et objectifs de ce projet politique et à faire la généalogie de son émergence et de sa diffusion internationale.

Dans un bref article publié en 2001 dans *Capital & Class*, Andrew Gamble propose une histoire intellectuelle et économique du « néo-libéralisme ». Contre l'alternative stricte entre des interprétations du néo-libéralisme soit comme idéologie soit comme mode de gestion imposé par le nouveau contexte économique et les institutions internationales, il s'emploie à penser les effets économiques et politiques de l'application du « néo-libéralisme » comme doctrine économique plurielle, et souligne la diversité des politiques publiques et des pratiques gouvernementales et managériales qu'on rassemble habituellement sous le dénominateur commun de « néo-libéralisme ». Il plaide pour une vision déflationniste et une compréhension circonscrite de cette notion, refusant de caractériser les politiques menées par les gouvernements de centre-gauche comme la simple expression du « néo-libéralisme »<sup>78</sup>. À l'inverse, David Harvey propose dans son ouvrage de 2005 de replacer l'histoire politique mondiale des trente dernières années sous le signe du « néo-libéralisme », dans lequel il voit un programme politique dont il est possible de dégager des traits globaux, même si sa

---

<sup>76</sup> Simon Clarke, « Capitalist Crisis and the Rise of Monetarism », *The Socialist Register*, 1987, p. 393-427.

<sup>77</sup> Pour une discussion des différentes définitions du « néo-libéralisme », voir Gilles Christoph, « Le néo-libéralisme : un essai de définition », Raphaële Espiet-Kilty (ed), *Libéralisme(s) ?*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, p. 79-120.

<sup>78</sup> Andrew Gamble, « Neo-liberalism », *Capital & Class*, No. 75 (2001), p. 127-134.

formation géographique et anthropologique l'amène à prêter une attention toute particulière aux contextes socio-économiques et aux variations continentales, nationales et régionales de la mise en œuvre des politiques néolibérales. Le « néo-libéralisme », selon Harvey, est un projet politique de restauration du pouvoir des classes dirigeantes et de redistribution de la richesse produite en faveur des plus riches après un demi-siècle de transformation sociale qui avait bénéficié aux classes populaires. Harvey se contente d'esquisser la longue maturation théorique du néo-libéralisme pour se concentrer sur son expérimentation, sa diffusion et sa contestation entre les années 1970 et le début des années 2000. Selon Harvey, les années 1978-1980 constituent un « moment de révolution dans l'histoire sociale et économique mondiale », du fait de la conjonction en quelques années de l'amorce de la libéralisation de l'économie chinoise, de l'arrivée à la tête de la réserve fédérale américaine de Paul Volcker qui donne à l'institution une ligne monétariste dure qui marginalise la question de l'emploi au profit de la lutte contre l'inflation, de la victoire des conservateurs thatchériens en Grande-Bretagne et de l'élection de Ronald Reagan à la présidence américaine<sup>79</sup>.

Autant nous ne partageons pas le diagnostic de Harvey concernant l'élection de Margaret Thatcher qu'il voit porteuse d'un programme anti-syndical jouissant d'une légitimité électorale<sup>80</sup>, autant l'insistance de Harvey sur le caractère global ou du moins international de l'histoire du néo-libéralisme nous semble un apport déterminant par rapport à un champ scientifique dominé par des monographies sur des pays – ou même des études comparatives sur une série limitée de pays – qui par ailleurs se cantonnent à des périodes courtes. Si nous rejoignons la prudence méthodologique de ces dernières, il n'en reste pas moins que le travail synthétique de Harvey lui permet de mettre en évidence des caractéristiques communes du programme néo-libéral tout en prenant en compte les modalités spécifiques de son application aux différentes aires géographiques.

À côté de ces histoires du néo-libéralisme comme doctrine et comme mode de gestion du capitalisme, le néo-libéralisme a également été étudié comme mouvement intellectuel et politique au sein des droites. Plusieurs travaux ont mis en évidence le rôle clé des *think tanks*. Si ces derniers apparaissent pour la première fois dans l'étude générale que Andrew Britton a consacré aux politiques économiques en Grande-Bretagne du milieu des années 1970 au

---

<sup>79</sup> David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 1.

<sup>80</sup> « Across the Atlantic, Margaret Thatcher had already been elected Prime Minister of Britain in May 1979, with a mandate to curb trade union power and put an end to the miserable inflationary stagnation that had enveloped the country for the preceding decade ». *Ibid.*, p. 1.



milieu des années 1980<sup>81</sup>, les années 1990 ont vu la publication d'ouvrages spécifiquement consacrés à la constitution d'un réseau intellectuel néo-libéral dans l'immédiat après-guerre, au combat académique et politique mené par celui-ci avec le soutien financier de grands groupes industriels et financiers pour diffuser ses prescriptions politiques, enfin à l'adoption progressive de ces idées par les décideurs nord-américains et britanniques. Le premier ouvrage de ce type est celui de Richard Cockett, qui jette le regard d'un compagnon de route sur la contre-révolution néo-libérale à l'échelle anglo-américaine<sup>82</sup>. L'ouvrage de Keith Dixon s'inscrit en revanche dans une perspective critique, et vise à rendre compte du renversement des priorités économiques et de l'ordre socio-politique britannique à partir d'une description du développement du réseau de soutien intellectuel au programme libéral<sup>83</sup>. La même année, paraît simultanément en Grande-Bretagne un ouvrage consacré plus spécifiquement aux *think tanks* britanniques<sup>84</sup>. Il s'agit ici de travaux qui insistent sur l'infrastructure organisationnelle des réseaux néo-libéraux, et qui s'emploient à faire apparaître les penseurs, les passeurs, les convertis, les supports et les contenus de l'argumentaire néo-libéral. Ils sont sous-tendus par une croyance dans l'influence exercée de manière relativement directe par les discours dans le monde social. C'est un aspect que nous examinons plus en détail dans une section ultérieure consacrée aux programmes de recherche sur les effets sociaux et politiques des discours et des représentations.

#### ***1.1.1.4 Travaux sur le parti conservateur et les gouvernements conservateurs***

Les thèmes structurants de l'historiographie du deuxième vingtième siècle britannique que nous avons mis en évidence successivement sont transversaux à des études qui portent sur des objets politiques précis, notamment les partis et gouvernements. La discussion des concepts de néo-libéralisme et de monétarisme amène ainsi à une étude des travaux publiés sur le parti conservateur britannique. Celui-ci a longtemps été vu comme un objet délaissé par des universitaires plus proches intellectuellement et politiquement des traditions libérale et travailliste. La période 1945-1979 tout particulièrement est restée inexplorée jusqu'à ce que la « révolution thatchérienne » et les débats autour de la notion de « consensus » viennent dynamiser la recherche sur l'histoire du parti conservateur dans l'après-guerre. Les années 1990 ont ainsi vu la publication de pas moins d'une dizaine d'ouvrages majeurs sur le

---

<sup>81</sup> Andrew Britton, *Macroeconomic Policy in Britain 1974-1987*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

<sup>82</sup> Richard Cockett, *Thinking the Unthinkable : Think-Tanks and the Economic Counter-Revolution, 1931-1983*, Londres, HarperCollins, 1994.

<sup>83</sup> Keith Dixon, *Les Evangélistes du marché : Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Paris, Raisons d'agir, 1998.

<sup>84</sup> Andrew Denham et Mark Garnett, *British Think Tanks and the Climate of Opinion*, Londres, UCL Press, 1998.

conservatisme au vingtième siècle ou sur des périodes plus courtes<sup>85</sup>. Nous pouvons nous appuyer sur ces sources secondaires nombreuses, ainsi que sur une série d'articles qui les complètent utilement<sup>86</sup>, pour rendre compte de l'évolution du parti conservateur depuis 1945.

La période que nous avons définie plus haut comme principal cadre chronologique de notre étude, c'est-à-dire 1968-1985, est caractérisée par le fait que, comparativement dans l'histoire politique de la Grande-Bretagne, les conservateurs ont passé de nombreuses années dans l'opposition. L'étude des partis d'opposition étant moins développée que celle des partis au pouvoir, nous disposons de relativement peu de travaux sur le parti conservateur dans la période clé de 1974-1979, si l'on exclut les mémoires et biographies des responsables conservateurs de l'époque<sup>87</sup>. Cette faiblesse a été compensée par la publication en 2005 d'un ouvrage collectif portant précisément sur les périodes dans lesquelles le parti conservateur s'est trouvé dans l'opposition. Le chapitre consacré par Dennis Kavanagh à l'émergence du *thatcherisme*, s'il ne renouvelle pas l'analyse de l'évolution du parti et de sa doctrine dans les années 1970, constitue un bon résumé de l'état des connaissances actuelles sur les conservateurs dans la période 1974-1979. Dans le même ouvrage, David Willetts, député conservateur et ancien responsable du *think tank* *thatcherien* *Centre for Policy Studies*, examine la période d'opposition après la Seconde Guerre mondiale et propose une réévaluation tout à fait remarquable de l'évolution du parti conservateur dans l'opposition. Alors que le centre de gravité des débats sur le « consensus de 1945 » depuis une vingtaine d'année est la question de l'acceptation plus ou moins grande des politiques de compromis

---

<sup>85</sup> Stuart Ball, *The Conservative Party since 1945*, Manchester, Manchester University Press, 1998; John Charmley, *A History of Conservative Politics, 1900-1996*, Londres, Macmillan, 1996; Alan Clark, *The Tories: Conservatives and the Nation State 1922-1997*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1998; Brendan Evans et Andrew Taylor, *From Salisbury to Major: Continuity and Change in Conservative Politics*, Manchester, Manchester University Press, 1996; Steve Ludlam et Martin Smith, *Contemporary British Conservatism*, Londres, Macmillan, 1996; Philip Norton (ed), *The Conservative Party*, Londres, Prentice Hall, 1996; John Ramsden, *An Appetite for Power: A History of the Conservative Party since 1830*, Londres, HarperCollins, 1998; John Ramsden, *The Age of Churchill and Eden 1940-1957*, Londres, Longman, 1995; John Ramsden, *The Winds of Change: Macmillan to Heath 1957-1975*, Londres, Longman, 1996; Anthony Seldon (ed), *How Tory Governments Fall*, Londres, Fontana, 1996; Anthony Seldon et Stuart Ball (ed), *Conservative Century: The Conservative Party since 1900*, Oxford, Oxford University Press, 1994. Si nombre de ces ouvrages sont le travail d'historiens et de politistes conservateurs, ils ne présentent pas le même biais hagiographique que des travaux antérieurs comme les classiques Robert Blake, *The Conservative Party from Peel to Churchill*, Londres, Eyre and Spottiswoode, 1970 ; Robert Blake, *The Conservative Party from Peel to Thatcher*, Londres, Methuen, 1985.

<sup>86</sup> John Ramsden, « 'A Party for Owners or a Party for Earners?' How Far Did the British Conservative Party Really Change after 1945? », *Transactions of the Royal Historical Society*, Vol. 37 (1987), p. 49-63; John Turner, « A Land Fit for Tories to Live in: The Political Ecology of the British Conservative Party, 1944-94 », *Contemporary European History*, Vol. 4, No. 2 (1995), p. 189-208.

<sup>87</sup> John Campbell, *Margaret Thatcher*, Vol. 1 « The grocer's daughter », Londres, Jonathan Cape, 2000; Andrew Denham et Mark Garnett, *Keith Joseph*, Teddington, Acumen, 2001; Margaret Thatcher, *The Path to Power*, Londres, HarperCollins, 1995.

social par les conservateurs, Willetts insiste sur le réarmement organisationnel et idéologique d'un conservatisme anti-collectiviste entre 1945 et 1951<sup>88</sup>.

Dans la perspective qui est la nôtre, à savoir l'étude des conflits sociaux et de la transformation du mouvement ouvrier dans les années 1970, l'ouvrage de Peter Dorey sur les rapports entre le parti conservateur et les syndicats est une source centrale<sup>89</sup>. Si Dorey retrace l'histoire de ces rapports depuis la fin du dix-huitième siècle et la première législation anti-syndicale – les *Combination Acts* de 1799 et 1800, – l'essentiel de son ouvrage porte sur la période postérieure à 1945, où il détaille sa démonstration au gré des périodes de gouvernement et d'opposition des conservateurs. La problématique centrale de son ouvrage est la tension entre d'un côté l'accord entre tous les conservateurs pour considérer que les syndicats constituent une entrave au bon fonctionnement de l'économie libérale capitaliste ou du moins un problème pour celle-ci, et de l'autre la variété des approches préconisées par les conservateurs. Celles-ci dépendent de leur interprétation des principes fondamentaux du conservatisme – l'individualisme, le légalisme, le nationalisme, le libéralisme principalement – et de leur positionnement par rapport aux deux ailes du parti, l'une sociale et l'autre libérale. C'est à la lumière de cette tension qu'il interprète la mise en place progressive et l'application contestée du programme de marginalisation et de désarmement politique et économique des syndicats dans les années 1970 et 1980.

Nous disposons en revanche de travaux sur les gouvernements conservateurs après 1979, qui s'emploient à détailler leurs pratiques gouvernementales et politiques publiques et à faire le bilan de celles-ci<sup>90</sup>. Les travaux sur les politiques menées par les gouvernements conservateurs et leurs effets sont complétés par un ensemble de travaux, de nature souvent critique et théorique, sur le « thatchérisme » comme doctrine et comme projet politique, et qui entreprennent de déterminer les caractéristiques spécifiques du mode de gouvernement thatchérien. De même que « néo-libéralisme », il s'agit d'une dénomination élaborée principalement par ses adversaires politiques. Cependant, comme le montre l'évolution des titres des ouvrages consacrés par Martin Holmes respectivement aux gouvernements Thatcher

---

<sup>88</sup> Dennis Kavanagh, « The Making of Thatcherism : 1974-1979 », Stuart Ball et Anthony Seldon (ed), *Recovering Power: The Conservatives in Opposition since 1867*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2005, p. 219-242 ; David Willetts, « The New Conservatism? 1945-1951 », Stuart Ball et Anthony Seldon (ed), *Recovering Power: The Conservatives in Opposition since 1867*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2005, p. 169-191.

<sup>89</sup> Peter Dorey, *The Conservative Party and the Trade Unions*, Londres, Routledge, 1996.

<sup>90</sup> Martin Holmes, *The First Thatcher Government 1979-1983: Contemporary Conservatism and Economic Change*, Brighton, Wheatsheaf, 1985; Martin Holmes, *Thatcherism: Scope and Limits, 1983-1987*, Basingstoke, Macmillan, 1989.

de 1979-1983 et 1983-1987, c'est un terme qui s'est imposé dans le discours politique et scientifique britannique dès le milieu des années 1980.

Parmi ces travaux, l'un d'eux a aujourd'hui acquis le statut de prémonition. Il s'agit de l'article de Stuart Hall, « The Great Moving Right Show », publié dans *Marxism Today* en 1978 donc avant l'arrivée au pouvoir des conservateurs<sup>91</sup>. Hall y qualifie le style politique et le programme esquissé par Margaret Thatcher de « populisme autoritaire » (« *authoritarian populism* »), c'est-à-dire un programme fondé sur la promesse du retour à l'ordre social et moral et sur un appel à la nation visant à court-circuiter les instances de représentation des groupes sociaux qui se sont développées dans les années de gestion keynésienne. Cette caractérisation est importante, puisqu'elle suppose que le thatchérisme est – entre autres choses, mais significativement pour la gauche britannique – une entreprise de recrutement moral des classes populaires derrière un projet de restauration de l'ordre capitaliste impérialiste britannique dans un contexte de crise économique. Dès lors, la gauche doit se donner les moyens de contrer l'appel populiste autoritaire du thatchérisme et l'hégémonie morale à laquelle la nouvelle droite cherche à parvenir. Au sein du parti communiste de Grande-Bretagne, cette analyse du thatchérisme est acceptée par une majorité de la direction du parti, ce qui pousse à l'adoption de la stratégie dite eurocommuniste, qui se veut une stratégie contre-hégémonique.

Cette analyse n'est cependant pas partagée par l'ensemble de la gauche britannique, y compris au sein du parti communiste entre une aile politique majoritairement acquise aux perspectives eurocommunistes et une aile sociale plus orthodoxe. D'autres intellectuels marxistes, notamment le groupe autour de Bob Jessop, refusent de penser une telle spécificité du thatchérisme. Selon eux, les politiques menées par le nouveau gouvernement conservateur se caractérisent certes par une rupture avec la tradition du conservatisme social (« *One Nation Toryism* »), mais ce conservatisme antisocial (« *Two Nations Toryism* »), définition qu'ils proposent du conservatisme thatchérien, va au contraire polariser l'antagonisme de classe plutôt que d'assurer le soutien des classes populaires au projet conservateur. Contre l'accent mis par Hall sur les éléments moraux et idéologiques du conservatisme thatchérien, Jessop et ses collègues défendent la primauté du rapport de production économique. Les discussions entre le groupe autour de Stuart Hall et Martin Jacques et celui autour de Bob Jessop se

---

<sup>91</sup> Stuart Hall, « The Great Moving Right Show », *Marxism Today*, janvier 1979.

poursuivent tout au long des années 1980 dans les colonnes des revues de la gauche marxiste britannique – *New Left Review*, *Marxism Today*, *Capital & Class*<sup>92</sup>.

À côté de ce débat entre « idéologues » et « économistes » qui vise principalement à préciser la place du thatchérisme dans la tradition conservatrice britannique, une deuxième piste de lecture sur le thatchérisme consiste à y voir une voie britannique vers le néo-libéralisme dans une perspective comparative transnationale. C'est celle esquissée dès 1979 par Andrew Gamble, alors également proche du parti communiste. Dans un article pour le *Socialist Register* de 1979, par la suite étendu et transformé en un ouvrage<sup>93</sup>, il montre que non seulement la défense du marché libre est compatible avec un interventionnisme gouvernemental fort, contrairement à ce que proclame l'idéologie libérale du laissez-faire, mais que la libéralisation de l'économie à laquelle les conservateurs néo-libéraux veulent parvenir nécessite une intervention économique dans les domaines de la politique monétaire, de la politique fiscale, de la politique sociale et des relations professionnelles. S'il ne parle pas de « thatchérisme » dans son article de 1979, mais plutôt d'« économie sociale de marché » puisqu'il anticipe un alignement sur la gestion économique orthodoxe qui prévaut en Allemagne depuis l'après-guerre, Gamble ne s'inscrit pas contre la thèse de Hall d'une transformation de la droite britannique. Il souhaite plutôt compléter l'analyse de l'idéologie thatchérienne par un examen des dispositifs économiques. Par ce biais, il retrouve les analyses qui cherchent à comprendre l'alliance entre néo-conservatisme et néo-libéralisme, entre autoritarisme et libéralisme, à laquelle la nouvelle droite est parvenue. Ces différents courants de l'analyse marxiste communiste qui voient dans le thatchérisme un nouveau mode de gouvernement et de gestion de l'économie ont été rassemblés dans un ouvrage collectif dirigé par Stuart Hall et Martin Jacques<sup>94</sup>. On y retrouve à la fois des textes canoniques sur le thatchérisme publiés dans *Marxism Today* mais actualisés pour refléter le développement du programme thatchérien au début des années 1980, comme le texte « The Great Moving Right

---

<sup>92</sup> Nous présentons les contributions majeures à ce débat dans leur ordre chronologique de publication : Stuart Hall, « The Battle for Socialist Ideas in the 1980s », *The Socialist Register*, 1982, p. 1-19 ; Bob Jessop et al., « Authoritarian Populism, Two Nations, and Thatcherism », *New Left Review*, No. 147 (1984), p. 32-60; Stuart Hall, « Authoritarian Populism : A Reply to Jessop et al », *New Left Review*, No. 151 (1985), p. 115-124; Bob Jessop et al., « Thatcherism and the Politics of Hegemony : a Reply to Stuart Hall », *New Left Review*, No. 153 (1985), p. 87-101; Kevin Bonnett et al., « Popular Capitalism, Flexible Accumulation and Left Strategy », *New Left Review*, No. 165 (1987), p. 103-122; Bob Jessop et al., « Farewell to Thatcherism ? Neo-Liberalism and 'New Times' », *New Left Review*, No. 179 (1990), p. 81-102; Colin Leys, « Still a Question of Hegemony », *New Left Review*, No. 181 (1990), p. 119-128.

<sup>93</sup> Andrew Gamble, « The Free Economy and the Strong State: The Rise of the Social Market Economy », *The Socialist Register*, 1979, p. 1-25; Andrew Gamble, *The Free Economy and the Strong State: The Politics of Thatcherism*, Basingstoke, Macmillan, 1988.

<sup>94</sup> Stuart Hall et Martin Jacques (ed), *The Politics of Thatcherism*, Londres, Lawrence and Wishart, 1983.

Show » de Hall<sup>95</sup>, et des contributions originales visant notamment à approfondir l'analyse économique du thatchérisme par rapport à l'accent mis par les contributeurs de *Marxism Today* sur les aspects politiques et idéologiques<sup>96</sup>.

Le *Socialist Register* de 1987 est pareillement consacré à l'analyse du nouveau conservatisme qui s'impose dans la plupart des pays industrialisés. Même si le *Socialist Register* rassemble plutôt les contributions d'intellectuels marxistes non-alignés avec le parti communiste, la convergence est cependant forte entre les analyses formulées par Ralph Miliband et Leo Panitch et celles du groupe eurocommuniste de *Marxism Today*. Dans leur contribution au volume, Miliband et Panitch soulignent certes que les politiques économiques menées par le gouvernement Thatcher n'ont en rien entravé le déclin de l'économie britannique et qu'il n'y a pas eu de conversion massive de la population au thatchérisme. Cependant, le nouveau conservatisme a réussi selon eux à déplacer le centre de gravité du débat politique vers la droite<sup>97</sup>. C'est pareillement la mise en avant d'une rhétorique et d'un programme sécuritaires qui est soulignée par l'article de Ian Taylor dans le même volume<sup>98</sup>.

Si elle en a eu la primeur, la gauche britannique n'a cependant pas conservé le monopole de l'analyse du thatchérisme. On compte ainsi dans les années 1980 de nombreuses analyses du thatchérisme esquissées depuis un point de vue centriste et travailliste ou droitier

---

<sup>95</sup> Stuart Hall, « The Great Moving Right Show », Stuart Hall et Martin Jacques (ed), *The Politics of Thatcherism*, Londres, Lawrence and Wishart, 1983, p. 19-39.

<sup>96</sup> Andrew Gamble, « Thatcherism and Conservative Politics », Stuart Hall et Martin Jacques (ed), *The Politics of Thatcherism*, Londres, Lawrence and Wishart, 1983, p. 109-131; Michael Bleaney, « Conservative Economic Strategy », Stuart Hall et Martin Jacques (ed), *The Politics of Thatcherism*, Londres, Lawrence and Wishart, 1983, p. 132-147; Tony Lane, « The Tories and the Trade Unions : Rhetoric and Reality », Stuart Hall et Martin Jacques (ed), *The Politics of Thatcherism*, Londres, Lawrence and Wishart, 1983, p. 169-187. Les deux dernières parties de l'ouvrage, publié à la fin de 1983 après la réélection de Margaret Thatcher, rassemblent respectivement des contributions consacrées respectivement à l'impact de la Guerre des Malouines et à la mobilisation patriotique et militariste de la population britannique dans un contexte de réactivation de la Guerre froide, et des analyses sur les effets de désorganisation produits par le thatchérisme au sein du mouvement ouvrier, dont la manifestation la plus évidente est la sécession de l'aile droite du parti travailliste pour former le *Social Democratic Party* (SDP). Pour les premières voir : Eric Hobsbawm, « Falklands Fallout », Stuart Hall et Martin Jacques (ed), *The Politics of Thatcherism*, Londres, Lawrence and Wishart, 1983, p. 257-270; Robert Gray, « The Falklands Factor », Stuart Hall et Martin Jacques (ed), *The Politics of Thatcherism*, Londres, Lawrence and Wishart, 1983, p. 271-280; Tom Nairn, « Britain's Living Legacy », Stuart Hall et Martin Jacques (ed), *The Politics of Thatcherism*, Londres, Lawrence and Wishart, 1983, p. 281-288. Pour les secondes: Andrew Gamble, « The Impact of the SDP », Stuart Hall et Martin Jacques (ed), *The Politics of Thatcherism*, Londres, Lawrence and Wishart, 1983, p. 291-308; Stuart Hall, « The 'Little Caesars' of Social Democracy », Stuart Hall et Martin Jacques (ed), *The Politics of Thatcherism*, Londres, Lawrence and Wishart, 1983, p. 309-321; Jon Bloomfield, « Labour's Long Haul », Stuart Hall et Martin Jacques (ed), *The Politics of Thatcherism*, Londres, Lawrence and Wishart, 1983, p. 322-339.

<sup>97</sup> Ralph Miliband et Leo Panitch, « Socialists and the 'New Conservatism' », *The Socialist Register*, 1987, p. 502-514.

<sup>98</sup> Ian Taylor, « Law and Order, Moral Order: The Changing Rhetoric of the Thatcher Government », *The Socialist Register*, 1987, p. 297-331.

et thatchérien<sup>99</sup>. Le débat sur la nature du thatchérisme a par ailleurs trouvé un écho hexagonal dans un numéro de la *Revue française de civilisation britannique* de 1989<sup>100</sup>, et les effets sociaux, économiques et politiques du programme thatchérien ont notamment été mis en évidence dans un ouvrage collectif dirigé par Jacques Leruez en 1984, puis par François Poirier dans son ouvrage *Génération Thatcher*, publié en 1992<sup>101</sup>. Ces études sont toutes utiles dans le cadre de notre étude de la portée politique de l'« hiver du mécontentement », sur sa présentation comme rupture et sur les effets sur le mouvement ouvrier britannique du nouvel ordre socio-politique thatchérien.

Enfin, une histoire du renouveau conservateur et de la nouvelle droite dans les années 1970 n'est pas complète sans une prise en compte du réseau associatif et patronal structuré au niveau national et local, et qui se conçoit souvent comme le premier rempart contre le devenir collectiviste de la Grande-Bretagne. Toute analogie avec les mouvements de petits commerçants français comme le poujadisme serait mal venue, tant ces associations, quoique représentant principalement de petites entreprises, sont directement connectées aussi bien aux sections locales et régionales du parti conservateur qu'aux grandes organisations patronales – *Confederation of British Industries* (CBI) et *Institute of Directors* – et aux *think tanks* néolibéraux comme l'*Institute of Economic Affairs* et le *Centre for Policy Studies*. Ce maillage local peut être compris comme une extension sociale et économique de la droite du parti conservateur. Les histoires de ces organisations sont peu nombreuses. On pourra cependant se référer à l'ouvrage contemporain dirigé par Roger King et Neil Nugent sur les mobilisations de la petite et moyenne bourgeoisie dans les années 1970<sup>102</sup>.

Nous attendons, de la prise en compte de ce corpus large d'études et d'analyses sur les idées politiques et économiques, une contextualisation élargie de la crise du travaillisme par-delà les horizons immédiats de ses organisations. En retour, par rapport à ces études qui ont

---

<sup>99</sup> Peter Jenkins, *Mrs Thatcher's Revolution: The Ending of the Socialist Era*, Londres, Cape, 1987; Dennis Kavanagh, *Thatcherism and British Politics: The End of Consensus?*, Oxford, Oxford University Press, 1987; William Keegan, *Mrs Thatcher's Economic Experiment*, Londres, Allen Lane, 1984; Joel Krieger, *Reagan, Thatcher and the Politics of Decline*, Oxford, Polity Press, 1986; Robert Skidelsky (ed), *Thatcherism*, Londres, Chatto and Windus, 1988; Alan Walters, *Britain's Economic Renaissance: Margaret Thatcher's Reforms, 1979-1984*, Oxford, Oxford University Press, 1986; Hugo Young et Anne Sloman, *The Thatcher Phenomenon*, Londres, BBC Publications, 1986.

<sup>100</sup> Monica Charlot et François Poirier, « Le thatchérisme », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 6, No. 4, 1989.

<sup>101</sup> Jacques Leruez (ed), *Le Thatchérisme : doctrine et action*, Paris, La documentation française, 1984 ; François Poirier, *Génération Thatcher : La culture politique de l'Angleterre*, Saint-Denis, Presses Universitaires de Vincennes, 1992. Sur le parti conservateur et son histoire, signalons également Agnès Alexandre-Collier et Bernard d'Hellencourt (ed), numéro thématique « Le Parti conservateur britannique aujourd'hui », *L'observatoire de la société britannique*, Vol. 4, 2007.

<sup>102</sup> Roger King et Neil Nugent (ed), *Respectable Rebels: Middle Class Campaigns in Britain in the 1970s*, Londres, Hodder and Soughton, 1979.

pensé la transformation des idéologies et des politiques sociales et économiques à partir des gouvernements ou des partis, notre étude du mouvement syndical à travers ses archives replace celui-ci au centre de l'interrogation sur l'adoption des outils néo-libéraux d'analyse économique, leur diffusion et leurs effets ordinaires sur les discours et pratiques jusqu'au sein du mouvement ouvrier.

### **1.1.2 Le mouvement ouvrier : histoire politique et intellectuelle des organisations syndicales et des partis**

Les études sur le mouvement ouvrier (*labour history*) et sur les relations professionnelles (*industrial relations*) sont un bon exemple d'articulation forte entre science et politique, en termes à la fois de circulation des concepts entre la sphère syndicale et militante et la sphère académique, d'*overlap* entre personnel militant et personnel scientifique, enfin de structuration politique et idéologique commune. C'est pourquoi notre étude des paradigmes scientifiques de compréhension de l'histoire du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne est indissociable d'une histoire du mouvement ouvrier lui-même. Ce sont deux fils que nous essayons constamment de tisser ensemble dans notre travail. Dans notre présentation des travaux existant sur le mouvement syndical et le monde du travail, nous sommes amenés à détailler les contextes sociaux et politiques de production de la recherche universitaire. Il est probablement utile de mentionner dès ici un débat qui engage la pertinence sinon la possibilité même de proposer une étude sur le mouvement ouvrier.

En 1978, l'historien communiste Eric Hobsbawm publie dans *Marxism Today*, la revue théorique du parti communiste de Grande-Bretagne, dont l'audience dépasse largement les seuls cercles intellectuels communistes, un article intitulé « *The Forward March of Labour Halted ?* ». Hobsbawm y décrit la transformation de la structure de l'emploi en Grande-Bretagne depuis le dix-neuvième siècle et celle de la classe ouvrière qui en résulte. Avec le déclin du travail manuel, le développement du secteur des services et la féminisation de l'emploi, la classe ouvrière britannique a perdu la relative homogénéité idéologique et culturelle qui la caractérisait, et qui permettait une action politique en tant que mouvement ouvrier en masquant les différences et les hiérarchies qui la divisaient pourtant déjà objectivement. La conséquence en est la montée des revendications corporatistes, parfois susceptibles de monter les groupes de travailleurs les uns contre les autres. Pour Hobsbawm, l'avancée du mouvement ouvrier est bel et bien arrêtée<sup>103</sup>. Cet article bref, écrit par un

---

<sup>103</sup> Eric Hobsbawm, « The Forward March of Labour Halted », *Marxism Today*, septembre 1978.



historien communiste dans une des principales revues théoriques de la gauche britannique au moment où le gouvernement travailliste essaie d'imposer aux organisations syndicales un contrôle strict des revenus au nom du progrès social et accuse les récalcitrants de corporatisme, a immédiatement déclenché une forte polémique au sein du mouvement ouvrier.

Publié moins d'un an avant l'arrivée au pouvoir des conservateurs, l'article de Hobsbawm a aujourd'hui acquis le statut de prémonition. De nombreux commentateurs y voient une des analyses les plus lucides de la situation du mouvement ouvrier à un moment où ses partisans et ses adversaires le pensaient invincible. « *The Forward March of Labour Halted ?* » est en revanche regardé par une partie de la gauche radicale comme un travail de démobilisation, précurseur du recentrage du parti travailliste. Le texte de Hobsbawm et les discussions qu'il a suscitées sous-tendent les travaux universitaires contemporains et les débats au sein du mouvement ouvrier britannique. La question est en effet de savoir s'il est pertinent d'employer la catégorie de « mouvement ouvrier » dans une situation marquée par un éclatement objectif du groupe des prolétaires – au sens marxien de celles et ceux qui échangent leur force de travail contre salaire – et par le reflux du référentiel de classe. Si le texte de Hobsbawm vaut mise en garde, il ne suffit pas à balayer la notion de « mouvement ouvrier ». Sans céder au réalisme du concept, il nous semble en effet fondamental d'accorder une place centrale dans l'histoire politique et intellectuelle à la matérialité des idées. Dans la mesure où des historiens et des sociologues continuent d'employer la catégorie de mouvement ouvrier ou travailliste (*labour movement*), alors il nous semble pertinent d'interroger ce que des travaux construisant leur objet dans ces termes nous permettent de voir et de penser sur les conflits sociaux de l'hiver 1978-1979.

### ***1.1.2.1 Le parti travailliste***

Il est difficile de faire l'histoire du parti travailliste pour plusieurs raisons. La première est qu'il ne s'agit pas organisationnellement d'un parti fortement unifié et hiérarchisé, mais du rassemblement d'unités hétérogènes – le parti parlementaire, les partis locaux, les syndicats, les associations socialistes, le mouvement coopératif – tenues ensemble par une perspective globale d'amélioration des conditions de vie des classes populaires, mais jouissant toutes d'une autonomie relative et constamment en tension. Il est donc compliqué pour l'historien de proposer une vision synthétique des mouvements qui affectent cet ensemble. La deuxième raison majeure est la diversité politique à l'intérieur du parti. Le parti travailliste ne s'est jamais rattaché à un courant politique unique ou spécifique, en dehors de l'affirmation longtemps partagée d'une perspective « socialiste » brandie par une majorité des travaillistes

mais définie de manière souvent différente. Dès lors, l'orientation politique du parti a évolué en fonction du poids relatif de différentes tendances, souvent rassemblées en une gauche et une droite mais chacun de ces courants rassemblant lui-même un ensemble de groupes et de positions assez divers. Par ailleurs, entre les années 1960 et 1980, la notion même d'une ligne politique dominante au sein du parti a été remise en cause par la disjonction fréquente entre d'un côté la ligne adoptée par le parti parlementaire contrôlé par la droite travailliste, et de l'autre les politiques formulées par la conférence annuelle et l'exécutif dominés par la gauche du parti. La dernière raison majeure de ce déficit d'histoire du parti travailliste est que, précisément en raison de cette fragmentation organisationnelle et politique, le parti travailliste ne s'est pas donné d'histoire officielle. Comme le soulignait un éditorial de *History Workshop* publié en 1981 au moment de la scission de l'aile droite du parti, cette absence d'histoire officielle a également empêché – au du moins n'a pas suscité – l'émergence de contre-discours sur l'histoire du parti<sup>104</sup>. Les rédacteurs d'*History Workshop* soulignaient tout de même une tendance lourde de l'historiographie travailliste, à savoir une division du travail entre une histoire « par en haut » menée par les historiens proches de l'aile droite du parti, consistant notamment en une série de biographies des dirigeants travaillistes, et une histoire « par en bas » produite par les historiens de gauche et insistant plutôt sur les traditions travaillistes locales et les valeurs portées par le parti.

Face à ces défis, l'ouvrage de référence sur l'histoire du parti travailliste se présente sous les traits modestes d'une « brève histoire ». Publié pour la première fois en 1961, *A Short History of the Labour Party* est un travail de synthèse réalisé par Henry Pelling, historien dont les premiers travaux ont porté sur l'émergence du parti travailliste. Cet ouvrage a depuis été republié de nombreuses fois, et son actualisation a été progressivement prise en charge par Alastair Reid, continuateur de l'œuvre théorique de Pelling<sup>105</sup>. Ce dernier s'inscrit dans la tradition loyaliste des historiens proches de la direction du parti et prompts à saluer le courage de celle-ci en même temps qu'ils considèrent les tensions au sein du parti principalement comme des erreurs ou seulement sous l'angle des effets d'affaiblissement électoral qu'ils produisent. C'est ainsi qu'il stigmatise le développement d'une gauche militante au sein du parti dans le chapitre qu'il consacre aux années 1970 – « *The rise of the left (1970-9)* » – et la scission de l'aile droite et les tensions créées par la présence de militants trotskystes dans la période de crise du tournant des années 1980 – « *Division and defeat (1979-84)* » –, mais salue le processus de modernisation amorcé au milieu des années 1980, lequel voit une reprise

---

<sup>104</sup> « The Labour Party and Social Democracy », *History Workshop*, No. 12 (1981), p. 1-2.

<sup>105</sup> Alastair Reid et Henry Pelling, *op. cit.*, 1961, 2005.

en main du parti par sa direction parlementaire et une centralisation des processus de décision qui affaiblit les contrepoids et diminue les possibilités de critiques internes – « *Modernisation and revival (1985-1994)* ». L'intérêt majeur de l'ouvrage de Pelling est précisément cette insistance sur les tensions politiques au sein du parti, et sa chronologie très précise de l'évolution du rapport de force entre les tendances aux différents niveaux du parti – dans les sections locales, à la conférence annuelle, dans l'exécutif, au sein du parti parlementaire et éventuellement du gouvernement. Par ailleurs, son attention au rôle joué par la question européenne dans les divisions au sein du parti constitue pour nous un garde-fou majeur contre la tentative de réduire les tensions au sein du parti à une différence de positionnement sur les questions sociales et économiques qui constituent notre voie d'entrée dans la période.

À côté de ces histoires politiques du parti travailliste<sup>106</sup>, on compte également un ouvrage de référence concernant l'histoire organisationnelle du parti. Les mythes politiques véhiculés par les conservateurs concernant le poids des syndicats au sein du parti pour disqualifier politiquement les travaillistes constituent le point de départ de l'étude monumentale de Lewis Minkin, *The Contentious Alliance: Trade Unions and the Labour Party*<sup>107</sup>. Minkin s'emploie à établir l'influence réellement exercée par les syndicats : pour cela, il présente à la fois une analyse détaillée du fonctionnement du parti et une histoire des relations entre les syndicats et le parti depuis l'émergence de ce dernier au début du vingtième siècle. Il s'attarde plus spécifiquement sur la période de forte tension au sein du parti dans les années 1980, combinant polarisation politique et lutte pour le contrôle du parti entre les activistes de gauche et la direction parlementaire. Il ressort de l'analyse de Minkin une certaine continuité dans le rapport entretenu par les syndicats et le parti, fait de division stricte entre travail politique et travail syndical et de soutien mutuel inébranlable en dépit des régulières disputes publiques<sup>108</sup>.

---

<sup>106</sup> Concernant plus spécifiquement l'histoire récente du parti travailliste, on se référera aux travaux d'Emmanuelle Avril et d'Eric Shaw: Emmanuelle Avril, *Du Labour au New Labour de Tony Blair: le changement vu de l'intérieur*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2007 ; Eric Shaw, *The Labour Party since 1979: Crisis and Transformation*, Londres, Routledge, 1994; Eric Shaw, *Losing Labour's Soul? New Labour and the Blair Government 1997-2007*, Londres, Routledge, 2007.

<sup>107</sup> Lewis Minkin, *The Contentious Alliance: Trade Unions and the Labour Party*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 1991.

<sup>108</sup> Le travail de Minkin centré sur les syndicats est avantageusement complété par l'étude menée par Eric Shaw sur l'évolution organisationnelle du parti des années 1950 aux années 1980 : Eric Shaw, « Managerial control in the Labour Party, 1951-1986 », PhD Thesis, University of Manchester, 1987. Par ailleurs, si Minkin propose un cadre d'analyse général du fonctionnement du parti, nous disposons en revanche de très peu d'études britanniques sur la sociologie du parti, de ses militants et de ses permanents – et encore la plupart concernent-elles la période post-1979. On signalera les travaux suivants qui n'ont connu qu'une faible diffusion : Anne-Marie Barry, « Women, Politics and Participation: A Study of Women and the Labour Party 1979-1987 », PhD thesis, University of York, 1990; Simon Henig, *The Labour Party and Women's Quotas*, Working Paper No. 5,

Du fait de la pluralité idéologique soulignée plus haut, les histoires des idées du parti travailliste sont également rares. Une telle entreprise a cependant été tentée par Noël Thompson, dans un ouvrage publié pour la première fois en 1996, réédité et amplifié en 2006 sous le titre *Political Economy and the Labour Party* et sous-titré *The Economics of Democratic socialism, 1884-2005*<sup>109</sup>. En raison de la période longue étudiée par Thompson, la dernière section chronologique commence en 1970 pour s'achever en 2005. C'est un choix intéressant, dans la mesure où l'année 1979 est habituellement considérée comme le moment de rupture majeure dans le second vingtième siècle travailliste, et où il est inhabituel de découpler ainsi les deux gouvernements Wilson de 1964-1970 et 1974-1976. La raison en est la centralité des idées et du contexte économique dans l'étude de Thompson. Même si la période 1964-1970 avait déjà été caractérisée par la préoccupation croissante du gouvernement Wilson pour la stabilité monétaire, les années 1970 sont marquées par la désintégration du système financier international de l'après-guerre et la spéculation monétaire croissante. Au sein du parti travailliste, le fait central est la réémergence et la radicalisation de l'aile gauche en raison de ce nouveau contexte économique et dans le prolongement des contestations sociales et étudiantes de la fin des années 1960. Thompson détaille l'évolution des politiques économiques défendues par le parti travailliste, et au sein de celui-ci par les différentes ailes et instances – parlementaires, conférence, exécutif. Thompson caractérise ainsi la période 1972-1986 par la prédominance de l'*Alternative Economic Strategy* (AES), la stratégie de transformation socialiste défendue par la gauche, non pas au sens où l'AES aurait été mise en œuvre par le gouvernement travailliste de 1974-1979, mais au sens où, même combattue par la direction du parti et quasiment éclipsée entre 1975 et 1979 par la politique dite du « contrat social » avec les syndicats, elle constitue la ligne politique la plus claire au sein du parti, qui obtient régulièrement l'approbation d'une majorité des militants aux conférences annuelles<sup>110</sup>.

La transformation néo-travailliste est quant à elle probablement comprise de la manière la plus adéquate à travers les projets explicites de ses principaux acteurs intellectuels. Philip Gould a été un des principaux conseillers en communication de la direction du parti

---

University of Sunderland, Centre for Contemporary Political Issues, 1999; Paul Webb, *Professionalizing the Millbank Tendency: The Political Sociology of New Labour's Employees*, Working Paper No. 47, Sussex European Institute, 2001.

<sup>109</sup> Noël Thompson, *Political Economy and the Labour Party. The economics of democratic socialism, 1884-1995*, Oxford, Routledge, 1996; Noël Thompson, *Political Economy and the Labour Party. The economics of democratic socialism, 1884-2005*, Oxford, Routledge, 2006.

<sup>110</sup> Michael Meacher, *Socialism with a Human Face. The Political Economy of Britain in the 1980s*, Londres, Allen & Unwin, 1982.

travailliste du milieu des années 1980 au milieu des années 2000, dont il a accompagné le travail médiatique de recentrage. Son ouvrage *The Unfinished Revolution*, publié peu après l'arrivée au pouvoir des néo-travaillistes en 1997, constitue à la fois un retour sur la décennie d'échecs électoraux du parti travailliste vus à travers l'œil d'un politiste formé par le penseur conservateur Michael Oakeshott, et une défense robuste de la refondation du parti sur des bases libérales, contre l'Étatisme anti-démocratique hérité des Fabiens, l'obscurantisme des courants révolutionnaires et l'archaïsme des syndicats<sup>111</sup>. Gould est un proche de Peter Mandelson, membre de la direction du parti depuis le milieu des années 1980 et collaborateur de Tony Blair et Gordon Brown, et à ce titre un des principaux animateurs du courant néo-travailliste au sein du parti. Son ouvrage, *The Blair Revolution*, publié en 1996 et republié en 2002 au début du second mandat travailliste, constitue probablement plus que le programme travailliste de 1997 le véritable manifeste de la nouvelle direction néo-travailliste<sup>112</sup>. Il y affirme la rupture opérée par la nouvelle direction du parti avec les orientations politiques néfastes adoptées par les travaillistes des années 1970 au début des années 1980 – tout à la fois et paradoxalement trop corporatistes et trop ancrées dans une exacerbation de l'antagonisme de classe. Le nouveau travaillisme cherche au contraire à dépasser le clivage traditionnel entre la gauche et la droite, le capital et le travail, les entreprises et les salariés, et plutôt que de chercher à détricoter les transformations impulsées par les gouvernements conservateurs des années 1980 et 1990, se contente d'en prendre acte<sup>113</sup>.

### ***1.1.2.2 Les gouvernements travaillistes***

Au cours des trois dernières décennies, des universitaires britanniques ont régulièrement redécouvert les gouvernements travaillistes Wilson et Callaghan de la période 1974-1979. Le premier travail a été produit en 1985 par Martin Holmes, lequel s'est livré à la même époque à un travail d'analyse à chaud des politiques menées par les gouvernements Thatcher, que nous avons évoqué plus haut. Concernant la période 1974-1979, il propose un récit chronologique détaillé des politiques menées par le gouvernement travailliste. Il examine

---

<sup>111</sup> « Labour was born a conservative party: it was too close to trade unionism; too obsessive about public ownership; too tied to myth; too rooted in the past. » Philip Gould, *The Unfinished Revolution : How the Modernisers Saved the Labour Party*, Londres, Abacus, 1999.

<sup>112</sup> Peter Mandelson, *The Blair Revolution : Can the Labour Party Deliver ?*, Londres, Faber, 1996; Peter Mandelson, *The Blair Revolution Revisited*, Londres, Politico's, 2002.

<sup>113</sup> On pourra également lire l'ouvrage publié à la même époque par Tony Blair, qui constitue une version allégée des idées développées par Gould et Mandelson : Tony Blair, *New Britain : My Vision of a Young Country*, Londres, Fourth Estate, 1996. Le début des années 1990 est également caractérisé par une série de publications universitaires qui remettent la tradition libérale dite « révisionniste » au cœur de l'histoire du parti : Tudor Jones, *Remaking the Labour Party*, Londres, Routledge & Keegan Paul, 1996 ; David Marquand, *The Progressive Dilemma*, Londres, Heinemann, 1991.

les relations entretenues par celui-ci d'un côté avec les milieux financiers dont les activités spéculatives pèsent sur la politique économique du gouvernement et de l'autre avec les organisations syndicales qui peinent à convaincre les travailleurs de la nécessité de subir une réduction de leurs revenus<sup>114</sup>. Pour comprendre la façon dont les décisions politiques ont été prises au sein du gouvernement travailliste, Holmes a mené un programme d'entretiens qui révèle notamment les tensions très fortes au sein du gouvernement concernant l'attitude à adopter face aux pressions spéculatives.

Le second ouvrage consacré aux politiques du gouvernement travailliste de 1974-1979 – plus spécifiquement d'ailleurs aux politiques économiques – a été dirigé par Michael Artis et David Cobham en 1991<sup>115</sup>. Il s'agit d'un ouvrage collectif, organisé de manière thématique et qui couvre les différentes sphères de l'action publique. Un des chapitres les plus intéressants pour nous est celui rédigé par William Brown sur les relations professionnelles. Il y affirme que l'association des syndicats à la formulation des politiques publiques a été une des erreurs majeures du gouvernement travailliste, à la fois parce que le mouvement syndical n'était organisationnellement pas prêt à assumer une telle fonction et parce que cela a contribué, selon Brown, à renforcer l'idée d'une toute-puissance des syndicats. C'est un argument en apparence paradoxal, mais qui permet de lier deux axes d'analyse autrement difficilement réconciliables – sinon sur le mode de la distinction entre le vrai et le faux –, à savoir la faiblesse structurelle du syndicalisme britannique et les dénonciations conservatrices de la centralité des syndicats dans l'élaboration de la politique travailliste.

Enfin, l'ouvrage coordonné en 2004 par Kevin Hickson et Anthony Seldon prend une voie d'entrée originale pour l'étude des politiques des gouvernements Wilson et Callaghan, à savoir la comparaison avec les politiques alors menées par le gouvernement néo-travailliste sous la houlette de Tony Blair et de Gordon Brown. Les coordinateurs prennent pour point de départ l'affirmation blairiste d'une rupture avec le « vieux » parti travailliste, dont les politiques menées dans les années 1970 sont supposées être la quintessence. À partir de là, ils procèdent à un bilan critique et à une réévaluation des politiques mises en œuvre entre 1974 et 1979, ce qui aboutit souvent à une réhabilitation de cette période tant est grande l'opprobre qui pèse traditionnellement sur elle au sein des milieux travaillistes et par-delà<sup>116</sup>. La plupart

---

<sup>114</sup> Martin Holmes, *The Labour Government, 1974-79. Political Aims and Economic Reality*, Basingstoke, Macmillan, 1985.

<sup>115</sup> Michael Artis et David Cobham (ed), *Labour's economic policies 1974-1979*, Manchester, Manchester University Press, 1991.

<sup>116</sup> « This Government has been among the most criticised in the twentieth century. Thatcherite Conservatives as well as the Labour left and New Labour all have had their reasons for denigrating its reputation. For Thatcherite

des auteurs de cet ouvrage sont proches des orientations politiques de l'ancienne direction travailliste – l'aile droite du *Old Labour*<sup>117</sup>, aussi mettent-ils en avant le bilan positif des politiques gouvernementales travaillistes et critiquent-ils de manière forte et égale la droite thatchérienne et l'aile gauche au sein du parti. Il en va ainsi des trois premiers chapitres, qui visent à poser le cadre général d'analyse de la période 1974-1979. Vernon Bogdanor condamne les divisions au sein du parti dans un contexte de montée de la gauche syndicale et travailliste et l'irresponsabilité des syndicats qu'il attribue à un hédonisme généralisé et à un affaiblissement de la déférence à l'égard des dirigeants qui donnait selon lui sa force au mouvement ouvrier de l'après-guerre. Raymond Plant voit dans la mort d'Anthony Crosland en 1977 le symbole de l'affaiblissement décisif du travaillisme dit « révisionniste » d'inspiration social-démocrate<sup>118</sup>, sous les coups de boutoir politiques et idéologiques de la droite néo-libérale et de la gauche étatiste. Kevin Hickson enfin défend l'hypothèse, qu'il a développée plus longuement dans sa thèse consacrée à la crise de 1976 autour de l'intervention du FMI, qu'il ne faut pas voir dans l'évolution des politiques économiques du gouvernement travailliste de 1974-1979 un tournant monétariste ou un abandon des priorités de l'après-guerre, mais néanmoins l'effet d'une influence réelle d'une série de théories d'inspiration libérale sur les décisions prises notamment par le Chancelier Denis Healey<sup>119</sup>. Les deux grandes parties suivantes de l'ouvrage accueillent deux séries de contributions, consacrées respectivement aux politiques gouvernementales, secteur par secteur, et aux

---

Conservatives it was an important part of their statecraft to undermine the record of the outgoing Government in order to argue that there was no alternative to their radical prescription. For the resurgent Labour left, who initially found a champion in Michael Foot in between 1980-83, it was important to show that the right of the Party had failed in government in order to promote its own alternative programme. The Government was regarded as a period of timid leadership and capitulation to the forces of capital at home and abroad. New Labour, meanwhile, has also attacked the record of the 1974-79 Government in particular to show how it is different from 'Old' Labour. To them, the Government showed finally the folly of trying to rule Labour by balancing the right and left/union interests. Rather, one had to jettison the hard left union bosses, and rebrand as a 'new' party. Of all postwar governments, that of 1974-79 has been the most misrepresented and denigrated. » Anthony Seldon et Kevin Hickson, « Introduction », Anthony Seldon et Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, p. 1.

<sup>117</sup> La seule exception est Stuart Holland, ancien théoricien de l'AES dont le chapitre très court constitue moins un travail d'analyse qu'une série de souvenirs personnels, et présente assez peu d'intérêt puisqu'il s'agit d'une série de mises en accusation personnelles de dirigeants travaillistes de la période – Harold Wilson, Tony Benn, Fred Catherwood et Denis Healey. Stuart Holland, « The Industrial Strategy », Anthony Seldon et Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, p. 296-302.

<sup>118</sup> On qualifie de « révisionniste » l'orientation de la direction du parti travailliste qui souhaite remettre en cause l'engagement socialiste du parti, ancré dans sa constitution de 1918, en faveur de la socialisation des moyens de production, de distribution et d'échange.

<sup>119</sup> Vernon Bogdanor, « 1974 : the crisis of Old Labour », Anthony Seldon et Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, p. 5-17 ; Raymond Plant, « Political thought: socialism in a cold climate », Anthony Seldon et Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, p. 18-33 ; Kevin Hickson, « Economic Thought », Anthony Seldon et Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, p. 34-51.

dimensions institutionnelles et organisationnelles de ces années de gouvernement travailliste. Une dernière partie, enfin, s'emploie à faire le bilan rétrospectif des années 1974-1979 à la lumière des transformations ultérieures de la politique britannique et du parti travailliste. Contre les affirmations de rupture avec le passé de la génération des dirigeants du *New Labour*, les courts chapitres interprétatifs proposés par Steven Fielding, Kenneth Morgan, Peter Riddell, Robert Skidelsky et Dennis Kavanagh visent à restaurer le lien entre le travaillisme ancien et nouveau, et pointent les continuités entre le réalisme et la volonté d'adaptation – même inaboutie – au nouveau contexte économique du gouvernement de 1974-1979 et les orientations politiques de la direction blairiste du gouvernement travailliste<sup>120</sup>.

Chronologiquement cependant, le premier retour opéré sur les années de gouvernement travailliste entre 1974 et 1979 est le fait de la gauche du parti. Dirigé par Ken Coates, *What Went Wrong* – sans point d'interrogation – dresse un bilan sévère de l'action des gouvernements Wilson et Callaghan. Comme beaucoup de textes contemporains de notre période, cet ouvrage est à la frontière entre la littérature secondaire et la source primaire, dans la mesure où c'est un travail d'analyse détaillé des politiques des gouvernements travaillistes, mené par une équipe composée d'universitaires, de permanents du service recherche du parti et de députés tous ancrés à la gauche du parti travailliste<sup>121</sup>. C'est en tenant compte de ce statut hybride que nous faisons référence dans notre travail à cet ouvrage, qui constitue un des documents les plus complets à la fois sur les politiques du gouvernement travailliste de 1974-1979 et sur les analyses produites par la gauche du parti travailliste sur la situation du parti et du mouvement ouvrier à la fin des années 1970.

Soulignons enfin que nous disposons d'analyses, contemporaines de notre période, sur les relations entre les syndicats et les gouvernements britanniques. À côté des travaux britanniques sur lesquels nous appuyons notre description des politiques dans les domaines

---

<sup>120</sup> Steven Fielding, « The 1974-79 Governments and 'New' Labour », Anthony Seldon et Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, p. 285-295 ; Kenneth Morgan, « Was Britain dying ? », Anthony Seldon et Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, p. 303-307; Peter Riddell, « Forgetting history : how New Labour sees Old Labour », Anthony Seldon et Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, p. 308-315; Robert Skidelsky, « The worst of governments », Anthony Seldon et Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, p. 316-320; Dennis Kavanagh, « Conclusion : reading and misreading Old Labour », Anthony Seldon et Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, 321-334. Si les généalogies proposées sont variables – Robert Skidelsky voyant plutôt dans Blair l'enfant naturel de Margaret Thatcher et de David Owen, une des figures du Social Democratic Party issu de la sécession de la droite travailliste en 1981 –, toutes insistent sur les origines du néo-travaillisme dans la tradition travailliste d'inspiration sociale-démocrate dominante au sein de la direction parlementaire du parti dans l'après-Guerre.

<sup>121</sup> Ken Coates (ed), *What Went Wrong: Explaining the Fall of the Labour Government*, Nottingham, Spokesman, 1979.



social et économique<sup>122</sup>, les analyses à nos yeux les plus intéressantes ont été produites par des politistes issus de la tradition nord-américaine. L'ouvrage dirigé par Peter Gourevitch s'inscrit dans un programme de recherche comparatiste. Il est composé de trois grandes sections, qui traitent respectivement de l'attitude et des réactions des syndicats britanniques, ouest-allemands et suédois face à la situation économique nouvelle des années 1970, caractérisée par la « crise ». Le rapprochement de ces trois pays s'explique par la présence dans chacun d'un mouvement syndical de tradition social-démocrate, par rapport aux traditions contestataires des mouvements syndicaux français et italien<sup>123</sup>. Dans la section consacrée à la Grande-Bretagne, c'est en priorité à partir du TUC et des évolutions de sa stratégie économique que les auteurs interrogent l'évolution des stratégies syndicales face à la crise. Ils l'étudient principalement à travers les rapports économiques du TUC, les comptes-rendus des conférences annuelles du TUC, enfin les pamphlets et essais politiques de tous horizons publiés à l'époque. Pour ces raisons, l'étude de Gourevitch et de ses collègues est inévitablement partielle. Elle n'en est pas moins une histoire institutionnelle et intellectuelle très précieuse de la stratégie économique du TUC et de la transformation des idées qui l'orientent, les auteurs n'hésitant pas à formuler des hypothèses originales sur la Grande-Bretagne à partir de leur perspective comparatiste. Dans leur chronologie, la stabilité relative de la situation sociale et économique de l'après-guerre est ébranlée à partir du milieu des années 1960, ce qui pousse le TUC à réviser sa stratégie économique, jusqu'alors fondée sur l'action et la négociation dans la seule sphère du marché de l'emploi. Selon Gourevitch et ses collègues, le TUC est ainsi prêt au début des années 1970 à renoncer en partie à la doctrine de l'autonomie relative des relations professionnelles en échange d'un programme d'intervention étatique et gouvernemental visant à restructurer l'économie et à relancer la production industrielle. C'est le sens qu'ils donnent au « contrat social » élaboré en 1972-1973 par les syndicats et le parti travailliste, stratégie rendue impossible par les crises monétaires du milieu des années 1970.

Leo Panitch est quant à lui un politiste canadien qui a mené une critique marxiste du travaillisme et de la tradition parlementaire au sein du mouvement ouvrier. Un de ses premiers ouvrages porte sur la relation entre le parti travailliste et les syndicats entre 1945 et la fin des

---

<sup>122</sup> Denis Barnes et Eileen Reid, *Government and Trade Unions, the British Experience 1964-1979*, Londres, Heinemann, 1980.

<sup>123</sup> Peter Gourevitch et al., *Unions and Economic Crisis: Britain, West Germany and Sweden*, Londres, Allen & Unwin, 1984. Les mouvements syndicaux français et italiens, caractérisés par leur moindre degré d'intégration dans le système politique, ont fait pareillement l'objet d'une étude conjointe de la part de la même équipe de recherche de l'université de Harvard. Peter Lange et al., *Unions, Change and Crisis : French and Italian Union Strategy and the Political Economy, 1945-1980*, Londres, Allen & Unwin, 1982.

années 1960, à partir d'une étude des politiques de contrôle des revenus mises en place par les gouvernements britanniques dans l'après-guerre<sup>124</sup>. Panitch relie ces politiques des revenus à sa compréhension du parti travailliste en tant que parti ouvrier qui n'a pas choisi comme cadre de référence la classe ouvrière, comme c'est le cas des partis ouvriers marxistes, mais la nation britannique. Dès lors, au lieu de se placer dans une optique de renversement de l'ordre établi, le parti travailliste remplit un rôle d'intégration de la classe ouvrière dans l'ordre social, privilégiant l'unité du pays et l'intérêt national avant toute autre chose. Dans le cadre de ce programme, les politiques des revenus sont dès lors comprises comme un outil de contrôle des revendications ouvrières. L'analyse très critique menée par Leo Panitch de la tradition travailliste et de sa perspective d'intégration à l'ordre socio-politique britannique trouve un écho dans les travaux de la civilisationniste française Colette Bernas. On peut ainsi se référer au texte « Le socialisme de sa majesté » publié en 1979 dans l'ouvrage collectif *La social-démocratie au présent*, lequel réunit des contributions concernant différents pays d'Europe occidentale rédigées par des universitaires proches du parti communiste<sup>125</sup>. Dans ce chapitre, Bernas analyse le parti travailliste comme un outil d'intégration de la classe ouvrière dans le système socio-politique qui assure pourtant sa propre exploitation, et comprend ainsi les politiques de contrôle des revenus mises en place par les gouvernements notamment travaillistes depuis les années 1960 comme une façon de faire porter sur les syndicats et les travailleurs la responsabilité de la gestion de la crise du capitalisme<sup>126</sup>.

---

<sup>124</sup> Leo Panitch, *Social Democracy & Industrial Militancy. The Labour Party, the Trade Unions and Incomes Policy, 1945-1947*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976. L'étude de Leo Panitch dépasse largement le cadre temporel indiqué dans le titre de l'ouvrage.

<sup>125</sup> Colette Bernas, « Le socialisme de sa majesté », Jean-Claude Poulain et al., *La social-démocratie au présent*, Paris, Editions sociales, 1979, p. 54-72.

<sup>126</sup> Côté français, la principale analyse détaillée du parti et de son fonctionnement est l'étude d'ethnographie politique qu'Emmanuelle Avril a consacrée à la conférence du parti travailliste : Emmanuelle Avril, « Ethnographie des congrès politiques : le cas du congrès annuel du parti travailliste britannique », Thèse de doctorat, Université Paris 3, 1995. L'histoire et l'évolution du parti et des gouvernements travaillistes ont également été analysées dans la *Revue française de civilisation britannique*, notamment dans les numéros bilans publiés à l'occasion des élections législatives britanniques : Monica Charlot et Suzanne Baudemont (ed), « La vie politique britannique depuis 1945 », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 3, No. 1, 1984 ; Monica Charlot (ed), « Les élections de 1992 en Grande-Bretagne », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 7, No. 1, 1992 ; Monica Charlot (ed), « Les élections générales de 1997 en Grande-Bretagne », Vol. 9, No. 3, 1997 ; Michel Lemosse (ed), « Les années Wilson », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 10, No. 1, 1998. Enfin, le parti travailliste a attiré l'attention des politistes français dans sa recomposition blairiste des années 1990 : Carole Bachelot, « Parti socialiste français et parti travailliste britannique. Le cas des groupes dirigeants », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, No. 96 (2007), p. 107-121 ; Florence Faucher-King, « La "modernisation" du parti travailliste, 1997-2007. Succès et difficultés de l'importation du modèle entrepreneurial dans un parti politique », *Politix*, Vol. 21, No. 81 (2008), p. 125-149.

### 1.1.2.3 *La gauche radicale*

Les historiens du parti travailliste pensent souvent faire l'histoire de *la* gauche quand ils ne font que l'histoire du parti travailliste. Dans une certaine mesure, une histoire de la gauche comme il en existe concernant la France supposerait effectivement un équilibre entre plusieurs forces, puisque c'est la condition de pertinence de l'idée de gauche en tant que paysage politique relativement pluriel, et la condition d'existence d'un vivier d'historiens issus de traditions politiques différentes. Cela a été le cas en Grande-Bretagne, dans une certaine mesure, du début du siècle aux années 1920, lorsque l'*Independent Labour Party* (ILP) et le *Communist Party of Great Britain* (CPGB), le parti communiste de Grande-Bretagne, jouaient le rôle d'oppositions de gauche respectivement à l'intérieur et en dehors du parti travailliste. L'entre-deux-Guerres est cependant marqué par la marginalisation croissante de l'ILP au sein du parti travailliste, jusqu'à son départ en 1932 qui amène à sa décomposition rapide. Le parti communiste quant à lui ne parvient ni à entrer dans le parti travailliste ni à s'imposer à sa gauche dans les années 1930. Plutôt donc qu'une gauche, on trouve en Grande-Bretagne après 1945 un parti travailliste hégémonique bordé sur sa gauche par une série de partis et groupes politiques dont la faiblesse numérique tend à les rendre incommensurables au parti travailliste. On ne peut pas pour autant les rejeter hors du champ de notre étude, tant leurs militants et leur activisme leur permet de jouer, au sein du mouvement ouvrier, un rôle politique disproportionné par rapport à leur taille.

Le principal d'entre eux est le CPGB. Il est utile de présenter brièvement le développement historique de ce parti, pour comprendre l'intérêt pour nous des études qui ont porté sur ce parti et d'une attention à la présence communiste dans nos archives. Le parti communiste de Grande-Bretagne a émergé en 1920, en même temps que la plupart des autres partis communistes européens sous l'impulsion de la direction du parti bolchévique et de l'Internationale communiste (*Comintern*). À la différence de partis continentaux formés par la scission des grands partis socialistes, le parti communiste résulte de la fusion d'organisations numériquement faibles ou ayant une implantation avant tout locale, notamment dans les vallées minières du Sud du Pays de Galles et de Fife et dans l'estuaire de la Clyde. Le parti communiste est donc dès son origine un parti dont le nombre de militants est faible et progresse peu dans le contexte du reflux de la vague révolutionnaire au sortir de la Première Guerre mondiale. Il est donc à la fois plus fragile face à la répression policière et judiciaire forte des années 1920, et subordonné au parti travailliste auquel la direction du *Comintern* souhaite le voir adhérer, une aspiration entravée par la peur des communistes entretenue par

les élites britanniques et par la ligne politique changeante dictée par le *Comintern* dans les années 1930. À l'image de l'Union soviétique et des partis communistes continentaux, le parti sort renforcé symboliquement et numériquement de la Seconde Guerre mondiale, même si une grande partie de ses membres et de ses sections locales sont concentrées en Écosse, à Londres et au Pays de Galles. En dépit du départ d'une fraction importante de ses membres en 1956 suite à la répression soviétique en Hongrie, le parti atteint son apogée numérique en 1964, année également marquée par le scandale des élections truquées dans le syndicat des électriciens alors dirigé par des militants communistes et qui affaiblit durablement l'influence communiste au sein du mouvement syndical. En dépit du déclin numérique, du repli progressif vers les bastions industriels et de l'invisibilité électorale à côté du parti travailliste, les années 1970 sont marquées par des discussions politiques et stratégiques importantes, notamment autour des mouvements qui émergent contre les armes nucléaires ou pour les droits des femmes et des gays et lesbiennes. Ces discussions, menées publiquement dans des revues comme *Marxism Today* qui est lu par-delà les cercles communistes et exerce une influence intellectuelle bien supérieure au poids numérique du parti, amènent à une inflexion gramscienne en direction de politiques d'alliance démocratique. Les années 1980 sont marquées par la division du parti entre modernisateurs et orthodoxes, jusqu'à la sécession des orthodoxes pour former le *Communist Party of Britain* et la transformation du parti en *Democratic Left* au tournant des années 1990.

Plusieurs aspects ressortent de cet historique bref, qui sont à souligner. Le premier est la faiblesse numérique et électorale du parti, de telle manière qu'il n'a jamais constitué de concurrent politique direct et sérieux du parti travailliste pour la représentation ouvrière et syndicale au parlement britannique. En revanche, le poids intellectuel et symbolique du parti est à souligner, aussi bien en tant qu'épouvantail manié par la droite du parti travailliste et par les élites britanniques contre la gauche du parti, qu'en tant qu'influence idéologique réelle sur un parti travailliste dont on a souligné la plasticité théorique, et dont il ne faut pas sous-estimer la porosité entre son aile gauche et la gauche radicale. Dans les années 1970, l'idée d'une *Alternative Economic Strategy*, une stratégie économique socialiste pour la Grande-Bretagne, est ainsi partagée par la gauche travailliste et le parti communiste. Pareillement, le parti communiste a joué, via ses publications comme *Marxism Today* et son ancrage universitaire réel quoique limité, un rôle de *think tank* pour toute la gauche britannique, et initié et porté des réflexions sur les stratégies de transformations sociales aussi bien que sur les contours des coalitions à même de mener ces luttes politiques. À côté de ces aspects

politiques nécessaires à notre bonne compréhension des logiques politiques au sein du mouvement syndical et travailliste britannique dans les années 1970, les spécificités de l'implantation communiste doivent être prises en compte dans l'approche de nos archives. Les secteurs en lutte à l'hiver 1978-1979 – automobile, transports, services publics – ne sont pas des secteurs de forte implantation communiste, à la différence des mines par exemple. Si une gauche syndicale y est présente, c'est plutôt celle du parti travailliste ou des partis trotskystes. En revanche, la présence communiste doit être prise en compte si l'on croise ces données sectorielles générales avec celles de la présence communiste au niveau local. La présence communiste est ainsi particulièrement forte en Écosse et tout particulièrement dans la région de Glasgow, où les permanents et responsables syndicaux sont plus susceptibles d'être des militants communistes, même dans les services publics voire d'autant plus dans ces secteurs lorsqu'il s'agit de permanents recrutés parmi les anciens mineurs ou les délégués d'ateliers de l'industrie manufacturière ou des chantiers navals<sup>127</sup>. En Écosse, on prêterait pareillement attention aux options prises par le congrès des syndicats, le *Scottish Trades Unions Congress* (STUC), où les communistes exercent une influence supérieure, au point que Jimmy Milne, l'un des leurs, en devient secrétaire général dans les années 1980. Ce poids militant et politique du CPGB explique qu'un corpus assez considérable de travaux ait été consacré au parti. À côté de l'ouvrage classique de James Klugman publié pour la première fois en 1969 et réédité de nombreuses fois<sup>128</sup>, une histoire plus récente et plus détaillée a été publiée en plusieurs volumes par Lawrence & Wishart, un éditeur historiquement proche du parti<sup>129</sup>. L'implantation syndicale du parti a en revanche fait l'objet de plus rares analyses globales<sup>130</sup>.

---

<sup>127</sup> Un « permanent » est un salarié d'une organisation syndicale ou politique. « Délégué » (*steward*) est un terme générique désignant un travailleur qui représente un groupe de travailleurs vis-à-vis de l'encadrement et vis-à-vis des responsables locaux du syndicat. Il peut effectuer ce travail de représentation de manière informelle, ou être reconnu formellement comme tel par l'encadrement. Il est alors intégré à des mécanismes locaux de régulation des relations professionnelles. Son statut au sein du syndicat varie également, selon que la constitution du syndicat prévoit ou non la désignation de délégués. Les délégués sont fréquemment appelés « délégués d'atelier » (*shop stewards*) dans l'industrie.

<sup>128</sup> James Klugman, *History of the Communist Party of Great Britain*, Londres, Lawrence & Wishart, 1969. Les histoires générales du parti ne manquent pas, peut-être dans la mesure où il s'agit d'un objet plus facile à circonscrire organisationnellement et politiquement que le parti travailliste. On peut citer : Francis Beckett, *Enemy Within: The Rise and Fall of the British Communist Party*, Londres, Merlin, 1999; James Eaden et David Renton, *The Communist Party of Great Britain since 1920*, Basingstoke, Palgrave, 2002; Willie Thompson, *The Good Old Cause : British Communism, 1920-1991*, Londres, Pluto, 1992. Pour un aperçu plus synthétique, on pourra se référer à la brochure éditée par le parti en 1980: George Matthews, *All for the Cause: The Communist Party, 1920-1980*, Londres, Communist Party of Great Britain, 1980.

<sup>129</sup> Noreen Branson, *History of the Communist Party of Great Britain, 1927-1941*, Londres, Lawrence & Wishart, 1985; Noreen Branson, *History of the Communist Party in Britain, 1941-1951*, Londres, Lawrence & Wishart, 1997; John Callaghan, *Cold War, Crisis and Conflict: The History of the Communist Party of Great Britain, 1951-1968*, Londres, Lawrence & Wishart, 2003. Concernant les études consacrées à des périodes, on soulignera que l'entre-deux-guerres occupe une place centrale, probablement en raison de son caractère formateur et décisif pour le paysage politique de l'après-Guerre: Hugo Dewar, *Communist Politics in Britain : the CPGB from its*

Les trotskystes occupent une place plus marginale encore dans les études sur le mouvement ouvrier, et les travaux consacrés à ce mouvement peuvent être rangés dans deux catégories : la dénonciation d'un côté, la promotion de l'autre. Les travaux de l'historien John Callaghan, qui retracent l'histoire des organisations trotskystes dans l'après-guerre<sup>131</sup>, cherchent ainsi à montrer l'inadéquation entre le trotskysme et la version démocratique du socialisme qu'il défend. De ce point de vue, ils rejoignent le travail d'investigation et de dénonciation mené par le journaliste Michael Crick sur *Militant* à l'époque où l'organisation était au centre du débat sur l'influence de la gauche au sein du parti travailliste et de la recherche sur les groupes révolutionnaires réalisée par Peter Shipley au profit de la direction du parti conservateur au milieu des années 1970<sup>132</sup>. Face à ce premier corpus, certes maigre, on trouve un nombre également restreint d'ouvrages produits par des dirigeants trotskystes. Pour comprendre ce dont il s'agit, il convient d'identifier brièvement les trois courants majeurs qui se sont développés dans l'après-guerre suite à l'éclatement en 1950 du *Revolutionary Communist Party* qui rassemblait toutes les tendances du trotskysme depuis 1944. Un premier groupe, autour de Gerry Healey, prend successivement les noms de *The Club*, de *Socialist Labour League* et à la fin des années 1970 de *Workers' Revolutionary Party* (WRP). Un second, formé autour de Tony Cliff et connu dans les années 1960 comme *International Socialists* (IS), devient dans les années 1970 le *Socialist Workers Party* (SWP). Un troisième groupe enfin, qui autour de Ted Grant forme dans les années 1950 la *Revolutionary Socialist League* (RSL), se fait connaître dans les années 1970 en tant que *Militant*, du nom de l'hebdomadaire qu'il publie et diffuse dans le parti travailliste au sein duquel il pratique l'entrisme. À ces trois groupes il faut rajouter l'*International Marxist Group* (IMG) apparu en 1968. Très actif dans les milieux étudiants, l'IMG est intéressant pour le travail de connection qu'il s'emploie à opérer au sein du mouvement social et les analyses qu'il produit, mais est d'une importance secondaire pour une étude des luttes du

---

*Origins to the Second World War*, Londres, Pluto, 1976 ; Kevin Morgan, *Against Fascism and War: Ruptures and Continuities in British Communist Politics, 1935-1941*, Manchester, Manchester University Press, 1989 ; Matthew Worley, *Class against Class: the Communist Party in Britain between the Wars*, Londres, Tauris, 2001. Pour une étude sur le militantisme et la culture communiste en Grande-Bretagne, on pourra consulter Raphael Samuel, *The Lost World of British Communism*, Londres, Verso, 2006.

<sup>130</sup> La seule étude d'ampleur sur les rapports entre le parti communiste et les syndicats concerne les années 1920 : James Hinton et Richard Hyman, *Trades Unions and Revolution : The Industrial Politics of the Early British Communist Party*, Londres, Pluto, 1975. On signalera en revanche, concernant la période de notre étude, John McIlroy, « Every factory our fortress : Communist Party Workplace Branches in a Time of Militancy, 1956-1979, Part 1 : History, Politics, Topography », *Historical Studies in Industrial Relations*, No. 10 (2000), p. 99-139.

<sup>131</sup> John Callaghan, *British Trotskyism: Theory and Practice*, Oxford, Blackwell, 1984; John Callaghan, *The Far Left in British Politics*, Oxford, Blackwell, 1987.

<sup>132</sup> Michael Crick, *The March of Militant*, Londres, Faber, 1986; Peter Shipley, *Revolutionaries in Modern Britain*, Londres, Bodley Head, 1976.

travail. Dans les années 1970, la présence syndicale du WRP est également affaiblie par la défection d'environ deux cents militants autour d'Alan Thornett, syndicaliste de l'automobile, qui forment la *Workers' Socialist League* (WSL). Les organisations dont la présence est la plus visible et la plus discutée dans le mouvement syndical dans les années 1970 sont donc le très ouvriériste Militant et le SWP. On pourra bien entendu soumettre à un examen critique les publications fournies et régulières de ces organisations – *Militant*, *International Socialist*, *Socialist Worker* – pour avoir accès à leurs analyses politiques et à leur champ d'action dans le mouvement syndical. Pour une perspective historique plus profonde, on pourra consulter l'autobiographie de Tony Cliff et l'ouvrage que Peter Taaffe a consacré à *Militant* dont il a été rédacteur-en-chef à partir de sa création en 1964<sup>133</sup>.

Le panorama le plus large de la gauche radicale britannique est donc celui proposé par Jean-Paul Révauger dans un travail de thèse de troisième cycle au début des années 1980. Sur la base d'une étude de la presse d'extrême-gauche, de questionnaires adressés aux organisations et d'entretiens réalisés avec des militants, il présente une série de groupes et d'organisations qu'il rassemble sous l'étiquette de « gauche extra-parlementaire », terme inspiré de l'histoire de la contestation étudiante allemande de la fin des années 1960 et du début des années 1970<sup>134</sup>. Ce terme, dont la pertinence est discutable en Grande-Bretagne où personne ne se réclame d'un tel mouvement, a néanmoins le mérite, par rapport à la catégorie d'« extrême-gauche », de rendre compte de la multiplication des groupes, des programmes politiques et des pratiques militantes dans les années 1970 en Grande-Bretagne. À côté du parti communiste qui fait figure de repoussoir dans la gauche de la gauche, et des organisations trotskystes alors déjà bien installées quoique faibles numériquement, Révauger met en évidence l'existence d'une autre gauche radicale autour des maoïstes rassemblés dans une multitude d'organisations aux positions variables – de l'allégeance au stalinisme à l'anti-soviétisme – qui émergent au tournant des années 1970 ou des groupes libertaires, aux racines plus anciennes et au développement moins spectaculaire. Révauger a par la suite prolongé ce travail entamé sur les années 1970 par le biais de la thématique de l'autogestion dont il retrace l'émergence au début du vingtième siècle et la réactivation à la fin des années 1960 et dans les années 1970<sup>135</sup>.

---

<sup>133</sup> Tony Cliff, *A World to Win: Life of a Revolutionary*, Londres, Bookmarks, 2000; Peter Taaffe, *The Rise of Militant: Militant's 30 Years*, Londres, Militant, 1995.

<sup>134</sup> Jean-Paul Révauger, « La gauche extra-parlementaire britannique à l'épreuve : 1970-1980 », Thèse de IIIème cycle, Université de Grenoble III, 1982.

<sup>135</sup> Jean-Paul Révauger, « Le pouvoir aboli : l'idée d'autogestion en Grande-Bretagne, 1900-1983 », Thèse de doctorat, Université Grenoble 3, 1986.

#### 1.1.2.4 Des histoires générales du mouvement syndical

Concernant l'histoire du mouvement syndical britannique, il faut en souligner la division disciplinaire, selon laquelle les spécialistes de l'histoire du mouvement ouvrier (*labour history*) prennent en charge les dix-huitième et dix-neuvième siècle ainsi que le premier vingtième siècle jusqu'en 1945, et que la période plus contemporaine constitue le domaine réservé de la sociologie des relations professionnelles (*industrial relations*). On trouve donc de nombreux ouvrages de *labour history* concernant le dix-neuvième siècle ou le tournant du vingtième siècle, mais très peu de textes se rattachant à cette tradition concernant la période post-1945, et relativement peu d'histoires générales du mouvement syndical en raison à la fois de ces frontières disciplinaires et du travail titanesque de synthèse imposé par un tel projet.

Même si, en raison de leur généralité, l'apport des quelques histoires générales du mouvement syndical à notre travail est limité, il est nécessaire de donner ici un aperçu synthétique des ouvrages de référence pour restituer les perspectives scientifiques et politiques dans lesquelles elles s'inscrivent. Après l'histoire canonique de Sidney et Beatrice Webb et celle, encyclopédique, de Hugh Clegg et ses collègues<sup>136</sup>, la première histoire à inclure les années 1970 dans son analyse est celle de Henry Pelling. Celui-ci est avant tout un historien du parti travailliste, comme nous l'avons évoqué précédemment. Aussi les relations avec la représentation partisane et le système politique britannique constituent la trame de fond de son ouvrage qui, publié pour la première fois en 1963, a connu deux rééditions en 1971 et 1976 qui ont à chaque fois occasionné un enrichissement de l'ouvrage. Pelling écrit ce que l'on pourrait caractériser comme une « histoire *Whig* » du mouvement syndical, en référence à la conception continuiste des historiens libéraux du système politique britannique : le développement du mouvement syndical est inscrit par Pelling dans une histoire caractérisée par l'évolution progressive des institutions politiques et par le caractère libéral de ces

---

<sup>136</sup> Sidney Webb et Beatrice Webb, *The History of Trade Unionism*, Londres, Longmans & Co., 1894 ; Hugh Clegg et al., *A History of British Trade Unions since 1889*, Vol. 1 « 1889-1910 », Oxford, Clarendon, 1964 ; Hugh Clegg, *A History of British Trade Unions since 1889*, Vol. 2 « 1911-1933 », Oxford, Clarendon, 1985 ; Hugh Clegg, *History of British Trade Unions since 1889*, Vol. 3 « 1934-1951 », Oxford, Clarendon, 1994. L'ouvrage des Webb cherche avant tout à identifier le processus historique de construction du mouvement syndical en Grande-Bretagne, pour fonder l'unité de ce dernier sur l'opposition entre les travailleurs et les propriétaires des moyens de production. Les volumes successifs de Clegg et de ses collègues partent en revanche du mouvement syndical comme phénomène social déjà constitué et relativement non problématique. Ils s'attachent plutôt à décrire les conditions historiques et les modalités de l'émergence du système britannique de relations professionnelles jusqu'au début des années 1950. Hugh Clegg, *The Changing System of British Industrial Relations in Great Britain*, Oxford, Blackwell, 1979 ; Richard Hyman, *Industrial Relations : A Marxist Introduction*, Londres, Macmillan, 1975.



dernières<sup>137</sup>. Pelling écrit contre les Webb, au sens où la défense par les syndicats de l'autonomie relative des relations professionnelles, le « *collective laissez faire* », infirme selon lui les perspectives, esquissées par les Webb au début du vingtième siècle, d'un engagement syndical en faveur de l'intervention étatique dans le monde du travail. Pelling met en avant les fondements libéraux du syndicalisme britannique, contre ce qu'il regarde comme la volonté des militants et historiens inspirés par la doctrine socialiste de donner une identité étatiste et dirigiste au mouvement<sup>138</sup>. En raison de cette défense libérale des sphères séparées de l'État et du syndicalisme et de la prise en charge concomitante de la revendication travailliste d'une reconnaissance institutionnelle de la représentation politique et syndicale des travailleurs, la partie de l'ouvrage consacrée à la période qui commence dans l'entre-deux-Guerres est intitulée « *Problems of National Integration* ». Pelling y analyse l'histoire du mouvement syndical depuis les années 1930 à la lumière des tensions entre la volonté pour les syndicats de participer à l'élaboration des politiques publiques et leur réticence à s'identifier aux institutions de l'État.

Alastair Reid est le continuateur de l'entreprise scientifique et politique de Pelling, comme nous l'avons souligné concernant sa reprise et son actualisation de l'histoire classique du parti travailliste de Pelling<sup>139</sup> : tout en poursuivant la défense d'une interprétation qui met au centre de l'histoire du mouvement syndical la tradition libérale britannique contre la tradition socialiste présentée comme importée du continent, il complexifie la présentation de l'évolution du mouvement syndical<sup>140</sup>. Là où Pelling tendait à parler « des syndicats » et de leurs attitudes et transformations, Reid distingue plusieurs types d'organisations. La première catégorie rassemble les ouvriers des ateliers qui assemblent des produits à partir de

---

<sup>137</sup> « The British trade-union movement, both in its history and in its present-day characteristics, reflects many of the special features of society and politics in this country. The early growth and strength of the movement were due to the priority of Britain in the process of industrialization; its comparative homogeneity, and in particular the absence of rival national centres such as exist or have existed in America and in countries on the Continent, derive from the national tradition of religious toleration and the fact that immigration has never exceeded the capacity of the country to absorb the newcomers. The continuity of particular unions, in some cases from the beginning of the nineteenth century, or earlier, up to the present, may be attributed to the evolutionary character of our political history. » Henry Pelling, *A History of British Trade Unionism*, 3e édition, Harmondsworth, Penguin, 1976, p. 290.

<sup>138</sup> « The Webbs believed that in their own time trade unionism was moving from policies of 'Mutual Insurance' to policies of 'Legal Enactment'. In the 1880s and 1890s, when Socialist ideas were influencing more and more the younger union leaders, there appeared to be some truth in this analysis. But as early 1894 one of the ablest union leaders of the period, Frederick Rodgers of the Bookbinders, had discerned the difference between the objectives of unionism and those of Socialism [...]. But at least the Labour Party, in spite of its Socialist constitution, respected the individualism of the unions. » Henry Pelling, *A History of British Trade Unionism*, 3e édition, Harmondsworth, Penguin, 1976, p. 291.

<sup>139</sup> Henry Pelling et Alastair Reid, *A Short History of the Labour Party*, 11e édition, Basingstoke, Macmillan, 1961, 1996; Alastair Reid et Henry Pelling, *A Short History of the Labour Party*, 12e édition, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1961, 2005.

<sup>140</sup> Alastair Reid, *op. cit.*, Londres, Penguin Books, 2005.

composants (*assembly workers*). C'est à cette catégorie qu'appartiennent les ouvriers qualifiés de l'industrie automobile. Dans leur travail, ces ouvriers doivent avoir une vision claire du produit fini et pouvoir lire des plans et des instructions. Ils ont donc en général un niveau plus élevé d'instruction. Bien rémunérés, mobiles et organisés solidement depuis les débuts du syndicalisme dans l'artisanat des villes (*crafts unionism*), ils sont confiants dans leur capacité à veiller sur leur propre bien-être sans aucune assistance extérieure<sup>141</sup>. Ils sont donc favorables à un système de négociation dit « volontariste », où employeurs et employés résolvent les conflits qui les opposent sans ingérence de la part du gouvernement. Les deux autres catégories proposées par Reid regroupent d'une part les travailleurs des industries d'extraction et de transformation des matières premières, en premier lieu les mineurs, qui en l'absence de qualifications et de compétences pratiquent un syndicalisme qui valorise l'ancienneté (*seniority unionism*) et d'autre part les travailleurs généraux. Ceux-ci sont encore plus vulnérables puisqu'ils ne bénéficient pas de la cohésion que la vie dans des communautés homogènes et isolées donne aux mineurs. C'est pourquoi ils ne trouvent leur force que dans de grandes organisations nationales et multisectorielles (*federal unionism*). Le syndicalisme d'ancienneté et le syndicalisme fédéral ont pour point commun de ne bénéficier ni du même rapport de force favorable au sein de l'industrie, ni de l'organisation locale puissante des ouvriers qualifiés. Le système de libre négociation salariale leur est moins avantageux, et l'appui de l'État leur est généralement nécessaire pour obtenir une amélioration des conditions de travail. Cependant, parce que les syndicats qui représentent les ouvriers qualifiés de l'industrie manufacturière sont parmi les plus anciens et les plus puissants au sein du TUC, c'est ce modèle « volontariste » qui prévaut dans le mouvement ouvrier britannique.

Ces distinctions sont utiles pour comprendre le rapport complexe à la législation et à l'intervention étatique entretenu par les syndicats britanniques, et les débats qui agitent le mouvement sur la stratégie à adopter dans les années 1970 dans un contexte de ralentissement de la croissance économique et de montée du chômage. Cependant, faire de cette classification tripartite la clé d'interprétation de toute l'histoire du mouvement syndical est discutable. Plutôt que d'interroger les transformations des rapports de force au sein du mouvement syndical et de proposer une nouvelle classification adaptée à la transformation du monde du travail et des organisations, Reid choisit pour la quatrième période de sa présentation – celle qui va des années 1920 aux années 1970 – de conserver cette division tripartite du mouvement syndical, tout en rajoutant des chapitres sur les syndicats des services

---

<sup>141</sup> Alastair Reid, *op. cit.*, 2005, ix-xi.

publics, le renforcement des structures syndicales locales et les rapports avec les gouvernements : ces tendances apparaissent comme des processus irruptifs qui ne sont pas explicables à travers la classification tripartite mais ne nécessitent cependant pas aux yeux de Reid une réévaluation ou une relativisation de la pertinence descriptive de son modèle. Celui-ci perd dès lors de sa force. Enfin, on pourra regretter qu'un ouvrage à l'ambition synthétique sorti en 2005 achève sa description des grandes phases de l'évolution du mouvement syndical à la fin des années 1970, et ne discute des transformations du monde du travail et d'évolution de la situation sociale, économique et politique des organisations de travailleurs depuis 1979 que dans un épilogue. En dépit de ces défauts significatifs, l'ouvrage d'Alastair Reid est aujourd'hui l'ouvrage synthétique le plus complet pour comprendre le développement du mouvement syndical britannique et ses rapports avec la transformation du monde du travail.

Face à la tradition libérale qui domine l'histoire du mouvement syndical avec Pelling et Reid, la tradition radicale, notamment marxiste, est minoritaire au sein de la *labour history*. On pourra signaler l'histoire écrite par Rob Sewell, un militant trotskyste issu du groupe *Militant*, et publiée en 2003<sup>142</sup>. Son ouvrage, dont le titre *In the Cause of Labour* ne cède rien aux apparences d'impartialité du champ universitaire, est une histoire marxiste du mouvement syndical britannique, souvent très critique des gouvernements travaillistes et des directions syndicales et dont la principale richesse est un panorama assez complet des conflits du travail. Enfin, dans notre panorama des histoires générales du mouvement syndical britannique, il faut signaler un ouvrage collectif qui couvre pareillement l'histoire générale du mouvement syndical britannique, avec une perspective de contextualisation politique de l'évolution du syndicalisme. Dirigé par Chris Cook et Ben Pimlott, il rassemble une douzaine de chapitres divisés en deux sections historiques – pré-1945 et post-1945<sup>143</sup>. Si les chapitres contribuent à notre compréhension de différents aspects du mouvement syndical britannique – ses rapports avec le parti travailliste et avec l'opinion publique notamment – il est difficile d'en extraire une ligne générale, scientifique ou politique, en raison de l'hétérogénéité des chapitres et des auteurs. On observera simplement que ces derniers se distribuent sur l'ensemble de l'éventail politique du parti travailliste, depuis la gauche autogestionnaire avec Ken Coates jusqu'au centre technocratique de Robert Taylor.

---

<sup>142</sup> Rob Sewell, *In the Cause of Labour: History of British Trade Unionism*, Londres, Wellred, 2003.

<sup>143</sup> Les deux éditions de l'ouvrage présentent des titres différents, la seconde insistant sur le caractère historique de l'approche. Ben Pimlott et Chris Cook, *Trade Unions in British Politics*, Londres, Longman, 1982; Ben Pimlott et Chris Cook, *Trade Unions in British Politics: The First 250 Years*, Londres, Longman, 1991.

Si le mouvement syndical dans sa globalité a donc fait l'objet de peu d'histoires générales, il faut signaler cependant deux histoires du TUC, qui constituent à la fois des monographies organisationnelles dans la mesure où le TUC et ses structures y occupent une place centrale, et des histoires du mouvement syndical britannique puisque le TUC rassemble une écrasante majorité des syndicats britanniques, dont les plus importants, et que l'histoire du TUC et de ses orientations politiques est un point d'entrée dans l'histoire du mouvement syndical, des rapports de force entre organisations et de la place des syndicats au sein du parti travailliste. La première résulte d'un travail de l'universitaire australien Ross Martin<sup>144</sup>. Comme le titre de son ouvrage l'indique, Martin s'intéresse principalement à la façon dont le TUC s'est imposé, sur près d'un siècle, comme le principal sinon le seul intermédiaire entre d'un côté les gouvernements et les institutions de l'État britannique, et de l'autre les différentes organisations de travailleurs. Martin détaille l'acquisition progressive et contestée par le TUC d'une autorité externe – vis-à-vis des interlocuteurs institutionnels – et interne – vis-à-vis des directions syndicales, notamment à partir des années 1920 et 1930 qui marquent un affaiblissement du parti travailliste et où le TUC s'impose comme le partenaire dominant au sein du mouvement ouvrier. C'est une situation qui demeure selon Martin inchangée au moment où il clôt son étude au milieu des années 1970. La faiblesse du travail de Martin est probablement son biais formaliste : il s'intéresse à l'accès dont le TUC bénéficie auprès des gouvernements, mais n'interroge pas l'empreinte pratique du TUC et des priorités qu'il met en avant sur les politiques gouvernementales. La prise en compte de ce dernier aspect aurait probablement conduit Martin à nuancer son diagnostic concernant la situation du TUC par rapport au parti travailliste et à l'État britannique. Martin en vient à reconduire la vision du TUC, partagée à l'époque par la plupart des commentateurs et des syndicalistes eux-mêmes mais discutable empiriquement, comme pilier inamovible de l'ordre socio-politique britannique. En dépit de cette réserve, l'ouvrage de Martin constitue une ressource précieuse pour faire l'histoire du TUC, de sa professionnalisation progressive et de son rôle à l'interface entre politiques gouvernementales et luttes syndicales.

L'ouvrage de Robert Taylor, publié en 2000, démarre quant à lui à la période déjà caractérisée par Martin comme l'essor du TUC. Il s'agit d'une histoire officielle de l'organisation, cette dernière ayant soutenu la recherche de Taylor et la publication de l'ouvrage<sup>145</sup>. Robert Taylor lui-même est un journaliste qui, couvrant l'actualité sociale depuis les années 1970 successivement pour *The Observer* et pour le *Financial Times*, est resté

---

<sup>144</sup> Ross Martin, *TUC: The Growth of a Pressure Group, 1868-1976*, Oxford, Oxford University Press, 1980.

<sup>145</sup> Robert Taylor, *The TUC: From the General Strike to New Unionism*, Basingstoke, Palgrave, 2000.

politiquement proche des directions du TUC qui se sont succédées pendant ces quelques décennies. Il s'agit donc d'une histoire du TUC qu'on pourrait qualifier de *top-down*, verticale et axée sur les grands hommes. La division de l'ouvrage en chapitres est calquée sur les mandats des différents secrétaires généraux depuis Walter Citrine et sur les grandes figures du mouvement syndical des différentes époques, comme Frank Cousins ou Jack Jones. Taylor défend la logique de professionnalisation et d'extension des responsabilités du TUC, et les efforts des secrétaires généraux successifs pour donner ordre et cohérence au mouvement syndical et aux relations professionnelles en Grande-Bretagne. De ce point de vue, l'ouvrage de Taylor, lequel a puisé abondamment pour ses recherches dans les archives du TUC, constitue un travail précieux pour saisir depuis un point de vue indigène les orientations politiques des directions successives du TUC, la lutte pour l'extension progressive de ses responsabilités et de son influence auprès des institutions publiques, et enfin la vision que la direction du TUC souhaite présenter du siècle précédent au tournant du vingt-et-unième siècle.

Taylor est l'auteur d'une autre étude historique particulièrement intéressante pour nous, intitulée *The Trade Union Question in British Politics*<sup>146</sup>, dans laquelle il analyse les relations entre les gouvernements et les syndicats depuis 1945. Le découpage chronologique de son ouvrage suit donc les alternances politiques entre conservateurs et travaillistes. On y trouve comme dans les ouvrages précédents et postérieurs de Taylor une perspective à la fois pro-syndicale et pro-travailliste, au sens où Taylor adhère aux perspectives politiques des directions du TUC et du parti parlementaire, qui bien qu'elles aient parfois divergé sur la politique sociale et économique immédiate sont caractérisées pendant toute la période par un consensus relatif sur l'économie mixte et la politique étrangère, questions sur lesquelles elles s'opposent à l'aile gauche du mouvement ouvrier. L'introduction de Taylor, qui présente les syndicats comme les boucs-émissaires du déclin de l'économie britannique, critique la représentation des syndicats comme trop puissants pour affirmer au contraire que le problème majeur du syndicalisme britannique a été sa faiblesse organisationnelle – notamment les restrictions exercées sur le pouvoir du TUC par l'autonomie syndicale traditionnelle – et son refus d'accepter pleinement un rôle dans l'élaboration des politiques et la gestion de l'économie.

À partir de là, le chapitre qu'il consacre au « contrat social », sous le signe duquel il place les rapports entre les travaillistes et les syndicats dans les années 1970, ne met en

---

<sup>146</sup> Robert Taylor, *The Trade Union Question in British Politics: Government and Unions since 1945*, Oxford, Blackwell, 1993.

évidence les résistances syndicales à la politique des revenus que pour souligner l'incapacité dommageable des directions syndicales à convaincre leurs adhérents du bien-fondé d'une telle politique et à accepter un rôle véritable dans la gestion économique de la crise. Taylor reprend ici les arguments qu'il avait déjà développé en 1978 dans un pamphlet pour la *Fabian Society* intitulé *Labour and the Social Contract*, qui dans la tradition fabienne centriste et étatiste, développait une argumentation en faveur d'une politique des revenus élaborée sur le modèle des social-démocraties scandinaves<sup>147</sup>. De nouveau, l'intérêt de l'ouvrage de Taylor réside dans l'intimité de son auteur avec les directions du TUC et du parti travailliste, qui lui permet de fournir une vision relativement synthétique – plus que les mémoires et autobiographies singulières – de la façon dont ces dirigeants ont perçu la crise de la gestion travailliste de l'économie.

#### ***1.1.2.5 Des monographies sur des organisations***

Nous pouvons également appuyer notre étude du mouvement syndical sur des monographies concernant des organisations spécifiques. Nous présentons ici celles qui ont trait aux secteurs et aux organisations impliquées dans les conflits de l'hiver 1978-1979. Nous bénéficions ainsi des histoires officielles ou semi-officielles des deux principales organisations d'infirmières en concurrence dans les années 1970, la *Confederation of Health Service Employees* (COHSE) et le *Royal College of Nursing* (RCN). COHSE, créé dans l'immédiat après-guerre par la fusion de plusieurs petites organisations et longtemps dominé par les infirmiers psychiatriques, ambitionne de rassembler tous les salariés du NHS. Le RCN, fondé en 1916 sous le patronage de la couronne britannique et avec l'aide de nombreux philanthropes, est au début de la période qui nous intéresse une association professionnelle dont le périmètre de recrutement s'élargit progressivement, et qui devient un syndicat indépendant en 1977.

COHSE a fait l'objet d'une monographie publiée en 1988 sous le titre *Working for Health: The History of COHSE*<sup>148</sup>. Cet ouvrage, aboutissement d'un travail d'abord mené pour un master et un doctorat de *industrial relations*, est une histoire engagée et militante. Au sein des débats qui agitent le monde de la santé dans les années 1960 et 1970, Carpenter prend

---

<sup>147</sup> Robert Taylor, *Labour and the Social Contract*, Londres, Fabian Society, 1978.

<sup>148</sup> Mick Carpenter, *Working for Health: The History of COHSE*, Londres, Lawrence & Wishart, 1988. On notera concernant le positionnement de l'ouvrage qu'il a été publié par une maison d'édition proche du parti communiste. En dehors des travaux de recherche dont l'ouvrage de Carpenter est tiré, on pourra également se référer au chapitre de Carpenter sur les transformations managériales dans le secteur de la santé au milieu des années 1970: Mick Carpenter, « The New Managerialism and Professionalism in Nursing », Margaret Stacey et al. (ed), *Health and the Division of Labour*, Londres, Croom Helm, 1977, p. 165-193.

clairement position en faveur d'une vision ouvriériste des infirmières, présentées comme travailleuses et comme syndicalistes contre leur représentation comme professionnelles que diffuse le RCN. Il ne s'agit pas seulement d'un débat historiographique, mais aussi politique et syndical puisque dans les années 1980 où l'ouvrage est écrit puis publié, COHSE est toujours en concurrence avec les autres organisations qui recrutent des infirmières, qu'il s'agisse du syndicat NUPE ou du RCN qui se donne un profil plus militant. L'histoire du RCN, *A Voice for Nurses: A History of the Royal College of Nursing*, résulte de la collaboration de Susan McGann, l'archiviste du RCN, et de deux universitaires spécialisées dans l'histoire de la médecine<sup>149</sup>.

En élargissant du secteur de la santé aux services publics, nous disposons d'une série d'ouvrages sur l'histoire de NUPE. Les premières décennies du syndicat ont fait l'objet d'un premier travail de type universitaire réalisé par les responsables du service recherche de l'organisation en 1987<sup>150</sup>. Le reste de l'histoire de NUPE a ensuite été présenté à travers une remarquable histoire illustrée publiée au début des années 1990 : s'adressant avant tout aux adhérents et anciens adhérents du syndicat, elle visait à entretenir la mémoire de l'organisation au moment où celle-ci se fondait dans la nouvelle entité *Unison*<sup>151</sup>. L'histoire détaillée de NUPE a été complétée et achevée en 2011 avec la publication par Steve Williams et Robert Fryer d'un deuxième volume, consacré à la période 1928-1993 qui retrace l'émergence de NUPE comme acteur syndical clé dans les services publics<sup>152</sup>.

Des trois principaux syndicats impliqués dans les conflits de l'hiver 1978-1979 – COHSE, NUPE et *Transport and General Workers Union (TGWU)* –, ce dernier a longtemps été sous-représenté dans les études historiques alors même que dès son émergence il s'est imposé comme la principale organisation au sein du TUC. Peut-être est-ce l'ampleur de la documentation accumulée par le syndicat et la méfiance d'une organisation souvent la cible

---

<sup>149</sup> Susan McGann, Anne Crowther et Rona Dougall, *A Voice for Nurses: A History of the Royal College of Nursing, 1916-1990*, Manchester, Manchester University Press, 2009. Il existe d'ailleurs très peu d'autres ouvrages secondaires concernant le secteur de la santé. Les articles d'histoire sociale ou d'études de genre prenant pour objet les infirmières concernent tous le dix-neuvième siècle victorien ou la première moitié du vingtième siècle. Signalons tout de même un ouvrage sur les infirmières à la croisée de l'histoire sociale et des *cultural studies*, écrit par Julia Hallam sur la base d'un travail d'archives et d'entretiens : Julia Hallam, *Nursing the Image: Media, Culture and Professional Identity*, Londres, Routledge, 2000.

<sup>150</sup> Bernard Dix et Steve Williams, *Serving the Public: The History of the National Union of Public Employees*, Vol. 1 « Building the Union », Londres, Lawrence & Wishart, 1987.

<sup>151</sup> Robert Fryer et Steve Williams, *A Century of Service: An Illustrated History of the National Union of Public Employees, 1889-1993*, Londres, Lawrence & Wishart, 1993. En 1993, les trois principaux syndicats du secteur publics, COHSE, NUPE et la *National Association of Local Government Officers (NALGO)* fusionnent pour former *Unison*.

<sup>152</sup> Stephen Williams et Robert Fryer, *Leadership and Democracy: The History of the National Union of Public Employees*, Vol. 2 « 1928-1993 », Londres, Lawrence & Wishart, 2011.

d'attaques conservatrices qui expliquent que les chercheurs aient reculé devant la tâche. Un ouvrage sur la genèse du TGWU, du « *new unionism* » des années 1870 à la création du syndicat en 1922, paraît enfin au début des années 1990. Le travail de Ken Coates et Tony Topham a depuis été complété par celui d'Andrew Murray qui s'achève en 2007 avec la disparation de la TGWU dans le « super-syndicat » *Unite*<sup>153</sup>. Dans les deux cas et comme pour les ouvrages mentionnés précédemment concernant COHSE et NUPE, il s'agit d'histoires engagées adressées à un large public universitaire et militant.

L'histoire de la *National Association of Local Government Officers* (NALGO) est moins centrale à notre compréhension des conflits de l'hiver 1978-1979 dans lesquels il n'est pas impliqué. Son évolution dans les années 1970 est cependant indissociable des transformations de l'organisation du travail et du syndicalisme dans les services publics. C'est probablement dans ce secteur le syndicat qui a mené le travail le plus approfondi sur sa propre histoire. Trois ouvrages existent, qui présentent successivement l'histoire du syndicat de la création aux années 1960, des années 1960 à la fin des années 1970 et enfin pendant la période thatchérienne<sup>154</sup>. On remarquera que l'ouvrage publié au début des années 1980 sur les deux décennies précédentes est le seul publié directement par l'organisation. Il est contemporain des monographies publiées par les autres syndicats du secteur public dans les années 1980. Plusieurs facteurs contribuent à expliquer ce phénomène : tout d'abord un contexte de concurrence entre organisations et d'affirmation de l'identité syndicale des organisations de travailleurs des services publics qui explique la nécessité pour les syndicats de produire ou faire produire une histoire qui mette en évidence leur militantisme ; une logique de professionnalisation ensuite, alors que les organisations se dotent de services recherche, embauchent des diplômés des départements de sociologie des relations professionnelles et ouvrent leurs archives et leurs réunions aux étudiants et aux chercheurs. Les ressources plus limitées des années 1990 et 2000 expliquent peut-être le recours à des éditeurs extérieurs, souvent universitaires, qui permet au syndicat de ne pas prendre en charge les coûts de publication.

---

<sup>153</sup> Ken Coates et Tony Topham, *The Making of the Labour Movement: The Formation of the Transport & General Workers Union, 1870-1922*, Nottingham, Spokesman, 1994; Andrew Murray, *The T&G Story: A History of the Transport and General Workers Union, 1922-2007*, Londres, Lawrence & Wishart, 2008. On signalera par ailleurs l'étude consacrée par John Fisher aux programmes d'enseignement menés par le service de formation du syndicat, extrêmement précieuse pour une étude des transformations organisationnelles et politiques du mouvement syndical : John Fisher, *Bread on the Waters : A History of TGWU Education, 1922-2000*, Londres, Lawrence & Wishart, 2005.

<sup>154</sup> Alec Spoor, *White-Collar Union: Sixty Years of NALGO*, Londres, Heinemann, 1967; George Newman, *Path to Maturity: NALGO 1965-1980*, London, NALGO, 1982; Mike Ironside et Roger Seifert, *Facing Up to Thatcherism : The History of NALGO, 1979-1993*, Oxford, Oxford University Press, 2000.



Enfin, concernant les syndicats de fonctionnaires<sup>155</sup>, seul la *Civil and Public Services Association* (CPSA), syndicat majoritaire dans les administrations publiques et le plus en vue dans l'opposition aux politiques d'austérité à la fin des années 1970, s'est dotée d'une histoire écrite. L'ouvrage publié en 1980 présente la transformation de l'association en organisation militante au cours du vingtième siècle<sup>156</sup>. Comme les ouvrages précédemment commentés concernant COHSE et NALGO, il a été commandité et publié par la direction du syndicat, avant tout pour un usage interne de construction d'une identité collective au sein de l'organisation mais aussi dans une perspective de revendication d'une place au sein du mouvement ouvrier.

#### ***1.1.2.6 Une tradition majeure : l'« histoire par en bas »***

Pour comprendre les contours thématiques et méthodologiques des travaux dont nous disposons, il faut dire un mot de l'histoire sociale produite dans la seconde moitié du vingtième siècle en Grande-Bretagne, souvent sous le mot d'ordre de « l'histoire par en bas ». Si celle-ci se cantonne généralement à l'histoire pré-1945 et laisse la période postérieure à d'autres disciplines comme la sociologie des relations professionnelles, elle constitue cependant un programme de recherche radical qui a imposé sa marque par-delà la seule discipline historique.

L'histoire dite « par en bas » trouve son origine dans le groupe des historiens communistes, particulièrement actif de la fin de la Seconde Guerre mondiale au milieu des années 1950 – lorsque la répression de la révolte hongroise amène de nombreux intellectuels à quitter le parti – et regroupé autour de figures comme Christopher Hill, Eric Hobsbawm et John Morris. C'est de ce cercle qu'émerge au début des années 1950 *Past and Present*, dont les initiateurs veulent faire une revue écrite dans une langue vernaculaire intelligible d'un large public et qui couvre la totalité de l'histoire – à la différence de revues universitaires alors majoritairement érudites et spécialisées. Même si les initiateurs sont des historiens marxistes, l'équipe éditoriale accueille des universitaires de diverses sensibilités politiques de gauche puisqu'un des objectifs principaux de la revue est de faire bouger les lignes de partage académiques et de constituer contre l'histoire conservatrice un front commun de tous les historiens adeptes des méthodes scientifiques d'élaboration des connaissances historiques. De

---

<sup>155</sup> Les « fonctionnaires » (*civil servants*) sont les personnes qui travaillent dans les administrations publiques et les ministères. Si ces fonctionnaires bénéficient dans les années 1970 de conditions d'emploi et de travail relativement avantageuses, il n'existe pas de « fonction publique » au sens français d'un statut juridique distinct du droit du travail.

<sup>156</sup> Eric Wigham, *From Humble Petition to Militant Action: a History of the Civil and Public Services Association 1903-1978*, Londres, CPSA, 1980.

ce point de vue, *Past and Present* s'inscrit dans la continuité de l'école française des Annales, mettant pareillement en avant la défense de la méthode historique aussi bien contre les rationalisations économiques et sociologiques que contre la défense réactionnaire de l'irrationnel et du providentiel, comme l'indique l'introduction au premier numéro<sup>157</sup>. Contre l'histoire conservatrice consacrée à l'action décisive des grands hommes et contre l'histoire libérale dite « *Whig* » qui mène une entreprise de légitimation de l'ordre social et politique, *Past and Present* met en avant des analyses qui insistent sur les acteurs historiques dans leur collectivité et leur diversité, et sur les processus sociaux et historiques qui permettent de rendre compte des transformations et des continuités dans l'histoire. C'est en ce sens que la revue a constitué un des principaux facteurs de développement de « l'histoire par en bas » en tant qu'approche anti-élitiste des phénomènes historiques et de « l'histoire sociale » en tant que programme de recherche qui a permis le décentrement par rapport à la politique qui constituait le centre de gravité des recherches historiques et l'inclusion de nouveaux objets dans le champ des études historiques.

Dans toute discussion sur l'héritage de cette école anglaise d'histoire sociale, l'ouvrage d'E.P. Thompson sur la formation de la classe ouvrière anglaise au tournant des dix-huitième et dix-neuvième siècles est incontournable, bien que Thompson n'ait jamais appartenu au groupe de *Past and Present*<sup>158</sup>. Dans la préface à *The Making of the English Working Class*, Thompson indique que le titre de son ouvrage est programmatique. Contre une vision statique de la classe ouvrière comme entité pré-définie, la notion de formation vise à restituer le caractère processuel des phénomènes historiques dont il entend rendre compte. Contre une sociologie qui soit verrait la classe comme structure ou bien tendrait à l'appréhender comme une catégorie objective et s'emploierait à partir de là à distinguer des groupes et mettre en évidence la pluralité sectorielle et professionnelle de la classe ouvrière à un moment donné, il indique que son objet est la classe ouvrière – au singulier – comme phénomène historique, c'est-à-dire comme produit des relations humaines. Revenant au texte marxien et à la production dialectique des exploités et des exploités, Thompson défend une définition relationnelle et subjectiviste de la classe<sup>159</sup>. Cela ne veut pas dire que l'expérience de classe n'est pas déterminée par les rapports de production et l'organisation capitaliste du travail. Cela signifie cependant que la conscience de classe, à distinguer de l'expérience de

---

<sup>157</sup> « Introduction », *Past & Present*, No. 1 (1952), i-iii.

<sup>158</sup> E.P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, Harmondsworth, Penguin, 1963, 1968.

<sup>159</sup> « And class happens when some men, as a result of common experiences (inherited or shared), feel and articulate the identity of their interests as between themselves, and as against other men whose interests are different from (and usually opposed to) theirs. » *Ibid.*, p. 8-9.

classe, est la façon dont cette expérience est traduite sur le plan culturel, dans des traditions, des systèmes de valeurs, des idées et des institutions. S'il est possible de restituer les logiques historiques de développement de la conscience de classe, il est impossible en revanche d'établir des lois qui mettraient en relation de manière déterministe les conditions d'existence et les formes que prend la conscience de classe.

Il y a selon Thompson un double enjeu, méthodologique et politique, à réhistoriciser notre compréhension du développement de la conscience de classe. Le premier est qu'une approche objectiviste anhistorique de la classe tend à déduire de la place occupée par un groupe de personnes dans l'organisation de la production capitaliste le type de conscience de classe qu'elles devraient avoir, ce qui peut produire des injonctions mais aucunement des explications. Le second est qu'une telle approche risque paradoxalement de dissoudre la classe dans la multitude des individus et des expériences sous laquelle le groupe se donne au chercheur si celui-ci l'observe à un moment donné. C'est seulement par une observation du développement historique de ce même groupe de personnes qu'il est possible d'identifier et de rendre compte de la transformation des relations qu'il nourrit, des idées qui s'y développent et des institutions qui organisent sa vie collective, et au final de l'émergence d'un certain type de conscience de classe<sup>160</sup>.

Le programme de recherche en histoire sociale initié dans les années 1950 et 1960 a été radicalisé par une génération suivante de chercheurs formés sous l'influence des historiens marxistes. Dans une logique de lutte pour les places dans le champ de la recherche universitaire, les chercheurs qui lancent en 1976 *Social History* affirment non seulement les spécificités de l'histoire sociale ou son autonomie relative au sein des recherches historiques, mais aussi son statut de discipline à part entière<sup>161</sup>. Ils se réjouissent de sa pluralité – tant thématique que méthodologique ou théorique – qu'ils souhaitent préserver, mais indiquent que leur nouvelle revue vise à permettre aux rapports et échanges conceptuels entre histoire et sciences sociales d'être mieux définis, aux analyses comparatives de se développer, à de nouveaux formats d'écriture d'être expérimentés. Si *Social History* a effectivement contribué au développement de la recherche en histoire sociale et accompagné son apogée dans les années 1970, c'est du côté de *History Workshop*, lancé quelques mois plus tard au printemps

---

<sup>160</sup> *Ibid.*, p. 8-10.

<sup>161</sup> « Social history is not simply another specialism in process of professional formation, a relatively new splinter of historical knowledge to be defined by its separate institutions and narrowed to a handful of interests which rarely trespass into fields 'proper' to other specialisms. For social history is not a new *branch* of historical scholarship, but, in Lucien Febvre's words 'a new kind of history'. » « Editorial », *Social History*, Vol. 1, No. 1 (1976), p. 1.

1976, qu'on a pu observer le plus clairement l'expérimentation de nouveaux formats, l'extension thématique et la prise en charge des débats politiques et historiographiques au sein de la communauté historique.

Le premier numéro contient ainsi une série d'éditoriaux qui ouvrent des pistes théoriques et politiques pour le travail de recherche et de publication que l'équipe éditoriale entend mener à travers la revue. À côté d'un éditorial d'Anna Davin et Sally Alexander sur l'histoire féministe, Raphael Samuel et Gareth Stedman Jones problématisent le rapport des historiens à la sociologie. Face à la faiblesse théorique des historiens et à l'empirisme forcé des études historiques, la sociologie s'est selon eux imposée aux historiens, et notamment aux plus jeunes d'entre eux, comme la voie privilégiée vers la théorie et le renouvellement conceptuel. Il en résulte non seulement une subordination de l'histoire empirique à la sociologie théorique, mais surtout une acception a-critique des catégories forgées par la sociologie, pourtant discutables ou du moins à discuter selon Samuel et Stedman Jones. Dans ce contexte, l'entreprise que les initiateurs de *History Workshop* se proposent est de réhistoriciser la sociologie et ses catégories, de comprendre ses conditions d'émergence et les effets politiques produits par la mobilisation des catégories sociologiques. À partir de là, *History Workshop* a constitué depuis la fin des années 1970 un des lieux privilégiés de discussion du rapport entre histoire et théories, notamment autour des débats sur les ambitions de l'histoire sociale et sur le tournant linguistique qui ont animé la communauté historique dans les années 1980.

Il serait cependant réducteur de voir dans *History Workshop* seulement le lieu et le produit de la « crise de l'histoire » et de ses méthodes telle qu'elle se manifeste depuis les années 1970. La revue s'inscrit aussi dans le prolongement d'activités et de travaux menés par une équipe d'historiens proche de la nouvelle gauche universitaire et étudiante issue de la rupture avec le soviétisme de la fin des années 1950 et renforcée numériquement et politiquement par les luttes sociales, féministes et anti-nucléaires du tournant des années 1970. La publication de la revue s'accompagne ainsi de l'organisation de conférences et d'ateliers sur l'actualité de la recherche en histoire, sur la situation du mouvement ouvrier et sur la mémoire des luttes. Des réunions et ateliers sont organisés localement avec le soutien d'organisations syndicales et politiques pour réaliser un travail d'enregistrement de l'histoire ouvrière et populaire. De ce point de vue, *History Workshop* a constitué le principal support en Grande-Bretagne de la promotion de l'histoire orale et de la redynamisation de l'histoire locale – comprises comme des prolongements radicaux du programme de « l'histoire par en

bas » – et un des acteurs majeurs du renouvellement de l’histoire du mouvement ouvrier, après que la critique féministe eut montré comment cette dernière participait à l’invisibilisation des femmes et à l’exclusion de questions jugées non-politiques.

### ***1.1.2.7 Le tournant linguistique en question***

À côté des retours réflexifs sur l’histoire ouvrière opérés sous l’influence de l’histoire critique et féministe portée par *History Workshop*, l’autre débat majeur sur la façon de faire l’histoire du mouvement ouvrier a résidé dans le tournant linguistique lancé en Grande-Bretagne par la série d’études de Gareth Stedman Jones rassemblées dans le volume *Languages of Class*. De même que l’engagement critique prôné par *History Workshop* s’inscrit dans le contexte de poussée militante et de démocratisation sociale et syndicale des années 1970, de même la réflexion sur la classe ouvrière et ses transformations menée par Stedman Jones est motivée selon lui au début des années 1980 par l’ébranlement des communautés ouvrières sous l’effet de la récession et du recul des institutions collectivistes qui organisaient la vie ouvrière, en premier lieu desquelles le mouvement syndical.

Les travaux de Stedman Jones, qui se réclame de l’héritage de E.P. Thompson, partent d’une insatisfaction à l’égard des modalités d’articulation entre structures sociales et configurations politiques, culturelles et idéologiques, et donc entre théorie sociale et histoire, proposées aussi bien par l’empirisme que par la sociologie marxiste traditionnelle. C’est notamment une vision du « social » comme extérieur et antérieur à sa médiation par le langage qu’il récuse. Non seulement la « classe » est un terme qui ne peut être pris en dehors des contextes linguistiques de sa formulation, mais il n’y a pas de raison de penser qu’il existe une réalité sociale qui fonde et unifie les différentes formulations linguistiques du mot « classe » comme unité de description officielle du monde social, comme concept central de l’analyse des rapports de production et de propriété, comme ensemble de pratiques culturelles ou encore comme définition politique ou idéologique mobilisée par des acteurs<sup>162</sup>.

Stedman Jones part de l’histoire du mouvement chartiste. Les historiens de cette période travaillent à partir de deux types de preuves, à savoir d’un côté des preuves relatives aux raisons du mécontentement, tel que le taux de chômage, les bris de machine ou la description de la pauvreté extrême, et de l’autre des preuves relatives à l’emploi d’un langage de la lutte des classes au sein des mouvements radicaux de cette époque. Le problème, selon Stedman Jones, est la façon dont ces deux types de preuves ont été connectés par les historiens, à savoir

---

<sup>162</sup> Gareth Stedman Jones, *Languages of Class: Studies in English Working-Class History, 1832-1982*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 7-8.

sous la forme des catégories d'« expérience » et de « conscience » qui ne sont jamais interrogées ou posées comme problématiques. Si le terme d'« expérience » apparaît comme plus empirique que la très philosophique « conscience », il n'en reste pas moins que l'un comme l'autre reposent sur une théorie non-explicitée et assez élémentaire du langage comme moyen d'expression d'une expérience. Il y a là selon Stedman Jones une faiblesse de la théorisation historique par rapport aux autres disciplines des sciences humaines qui ont pour leur part pris en compte les implications de la théorie linguistique post-saussurienne, à savoir la matérialité irréductible du langage et l'impossibilité d'abstraire l'expérience du langage dans lequel elle est formulée. Pour libérer l'histoire sociale du primat des conditions matérielles d'existence, Stedman Jones propose de mettre en œuvre une conception non-référentielle du langage dans l'étude des discours et des écrits chartistes<sup>163</sup>, ce qui revient à retourner – pour la remettre à l'endroit – la logique d'explication et la progression argumentative suivies traditionnellement par les historiens du mouvement ouvrier. Ces derniers fondent leur analyse sur une conception – explicitement ou implicitement – essentialiste de la classe, dans laquelle la société est un lieu d'affrontement entre des groupes sociaux dont les intérêts antagonistes trouvent à s'exprimer dans l'arène politique. Les intérêts précèdent donc leur expression langagière, et l'enjeu pour l'historien est de les retrouver tout en évaluant l'adéquation ou pas du langage politique aux intérêts des groupes.

Stedman Jones part au contraire du langage lui-même comme réalité sociale première pour l'historien, ce qui coupe court à toute tentative de retrouver les intérêts matériels premiers par derrière le langage. Les intérêts sont au contraire conçus et définis à travers le langage. À partir de là, le travail de l'historien va consister à étudier la production des intérêts, des identités et des programmes politiques au sein du langage politique. Il va produire une cartographie de chaque langage politique – libéralisme, socialisme etc. –, des langages que ceux-ci remplacent et de ceux avec lesquels ils sont en concurrence. À partir de ce positionnement, Stedman Jones esquisse un programme de recherche concernant le parti travailliste, qui présente pour nous un intérêt majeur. Il refuse les conceptions du parti travailliste qu'il qualifie d'unitaristes ou d'essentialistes, qu'elles proviennent de la gauche qui considère le parti comme l'expression de la classe ouvrière ou comme le porteur d'une idéologie, ou bien de la droite qui le définit comme un ensemble de relations institutionnelles entre les parlementaires, l'exécutif, la conférence et les syndicats. Stedman Jones propose de

---

<sup>163</sup> « Concretely, this meant exploring the systematic relationship between terms and propositions within the language rather than setting particular propositions into direct relation to a putative experiential reality of which they were assumed to be the expression. » Gareth Stedman Jones, *op. cit.*, 1983, p. 21.

voir plutôt le parti travailliste comme un « centre vide », c'est-à-dire un espace traversé ou occupé par des groupes qui possèdent des langages politiques différents et donnent donc d'eux-mêmes et du parti des définitions différentes, et entre lesquels le rapport des forces évolue. Il ne faut donc pas comprendre l'histoire du parti travailliste sous la forme d'une évolution, mais plutôt d'une succession de conjonctures distinctes caractérisées par l'état des relations entre les groupes et leurs discours. Pareillement, interpréter les victoires travaillistes passe par l'identification des conditions dans lesquelles se produisent des situations d'équilibre voire de soutien mutuel entre des groupes aux logiques discursives pourtant antagonistes. L'adéquation produite entre le parti travailliste et le « mouvement ouvrier » revient selon Stedman Jones à conférer au parti une essence et une continuité temporelle illusoires. C'est une vision qui a joué un rôle déterminant dans l'histoire du parti, mais que le chercheur doit se garder de faire sienne<sup>164</sup>.

Ce ne sont donc pas selon Stedman Jones les changements sociaux qui comptent, mais la façon dont ils sont pris et présentés dans les discours qui coexistent au sein du parti travailliste et dans ceux, extérieurs, qui se diffusent dans le parti. Cela amène Stedman Jones à opérer un retour à la méthode de la critique des sources, et à inciter le chercheur à accorder une place primordiale aux destinataires des discours.

Il y a une connexion très forte entre ce qui est dit et le destinataire. Cependant, cette connexion ne doit pas être conçue comme la reconnaissance de la pré-existence de propriétés sociales communes des destinataires. Il faut plutôt la concevoir comme la construction, réussie ou pas, d'une représentation possible de ce que de telles propriétés communes pourraient être<sup>165</sup>.

À partir de là, un programme de recherche historique sur les organisations syndicales et politiques et sur les mouvements sociaux peut se donner pour objet la production discursive des catégories sociales par et pour l'action collective, et la façon dont ces catégories soutiennent et organisent la formation des groupes sociaux et la formulation des politiques publiques. Cette rupture méthodologique a été depuis poursuivie dans le champ de l'histoire sociale par un courant post-matérialiste conséquent en Grande-Bretagne et aux États-Unis<sup>166</sup>,

---

<sup>164</sup> Gareth Stedman Jones, *op. cit.*, 1983, p. 22-23.

<sup>165</sup> « There is an intimate connection between what is said and to whom. Yet it cannot be said that such a connection can be conceived in terms of a recognition of the pre-existence of the common social properties of the addressees. It should rather be thought of as the construction, successful or unsuccessful, of a possible representation of what such common properties might be. » Gareth Stedman Jones, *op. cit.*, p. 23-24. Nous traduisons.

<sup>166</sup> Patrick Joyce, *Visions of the People : Industrial England the Question of Class, 1840-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 329-335.

ainsi que par les théories du genre qui ont insisté sur la dimension relationnelle et différentielle du langage<sup>167</sup>.

#### ***1.1.2.8 L'histoire intellectuelle du mouvement ouvrier***

Le tournant linguistique de Stedman Jones ne constitue pas une fuite vers l'abstraction théorique, mais au contraire un plaidoyer pour un retour aux fondements matériels de l'activité de l'historien, à savoir le matériau discursif que constitue l'archive. Cela nous amène, tout comme l'insistance sur l'histoire des idées et des mentalités évoquée plus haut et en regard du rôle accordé au travail intellectuel par les histoires du programme néo-libéral, à accorder une importance particulière aux productions théoriques issues du mouvement ouvrier.

Les publications scientifiques militantes font le lien entre le champ scientifique et le champ militant. On pourrait donc ranger ces documents aussi bien parmi les sources primaires que secondaires. Les catégoriser comme sources primaires tendrait cependant à reconduire une vision de la science comme déprise des enjeux sociaux et politiques, qui nous semble trompeuse aussi bien pour les publics de la recherche que pour les chercheurs eux-mêmes. Aussi, nous faisons le choix de les présenter dès maintenant, tout en soumettant à une analyse critique leur positionnement dans les deux champs scientifiques et militants. Ces publications se distinguent en fonction de leur format, de leur personnel scientifique et du public qu'elles visent. *Capital & Class*, expression de la *Conference of Socialist Economists*, est ainsi une revue scientifique écrite par des économistes et des universitaires marxistes. Fondée à la fin des années 1970, elle permet à cette communauté de chercheurs de faire avancer leur travail et de publiciser les débats théoriques qui se déroulent en son sein. Le public visé est plutôt universitaire, même si l'ambition est de faire avancer la réflexion du mouvement ouvrier. Pour le chercheur contemporain, *Capital & Class* constitue également une ressource précieuse en raison des articles d'analyse qui y ont été publiés concernant les recompositions du mouvement syndical depuis les années 1980<sup>168</sup>. *Marxism Today* est différent. Il se présente comme la revue théorique du parti communiste de Grande-Bretagne, c'est-à-dire une revue dans laquelle écrivent, ou du moins écrivaient jusqu'à l'arrêt de la publication de la revue en 1991, des universitaires et intellectuels membres du parti communiste de Grande-Bretagne ou proches de celui-ci. La revue publie des articles d'analyse de l'actualité sociale, politique et

---

<sup>167</sup> Joan Scott, *Gender and the Politics of History*, Londres, Princeton University Press, 1988, p. 58-61.

<sup>168</sup> Peter Fairbrother, « British Trade Unions Facing the Future », *Capital and Class*, No. 71 (2000), p. 11-42; John McIlroy, « New Labour, New Unions, New Left », *Capital and Class*, No. 71 (2000), p. 11-45; Jane Wills et Mélanie Simms, « Building Reciprocal Community Unionism in the UK », *Capital and Class*, No. 82 (2004), p. 59-84.



culturelle, à destination des membres du parti mais également d'un public général. Dans les années 1980, l'influence de *Marxism Today* dépasse largement les seuls cercles communistes, et l'on doit à Martin Jacques et Stuart Hall, deux penseurs associés à la revue, la première théorisation du « thatchérisme ». À ce titre, *Marxism Today* peut être considéré comme un des premiers *think tanks* de la gauche britannique. Ce rôle est controversé, dans la mesure où les intellectuels qui écrivent pour la revue, pour la plupart proches de la tendance eurocommuniste au sein du parti et donc partisans d'un communisme de coalition et de front populaire, sont accusés par la tendance orthodoxe du parti et par les groupes trotskystes d'avoir abandonné la perspective révolutionnaire et d'avoir contribué à préparer le terrain intellectuel du blairisme.

À côté de ces publications régulières, il faut aussi prendre en compte les publications de brochures, comme celles éditées par l'*Institute for Workers Control* (IWC) fondé en 1968 par Tony Topham et Ken Coates, deux militants de la gauche du mouvement ouvrier. La fondation de l'institut constitue le prolongement de conférences sur l'autogestion organisées depuis le milieu des années 1960. L'IWC bénéficie d'un soutien assez large, aussi bien financier que politique, de la part de la gauche du mouvement travailliste. Le syndicat des ouvriers de la construction mécanique, qui bascule à gauche sous la direction de Hugh Scanlon, est l'un des premiers à porter la revendication autogestionnaire au sein du TUC. Scanlon signe plusieurs brochures éditées par l'IWC<sup>169</sup>. Par ailleurs, des responsables de l'aile radicale du parti travailliste comme Tony Benn, David Blunkett ou Eric Heffer contribuent aux publications de l'IWC<sup>170</sup>. L'IWC connaît un apogée dans les deux années qui suivent sa création, où il contribue à l'organisation de très nombreuses réunions qui rassemblent des délégués syndicaux, des militants politiques et des universitaires. Si ses effectifs retombent assez rapidement au cours des années 1970, il continue cependant de faire un travail intense de recherche et de publication. Les brochures préparées par l'IWC sont publiées chez

---

<sup>169</sup> Hugh Scanlon, *The Way Forward for Workers' Control*, Nottingham, Spokesman, 1968; Hugh Scanlon, *Workers' Control and the Transnational Company*, Nottingham, Spokesman, 1972.

<sup>170</sup> Institute for Workers Control, *Industrial Democracy. Tony Benn at the IWC Debate: An Account of the Institute for Workers' Control Meeting at the Labour Party Conference, November 1974*, Nottingham, Spokesman, 1975; Tony Benn, *A New Course for Labour*, Nottingham, Spokesman, 1975; Tony Benn, *Industry, Technology and Democracy*, Nottingham, Spokesman, 1978; Tony Benn, *The Need for a Free Press*, Nottingham, Spokesman, 1979; Tony Benn, *The Right to Know: The Case for Freedom of Information to Safeguard our Basic Liberties*, Nottingham, Spokesman, 1979; Tony Benn, *The Case for Party Democracy*, Nottingham, Spokesman, 1980; Tony Benn, *Trade Unionism: A Strategy for the Nineteen-Eighties*, Nottingham, Spokesman, 1983; Tony Benn et Walter Greendale, *Workers' Control, How Far Can the Structure Meet Our Demands?*, Nottingham, Spokesman, 1973; Tony Benn, Frances Morrell et Francis Cripps, *A Ten-Year Industrial Strategy for Britain*, Nottingham, Spokesman, 1975; David Blunkett, *Local Enterprise and Workers' Plans*, Nottingham, Spokesman, 1981; Eric Heffer, *Towards Democratic Socialism*, Nottingham, Spokesman, 1981.

Spokesman, les éditions de la *Bertrand Russell Peace Foundation* dans laquelle Ken Coates joue également un rôle clé. Ces brochures, écrites principalement par des responsables politiques et des universitaires, visent un public syndical et militant très large grâce à leur format court et synthétique.

En détaillant la publication de l'IWC, on remarque tout d'abord un large corpus de brochures traitant spécifiquement de l'autogestion, soit qu'il s'agisse de textes relatant des expériences d'autogestion contemporaines et plus anciennes, britanniques et étrangères<sup>171</sup>, de pamphlets rédigés par ou avec des syndicalistes ou des intersyndicales d'entreprise défendant une transformation de la gestion de leur entreprise dans un sens autogestionnaire<sup>172</sup>, de textes analysant l'attitude du mouvement syndical et travailliste à l'égard des perspectives autogestionnaires<sup>173</sup> ou encore de textes analysant les transformations du monde du travail et de la législation dans une perspective autogestionnaire<sup>174</sup>. Par ailleurs, l'IWC a publié de nombreux textes d'analyse économique et politique, qui dépassent la seule question des expériences autogestionnaires pour produire une analyse du capitalisme et de ses restructurations et de l'évolution du monde du travail et du mouvement travailliste<sup>175</sup>. Enfin,

---

<sup>171</sup> John Bellers, *The First Worker Co-Operators: Proposals for Raising a College of Industry*, Nottingham, Spokesman, 1979; Ken Coates, *The New Worker Co-Operatives*, Nottingham, Spokesman, 1976; Ken Coates, *Industrial Development and Democratic Planning: The Case of Belvoir*, Nottingham, Spokesman, 1978; Ken Coates, *Work-Ins, Sit-Ins and Industrial Democracy: The Implications of Factory Occupations in Great Britain in the Early Seventies*, Nottingham, Spokesman, 1981; Ken Coates et Michael Barratt Brown, *The Right to Useful Work: Planning by the People*, Nottingham, Spokesman, 1978; John Eaton et al., *UCS. Workers' Control. The Real Defence Against Unemployment Is Attack!*, Nottingham, Spokesman, 1971; Ken Fleet, *Whatever Happened at UCS?*, Nottingham, Spokesman, 1972; Chris Goodey, *Workers' Control in Portugal: A Report*, Nottingham, Spokesman, 1977; James Zimbalist and James Petra, *Workers' Control in Allende's Chile*, Nottingham, Spokesman, 1973.

<sup>172</sup> Lucas Aerospace Combine Shop Stewards Committee, *Democracy Versus the Circumlocution Office*, Nottingham, Spokesman, 1979; Lucas Aerospace Combine Shop Stewards Committee, *Lucas: An Alternative Plan*, Nottingham, Spokesman, 1981; Bernie Passingham et Danny Connor, *Ford Shop Stewards on Industrial Democracy*, Nottingham, Spokesman, 1977; Scunthorpe Group, *The Threat to Steel Workers*, Nottingham, Spokesman, 1972;

<sup>173</sup> Ken Coates, *Democracy in the Motor Industry*, Nottingham, Spokesman, 1969; Ken Coates, *Industrial Democracy in Great Britain: Shop Stewards and Workers' Control*, Nottingham, Spokesman, 1975; Ken Coates (ed), *Can the Workers Run Industry?*, Nottingham, Spokesman, 1972; Ken Coates et Tony Topham, *Catching Up with the Times: How Far the TUC Got the Message about Workers' Control*, 1973; Richard Fletcher, *Problems of Trade Union Democracy*, Nottingham, Spokesman, 1972; Edmund Frow et al., *Democracy in the Engineering Union*, Nottingham, Spokesman, 1982; William Hay, *Industrial Democracy for Miners*, Nottingham, Spokesman, 1968; Audrey Wise and Mike Cooley, *A Debate on Workers' Control*, Nottingham, Spokesman, 1978;

<sup>174</sup> Michael Barratt Brown, *Accountability and Industrial Democracy*, Nottingham, Spokesman, 1977; Ken Coates, *The Quality of Life and Workers' Control*, Nottingham, Spokesman, 1972; Ken Coates et Tony Topham, *The Shop Steward's Guide to the Bullock Report*, Nottingham, Spokesman, 1977; Tony Topham, *Productivity Bargaining and Workers Control*, Nottingham, Spokesman, 1968; Tony Topham, *Health and Safety: A Question of Workers Control*, Nottingham, Spokesman, 1974; Tony Topham et Ken Coates, *The Law Versus the Unions*, Nottingham, Spokesman, 1969;

<sup>175</sup> Michael Barratt Brown, *Labour and Sterling*, Nottingham, Spokesman, 1968; Michael Barratt Brown, *Opening the Books*, Nottingham, Spokesman, 1968; Michael Barratt Brown, *What Really Happened to the Coal Industry?*, Nottingham, Spokesman, 1972; Michael Barratt Brown, *From Labourism to Socialism: The Political*

plusieurs brochures étendent le programme de démocratisation à la sphère sociale et politique<sup>176</sup>. Pour compléter le panorama de la littérature autogestionnaire, il faut signaler que Coates et Topham, de même que Michael Barratt Brown, le mentor de Coates spécialiste de la Yougoslavie et de ses expériences autogestionnaires, ont largement publié sur ces mêmes questions chez des éditeurs universitaires et militants<sup>177</sup>.

### 1.1.2.9 Les productions françaises

Il est nécessaire de dire un mot de la riche école française d'histoire du mouvement ouvrier. Elle a eu tendance, dans les années 1970, à la même insularité thématique que son homologue britannique. Les historiens français du mouvement ouvrier ont néanmoins porté sur les études historiques des pays voisins le même regard curieux que les mouvements ouvriers les uns sur les autres. Aussi, ce ne sont pas des sources ou des analyses concernant l'histoire du mouvement ouvrier britannique que nous irons chercher dans les archives de revues comme *Le Mouvement Social*, mais plutôt une compréhension de l'évolution des programmes de recherche sur le mouvement ouvrier en France, une réception singulière et éclairante des transformations qui ont affecté le champ britannique – de l'histoire par en bas au tournant linguistique – et des outils dont le transfert dans le champ de l'histoire du mouvement ouvrier britannique pourrait être bienvenu.

Un premier apport de la recherche française concerne l'histoire des formes de protestation. La manifestation constitue ainsi en France un terrain à part entière de la recherche en histoire contemporaine. Danièle Tartakowski y a consacré un ensemble de travaux, dans lesquels elle analyse la constitution de la rue en espace public, dans une

---

*Economy of Labour in the 1970s*, Nottingham, Spokesman, 1972; Michael Barratt Brown, *Europe: Time to Leave and How to Go*, Nottingham, Spokesman, 1973; Michael Barratt Brown, *Full Employment*, Nottingham, Spokesman, 1978; Michael Barrat Brown et Ken Coates, *How to Win? Democratic Planning the Abolition of Unemployment. Some Agreed Principles and Sommes Problems to Be Resolved*, Nottingham, Spokesman, 1981; Michael Barratt Brown et Tony Topham, *Planning the Planners: How to Control the Recovery. An Examination of the 1982 TUC-Labour Party Report on Economic Planning and Industrial Democracy*, Nottingham, Spokesman, 1983; Ken Coates et Tony Topham, *Trade Unions and Politics: Labour and the Workplace*, Nottingham, Spokesman, 1983; Paul Derrick, *The Incomes Problem*, Nottingham, Spokesman, 1973; John Eaton et al., *An Alternative Economic Strategy for the Labour Movement*, Nottingham, Spokesman, 1975; John Hughes, *The Cuts: Strange Arithmetic*, Nottingham, Spokesman, 1978; John Hughes, *A Shorter Working Week*, Nottingham, Spokesman, 1978; Walter Kendall, *State Ownership, Workers' Control and Socialism*, Nottingham, Spokesman, 1973; Michael Ward, *Job Creation by the Council: Local Government and the Struggle for Full Employment*, Nottingham, Spokesman, 1981;

<sup>176</sup> Ken Coates, *Democracy in the Labour Party*, Nottingham, Spokesman, 1977;

<sup>177</sup> Michael Barratt Brown, *Information at Work*, Londres, Arrow Books, 1978; Ken Coates et Tony Topham, *Industrial Democracy in Great Britain: A Book of Readings and Witnesses for Workers' Control*, Londres, MacGibbon & Kee, 1968; Ken Coates et Tony Topham, *Workers' Control: A Book of Readings and Witnesses for Workers' Control*, Londres, Panther, 1970; Ken Coates et Tony Topham, *The New Unionism: The Case for Workers' Control*, Londres, Peter Owen, 1972.

perspective à la fois anthropologique et politique, la manifestation de rue entretenant un rapport très fort à l'héritage de la Révolution française et constituant une pratique antinomique au système parlementaire<sup>178</sup>. Elle interroge les processus, centraux selon elle, de « nationalisation » et de « naturalisation » de la manifestation, c'est-à-dire l'adoption de cette pratique par les groupes sociaux et son acceptation progressive par les régimes comme élément de régulation du système politique. Tartakowsky pose ainsi à la fois la question de la constitution historique des formes de protestation acceptées dans un système politique et celle de l'ancrage géographique des pratiques contestataires. Si le contexte britannique est différent, ces interrogations sont tout aussi pertinentes vis-à-vis des modalités de mobilisation et des pratiques contestataires adoptées par les travailleurs britanniques et leurs organisations qui souhaitent faire entendre une protestation<sup>179</sup>.

Un second apport français est lié à la pluralité des organisations politiques se réclamant du mouvement ouvrier, laquelle a suscité une interrogation sur les caractéristiques organisationnelles de ces partis et les dispositions sociales et de leurs militants, qui manque cruellement aux interrogations britanniques sur les partis du mouvement ouvrier. L'étude désormais classique est probablement celle que Bernard Pudal a consacrée aux communistes français<sup>180</sup>. Ce programme de recherche a par la suite été étendu à d'autres partis par Frédéric Sawicki, et plus récemment approfondi et ancré dans les spécificités des contextes socio-économiques et politiques locaux par Julian Mischi<sup>181</sup>. Dans l'ouvrage issu de la thèse qu'il consacre aux militants communistes, Mischi part de l'étude de quatre terrains – le bassin sidérurgique et minier du Nord de la Meurthe-et-Moselle, le bocage bourbonnais dans l'Allier, la région nazérienne en Loire-Atlantique et l'agglomération grenobloise en Isère – pour

---

<sup>178</sup> Olivier Fillieule et Danielle Tartakowsky, *La manifestation*, Paris, Presses de Science Po, 2008 ; Danielle Tartakowsky, *Les manifestations de rue en France: 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997 ; Danielle Tartakowsky, *Le pouvoir est dans la rue : crises politiques et manifestations en France*, Paris, Aubier, 1998 ; Danielle Tartakowsky, *La manif en éclats*, Paris, La Dispute, 2004 ; Danielle Tartakowsky, *Manifester à Paris : 1880-2010*, Seyssel, Champ Vallon, 2010.

<sup>179</sup> Il en va de même de la grève, qui en Grande-Bretagne a constitué plutôt un objet de la sociologie, mais qui en tant que forme spécifique de lutte n'a pas fait l'objet d'études historiques. Dans la littérature francophone, on pourra citer : Michelle Perrot, *Les Ouvriers en grève. France, 1871-1890*, Paris-La Haye, Mouton, 1973 ; Stéphane Sirot, *La Grève en France. Une histoire sociale (XIXe-XXe siècle)*, Paris, Odile Jacob, 2002. On signalera également la contribution d'Edward Shorter et de Charles Tilly : Edward Shorter et Charles Tilly, *Strikes in France (1830-1968)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1974 ; Charles Tilly, *La France conteste. De 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1996.

<sup>180</sup> Bernard Pudal, *Prendre parti : pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989. Pudal a récemment consacré un deuxième ouvrage aux communistes français : Bernard Pudal, *Un monde défait : les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2009.

<sup>181</sup> Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière: sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010 ; Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La société des socialistes : le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2006 ; Frédéric Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.

étudier les formes de l'engagement communiste, c'est-à-dire les pratiques sociales associées au militantisme communiste, le système d'encadrement des militants et de constitution d'un groupe de cadres, enfin le travail de construction symbolique de l'organisation et de la classe ouvrière réalisé par le parti. Ces différents terrains, et surtout l'originalité d'une étude du communisme qui s'appuie aussi sur des régions faiblement communistes comme la Loire-Atlantique ou l'Isère, permettent à Mischi d'étudier de manière critique la façon dont le parti communiste organise une certaine représentation de la classe ouvrière, dissimulant son éclatement et réalisant son unification symbolique derrière un groupe central, celui des ouvriers de la métallurgie<sup>182</sup>. À partir de cette étude critique de la mobilisation communiste de la catégorie politique de « classe ouvrière », Mischi choisit d'appuyer son travail sur la catégorie scientifique de « classes populaires », qui renvoie moins que « classe ouvrière » à une période historique spécifique – celle caractérisée par la centralité de l'usine et du mouvement ouvrier – et désigne plus largement « des groupes sociaux marqués à la fois par une position sociale subordonnée et par une distance aux normes culturelles dominantes »<sup>183</sup>. Ce recours à la notion de « classes populaires » est d'autant plus intéressant pour nous que Mischi y voit un équivalent français de l'anglais *working-classes*, au pluriel et au sens large de population des quartiers ouvriers caractérisée par un ensemble de dispositions sociales et symboliques subordonnées, telles que Richard Hoggart les a mises en évidence<sup>184</sup>. Le travail de Mischi contribue ainsi à réinscrire le militantisme ouvrier dans les vies ordinaires des travailleurs, dans leur expérience quotidienne des rapports sociaux de classe. Il incite les chercheurs à prendre en compte l'hétérogénéité sociale et raciale du mouvement ouvrier et de ses organisations partisans et syndicales, et la diversité de leurs inscriptions locales. Enfin, il suggère une étude, par l'enquête et grâce à l'archive, des dispositions sociales et symboliques des militants et de celles qu'ils développent à travers l'action collective.

Enfin, si l'on a mis en avant le caractère insulaire de l'histoire française du mouvement ouvrier français dans les années 1970 et 1980, il faut souligner cependant le développement de projets de recherche internationaux, comparatistes et pluridisciplinaires depuis les années 1990. Entre 1999 et 2004, une quarantaine d'historiens du mouvement

---

<sup>182</sup> Julian Mischi, *op. cit.*, 2010, p. 12-14. Mischi indique suivre les analyses esquissées par Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française : XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1986. On peut préciser que la problématique de la segmentation – sociale et raciale – de la classe ouvrière est centrale au travail de recherche historique mené par Noiriel depuis l'étude qu'il a consacré aux ouvriers métallurgistes du bassin de Longwy. Gérard Noiriel, *Longwy: immigrés et prolétaires: 1880-1980*, Paris, Presses universitaires de France, 1984.

<sup>183</sup> Julian Mischi, *op. cit.*, 2010, p. 13.

<sup>184</sup> Richard Hoggart, *The Uses of Literacy: Aspects of Working-Class Life, With Special Reference to Publications and Entertainments*, Londres, Chatto & Windus, 1957.

ouvrier, de sociologues et de politistes venant de divers pays d'Europe occidentale ont ainsi participé à des groupes de travail thématiques sur les syndicalismes européens de 1960 à 1985, lors d'une série de journées d'études et d'un colloque organisés à l'initiative des historiens français Michel Pigenet, Patrick Pasture et Jean-Louis Robert. Un ouvrage en a résulté, qui interroge la période que les coordinateurs ont choisi d'appeler l'« apogée des syndicalismes »<sup>185</sup>, non sans soumettre cette appellation à la critique, puisqu'ils interrogent l'influence politique et économique alors exercée par les syndicats et questionnent le reflux subi par les mouvements syndicaux à partir de dates différentes selon les pays et les secteurs, mais observable partout à partir des années 1980.

Pour respecter ce programme comparatiste, les différents chapitres de l'ouvrage, rédigés par les groupes de travail internationaux et pluridisciplinaires, sont organisés de manière thématique et synthétisent les tendances larges du syndicalisme à l'échelle de l'Europe occidentale tout en faisant la part des singularités propres aux contextes socio-économiques et politiques nationaux. C'est le cas dès les deux premiers chapitres, qui portent sur les secteurs de l'automobile et de l'enseignement, deux secteurs caractérisés dans toute l'Europe occidentale par leur essor numérique et un fort taux de syndicalisation. Si l'étude du syndicalisme dans l'automobile nous intéresse au premier chef en ce qu'elle constitue une contextualisation large pour notre étude des grèves à Ford à l'automne 1978, le chapitre sur les enseignants pose également des bases de réflexion sur la syndicalisation et le développement du militantisme dans les services publics. Une série de chapitres interroge ensuite les aspects institutionnels du syndicalisme, à commencer par le rapport des mouvements syndicaux à l'État social, ou plutôt aux États sociaux qui connaissent des modalités singulières de développement dans les différents pays. Les dispositifs de représentation des travailleurs et les systèmes de régulation professionnelle font l'objet d'un chapitre, qui procède notamment à un examen critique du modèle britannique des délégués d'atelier, source dans les années 1960 et 1970 de tous les fantasmes. La composition et les frontières des mouvements syndicaux sont également interrogées à travers une étude des rapports entre syndicalismes et « nouveaux mouvements sociaux » et un retour sur des enquêtes menées à l'époque auprès des militants syndicaux pour déterminer leurs motivations et profil social. Enfin, faisant une place à l'histoire des représentations et aux interrogations sur la dégradation de l'image du syndicalisme, l'ouvrage se clôt sur deux chapitres consacrés

---

<sup>185</sup> Michel Pigenet et al (ed), *L'apogée des syndicalismes en Europe occidentale, 1960-1985*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005.

respectivement au rapport des syndicats face aux opinions publiques et aux représentations culturelles du syndicalisme.

Au final, cet ouvrage constitue une source précieuse à plusieurs titres. Tout d'abord, il fournit une contextualisation large – aussi bien au sens géographique que temporel – qui éclaire les évolutions et transformations du syndicalisme britannique autour de l'« hiver du mécontentement », tout en prenant en compte la diversité des systèmes de régulation des relations professionnelles et la variété des syndicalismes aussi bien entre pays qu'entre secteurs d'emplois<sup>186</sup>. Ensuite, il fait le point sur les grandes orientations de la recherche sur l'histoire des mouvements ouvriers au niveau européen au début des années 2000. De ce point de vue, la remise en cause de la vision du mouvement ouvrier comme moteur de l'histoire encourage à une mise en rapport du mouvement syndical avec les institutions ou différents groupes contestataires, et à une interrogation bienvenue sur la diversité interne des syndicalismes sur le plan des dispositions sociales et des motivations politiques des militants.

Pour prolonger les travaux présentés dans cette section, nous proposons une attention aux idéologies concurrentes qui circulent au sein du mouvement ouvrier, aux argumentaires qui les structurent et aux constructions discursives de la classe et du mouvement ouvrier qu'elles proposent. Il s'agit d'articuler analyse des idées politiques, histoire des organisations du mouvement ouvrier et sociologie du monde du travail.

### **1.1.3 Comprendre le monde du travail : l'étude des relations professionnelles**

L'étude des relations entre patronat et syndicats, encadrement et travailleurs, directions nationales et structures locales au sein des organisations de travailleurs sont essentielles à la description du mouvement ouvrier britannique et de ses transformations. Pour comprendre le monde du travail, nous pouvons faire appel principalement à deux traditions, la sociologie empirique du travail et la sociologie des relations professionnelles (*industrial relations*), qui dans la Grande-Bretagne des années 1970 se confondent souvent aussi bien institutionnellement que dans leurs objets. Dans les deux cas, une attention toute particulière est portée aux relations professionnelles sur les lieux de travail et aux conflits sociaux.

---

<sup>186</sup> Une telle attention aux variétés de syndicalismes, par-delà le même objet et le même engagement scientifique et politique envers les organisations de travailleurs, est certainement permise par la mobilisation d'une équipe de recherche internationale et pluridisciplinaire. Elle manque cruellement à des histoires moins collectives du mouvement ouvrier en Europe, comme celle, classique, d'Abendroth. Wolfgang Abendroth, *Histoire du mouvement ouvrier en Europe*, trad. J. Denand et P. Laveau, Paris, Maspero, 1967.

### 1.1.3.1 Des études de cas, une sociologie de terrain

La sociologie empirique du travail s'est développée aux États-Unis dans l'entre-deux-guerres, notamment grâce aux travaux de l'équipe d'Elton Mayo. Mayo et ses collaborateurs s'intéressent alors tout particulièrement au conflit entre les systèmes de croyances des travailleurs et des employeurs, et aux logiques collectives qui déterminent les comportements des travailleurs<sup>187</sup>. Ce programme de recherche empirique, fondé sur l'observation participante et inspiré par une logique pluraliste qui cherche à résoudre les problèmes d'organisation du travail au sein de la grande usine fordiste<sup>188</sup>, connaît un renouveau et un tournant radical dans les années 1960 et 1970 lorsqu'une nouvelle génération de jeunes sociologues radicalisés s'installe en usine pour mettre à l'épreuve les théories marxistes de la conscience de classe ouvrière.

Une nouvelle série de travaux sont alors produits, dont le premier et le plus marquant est issu des observations réalisées par Huw Beynon à l'usine Ford de Halewood près de Liverpool entre 1968 et 1970<sup>189</sup>. Sur la base d'un travail d'observation et de la restitution de la parole des ouvriers, Beynon décrit l'ordre usinier de l'après-guerre, son acceptation et sa contestation par les ouvriers. Sa description de la contestation ouvrière est infléchie par la période d'observation, qui coïncide avec les luttes locales et nationales menées par les travailleurs de Ford pour des augmentations salariales dans un contexte d'inflation croissante. Si l'étude de Beynon nous intéresse tout particulièrement puisqu'elle porte sur l'usine dont la grève à l'automne 1978 lance l'« hiver du mécontentement », il faut signaler d'autres travaux qui contribuent à notre compréhension de l'organisation du travail et des logiques d'action collective dans l'usine fordiste. La plupart s'inscrivent dans le débat, relativement interne au marxisme, sur la conscience de classe et le potentiel révolutionnaire du groupe ouvrier de l'industrie manufacturière. L'ouvrage de Michael Burawoy, qui sur une base gramscienne part

---

<sup>187</sup> Elton Mayo, *The Human Problems of an Industrial Civilization*, New York, Macmillan, 1933; Elton Mayo, *The Social Problems of an Industrial Civilization*, Boston, Harvard University Press, 1945.

<sup>188</sup> Donald Roy, « Quota Restriction and Goldbricking in a Machine Shop », *American Journal of Sociology*, Vol. 57, No. 5 (1952), p. 427-442. Nous employons le terme « fordisme » et l'adjectif « fordiste » pour faire référence à un type d'organisation du travail qui se développe dans l'entreprise capitaliste à partir de l'entre-deux-guerres et se diffuse notamment depuis le secteur manufacturier automobile vers l'ensemble de l'industrie. L'organisation fordiste du travail repose sur la concentration de la main d'œuvre et la division stricte du travail. Ce type d'organisation, sur lequel repose également un système de relations professionnelles caractérisé par la déconcentration des négociations entre travailleurs et encadrement, se diffuse dans l'ensemble de l'industrie et jusque dans les services publics dans les années 1960 et 1970 en Grande-Bretagne. L'éventuel passage depuis les années 1980 à une organisation du travail post-fordiste, c'est-à-dire remettant en cause la concentration de la main d'œuvre et sa spécialisation, est un débat central pour la sociologie et l'économie contemporaine. Emmanuel Renault, « Du fordisme au post-fordisme : Dépassement ou retour de l'aliénation ? », *Actuel Marx*, No. 39 (2006), p. 89-105.

<sup>189</sup> Huw Beynon, *Working for Ford*, Londres, Allen Lane, 1973.



d'une étude empirique de la transformation du travail en jeu sur la chaîne de montage pour comprendre les mécanismes d'acceptation par les ouvriers de l'ordre usinier et de l'intensification du travail, se présente ainsi comme une réfutation par l'observation participante de l'ouvrage du trotskyste Harry Braverman, dont la réactualisation de la thèse marxienne de la dégradation tendancielle des conditions de travail des ouvriers constitue le point de départ des discussions dans la sociologie marxiste états-unienne des années 1970<sup>190</sup>.

Les années 1980 à 2010 ont été marquées par un reflux de l'intérêt pour le monde du travail, parallèle à la marginalisation du mouvement ouvrier sur la scène politique, économique et culturelle. Il convient cependant de signaler que le programme de sociologie empirique du monde du travail s'est poursuivi à travers des études sur les transformations de l'organisation du travail dans l'usine fordiste. L'ouvrage de Ralph Darlington reprend ainsi, vingt ans après Beynon, le programme de recherche et le terrain – l'usine Ford de Halewood – de ce dernier, qu'il étend dans une visée comparative à deux autres usines du Merseyside, l'une spécialisée dans la production agroalimentaire et l'autre dans l'imprimerie<sup>191</sup>.

### ***1.1.3.2 Émergence, centralité et déclin de la sociologie des relations professionnelles***

La sociologie des relations professionnelles constitue un phénomène scientifique et politique propre à la Grande-Bretagne, seul pays où ce pan de la sociologie ait connu une telle autonomisation au point de former une discipline enseignée à part dans les universités. Ce phénomène s'est cependant révélé temporaire, puisque la sociologie des relations professionnelles a connu une ascension fulgurante dans l'après-guerre pour aujourd'hui ne plus exister que sous la forme de programmes de recherche menés par une génération d'universitaires en fin de carrière au sein des départements de gestion dans lesquels les anciens départements d'*industrial relations* ont été fondus ou transformés.

Dans l'introduction au volume qu'ils ont coordonné sur la situation des relations professionnelles en Grande-Bretagne et sur l'état du champ d'études associé, Peter Ackers et Adrian Wilkinson soulignent que, dès l'entre-deux-guerres et plus encore à partir des années 1950, des groupes d'universitaires se forment autour de l'étude des relations professionnelles à *Nuffield College* à Oxford, à la *London School of Economics* et dans les universités de Warwick, de Glasgow et de Cardiff. Le champ s'organise autour des revues *British Journal of*

---

<sup>190</sup> Harry Braverman, *Labor and Monopoly Capital: The Degradation of Work in the Twentieth Century*, New York, Monthly Review Press, 1974; Michael Burawoy, *Manufacturing Consent: Changes in the Labor Process Under Monopoly Capitalism*, Chicago, University of Chicago Press, 1979.

<sup>191</sup> Ralph Darlington, *The Dynamics of Workplace Unionism: Shop Stewards' Organisation in Three Merseyside Plants*, Londres, Mansell, 1994.

*Industrial Relations* et *Industrial Relations Journal*, fondées respectivement en 1963 et 1970. Des diplômes sont délivrés dans la discipline à partir du milieu des années 1960. En parallèle à cette histoire scientifique, Dave Lyddon propose, dans un chapitre du même ouvrage, une histoire plus politique de la discipline. Il associe le développement des études sur les relations professionnelles au besoin de l'État britannique en matière d'expertise sur ce domaine à partir de la fin du dix-neuvième siècle, au moment où les institutions de régulation collective des relations entre employeurs et organisations de travailleurs se mettent en place. Les universitaires invités à siéger à partir de 1909 dans les *wages councils* constituent les pionniers de la discipline, à laquelle le recours croissant des gouvernements britanniques à des experts « indépendants » ou « neutres » pour les commissions royales, les comités d'enquête et les instances d'arbitrage des conflits sociaux a donné le caractère de science de gouvernement<sup>192</sup>. Lyddon associe pareillement la légitimation institutionnelle de la discipline au sein des universités britanniques dans les années 1960 et 1970 au contexte politique de l'époque, marqué par l'implication d'universitaires spécialistes des relations professionnelles dans la commission Donovan sur la réforme des syndicats et des associations d'employeurs entre 1965 et 1968, dans le *Prices and Incomes Board* entre 1965 et 1971 et dans la commission des relations professionnelles entre 1969 et 1974. Comme Ackers et Wilkinson le soulignent, la sociologie des relations professionnelles est donc profondément liée à social-démocratie étatiste et tripartite, dont elle a suivi l'ascension et la décomposition aussi bien dans les pratiques gouvernementales qu'au sein du mouvement travailliste et syndical. Associée à la pratique gouvernementale des années 1950 aux années 1970, l'école pluraliste des relations professionnelles, aussi appelée « école d'Oxford » en raison de l'ancrage oxfordien de ses principaux représentants, Allan Flanders, Hugh Clegg et Alan Fox, subit la contestation d'une nouvelle génération de chercheurs marxistes dans les années 1970. À l'instar de Richard Hyman, ceux-ci estiment que la tentative de résolution formelle et institutionnelle des conflits entre employeurs et organisations de travailleurs procède d'une

---

<sup>192</sup> Peter Ackers et Adrian Wilkinson, *Understanding Work and Employment : Industrial Relations in Transition*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 1, 89. Un *wage council* est une instance de régulation des relations professionnelles, et notamment de détermination des conditions d'emploi et de salaire, qui réunit des représentants des employeurs, des organisations de travailleurs et du *Board of Trade* alors en charge des relations professionnelles, enfin que des experts et personnalités indépendants. Une telle structure est établie sous l'égide du *Board of Trade* lorsque la faiblesse des organisations syndicales et patronales ne permet pas la mise en place d'une structure de négociation bipartite et autonome.

ignorance de la contradiction fondamentale entre les intérêts des capitalistes et des travailleurs<sup>193</sup>.

L'adéquation entre d'un côté la situation interne et le positionnement politique du mouvement ouvrier et de l'autre le champ de la sociologie des relations professionnelles explique la marginalisation de la discipline pendant la période thatchérienne, avant un retour de ses praticiens dans l'arène publique à l'occasion du retour des travaillistes au pouvoir en 1997, Ackers et Wilkinson signalant la participation de représentants de la discipline à la *Low Pay Commission*, la commission chargée de la mise en place d'un salaire minimum légal.

### ***1.1.3.3 Des études générales sur le mouvement syndical***

La sociologie des relations professionnelles constitue pour nous à la fois une source d'information majeure sur le mouvement syndical, et un vivier de pistes d'interprétation. Pour saisir individuellement et de manière synthétique les caractéristiques des syndicats britanniques dans les années 1970, on peut tout d'abord se référer au guide des syndicats compilé au tout début des années 1980 par Jack Eaton et Colin Gill. Ils appuient leur travail de recension et de description sur des enquêtes menées auprès des organisations syndicales elles-mêmes, sur des sources secondaires et sur la consultation de la littérature syndicale<sup>194</sup>. Cependant, à côté des données précieuses qu'ils ont recueillies sur chaque organisation – nombre d'adhérents, diffusion des publications, fonctionnement, débats contemporains – l'apport de cet ouvrage est relativement limité, dans la mesure où la présentation des analyses historiques, des relations entre syndicats et des débats au sein des organisations est toujours partielle et souvent de seconde main.

Si, face à la réduction du champ de la sociologie des relations professionnelles et à son absorption par les sciences de gestion, on peut noter un rapprochement entre les diverses traditions politiques depuis les années 1990<sup>195</sup>, il n'en a pas toujours été ainsi, et les études générales sur le mouvement syndical produites dans les années 1970 et 1980 se caractérisent par la défense d'une ligne politique relativement exclusive. Nous avons ainsi présenté plus haut le rôle d'animateurs joué par Ken Coates et Tony Topham au sein de l'*Institute for*

---

<sup>193</sup> Allan Flanders, *Management and Unions : The Theory and Reform of Industrial Relations*, Londres, Faber, 1970 ; Alan Fox, *Beyond Contract: Work, Power and Trust Relations*, Londres, Faber, 1974; Hugh Clegg, *op. cit.*, 1979 ; Richard Hyman, *op. cit.*, 1975.

<sup>194</sup> Jack Eaton et Colin Gill, *The Trade Union Directory: A Guide to all TUC Unions*, Londres, Pluto Press, 1981.

<sup>195</sup> Un bon exemple de ce nouveau pluralisme est l'ouvrage coordonné par Chris Wrigley en 1996, dans lequel le très travailliste Wrigley accueille les contributions de chercheurs rattachés à la tradition trotskyste comme Dave Lyddon ou Paul Smith. Chris Wrigley (ed), *A History of British Industrial Relations, 1939-1979: Industrial Relations in a Declining Economy*, Cheltenham, Edward Elgar, 1996.

*Workers' Control*. Ils publient en 1980 un ouvrage de synthèse sur le mouvement syndical britannique, intitulé sobrement *Trade Unions in Britain*. Ils y proposent une revue des travaux sur le monde du travail et le mouvement syndical issus de la sociologie des relations professionnelles, et notamment de son courant marxiste, mais n'hésitent jamais à les soumettre à une critique théorique et politique. Leurs désaccords sont particulièrement marqués à la fois à l'égard de la tradition fabienne centriste et du courant trotskyste représenté par des auteurs comme Richard Hyman.

La date de publication de cet ouvrage est particulièrement intéressante pour nous, puisqu'il paraît juste après les conflits de l'hiver 1978-1979, que Coates et Topham commentent. Par ailleurs, il constitue un bon exemple de la façon dont des universitaires et des militants de gauche pouvaient percevoir la situation du mouvement syndical, sa force et ses faiblesses dans la conjoncture de la fin des années 1970. Au final, cet ouvrage constitue une source d'information et d'analyses parmi les plus complètes sur le mouvement syndical dans les années 1970. Coates et Topham procèdent, à la manière d'une grammaire du mouvement syndical, depuis des premiers chapitres définitionnels consacrés à une présentation du syndicalisme dans son contexte et ses objectifs, au fonctionnement des syndicats et à leur mode de gouvernance, vers des chapitres thématiques consacrés au TUC et au rôle politique qu'il joue, au système des délégués locaux, au fonctionnement de la négociation collective et aux grèves. Les trois derniers chapitres abordent des questions plus ouvertement politiques à travers les projets de démocratisation du monde du travail, le rapport à la loi et les relations avec le parti travailliste<sup>196</sup>.

Robert Taylor représente précisément la tradition fabienne critiquée par Coates et Topham. Son ouvrage constitue le contrepoint centriste contemporain – il est publié la même année – de l'étude de Coates et Topham. Taylor part de la représentation médiatique majoritaire des syndicats comme trop puissants et sources des problèmes économiques de la Grande-Bretagne, vision qu'il s'emploie par la suite à réfuter. Le problème des syndicats, selon Taylor, est au contraire qu'ils manquent d'ambition sociale, politique et intellectuelle. Si, reprenant les thèmes de la vision travailliste traditionnelle, il insiste sur la dignité et la respectabilité du vieux mouvement syndical britannique, il défend une logique de professionnalisation et de restructuration du mouvement syndical – lequel souffre selon lui

---

<sup>196</sup> Ken Coates et Tony Topham, *op. cit.*, 1980.

des mêmes faiblesses structurelles que l'économie britannique plus largement<sup>197</sup>. L'ouvrage de Taylor est divisé en deux parties. La première est consacrée à une présentation synoptique du mouvement syndical. Il détaille successivement l'évolution numérique des organisations, le rôle central et sous-estimé du TUC, la configuration politique du mouvement syndical, le rapport des syndicats à l'État et leur accès à la décision politique, enfin la transformation de la structuration et du fonctionnement des organisations. La deuxième partie détaille quant à elle l'état et les formes du syndicalisme dans chaque secteur, depuis le « colosse » de la TGWU jusqu'à l'archaïsme et la démocratie radicale des syndicats de l'imprimerie. L'ouvrage de Taylor constitue pour nous un document et une source précieuse, à la fois sur les logiques de professionnalisation à l'œuvre dans le mouvement syndical dans les années 1970 et sur leurs limites, sur les projets sociaux politiques de l'aile social-démocrate du mouvement ouvrier, enfin sur les forces syndicales dans les différents secteurs de l'économie.

#### ***1.1.3.4 Des études thématiques sur le monde du travail***

À côté de ces ouvrages généraux, soulignons que les thématiques qui dominent les études sur le monde du travail produites en Grande-Bretagne dans les années 1960 et 1970 sont la croissance numérique des syndicats, l'organisation syndicale au niveau local, la grève et ses motivations, enfin la démocratisation du monde du travail et des organisations syndicales. On peut expliquer le choix de ces thématiques de recherche de plusieurs manières. Il est possible d'y voir la simple convergence d'une démarche empirique et d'une situation socio-économique : l'entrée des sociologues dans les usines pour observer le monde du travail coïncide avec une phase de déconcentration de la régulation des relations professionnelles et d'intensification de la conflictualité sociale. Ils sont d'autant plus susceptibles d'observer des conflits qu'ils tendent à privilégier les grandes usines fordistes, où la gestion de la production se fait au niveau de la chaîne de montage elle-même et où l'organisation collective des travailleurs et leur capacité d'action tend à être plus développée. On peut aussi interpréter cette démarche à l'aune de l'orientation politique des chercheurs. Ceux-ci sont pour beaucoup d'entre eux marxistes, et prêtent donc une attention toute particulière au conflit entre travailleurs et patrons et à l'extension du contrôle ouvrier sur la production. À la différence des sociologues conservateurs ou pluralistes qui cherchent à établir ou à rétablir l'harmonie dans l'usine et voient dans la déconcentration de la gestion de la production un outil d'amélioration de l'organisation du travail et de la productivité, le conflit sur les salaires et sur

---

<sup>197</sup> Robert Taylor, *The Fifth Estate: Britain's Unions in the Modern World*, Londres, Pan Books, 1978, 1980, p. 13-20.

le contrôle de la production constitue pour les marxistes la situation normale dans le monde du travail, voire désirable en ce qu'il fait apparaître la réalité de l'opposition de classe. Enfin, on peut insister, pour comprendre sur cette orientation thématique et méthodologique, sur la constitution dans les années 1960 des grèves et du rôle des délégués syndicaux locaux comme problèmes publics majeurs, dans un contexte de croissance de la productivité britannique relativement faible par rapport aux économies continentales et japonaise. Non seulement le sociologue trouve-t-il ses objets dans le débat public, mais l'enquête constitue également dans ce contexte la façon dont il y répond.

### *La croissance numérique des organisations syndicales*

En ce qui concerne la croissance numérique des organisations syndicales, le principal débat a tourné autour des facteurs explicatifs de cette croissance, et opposé des travaux mettant en évidence les facteurs externes et structurels à ceux insistant plutôt sur les facteurs internes et relatifs à l'action des syndicalistes. En Grande-Bretagne, c'est George Bain qui a initié les premières recherches sur la croissance des organisations syndicales. Dans son ouvrage de 1970, qui part d'une étude des syndicats d'employés alors en pleine expansion, Bain insiste sur le rôle joué par les employeurs dans la croissance et le développement de l'activité syndicale<sup>198</sup>. Selon lui, le taux de syndicalisation relativement élevé dans le secteur public et les entreprises nationales par rapport à certains pans du secteur privé s'explique notamment par la disposition des employeurs à négocier avec les syndicats et à faciliter l'adhésion des travailleurs. Dans ce travail ainsi que dans des études ultérieures réalisées avec des collègues, Bain met en avant les déterminations structurelles externes de la croissance numérique des syndicats, comme les mécanismes économiques d'évolution de l'offre et de la demande, et considère comme secondaire l'activité de recrutement et d'organisation menée par les syndicalistes. Bain et Elsheikh considèrent ainsi que les responsables syndicaux peuvent seulement exploiter avec plus ou moins de succès des possibilités de recrutement objectivement circonscrites<sup>199</sup>. C'est pareillement une perspective externaliste qui est proposée par Hugh Clegg dans l'étude comparative qu'il a consacré en 1976 aux relations professionnelles dans six pays développés d'Europe occidentale<sup>200</sup>. Il en conclut que la forme que prend le système de négociation collective des conditions d'emploi et de salaires – lorsque celles-ci sont effectivement régulées par la négociation collective – détermine le taux

---

<sup>198</sup> George Bain, *The Growth of White Collar Trade Unionism*, Oxford, Oxford University Press, 1970.

<sup>199</sup> George Bain et Farouk Elsheikh, *Union Growth and the Business Cycle*, Oxford, Blackwell, 1976, p. 23.

<sup>200</sup> Hugh Clegg, *Trade Unions under Collective Bargaining: A Theory Based on Comparisons of Six Countries*, Oxford, Blackwell, 1976.

de syndicalisation et le type de syndicalisme plus que toute autre variable. Plus les responsables syndicaux locaux sont impliqués dans les négociations collectives, plus le taux de syndicalisation est élevé selon Clegg. Les formes de la négociation collective dépendent selon Clegg de l'attitude des organisations patronales au niveau national et de l'encadrement dans les lieux de travail, les phénomènes de syndicalisation sont donc déterminés de manière externe.

Ces perspectives externalistes ont été contestées par Roger. Contre la seule détermination structurelle, il défend dans son ouvrage de 1981 sur le développement du mouvement syndical britannique depuis 1960 la prise en compte des stratégies de recrutement et d'organisation mises en œuvre par les directions syndicales. Pour ce faire, il se livre à une étude comparative de syndicats britanniques parmi les plus importants numériquement – la TGWU, l'*Amalgamated Union of Engineering Workers* (AUEW), la *General and Municipal Workers Union* (GMWU), la *National Association of Local Government Officers* (NALGO), la *Union of Construction, Allied Trades and Technicians* (UCATT), l'*Association of Scientific, Technical and Managerial Staff* (ASTMS) et la *Post Office Engineering Union*. Il compare notamment la TGWU et la GMWU. Si nous revenons plus loin sur l'évolution de ces deux organisations dans les années 1960 et 1970, il est utile de signaler ici qu'Undy explique la croissance supérieure de la TGWU dans la période concernée par son attitude expansionniste, la déconcentration volontariste de ses structures et son soutien à l'action militante, et le décrochage relatif de la GMWU par sa passivité, son conservatisme organisationnel et l'hostilité qu'elle a longtemps maintenu à l'égard de l'activisme local. Selon Undy, c'est la preuve que les syndicats contribuent à créer les conditions pratiques de leur croissance numérique<sup>201</sup>.

Il ne nous semble pas utile de trancher ce débat opposant les « déterministes » et les « interventionnistes » dans la terminologie proposée par Mason et Bain<sup>202</sup>, dans la mesure où les travaux publiés par les deux camps constituent pour nous des sources d'information précieuses sur le développement du mouvement syndical britannique dans les années 1960 et 1970 et des pistes d'analyse complémentaires. De manière générale, la faiblesse des études sur la croissance numérique des syndicats réside dans leur compréhension de ces derniers comme entités relativement abstraites et unifiées, ce qu'Undy et ses collègues

---

<sup>201</sup> Roger Undy, *Change in Trade Unions: The development of UK unions since the 1960s*, Londres, Hutchinson, 1981, p. 166.

<sup>202</sup> Bob Mason et Peter Bain, « The Determinants of Trade Union Membership in Britain: A Survey of The Literature », *Industrial and Labour Relations Review*, Vol. 46, No. 2 (1993), p. 332-351.

reconnaissent<sup>203</sup>. Ceux-ci se refusent par ailleurs à employer la terminologie indigène des discussions sur le fonctionnement interne des syndicats – « démocratie » et « participation » par exemple – parce qu'elle est empruntée à la théorie politique classique de l'État et du gouvernement et donc inadéquate pour décrire le fonctionnement d'un syndicat, et parce que des jugements de valeur y sont attachés. Ils préfèrent mobiliser une terminologie scientifique articulée autour de la notion de « dispersion » pour décrire les caractéristiques organisationnelles des syndicats, et rangent à partir de là les organisations en fonction de leur dispersions verticales et horizontales relatives. Cette conceptualisation a une forte valeur heuristique, et nous la mobiliserons dans notre étude de la transformation des syndicats des secteurs en lutte pendant l'hiver 1978-1979. Il nous semble cependant que le rejet de la terminologie indigène comporte un biais positiviste fort, qui est une faiblesse puisqu'il conduit à un refus de prendre en compte ce qui se joue autour des mots mobilisés par les acteurs dans les discussions sur le fonctionnement des organisations. Il nous semble donc nécessaire, tout en gardant en mémoire la mise en garde de Undy et ses collègues concernant le vocabulaire que nous employons pour décrire précisément ce qui se passe dans les organisations, de conserver parallèlement des termes comme « démocratie », « bureaucratie » et « participation » pour étudier les logiques politiques de leur emploi par les acteurs.

### *L'organisation syndicale locale*

Si le développement d'une organisation syndicale locale forte appuyée sur un système de délégués d'atelier date, du moins dans l'industrie, de la transformation fordiste de l'organisation de la production à partir de l'entre-deux-guerres, la constitution de l'organisation syndicale locale comme problème public date de la fin des années 1950 et de la prise de conscience d'une renégociation permanente, voire d'une remise en cause par des groupes de travailleurs des accords nationaux signés par les directions syndicales.

Un premier ensemble de sources concernant la transformation de la régulation des relations professionnelles et le rôle croissant des délégués syndicaux est constitué d'ailleurs par les travaux et le rapport rendu par la commission royale sur la réforme des syndicats et des

---

<sup>203</sup> « The first point to be made is that we are looking at unions as 'wholes'; we are assuming that a union can be discussed as a single entity. [...] For the most part, therefore, when we speak of the union pursuing this or that strategy we shall be concerned with the existing 'leadership' of that particular union, however that may be defined. The views of the rank and file, except when they are articulated by pressure groups of various kinds within the union, are not our major focus of discussion. The techniques of study that we used did not involve direct consideration of rank-and-file views. » Roger Undy et al., *Change in Trade Unions: The development of UK unions since the 1960s*, Londres, Hutchinson, 1981, p. 25.



associations d'employeurs, dite commission Donovan<sup>204</sup>. À côté de ces documents, qui reprennent aussi bien les présentations des responsables syndicaux et patronaux que les analyses des sociologues issues de la tradition pluraliste, plusieurs enquêtes ont été menées sur des lieux de travail par l'équipe autour d'Eric Batstone, Ian Boraston et Stephen Frenkel, des sociologues de Warwick proches de la tradition oxfordienne pluraliste représentée par Hugh Clegg. Les enquêtes qu'ils ont menées sur le fonctionnement de l'organisation syndicale à l'intérieur des entreprises ont donné lieu à des ouvrages qui mettent en évidence le rôle selon eux central joué par les responsables syndicaux locaux dans la microgestion des relations professionnelles<sup>205</sup>. Selon Batstone et ses collègues, une grève nécessite la mobilisation par des individus – les responsables syndicaux – de systèmes d'influence et de pouvoir constamment entretenus, par lesquels l'unité collective est continuellement recrée et qui permettent la diffusion des arguments en faveur d'un arrêt de travail ou contre celui-ci. Ils opèrent une distinction entre les « délégués responsables » (« *leader stewards* ») et les « délégués démagogues » (« *populist stewards* »). Alors que ces derniers sont un simple moyen d'expression des revendications immédiates des travailleurs, les délégués responsables possèdent en revanche un niveau élevé de conscience syndicale, et sont capables d'obtenir de meilleures conditions d'emploi et de salaires pour les travailleurs qu'ils représentent tout en usant de l'arme de la grève en moindre mesure. Cette « quasi-élite », qui joue le rôle de « gouvernement syndical informel » au niveau local, influence de manière déterminante aussi bien l'attitude des travailleurs que les relations avec l'encadrement<sup>206</sup>.

Les travaux de Batstone et de ses collègues présentent une double difficulté. Tout d'abord, leur terrain est exclusivement le secteur manufacturier, caractérisé par le développement à la fois plus précoce et plus abouti de systèmes de délégués d'atelier. Il est même encore plus restreint, puisqu'il s'agit de la grande entreprise manufacturière dotée d'une organisation syndicale locale fortement structurée, avec des délégués dans tous les ateliers et une intersyndicale qui joue un rôle de coordination fort. La question de l'applicabilité de leurs conclusions à d'autres secteurs est donc ouverte. Par ailleurs, les critères sur lesquels reposent la distinction qu'ils opèrent entre le bon délégué responsable et le mauvais délégué démagogue sont contestables, puisque le bon délégué est celui qui n'a pas besoin de recourir, ou du moins pas autant besoin de recourir, à l'arme de la grève. Ce critère est tout d'abord anhistorique, puisqu'il tend à faire abstraction des conditions spécifiques à

---

<sup>204</sup> *Report of the Royal Commission on Trade Unions and Employers' Associations, 1968, Cmnd 3623.*

<sup>205</sup> Eric Batstone et al., *Shop Stewards in Action: The Organization of Workplace Conflict and Accommodation*, Oxford, Blackwell, 1977; Eric Batstone et al., *The Social Organization of Strikes*, Oxford, Blackwell, 1978.

<sup>206</sup> Eric Batstone et al., *The Social Organization of Strikes*, Oxford, Blackwell, 1978, p. 7.

chaque entreprise et à chaque période. Il repose ensuite sur la vision, discutable et insuffisamment explicitée, de l'harmonie sociale comme situation d'équilibre des rapports entre employeurs et travailleurs.

Cette défense du délégué responsable doit cependant être comprise également dans le contexte politique de production de ces études. Celles-ci contribuent à rendre raison de l'organisation syndicale au niveau local, c'est-à-dire qu'elles lui confèrent une rationalité et une dignité politique – le terme de « gouvernement » n'est pas anodin – qui contraste avec les dénonciations de l'irresponsabilité syndicale nombreuses dans les discours journalistiques et politiques des années 1960 et 1970. De ce point de vue, elles s'inscrivent parfaitement dans la perspective pluraliste de légitimation du nouvel ordre décentralisé des relations professionnelles. Par ailleurs, sur le plan épistémologique cette fois, elles insistent sur le rôle central dans la mobilisation joué par les militants, un aspect assez peu présent dans le corpus de la sociologie des relations professionnelles, à la différence à la fois de l'histoire du mouvement ouvrier prompt à identifier des syndicalistes ayant joué un rôle central dans l'histoire des organisations, et des théories des mobilisations dont l'entrepreneur politique ou l'entrepreneur de morale est un acteur clé.

Remarquons à ce propos que, si les délégués ont ainsi fait l'objet de l'attention des sociologues à l'occasion des débats des années 1970 sur l'organisation syndicale au niveau local, les permanents ont quant à eux fait l'objet d'un nombre d'études encore plus réduit, au nombre de quatre. *Trade Union Officers*, publié en 1961 par une équipe autour de Hugh Clegg, présente un panorama étoffé du personnel syndical de l'époque et des fonctions qu'il accomplit. *Workplace and Union* reprend certains des thèmes du premier ouvrage quinze ans plus tard<sup>207</sup>. Le troisième ouvrage constitue une curiosité au sein de ce corpus. Intitulé *Managers of Discontent: Trade Union Officers and Industrial Relations Managers*, le travail de Diane Watson présente la particularité de procéder à l'étude du rôle des permanents et de celui des responsables de personnel<sup>208</sup>. Un tel projet pourrait laisser penser qu'il s'agit d'un pamphlet gauchiste contre la bureaucratie syndicale et les permanents assurant le contrôle des travailleurs au profit des directions syndicales, des gouvernements et des entreprises. Ce travail provient bien au contraire d'une perspective issue des sciences de gestion qui, par-delà l'antagonisme potentiel entre les intérêts des salariés que les permanents représentent et ceux

---

<sup>207</sup> Hugh Clegg et al., *Trade Union Officers. A Study of Full-Time Officers, Branch Secretaries and Shop Stewards in British Trade Unions*, Oxford, Blackwell, 1961; Ian Boraston et al., *Workplace and Union: A Study of Local Relationships in Fourteen Unions*, Londres, Heinemann, 1975.

<sup>208</sup> Diane Watson, *Managers of Discontent: trade union officers and industrial relations managers*, Londres, Routledge, 1988.

de l'entreprise défendus par les responsables du personnel, cherche la proximité entre les vies d'individus dont les fonctions sont vues comme comparables. Sur la base d'un grand nombre d'entretiens qui constituent la principale richesse de l'ouvrage, l'auteure conclut à une proximité entre des individus qui tous sont dévoués à leurs organisations, travaillent beaucoup au mépris de leur santé et de leur vie de famille, enfin recherchent tant que possible le compromis pour éviter de se mettre réciproquement dans des situations intenables. Ces éléments objectifs de convergence ne disent cependant pas tout de la situation des permanents, dont on ne peut affirmer à la lumière des entretiens qu'ils se pensent majoritairement comme occupant des postes de gestionnaires ou d'encadrants des salariés qu'ils représentent.

Le dernier ouvrage consacré aux permanents envisage au contraire ceux-ci comme des travailleurs salariés par un syndicat, ce qui les place dans une situation singulière. Co-écrit par John Kelly et Edmund Heery, *Working for the Union* constitue aujourd'hui le texte canonique sur les permanents du mouvement syndical britannique. Il repose sur une enquête de terrain menée par les auteurs entre 1985 et 1991, à partir tout d'abord de questionnaires envoyés aux directions syndicales en 1986 et en 1991 et aux permanents et aux permanentes en 1987, d'entretiens avec un échantillon de permanents et enfin d'une observation prolongée du travail des permanents lors de réunions de négociations avec les représentants des employeurs<sup>209</sup>. On voit dans ce dernier point une limite du travail de Kelly et Heery, à savoir qu'il repose sur une vision du permanent comme négociateur, qui tend à marginaliser son rôle comme recruteur et comme entrepreneur de mobilisation. Il fournit cependant l'étude la plus complète des permanents syndicaux depuis l'ouvrage fondateur de 1961. À côté de cette ambition descriptive, Kelly et Heery entendent également tester une série de théories sur les organisations de travailleurs. Ils identifient trois types principaux de théories : les théories de la bureaucratie ou de l'oligarchie, qui soulignent la divergence entre les intérêts des responsables syndicaux et les travailleurs qu'ils représentent, et montrent comment les syndicats bureaucratiques jouent le rôle d'outils de contrôle au service du patronat et de l'État<sup>210</sup> ; les théories de la polyarchie, qui comprennent les organisations syndicales comme des systèmes politiques au sein desquels les phases de conflit alternent avec les phases de

---

<sup>209</sup> John Kelly et Edmund Heery, *Working for the Union: British Trade Union Officers*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 4. À l'occasion de cette recherche Kelly et Heery ont consacré une étude spécifique aux permanentes femmes: Edmund Heery et John Kelly, « Union Women : a Survey of Full Time Women Officers », Londres, LSE Department of Industrial Relations, 1988.

<sup>210</sup> Ralph Darlington, « British Syndicalism and the Critique of Trade Union Officialdom », *Historical Studies in Industrial Relations*, No. 25/26 (2008), p. 103-140; Edmund Heery et Patricia Fosh, « Introduction : Whose Union ? Power and Bureaucracy in the Labour Movement », Patricia Fosh and Edmund Heery (ed), *Trade Unions and their Members: Studies in Union Democracy and Organisation*, Basingstoke, Macmillan, 1990, p. 1-28; Charles Wright Mills, *The New Men of Power: America's Labor Leaders*, New York, Harcourt Brace, 1948

compromis entre différents groupes<sup>211</sup> ; enfin les théories de la contingence structurelle, inspirées par les travaux de Clegg sur la détermination du fonctionnement des syndicats par les formes de la négociation collective, et qui voient donc dans le comportement des permanents un effet de variables structurelles qu'il s'agit de déterminer. Ces différentes hypothèses sont mises à l'épreuve dans les deux parties centrales de l'ouvrage, qui traitent respectivement du rôle du permanent au sein du syndicat, et de son travail de représentation et de négociation vis-à-vis des représentants des employeurs.

Au terme de leur étude, Kelly et Heery insistent sur la grande diversité du comportement des permanents et du type de travail que ceux-ci effectuent. Ils identifient trois types principaux de permanents : les « gestionnaires » (*managerialist*) ont des objectifs restreints, s'emploient à contrôler les délégués et cherchent à limiter la conflictualité sociale ; les « responsables » (*leader*) ont des objectifs ambitieux, s'identifient avec les délégués et soutiennent l'action collective ; les « régulateurs » (*regulationist*) enfin se situent quelque part entre les deux premières catégories, leur action pragmatique visant à maintenir une régulation conjointe des relations professionnelles avec les employeurs. On retrouve ici l'ambition classificatoire déjà déployée par Batstone et ses collègues concernant les délégués syndicaux, mais le permanent « responsable » de Kelly et Heery se différencie du délégué « responsable » des premiers en ce qu'il est le plus susceptible de faire usage de la force et de recourir à la grève. On assiste ici en quelque sorte au déplacement marxiste de la catégorie de « bon syndicaliste ». Ces conclusions amènent Kelly et Heery à critiquer les trois théories présentées en introduction. Les théories de la bureaucratie ne permettent pas de rendre compte de la diversité observable des orientations des permanents : seuls les permanents gestionnaires correspondent au modèle qu'elles établissent. Les théories de la polyarchie, si elles sont compatibles avec les situations observées en raison de leur faible prescriptivité, présentent pour cette même raison un faible potentiel explicatif puisqu'elles n'indiquent pas clairement les objets sur lesquels portent le conflit ou l'accord entre les différents groupes au sein de l'organisation. Les théories de la contingence structurelle, enfin, si elles présentent des effets heuristiques pour la compréhension de la structure générale des organisations syndicales et du champ des relations professionnelles, ne permettent pas cependant de rendre compte de la diversité identifiée dans les actions et orientations des permanents.

---

<sup>211</sup> Joseph Banks, *Trade Unionism*, Londres, Collier-Macmillan, 1974; Colin Crouch, *Trade Unions: The Logic of Collective Action*, Londres, Fontana, 1982; Larry James, *Power in a Trade Union: The Role of the District Committee in the AUEW*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

Contre ces modèles relativement anhistoriques, Kelly et Heery proposent de comprendre la diversité entre les permanents comme relevant principalement de valeurs et d'orientations politiques différentes, qu'ils relient à un effet générationnel. La plupart des permanents gestionnaires des années 1980, expliquent-ils, sont plutôt âgés et ont été formés à l'époque du syndicalisme droitier et corporatiste des années 1950 et 1960. Les permanents responsables, au contraire, appartiennent plutôt à la jeune génération qui a rejoint le mouvement syndical depuis la fin des années 1960. Ils n'en concluent pas pour autant à une gauchisation du mouvement syndical pour les années 1990 et 2000, dans la mesure où leur étude porte avant tout sur des permanents locaux et régionaux moins soumis aux contraintes politiques nationales et aux évolutions du parti travailliste que les directions nationales des syndicats. Cette centralité de la question politique et cette mise en évidence d'une transformation générationnelle des cadres du mouvement syndical nous intéresse particulièrement pour notre étude et pour notre compréhension du développement du syndicalisme dans les années 1970, moment de formation de ce que Kelly et Heery identifient au début des années 1980 comme la nouvelle génération de permanents de gauche.

### *Les grèves*

Dans l'usine fordiste aux relations professionnelles déconcentrées, le problème majeur identifié par la presse conservatrice, les gouvernements et parfois les directions syndicales est la « grève sauvage », c'est-à-dire des grèves déclenchées par des groupes de travailleurs sans l'aval préalable des centrales syndicales. Leur caractérisation comme grèves « non-officielles » pose la question de la légitimité de la grève, et leur dimension apparemment « spontanée » demande d'interroger la motivation des grèves. Tout un corpus d'études se développe sur la question de la grève, entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, à partir des années 1950. On y trouve aussi bien des analyses synthétiques et souvent quantitatives des déterminants sociaux, économiques et politiques de la conflictualité sociale<sup>212</sup>, que des études plus analytiques et qualitatives de certains secteurs ou entreprises caractérisés par une

---

<sup>212</sup> John Eldridge, *Industrial Disputes: Essays in the Sociology of Industrial Relations*, Londres, Routledge & Keegan Paul, 1968; Eric Hobsbawm, *Labouring Men: Studies in the History of Labour*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1964; Kenneth Knowles, *Strikes: A Study of Industrial Conflict, with Special Reference to British experience between 1911 and 1947*, Oxford, Blackwell, 1952; Arthur Kornhauser, *Industrial Conflict*, New York, McGraw-Hill, 1954; James Kuhn, *Bargaining in Grievance Settlement: The Power of Industrial Work Groups*, New York, Columbia University Press, 1961; Arthur Ross et Paul Hartman, *Changing Patterns of Industrial Conflict*, New York, Wiley, 1960.

conflictualité sociale forte, ou encore des études fondées sur la présentation et l'analyse de conflits sociaux précis<sup>213</sup>.

La production de la sociologie britannique des relations professionnelles dans les années 1970 a été marquée par le petit ouvrage de synthèse consacré à la question de la grève par Richard Hyman<sup>214</sup>. Écrit rapidement à l'été 1971, dans une période de forte conflictualité sociale, l'ouvrage est marqué par la nécessité de rendre compte de l'intensité des luttes sociales en cours. Comme Hyman le signale dans la préface à la troisième édition au milieu des années 1980, s'il devait réécrire ce livre, il partirait non plus de la quotidienneté des grèves, mais de leur rareté dans une perspective historique plus large. Le contexte de production détermine aussi le choix de la grève dont l'étude détaillée, l'« anatomie », fait l'objet du premier chapitre : il s'agit d'un conflit local et spontané à l'usine Ford de Halewood en juin 1971, provoqué par le renvoi d'un militant syndical. L'analyse détaillée de cet épisode qui se déroule dans l'usine dont part la contestation contre la politique des revenus à l'automne 1978 est particulièrement précieuse pour notre étude de l'« hiver du mécontentement ». Ce choix reflète surtout la centralité de l'industrie automobile, pionnière dans les transformations de l'organisation du travail et de la production, pour les chercheurs en sciences sociales et pour les militants d'extrême-gauche comme Hyman.

L'ouvrage de Hyman ne constitue pas tant un ouvrage théorique qu'un panorama critique de la littérature en sciences sociales et des discours politiques et journalistiques sur les grèves. La définition de la grève dont part Hyman n'est ainsi pas nouvelle, puisqu'il l'emprunte à un ouvrage de Griffin de 1939 : une grève est « un arrêt temporaire du travail par un groupe d'employés afin d'exprimer une doléance ou d'obtenir la satisfaction d'une revendication »<sup>215</sup>. Hyman choisit de mettre en évidence une série d'éléments qui légitiment par différents moyens périphériques les luttes des travailleurs, avant même de proposer d'en rendre raison. Il commence ainsi par remarquer que les grèves ne sont pas significativement plus nombreuses en Grande-Bretagne qu'ailleurs, et que la multiplication des « grèves sauvages » s'inscrit dans une dynamique générale de décentralisation des négociations

---

<sup>213</sup> Alvin Gouldner, *Wildcat Strike. A Study of an Unofficial Strike*, Londres, Routledge & Keegan Paul, 1955; Bernard Karsh, *Diary of a Strike*, Urbana, University of Illinois Press, 1958; William Lloyd, *The Social System of the Modern Factory. The Strike: A Social Analysis*, New Haven, Yale University Press, 1947; Peter Marsh, *Anatomy of a Strike: Unions, Employers and Punjabi Workers in a Southall Factory*, Londres, The Institute of Race Relations, 1967; Herbert Turner et al., *Labour Relations in the Motor Industry: A Study of Industrial Unrest and an International Comparison*, Londres, Allen & Unwin, 1967.

<sup>214</sup> Richard Hyman, *Strikes*, Londres, Fontana, 1972, 1984.

<sup>215</sup> « [A] temporary stoppage of work by a group of employees in order to express a grievance or enforce a demand ». John Griffin, *Strikes: a Study in Quantitative Economics*, New York, Columbia University Press, 1939, p. 20. Nous traduisons.

caractérisée par le rôle croissant des délégués syndicaux. Il souligne le large éventail des techniques de contestation et des degrés de conflictualité, leur adaptation aux contextes de travail spécifiques et leur évolution dans le temps pour contrer les représentations trop unifiantes des grèves. Enfin, il détaille ce qu'il nomme l'institutionnalisation des conflits sociaux, laquelle selon lui explique pour beaucoup le recours à la « grève sauvage » : les négociations entre syndicats et employeurs n'ayant pas permis de faire diminuer radicalement les inégalités, le conflit structurel autour de la distribution des revenus continue de prendre sa source dans la privation relative ressentie par les travailleurs. La conflictualité est par ailleurs avivée par les politiques des revenus qui neutralisent la libre négociation qui avait contribué à légitimer le système de production capitaliste depuis l'après-guerre, et par les accords de productivité qui souvent remettent en cause le contrôle exercé par les travailleurs sur leur propre travail.

Passant à l'étude des raisons de la conflictualité sociale, Hyman propose d'adopter le point de vue des travailleurs pour comprendre le fonctionnement d'un conflit social. Il s'agit ici de montrer que la grève est une forme d'action rationnelle, contre les dénonciations politiques et journalistiques de l'irrationalité des grévistes. Derrière les demandes salariales souvent mises en avant, apparaissent selon Hyman des revendications latentes plus difficiles à verbaliser et qui ont trait notamment aux conditions de vie insatisfaisantes fournies par le travail dans l'entreprise capitaliste. Hyman s'intéresse pour finir à la construction de la grève comme « problème social » par la sociologie comme par les discours journalistiques et politiques<sup>216</sup>. Au terme de ce parcours à travers la littérature scientifique, Hyman peut redéfinir les enjeux de la grève comme remise en cause de l'ordre capitaliste de l'entreprise :

Les grèves sont, tout simplement, des défis lancés au contrôle autonome par l'encadrement. Elles sont le moyen par lequel le travail refuse de se comporter seulement comme une marchandise.<sup>217</sup>

Ce travail de critique des représentations de la grève, de redéfinition de ses enjeux et de relégitimation des aspirations des travailleurs et de leurs motivations prépare l'analyse et la critique, à un niveau plus théorique, des différents modèles de compréhension et d'interprétation des grèves et de la conflictualité sociale. C'est à travers cette présentation critique de ces modèles que le texte de Hyman présente pour nous le plus grand intérêt.

---

<sup>216</sup> L'analyse de Hyman est inspirée par les travaux contemporains de Stanley Cohen : Stanley Cohen (ed), *Images of Deviance*, Harmondsworth, Penguin, 1971.

<sup>217</sup> « Strikes are, quite simply, a challenge to the autonomy of managerial control. They are the means by which labour refuses to behave merely as a commodity. » Richard Hyman, *op. cit.*, 1972, 1984, p. 156. Nous traduisons.

Hyman identifie deux façons de rendre compte des grèves : partir du différentiel de conflictualité entre groupes de travailleurs et entre secteurs et y trouver une explication, ou proposer un modèle global permettant d'identifier les causes et la rationalité qui les sous-tendent. La première option, sur laquelle Hyman passe rapidement, rassemble aussi bien la recherche de « meneurs » et d'« agitateurs » que l'école des « relations humaines » pour laquelle les conflits sont explicables par des incompréhensions ou des ignorances localisées et solubles, la théorie de l'« intégration communautaire » qui souligne la disposition à la conflictualité des groupes de travailleurs qui vivent dans des communautés soudées comme les mineurs ou les marins, ou encore la mise en évidence des perturbations dans les relations professionnelles créées par l'introduction de nouvelles technologies. Le triple problème de cette première série d'interprétations est à la fois qu'elles ne peuvent jamais expliquer qu'un nombre limité de grèves, qu'elles relèvent d'un biais positiviste qui fait d'un élément structurel le déterminant de toute action humaine – ce qui ignore la façon dont des modes de vie communautaires ou des technologies peuvent donner lieu à des appropriations différenciées de la part de groupes –, enfin qu'elles évacuent la nécessité de rendre compte des grèves en les constituant en anomalies dont il s'agit de diagnostiquer l'origine<sup>218</sup>.

Quant aux visions plus globales des grèves, Hyman en identifie trois principales. La première est la vision unitaire, vision conservatrice qui postule qu'il existe un « intérêt national » ou « intérêt commun », c'est-à-dire que les intérêts de ceux qui contrôlent l'entreprise ou la société sont les mêmes que ceux qui subissent ce contrôle. Sur la base d'une telle vision harmonieuse du travail et de la société, le conflit social est le résultat au mieux de l'ignorance, au pire de la subversion. Cette vision n'est selon Hyman pas réservée aux seuls dirigeants d'entreprise, mais influence également une partie de la sociologie anglo-américaine qui postule que l'ordre et la stabilité sont la norme. Une deuxième vision, qui trouve son origine dans les écrits des principaux penseurs britanniques de la sociologie des relations professionnelles, est la vision pluraliste, vision libérale qui reconnaît l'existence d'intérêts divergents au sein du monde du travail, mais qui défend le compromis négocié entre ces intérêts. Il s'agit donc pareillement au final de maintenir un certain degré d'harmonie au sein de l'entreprise par la négociation et la mise en place de dispositifs permettant l'expression de ces différends. Hyman estime que la sociologie des relations professionnelles participe à ce titre à la légitimation de l'ordre capitaliste et du contrôle exercé sur la société par une minorité. La troisième vision, qui sous-tend les analyses de Hyman, est la vision marxiste qui considère

---

<sup>218</sup> Richard Hyman, *op. cit.*, p. 59-76.



que le conflit est l'état normal de la société capitaliste, qu'il est généré par l'organisation du travail et par les tentatives des employeurs, secondés par les gouvernements, d'accroître les profits qu'ils tirent du travail des employés. Il ne s'agit plus dès lors de chercher des solutions à un « problème » de la grève, mais au contraire de voir dans la grève la manifestation légitime des aspirations des travailleurs, et de dépasser son caractère spontané et occasionnel pour y déceler le produit de la lutte des classes.

À côté de cette discussion scientifique sur les modèles de compréhension des grèves, il faut noter des enquêtes de terrain conduites pendant des conflits eux-mêmes. Une des premières est celle menée par Tony Lane et Kenneth Roberts à l'usine Pilkingtons de St Helens en 1970. La grève de Pilkingtons est l'illustration par excellence des tensions entre les niveaux national et local d'organisation des travailleurs, puisque la GMWU, qui syndique la plupart des travailleurs de l'usine, refuse d'officialiser la grève<sup>219</sup>. Au cours d'un conflit dur marqué par une forte répression patronale, les travailleurs quittent massivement la GMWU et tentent de former une nouvelle organisation. Lane et Roberts passent plusieurs semaines au milieu des grévistes : ils participent aux réunions, réalisent une étude d'opinion auprès de 187 grévistes et mènent des entretiens avec la plupart des responsables syndicaux. L'ouvrage qui en résulte, structuré de manière à la fois chronologique et analytique depuis une présentation du contexte social et économique jusqu'à une analyse des conséquences qu'il est possible de tirer de cet épisode de grève, constitue un des récits les plus détaillés existant sur un conflit social dans la Grande-Bretagne du début des années 1970<sup>220</sup>. Il nous intéresse d'autant plus que le syndicat impliqué dans cet épisode, la GMWU, est aussi au cœur des conflits dans les services publics à l'hiver 1978-1979. L'ouvrage de Lane et de Roberts n'affirme pas explicitement d'ancrage politique, alors même que Tony Lane est un universitaire longtemps proche du parti communiste. Ses choix méthodologiques – attachement à décrire les pratiques des grévistes, souci de retranscrire leurs voix et leurs motivations et mise en évidence des effets libérateurs de la participation à la grève par rapport à l'ordre usinier – le singularisent cependant par rapport au caractère relativement abstrait de la production contemporaine de la sociologie britannique, et le rapprochent de l'enquête menée par Beynon chez Ford.

La plupart des ouvrages dont nous disposons sur des grèves affichent en revanche haut et clair leur positionnement politique. C'est le cas des ouvrages qui portent sur les conflits des

---

<sup>219</sup> Une grève devient « officielle » ou est « officialisée » lorsque l'exécutif du syndicat auxquels adhèrent les travailleurs en grève vote une résolution apportant son soutien aux grévistes. Ceux-ci peuvent dès lors bénéficier d'une assistance financière du syndicat.

<sup>220</sup> Tony Lane et Kenneth Roberts, *Strike at Pilkingtons*, Londres, Collins, 1971.

années 1970 et 1980, depuis la grève des couturières de Ford en 1968<sup>221</sup> et le *work-in* à *Upper Clyde Shipbuilders* en 1971-1972<sup>222</sup> jusqu'à la grande grève des mineurs de 1984-1985, qui ensemble nous fournissent éléments d'information et pistes d'interprétation pour ces conflits de notre période – au sens élargi<sup>223</sup>.

### *La démocratisation du monde du travail et de l'organisation syndicale*

On a vu comment la question de la démocratisation du monde du travail (*industrial democracy*) était promue par les publications de l'*Institute for Workers' Control*. À la différence des thématiques précédemment mentionnées, il s'agit ici moins de problématiques construites par l'actualité politique et journalistique que de questions qui prolongent les discussions menées au sein du mouvement syndical. La sociologie des relations professionnelles joue ici non plus le rôle de soutien ou de critique des représentations dominantes, mais plutôt celui d'écho théorique, de boîte à idées (*think tank*) pour la gauche du mouvement syndical<sup>224</sup>.

Ce qui est vrai pour la démocratisation du monde du travail l'est plus encore pour celle du fonctionnement des organisations syndicales. Nous analysons dans la troisième partie de notre étude les programmes de démocratisation mis en œuvre notamment par les organisations impliquées dans les conflits de l'hiver 1978-1979. Soulignons cependant dès à présent deux

---

<sup>221</sup> Henry Friedman et Sander Meredeem, *The Dynamics of Industrial Conflict: Lessons from Ford*, Londres, Croom Helm, 1980. Friedman était à la tête de l'intersyndicale de l'usine Ford, Meredeem faisait partie de l'équipe de négociateurs de Ford. L'ouvrage qui en résulte constitue à la fois un retour sur la grève de 1968 qui fait la part belle aux témoignages des acteurs, et un plaidoyer pour le partenariat social et la négociation de bon aloi.

<sup>222</sup> Un *work-in* est une occupation au cours de laquelle les travailleurs poursuivent le travail. Sur le *work-in* à UCS, mené par une équipe de délégués syndicaux communistes, on trouve une analyse produite par des chercheurs communistes et publiée par des éditions communistes qui met en évidence le rôle des militants communistes dans la victoire et l'importance d'établir un rapport de force favorable aux travailleurs, mais insiste sur le caractère limité de la tactique du *work-in* et des perspectives autogestionnaires. Voir Willie Thompson et Finlay Hart, *UCS Work-In*, Londres, Lawrence & Wishart, 1972. Les socialistes autogestionnaires de l'*Institute for Workers' Control* proposent une analyse différente dans John Eaton et al., *UCS. Workers' Control. The Real Defence Against Unemployment Is Attack!*, Nottingham, Spokesman, 1971. L'ouvrage de John Foster et de Charles Woolfson, s'il est également l'œuvre d'universitaires communistes, est postérieur à ces débats et insiste sur la politique de front populaire local menée par les responsables syndicaux de UCS: John Foster et Charles Woolfson, *Politics of the UCS Work-In: Class Alliances and the Right to Work*, Londres, Lawrence & Wishart, 1986.

<sup>223</sup> Les publications scientifiques concernant la grève des mineurs ont été très nombreuses, de même que les commémorations militantes. Nous nous contenterons de signaler ici le volume le plus illustratif et le plus utile selon nous : Huw Beynon (ed), *Digging Deeper: Issues in the Miners Strike*, Londres, Verso, 1985.

<sup>224</sup> À l'opposé de la perspective autogestionnaire sur le spectre des projets de démocratisation, la participation des travailleurs à l'administration des entreprises, bien que ce fût une expérience brève et réduite à quelques entreprises en Grande-Bretagne, a donné lieu à une série d'études au moment même où le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher les enterrait : Eric Batstone et al., *Unions on the Board*, Oxford, Blackwell, 1983 ; Michael Poole, *Towards a New Industrial Democracy: Workers' Participation in Industry*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1986.

choses. La première est l'implication des universitaires dans ces démarches, notamment les sociologues du département d'étude des relations professionnelles de l'université de Warwick, appelés au début des années 1970 par le syndicat NUPE en qualité d'experts pour mener une étude préparatoire à la mise en œuvre d'un programme de démocratisation. Le texte qui en résulte constitue un exemple de plus, parmi les textes que nous avons présenté jusqu'à présent, de document hybride, mi-scientifique mi-militant, à la fois programme politique et étude sociologique du fonctionnement d'une organisation. Il constitue un document important pour notre compréhension du fonctionnement d'un syndicat, et le révélateur de la proximité très forte d'une génération entière de chercheurs avec les directions de gauche de certaines organisations syndicales<sup>225</sup>.

La deuxième chose à souligner est le caractère contesté de ce programme, tout autant que le programme de démocratisation du monde du travail alors même qu'il n'est plus question ici de collaboration de classe avec les entreprises et l'État. Dans une étude de 1990 qui rassemble les discussions menées alors depuis une vingtaine d'années, Patricia Fosh et Edmund Heery détaillent les positions des différentes traditions intellectuelles par rapport à cette question<sup>226</sup>. À partir de ce qu'ils regardent comme l'intuition fondatrice de Robert Michels<sup>227</sup>, à savoir la présomption que les directions syndicales pourraient agir dans un sens contraire aux intérêts de la base syndicale, ils distinguent plusieurs types d'analyse du fonctionnement des organisations syndicales : les pluralistes défendent le modèle de libre négociation collective et affirment qu'en dépit d'une divergence relative des objectifs, les dirigeants et permanents syndicaux cherchent à répondre aux besoins des adhérents ; les théoriciens de l'économie politique, intéressés par les modèles de gestion sociale et économique des pays du Nord de l'Europe, pensent qu'à travers de tels dispositifs de gestion centralisée et tripartite les directions syndicales sont à même de servir les intérêts des syndicalistes et plus généralement de la classe ouvrière<sup>228</sup> ; les marxistes considèrent que l'activité syndicale, notamment dans ses formes bureaucratisées, est en fait un outil de

---

<sup>225</sup> Robert Fryer et al., *Organisation and Change in the National Union of Public Employees: A Report Prepared For the Special National Conference of Reorganisation*, Londres, NUPE, 1974. La même équipe de chercheurs a produit par la suite plusieurs rapports d'expertise auprès de syndicats, ainsi que des réflexions plus générales sur la démocratie dans les organisations : Peter Drake et al., *Women in the SCPS*, Coventry, Warwick University, 1982; Peter Drake et al., *A Programme for Union Democracy*, Coventry, Warwick University, 1982. Sur le même sujet, on pourra également se référer aux analyses de Colin Crouch, moins programmatiques cependant : Colin Crouch, *Organizational Democracy and Political Process*, Chichester, Wiley, 1983.

<sup>226</sup> Patricia Fosh et Edmund Heery, *Trade Unions and Their Members : Studies in Union Democracy and Organisation*, Basingstoke, Macmillan, 1990.

<sup>227</sup> Robert Michels, *Les partis politiques: essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Trad. S. Jankélévitch, Paris, Flammarion, 1914.

<sup>228</sup> John Goldthorpe (ed), *Order and Conflict in Contemporary Capitalism*, Oxford, Clarendon, 1984

pacification de l'ordre socio-politique capitaliste<sup>229</sup> ; les conservateurs critiquent pareillement l'organisation collective sous la forme de syndicats, mais au nom de la défense des intérêts individuels des travailleurs<sup>230</sup> ; les féministes enfin produisent la critique d'organisations qui ne prennent pas suffisamment en compte les intérêts de leurs adhérentes femmes pourtant en nombre croissant<sup>231</sup>.

Ces cadres généraux d'analyse amènent leurs promoteurs à prêter plus ou moins d'attention à la question de la transformation participative ou démocratique du fonctionnement des organisations. Les théoriciens du pluralisme et ceux de l'économie politique insistent plutôt sur la nécessité de renforcer les structures des syndicats dans la perspective des négociations avec les employeurs et les gouvernements. Les autres courants apportent un soutien à ce programme mais l'entendent de différentes manières : les conservateurs sont partisans du renforcement des droits individuels des syndicalistes au sein de l'organisation ; pour les féministes l'enjeu est de permettre aux femmes de s'organiser collectivement au sein des syndicats, de participer aux activités des sections locales et d'accéder à des postes au sein des instances de décision ; les marxistes enfin soutiennent ce programme à condition qu'il propose un renforcement de la responsabilité des permanents devant les militants, notamment par l'élection des permanents, qu'il revienne à faire des dirigeants des délégués plutôt que les représentants des militants, enfin qu'il permette de développer des formes collectives de décision, c'est-à-dire de jeter les bases d'une organisation socialiste de la société<sup>232</sup>.

Fosh et Heery, de leur côté, critiquent ce qu'ils considèrent comme le monolithisme de ces différentes interprétations. Une théorie complète des organisations syndicales doit selon eux prendre en compte la variation chronologique et spatiale des relations entre les directions et les adhérents, la fragmentation interne de ces deux groupes souvent posés comme deux

---

<sup>229</sup> David Coates, *The Crisis of Labour: Industrial Relations and the State in Contemporary Britain*, Oxford, Philip Allan, 1989; Richard Hyman, *op. cit.*, 1975; Leo Panitch, *Working-Class Politics in Crisis: Essays on Labour and the State*, Londres, Verso, 1986.

<sup>230</sup> Arthur Shenfield, *What Right to Strike?*, Londres, Institute of Economic Affairs, 1986; Charles Hanson et Graham Mather, *Striking Out Strikes : Changing Employment Relations in the British Labour Market*, Londres, Institute of Economic Affairs, 1988.

<sup>231</sup> Jenny Beale, *Getting It Together: Women as Trade Unionists*, Londres, Pluto, 1982; Cynthia Cockburn, *Brothers: Male Dominance and Technological Change*, Londres, Pluto, 1983; Anna Pollert, *Girls, Wives, Factory Lives*, Londres, Macmillan, 1981.

<sup>232</sup> Il nous semble cependant que l'attention portée à ces analyses marxistes en réalité hétérodoxes conduisent Fosh et Heery à sous-estimer la critique radicale des programmes de démocratisation portée par les sociologues marxistes proches du parti communiste et des groupes trotskystes : Joe England, « Shop Stewards in Transport House : a comment upon the incorporation of the rank and file », *Industrial Relations Journal*, Vol. 12, No. 5 (1981), p. 16-29 ; Peter Fairbrother, *All Those in Favour : The Politics of Union Democracy*, Londres, Pluto Press, 1984 ; Richard Hyman, « The Politics of workplace trade unionism : Recent Tendencies and Some Problems in Theory », *Capital and Class*, No. 8 (1979), p. 54-67.

entités unifiées, l'évolution du contexte économique et politique et notamment les préférences affichées par les directions d'entreprises et les gouvernements pour la discussion avec les directions syndicales ou l'appel direct aux travailleurs, enfin les possibilités pour les adhérents de participer et de critiquer le fonctionnement existant<sup>233</sup>. Ces mises en garde nous semblent tout à fait bienvenues, aussi nous les prendrons en compte lorsqu'il s'agira pour nous d'examiner les programmes de démocratisation et leurs effets sur les organisations et les pratiques syndicales des travailleurs.

Dans les années 1990 et 2000, c'est la thématique de la syndicalisation et de la désyndicalisation qui s'impose comme l'objet central des recherches en sociologie des relations professionnelles. Dans un contexte de baisse rapide du taux de syndicalisation, où l'on ne peut plus considérer le fait syndical comme acquis, les chercheurs britanniques s'emploient à comprendre ce qui pousse les travailleurs à rejoindre un syndicat et ce qui les en empêche, et manifestent un intérêt nouveau pour les études de Bain et de Undy et les pistes qu'ils lancent pour une compréhension du phénomène de syndicalisation. La grève est reléguée au second plan alors que la conflictualité sociale atteint son plus bas niveau depuis la fin du dix-neuvième siècle, et l'organisation locale et la démocratisation sont analysées principalement en tant que facteurs de syndicalisation. On se contentera de présenter ici deux recherches récentes qui illustrent cette évolution et nous intéressent tout particulièrement puisqu'elles portent sur des secteurs en lutte au cours de l'hiver 1978-1979, et que nous nous y référons amplement.

Paul Smith a commencé ses recherches sur le secteur routier dans le cadre d'un travail de master de sociologie des relations professionnelles à l'université de Warwick au cours de l'hiver 1978-1979, en pleine grève des routiers, travail poursuivi à partir des années 1980 sous la forme d'un doctorat. Smith a réalisé un grand nombre d'entretiens avec des responsables syndicaux et patronaux, observé les routiers en grève en janvier 1979 et consulté les archives des organisations syndicales et patronales. Son travail constitue la source la plus complète concernant le secteur routier<sup>234</sup>. Smith indique qu'il se détache des études canoniques à la fois de Bain que son approche quantitative empêche de comprendre les mécanismes sociaux de formation et de mobilisation des organisations syndicales, et de Batstone dont les recherches

---

<sup>233</sup> Patricia Fosh et Edmund Heery, *Trade Unions and Their Members: Studies in Union Democracy and Organisation*, Basingstoke, Macmillan, 1990, p. 15-20.

<sup>234</sup> Paul Smith, *op. cit.*, 1999, p. 27-54; Paul Smith, *Unionization and Union Leadership: The Road Haulage Industry*, Londres, Continuum, 2001. L'ouvrage coordonné par Wrigley en 1996 inclut également un article de Dave Lyddon sur le secteur automobile, particulièrement intéressant pour nous dans le cadre de notre étude des conflits de l'hiver 1978-1979.

portent sur le seul secteur de la construction mécanique, et dont les conclusions peuvent donc être infléchies par des recherches sur d'autres secteurs tout aussi importants économiquement comme le transport routier. Après ces préalables théoriques, le travail de Smith se présente sous une forme chronologique, puisqu'il commence par présenter l'émergence d'un syndicalisme routier dans l'entre-deux-guerres, qui dans un contexte de faiblesse numérique et de fragmentation organisationnelle défend alors une régulation par la loi des conditions d'emploi et de salaires, avant de détailler le renforcement des structures syndicales locales, régionales et nationales à partir des années 1950. Cette poussée organisationnelle et militante, qui pousse les syndicats à revendiquer une négociation salariale libre, trouve sa contrepartie dans le développement concomitant des structures patronales. Ce sont ces dynamiques qui aboutissent selon Smith au conflit de l'hiver 1978-1979, lequel marque l'apogée du syndicalisme routier avant la dislocation des années 1980 et 1990. Cette étude historique amène Smith à réévaluer les théories de la syndicalisation et de l'organisation collective.

Les recherches d'Anton Moctonian, ancien syndicaliste de la GMWU et non pas sociologue professionnel, n'ont pas connu la même diffusion que celles de Paul Smith, puisque la recherche qu'il a menée sur la croissance numérique et la démocratisation de NUPE dans le cadre d'un master de sociologie des relations professionnelles à l'université de Keele n'a pas été publiée<sup>235</sup>. Reprenant la distinction opérée par Undy entre facteurs de croissance externes et internes, Moctonian passe en revue le contexte social, économique et politique de la période 1968-1979 avant de s'employer à déterminer le rapport entre démocratisation et croissance numérique. Si nous revenons plus en détail sur ces questions dans le chapitre de notre travail que nous consacrons aux programmes de démocratisation de l'organisation syndicale, on peut signaler dès à présent que Moctonian insiste sur la façon dont la direction de NUPE a su, dans les années 1970, lier la prise en compte des revendications des adhérents dans un contexte de transformation des conditions de travail et de pression sur les salaires à la promotion de la démocratisation des structures syndicales pour accélérer la croissance de l'organisation.

À côté de ces études sectorielles et de ces évolutions thématiques, la sociologie des relations professionnelles a également connu des inflexions épistémologiques fortes depuis le début des années 1990. Quatre d'entre elles nous semblent intéressantes à signaler. La première est le tournant des femmes et du genre. On reprendra simplement les quelques

---

<sup>235</sup> Anton Moctonian, « Membership Growth and the Sponsoring of Branch and Workplace Democracy in the National Union of Public Employees, 1968-1979 », Dissertation, Keele University, 2005.

éléments mis en avant par Anne-Marie Greene dans le volume collectif dirigé par Peter Ackers et Adrian Wilkinson. Citant Forrest qui critique ce qu'elle nomme le « *malestream* » des études sur les relations professionnelles<sup>236</sup>, Greene s'emploie à comprendre l'absence thématique des femmes – avant même de parler de prise en compte des recherches féministes – dans le champ des études sur les relations professionnelles. Elle met en avant une série de facteurs explicatifs : l'attention portée aux syndicats majoritairement masculins du secteur manufacturier ; l'intérêt pour la négociation collective généralement menée par des responsables hommes et plus centrale au fonctionnement des secteurs industriels majoritairement masculins ; enfin un biais structurel et institutionnel qui réduit le travail et les relations professionnelles aux rapports de forces et aux organisations, qui mettent en visibilité les travailleurs hommes et éclipsent les travailleuses femmes subordonnées ainsi que le travail domestique réalisé majoritairement par les femmes<sup>237</sup>. L'absence thématique est donc liée à des biais méthodologiques, ce qui explique que la prise en compte des femmes au travail et dans les relations professionnelles est venue notamment de l'introduction par des chercheuses féministes d'une approche ethnologique qui permet de mettre en évidence la diversité du groupe des travailleurs, de prendre en compte les rapports informels au sein de l'entreprise et d'étendre le terrain de la recherche sur le monde du travail aux structures et relations familiales et communautaires<sup>238</sup>. Si la transformation de la structure d'emploi – déclin des industries manufacturières et développement des services – devrait selon Greene favoriser une prise en compte croissante de la place des femmes dans le monde du travail, la priorité accordée par les financeurs de la recherche aux études quantitatives tend au contraire à cantonner la recherche à la surface formelle, institutionnelle et masculine des relations professionnelles. Greene en conclut à la nécessité de maintenir les structures scientifiques, comme la revue *Gender, Work and Organisation* lancée en 1994, pour assurer la mise en visibilité des femmes dans le monde du travail et la pérennité d'un programme de recherche sur les femmes et le genre.

---

<sup>236</sup> Anne Forrest, « Women and Industrial Relations Theory : No Room in the Discourse », *Relations industrielles / Industrial Relations*, vol. 48, No. 3, 1993, p. 409-440.

<sup>237</sup> Anne-Marie Greene, « Women and Industrial Relations », Peter Ackers et Adrian Wilkinson (ed), *Understanding Work and Employment : Industrial Relations in Transition*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 306-307.

<sup>238</sup> Anna Pollert, *Girls, Wives, Factory Lives*, Londres, Macmillan, 1981 ; Ruth Cavendish, *Women on the Line*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1982 ; Sallie Westwood, *All Day, Every Day : Factory and Family in the Making of Women's Lives*, Londres, Pluto Press, 1984.

### 1.1.3.5 *Le tournant institutionnel*

Jusque dans les années 1980, la vision qui a dominé la perception du rapport entre le mouvement syndical et les institutions de l'État britannique et du monde du travail est le volontarisme (*voluntarism*), c'est-à-dire la perception et la défense d'une autonomie du champ des relations professionnelles par rapport à l'intervention des gouvernements et des institutions de l'État britannique. Cette vision trouve son origine dans une revendication du mouvement ouvrier de pouvoir s'organiser collectivement et lutter efficacement, face à un droit civil anglais (*common law*) fondamentalement individualiste et donc hostile à l'organisation collective des travailleurs. Après des luttes au tournant du siècle, cette revendication est satisfaite par la législation de 1906, qui protège les syndicats en lutte de poursuites judiciaires civiles. Il faut donc comprendre que, plutôt que de revendiquer des droits positifs inscrits dans la loi pour les travailleurs, ce qui est par exemple le cas en France, les syndicats britanniques se sont satisfaits du désengagement d'une justice et d'un droit civil hostiles. Si le volontarisme et la revendication d'autonomie sont les termes profanes dans lesquels les syndicalistes pensent les relations professionnelles, ce sont aussi les termes dans lesquels celles-ci sont étudiées par les spécialistes du champ des relations professionnelles. Les textes clés de la période 1945-1979 sur les relations professionnelles non seulement décrivent un système de relations professionnelles autonome par rapport aux institutions de l'État britannique, mais mettent en avant ses bénéfices en termes de progrès à la fois social et économique<sup>239</sup>. Ainsi, tout comme le mouvement syndical est alors dominé par les dirigeants modérés des grands syndicats de l'industrie, le champ universitaire l'est par les tenants oxfordiens d'un volontarisme fondé sur un pluralisme politique qui postule la mise en accord des intérêts de groupe divergents à travers la libre négociation.

Cette idéologie volontariste et pluraliste est cependant critiquée depuis les marges du mouvement syndical et de l'université, à la fois par les organisations syndicales de travailleurs du secteur public, plus faiblement organisées, en butte à l'application stricte des politiques de revenus dans leur secteur et qui ne tirent aucun profit du système de libre négociation entre syndicats et employeurs, et par la gauche marxiste au sein de l'université, qui voit dans le volontarisme un moyen pour les gouvernements de garantir la paix sociale sans transformer

---

<sup>239</sup> Hugh Clegg, *The System of Industrial Relations in Great Britain*, Oxford, Blackwell, 1972; Allan Flanders, « The Tradition of Voluntarism », *British Journal of Industrial Relations*, No. 12 (1974). L'influence directe des tenants universitaires de la vision volontariste et pluraliste des relations professionnelles sur les politiques publiques est notable dans le rapport Donovan remis en 1968 au gouvernement travailliste, et qui préconise une formalisation des procédures de négociation collective, mais rejette l'idée d'une législation prescriptive encadrant celles-ci. *Report of the Royal Commission on Trade Unions and Employers' Associations, 1968, Cmnd 3623*.



l'organisation capitaliste de la société, et dans le pluralisme un écran idéologique qui masque l'opposition radicale des intérêts de classe<sup>240</sup>. Le volontarisme et le pluralisme font également l'objet de critiques virulentes de la part de la droite conservatrice. Ce courant, minoritaire au sein du parti conservateur jusqu'au milieu des années 1970, arrive au pouvoir avec la victoire électorale des conservateurs en 1979. À partir de là, le gouvernement Thatcher déroule un programme radicalement interventionniste dans les relations professionnelles, et promeut une vision autoritaire et unitaire de celles-ci au profit des employeurs. Si dans un premier temps syndicalistes comme universitaires prédisent l'échec d'une telle stratégie, ils doivent se rendre à l'évidence au milieu des années 1980 : le monde des relations professionnelles n'est pas radicalement autonome ; il est au contraire tout à fait perméable aux interventions gouvernementales, surtout lorsqu'elles mobilisent l'ensemble des institutions de l'État britannique.

On assiste alors à un double tournant institutionnel. Tournant institutionnel des directions syndicales d'abord, sous la forme d'une revendication nouvelle de l'inscription de droits positifs individuels pour les travailleurs afin de contrebalancer le démantèlement des défenses collectives syndicales par la législation thatchérienne. C'est un programme qui est très partiellement satisfait après l'arrivée au pouvoir des travaillistes en 1997. Tournant institutionnel dans le champ universitaire ensuite, avec une reconnaissance croissante du rôle de l'État et des institutions dans le fonctionnement des relations professionnelles. Un ouvrage clé de ce nouvel institutionnalisme est *Trade Unions and the State* de Chris Howell, publié en 2005 et sous-titré *The Construction of Industrial Relations Institutions in Britain, 1890-2000*. Howell y entreprend un travail historique de démystification de la vision volontariste des relations professionnelles. La vision de Howell est institutionnaliste au double sens où il souhaite replacer l'État et ses institutions au centre du processus de construction des mécanismes de régulation collective des relations professionnelles, et où il envisage ces mécanismes de régulation comme des institutions qui orientent les pratiques des acteurs<sup>241</sup>. Dans une histoire des relations professionnelles qui s'étale sur plus d'un siècle et comprend trois étapes majeures, il retrace la construction du système de régulation collective à partir de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, sa décentralisation à partir de l'entre-deux-guerres et son détricotage sous l'impulsion des politiques thatchériennes depuis 1979. À chaque fois, dans un contexte marqué par une transformation de l'organisation de la production capitaliste, c'est l'État

---

<sup>240</sup> Richard Hyman, *op. cit.*, 1975.

<sup>241</sup> Chris Howell, *Trade Unions and the State : The Construction of Industrial Relations Institutions in Britain, 1890-2000*, Princeton, Princeton University Press, 2005.

britannique sous la forme de ses différentes institutions qui est l'acteur majeur de l'analyse de la situation nouvelle et de l'élaboration de mécanismes de régulation pour y faire face, et le garant de l'institutionnalisation progressive et de l'adaptation continue des mécanismes de régulation collective.

Il montre ainsi comment, face aux difficultés qu'éprouve dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle l'industrie textile et l'incapacité des dirigeants de ses entreprises multiples à organiser la régulation du marché du travail, le gouvernement britannique met en place une série de commissions royales dont les conclusions orientent la mise en place, sous l'impulsion du *Board of Trade* qui fait office de ministre du commerce, d'un cadre national de régulation collective et conjointe des relations professionnelles dans cette industrie. Ce sont les fonctionnaires de ce même *Board of Trade* qui oeuvrent dans l'entre-deux-guerres à l'extension du système de négociation collective aux secteurs où soit les employeurs soit les organisations de travailleurs ne sont pas assez forts pour imposer la mise en place d'institutions de régulation des relations professionnelles. Un même schéma est identifiable dans le processus de décentralisation progressive de la régulation collective, esquissé par les entreprises du secteur automobile dès l'entre-deux-guerres et qui s'étend dans les années 1960 et 1970 à l'ensemble du monde du travail. Enfin, Howell revient sur l'expérience thatchérienne marquée par un interventionnisme étatique fort. Par rapport aux critiques plus anciennes adressées au modèle volontariste, le travail de Howell montre comment l'État et ses institutions ne jouent pas qu'un rôle répressif ou arbitral dans le domaine des relations professionnelles, mais un rôle positif de construction et d'institutionnalisation des mécanismes de régulation. Il montre aussi comment l'idéologie volontariste a alimenté le discours sur la toute-puissance des syndicats, qui a à la fois maintenu les syndicats dans un rapport illusoire à l'État britannique, et fourni le terreau de la propagande anti-syndicale des conservateurs.

On voit bien ici comment, dans le domaine des relations professionnelles et dans sa variante howellienne, le tournant institutionnel n'est pas un appel à remplacer la vision internaliste du champ des relations professionnelles qui caractérisait le paradigme volontariste par une vision externaliste, à considérer le monde du travail comme déterminé ou sur-déterminé par le monde politique, à revenir à une histoire politique et institutionnelle d'avant le tournant de l'histoire sociale. Il s'agit bien plutôt d'un appel à repolitiser et réhistoriciser les institutions, à ne pas les voir seulement comme une force extérieure statique et

contraignante pour l'activité des acteurs, mais comme le produit d'une activité instituante de d'acteurs étatiques.

Évidemment, ce débat scientifique sur ce que sont les institutions, sur leur description et l'évaluation de leurs effets est à comprendre dans le contexte du débat britannique sur l'héritage thatchérien. Depuis le vote par le Parlement des premières lois anti-syndicales au début des années 1980, le débat fait rage entre historiens, économistes et sociologues pour savoir dans quelle mesure ces lois ont conduit au déclin numérique, économique et politique des syndicats, et dans quelle mesure le contexte économique international, la politique économique et monétaire du gouvernement Thatcher, le renouveau managérial des années 1980 ou encore la répression policière féroce de la grève des mineurs ont été des facteurs plus importants dans ce processus.

#### ***1.1.3.6 Le tournant historique***

L'historicisation du champ s'inscrit dans le contexte de la lutte professionnelle et politique des universitaires formés dans la tradition marxiste de la sociologie des relations professionnelles, contre leur incorporation forcée dans les départements de gestion dominés par des traditions intellectuelles et politiques antagonistes. L'historicisation et la mise en avant des mobilisations ouvrières constituent donc une contestation pratique du tournant managérial de l'étude des relations professionnelles et de la priorité accordée au point de vue patronal et gestionnaire dans la compréhension du monde du travail fournie par les sciences de gestion. L'inflexion historique a notamment été portée par un groupe de chercheurs du département de sociologie des relations professionnelles de l'université de Keele, et s'est reflétée dans le lancement de la revue *Historical Studies in Industrial Relations* en 1996.

Au même moment ou presque, un colloque réunissait en 1997 à l'université de Warwick des spécialistes des relations professionnelles et des historiens, pour la plupart issues de la tradition radicale – Dave Lyddon, John McIlroy, Paul Smith – mais également du courant travailliste plus centriste – Robert Taylor, Chris Wrigley. Ce colloque, qui visait à porter un regard panoramique sur le syndicalisme britannique depuis la Seconde Guerre mondiale à travers sa thématique « *British Trade Unionism, Workers' Struggles and Economic Performance, 1940-1979* » a donné lieu à la publication de deux ouvrages, respectivement sur les périodes 1945-1964 et 1964-1979<sup>242</sup>. C'est le deuxième volume qui

---

<sup>242</sup> Ces deux ouvrages ont été réédités en 2007 avec une nouvelle préface. Alan Campbell et al. (ed), *The Post-War Compromise : British trade unions and industrial politics, 1945-1964*, Monmouth, Merlin, 1999, 2007;

nous intéresse tout particulièrement ici. Dans l'introduction de 1999, les coordinateurs du volume, John McIlroy, Alan Campbell et Nina Fishman, tous les trois proches de la tradition marxiste, placent l'organisation du colloque et la publication du volume sous le signe de l'engagement politique de la sociologie des relations professionnelles. Ils font un double constat : tout d'abord un déclin des études sur le mouvement ouvrier en histoire et en sociologie, qu'ils ne peuvent s'empêcher de relier à la transformation managériale des universités britanniques dans les années 1980 et 1990 et à la mise au pas de la recherche critique ; ensuite l'acceptation par le mouvement syndical et travailliste de la doxa thatchérienne. Celle-ci s'est jouée notamment autour de la présentation des années 1960 et 1970 comme des années noires, marquées par les excès du syndicalisme. Faire l'histoire du temps présent et opérer un retour sur le mouvement syndical de la période pré-thatchérienne est donc selon eux un devoir politique, afin de ne pas laisser ce terrain de l'histoire de la Grande-Bretagne depuis 1945 aux mystifications thatchériennes et blairistes. La difficulté, selon les coordinateurs, est que la sociologie des relations professionnelles est traditionnellement rétive à l'analyse historique, et que l'histoire du mouvement ouvrier qui aurait pu remplir cette fonction est quant à elle prise dans les affres de la « crise de l'histoire » autour du tournant culturel et du tournant linguistique.

Il ne s'agit pas pour autant de proposer un retour à la sociologie et à l'histoire marxistes canoniques des années 1960 et 1970 ou à la sociologie des relations professionnelles triomphante qui faisait corps avec les institutions de l'économie mixte. McIlroy, Fishman et Campbell insistent ainsi sur les manques des études existantes concernant notamment la place des minorités et le rôle des groupes politiques. Ce sont là deux aspects auxquels notre étude de l'« hiver du mécontentement » et des conflits sociaux à la fin des années 1970 entend prêter une attention toute particulière. Cependant, par-delà les seuls groupes politiques radicaux organisés au sein du mouvement syndical, c'est le caractère fondamentalement politique de l'activité syndicale que les coordinateurs souhaitent mettre en avant. Plutôt que d'étudier les rapports entre syndicats et partis, ou entre le monde du travail et la sphère politique, visions qui délimitent des sphères d'activité clairement séparées et ne considèrent la politique que comme activité professionnelle, les coordinateurs souhaitent mettre au premier plan de l'étude des relations professionnelles la façon dont elles sont traversées par des questions politiques. Un programme d'étude prenant en charge cette aspect politique des pratiques devrait donc selon eux s'intéresser au rôle de l'État et des partis dans

---

John McIlroy et al. (ed), *The High Tide of British Trade Unionism: trade unions and industrial politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 1999, 2007.

les relations professionnelles, aux tensions politiques au sein des syndicats, aux orientations politiques des militants syndicaux et à l'activisme politique sur les lieux de travail.

Plus largement, McIlroy, Fishman et Campbell reconnaissent un manque structurel d'études à la fois empiriques et synthétiques capables d'apporter une meilleure compréhension des cultures organisationnelles du syndicalisme britannique, des parcours des responsables syndicaux, du rôle joué par les adhérents et les militants dans les mobilisations, et de l'articulation entre le syndicalisme et d'autres formes de mobilisation de la classe ouvrière – notamment associative. Ce sont des manques que les chapitres de l'ouvrage cherchent à commencer à combler, même si les coordinateurs reconnaissent la nécessité d'études plus larges et approfondies<sup>243</sup>. L'ouvrage est divisé en trois parties. La première présente les arrière-plans du syndicalisme, à travers une étude des rapports de classe, de sexe et de « race » en jeu dans le monde du travail et les organisations de travailleurs<sup>244</sup>. La seconde constitue une étude synthétique de la dynamique des relations professionnelles sur l'ensemble de la période<sup>245</sup>. Enfin, la troisième partie présente une série d'études ciblées concernant le rapport entre les syndicats et les partis politiques, le programme de réforme du TUC de George Woodcock, la présence communiste et trotskyste au sein du mouvement syndical et enfin des études concernant les principales mobilisations ouvrières victorieuses de la période, à savoir le *work-in* à Upper Clyde Shipbuilders en 1971-1972 et les conflits de l'été 1972 dans les mines et le secteur manufacturier<sup>246</sup>. L'ouvrage est clôt par un épilogue de

---

<sup>243</sup> John McIlroy et al. (ed), *The High Tide of British Trade Unionism: trade unions and industrial politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 1999, 2007, p. 1-13.

<sup>244</sup> Mike Savage, « Sociology, Class and Male Manual Work Cultures », John McIlroy et al. (ed), *The High Tide of British Trade Unionism: trade unions and industrial politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 1999, 2007, p. 23-42; Chris Wrigley, « Women in the Labour Market and in the Unions », John McIlroy et al. (ed), *The High Tide of British Trade Unionism: trade unions and industrial politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 1999, 2007, 1999, p. 43-69; Ken Lunn, « Complex Encounters : Trade Unions, Immigration and Racism », John McIlroy et al. (ed), *The High Tide of British Trade Unionism: trade unions and industrial politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 1999, 2007, p. 70-90.

<sup>245</sup> John McIlroy et Alan Campbell, « The High Tide of Trade Unionism : Mapping Industrial Politics, 1964-1979 », John McIlroy et al. (ed), *The High Tide of British Trade Unionism: trade unions and industrial politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 1999, 2007, p. 93-130.

<sup>246</sup> Andrew Thorpe, *op. cit.*, 1999, 2007, p. 133-150; Andrew Taylor, « The Conservative Party and the Trade Unions », John McIlroy et al. (ed), *The High Tide of British Trade Unionism: trade unions and industrial politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 1999, 2007, p. 151-186; Robert Taylor, « 'What Are We Here For?' George Woodcock and Trade Union Reform », John McIlroy et al. (ed), *The High Tide of British Trade Unionism: trade unions and industrial politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 1999, 2007, p. 187-215; John McIlroy, « Notes on the Communist Party and Industrial Politics », John McIlroy et al. (ed), *The High Tide of British Trade Unionism: trade unions and industrial politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 1999, 2007, p. 216-258; John McIlroy, « 'Always Outnumbered, Always Outgunned' : the Trotskyists and the Trade Unions », John McIlroy et al. (ed), *The High Tide of British Trade Unionism: trade unions and industrial politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 1999, 2007, p. 259-296; John Foster et Charles Woolfson, « How the Workers on the Clyde Gained the Capacity for Class Struggle : the Upper Clyde Shipbuilders Work-In, 1971-2 », John McIlroy et al. (ed), *The High Tide of British Trade Unionism: trade unions and industrial politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 1999, 2007, p. 297-325; Dave Lyddon, « 'Glorious Summer', 1972 : the High Tide of Rank and File Militancy », John

Richard Hyman qui revient sur le débat lancé en 1978 par l'article d'Eric Hobsbawm, « The Forward March of Labour Halted », sur la transformation du mouvement ouvrier dans le contexte de la croissance et de la crise de l'après-guerre<sup>247</sup>.

Le texte présenté par Dave Lyddon au colloque de Warwick restituait les premiers résultats d'un travail socio-historique mené avec Ralph Darlington sur les conflits de l'été 1972, renommé l'« été glorieux » en raison du succès des luttes qui y ont été menées et en contrepoint à la référence shakespearienne à l'« hiver du mécontentement »<sup>248</sup>. Cet « été glorieux » se situe à une conjoncture historique particulière, puisque les années 1969-1974 sont caractérisées par une extension et une intensification des luttes non seulement en Grande-Bretagne mais également sur le continent européen. Par rapport aux autres périodes d'affrontement entre les travailleurs, le patronat et l'État britannique, les luttes de l'été 1972 se singularisent par leur succès. Celui-ci est un élément essentiel pour les auteurs, à la fois dans la mesure où il doit être expliqué, mais aussi parce qu'il constitue un exemple que les auteurs souhaitent rappeler à un moment – le tournant des années 2000 – où la conflictualité sociale est au plus bas et où le gouvernement travailliste annonce la fin de la lutte des classes. Lyddon et Darlington, tous les deux membres du *Socialist Workers Party*, accordent une grande importance à cet aspect démonstratif de leur ouvrage.

S'ils se défendent d'avoir écrit un manuel pratique de lutte, ils estiment en revanche qu'il est possible pour les lecteurs, syndicalistes et militants des années 2000 auxquels ils destinent cet ouvrage, de tirer des leçons de l'« été glorieux », à savoir la nécessité pour les travailleurs d'agir de manière autonome, indépendamment des directions syndicales promptes au compromis<sup>249</sup>. Pour rendre compte des conditions dans lesquelles ces luttes victorieuses se sont développées, le livre est encadré par deux chapitres qui mettent en évidence le contexte social et politique de la période. La partie centrale de l'ouvrage est consacrée à une présentation et une analyse détaillées des cinq conflits majeurs de 1972, dans les mines, les chemins de fer, l'industrie manufacturière, les docks et le bâtiment. Si, analysés à partir des seules revendications syndicales, ces conflits procèdent de motivations différentes – revendications salariales, opposition à la législation conservatrice, conditions d'emploi – l'intérêt de les analyser ensemble est de comprendre les effets de diffusion des revendications

---

McIrloy et al. (ed), *The High Tide of British Trade Unionism: trade unions and industrial politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 1999, 2007, p. 326-352.

<sup>247</sup> Richard Hyman, « What Went Wrong? », John McIrloy et al. (ed), *The High Tide of British Trade Unionism: trade unions and industrial politics, 1964-1979*, Monmouth, Merlin, 1999, 2007, p. 353-364.

<sup>248</sup> Ralph Darlington et Dave Lyddon, *op. cit.*, 2001, p. 1.

<sup>249</sup> Ralph Darlington, Dave Lyddon, *op. cit.*, 2001, p. 230.

et de modalités d'action, et les conditions dans lesquelles des groupes de travailleurs mettent en œuvre des pratiques de solidarité.

### ***1.1.3.7 Le tournant des mouvements sociaux***

En 1998, John Kelly, sociologue issu de la tradition marxiste britannique, publie un ouvrage intitulé *Rethinking Industrial Relations: Mobilization, collectivism and long waves*. Il ne s'agit pas pour Kelly d'abandonner l'étude des relations professionnelles au profit de la sociologie des mobilisations. Son projet est au contraire celui d'un enrichissement de notre compréhension des relations professionnelles au contact d'une autre tradition issue de la science politique et de la sociologie, d'une extension du champ d'étude des *industrial relations* pour inclure l'ensemble du mouvement social et des formes de conflictualité sociale. Il se livre d'ailleurs, dans l'introduction de son ouvrage, à une défense robuste de l'étude des conflits sociaux et du mouvement ouvrier, contre les commentateurs qui partent du déclin politique et économique du mouvement ouvrier et du reflux de la conflictualité sociale pour en conclure à une éclipse du monde ouvrier, du collectivisme et de l'antagonisme de classe au profit des travailleurs en col blanc, de l'individualisme et du partenariat social. Pour contrer ce tournant néo-travailliste du monde du travail et des sciences sociales, Kelly fait appel à la théorie des mobilisations pour redéfinir, dans un contexte où le collectivisme ne semble plus aller de soi, la façon dont les travailleurs développent une définition collective de leurs intérêts face à une situation d'injustice. Cette attention microsociale aux dynamiques collectives, couplée au niveau macrosocial à une remobilisation de la théorie des cycles de longue durée, permet à Kelly de comprendre l'action collective comme une réaction historiquement située à une situation d'injustice – et non comme une pratique sociale anachronique – et d'envisager la résurgence d'un mouvement ouvrier transformé<sup>250</sup>. En insistant sur les mobilisations collectives et les dynamiques de la lutte des travailleurs contre l'injustice, Kelly se positionne aussi contre deux tendances qui affectent selon lui le champ de l'étude des relations professionnelles depuis le début des années 1990<sup>251</sup>. La première est la transformation de la discipline en science de la gestion des ressources humaines, ce qui revient à accepter la primauté des intérêts du capital. La seconde est l'abandon progressif de l'étude des structures du champ des relations professionnelles, comme les syndicats et les institutions, au profit d'un intérêt pour les processus de négociation de la relation de

---

<sup>250</sup> John Kelly, *Rethinking Industrial Relations: Mobilization, collectivism and long waves*, Londres, Routledge, 1998, p. 1.

<sup>251</sup> *Ibid.*, p. 130-132.

production entre employeurs et employés, où Kelly voit une négation de la violence de la répression patronale et une adhésion aux objectifs économiques et politiques des employeurs.

Si l'ouvrage de Kelly nous semble significatif d'un tournant des mobilisations – il se présente explicitement comme tel – on signalera que la sociologie des mobilisations a aussi été acclimatée, quoique de manière moins programmatique, dans le champ des études sur les relations professionnelles à travers un corpus large de travaux qui s'emploient à comprendre la transformation des modes d'organisation et d'action syndicales. Pour penser les tentatives de redynamisation opérées par des stratégies d'alliance inter-organisationnelle ou de liaison entre travail syndical et travail associatif, des paradigmes comme ceux de « syndicalisme de mouvement social » ou de « syndicalisme communautaire » ont été élaborés, qui puisent dans les méthodes de l'analyse micro-sociologique des mobilisations<sup>252</sup>.

### ***1.1.3.8 Les productions françaises***

Si l'essentiel des travaux qui constituent notre corpus de référence sont des productions britanniques, il faut souligner l'apport des civilisationnistes français à notre compréhension de l'histoire du mouvement syndical et du monde du travail britanniques. Depuis sa création en 1983, une série de numéros de la *Revue française de civilisation britannique* a été consacrée de manière générale aux questions sociales et au monde du travail<sup>253</sup>. Deux volumes ont été dédiés entièrement au mouvement syndical britannique, respectivement en 1987 et en 2009<sup>254</sup>. Le premier intervient juste après la Grande grève des mineurs, à un moment où les civilisationnistes français sont, comme les chercheurs britanniques, obligés d'interroger leurs modèles de compréhension des relations entre les syndicats, le patronat et l'État en Grande-Bretagne dans un contexte où le pouvoir des syndicats n'apparaît plus comme une donnée structurante de la vie sociale et politique britannique. Dans ce volume, on trouve donc tout d'abord deux articles de cadrage, l'un sur

---

<sup>252</sup> Edmund Heery, « Trade Unionism under New Labour », The Shirley Lerner Memorial Lecture 2005, Manchester Industrial Relations Society, 2005; Jane Parker, « The Trades Union Congress and civil alliance building: towards social alliance unionism? », *Employee Relations*, Vol. 30, No. 5 (2008), p. 562-583; Melanie Simms et Jane Holgate, « TUC Organising Academy Ten Years On: What Has Been the Impact? », Work Employment and Society Conference, Aberdeen, 2007; David Waddington, « 'With a little help from our friends': The role of new solidarities and alliances in the remaking of Warsop Vale », *Capital & Class*, No. 87 (2005), p. 201-225; Jeremy Waddington et Reiner Hoffmann (ed), *Trade Unions in Europe: facing challenges and searching for solutions*, Bruxelles, European Trade Union Institute, 2000; Jane Wills et Melanie Simms, « Building reciprocal community unionism in the UK », *Capital & Class*, No. 82 (2004), p. 59-84.

<sup>253</sup> Mireille Babaz et al. (ed), « Emploi et chômage en Grande-Bretagne, 1979-1983 », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 2, No. 4, 1984 ; Jean-Pierre Ravier et François Poirier (ed), « Attitudes face à la crise en Grande-Bretagne », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 4, No. 3, 1987.

<sup>254</sup> Richard Sibley (ed), « Le syndicalisme en Grande-Bretagne », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 4, No. 4 (1987) ; Anne-Marie Motard (ed), « Les syndicats britanniques : déclin ou renouveau ? », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 15, No. 2 (2009).



les relations professionnelles entre 1945 et 1987 par Jean-Pierre Ravier<sup>255</sup>, auteur d'une thèse sur « Les relations industrielles sous un gouvernement travailliste majoritaire, 1945-1970 » publiée en 1981<sup>256</sup>, l'autre par Colette Bernas, laquelle propose pareillement une lecture à long terme des relations professionnelles en Grande-Bretagne, à partir de la mise en place de dispositifs de rationalisation et d'intensification du travail<sup>257</sup>. On trouve ensuite deux articles sur les rapports entre les syndicats et les partis conservateur et travailliste, écrits respectivement par Gillian Peele, professeur de science politique à Oxford, et par Richard Sibley<sup>258</sup>. Enfin, le volume contient deux articles plus ciblés, l'un sur la place des femmes dans les syndicats par Monica Charlot et l'autre sur les syndicats de cadres rédigé par Michel Lemosse<sup>259</sup>, spécialiste de l'éducation et des syndicats d'enseignants<sup>260</sup>. À partir de ce premier numéro, il est déjà possible de tirer quelques enseignements quant au regard, spécifique ou non, que les civilisationnistes français ont porté sur le mouvement syndical britannique. On doit noter tout d'abord des éléments de convergence avec le champ britannique des études sur le mouvement syndical. Le numéro de 1987 de la *Revue française de civilisation britannique* reflète l'état du champ en Grande-Bretagne au début des années 1980, en ce qu'il fait l'impasse sur le rapport à l'État – à distinguer des partis politiques – et sur l'impact de la législation conservatrice. Le postulat de l'autonomie du champ des relations professionnelles, qui rend possible leur étude indépendamment du contexte politique, caractérise donc alors le travail des civilisationnistes français comme il avait caractérisé celui des chercheurs britanniques.

Le numéro de 2009, publié après deux décennies marquées par la stabilisation de l'ordre conservateur thatchérien dans les relations professionnelles sous les gouvernements

---

<sup>255</sup> Jean-Pierre Ravier, « Quelques aspects des relations industrielles britanniques (1945-1987) », Richard Sibley (ed), « Le syndicalisme en Grande-Bretagne », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 4, No. 4 (1987), p. 37-47.

<sup>256</sup> Jean-Pierre Ravier, « Les relations industrielles sous un gouvernement travailliste majoritaire, 1945-1970 », Thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Université Paris 3, 1979 ; *Les syndicats britanniques sous les gouvernements travaillistes : 1945-1970*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1981.

<sup>257</sup> Colette Bernas, « Syndicats, nouvelles technologies et "rationalisation" du travail », Richard Sibley (ed), « Le syndicalisme en Grande-Bretagne », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 4, No. 4 (1987), p. 45-60.

<sup>258</sup> Gillian Peele, « The Conservative Party and the Trade Unions », Richard Sibley (ed), « Le syndicalisme en Grande-Bretagne », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 4, No. 4 (1987), p. 61-79 ; Richard Sibley, « Trade Unions and the Labour Party », Richard Sibley (ed), « Le syndicalisme en Grande-Bretagne », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 4, No. 4 (1987), p. 80-98.

<sup>259</sup> Monica Charlot, « Le syndicalisme au féminin », Richard Sibley (ed), « Le syndicalisme en Grande-Bretagne », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 4, No. 4, 1987, p. 99-114 ; Michel Lemosse, « Les "Cols blancs" et leurs syndicats », Richard Sibley (ed), « Le syndicalisme en Grande-Bretagne », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 4, No. 4 (1987), p. 115-135.

<sup>260</sup> Michel Lemosse, « Les syndicats d'enseignants anglais : structures et recherche de l'unité, 1944-1976 », Thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Université Paris 3, 1981 ; « Les syndicats d'enseignants anglais : identité, politiques et stratégies (1944-1985) », Thèse d'Etat, Université Paris 3, 1988.

Major et sous les gouvernements travaillistes de Blair et de Brown, est quant à lui marqué par la reconnaissance du tournant institutionnel du mouvement syndical britannique ainsi que de l'étroite dépendance du champ des relations professionnelles par rapport au contexte politique. Il reflète ainsi l'évolution de la recherche en Grande-Bretagne. Le numéro s'ouvre sur deux articles qui donnent une profondeur historique aux recherches sur le mouvement syndical<sup>261</sup>, ce qui est notable pour deux raisons. Notable tout d'abord en regard de l'orientation contemporaine très forte qui caractérise et la civilisation britannique en général et la *Revue française de civilisation britannique* en particulier, surtout en dehors des numéros consacrés spécifiquement à des périodes antérieures au vingtième siècle. Notable ensuite parce que des articles se retrouvent ici dans un même numéro de revue, qui en Grande-Bretagne seraient probablement parus dans des revues rattachées à différents champs disciplinaires – histoire du mouvement ouvrier et sociologie des relations professionnelles. On retrouve plusieurs échos du numéro de 1987, comme un article sur les femmes dans les syndicats, qui bénéficie de l'apport des recherches menées par les sociologues et historiennes féministes du monde du travail depuis les années 1980, et un article sur les rapports entre les syndicats et le parti travailliste<sup>262</sup>. On retrouve également plusieurs articles de cadrage, quoiqu'il faille noter qu'au lieu de postuler un champ autonome des relations professionnelles, ils s'intéressent à l'interventionnisme étatique et au repositionnement des syndicats dans le champ institutionnel<sup>263</sup>. L'aspect le plus remarquable du numéro est cependant la présence de trois articles sur les rapports entre les syndicats britanniques et l'Europe<sup>264</sup>, qui reflète le tournant européen du mouvement syndical britannique et des études sur celui-ci.

---

<sup>261</sup> Yann Béliard, « Le syndicalisme britannique dans la première mondialisation (1968-1914) », Anne-Marie Motard (ed), « Les syndicats britanniques : déclin ou renouveau ? », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 15, No. 2, 2009, p. 15-43 ; Constance Bantman, « Du lib-labism à la grande fièvre ouvrière (1880-1914) : les *trade unions* entre libéralisme, travaillisme et action directe », Anne-Marie Motard (ed), « Les syndicats britanniques : déclin ou renouveau ? », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 15, No. 2, 2009, p. 45-57.

<sup>262</sup> Sue Ledwith, « Vive la différence ? Women and Trade Unions in Britain », Anne-Marie Motard (ed), « Les syndicats britanniques : déclin ou renouveau ? », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 15, No. 2, 2009, p. 87-112 ; Chris Wrigley, « Trade Unionists and the Labour Party in Britain : the bedrock of success », Anne-Marie Motard (ed), « Les syndicats britanniques : déclin ou renouveau ? », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 15, No. 2, 2009, p. 59-72.

<sup>263</sup> John Mullen, « La législation syndicale de Thatcher à Brown : menaces et opportunités pour les syndicats », Anne-Marie Motard (ed), « Les syndicats britanniques : déclin ou renouveau ? », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 15, No. 2, 2009, p. 73-85 ; Marc Lenormand, « Entre tournant réaliste et nouveau radicalisme : les syndicats, le Parti travailliste et l'Etat britannique, de la révolution thatchérienne au néo-travaillisme », Anne-Marie Motard (ed), « Les syndicats britanniques : déclin ou renouveau ? », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 15, No. 2, 2009, p. 167-187.

<sup>264</sup> Anne-Marie Motard, « Le TUC et l'Europe, le virage des années Thatcher : de l'internationalisme de principe au pragmatisme pro-européen », Anne-Marie Motard (ed), « Les syndicats britanniques : déclin ou renouveau ? », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 15, No. 2, 2009, p. 113-131 ; Carine Berbéri, « Les syndicats britanniques face aux questions monétaires européennes 1988-2008 », Anne-Marie Motard (ed), « Les syndicats

À côté de ces éléments de convergence entre les champs britanniques et français, il est utile de faire état d'un certain nombre d'écarts. Ainsi, alors que nous avons mis en évidence la très forte adéquation politique entre le mouvement ouvrier et le champ universitaire en Grande-Bretagne, il apparaît que le champ civilisationniste obéit à une logique légèrement différente. Le numéro de 1987 de la *Revue française de civilisation britannique* présente non seulement un éventail d'universitaires situés sur tout le spectre politique, du parti communiste de Colette Bernas au parti conservateur de Gillian Peele, mais inclut aussi un chapitre sur le parti conservateur et les syndicats, dont l'intérêt repose sur le fait que des spécialistes britanniques de l'histoire du mouvement ouvrier et du monde du travail n'auraient pas nécessairement envisagé l'inclusion d'un tel chapitre. Il est de ce point de vue révélateur que Gillian Peele, à qui il a été fait appel pour rédiger ce chapitre, n'est pas une spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier, mais une politiste qui s'est intéressée au parti conservateur et au conservatisme.

Le numéro de 2009 marque une mise en adéquation des champs français et britannique. L'universitaire britannique auquel il a été fait appel n'est plus une politiste conservatrice extérieure au champ de l'étude du mouvement ouvrier des relations professionnelles, mais Chris Wrigley, un des chercheurs les plus reconnus dans le domaine de l'histoire du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne. Politiquement, les auteurs se placent sur le même spectre politique large que le champ britannique et le mouvement syndical britannique lui-même, de la gauche radicale de John Mullen au centre blairiste et modernisateur en la personne de John Monks, auteur prestigieux en tant qu'ancien secrétaire général du TUC et secrétaire général de la Confédération des syndicats européens. Cette mise en adéquation de la civilisation britannique et des champs homologues se produit cependant à l'intersection de deux logiques contradictoires des deux côtés de la Manche, avec côté français une reconnaissance institutionnelle croissante de la civilisation, et côté britannique un déclin symbolique de l'étude des relations professionnelles qui a perdu son statut de science de gouvernement et a souvent été transformée en appendice de la gestion. Le faible échantillon constitué par les articles de la *Revue française de civilisation britannique* ne permet pas en revanche une étude attentive des options théoriques et méthodologiques des civilisationnistes français qui se sont penchés sur le fait syndical britannique, pas plus que le faible nombre de civilisationnistes que se sont intéressés spécifiquement au mouvement ouvrier britannique ne

---

britanniques : déclin ou renouveau ? », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 15, No. 2, 2009, p. 133-151 ; John Monks, « The British Trade Unions and Europe », Anne-Marie Motard (ed), « Les syndicats britanniques : déclin ou renouveau ? », *Revue française de civilisation britannique*, Vol. 15, No. 2, 2009, p. 153-165.

permet d'opérer des montées en généralité sur les objets qu'ils se sont donnés, les méthodes qu'ils ont adoptées, et donc d'avoir une vision claire et globale de l'apport des études de civilisation britannique. Le retour le plus complet dont nous disposons sur le parcours intellectuel d'un civilisationniste français qui a étudié le mouvement ouvrier britannique est l'introduction rédigée par François Poirier pour sa thèse de doctorat soutenue en 1993<sup>265</sup>.

François Poirier a fait partie d'un groupe de jeunes chercheurs, doctorants, assistants et maîtres assistants qui s'inscrivaient dans une perspective critique par rapport à l'étude de la Grande-Bretagne et qui, dans les années 1970, se réunissaient en séminaire à Vincennes pour discuter de l'avancée de leurs travaux. Parmi ceux-ci, il faudrait inclure entre autres Maurice Goldring, Colette Bernas, Martine Spensky et auxquels venaient s'ajouter des jeunes chercheurs du reste de la France qui partageaient ces mêmes options théoriques comme Keith Dixon, Bill Findlay ou Jean-Pierre Ravier. Dans l'introduction qu'il rédige au début des années 1990, François Poirier est critique à l'égard des biais méthodologiques que son engagement politique au parti communiste donnait à ses interrogations sur le mouvement ouvrier britannique, et notamment à l'égard de la caractérisation du mouvement ouvrier britannique comme essentiellement réformiste et dominé par une « aristocratie ouvrière » corrompue par les avantages que la bourgeoisie lui a accordé dans le cadre de l'aventure impériale britannique. Ce n'est pas tant la validité des thèses de Lénine que Poirier remet ici en cause, qu'une vision « franco-révolutionnaire » tout à la fois complaisante à l'égard du mouvement ouvrier français et ignorante des productions intellectuelles de la tradition historique marxiste britannique. Il décrit donc le déplacement opéré en retour par la lecture de la *New Left Review* et de *La formation de la classe ouvrière* d'E.P. Thompson sur un civilisationniste qui s'était engagé dans l'étude du mouvement ouvrier britannique par conviction militante<sup>266</sup>.

Poirier trace ensuite les grandes lignes du travail qu'il a mené. La première est le choix d'une aire géographique privilégiée, Liverpool, dont l'intérêt réside à la fois dans sa rupture géographique, sociale et politique par rapport au Londres des institutions de l'État, et dans la façon dont des études localisées géographiquement amènent à remettre en cause le présupposé d'uniformité de la Grande-Bretagne qui sous-tend parfois les travaux des civilisationnistes<sup>267</sup>. La seconde est le choix d'un objet central, la « *class consciousness* », que Poirier préfère

---

<sup>265</sup> François Poirier, « Aspects de la conscience ouvrière en Angleterre de la réforme de 1832 à nos jours », thèse d'Etat, Université Paris 8, 1993.

<sup>266</sup> *Ibid.*, p. 57-60.

<sup>267</sup> *Ibid.*, p. 66-67.

traduire sous le terme de « conscience ouvrière », plutôt que comme « conscience de classe » dont il estime qu'elle est en français indissociablement associée à la tradition bolchévique et à la forme politique du parti d'avant-garde. À l'inverse, la « *class consciousness* »

est employée par de nombreux auteurs pour dénoter l'appartenance de classe, plus ou moins diffuse, plus ou moins claire, et qui se manifeste par un mode de repérage identitaire somme toute assez peu différent de celui de tout groupe humain, quels qu'en soient les critères de regroupement (ethnique, générationnel, sub-culturel, local, professionnel...) <sup>268</sup>.

La troisième réside dans la familiarisation avec les courants historiographiques britanniques les plus récents et leur adoption <sup>269</sup>. Parmi les lectures qui ont stimulé sa réflexion sur la façon de penser et de faire l'histoire de la classe ouvrière britannique, Poirier mentionne notamment les travaux de Gareth Stedman Jones et leur insistance sur la matérialité du langage et sur le langage comme seul matériau de l'historien <sup>270</sup> ; les activités d'entretien de la mémoire populaire menées par l'équipe de Richard Johnson au sein du *Centre for Contemporary Cultural Studies* de Birmingham dans les années 1970 et 1980 <sup>271</sup>, qui s'inscrivent dans la tradition d'une histoire de gauche résolument « socialiste-féministe-anti-raciste » illustrée par la revue *History Workshop*, et qui cherchent à prolonger dans la pratique politique les ambitions des tournants de l'histoire par en bas et de l'histoire orale qui se sont cantonnées à des productions intellectuelles <sup>272</sup> ; enfin les ouvrages de Patrick Joyce, dans lesquels celui-ci poursuit et radicalise le tournant linguistique initié par Stedman Jones, et met en évidence la coexistence de différents modes de représentation de l'ordre social, la classe n'étant qu'un parmi d'autres <sup>273</sup>.

---

<sup>268</sup> *Ibid.*, p. 85. Il nous semble que l'expérience soviétique ne constitue plus ni le point de départ ni le centre de gravité des réflexions contemporaines d'inspiration marxiste, et que dans les travaux sur les classes populaires et le mouvement ouvrier, c'est la définition idéologique large de « conscience de classe » donnée par Poirier qui prévaut et non celle, léniniste, qui fait reposer sur l'avant-garde le travail de conscientisation. Nous employons donc l'expression « conscience de classe » tant pour traduire l'anglais « *class consciousness* » que pour désigner les processus sociaux, politiques et idéologiques de construction d'une identité collective postulant un rapport de domination antagoniste entre deux groupes. Cette conscience de classe peut prendre la forme d'une « conscience ouvrière », au sens d'une identité collective ancrée dans l'antagonisme de classe spécifique de la société industrielle, mais un des enjeux des transformations du mouvement syndical et des luttes sociales est précisément l'éventuelle évolution, extension ou fragmentation de la conscience de classe qu'elles révèlent.

<sup>269</sup> *Ibid.*, p. 92-98.

<sup>270</sup> Gareth Stedman Jones, *op. cit.*, 1983.

<sup>271</sup> Richard Johnson, *Making Histories : Studies in History-Writing and Politics*, Londres, Hutchinson, 1982.

<sup>272</sup> « Leur première interrogation porte sur la pratique historique qui, leur semble-t-il, revêt des formes excluant l'objet même de son étude de la l'accès à la conscience historique : si l'histoire "d'en-bas" lancée par Rudé, Hobsbawm, Thompson, Hill et quelques autres au cours des années cinquante reste le privilège de l'exercice académique, les gens "d'en-bas" n'en acquièrent aucune maîtrise. En outre, le développement récent de l'histoire orale, s'accompagne de l'édiction de normes tout aussi exclusives. » François Poirier, *op. cit.*, 1993, p. 93-94.

<sup>273</sup> Patrick Joyce, *Work, Society and Politics : The Culture of the Factory in Later Victorian England*, Brighton, Harvester Press, 1980 ; *Visions of the People: Industrial England and the Question of Class 1840-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

C'est dans les études qu'il a consacrées à des régions spécifiques et au fait régional lui-même que Poirier semble identifier l'apport scientifique majeur de son travail. À partir de l'expérience de la grève des mineurs de 1984-1985 qui « peut être aussi analysée comme l'éclatement régional de l'ancienne communauté culturelle nationale du monde des houillères »<sup>274</sup>, et s'inspirant des travaux de John Rule sur la période dite de la révolution industrielle<sup>275</sup>, Poirier esquisse un programme de recherche sur le mouvement syndical qui remet en cause le primat de l'étude des organisations fortement structurées et à dimension nationale, au profit d'une mise en évidence de « traditions d'action collectives » à la fois plus diffuses parce que constituant la matrice aussi bien des organisations syndicales aujourd'hui reconnues que des émeutes luddites du dix-neuvième siècle, et connaissant des variations locales et des instanciations organisationnelles radicalement hétérogènes, mais donc au final redevables d'une même analyse en termes de formes de séparation entre capital et travail et formes de luttes des classes<sup>276</sup>. Cependant, précisément en raison de la nécessaire prise en compte de l'historicité des traditions collectives et de leurs instanciations locales et régionales spécifiques, Poirier n'établit pas de lien direct et insoluble entre la séparation entre capital et travail qu'il a remise au centre de l'analyse et syndicalisation, ou entre conditions sociales et économiques locales et identités collectives.

Concluons cet aperçu des travaux sur le monde du travail par quelques hypothèses sur l'apport potentiel de notre travail. Du fait de la sectorisation disciplinaire des sciences sociales, les spécialistes de l'étude des relations professionnelles ont eu tendance à laisser aux politistes le soin d'étudier l'histoire intellectuelle et l'histoire des idées du mouvement ouvrier. Ils ont dès lors souvent proposé des analyses fines de l'idéologie ouvrière et des mécanismes idéologiques à l'œuvre dans le monde du travail, mais ont laissé de côté l'articulation entre les conflits autour de la régulation des relations professionnelles et les projets politiques portés par le mouvement ouvrier. Nous analysons les argumentaires dans lesquels les syndicalistes perçoivent, défendent ou condamnent les transformations du monde du travail dans les années 1970, pour voir comment celles-ci sont investies de projets politiques concurrents, complémentaires ou contradictoires. Nous avons vu également que l'attention des sociologues s'est portée principalement sur les conflits dans les secteurs industriels, de Pilkingtons à Grunwick à la grande grève des mineurs. Les services publics, dont l'affirmation sur la scène syndicale et militante constitue pourtant un des phénomènes sociaux majeurs des années 1970,

---

<sup>274</sup> François Poirier, *op. cit.*, 1993, p. 122-123.

<sup>275</sup> John Rule, *British Trade Unionism 1750-1850*, Londres, Longman, 1988.

<sup>276</sup> François Poirier, *op. cit.*, 1993, p. 128.

sont absents de ce corpus d'études sur les conflits sociaux. Notre étude de l'« hiver du mécontentement » propose donc une analyse d'un conflit majeur dans les services publics, tout en le reliant dans ses enjeux sociaux et politiques aux autres conflits – automobile, transport – de l'hiver 1978-1979.

#### **1.1.4 Les femmes et le genre : un questionnement transversal**

Parmi les secteurs en grève pendant l'hiver 1978-1979, le secteur des services publics est caractérisé par une forte proportion de femmes, laquelle se reflète dans la composition des effectifs de ces syndicats. En ce sens, ces derniers apparaissent immédiatement comme un terrain propice pour une étude sur les femmes et les modalités de leur participation dans les syndicats et dans l'action collective. Des sections locales de NUPE et de COHSE ont d'ailleurs été, dès la fin des années 1970, le terrain d'investigation de plusieurs études sociologiques et ethnographiques sur cette question. Cependant, ce facteur numérique ne suffit pas à lui seul à produire des analyses féministes de la place des femmes dans les syndicats des services publics. Ainsi, Michael Carpenter, auteur des principaux travaux existant sur le syndicat COHSE, concentre-t-il son étude sur les hôpitaux psychiatriques au milieu des années 1970, des hôpitaux caractérisés par le fait que la plupart du personnel infirmier est composé d'hommes, alors même que COHSE est à la même époque devenu un des syndicats les plus féminisés dans la composition de ses effectifs, du fait de son développement dans les hôpitaux généraux. Si les hôpitaux psychiatriques ont joué un rôle déterminant dans le développement de COHSE et continuent alors d'en constituer des bastions, on ne peut s'empêcher de penser que Michael Carpenter a été orienté vers ces hôpitaux par les responsables du syndicat, qui sont eux-mêmes principalement des hommes, pour beaucoup anciens infirmiers psychiatriques. Par ailleurs, les secteurs fortement féminisés ne sont pas les seuls redevables d'analyses inspirées par les études sur les femmes et le genre : c'est l'étude du monde du travail et du mouvement ouvrier dans son ensemble, par-delà ses secteurs les plus féminisés, qui a été transformée et enrichie de manière décisive par l'apport des théories féministes et des études sur les femmes et le genre.

L'ouverture des champs scientifiques de l'histoire du mouvement ouvrier et de la sociologie des relations professionnelles aux études sur les femmes et aux questions de genre s'est opérée progressivement au cours des trente dernières années, grâce au travail militant

des chercheuses face à l'indifférence d'une grande part de la profession, sinon son hostilité<sup>277</sup>. Les années 1970 et 1980 voient l'entrée des femmes dans l'histoire du mouvement ouvrier à partir des marges de la discipline. Il faut noter le rôle important joué par les revues dans ce processus, à commencer par celles qui, comme *History Workshop* qui, dans le courant de la nouvelle gauche radicale britannique et américaine, rassemblent des historiens militants dont des activistes socialistes et féministes. Ce sont progressivement toutes les revues de la gauche radicale britannique, de *Socialist Register* à *Capital and Class* et à *Marxism Today*, qui accueillent des contributions sur le rôle des femmes dans l'économie capitaliste. S'il ne faudrait pas penser que les rapports entre le mouvement féministe et la gauche britannique nouvelle comme ancienne sont non-problématiques, il n'en demeure pas moins que celle-ci a été un terrain important de développement des études féministes sur le mouvement ouvrier. Un deuxième type de revue a joué un rôle déterminant dans l'émergence des questionnements autour des femmes et du genre. Il s'agit des revues féministes, et en premier lieu de *Feminist Studies* fondée en 1972 à New York par des chercheuses et activistes du mouvement féministe. En Grande-Bretagne, si les magazines féministes militants se multiplient dès la fin des années 1960, et si *Hidden from History* publié en 1973 par la sociologue et militante Sheila Rowbotham devient rapidement une référence dans le mouvement féministe<sup>278</sup>, il faut cependant attendre 1979 pour voir apparaître *Feminist Review*, laquelle se présente alors comme un journal théorique qui rejette ce qu'il perçoit comme le biais anti-intellectuel de l'activisme féministe, mais s'ancre explicitement dans la tradition féministe de gauche et accorde une place importante aux questions du travail et de la place des femmes dans le mouvement ouvrier. À partir de ces marges militantes, les femmes font leur entrée dans le canon universitaire des études sur l'histoire du mouvement ouvrier et de la sociologie du travail. Cette entrée est à nouveau tardive en Grande-Bretagne, puisqu'elle ne se fait qu'à partir des années 1980<sup>279</sup>. En 1982, le thème choisi pour la conférence annuelle de la British

---

<sup>277</sup> Pour une étude plus complète de l'intégration des questions sur les femmes et le genre dans l'histoire du mouvement ouvrier et la sociologie des relations professionnelles, voir Marc Lenormand, « 'Only working for pin money ?' Marginalisation et politisation des femmes dans le mouvement syndical britannique des années 1970 », Françoise Barret-Ducrocq et al. (ed), *Comment l'égalité vient aux femmes. Politique, droit et syndicalisme en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en France*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 161-184.

<sup>278</sup> Sheila Rowbotham, *Hidden from History: 300 Years of Women's Oppression and the Fight Against It*, Londres, Pluto Press, 1973.

<sup>279</sup> En France, la question de la place des femmes dans le mouvement ouvrier fait une entrée précoce dans la prestigieuse *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, qui accueille en 1977 un article d'Anne-Marie Sohn sur les institutrices syndiquées à la CGTU. Voir Anne-Marie Sohn, « Exemplarité et limites de la participation féminine à la vie syndicale : les institutrices de la CGTU », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Vol. 24, No. 3 (1977), p. 391-414. Aux États-Unis, de nombreux articles sont publiés dans la revue de référence *Labor History* dès le milieu des années 1970 : Thomas Dublin, « Women Work and Protest in the Early Lowell Mills: 'The Oppressing Hand of Avarice Would Enslave Us' », *Labor History*, No. 16 (1975), p. 96-116 ; Alice



Sociological Association est « *Gender and Society* ». Les communications portant sur le monde du travail sont publiées en 1983 sous la forme d'un ouvrage collectif<sup>280</sup>. L'entrée est encore plus tardive au sein de l'histoire sociale : en novembre 1983 dans *Past and Present*<sup>281</sup> ; en janvier 1986 dans *Social History*<sup>282</sup>.

Les années 1980 et 1990 sont marquées par le développement de la problématique du genre. Un éditorial de 1985 de *History Workshop* affirme ainsi la nécessité de faire l'histoire des genres pour éviter la ghettoïsation de l'histoire des femmes<sup>283</sup>. Ce moment intellectuel est également marqué par l'apparition de nouvelles revues, telles *Gender Work and Employment* ou *Gender and Society*. Dans l'éditorial du premier numéro paru en 1987, Judith Lorber affirme que *Gender and Society* entend se distinguer par son insistance sur la construction et la reproduction sociale des genres<sup>284</sup>. Après plus de dix années d'existence, dans l'éditorial d'un numéro spécial sur le genre et les mouvements sociaux, Verta Taylor et Nancy Whittier déploraient pourtant toujours que les principales études sur les mouvements sociaux continuent d'éluder la question du genre<sup>285</sup>. Si le paradigme du genre peine à s'imposer comme un outil indispensable pour le politiste, le sociologue ou l'historien – et non pas comme un domaine spécialisé, il est de moins en moins possible d'ignorer les questionnements sur les femmes et le genre dans une recherche consacrée au travail, au syndicalisme et aux luttes sociales.

#### ***1.1.4.1 Un corpus de travaux de référence et une méthode d'investigation***

Nous disposons aujourd'hui pour l'étude du mouvement ouvrier britannique de textes de référence, à commencer par *Women and Trade Unions: An Outline History of Women in the British Trade Union Movement* publié en 1976 par l'historienne américaine Sheila Lewenhak<sup>286</sup>, qui constitue le premier ouvrage de la deuxième vague féministe à ambitionner

---

Kessler-Harris, « Organizing the Unorganizable: Three Jewish Women and Their Union », *Labor History*, No. 17 (1976), p. 5–23 ; Barbara Klaczynska, « Why Women Work: A Comparison of Various Groups-Philadelphia, 1910–1930 », *Labor History*, No. 17 (1976), p. 73–87.

<sup>280</sup> Eva Gamarnikow (ed), *Gender, Class and Work*, Londres, Heinemann, 1983.

<sup>281</sup> Olwen Hufton, « Women in History. Early Modern Europe », *Past & Present*, No. 101 (1983), p. 125-141 ; Joan Scott, « Women in History. The Modern Period », *Past & Present*, No. 101 (1983), p. 141-157.

<sup>282</sup> Wally Secombe, « Patriarchy Stabilized : The Construction of the Male Breadwinner Wage Norm in Nineteenth-Century Britain », *Social History*, Vol. 11, No. 1 (1986), p. 53-76.

<sup>283</sup> « Women's History and Men's History », *History Workshop*, No. 19 (1985), p. 1-2.

<sup>284</sup> Judith Lorber, « From the Editor », *Gender and Society*, Vol. 1, No. 1 (1987), p. 3-5. La revue propose également des articles qui reviennent sur la syndicalisation des femmes. Voir Joan Burton, « Dilemmas of Organising Women Office Workers », *Gender and Society*, Vol. 1, No. 4 (1987), p. 432-446.

<sup>285</sup> Verta Taylor et Nancy Whittier, « Guest Editors' Introduction : Special Issue on Gender and Social Movements : Part 1 », *Gender and Society*, Vol. 12 (1998), p. 622-625.

<sup>286</sup> Sheila Lewenhak, *Women and Trade Unions : An Outline History of Women in the British Trade Union Movement*, New York, Saint Martin's Press, 1976.

de faire une histoire générale des femmes dans le mouvement syndical britannique. Il s'agit de l'extension d'un travail de thèse consacré à la période qui commence dans les années 1920, aussi les périodes antérieures sont-elles abordées rapidement par Lewenhak et principalement sous la forme des grandes figures syndicales féminines. Le choix de faire commencer sa chronologie au Haut Moyen-Âge s'explique cependant par la volonté de Lewenhak de démontrer que les discriminations au travail et la lutte des femmes pour l'égalité salariale ne sont pas des inventions des années 1970 : elle met en évidence l'égalité salariale qui prévalait en Angleterre avant la conquête normande, souligne le développement de dispositifs comme les *Poor Laws* et le « *family wage* »<sup>287</sup> qui ont contribué à donner une place subordonnée aux femmes dans le monde du travail britannique, enfin retrace l'émergence d'organisations de travailleuses à la fin du dix-neuvième siècle, qui pour la plupart fusionnent avec des syndicats masculins entre le début du vingtième siècle et l'entre-deux-guerres. Concernant la période postérieure aux années 1920, Lewenhak s'intéresse notamment aux débats au sein des organisations syndicales sur l'intégration des femmes, qui opposent les partisans d'une représentation spécifique des femmes aux défenseurs d'une intégration des femmes dans les institutions – supposément non-spécifiques mais en vérité masculines – du mouvement syndical. Elle détaille l'émergence de structures comme le *National Women's Advisory Committee* du TUC et ses transformations sous l'influence de nouvelles générations de syndicalistes femmes. En raison de cette concentration sur les structures et dispositifs de représentation, l'historienne féministe Joan Scott a reproché à Lewenhak de faire une histoire organisationnelle qui tient peu compte des transformations de l'histoire sociale depuis les années 1960 dans plusieurs directions : une prise en compte de la vie et des luttes des travailleuses ordinaires – et pas seulement des dirigeantes ; une intégration des structures familiales à la réflexion sur le travail et l'action politique ; une interrogation sur la classe à la fois en tant que catégorie analytique et en tant que structure productrice de subjectivités spécifiques<sup>288</sup>. L'ouvrage de Lewenhak n'en reste pas moins un document précieux pour aborder les questions de la syndicalisation des femmes et de leur participation aux institutions du mouvement ouvrier.

---

<sup>287</sup> L'idée du « *family wage* » est que le salaire versé à un travailleur homme est justifié par la nécessité de nourrir l'ensemble d'une famille ouvrière. Il s'agit à la fois d'une revendication portée par les syndicats pour légitimer les augmentations salariales, et d'une idéologie reprise par les employeurs et les syndicalistes hommes pour justifier les salaires moindres versés aux travailleuses femmes au prétexte qu'elles n'ont pas la responsabilité de nourrir leur famille, mais travaillent pour compléter ce revenu principal ou pour gagner de l'argent de poche (« *pin's money* »).

<sup>288</sup> Joan Scott, « Review », *The Journal of Modern History*, Vol. 51, No. 3 (1979), p. 566-568.

Nous disposons ensuite d'études ethnologiques sur les femmes au travail, réalisées au tournant des années 1980 sur le modèle de la sociologie empirique pratiquée par Beynon et Burawoy<sup>289</sup>. Suivant le biais ouvrieriste qui caractérise la sociologie des relations professionnelles, elles portent principalement sur l'industrie, et ne sont donc mobilisables qu'incidemment dans un travail sur des conflits sociaux qui n'impliquent pas de femmes travaillant dans l'industrie. Enfin, il faut signaler le développement de travaux sur la syndicalisation des femmes à partir d'études de cas. Les études pionnières ont été réalisées en Amérique du Nord et en Australie<sup>290</sup>. Nous disposons néanmoins aujourd'hui de données sur différents syndicats et secteurs en Grande-Bretagne : le secteur privé et manufacturier principalement masculin à travers une étude des femmes au sein de la *Transport and General Workers Union* (TGWU) et de *Manufacturing Science and Finance* (MSF), la place des collectifs syndicaux féminins dans un tel secteur à partir de l'exemple de MSF et de *Union of Shop Distributive and Allied Workers* (USDAW), enfin le secteur public où les femmes sont majoritaires autour d'une étude du syndicat *National Association of Local Government Officers* (NALGO)<sup>291</sup>. Par rapport à ces études relativement récentes, ce sont plutôt des travaux menés au tournant des années 1980 sur les travailleuses et leurs organisations dans le secteur des collectivités locales et dans le service public de santé qui nous intéressent. Ces études ont par ailleurs le mérite d'allier, à l'étude de la participation des femmes aux activités syndicales, l'analyse des processus de politisation – un processus parfois disjoint de la syndicalisation – des travailleuses britanniques, et une réflexion sur l'émergence d'une conscience syndicale et d'une conscience de genre à travers les luttes sociales. Si nous mobilisons les résultats de ces travaux plus précisément dans la troisième partie de notre travail, il est utile de présenter ici leurs terrains et leurs méthodes.

Sheila Cunnison et Jane Stageman ont ainsi consacré un ouvrage à ce qu'elles nomment la « culture masculine » et à son ancrage dans le mouvement syndical, où elle consolide la domination structurelle des hommes, et rend les voix et les revendications des

---

<sup>289</sup> Anna Pollert, *Girls, Wives, Factory Lives*, Londres, Macmillan, 1981 ; Ruth Cavendish, *Women on the Line*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1982 ; Sallie Westwood, *All Day, Every Day : Factory and Family in the Making of Women's Lives*, Londres, Pluto Press, 1984.

<sup>290</sup> Barbara Wertheimer et Anne Nelson, *Trade Union Women : A Study of Their Participation in New York City Locals*, New York, Praeger, 1975 ; Ann Curthoys, Susan Eade et Peter Spearritt, *Women at Work*, Canberra, Australian Society for the Study of Labour History, 1975.

<sup>291</sup> Gill Kirton, *The Making of Women Trade Unionists*, Aldershot, Ashgate, 2006 ; Jane Parker, *Women's Groups and Equality in British Trade Unions*, Lewiston, N.Y., Edwin Mellen Press, 2003 ; Elizabeth Lawrence, *Gender and Trade Unions*, Londres, Taylor & Francis, 1994.

femmes inaudibles<sup>292</sup>. Elles partent des témoignages de femmes, rapportés dans des enquêtes ethnologiques, qui déclarent que les syndicats n'apportent pas de réponse aux problèmes qu'elles rencontrent quotidiennement sur leurs lieux de travail, et s'emploient à décrire et expliquer la marginalisation des femmes dans les activités syndicales à partir de huit études de cas. Contre la domination de la « culture masculine », Cunnison et Stagemen esquissent une perspective de féminisation des syndicats fondée sur l'adoption de ce qu'elles caractérisent comme une « culture féminine ». Si elles se défendent de tout essentialisme, elles n'envisagent pas en revanche de remise en cause des modes de socialisation genrés qui produisent cette « culture féminine »<sup>293</sup>. Dans une perspective théorique que l'on pourra qualifier de moins essentialiste, Anne Munro analyse pareillement la façon dont les intérêts des travailleuses femmes sont représentés dans les syndicats<sup>294</sup>. La thèse centrale de *Women, Work and Trade Unions* est la présence d'un biais institutionnel au sein des organisations syndicales, qui tend à exclure les questions relatives aux travailleuses femmes des priorités de l'action syndicale. Selon Munro, c'est parce que le syndicalisme britannique repose sur la persistance des divisions au sein de la classe ouvrière – divisions entre secteurs et entre occupations qui recourent à une hiérarchie genrée du monde du travail – que les syndicats sont structurellement incapables de représenter les intérêts de leurs adhérentes femmes<sup>295</sup>. L'analyse de Munro s'appuie sur des études de cas réalisées au milieu des années 1980 dans des sections syndicales hospitalières de NUPE et de COHSE.

À travers ces outils et problématiques et ce corpus émergent, se dessine finalement une méthode d'investigation pour les études sur le monde du travail et le mouvement ouvrier. De nombreux historiens s'emploient aujourd'hui à genrer leurs archives, des sociologues à genrer leur terrain et leurs données. Cela demande tout d'abord de poser la question du genre des travailleurs étudiés, et ensuite de voir si l'analyse genrée des archives et des données produit

---

<sup>292</sup> Sheila Cunnison et Jane Stageman, *Feminizing the Unions : Challenging the Culture of Masculinity*, Aldershot, Avebury, 1993.

<sup>293</sup> « We do not intend to suggest that all women hold precisely the same values and share precisely the same culture. We recognise that diverse experience gives rise to diverse identities, value systems and cultures. However, we do suggest that beneath the diversity there is a core set of gender-specific values which supports a core culture of femininity. Moreover, we are identifying tendencies, not invariable relationships [...]. So we refer to core values and a core culture which are found 'among' women, but which are not to be thought of as attributes of all women. In our view the culture of femininity is a resource which can benefit the union movement. Aspects of this culture which are specifically relevant to trade unionism are: the importance placed on affective rather than instrumental relationships; the emphasis on accommodation rather than confrontation; the priority accorded to social over purely economic factors; the connection made between home, employment and community; the acceptance of diversity and the belief that everyone's voice should be heard; a dislike of formality, hierarchy and top-down decision making and a belief in informality and the importance of grass-roots' opinion. » Sheila Cunnison et Jane Stageman, *op. cit.*, 1993, p. 17.

<sup>294</sup> Anne Munro, *Women, Work and Trade Unions*, Londres, Mansell, 1999.

<sup>295</sup> *Ibid.*, p. 24.

des résultats saillants en termes quantitatifs, ou encore à analyser les luttes sociales et la défense par les syndicats des intérêts des travailleurs à la lumière des intérêts divergents des groupes de travailleurs selon leur genre. On aboutit ainsi à une compréhension complexe du mouvement syndical à la fois en tant qu'outil de défense des travailleurs considérés comme groupe ou classe ; outil d'oppression des groupes de travailleuses femmes au sein du monde du travail et au sein du mouvement ouvrier ; outil possible enfin pour les luttes contre l'oppression des femmes. C'est ce statut contradictoire du mouvement syndical que pointaient déjà les militantes féministes impliquées dans les luttes politiques et sociales des années 1970.

#### **1.1.4.2 Des textes militants**

Le féminisme n'est en effet pas seulement une méthodologie ou un courant au sein des sciences humaines : c'est aussi un mouvement et un type de positionnement critique au sein des luttes. Il est de ce point de vue essentiel de prendre en compte, à côté des effets heuristiques puissants d'une approche féministe de l'histoire du mouvement ouvrier et de la sociologie des relations professionnelles, les effets sociaux et politiques du mouvement féministe et de la prise de conscience de genre sur le mouvement ouvrier dans la période qui nous intéresse. Il s'agit à la fois de préciser ce que nous entendons par mouvement féministe, et de déterminer les effets produits par la lutte des femmes et la critique féministe sur les organisations du mouvement ouvrier.

Nous disposons pour ce faire tout d'abord d'histoires du mouvement féministe, situées et ancrées dans les luttes. Dans *Beyond the Fragments*, trois féministes proches de l'extrême-gauche trotskyste reviennent sur leur expérience de la lutte des femmes. Les contributions de Lynne Segal et Hilary Wainwright sont ancrées dans leur participation à des collectifs locaux. Celle de Sheila Rowbotham est plus théorique, et aborde la question des relations entre luttes féministes et luttes sociales, à partir des frustrations politiques qu'elle a éprouvée dans les années 1970 au sein du groupe *International Socialists* puis du *Socialist Workers Party*<sup>296</sup>. *Sweet Freedom* est un ouvrage plus unifié, puisqu'après une brève histoire du développement du mouvement féministe en Grande-Bretagne il détaille la situation des femmes et de leurs luttes dans une série de secteurs – le travail, la famille, le droit, le syndicalisme, l'éducation, la culture et la sexualité<sup>297</sup>. Les deux auteures, Anna Coote et Beatrix Campbell, sont deux journalistes impliquées dans des collectifs de libération des femmes depuis le début des

---

<sup>296</sup> Sheila Rowbotham et al., *Beyond the Fragments: Feminism and the Making of Socialism*, Londres, Merlin, 1979.

<sup>297</sup> Anna Coote et Beatrix Campbell, *Sweet Freedom : The struggle for women's liberation*, Londres, Pan Books, 1982.

années 1970. Si elles sont proches du parti communiste de Grande-Bretagne, elles proposent un panorama du féminisme qui met en regard les traditions du féminisme radical et du féminisme socialiste<sup>298</sup>.

C'est autour d'une série de revues que le féminisme britannique a donné lieu à la plus forte activité de publication. Des magazines locaux apparaissent à la fin des années 1960 autour de collectifs féministes qui mènent des actions de conseil et de solidarité autour notamment des questions de sexualité et de violence. C'est le cas par exemple de *York Feminist News* et de *Sheffield Feminist News*. La lettre d'information mensuelle *Shrew*, sous-titrée « *women's liberation workshop* » et lancée par des collectifs londoniens<sup>299</sup>, devient progressivement un outil de diffusion d'information au niveau national, que des collectifs féministes se relaient pour éditer. *Shrew* paraît régulièrement entre 1969 et 1974, puis sporadiquement jusqu'en 1978. L'accent y est mis sur l'action collective et sur la circulation de l'information au niveau local. Des campagnes sont menées sur l'accès à la contraception et sur la syndicalisation, de concert respectivement avec les publications *Women's Report* et *Red Rag*<sup>300</sup>.

L'ambition de *Spare Rib* est différente. Lancée en 1972 par Rosie Boycott et Marsha Rowe, deux journalistes qui ont fait leurs armes dans la presse contre-culturelle des années 1960, le magazine se veut faire concurrence aux magazines féminins conventionnels, et sortir le féminisme du ghetto des collectifs militants pour toucher un public féminin plus large. Écrit, imprimé et diffusé commercialement par des professionnelles à 20,000 exemplaires dans les kiosques, il est dans sa première année de fonctionnement structuré comme un magazine ordinaire, c'est-à-dire dirigé par ses deux rédactrices en chef. Sous l'influence des petits magazines produits de manière autogestionnaire et des pratiques horizontales de fonctionnement des collectifs féministes, la structure de *Spare Rib* évolue cependant à partir de 1973, où le travail éditorial devient collectif. Les premiers numéros insistent particulièrement sur les pressions auxquelles sont soumises les femmes et développent une critique anti-capitaliste de l'industrie cosmétique. Ce n'est que progressivement que la

---

<sup>298</sup> Dans leurs variantes les plus orthodoxes, ces deux courants du féminisme font primer respectivement le sexe sur la classe, et la classe sur le sexe. Les variantes moins doctrinaires tendent à étudier l'articulation complexe de ces rapports de domination.

<sup>299</sup> Il semble difficile d'établir avec certitude l'origine de *Shrew*. Si la plupart des auteurs la situent à Londres, dont proviennent un grand nombre des collectifs qui contribuent à son édition, d'autres la voient à Bristol.

<sup>300</sup> La plupart des numéros de *Women's Report*, lettre d'information publié tous les deux mois entre 1972 et 1979 par le *Women's Lobby* et la *Fawcett Society* héritière des luttes des suffragettes, sont disponibles à la *British Library*. Il en va de même de *Shrew*. Les archives de *Red Rag*, publiée par « un collectif marxiste au sein du mouvement féministe » comme son sous-titre l'indique, sont en revanche plus éparpillées.

question de l'intime et de la sexualité, centrales dans les interrogations des collectifs qui émergent au tournant des années 1970, fait son apparition dans les colonnes de *Spare Rib*, lesquelles accueillent les contributions de plus en plus de groupes locaux à partir de 1973. En dépit du refus de chaînes comme *WHSmith* de diffuser *Spare Rib* dans ses kiosques et des critiques dont il a pu faire l'objet au sein du mouvement féministe, *Spare Rib* constitue un des principaux facteurs de médiatisation des campagnes menées par les groupes féministes dans les années 1970. Il constitue également pour nous une source précieuse quant aux analyses portées par les féministes et sur les tentatives menées par celles-ci pour élargir et transformer le programme politique du mouvement ouvrier.<sup>301</sup>

Il existe donc déjà des études solides sur les femmes et le genre au travail et dans les organisations syndicales. La plupart sont des études sociologiques fondées sur un travail de terrain. La difficulté pour un travail principalement sur archive est l'invisibilisation des femmes dans les matériaux archivaux. Cependant, nous allons pouvoir à la fois nous appuyer sur les travaux existants pour genrer notre archive, et pour donner une forme conceptuellement satisfaisante aux intuitions et remarques éparses sur les femmes et le genre déjà formulées par les commentateurs contemporains. Ensuite, s'il est un objet qui a été faiblement étudié par les études sur le genre britanniques – c'est moins le cas des études latino-américaines par exemple – c'est l'action collective, ou du moins la participation des femmes à des mouvements sociaux d'importance, par-delà les luttes locales et les résistances quotidienne à l'oppression de sexe, de classe et de race. De ce point de vue, un enjeu de notre étude sur l'« hiver du mécontentement » est de parvenir à une analyse des logiques genrées de l'action collective.

### **1.1.5 Un questionnement émergent : la race et les minorités**

De même que les études sur les femmes et le genre ont peiné à s'imposer dans des champs disciplinaires où le référentiel de classe dominait, de même les études sur les minorités et la race ont émergé contre la représentation du mouvement ouvrier, aussi bien dans les discours indigènes que dans les textes scientifiques, comme composé – par défaut – d'hommes blancs. Si nous nous déplaçons des champs structurés thématiquement aux champs nationaux, ces mêmes recherches peinent aussi à trouver leur place dans un champ universitaire français marqué par l'universalisme républicain et par une législation qui interdit tout fichage ou statistique ethnique ou racial. Il nous semble pourtant que, de la même

---

<sup>301</sup> Nous bénéficions d'un accès synthétique aux archives de *Spare Rib* à travers le *Reader* publié en 1982. Marsha Rowe (ed), *Spare Rib Reader*, Harmondsworth, Penguin, 1982.

manière qu'il est utile d'analyser les divisions du monde social et les rapports de domination de classe et de genre, il est pertinent de poser la question des opérations sociales, économiques et politiques effectuées par la division raciale du monde. Il est nécessaire auparavant de poser quelques définitions et de faire le point sur les connaissances existantes à ce sujet.

### ***1.1.5.1 Race, identité, minorité : des appareils théoriques***

Dans un ouvrage publié pour la première fois en 2008 et qui se présente comme l'amorce d'un programme de recherche sur les Noirs français inspiré des *Black studies* anglo-américaines, Pap Ndiaye propose de diviser en deux grandes catégories les travaux en développement sur les Noirs européens<sup>302</sup>. La première rassemble les travaux, qui à la suite du sociologue Paul Gilroy ont pris pour objet les identités afro-antillaises, les vécus des migrants issus des anciens mondes coloniaux, et leurs expressions populaires et artistiques<sup>303</sup>. Selon Ndiaye, la perspective politique qui sous-tend ce type d'approche est une « politique de la reconnaissance » caractérisée par une demande de justice, de mémoire et de reconnaissance culturelle. Il nous faut ici souligner que, si la question culturelle et identitaire est centrale pour Gilroy, il ne faudrait pas penser pour autant que la question de la race s'est totalement fondue dans la multiplicité des expressions culturelles et leurs appropriations différenciées. Dans la préface à la nouvelle édition de 2002 de son ouvrage de référence *There Ain't no Black in the Union Jack*, il affirme que la race doit être dotée de la même pertinence politique et heuristique que la classe ou le genre, et regrette l'incapacité du marxisme et de la sociologie radicale britannique à intégrer la race à son analyse de classe pour la revivifier<sup>304</sup>. Aux travaux fondés sur le paradigme de l'identité, Ndiaye oppose des travaux fondés sur la notion de « minorité », dont les objets ne sont plus tant les identités et pratiques culturelles que « les dispositifs politiques, juridiques et sociaux par lesquels la domination s'exerce et se

---

<sup>302</sup> Pap Ndiaye, *La condition noire : Essai sur une minorité française*, Paris, Calmann-Lévy, 2008, p. 24-26.

<sup>303</sup> Paul Gilroy, *There Ain't no Black in the Union Jack*, Londres, Routledge, 1987, 2002 ; Paul Gilroy, *The Black Atlantic: Modernity and Double Consciousness*, Londres, Verso, 1993.

<sup>304</sup> « At the time I finished it, I imagined that the theoretical core of the book lay in its sometimes ill-tempered plea that 'race' should be accorded an equivalent epistemological weight and power to shape events, structures and political patterns as other dimensions of inequality and hierarchy like class and gender. [...] Attention to the basic antagonism between labour and capital cannot, by itself, supply adequate alternative explanations of the specific power and historical attributes of racial discourse. These difficulties are compounded when explanations anchored in the integrity of class-based theories, inflate the significance and potency of class solidarity or play down the power of racism to shape the economic, historical and political dynamics with which it is caught up. The substantive analytical challenge remains how to explain the new varieties of exploitation that are being articulated into the class structures of the industrial order as they decompose and mutate. Sadly, dynamic class-based analysis capable of dealing with the cultural as well as the political and economic relations involved in this scenario has not been reinvented in the face of de-industrialisation as I hoped it might be. » Paul Gilroy, *op. cit.*, 1987, 2002, xvii-xix.



transforme ». Ndiaye place son travail clairement dans le cadre d'une telle « politique minoritaire » qui vise à l'élaboration de dispositifs anti-discriminatoires<sup>305</sup>. Ce développement de la notion de minorité, caractérisée par une « identité fine » fondée sur une « assignation identitaire » partagée – à la différence d'une « identité épaisse » fondée sur une culture, une histoire, des références communes et une langue – constitue la réponse de Ndiaye aux critiques dont les premières présentations de son travail ont fait l'objet, lorsqu'il se proposait d'étudier les populations noires comme « groupe social »<sup>306</sup>, caractérisation qui avait été fortement contestée dans un article de Philippe Rygiel dans *Le Mouvement social*. Rygiel promouvait, contre la perspective d'une histoire des populations noires – sans fondement démographique selon lui – celle d'une histoire des rapports sociaux de race ne présupant pas la même relative homogénéité du groupe « noirs »<sup>307</sup>.

Il ne faudrait pas cependant opposer l'histoire des noirs et l'histoire de la race. C'est d'ailleurs autour de sa prise en compte de la race et de la question raciale que Rygiel indiquait converger avec les perspectives de Ndiaye. Ce dernier souligne dans *La condition noire* la réticence des chercheurs français à recourir à cette notion, ce qu'il attribue à la fois au modèle républicain de la citoyenneté indifférent sinon hostile à la mise en évidence de différences relatives au genre ou à la couleur de peau, et à l'héritage honteux des politiques raciales du régime de Vichy, dont l'ombre continue de peser sur l'emploi de la notion de race. Par

---

<sup>305</sup> « De préférence à la communauté, je préfère donc la notion de “minorité”, qui délimite minimalement un groupe en fonction du critère de l'expérience sociale partagée selon le marqueur socialement négatif de la peau noire, sans impliquer l'existence de liens culturels communs ou d'une reconnaissance institutionnelle. Il existe ainsi une minorité noire en France en tant qu'il existe un groupe de personnes considérées comme noires et unies par cette expérience même, ce qui constitue un lien ténu mais indubitable. Ce lien n'est pas nécessairement fondateur d'une identité racialisée, mais il reconnaît le tort partagé d'être considéré comme noir, quelle que soit, par ailleurs, la diversité subtile des identités choisies. Si la notion de minorité est apparue et s'est stabilisée, c'est parce qu'elle permettait de parler de situations sociales spécifiques ne relevant pas de choix identitaires, mais d'assignations identitaires. » Pap Ndiaye, *op. cit.*, 2008, p. 65.

<sup>306</sup> Pap Ndiaye, « Pour une histoire des populations noires en France : préalables théoriques », *Le Mouvement social*, No. 213 (2005), p. 91-108.

<sup>307</sup> « Je conteste cependant, ce qui me semble une conséquence des propos de Pap Ndiaye, que le groupe ainsi défini puisse être considéré comme un groupe social, au sens fort que son texte donne implicitement à cette expression – sans même poser la question de ce qu'implique en soi l'opération qui consiste à nommer groupe social la collection d'individus construite par le sociologue – et plus encore qu'il soit possible de déduire de l'existence actuelle du groupe son existence passée. Si nous suivons son texte, il faut pour cela qu'au moins trois conditions soient réunies. L'appartenance au groupe doit posséder une forte valeur explicative, quand sont examinées pratiques ou positions des membres du groupe. Ses membres doivent avoir conscience de cette identité partagée, ce qui suppose, pour que l'observateur puisse le vérifier, qu'elle soit parfois exprimée. Enfin l'expérience sociale partagée doit être spécifique aux membres du groupe. » Philippe Rygiel, « Histoire des populations noires ou histoire des rapports sociaux de race », *Le Mouvement social*, No. 215 (2006), p. 83. Il nous semble que, ces critères étant énoncés, il serait possible de défendre une caractérisation des noirs en France comme « groupe social ». Cependant, il est possible que le recours de Ndiaye à la notion de « minorité » et à l'appareil théorique des *Black Studies* anglo-américaine dans *La condition noire*, en plus de produire un effet puissant de spécification et de clarification de ses thèses, lui permette d'ouvrir un champ d'études relativement autonome par rapport à l'histoire et à la sociologie qui peinent à reconnaître aux noirs le statut d'objet légitime.

ailleurs et sur un plan plus théorique, Ndiaye indique que l'emploi de la catégorie de race fait courir deux risques, celui de son essentialisation – la tendance à la percevoir comme une réalité naturelle quand bien même elle serait étudiée en tant que catégorie imaginaire, et celui de son utilisation culturaliste contre les explications de nature sociale. Contre ces risques, Ndiaye propose tout d'abord d'articuler la question sociale et la question raciale, et de distinguer entre deux acceptations de la race :

Il est donc très important de distinguer l'objet de la notion : en tant qu'objet, la « race » n'a aucun sens ; en tant que notion pour rendre compte d'expériences sociales, elle est utile. En ce sens, elle est une catégorie valide d'analyse sociale, à l'instar d'autres catégories sociales comme la « nation » ou le « genre », notions tout aussi imaginaires, comme le souligne l'historien Thomas Holt, au sens où elles sont historiquement et politiquement construites et sous-tendues par des relations de pouvoir qui ont changé dans le temps. Les « races » n'existent pas en elles-mêmes, mais en tant que catégories imaginaires historiquement construites. Les circonstances sociopolitiques donnent sens aux délimitations raciales. Le facteur mélanique est un fait de nature, mais son interprétation a été un fait de culture<sup>308</sup>.

L'insistance de Ndiaye sur le caractère imaginaire de la race est compréhensible dans le contexte politique de publication de son ouvrage, cependant ce caractère imaginaire des catégories politiques d'exercice du pouvoir ne doit pas nous conduire à faire l'impasse sur la réalité sociale de leurs effets. C'est d'ailleurs au nom des effets discriminatoires des politiques et des pratiques raciales ou du moins racialisées que Ndiaye défend finalement la nécessaire prise en compte de la question raciale et la pertinence politique de recherches formulées à partir de la catégorie de race<sup>309</sup>. Il nous semble cependant qu'il est utile de préciser plus avant ce que nous entendons par « race » comme notion. Plusieurs pistes quant aux effets heuristiques de l'emploi de cette catégorie peuvent être ouvertes par son insertion dans différents paradigmes scientifiques. Le premier est le paradigme bourdieusien de la division symbolique du monde social. Dans un article de 1981 intitulé « Décrire et prescrire », Bourdieu définit l'action du et sur le monde social non pas comme une détermination mécanique, mais comme un effet de connaissance. Il faut envisager les représentations comme des actes de *division* qui visent à imposer la légitimité d'une certaine *vision* de la structure sociale et, ce faisant, à faire advenir des comportements conformes à ces images mentales. La description du monde social engage des effets de prescription.

---

<sup>308</sup> Pap Ndiaye, *La condition noire : Essai sur une minorité française*, Paris, Calmann-Lévy, 2008, p. 39.

<sup>309</sup> « [I]l s'agit de faire remarquer à nos amis antiracistes que le rejet de la catégorie de "race" n'a pas éradiqué le racisme. Pis, il a pu contribuer à ce qui a longtemps été un désintérêt des sciences sociales françaises pour la question des discriminations raciales, constamment sous-estimée ou rabattue sur d'autres formes de domination. » Pap Ndiaye, *op. cit.*, 2008, p. 41-42.

L'action proprement politique est possible parce que les agents, qui font partie du monde social, ont une connaissance (plus ou moins adéquate) de ce monde et que l'on peut agir sur le monde social en agissant sur leur connaissance de ce monde. Cette action vise à produire et à imposer des représentations (mentales, verbales, graphiques ou théâtrales) du monde social qui soient capables d'agir sur ce monde en agissant sur la représentation que s'en font les agents. Ou, plus précisément, à faire ou à défaire les groupes – et, du même coup, les actions collectives qu'ils peuvent entreprendre pour transformer le monde social conformément à leurs intérêts – en produisant, en reproduisant ou en détruisant les représentations qui rendent visibles ces groupes pour eux-mêmes et pour les autres et qui peuvent prendre la forme d'institutions permanentes de représentation et de mobilisation<sup>310</sup>.

À partir de là, on peut comprendre la race comme un opérateur permettant la constitution et la reconstitution de groupes et d'antagonismes sociaux et un outil de division au service des dominants. Nous obtenons cependant ici une définition relativement faible de la race, sur un mode analogique à d'autres catégories et par simple extension de la méthodologie bourdieusienne à de nouveaux objets. Cet effort a cependant le mérite, selon nous, de souligner la compatibilité de la notion de race avec un des courants dominants de la sociologie française.

Le paradigme de la critique de la domination, tel qu'il s'est développé en France à la suite des études féministes, en est également venu à prendre la race comme l'un de ses objets centraux suite aux travaux de Didier et Eric Fassin et d'Elsa Dorlin<sup>311</sup>. Dans son introduction à l'ouvrage collectif *Sexe, Race, Classe*, Dorlin souligne que les trois catégories qui composent le titre de cet ouvrage collectif n'ont pas le même statut méthodologie.

Dans la pensée politique contemporaine, alors que la classe apparaît d'emblée comme un concept critique, le « sexe » et à plus forte raison la « race », sont des catégories conceptuellement équivoques. « Sexe » et « race » désignent à la fois de « vieilles » catégories idéologiques (prétendument naturelles), de « nouvelles » catégories d'analyse critique (critiques des dispositifs historiques de domination, tels que le sexisme et le racisme) et, enfin, des catégories politiques (catégories d'identification, ou plutôt de subjection-abjection, de soi et de l'autre)<sup>312</sup>.

Dorlin insiste sur le nécessaire renouveau de la pensée critique, à la fois pour prendre en compte les mutations du mouvement social et les nouvelles formes de mobilisation autour

---

<sup>310</sup> Pierre Bourdieu, « Décrire et prescrire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 38, No. 1, 1981, p. 69.

<sup>311</sup> Didier et Eric Fassin (ed), *De la question sociale à la question raciale. Représenter la société française*, Paris, La Découverte, 2006 ; Elsa Dorlin, *La matrice de la race : généalogie sexuelle et coloniale de la nation française*, Paris, La Découverte, 2006.

<sup>312</sup> Elsa Dorlin, « Vers une épistémologie des résistances », Elsa Dorlin (ed), *Sexe, Race, Classe, pour une épistémologie de la domination*, Paris, PUF, 2009, p. 6.

de l'expérience coloniale et migratoire, et dans un contexte où la « race » refait également son apparition sous sa forme idéologique réactionnaire dans le discours public. La « race » peut être manipulée comme catégorie d'analyse critique à condition de « désigner et analyser les rapports de *racialisaton*, c'est-à-dire des dispositifs de différenciation stigmatisant ou discriminant et les modes de conscientisation qui lui font face ».<sup>313</sup> Nous aboutissons ici, nous semble-t-il, à une définition forte de la notion de race et de la façon dont elle est productive d'une organisation du monde social et de luttes politiques. Le processus de racisation résulte dans la caractérisation de personnes et de groupes comme « racisés », un adjectif qui nous semble particulièrement utile et heuristique pour marquer l'emprise du rapport de domination de race.

Ces différentes catégories d'analyse ayant été posées et explicitées, nous ne proposons pas de choisir entre elles, mais plutôt d'en faire un usage différencié, approprié aux différents objets que nous nous donnons dans notre travail. Lorsque nous nous intéresserons aux mobilisations collectives de groupes sociaux rassemblant des personnes assignées identitairement comme Noirs ou Indiens et à l'articulation entre des organisations – syndicales ou partisanses – ou des institutions et ces groupes sociaux, c'est la catégorie de « minorité » que nous mobiliserons. Lorsque nous souhaiterons désigner la division du travail, des organisations syndicales et politiques ou encore de l'action collective en fonction des ces assignations identitaires, c'est la catégorie de « race » que nous emploierons. Nous parlerons ainsi de division raciale du travail ou de l'action collective, et désignerons les travailleurs pris dans ce rapport de domination comme des « travailleurs racisés » ou des « travailleuses racisées »<sup>314</sup>.

Il est nécessaire de mentionner une dernière catégorie, celle d' « immigré » et d'expliquer pourquoi nous y aurons peu recours dans le cadre de notre travail. Nous nous référons pour cela à la critique que Ndiaye en a produit.

Quant aux catégories « immigrés », « issus de l'immigration » et, pire, « immigrés de la seconde génération », celles-ci identifient perpétuellement les

---

<sup>313</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>314</sup> Sur la question de l'assignation identitaire, on peut faire référence de nouveau à Ndiaye : « S'il n'existe pas de "nature noire", il est possible d'observer une "condition noire", par laquelle on signale que des hommes et des femmes ont, *nolens volens*, en partage d'être considérés comme noirs à un moment donné et dans une société donnée. C'est faire référence à des personnes qui ont été historiquement construites comme noires, par un lent processus de validation religieuse, scientifique, intellectuelle de la "race" noire, processus si enchâssé dans les sociétés modernes qu'il est resté à peu près en place, lors même que la racialisation a été délégitimée. La catégorie "noir" est donc d'abord une hétéro-identification s'appuyant sur la perception de saillances phénoménales variables dans le temps et l'espace (pigmentation de la peau, apparence corporelle et vestimentaire, langue, accent, etc.). » Pap Ndiaye, *op. cit.*, 2008, p. 45.

personnes concernées à une origine étrangère, redoublée, en ce qui concerne les Noirs, par une couleur de peau qui les renvoie à une étrangeté ineffaçable<sup>315</sup>.

Il est donc nécessaire de préciser les conditions auxquelles il est possible d'employer cette catégorie. Elle est utile pour les historiens et sociologues qui s'intéressent aux mobilités transnationales et à leurs effets sur des populations. Elle est en revanche moins adéquate à l'objet qui est le nôtre, à savoir des conflits du travail dans lesquels les politiques migratoires des entreprises et des États, ainsi que les stratégies migratoires des individus, des familles et des groupes jouent un rôle relativement incident<sup>316</sup>. C'est pourquoi c'est plutôt en termes de race et de minorités que nous abordons notre objet. Nous réserverons l'expression « travailleurs immigrés » ou « travailleuses immigrées » aux personnes et groupes arrivés récemment en Grande-Bretagne, et pour lesquels on souhaitera étudier les effets de cette arrivée récente et des stratégies migratoires sur les dispositions à l'action collective.

### 1.1.5.2 *Histoires et études de cas*

Paul Gilroy a fait remarquer que les contours du groupe des « Noirs », en tant qu'il est constitué par une assignation identitaire hétéronome, ont fortement évolué dans la période de l'après-guerre. Jusque dans les années 1980, le terme « Noir » (« *Black* ») tend à faire référence à l'ensemble des populations racisées de Grande-Bretagne. Un tel emploi est le produit tout autant de l'indifférenciation par les blancs de l'autre racisé, que d'un projet politique unissant les victimes du racisme dans un contexte de lutte anticoloniale et antiraciste. Depuis les années 1980, le signifiant « Noir » a tendu à perdre de sa force dans le discours politique et scientifique britannique, au profit d'une différenciation fine des cultures, des religions et des origines régionales des personnes et groupes racisés<sup>317</sup>.

Les rares histoires générales des minorités en Grande-Bretagne, rassemblées sous le dénominateur de « *Black* », datent donc des années 1980. Les deux principales sont celles de Peter Fryer et de Ron Ramdin. L'ouvrage de Fryer, publié en 1984 chez Pluto Press – des éditions proches de la gauche radicale britannique – accorde beaucoup d'attention aux

---

<sup>315</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>316</sup> Laure Pitti s'est intéressée à l'effacement du référentiel ouvrier dans le tournant historiographique vers l'histoire de l'immigration qui s'est opéré dans les années 1980. Partant des grèves à l'usine Renault Billancourt en 1973, elle montre que les travailleurs en lutte se pensent comme « ouvriers » et portent des revendications qui ont trait aux conditions de salaire et de travail. Elle estime que le remplacement du « travailleur » par « l'immigré » dans les discours académiques reflète un tournant semblable dans les discours politiques des années 1980, et contribue à exclure les travailleurs immigrés de l'histoire sociale et politique du mouvement ouvrier français pour les déporter vers l'histoire sociale de l'immigration. Laure Pitti, « Grèves ouvrières versus luttes de l'immigration : une controverse entre historiens », *Ethnologie française*, Vol. 37 (2001-2002), p. 465-476.

<sup>317</sup> Paul Gilroy, *op. cit.*, 2002, xiii.

logiques migratoires de constitution des populations noires de Grande-Bretagne. Il détaille les flux migratoires, les politiques de recrutement de main-d'œuvre des entreprises, l'évolution des politiques migratoires du gouvernement, et l'émergence et les transformations du racisme. De ce point de vue, il constitue un arrière-plan utile à notre compréhension de l'histoire sociale des minorités de Grande-Bretagne. Par ailleurs, il survole rapidement la décennie 1960 qui voit l'émergence d'une conflictualité sociale portée par les travailleurs racisés<sup>318</sup>. Le livre de Ramdin est à la fois plus spécifique et théoriquement plus ambitieux, dans la mesure où il entend, en écho au travail d'E.P. Thompson, détailler la formation de la classe ouvrière noire en Grande-Bretagne. Après des parties consacrées à la constitution des populations noires en Grande-Bretagne, il caractérise la période 1962-1986 comme celle de l'affirmation d'une classe ouvrière noire. Dans sa description de la situation sociale, Ramdin inclut la transformation et l'institutionnalisation des relations professionnelles dans les colonies britanniques dans l'immédiat après-guerre, pour montrer que les travailleurs racisés ne découvrent pas le travail ou le syndicalisme à leur arrivée en Grande-Bretagne. Il propose ensuite des récits et des analyses des principales luttes de travailleurs racisés pendant notre période, à savoir les grèves à Imperial Typewriters à Leicester et à Grunwick respectivement en 1974 et en 1976-1978, mais aussi les luttes des travailleuses du NHS tout au long de la décennie<sup>319</sup>.

Ces deux histoires des minorités racisées en Grande-Bretagne s'inscrivent dans une tradition d'histoire et de sociologie radicales fortement inspirés par la tradition marxiste britannique, telle qu'elle s'est développée notamment au *Centre for Contemporary Cultural Studies de Birmingham* alors sous la houlette de Stuart Hall<sup>320</sup>, et à travers la revue *Race & Class* dirigée par Ambalavaner Sivanandan. Il faut souligner qu'il existe une autre tradition théorique, celle des « *race relations* ». Cette dernière nous intéresse moins à plusieurs titres. Tout d'abord, elle accorde moins de place au monde du travail et aux luttes sociales que la tradition marxiste, au profit d'une insistance sur les perceptions publiques étudiées de manière statistique ou à partir de la réception des productions culturelles racisées, et apporte à ce titre moins d'éclairages sur les conflits sociaux. Ensuite, elle tend à isoler la race en tant que déterminant sociologique, et à abstraire la vie des personnes racisées des autres rapports de

---

<sup>318</sup> Peter Fryer, *Staying power: The history of black people in Britain*, Londres, Pluto Press, 1984.

<sup>319</sup> Ron Ramdin, *The Making of the Black Working Class in Britain*, Aldershot, Wildwood House, 1987.

<sup>320</sup> Stuart Hall et al., *Policing the Crisis: Mugging, the State, and Law and Order*, Londres, Macmillan, 1978. *Race & Class*, revue de l'Institute of Race Relations (IRR), s'appelait à son lancement en 1959 *Race*. Le changement de nom survient en 1974, lorsque le personnel mené par Sivanandan obtient la démission de l'équipe dirigeante de l'IRR et la réorientation de cet organisme semi-officiel, jusqu'alors chargé d'une mission de conseil auprès du gouvernement, vers l'activisme anti-raciste et la lutte contre l'impérialisme.

domination dans lesquels elles sont prises, ce qui ne permet pas de penser les personnes racisées également comme des travailleurs ou des militants racisés. Enfin, elle tend à penser la race comme une dimension de la réalité sociale dont il s'agit de modérer les effets dans un cadre pluraliste, et non comme un rapport de domination qu'il est possible et souhaitable d'abolir dans une logique de transformation sociale. De ce point de vue, elle cantonne les luttes politiques à ce qu'il est légitime de revendiquer pour rétablir l'équilibre racial. De notre côté, il nous semble illusoire et contestable de chercher à déterminer la légitimité relative des luttes et ce qui serait le juste équilibre racial. La compréhension de la race comme rapport de domination nous semble plus satisfaisante en ce qu'elle se refuse à une telle évaluation normative des luttes et se livre plutôt à une analytique des dominations et des résistances.

On peut mettre en avant ici deux travaux qui ont eu une résonance toute particulière en Grande-Bretagne, en raison de la façon dont ils se sont, quoique de manière très différente, confrontés aux rapports épineux entre race et classe à travers la question de la syndicalisation et de l'action collective des personnes et groupes racisés. Le premier est l'étude consacrée en 1980 par Annie Phizacklea et Robert Miles à la prise en charge de la question raciale dans le mouvement ouvrier britannique<sup>321</sup>. Les deux auteurs critiquent à la fois la littérature sur les « *race relations* » et celle sur le syndicalisme et les relations professionnelles, qui ne prennent pas en compte les luttes des travailleurs noirs – noirs au sens global de racisés que nous avons souligné plus haut – ou du moins pas en tant que luttes de « travailleurs ». Ils proposent de réinscrire l'histoire des personnes et des groupes racisés dans une histoire du capitalisme et du mouvement ouvrier — et non seulement du racisme et des discriminations. Leur travail se situe à deux niveaux. Au niveau national des institutions du mouvement ouvrier, ils étudient la difficile prise en compte des travailleurs racisés par le TUC à partir du milieu des années 1970. Au niveau local de l'engagement syndical des travailleurs racisés, ils s'appuient sur une étude de cas dans l'arrondissement (*borough*) de Brent dans le Nord-Ouest de Londres. Ils en concluent à des degrés de syndicalisation et de conscience de classe semblables chez les travailleurs blancs et noirs. Même s'ils soulignent la discrimination raciale dont les travailleurs noirs font l'objet dans le monde du travail et dans les organisations syndicales, ils insistent au final sur la relative unité de la classe ouvrière et l'appartenance des travailleurs noirs à celle-ci.

L'approche et les conclusions de Prathiba Parmar sont différentes, dans le chapitre qu'elle consacre à la résistance des femmes indiennes au sein du volume sur la race et le

---

<sup>321</sup> Annie Phizacklea et Robert Miles, *Labour and Racism*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1980.

racisme en Grande-Bretagne dans les années 1970 publié au début des années 1980 par une équipe de chercheurs du *Center for Contemporary Cultural Studies* de Birmingham<sup>322</sup>. Critiquant le racisme des études féministes et le sexisme des études sur les populations migrantes, Parmar propose une étude du travail des femmes indiennes et de leurs luttes. Elle détaille les secteurs d'emploi où elles travaillent, et dénonce leur représentation traditionnelle comme victimes passives. C'est pourquoi elle met en évidence la lutte des travailleuses et des travailleurs indiens de Grunwick, qui remet en cause ce stéréotype. Cependant, Parmar refuse de se cantonner à des formes d'action comme la grève, ce qui reviendrait selon elle à reconduire un biais eurocentrique dans l'analyse des résistances et des luttes, et à ignorer les tensions entre les travailleuses et travailleurs racisés et les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier britannique, telles qu'elles ont pu se manifester lors de luttes comme celle à Impérial Typewriters. C'est ce qu'elle reproche à l'étude de Phizacklea et de Miles, lesquels appliquent des critères selon elle inadéquats parce qu'exclusivement classistes, et abstraient les travailleuses et travailleurs racisés des conditions d'existence et des formes de solidarité et de luttes qui leur sont spécifiques. Contre ce biais classiste, Parmar insiste sur des formes de résistance spécifiques aux femmes racisées, comme celles qui passent par la langue et la mécompréhension délibérée des consignes de leurs chefs<sup>323</sup>.

Après les histoires globales et les études thématiques, il faut enfin signaler des études de cas consacrées à des conflits spécifiques impliquant des travailleurs racisés. Si la première du genre en Grande-Bretagne est sans nul doute le bref ouvrage consacré en 1967 par Peter Marsh à une grève de travailleurs Penjabi à Southall<sup>324</sup>, c'est le conflit à l'usine de Grunwick de 1976 à 1978 qui a suscité la plus forte production d'études universitaires, journalistiques et militantes. En tant que conflit qui a polarisé le champ politique britannique, nous disposons sur Grunwick à la fois d'un travail critique sur les travailleurs en lutte et le mouvement syndical britannique écrit par Joe Rogaly, journaliste au *Financial Times*, d'un récit par George Ward, le très droitier et autoritaire patron de l'entreprise, enfin de deux ouvrages qui reprennent les perspectives syndicales sur le conflit, l'un issu du centre travailliste du mouvement par Frank Hansen et l'autre exposant les analyses de la gauche radicale par

---

<sup>322</sup> Prathiba Parmar, « Gender, race and class : Asian women in resistance », Centre for Contemporary Cultural Studies, *The Empire Strikes Back: Race and Racism in 70s Britain*, Londres, Hutchinson, 1982, p. 237-270. Les autres auteurs de cet ouvrage collectif, qui indiquent dans la préface qu'ils se sont constitués en groupe de recherche au sein du Centre for Contemporary Cultural Studies en 1978 et que leur ouvrage constitue une réaction aux horizons limités du champ des « *race relations* », sont Paul Gilroy, Errol Lawrence, Hazel Carby, John Solomos, Bob Findlay et Simon Jones.

<sup>323</sup> Prathiba Parmar, *op. cit.*, 1982, p. 267.

<sup>324</sup> Peter Marsh, *op. cit.*, 1967.



Geoffrey Bell<sup>325</sup>. Tous contribuent à définir la lutte à Grunwick comme un conflit déterminant dans le rapport de force politique et social en Grande-Bretagne dans les années 1970, et comme un moment d'extrême visibilité des travailleurs racisés, même si tous investissent cette lutte d'un sens différent : échec des revendications excessives des syndicats ; défense de la liberté d'entreprendre face à la menace socialiste ; lutte pour la syndicalisation ; démonstration du potentiel radical du prolétariat racisé.

L'apport de notre étude ici ne pourra être que modeste. Si nous parvenons à genrer notre archive, la raciser demeure une entreprise hautement spéculative. Nous ne pouvons ici que nous appuyer sur les études de terrain réalisées par Michael Carpenter et d'autres, qui tous ont souligné que les travailleurs racisés, et plus encore les travailleuses racisées, sont nombreux dans les emplois non qualifiés et les échelons les plus subordonnés des services publics. Aussi, les travaux existants sur la race et les minorités ethniques peuvent avant tout nous servir à éviter l'aveuglement ethnocentrique qui nous ferait voir dans tous les travailleurs et travailleuses en lutte mentionnés dans nos archives des travailleurs blancs, et nous empêcherait d'envisager les obstacles et ressorts multiples à l'action collective que constituent les oppressions de sexe, de race et de classe.

### **1.1.6 Discours, représentations : des *media studies* à la critique de l'idéologie**

Nous avons évoqué à plusieurs reprises la nécessité de prendre en compte la façon dont la formulation des enjeux de la lutte est elle-même un enjeu de la lutte, et comment les acteurs se livrent à une activité de cadrage discursif pour s'orienter dans l'action. Cependant, de même que l'activité des acteurs est médiatisée et informée par les discours qu'ils produisent et reçoivent, de même les discours et leurs effets ne se présentent pas à nous de manière immédiate – les effets d'immédiateté et d'évidence étant précisément ce qu'une analyse des discours cherche à problématiser. Il est nécessaire d'évoquer les méthodes et outils dont nous disposons pour appréhender les discours et leurs effets.

Les *media studies* constituent une première boîte à outils. Leur développement aux États-Unis a commencé dans les années 1960. Un de leurs legs intellectuels majeurs réside dans la notion d'« agenda » ou ordre du jour mise en avant par McCombs et Shaw, et qui désigne les effets de cadrage et de hiérarchisation à l'œuvre dans la production médiatique de

---

<sup>325</sup> Geoffrey Bell, *The Battle of Grunwick: View from the Left*, Londres, Socialist Challenge, 1977; Frank Hansen, *Grunwick: The Fight for Union Rights, The Story so Far*, Londres, Chartist Publications, 1977; Joe Rogaly, *Grunwick*, Harmondsworth, Penguin, 1977; George Ward, *Fort Grunwick*, Londres, Temple Smith, 1977.

l'information. Elle remet en cause la vision naïve des médias que les médias projettent de leur activité, et qui fait d'eux de simples fenêtres sur le monde<sup>326</sup>. La critique de la neutralité a notamment donné lieu en Grande-Bretagne à des analyses de la représentation des grèves et des organisations de travailleurs<sup>327</sup>. Les spécialistes des *media studies* s'emploient à mettre en évidence les nombreux biais qui, notamment dans les reportages télévisés, contribuent à donner une image faussée des conflits sociaux. Cette analyse des mécanismes qui orientent la réception des productions médiatiques demeure l'une des idées les plus fécondes des *media studies*<sup>328</sup>. Cependant, si les travaux des années 1970 qui s'inscrivent dans la tradition des *media studies* constituent une source précieuse d'informations sur la représentation des grèves et des syndicats durant les années 1970 et un rappel bienvenu du caractère matériel et de l'organisation économique de la production de l'information, il manque probablement aux *media studies* britanniques et américaines la catégorie d'idéologie, qui permet d'articuler productions médiatiques et culturelles et luttes politiques. Concept clé de l'analyse marxienne de la société capitaliste, l'adoption de la notion d'idéologie dans les sciences sociales, et notamment dans les aires britannique et américaine, est passée par plusieurs lectures de l'œuvre de Marx : lecture gramscienne en termes d'hégémonie, lecture lukacsienne et francfortienne en termes d'aliénation, enfin lecture althussérienne en termes d'appareil idéologique<sup>329</sup>. Les deux premières ont été acclimatées dans le monde universitaire britannique et états-unien dès les années 1960 par la nouvelle gauche et le courant de la théorie critique. Ainsi, c'est muni des outils d'analyse de l'idéologie fournis par la tradition marxiste que le groupe rassemblé autour de Stuart Hall au *Centre for Contemporary Cultural Studies* de l'université de Birmingham a, à partir des années 1970, repris et transformé le programme de critique des médias entrepris par les *media studies*. Prenant notamment pour objet la représentation des minorités et des marges, Hall et ses collègues examinent le

---

<sup>326</sup> Maxwell McCombs et Donald Shaw, « The Agenda-Setting Function of Mass Media », *Public Opinion Quarterly*, vol. 36, 1972; Maxwell McCombs, *Setting the Agenda : The Mass Media and Public Opinion*, Polity Press, 2004.

<sup>327</sup> Glasgow University Media Group, *Bad News*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1976.

<sup>328</sup> Le tranchant démystificateur des travaux des années 1970 s'est probablement émoussé aujourd'hui. Des prolongements contemporains à ce programme de recherche sont à rechercher dans des études qui ont, par-delà les statistiques de circulation et la mise en évidence de l'intégration de la presse aux logiques économiques de grands groupes industriels et financiers, poussé plus avant l'étude de la structure économique de production de l'information. C'est à un tel projet que s'est attelé David Khabaz dans une thèse sur le rôle politique et idéologique des médias, à partir d'une étude de la production médiatique des représentations de la grève des mineurs. Dans cet ouvrage, Khabaz propose d'appliquer la théorie de l'industrie de la culture développée par l'École de Francfort au traitement médiatique de la grève des mineurs. Sa thèse est qu'une analyse du contexte économique-politique de la production médiatique permet d'en rendre compte de manière adéquate. David Khabaz, *Manufactured Schema: Thatcher, the Miners and the Culture Industry*, Leicester, Matador, 2006.

<sup>329</sup> Antonio Gramsci, *Selections from Prison Notebooks*, Londres, Lawrence and Wishart, 1971; George Lukacs, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Éditions de Minuit, 1960; Louis Althusser, *Positions (1964-1975)*, Paris, Les Éditions sociales, 1976.

fonctionnement des « paniques morales » (« *moral panic* »<sup>330</sup>) autour de la criminalité et de l'immigration dans la Grande-Bretagne des années 1970<sup>331</sup>. Ce faisant, ils développent des outils d'analyse de la formation et de la circulation des vocabulaires ainsi que des outils de description des mécanismes de traduction de l'idéologie des puissants dans l'idiome populaire.

La lecture althussérienne a, quant à elle, connu une adaptation plus récente dans le champ intellectuel anglo-américain. Colin Hay s'en inspire dans l'étude qu'il propose de la représentation par les médias britanniques de l'« hiver du mécontentement » de 1978-1979<sup>332</sup>. Alliant les analyses d'Althusser sur les appareils idéologiques et les perspectives gramsciennes sur l'hégémonie, il met en évidence la faculté qu'a le discours – en l'occurrence, le discours de crise – à mobiliser l'opinion publique et ce faisant à produire une situation d'hégémonie. Plus largement, en présentant la crise de l'hiver 1978-1979 non comme une accumulation de contradictions matérielles mais comme une narration performative, Hay pose la question de la construction discursive de la réalité sociale<sup>333</sup>. Dans cet article, Hay esquisse ainsi un programme d'étude visant à articuler réciproquement les transformations du monde social et les dynamiques idéationnelles et culturelles, les luttes sociales et les luttes symboliques<sup>334</sup>.

---

<sup>330</sup> Le terme « panique morale » est emprunté à la criminologie et notamment aux travaux de Stanley Cohen, avec lequel Hall a travaillé en 1973 autour d'un ouvrage collectif sur la construction du paradigme journalistique de la « déviance » pour comprendre les problèmes sociaux : Stanley Cohen, *Folk Devils and Moral Panics : The Creation of Mods and Rockers*, Londres, MacGibbon & Kee, 1972 ; Stanley Cohen et Jock Young (ed), *The Manufacture of News : Social Problems, Deviance and the Mass Media*, Londres, Constable, 1973.

<sup>331</sup> Stuart Hall et al., *op. cit.*, 1978.

<sup>332</sup> Colin Hay, « Narrating Crisis: The Discursive Construction of the Winter of Discontent », *Sociology*, Vol. 30, No. 2 (1996), p. 253-277.

<sup>333</sup> Si l'article de Hay sur l'« hiver du mécontentement » a pour nous une valeur singulière, on signalera qu'il s'inscrit dans un programme de recherche sur le rôle du récit et de la narration dans l'émergence et la consolidation de l'ordre socio-politique thatchérien et post-thatchérien : Colin Hay, « Rethinking Crisis : Narratives of the New Right and Constructions of Crisis », *Rethinking Marxism*, Vol. 8, No. 2 (1995), p. 60-76 ; Colin Hay, *The Political Economy of New Labour : Labouring under False Pretences ?*, Manchester, Manchester University Press, 1999 ; Colin Hay, « The Invocation of External Economic Constraint : A Genealogy of the Concept of Globalization in the Political Economy of the British Labour Party, 1973-2000 », *The European Legacy: Towards New Paradigms*, Vol. 6, No. 2 (2001), p. 233-249. Hay n'est par ailleurs pas le seul à avoir développé un tel programme de recherche. Dans une même perspective d'analyse critique des procédés médiatiques de construction narrative des grèves comme problème social, Tim Claydon s'est livré à une étude des discours sur l'industrie automobile et sa représentation comme foyer de contestation syndicale et symbole du malaise social et économique britannique : Tim Claydon, « Tales of Disorder : The Press and the Narrative Construction of Industrial Relations in the British Motor Industry, 1950-1979 », *Historical Studies in Industrial Relations*, No. 9 (2000), p. 1-36.

<sup>334</sup> Hay est aujourd'hui l'un des principaux promoteurs du programme de recherche de l'institutionnalisme discursif, tel qu'il a notamment été développé par Mark Blyth dans son histoire des idées économiques au vingtième siècle. Blyth met en avant le rôle des idées dans la formulation et la formation des intérêts des acteurs, et insiste sur le fait que les moments de transformation ne sont pas caractérisés par la prédictibilité du développement du rapport de force entre les groupes sociaux, mais plutôt par l'incertitude à la fois quant au diagnostique qu'il faut produire sur la situation et quant aux solutions à y apporter. Dans ces moments de crise,

C'est également la voie qu'empruntent les reformulations critiques de la notion d'idéologie au sein de la tradition marxiste. Dans un numéro d'*Actuel Marx* consacré à la critique de l'idéologie, Emmanuel Renault propose une étude de « L'idéologie comme légitimation et comme description ». Par rapport à une vision marxiste traditionnelle de l'idéologie qui la conçoit comme discours de légitimation *a posteriori* de l'ordre socio-économique capitaliste, Renault propose de déplacer le cœur de la critique de l'idéologie vers les descriptions et mécanismes cognitifs qui construisent la perception du monde par les acteurs. Il met l'accent à la fois sur les effets d'invisibilisation des phénomènes sociaux et sur les processus de subjectivation produits par les descriptions et redescriptions. Cette redéfinition apparaît particulièrement heuristique dans l'analyse des récits produits par les médias, caractérisés comme « sélections réflexives d'un certain nombre d'éléments du contexte social et comme mobilisation d'un ensemble de croyances constitutives de sens communs moraux »<sup>335</sup>. La synthèse opérée par Hay et la reconceptualisation proposée par Renault permettent de penser la constitution d'un sens commun anti-syndical.

---

les idées économiques ont un rôle déterminant en ce qu'elles permettent aux acteurs de donner un sens à la situation et de s'orienter dans l'action. Les idées économiques contribuent activement à la définition de la situation en fournissant aux acteurs un cadre d'interprétation, que Blyth caractérise comme à la fois scientifique et normatif puisqu'il décrit et rend compte du fonctionnement de l'économie tout en spécifiant les bases des arrangements institutionnels susceptibles de répondre efficacement à la situation. Mark Blyth, *Great Transformations : Economic Ideas and Institutional Changes in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002; Colin Hay « The « Crisis » of Keynesianism and the Rise of Neoliberalism in Britain : An Ideational Institutional Approach », John Campbell et Ove K. Pedersen (ed), *The Rise of Neoliberalism and Institutional Analysis*, Princeton, Princeton University Press, 2001.

<sup>335</sup> Emmanuel Renault, « L'idéologie comme légitimation et comme description », *Actuel Marx*, No. 43 (2008), p. 80-95. Nous employons donc dans notre travail le terme « idéologie » et l'adjectif « idéologique » pour désigner les perceptions de l'ordre socio-économique qui orientent sur le plan cognitif l'action des acteurs.

## **1.2 L'archive de l'« hiver du mécontentement »**

Notre objet construit et défini au moins provisoirement et nos outils théoriques présentés, il est enfin nécessaire de détailler les sources sur lesquelles nous appuyons notre étude, et de procéder à leur critique afin de déterminer ce qu'il est possible ou pas d'en faire et d'en dire.

### **1.2.1 La presse, un matériau premier et problématique**

Une des missions originelles de la civilisation britannique consiste dans la recherche – au sens premier et matériel du terme – d'informations concernant les évolutions politiques et sociales de la Grande-Bretagne. C'est une des raisons pour lesquelles l'étude de la presse a constitué dès le départ un aspect fondamental de la recherche en civilisation britannique, la presse étant conçue comme une fenêtre sur le monde social britannique. Cette conception de la presse comme fenêtre et comme source d'information a été contestée par la recherche en science politique. Si fenêtre il y a, c'est moins l'ouverture qu'elle fournit que l'effet de cadrage qu'elle produit qui doit être l'objet de l'interrogation du chercheur. Sans filer plus avant la métaphore, on indiquera, à la suite des intuitions des *media studies* précédemment présentées, que le choix des sujets, la hiérarchisation de l'information et son traitement doivent faire l'objet d'une critique, aussi bien de ses conditions matérielles de production que de la représentation de la réalité qu'elle produit ainsi. Olivier Fillieule, critiquant les études statistiques menées sur la base du dépouillement d'archives de presse supposées refléter une actualité, a ainsi proposé que le chercheur renonce à considérer la presse comme une source d'information, mais problématise plutôt ce travail de production d'information<sup>336</sup>.

Plutôt donc que de se livrer à une étude de l'hiver du mécontentement à *travers* ou *grâce* à la presse, nous proposons une étude de la construction médiatique de l'hiver du mécontentement. Cela ne veut pas dire que l'hiver du mécontentement n'a de réalité que médiatique, mais que nous faisons l'hypothèse que le travail de représentation des conflits sociaux effectué par les médias a joué un rôle important dans les effets sociaux et politiques de ces conflits. Dans cette perspective, nous nous sommes donné un corpus de publications

---

<sup>336</sup> Olivier Fillieule, « On n'y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires », Pierre Favre et al. (ed), *L'Atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, 2007, p. 215-240.

britanniques, consultables et donc consultés aux archives de la presse britannique de la British Library. Dans notre corpus, nous avons inclus les principaux quotidiens dits de qualité alors publiés, à savoir *The Daily Telegraph*, *The Financial Times* et *The Guardian*. *The Independent* n'existait pas encore. Quant à *The Times*, sa publication a été interrompue pendant presque un an en raison d'un conflit social interne à l'entreprise, de l'automne 1978 à l'automne 1979, donc pendant la période de conflictualité de l'hiver 1978-1979. Nous avons également inclus dans notre corpus un échantillon de journaux dits populaires, à savoir *The Daily Mail* ainsi que *The Sun* et son confrère du dimanche, *The News of the World*. Nous disposons à partir de là d'un échantillon relativement large quoique non exhaustif, mais reflétant nous semblait-il l'orientation conservatrice majoritaire de la presse britannique – l'absence de *The Daily Mirror* proche du parti travailliste étant compensée par celle des titres conservateurs comme *The Daily Express* ou *The Daily Star*.

L'inclusion de journaux dits populaires nous semblait essentielle pour tester une série d'hypothèses, comme la diffusion et la traduction de vocabulaires et d'argumentaires anti-syndicaux et anti-collectivistes néo-libéraux dans un idiome journalistique destiné au lectorat populaire. En revanche, l'attention plus grande accordée aux journaux dits de qualité est délibérée, et motivée par la présence de véritables services chargés de couvrir l'actualité sociale. C'est notamment le cas de *The Guardian* et de *The Financial Times*, qui employaient dans les années 1970 et jusqu'au milieu des années 1980 un nombre important de *industrial correspondents*, des journalistes spécialisés dans la connaissance et l'analyse des relations professionnelles, des politiques sociales et des conflits du travail. Ceux-ci entretenaient souvent des relations privilégiées avec les dirigeants des principaux syndicats. Les articles publiés par ces journalistes présentent ainsi un double statut, puisqu'ils constituent à la fois des relais de la parole des directions syndicales et des commentaires immédiats de spécialistes. Nous avons concentré notre attention sur une période de deux mois, de début janvier à fin février 1979. Sur cette période de deux mois, nous avons consulté chacune des éditions de chacune des publications précédemment mentionnées sur microfilm, ce qui permet de prendre en compte également les effets de mise en page et de hiérarchisation de l'information au sein de chaque édition. C'est donc à une analyse qualitative de notre échantillon que nous nous sommes livrés, et dont nous présentons les résultats dans la dernière partie de notre travail, sous la forme de micro-analyses d'articles et d'éditions de journaux et d'études concernant la circulation et la diffusion de vocabulaires et d'argumentaires concernant les conflits de l'hiver 1978-1979.

À côté de ce travail qualitatif produit sur notre corpus et visant, dans la lignée des études sur les médias et les représentations, à comprendre le travail de construction médiatique de la réalité sociale, nous avons également mené des recherches sur l'émergence de vocabulaires sur une durée plus longue, à partir de l'identification dans notre corpus d'une série de termes clés ou de thèmes centraux de la rhétorique anti-syndicale. Nous avons ainsi effectué une recherche sur les mots-clés suivants : « union power », « picketing », « secondary picketing », « union + inflation », dans les archives électroniques de *The Times*, *The Financial Times* et *The Economist* qui présentent l'intérêt décisif d'inclure toutes les éditions de ces publications sur une période longue. Nous en présentons également les résultats dans la dernière partie de notre travail.

### **1.2.2 La hiérarchie des légitimités**

Parmi les effets de cadrage produits par la presse, il y a un effet de sélection des personnes autorisées à prendre la parole, qui produit et reproduit une hiérarchisation des légitimités dans l'espace du débat public. Les responsables politiques ont eu un large accès aux médias pendant l'hiver 1978-1979, qu'il s'agisse de la télévision, de la radio ou de la presse, qui tous reprennent largement les déclarations publiques prononcées aussi bien à la Chambre des communes que lors de conférences de presse ou dans des situations plus informelles. Ce qui est remarquable en revanche côté syndical, c'est l'absence des voix des grévistes. Ceux-ci sont complètement absents des articles de presse, lesquels n'incluent comme point de vue syndical que celui des responsables locaux, régionaux ou nationaux. En plus d'orienter les discussions publiques sur les effets des grèves plutôt que sur les raisons des conflits, comme les auteurs des travaux de *media studies* l'ont souligné dès le début des années 1970, ces articles reflètent un biais légitimiste très fort qui évacue complètement la dimension expérientielle et morale de la mobilisation des travailleurs, en même temps qu'il nie leur capacité à formuler des revendications et la possibilité d'une autonomie relative vis-à-vis des structures syndicales. Il en va de même des reportages télévisuels dans lesquels seuls les responsables politiques et éventuellement syndicaux ont accès à la parole, alors que l'activité des grévistes est simplement illustrée par des images et objectivée par le commentaire posé sur ces images.

Cette inaudibilité ou inaudibilisation des grévistes dans l'actualité des conflits sociaux est redoublée dans la mémoire des événements de l'hiver 1978-1979. De nouveau, les responsables politiques ont pu diffuser largement leur interprétation *a posteriori* de l'« hiver

du mécontentement » à travers mémoires, autobiographies, publication de journaux personnels et discours rétrospectifs. Ils ont également été mobilisés par les chercheurs en science politique et en histoire des idées qui se sont intéressés à cette période, qu'il s'agisse de Martin Holmes dès les années 1980 ou de Kevin Hickson au milieu des années 1990. Il ne nous a donc pas semblé utile de redoubler ce travail de publication et de publicisation des voix des dominants, déjà effectué fait par les responsables politiques eux-mêmes à travers les médias ou l'édition ou par des chercheurs qui ont produit des travaux convaincants sur la question. Nous avons choisi, dans notre approche des conflits de l'hiver 1978-1979, de privilégier les voix des dominés et des vaincus, en mettant au centre de l'archive de l'« hiver du mécontentement » que nous avons construite les archives produites par les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier britannique. On soulignera cependant, contre les représentations unifiantes du mouvement ouvrier et des groupes de travail, qu'il y a des dominés parmi les dominés, et qu'on observe au sein des dominés une même production et reproduction de hiérarchies dans l'accès à la parole et à la mémoire.

Les archives syndicales et politiques déposées dans les centres d'archives l'ont été par les directions des organisations, ou lorsqu'il s'agit d'archives individuelles par des responsables de ces organisations ou par des intellectuels. Les adhérents et les sections locales ne disposent ni d'une même culture administrative de conservation des documents, ni d'une même familiarité avec l'écrit et l'enregistrement de données concernant leurs activités, ni des mêmes contacts avec les universitaires qui font le lien entre les organisations et les centres d'archives installés dans les bibliothèques universitaires. Surtout, on peut faire l'hypothèse qu'alors qu'il semble « naturel » aux responsables syndicaux de léguer leurs documents aux centres d'archive, il manque aux militants et aux travailleurs impliqués dans des conflits sociaux et occupant des places subordonnées au travail et dans les organisations l'idée d'une légitimité de leur mémoire des luttes. Cette hiérarchie des légitimités à l'intérieur du mouvement ouvrier et les effets d'invisibilisation qu'elle produit sur les mémoires des subordonnés est un élément souligné par Madeleine Rebérioux dans sa préface à *Longwy. Immigrés et prolétaires*, l'ouvrage qui reprend la thèse de Gérard Noiriel sur l'histoire de la métallurgie dans la région de Longwy et des communautés ouvrières qui y sont associées. Elle estime que l'objet de recherche que Noiriel se donne à travers cette étude, la crise ouvrière, lui permet de prendre en charge, dans sa quête de mémoire,

les fractures du consensus qui vont à l'encontre de la chaleureuse vision communautaire. Toute mémoire collective se constitue en effet à partir de mémoires individuelles, mais aussi à leur détriment, et, forgées dans l'action et



pour la lutte, les traditions militantes constituées peuvent révéler, certes, mais aussi bien occulter, la mémoire au quotidien, les mémoires particulières. Et d'autre part, comment écrire l'histoire des prolétaires de Longwy sans mettre l'accent sur les multiples facteurs qui les ont segmentés et les segmentent toujours, jusque et y compris à travers les processus d'intégration qui se sont développés parmi eux, sur les raisons qui font en permanence de leur unité un outil, un objectif, voir un idéal, plus sans doute qu'une réalité<sup>337</sup>.

Les conflits de mémoire autour de l'« hiver du mécontentement » empêchent toute vision glorieuse de cet épisode ou toute illusion de consensus. Il n'en reste pas moins que Rebérioux met ici l'accent, de manière plus générale, sur l'occultation par les mémoires collectives militantes, aussi antagonistes et fractionnelles soient-elles, des mémoires singulières et des divisions au sein de groupes se donnant comme monolithiques.

Notre travail n'échappe pas à cette tendance au recouvrement des singularités et des discordances, de même qu'il reflète les asymétries dans l'accès à la parole et à l'écrit au sein du mouvement ouvrier. C'est un effet produit aussi en partie par le choix de concentrer notre activité de recherche archivistique aux principaux centres d'archives du mouvement ouvrier – *TUC Library Collections, Modern Records Centre, Labour History Archive and Study Centre* – au détriment des centres d'archives locaux ou d'archives individuelles. Il ne faudrait pas pour autant pousser à l'absurde cette critique du biais légitimiste de la recherche, qu'on pourrait tout à fait reprendre et reproduire à l'égard des collections personnelles ou des centres d'archives locaux qui ne bénéficient pas en revanche de l'expertise archivistique des plus grands centres et donc pas la même possibilité de mettre en évidence les logiques de constitution de leurs fonds. C'est cependant un biais, qu'à défaut de pouvoir contrecarrer il est nécessaire d'objectiver et de garder en mémoire lorsque nous étudions les conflits sociaux, la circulation des argumentaires et l'évolution des rapports de force au sein du mouvement syndical à partir de notre archive.

### **1.2.3 Les sources orales**

Contre cette logique de bureaucratisation de la mémoire militante, une solution peut consister à construire une archive populaire des mémoires singulières des subordonnés à travers un programme d'entretiens. Aussi, au départ de ce programme de recherche sur l'« hiver du mécontentement », nous avons l'intention de procéder à une série d'entretiens avec des acteurs et actrices de ces conflits, notamment des syndicalistes, tout en étant conscient des difficultés de traitement et d'interprétation que ne manqueraient pas de

---

<sup>337</sup> Madeleine Rebérioux, « Préface », Gérard Noiriel, *Longwy. Immigrés et prolétaires*, Paris, PUF, 1984, p. 11.

présenter des entretiens réalisés trente années après les conflits de 1978-1979. Si ce programme d'entretiens pouvait légitimement interroger la mémoire de l'hiver du mécontentement, il faudrait, pour aborder plus précisément la question de la mobilisation et des tactiques syndicales, problématiser et prendre en compte les effets de construction rétrospective de la réalité qui ne manqueraient pas d'être à l'œuvre dans la description des discours de mobilisation et des modalités d'action. Au moins, ces trente années de recul nous prémunissaient de tout risque de penser les propos recueillis à travers ces entretiens comme un matériau brut et immédiat.

Au printemps 2008, nous avons envoyé, de manière systématique, des courriers électroniques aux syndicats impliqués dans les conflits de l'hiver 1978-1979, leur demandant de nous mettre en contact avec des permanents, délégués et adhérents ayant participé à ces conflits. Deux difficultés se posent dès ce premier moment. Tout d'abord, le paysage syndical a été complètement reconfiguré par trente ans de fusions entre organisations. Ainsi NUPE et COHSE, deux syndicats du secteur public très impliqués en 1978-1979 dans les conflits dans les collectivités locales et le NHS, ont fusionné avec un troisième syndicat des secteurs publics, NALGO, pour former en 1993 *Unison*. C'est à cette nouvelle organisation que les demandes ont été adressées. Ensuite, nous disposions de très peu de noms précis sur lesquels appuyer nos demandes, la plupart des responsables syndicaux des années 1970 étant aujourd'hui soit décédés soit à la retraite et en tous cas sortis des organisations syndicales. Le courrier électronique à *Unison* est resté sans succès. Même chose du côté de la TGWU, qui pourtant n'avait alors pas changé<sup>338</sup>.

Une série de quatre entretiens téléphoniques d'une vingtaine de minutes ont en revanche été menés avec d'anciens syndicalistes écossais, grâce à des contacts interpersonnels. Ces entretiens se sont révélés très intéressants, quoique frustrants du fait de leur durée. Surtout, ce dispositif ne permettait aucun contrôle sur l'échantillon des personnes interrogées. Finalement, en frappant directement à la porte du siège de *Unison* à Londres, nous avons obtenu les coordonnées d'un responsable du service recherche, qui a commencé à travailler pour NUPE à la fin des années 1970, et dispose des coordonnées d'une série de permanents qui ont travaillé pour NUPE dans les années 1970. Une série de cinq entretiens, d'une durée de une heure cinq minutes à deux heures quinze minutes, ont ainsi pu être menés entre octobre 2008 et février 2009 avec d'anciens permanents de NUPE, localisés entre Londres, Bristol et l'ouest de l'Ecosse, retraités pour certains, toujours syndicalistes pour d'autres.

---

<sup>338</sup> Ce syndicat a depuis fusionné avec *Amicus* pour former *Unite*.

La méthode de l'entretien semi-directif a été appliquée, comme elle l'avait été pour les entretiens téléphoniques : une première série de questions portant sur l'histoire professionnelle et syndicale de l'interlocuteur et son rôle dans le syndicat dans les années 1970 ; une deuxième série de questions concernant l'activité syndicale et le développement du syndicalisme dans les services publics dans les années 1970 et la réaction et la stratégie de son syndicat face à la politique d'austérité du gouvernement ; une troisième série de questions plus spécifiques sur les conflits de l'hiver 1978-1979, la mobilisation ou non des adhérents dans son secteur, les modalités d'action et les rapports entre les différents niveaux de responsabilité du syndicat et la base ; une quatrième série de questions enfin, sur les perceptions de l'« hiver du mécontentement », à commencer par les perceptions publiques et l'effet de la rhétorique anti-syndicale sur les travailleurs en lutte, et finissant par une interrogation sur les leçons tirées de cet épisode à l'époque et aujourd'hui.

Les interlocuteurs se sont révélés dotés d'une mémoire détaillée des conflits de l'hiver 1978-1979 et capables de développer des analyses précises des transformations du monde du travail et du syndicalisme dans les quarante dernières années. Et pour cause, il est apparu que quatre de ces cinq intervenants suggérés par le responsable du service recherche de *Unison* sont d'anciens membres du parti communiste de Grande-Bretagne. Par le même effet signalé plus haut, à savoir un biais très fort du profil des personnes de l'échantillon du fait des difficultés d'accès au terrain, les cinq personnes interrogées se trouvent être cinq hommes, blancs, âgés de 55 à 65 ans, pour la plupart d'entre eux anciens membres du CPGB et ayant occupé des positions de responsabilité au sein d'une même organisation syndicale. Ils n'ont certes pas tous le même rapport aujourd'hui à leur expérience communiste et au travail syndical effectué dans les années 1970 : on note une forte différence d'appréciation concernant la décennie militante 1969-1979 entre celui qui est devenu travailliste à la fin des années 1970 et a connu une ascension rapide au sein de la hiérarchie du syndicat pour devenir dans les années 2000 responsable de commissions gouvernementales en raison de sa proximité avec le pouvoir néo-travailliste, et ceux qui ne sont plus aujourd'hui communistes pour la seule raison que le parti s'est dissous en 1990, ce qu'ils ne manquent pas de regretter.

Néanmoins, leurs récits – par ailleurs tout à fait éclairants – se sont révélés remarquablement convergents quant à leur présentation du développement du syndicalisme et de la syndicalisation dans le secteur public dans les années 1970, notamment à travers une même insistance sur la rupture opérée dans les années 1970 par le syndicalisme de lutte qu'ils pratiquaient avec les pratiques d'un syndicalisme plus traditionnel, et sur la décadence du

syndicalisme une fois leur propre heure de gloire passée. Par ailleurs, l'échantillon manque fortement d'anciens délégués et de simples adhérents, de femmes et de minorités. Parce que nous sommes passés par les structures centrales du syndicat, c'est aux responsables locaux et régionaux que nous avons eu accès, pas à des syndicalistes et des travailleurs occupant des positions subalternes dans leur travail et dans les organisations syndicales.

Il est apparu à la même époque, c'est-à-dire au tournant de 2008-2009, qu'une doctorante de l'université de Manchester menait également un travail de recherche sur les conflits sociaux de l'hiver 1978-1979. Tara Martin a procédé à un vaste programme d'entretiens avec des syndicalistes impliqués dans les conflits de l'hiver 1978-1979. Travaillant sous la direction de la sociologue féministe Sheila Rowbotham, elle a notamment interrogé une série de femmes qui se sont mobilisées en 1978 souvent en tant que simples travailleuses, et qui suite à l'expérience de ce conflit ont occupé des positions de déléguées et de responsables locales. Notre propre travail s'appuie sur les conclusions de Tara Martin<sup>339</sup>.

Nous nous retrouvons donc avec une ébauche de programme d'entretiens, difficile à soumettre à une grille d'analyse, ne serait-ce qu'orientée vers la seule question de la mémoire syndicale. En revanche, les éléments fournis par les interlocuteurs syndicaux, et notamment leurs descriptions détaillées des tactiques syndicales mises en œuvre, leurs analyses des relations entre permanents, délégués locaux et travailleurs en lutte et leurs réflexions rétrospectives sur la place des travailleuses femmes dans ces conflits, ont orienté le questionnement auquel nous avons soumis les archives syndicales de la période, et donné une véritable épaisseur à ces documents. On trouvera également quelque réconfort dans le caractère partagé de cette expérience difficile de la constitution d'une archive orale et de la mise en œuvre d'un programme d'entretiens, expérience rendue probablement d'autant plus décevante que le matériau oral se présente sous les atours de l'immédiateté. Ainsi, la difficulté à restituer la dynamique des événements d'un moment historique « saturé de discours rétrospectifs et surinvesti par les instrumentalisation commémoratives » a été soulignée par Boris Gobille concernant « Mai 68 ».

La captation de la mémoire « légitime » de Mai 68 par ses anciens leaders les plus en vue et par des interprètes « autorisés » a notamment pour effet majeur de rendre malaisé le recours aux entretiens, dans la mesure où elle suscite très souvent la dénégation chez ceux des anciens acteurs qui ne s'y reconnaissent

---

<sup>339</sup> Tara Martin, « 'End of an era?' Class politics, memory & Britain's Winter of Discontent », PhD Thesis, University of Manchester, 2008.

pas, pas plus qu'ils ne se reconnaissent dans l'histoire enchantée de la reconversion réussie.<sup>340</sup>

L'« hiver du mécontentement » n'est pas « Mai 68 », comme nous avons déjà pu le souligner. Il n'en reste pas moins qu'une même logique d'imposition d'une mémoire officielle peut y être détectée, avec ce qu'elle suscite de nécessité de justification de soi pour les acteurs en porte-à-faux vis-à-vis de l'orthodoxie. Face à ce problème des biais liés au fonctionnement de la mémoire<sup>341</sup>, Gobille ne peut préconiser qu'un retour salutaire aux archives de l'époque.

## 1.2.4 Archives et sources syndicales

Comme nous l'avons souligné précédemment, les archives sont des objets socialement construits et historiquement situés. Leur construction demande à être problématisée préalablement à toute utilisation comme support à notre démonstration, sous la forme d'une série de questions : comment ces archives sont arrivées dans le centre qui les entropose ? Qui les a rassemblées, en suivant quelle procédure ? Que semblent avoir été les choix opérés par les acteurs, les actrices et les archivistes dans la collecte et l'organisation des archives ? Que nous disent ces choix sur les enjeux politiques et symboliques qui structurent notre objet ? Ce sont des questionnements que nous détaillons ici concernant les différentes archives que nous avons consultées, et que nous poursuivons par la suite dans le corps de notre démonstration. Concernant les organisations syndicales, précisons d'emblée que nous appelons ces dernières par le nom qu'elles portaient pendant les conflits de l'hiver 1978-1979. Plusieurs organisations sont connues sous d'autres noms dans des périodes antérieures, ou se sont transformées depuis en raison des fusions multiples qui ont recomposé le paysage syndical britannique depuis le début des années 1980. Par souci de cohérence avec notre matériau archivistique et de continuité dans la démonstration, nous employons les termes indigènes contemporains de l'épisode auquel nous nous intéressons.

### 1.2.4.1 Les rapports du TUC 1968-1979

Nous avons consulté les rapports annuels du congrès du TUC sur la période qui va de 1968 à 1979. Il s'agit de documents rassemblant à la fois le rapport annuel d'activité rédigé par le secrétariat du TUC sous la direction du secrétaire général de l'organisation, et du compte-rendu des discussions et décisions du congrès qui se tient chaque année dans une

---

<sup>340</sup> Boris Gobille, *op. cit.*, 2003, p. 30-31.

<sup>341</sup> Gobille rappelle qu'il s'agit d'un problème classique des sciences sociales : Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, PUF, 1949, 1968 ; Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1925, 1994 ; Marie-Claire Lavabre, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994.

station balnéaire britannique dans les derniers jours de septembre. Le rapport annuel fait lui-même l'objet de discussions lors du congrès : à travers lui, c'est l'action de la direction du TUC qui est soumise à l'approbation des délégués des organisations affiliées. Ce rapport annuel est composé de sections qui présentent l'action des différentes instances du TUC – le *General Council* composé des dirigeants des principales organisations mais aussi les groupes de travail thématiques et sectoriels –, notamment les réunions organisées avec le gouvernement et les organisations patronales, les inflexions obtenues dans les politiques sociales et économiques et les principaux documents, déclarations et accords signés ou produits par le TUC. Sur la période 1968-1979, on note une tendance lourde à l'accroissement du volume de ce rapport. De nouvelles sections sont incluses, comme l'*Economic Review* qui apparaît en 1968 mais en devient immédiatement une pièce centrale. L'*Economic Review* reflète à la fois l'association croissante du *General Council* du TUC à l'élaboration des politiques publiques, le souci du TUC de se doter de capacités d'expertise lui permettant de faire contrepoids à celles des organisations patronales et du gouvernement, et la nécessité pour la direction du TUC de convaincre les organisations affiliées, leurs directions et leurs délégués de la justesse des politiques économiques soutenues par le TUC. Au cours des années 1970, l'approbation de cette section économique du rapport devient un des principaux moments de débat lors du congrès annuel.

Ces débats font l'objet de la seconde partie du rapport annuel du congrès, qui propose un compte-rendu détaillé des discussions et des décisions. Les résultats des votes sont comptabilisés lorsqu'un tel comptage a été demandé, ce qui est le cas régulièrement des décisions portant sur les questions économiques alors qu'un grand nombre de décisions sont prises à main levée dans d'autres domaines. Les discussions sont également retranscrites de manière exhaustive. Celles-ci nous intéressent tout particulièrement, à la fois parce qu'elles révèlent le positionnement des différentes organisations par rapport aux politiques économiques poursuivies par les gouvernements et celles promues par le TUC, et parce qu'elles donnent accès aux vocabulaires politiques et aux argumentaires dans lesquels ces positions sont exprimées. Ces comptes-rendus des discussions au congrès annuel du TUC nous permettent donc d'analyser les rapports de force entre organisations au sein du mouvement syndical, et le type d'argumentaires qui y circulent et s'y confrontent.

Nous ne supposons pas pour autant que ces comptes-rendus reflètent la totalité des points de vue syndicaux, ou même le point de vue majoritaire au sein du mouvement, si une telle chose existe. Nous constatons que les points de vue qui s'expriment lors des congrès sont

en majorité ceux portés par les dirigeants syndicaux, et parmi eux en priorité les dirigeants des principales organisations. Nous savons ensuite que le reste des délégués syndicaux également présents, qui prennent occasionnellement la parole mais dont le rôle consiste prioritairement à voter pour ou contre les résolutions conformément à la ligne de leur organisation, sont pour la plupart d'entre eux des responsables locaux et régionaux des organisations, et souvent aussi des militants dans des organisations politiques. Nous observons enfin les logiques de circulation de la parole au congrès, fortement structurées par le rôle du président ou de la présidente qui distribue la parole et par la présence d'une tribune composée des membres du *General Council*, laquelle donne à ces derniers un accès privilégié à la parole et une autorité symbolique face à la salle. Il n'en reste pas moins que, précisément parce qu'elles font autorité et qu'elles emportent souvent l'adhésion du congrès, ces paroles dominantes jouent un rôle disproportionné quant aux orientations économiques défendues par les organisations syndicales.

Dans une étude centrée sur les conflits de l'hiver 1978-1979, on aurait pu choisir de consulter seulement les rapports des congrès de ces deux années qui, correspondant à des événements tenus respectivement en septembre 1978 et septembre 1979, encadrent les conflits qui font l'objet de notre étude, en amorçant les prémisses d'un côté et en faisant le bilan de l'autre. Nous avons cependant choisi de consulter les rapports de la décennie 1968-1979 pour plusieurs raisons. Tout d'abord, pour tester notre hypothèse d'une longue crise du travaillisme centrée autour de la question des politiques économiques, il nous faut établir l'évolution – ou la continuité – des priorités de l'action syndicale à partir de la fin des années 1960, dresser le tableau des différents courants économiques en présence et comprendre l'évolution de leur rapport de force, enfin étudier l'articulation entre les débats économiques et le positionnement par rapport aux politiques gouvernementales. Ces idées économiques et ces positionnements politiques ne peuvent cependant pas être abstraits des acteurs syndicaux qui les portent, et les comptes-rendus des congrès sont aussi l'occasion d'observer les transformations du rapport de force au sein du mouvement syndical qui s'y reflètent et s'y jouent. On portera ainsi une attention particulière aux alliances inter-syndicales, aux lignes de partage qui apparaissent sur les différentes questions abordées au congrès, à leur déplacement et à leur recouvrement avec les oppositions entre la gauche et la droite syndicale ainsi qu'avec les différences sectorielles, enfin au poids croissant, numérique, politique et symbolique des syndicats du secteur public en même temps qu'à leur marginalisation sur de nombreuses questions économiques.

#### 1.2.4.2 *Les archives du TUC au Modern Records Centre*

Le *Modern Records Centre*, abrité par la bibliothèque de l'université de Warwick depuis sa création en 1973, constitue le principal centre d'archives pour l'histoire sociale et économique de la Grande-Bretagne contemporaine, puisque la plupart des organisations syndicales et patronales, ainsi que plusieurs entreprises, y ont déposé leurs archives. Nous y avons consulté les archives du TUC et des principaux syndicats impliqués dans les grèves de l'hiver 1978-1979, à savoir la TGWU, NUPE et COHSE<sup>342</sup>. Pour une meilleure compréhension des enjeux qui entourent ces archives, et pour faciliter le repérage au sein du champ syndical, nous préfaçons la présentation des archives des différents syndicats et organisations d'une présentation de leur histoire et de leurs principales caractéristiques sur la période qui fait l'objet de notre étude. Nous fournissons en annexe un tableau classificatoire qui détaille les dossiers consultés dans les différents centres d'archives.

Le *Trades Union Congress* (TUC), qui trouve son origine dans une réunion de plusieurs militants et organisations syndicales en 1868 à Manchester, s'est progressivement stabilisé sous la forme d'une association volontaire d'organisations qui s'affilient au TUC. L'instance décisionnaire suprême demeure le congrès annuel, où les délégués des différents syndicats déterminent des orientations politiques communes qu'il revient à l'exécutif du TUC de mettre en œuvre. Le TUC est doté depuis 1921 d'un véritable exécutif<sup>343</sup>, le *General Council* composé de membres nommés en fonction de la représentativité de leurs organisations. Il s'agit donc des secrétaires généraux des principaux syndicats britanniques. Le *General Council* prend les décisions majeures. Les décisions secondaires ainsi que le travail d'élaboration et de préparation des décisions reviennent aux comités spécialisés du *General Council*, en premier lieu duquel le comité financier (*Finance and General Purposes*). Ces comités sont principalement composés des dirigeants intermédiaires des grandes organisations syndicales et des secrétaires généraux de plus petites organisations. Le travail de

---

<sup>342</sup> La GMWU est le quatrième principal syndicat impliqué dans les conflits de l'« hiver du mécontentement ». Lorsque nous avons fait notre travail d'exploration des archives du mouvement syndical, sur la période 2008-2010, celles de la GMWU n'avaient pas encore été triées et cataloguées, et les archivistes du Modern Records Centre étaient donc très réticents à l'idée de les confier à quelqu'un dans cet état.

<sup>343</sup> Auparavant, ce travail de suivi exécutif était assuré par le comité parlementaire (*Parliamentary Committee*) du TUC. Le TUC avait alors principalement un travail de représentation politique et de lobbying en faveur d'une transformation de la législation sur les relations professionnelles. Avec la création du parti travailliste et le vote en 1906 d'une loi plus favorable à l'activité syndicale, le TUC perd une partie de sa raison d'être. Il se réinvente dans l'entre-deux-guerres, sous la direction énergique de Walter Citrine, en organisation de représentation des intérêts des syndicats et des travailleurs dans un domaine beaucoup plus étendu, qui inclut désormais également la politique d'emploi, les conditions de travail, la formation etc. Ce processus accompagne le développement et l'extension des institutions de régulation des relations professionnelles. Ross Martin, *TUC: The Growth of a Pressure Group, 1868-1976*, Oxford, Oxford University Press, 1980, p. 113-170.



recherche et d'organisation est assuré par les employés du TUC dans les différents services spécialisés qui le composent. Le secrétaire général du TUC et ses assistants sont au sommet de la hiérarchie professionnelle du TUC. Les employés du TUC étant recrutés par l'organisation et le secrétaire général étant nommé par le *General Council*, ils demeurent cependant subordonnés politiquement à la fois au congrès annuel et quotidiennement aux dirigeants syndicaux qui peuplent le *General Council* et ses comités. Il faut signaler également que le TUC demeure dans les années 1970 – et aujourd'hui encore quoique dans une moindre mesure – financièrement et organisationnellement moins bien doté que les syndicats les plus puissants, comme à l'époque la TGWU ou l'AUEW. L'histoire du TUC est caractérisée par une extension croissante de ses responsabilités et de son personnel, mais aussi par le rappel régulier de la supériorité ultime des organisations syndicales qui lui sont affiliées, lesquelles conservent une autonomie relative et bénéficient de la légitimité démocratique dont la bureaucratie du TUC manque cruellement dans les rapports de force éventuels avec les directions des syndicats affiliés.

L'Écosse est également le champ d'action du *Scottish Trades Union Congress*, une organisation séparée. Nous détaillons plus loin l'histoire et le fonctionnement du STUC, mais il faut signaler d'emblée que le TUC et le STUC entretiennent des relations très proches, en raison à la fois des affiliations doubles des organisations syndicales qui sont pour la plupart organisées à l'échelle britannique et de l'accès privilégié aux gouvernements et aux administrations de l'État britannique dont le TUC bénéficie dans la période de l'après-guerre, et encore aujourd'hui quoique dans une moindre mesure. L'organisation régionale est assurée par les *regional councils* qui reproduisent la structure nationale, l'organisation locale par les *trades councils*. Ceux-ci constituent un niveau d'organisation relativement autonome, puisque ce sont les sections locales des syndicats affiliés qui s'y retrouvent. L'importance des *trades councils*, centraux dans le syndicalisme du dix-neuvième siècle, a eu tendance à décliner au fur et à mesure de l'unification du champ économique et syndical au niveau britannique. Leur solidité organisationnelle est en conséquence très variable, et ils ont pu constituer à l'occasion des foyers locaux de résistances aux dynamiques politiques impulsées par les directions du TUC et du parti travailliste.

Au final, on peut donc souligner le caractère composite du TUC – ses différents niveaux d'organisation, son mélange de légitimité démocratique et d'expertise technocratique – et l'étendue de son action depuis les luttes locales jusqu'aux administrations d'État. Il s'agit de caractéristiques communes à l'ensemble des organisations syndicales britanniques, mais

radicalisées et cristallisées dans le TUC, phénomène social collectif qui rassemble près de treize millions de Britanniques à la fin des années 1970. Pour ces raisons, il constitue un point d'entrée privilégiée dans l'étude de la transformation du monde du travail et du mouvement syndical et des tensions qui les traversent<sup>344</sup>. Les archives du TUC nous intéressent à ce titre, mais aussi en tant que le TUC effectue pendant les conflits de l'hiver 1978-1979 un travail de médiation avec le gouvernement – tout particulièrement lors de la grève des routiers – et constitue donc un lieu privilégié pour comprendre les relations entre le gouvernement travailliste et les organisations de travailleurs, et dans la mesure où ses archives sont susceptibles d'inclure une pluralité de points de vue syndicaux sur ces conflits, lesquels sont autrement éclatés dans les archives des différentes organisations.

Les archives du TUC contenues au *Modern Records Centre* incluent principalement des dossiers issus du siège national londonien de l'organisation, et comprennent des lettres, des documents internes à l'organisation et issus de syndicats affiliés, des comptes-rendus de réunions, des rapports, des circulaires, des communiqués de presse et des publications<sup>345</sup>. Nous avons porté notre attention sur deux sous-sections des archives du TUC. La première rassemble les documents reçus par le TUC à l'occasion de conflits sociaux impliquant des syndicats affiliés, ou reflétant son implication dans la résolution de ceux-ci. On trouve ainsi des dossiers consacrés respectivement au conflit dans le transport routier et à celui dans les services publics – mais pas à Ford où le conflit s'est joué exclusivement entre l'intersyndicale de l'automobile et l'entreprise. À côté des documents reflétant les démarches engagées par le TUC, tant en termes d'analyse de la situation que de médiation auprès des parties, ces dossiers contiennent une masse considérable de courrier, envoyé et reçu, qui révèle les discussions et négociations frénétiques avec le gouvernement, les associations patronales et les organisations syndicales, ainsi que de multiples manifestations de soutien ou de condamnation vis-à-vis de l'action des travailleurs et de leurs organisations issues du mouvement ouvrier – syndicats, sections locales, *trades councils*, individus. La seconde sous-section consultée concerne les relations avec les médias et le traitement journalistique et politique des activités du TUC et

---

<sup>344</sup> Ross Martin, *op. cit.*, 1980; Robert Taylor, *op. cit.*, 2000.

<sup>345</sup> Le TUC a mis en place un système de catalogage de ses dossiers à partir des années 1920, moment où l'organisation s'autonomise par rapport à la représentation parlementaire et étend son champ d'action. Ce système d'indexation des documents révèle l'étendue des domaines d'intervention du TUC, puisque le syndicalisme ne constitue qu'une catégorie, certes la première, mais à côté de neuf autres qui sont : les conditions de travail ; les relations professionnelles ; le capitalisme ; les finances publiques ; le commerce et l'économie ; les industries ; la politique et le gouvernement ; les questions sociales ; les relations internationales. Voir la page de présentation des archives du TUC sur le site du Modern Records Centre. URL : [http://dscalm.warwick.ac.uk/Dserve/dserve.exe?&dsqIni=Dserve3.ini&dsqApp=Archive&dsqDb=Catalog&dsqCmd=show.tcl&dsqKey=RefNo&dsqSearch=\(RefNO='TUC'\)AND\(Level='Collection'\)](http://dscalm.warwick.ac.uk/Dserve/dserve.exe?&dsqIni=Dserve3.ini&dsqApp=Archive&dsqDb=Catalog&dsqCmd=show.tcl&dsqKey=RefNo&dsqSearch=(RefNO='TUC')AND(Level='Collection')), consulté le 28 juin 2011.

des organisations qui lui sont affiliées. Elle comporte une série de documents de réflexion et d'analyse produits par le groupe de travail sur les médias du TUC suite à la couverture hostile subie par les travailleurs en grève au cours de l'hiver 1978-1979.

### **1.2.4.3 Les archives de la TGWU au Modern Records Centre**

La TGWU a émergé en 1922 de l'amalgamation de quatorze syndicats de travailleurs issus principalement de la poussée syndicale des années 1880<sup>346</sup>. Dans les années qui suivent, la TGWU absorbe de nouvelles organisations, pour devenir avec la GMWU un des deux grands syndicats généralistes britanniques. Si les deux syndicats sont en concurrence pour l'organisation des travailleurs manuels faiblement ou pas qualifiés dans l'industrie et dans les collectivités locales, la TGWU est le principal syndicat dans le transport et tout particulièrement dans les docks, une image à laquelle la TGWU est longtemps restée associée en dépit du déclin numérique et économique de ce secteur d'emploi. Sous l'impulsion d'une série de secrétaires généraux énergiques comme Ernest Bevin, Arthur Deakin, Frank Cousins ou encore Jack Jones, la TGWU s'impose comme le principal syndicat au sein d'un TUC autrefois dominé par les syndicats d'ouvriers qualifiés, mais dont la croissance numérique a été entravée par leur champ de syndicalisation délibérément réduit. En 1978, le syndicat compte 2 250 000 adhérents. Parmi ceux-ci, 193 528 travaillent dans le secteur de l'automobile, 188 223 dans les services publics. Régionalement, les deux bastions de la TGWU sont Londres, d'où elle a émergé du syndicat des dockers, et les *Midlands*, où le syndicat s'est fortement développé dans l'après-guerre dans l'automobile. L'éclatement des secteurs dans lesquels la TGWU a traditionnellement légitimé le centralisme fort de l'organisation, au sein de laquelle le secrétaire général, élu jusqu'à la retraite, détient une part considérable du pouvoir de décision, y compris pour la nomination des permanents qui incombe officiellement à l'exécutif élu du syndicat. La TGWU est organisée de deux manières. Il y a tout d'abord une structuration verticale entre une direction nationale, onze régions dont les secrétaires détiennent une autorité considérable et finalement des sections locales. Cette première structure est recoupée horizontalement par des comités sectoriels qui visent à assurer la représentation des intérêts de chaque secteur d'activité au sein du syndicat.

---

<sup>346</sup> Ces quatorze syndicats étaient l'*Amalgamated Society of Watermen, Lightermen and Bargemen*; l'*Amalgamated Carters, Lurrymen and Motormen's Union*; l'*Amalgamated Association of Carters and Motormen*; l'*Associated Horsemen's Union*; la *Dock, Wharf, Riverside and General Workers' Union of Great Britain and Ireland*; la *Labour Protection League*; la *National Amalgamated Labourers' Union of Great Britain and Ireland*; la *National Union of Docks, Wharves and Shipping Staffs*; la *National Association of Ships' Clerks, Grain Weighers and Coalmeasures*; la *National Union of Vehicle Workers*; la *National Amalgamated Coal Porters' Union of Inland and Seaborne Coal Workers*; la *North of England Trimmers and Teemers' Association*; la *North of Scotland Horse and Motormen's Association*; enfin la *United Vehicle Workers*.

La déconcentration des pouvoirs au sein de l'organisation vers les sections locales et les lieux de travail à partir de la fin des années 1960 a légèrement brouillé cette organisation et amené à des situations de concurrences entre délégués et permanents, mais le recrutement de ces derniers parmi les délégués assure un maintien de la connexion entre les niveaux d'organisation du syndicat<sup>347</sup>.

En raison de son poids, la TGWU est tout d'abord le baromètre politique du mouvement syndical. Alors que jusque dans les années 1960 la TGWU constituait un soutien inébranlable des directions centristes et droitières du parti travailliste, le syndicat devient par la suite le centre de gravité de la gauche syndicale sous la direction de Frank Cousins et de Jack Jones. Toujours en raison de son poids et de la place qu'il lui confère dans les structures du TUC, la TGWU est aussi considérée – pas entièrement à tort – comme le véritable instigateur de la politique du TUC. La TGWU et ses dirigeants incisifs en viennent ainsi souvent, plus encore que le TUC et ses secrétaires généraux affables, à symboliser le mouvement syndical dans l'opinion publique. Au milieu des années 1970, Jack Jones est selon un sondage considéré par une majorité de Britanniques comme la personne la plus influente du royaume, devant le Premier ministre travailliste. Il fait l'objet d'une hostilité très forte de la presse conservatrice et de la droite britannique, qui stigmatise le militantisme du syndicat et le pouvoir supposé de ses secrétaires généraux. Ce rôle et cette image politique forts et controversés de la TGWU contribuent à expliquer que ce soit le seul syndicat qui n'ouvre ses archives qu'à des chercheurs qui doivent tout d'abord motiver leur intérêt pour la consultation des documents.

L'étude des archives de la TGWU présente un intérêt multiple pour notre travail en raison de sa centralité dans le monde du travail et les luttes sociales des années 1970. C'est tout d'abord le seul syndicat impliqué dans les trois conflits majeurs de l'hiver 1978-1979, à chaque fois contre le gré de sa direction nationale, ce qui en fait un lieu privilégié pour étudier les tensions au sein du mouvement syndical à un moment où les travailleurs subissent les politiques d'austérité du gouvernement travailliste. C'est ensuite une organisation qui syndique des travailleurs dans la quasi-totalité des secteurs de l'économie britannique et compte alors près de deux millions d'adhérents – un sixième des adhérents des syndicats affiliés au TUC. C'est-à-dire que la TGWU n'a pas grand-chose à envier au TUC en termes de représentation du monde du travail dans sa diversité. La TGWU dispose même alors de ressources supérieures au TUC dont elle influence fortement la politique, notamment par

---

<sup>347</sup> Robert Taylor, *op. cit.*, 1978, 1980, p. 295-301.

l'intermédiaire de Jack Jones, son secrétaire général de 1968 à 1978, qui occupe un poste central au sein du General Council du TUC et au sein du *National Economic Development Council* qui rassemble les principaux dirigeants syndicaux avec ceux du patronat et le gouvernement. Enfin, la TGWU est dans les années 1970 le pilier de la gauche syndicale. À une échelle plus réduite que le TUC protéiforme et hétérogène, la TGWU constitue donc un des principaux laboratoires syndicaux des années 1970, à la fois en ce qu'elle constitue pour le chercheur une organisation à la fois fortement structurée et extrêmement plurielle, et en ce que s'y expérimentent des politiques de démocratisation des structures syndicales.

Au sein du volume considérable de boîtes, dossiers et documents que constituent les archives de la TGWU au *Modern Records Centre*, nous avons privilégié quatre types de documents : tout d'abord les documents qui indiquent les grandes lignes de la politique du syndicat, à savoir les comptes-rendus de réunions, communiqués de presse et publications de l'organisation ; ensuite les dossiers consacrés spécifiquement à la grève à Ford et dans les transports routiers – le conflit dans les services publics n'a pas bénéficié d'une telle collecte de documents par la TGWU – qui contiennent la plupart des documents produits et reçus par l'organisation à ces occasions ; les documents légués par les principaux responsables de la TGWU à la fin des années 1970, et qui incluent souvent une correspondance très éclairante avec le gouvernement, les parlementaires ou encore d'autres organisations syndicales ; enfin tous les documents techniques relatifs aux conflits de la période 1978-1979 : comptabilisations par les responsables régionaux des travailleurs demandant un soutien financier du syndicat suite à leur participation à un conflit, synthèses réalisées par le service en charge des relations professionnelles. Si tous ces documents sont le produit d'un travail de centralisation de l'information par l'administration de la TGWU et reflètent le point de vue des permanents de Londres, ils donnent une vision synthétique des différents niveaux d'action au cours de l'« hiver du mécontentement », depuis les mobilisations locales et les différends qu'elles engendrent avec d'autres syndicats jusqu'aux négociations continues entre la direction de la TGWU et le gouvernement travailliste.

#### **1.2.4.4 Les archives de NUPE au Modern Records Centre**

NUPE trouve ses origines dans la fondation en 1888, pendant la vague de syndicalisation des travailleurs non-qualifiés, de la *London County Council Employees' Protection Society*, qui rapidement étend son aire de recrutement et devient la *Municipal Employees' Association* en 1894. En 1907, une scission aboutit à la création de la *National Union of Corporation Workers*, qui prend le nom de *National Union of Public Employees* en

1928, nom qu'elle garde jusqu'à son amalgamation avec NALGO et COHSE en 1993 pour former *Unison*, le principal syndicat des travailleurs et des employés des collectivités locales<sup>348</sup>. À partir de l'entre-deux-guerres, lorsque les comités acquièrent de nouvelles responsabilités en matière de transport et d'éducation, NUPE connaît une croissance continue en dépit de la concurrence farouche avec la TGWU et la GMWU qui syndiquent les mêmes catégories de travailleurs. Bryn Roberts, qui préside à cette première phase d'expansion, fait partie de la même génération de dirigeants syndicaux autoritaires, droitiers et fidèles à la direction parlementaire du parti travailliste que Deakin pour la TGWU ou Will Lawther pour la *National Union of Mineworkers* (NUM). L'arrivée d'Alan Fisher à la tête du syndicat en 1968 change profondément le syndicat. Il initie un tournant militant, qui permet à NUPE de se positionner avantageusement dans la compétition pour syndiquer les nouveaux travailleurs recrutés massivement dans les collectivités locales aux responsabilités croissantes. Sous la houlette du secrétaire général adjoint Bernard Dix, un des intellectuels radicaux du syndicalisme des années 1960 et 1970, NUPE expérimente des dispositifs de démocratisation de son fonctionnement. Dans la période d'austérité amorcée dans les années 1970, NUPE devient le fer de lance de la contestation dans les services publics et la bête noire des gouvernements et de la presse conservatrice. L'extension de l'emploi dans les collectivités locales et celle concomitante de la syndicalisation dans ce secteur conduit à une féminisation de l'organisation, jusqu'alors dominée par des professions masculines comme les éboueurs et les concierges. En 1981, lorsqu'Eaton et Gill compilent leur guide des syndicats du TUC, ils comptent 691 770 adhérents de NUPE, dont 230 590 hommes et 461 180 femmes<sup>349</sup>. Cela fait de NUPE le syndicat le plus féminisé de Grande-Bretagne. Dans les années 1970, la moitié des adhérents sont employés dans les collectivités locales, où NUPE syndique en majorité des travailleurs manuels hommes. Un tiers travaillent pour le NHS, où NUPE syndique principalement le personnel technique féminin, secondairement des infirmières et des sages-femmes, enfin des ambulanciers qui constituent une minorité mais un groupe relativement militant. Enfin, un sixième des adhérents sont employés dans les universités, en tant que personnel technique – cantine, nettoyage et logistique plus généralement.

L'intérêt pour nous d'une exploration des archives de NUPE réside donc dans différents aspects. Tout d'abord, le syndicat est, délibérément, au centre du principal épisode contestataire de l'hiver 1979, à savoir la lutte des travailleurs des services publics qu'il a

---

<sup>348</sup> William Craik, *Bryn Roberts and the National Union of Public Employees*, Londres, Allen & Unwin, 1955; Bernard Dix et Steve Williams, *op. cit.*, 1987.

<sup>349</sup> Jack Eaton et Colin Gill, *op. cit.*, 1981, p. 243.

contribué à organiser. Ensuite, NUPE reflète, et a conscience de refléter, un nouveau visage du syndicalisme britannique, à savoir le nombre croissant de travailleurs du service public, et parmi ceux-ci la proportion croissante de travailleuses femmes et de travailleuses racisées employées aux postes subordonnés de ces services publics. Enfin, NUPE se pense comme un espace d'expérimentation pour le syndicalisme des années 1970 et 1980, à travers la mise en œuvre volontariste d'un programme de démocratisation, l'appel dans ce cadre à l'expertise universitaire, et la mise en place de dispositifs d'incitation à la participation des femmes et des minorités qui en a résulté. Du fait de ces caractéristiques, NUPE a cristallisé dans les années 1970 nombre de débats au sein de la gauche du mouvement ouvrier, notamment autour des questions du visage nouveau de la classe ouvrière, des stratégies syndicales pertinentes dans ce nouveau contexte et des expériences de démocratisation du syndicalisme. Pour toutes ces raisons, les discussions sur l'organisation et l'action syndicale au sein de NUPE nous intéressent tout particulièrement, de même que les formes effectives de cette organisation et de cette action qu'il est possible de déterminer à partir des archives.

Les archives de NUPE contenues au *Modern Records Centre* sont très fournies. On y trouve tout d'abord les documents formels, tels que les constitutions successives du syndicat, les rapports présentés par la direction à la conférence du syndicat – qui se réunit d'abord tous les deux ans puis tous les ans à partir du milieu des années 1970 – et les comptes-rendus des réunions du conseil exécutif et des différents comités exécutifs. On trouve ensuite un grand nombre de publications du syndicat, depuis les magazines réguliers jusqu'aux brochures spécifiques visant à informer sur des changements dans la législation ou à préparer des campagnes d'action<sup>350</sup>. On trouve enfin différentes sortes de documents assez précieux mais dont la conservation s'est faite sur une base moins systématique, comme les documents de travail des permanents qui ont entrepris l'histoire de l'organisation, les résultats d'une enquête sur les adhérents du syndicat, des comptes-rendus de réunions dans quelques sections locales, des documents audio et vidéo concernant les conférences annuelles, enfin une multitude de documents amassés par les permanents au siège du syndicat et classés avec une efficacité

---

<sup>350</sup> Dans les années 1970, NUPE publie un magazine mensuel, *Public Employees*, tiré à 250 000 exemplaires au début des années 1980 et distribué par les délégués dans les sections locales. À côté de cette publication régulière, le syndicat fait un travail de recherche et d'information assez poussé, qui se traduit par la publication de brochures à destination des adhérents : « Good Health – the union's evidence to the Royal Commission on the NHS » ; « Recipe for Action – a report on staffing in the school meals service » ; « Up Against a Brick Wall – a joint publication with SCAT (Services to Community Action and Tenants) outlining an alternative socialist housing policy » ; « Fight Back – NUPE's policy on pay, prices, jobs and cuts » ; « Under the Axe: London's health service in crisis – a report on the effects of cuts in health service expenditure » ; « Law at the Workplace – a loose-leaf package outlining employment legislation » ; « NUPE Guide to the Employment Protection Act and the Trade Union and Labour Relations Act ». Jack Eaton et Colin Gill, *op. cit.*, 1981, p. 243-244.

relative par année de production : feuilles d'information, circulaires, courrier interne et externe, tracts, telex et comptes-rendus manuscrits des réunions ou de conversations. Ce sont de tels documents que contiennent deux caisses d'archives intitulées « *Winter of Discontent* ». Pendant les conflits de l'hiver 1979, il apparaît que la direction du syndicat avait mis en place un système de comptes-rendus quotidiens qu'il revenait aux secrétaires régionaux de remplir et d'envoyer aux sièges. Comptes-rendus quotidiens à partir desquels sont réalisées, au début des conflits à la fin du mois de janvier, des synthèses régulières – une entreprise qui s'est par la suite arrêtée, à moins que les documents n'aient été perdus. Dans tous les cas, les centaines de pages de comptes-rendus remplis à la main dans un cadre pré-établi constituent une ressource incomparable, à côté des circulaires envoyées par la direction du syndicat vers les sections locales, pour faire le point sur l'avancée des négociations et de l'action.

#### **1.2.4.5 Les archives de COHSE au Modern Records Centre**

La *Confederation of Health Service Employees* apparaît en 1946 dans le contexte de la création du service national de santé. Elle résulte de l'amalgamation de la *Mental Hospital and Institutional Workers' Union*, un syndicat d'infirmiers psychiatriques particulièrement bien implanté dans le Lancashire, et de l'*Hospitals and Welfare Services Union*. La première des deux organisations, la plus importante organisationnellement, imprime durablement sa marque sur COHSE qui demeure longtemps dirigé par des hommes issus du personnel psychiatrique, même lorsque le syndicat est composé en majorité de femmes issues du personnel hospitalier général. En 1980, Eaton et Gill recensent 212 885 adhérents, dont 48 436 hommes et 164 449 femmes<sup>351</sup>.

COHSE, qui recrute des adhérents dans la plupart des services et des occupations du NHS, y compris le personnel d'encadrement à l'exception des directions d'établissement et des médecins, a connu une phase d'expansion rapide à partir de la fin des années 1960, sous les directions successives de Frank Lynch et d'Albert Spanswick. Ce dernier, secrétaire général de l'organisation de 1974 à 1983, préside à un véritable tournant militant dans la culture organisationnelle de COHSE. Si celle-ci continue d'incarner un syndicalisme respectable et responsable face à NUPE, elle cherche en revanche à se démarquer de l'association professionnelle des infirmières, le *Royal College of Nursing* (RCN), hostile à l'action collective. Les infirmières constituent en effet un groupe de travailleuses numériquement important, et un objet de convoitise pour trois organisations : COHSE, NUPE

---

<sup>351</sup> Jack Eaton et Colin Gill, *op. cit.*, 1981, p. 230.



et le RCN. C'est en raison de cette concurrence, et craignant que le RCN ne soit avantagé par la législation conservatrice, que COHSE choisit de rentrer dans le nouveau cadre fixé par l'*Industrial Relations Act* de 1971, en dépit de l'interdiction du TUC. COHSE est donc exclu en 1972 du TUC, qu'elle ne retrouve qu'en 1974. Suite à cet épisode, COHSE s'installe durablement parmi les syndicats des services publics qui constituent un poids croissant au sein du TUC et du parti travailliste et portent la contestation face aux mesures d'austérité et aux fermetures d'hôpitaux engagées à partir du milieu des années 1970.

COHSE publie dans les années 1970 un magazine hebdomadaire, *Health Service*, tiré à 100 000 exemplaires. Celui-ci est inclus dans les archives de COHSE entreposées au Modern Records Centre. Ces archives comportent principalement des documents qui retracent les décisions et discussions au sein de la direction de l'organisation, comme les comptes-rendus des réunions du comité exécutif national et une fraction importante des comptes-rendus des réunions des comités spécialisés. Elles recèlent également un nombre important de circulaires et autres documents internes produits par la direction du syndicat à destination des sections locales. Les archives incluent enfin les documents de travail de Michael Carpenter, auteur d'un travail de master puis de doctorat en sociologie des relations professionnelles qui porte sur COHSE à travers une étude de plusieurs sections locales dans les *Midlands*.

L'intérêt de l'étude de COHSE et de ses archives est donc différent de celui présenté par la TGWU et NUPE. Alors que ces dernières sont des organisations transversales à plusieurs secteurs d'activité, COHSE se pense comme un syndicat sectoriel, visant à devenir le syndicat du service public de santé. Les modalités d'une telle ambition sont discutées au sein du syndicat, tiraillé entre d'un côté le tournant militant de NUPE qui le concurrence notamment chez le personnel technique et de l'autre la mise en avant par le RCN de la culture professionnelle infirmière face à la dégradation des conditions de travail. COHSE cherche dans les années 1970 à opérer une synthèse de ces éléments en mettant en avant à la fois les spécificités des métiers de la santé et en se dotant d'une image sinon militante, du moins active dans la défense des conditions de travail. C'est dans cette dernière perspective que l'on peut comprendre le soutien apporté par le syndicat aux recherches entreprises par Michael Carpenter et à sa publication d'un ouvrage qui inscrit COHSE fermement dans l'histoire du mouvement ouvrier britannique.

#### 1.2.4.6 *Les autres organisations syndicales*

Voilà donc présentées et les organisations et les archives syndicales que nous avons explorées. Autant par souci d'honnêteté intellectuelle que pour objectiver les apports et limites de notre démarche, il est utile de présenter ici les éléments dont nous disposons concernant les autres organisations syndicales, et de réfléchir aux effets produits par leur marginalisation dans notre travail.

La *National Union of General and Municipal Workers* (NUGMW) a émergé en 1924 de la fusion de la *National Union of General Workers*, un des syndicats historiques du nouveau syndicalisme des années 1880 qui s'était étendu depuis ses bastions dans les secteurs du gaz et de l'électricité des régions urbaines de Londres et du Lancashire à l'ensemble de l'industrie, de la *National Amalgamated Union of Labour*, un syndicat apparu à la même époque et particulièrement présent dans les grands ports du Nord des îles britanniques où il syndique les travailleurs des chantiers navals et de l'industrie lourde, et enfin de la *Municipal Workers Association*, orientée plus spécifiquement, comme son nom l'indique, vers les travailleurs manuels des collectivités locales. La NUGMW, dont le nom se transforme en GMWU en 1974, a historiquement été caractérisée par le poids important de ses structures régionales. Dans l'organisation qui prévaut encore dans les années 1970, les dix districts établis en 1937 élisent les membres du *General Council*, renommé *Executive Council* en 1975, l'instance principale de décision au sein du syndicat. L'*Executive Council*, qui se réunit quatre fois par an, élit parmi ses membres et parmi les secrétaires régionaux les dix membres qui siègent à l'exécutif national (*National Executive*) au côté du secrétaire général et du président. Ces derniers sont nommés par l'*Executive Council*, tout comme le sont les secrétaires régionaux. Le secrétaire général joue un rôle central dans l'organisation, puisque qu'il est présent à la fois dans les réunions de l'exécutif et aux congrès annuels du syndicat, où il fait son rapport et réagit aux propositions. Cette structure permet à la fois une centralisation efficace dans un syndicat qui rassemble près d'un million d'adhérents dans des secteurs très diversifiés à la fin des années 1970, en même temps qu'une organisation puissante au niveau régional<sup>352</sup>.

---

<sup>352</sup> Hugh Clegg, *General Union: A Study of the National Union of General and Municipal Workers*, Oxford, Blackwell, 1954; Hugh Clegg, *General Union in a Changing Society. A Short History of the National Union of General and Municipal Workers, 1889-1964*, Oxford, Blackwell, 1964; National Union of General and Municipal Workers, *Sixty Years of the National Union of General and Municipal Workers*, Londres, NUGMW, 1949.

Ce niveau régional d'organisation affaiblit en revanche l'organisation locale au niveau des sections. Dans les années 1960, au moment où le centre de gravité des relations professionnelles tend à se déplacer vers les entreprises, le contrôle central des négociations et de l'action collective provoque des épisodes de forte tension entre la direction de l'organisation et des groupes de travailleurs. Cela fait partie des éléments qui expliquent que, dans la compétition qui l'oppose à la TGWU, l'autre syndicat généraliste, la GMWU a connu une croissance moins forte dans l'après-guerre. On peut également imputer ce décrochage à la stagnation de l'industrie lourde et au déclin des chantiers navals – alors que la TGWU a longtemps bénéficié de la croissance du secteur de la construction mécanique – et à la concurrence de syndicats comme NUPE dans les collectivités locales. Ces erreurs de stratégie syndicale et d'organisation sont progressivement réparées. À partir de 1969, suite à une étude réalisée par le secrétaire général de l'époque, Jack Cooper, le syndicat encourage ses sections locales à se spécialiser en fonction du secteur dans lequel travaillent la majorité de leurs adhérents, afin de mieux refléter leurs intérêts et préoccupations. Au niveau régional, les districts sont pareillement incités à organiser des conférences rassemblant les adhérents de la région par secteur. Au niveau national enfin, des conférences sectorielles sont créées. Avec l'arrivée de David Basnett à la tête du syndicat en 1973, le syndicat prend en compte la transformation du monde du travail et du syndicalisme en ménageant à son tour une place à des délégués locaux, et prend un tournant progressiste qui contraste fortement avec l'image conservatrice renvoyée par l'organisation dans les années 1960. Ces évolutions successives contribuent à créer des contrepoids par rapport au corps des permanents, qui demeure cependant relativement puissant par rapport aux autres syndicats. Enfin, en 1982, la fusion avec l'*Amalgamated Society of Boilermakers, Blacksmiths, Shipbuilders and Structural Workers*, qui aboutit à la création de la *General, Municipal, Boilermakers and Allied Trades Union* (GMBATU, aujourd'hui GMB), inaugure une nouvelle période dans l'histoire du syndicat, puisque les années 1980 sont marquées par un rattrapage relatif de la GMB par rapport aux autres grandes organisations du TUC et par une campagne de syndicalisation plus offensive<sup>353</sup>. Si la GMWU est présente dans de nombreux secteurs comme la TGWU, son implication dans les conflits de l'hiver 1978-1979 demeure limitée puisque ceux-ci n'affectent pas le cœur de l'organisation dans l'industrie, et que la présence de la GMWU dans les services publics est concentrée dans quelques localités. Ensuite, la direction de la GMWU apporte un soutien loyal au gouvernement travailliste pendant toutes ses années d'exercice, ce

---

<sup>353</sup> Jack Eaton et Colin Gill, *op. cit.*, 1981, p. 313-314. La GMB s'est employé à se rapprocher de la jeune génération ouvrière en soutenant des clubs de football comme Woking ou Swindon.

qui crée des tensions avec les autres syndicats des services publics, en premier lieu desquels NUPE, et la met souvent en porte à faux vis-à-vis de sa propre base syndicale. C'est paradoxalement le faible encadrement syndical de la grève dans les services publics qui explique que les épisodes les plus sombres du conflit – comme le stockage des cadavres dans un entrepôt de Liverpool – sont associés à l'action de militants de la GMWU.

Au moment des conflits de l'hiver 1978-1979, la GMWU publie un magazine mensuel, le *GMW Journal*, de bonne qualité et imprimé sur papier glacé – ce qui le différencie de la plupart des magazines syndicaux, ainsi que le *GMWU Herald*, qui paraît en revanche quatre fois par an. Ces publications, qui font partie des documents conservés dans les archives de la GMWU au *Modern Records Centre*<sup>354</sup>, sont les seuls auxquels nous avons pu avoir accès pour des raisons évoquées précédemment. En dehors de ces publications, la connaissance que nous pouvons avoir de l'organisation, ses dirigeants et les travailleurs qui y sont adhérents est indirecte, à travers leur présence explicite ou en creux dans les archives des autres syndicats. L'action de la GMWU au cours des conflits de l'hiver 1978-1979 apparaît à la fois dans les comptages opérés par la TGWU – de même que les autres syndicats des services publics, et occasionnellement dans les comptes-rendus réguliers envoyés au siège national de NUPE par les responsables régionaux.

Les quatre organisations précédemment mentionnées sont au cœur des trois principaux conflits de l'hiver – la grève chez Ford, la grève des routiers et le conflit dans les services publics – conflits sur lesquels notre étude porte en priorité. Il n'en reste pas moins que, comme nous nous sommes employés à le démontrer, la vision de l'« hiver du mécontentement » réduite au conflit dans les services publics ou même étendue à Ford et aux routiers ne rend pas compte de l'extension de la conflictualité entre octobre 1978 et avril 1979. Si nous ne proposons pas d'étude détaillée des conflits qui affectent également les administrations centrales, en raison de leur plus faible intensité, de leur durée moindre et de leur impact limité tout autant sur le plan politique qu'au sein du mouvement syndical, il est cependant utile de présenter ici brièvement les trois principales organisations de

---

<sup>354</sup> Elles sont également présentes à la *Trades Union Congress Library* de la *London Metropolitan University*, où nous avons pu les consulter. Nous ne présentons pas ici les archives de la GMWU, que nous n'avons pas pu consulter pour des raisons précédemment évoquées. Le site du *Modern Records Centre* suggère que les archives contiennent en grand majorité des comptes-rendus des réunions des structures exécutives nationales du syndicat, des comptes-rendus des réunions des instances nationales paritaires des principaux secteurs dans lesquels la GMWU compte des adhérents, enfin des dossiers concernant des négociations concernant l'emploi et les salaires dans ces mêmes secteurs. URL : <http://dscalm.warwick.ac.uk/Dserve/dserve.exe?dsqIni=DServe3.ini&dsqApp=Archive&dsqCmd=Show.tcl&dsqDb=Catalog&dsqPos=31&dsqSearch=%28MgtGroup%3D%27Trade%20Unions%27%29AND%28MgtSubGroup%3D%27General%27%29>, consulté le 28 juin 2011.

fonctionnaires (*civil servants*) qui y participent, et dont les archives sont également déposées au *Modern Records Centre*.

La première est la *Civil and Public Services Association* (CPSA), qui trouve son origine dans la *Civil Service Clerical Association* (CSCA), formée en 1921 par la fusion de la *Civil Service Clerical Union* et de la *Clerical Officers' Association*. La CSCA constitue à l'époque la première organisation à rassembler à la fois les fonctionnaires titulaires et ceux employés sur des contrats temporaires. En 1969, elle devient la CPSA pour tenir compte de la sortie du *Post Office* du cadre des administrations d'État. Les années 1970 sont marquées par une croissance de l'organisation par l'amalgame de plus petites associations, et la CPSA forme incontestablement le syndicat de fonctionnaires le plus important numériquement, dont la présence s'étend à la plupart des administrations et des organisations quasi-gouvernementales (*quangos*). Pour tenir compte de cet éclatement et de la diversité des administrations, les sections locales sont rassemblées en secteurs ou en groupes, qui tiennent chacun une conférence annuelle séparée. La CPSA se distingue également des syndicats d'autres secteurs par le pouvoir considérable dont disposent les adhérents qui exercent des responsabilités locales, et par leur autonomie vis-à-vis de la direction nationale. L'organisation syndicale principalement le personnel situé au bas de la hiérarchie administrative, à l'exception de certains ministères où elle recrute également des cadres. En raison de la division hiérarchique genrée du travail, trois-quarts des adhérents de la CPSA sont des femmes au début des années 1980<sup>355</sup>. La CPSA a été la première organisation de fonctionnaires à opérer un véritable tournant militant à la fin des années 1960, lorsqu'à la conférence annuelle de 1969 une majorité des délégués s'est prononcée en faveur de l'adoption de la grève comme moyen d'action, dont la CPSA a par la suite fait usage à de nombreuses reprises, principalement sous la forme de journées d'action nationales. Dès les années 1970, le syndicat compte dans ses rangs un nombre important de militants trotskystes issus de *Militant* et du SWP. La fin des années 1970 et le début des années 1980 sont marquées par des changements rapides de majorité au sein de l'exécutif national, et par des accusations répétées d'irrégularités entre la droite et les différentes factions de gauche au sein de la CPSA. Ces conflits au sein de l'organisation ont été exploités par le gouvernement conservateur au début des années 1980 pour diviser l'opposition à ses politiques de coupes budgétaires et pour se débarrasser de militants trop actifs. Ils ont également contribué à ralentir le rapprochement logique des syndicats de fonctionnaires, qui a abouti en 1998 avec la

---

<sup>355</sup> 159 994 sur 223 884 adhérents selon Eaton et Gill. Jack Eaton et Colin Gill, *op. cit.*, 1981, p. 260.

création de la *Public and Commercial Services Union* qui rassemble les différentes organisations présentes dans les années 1970. À la fin des années 1970, la CPSA publie un magazine, *Red Tape*, tiré à 217 000 exemplaires, ce qui est remarquable puisque cela revient à quasiment un magazine par adhérent, un taux de couverture dont les syndicats de travailleurs manuels sont loin<sup>356</sup>. Au tournant des années 1980, la CPSA fait par ailleurs un travail de recherche et d'information sur les mesures d'austérité budgétaire prises successivement par les gouvernements travailliste et conservateur, qui donne lieu à des brochures distribuées aux adhérents. L'une d'entre elles est produite en association avec la *Society of Civil and Public Servants* (SCPS), autre syndicat avec lequel la CPSA entretient alors des liens syndicaux forts et mène des actions communes.

La SCPS trouve son origine dans la *Society of Civil Servants (Executive, Directing and Analogous Grades)* formée en 1930. Elle constitue le deuxième principal syndicat de fonctionnaires dans les années 1970 après la CPSA. À la différence de cette dernière, elle syndique plutôt des cadres administratifs dans la fonction publique et dans des organismes para-publics. En raison de ce niveau hiérarchique supérieur, le profil genré du syndicat est exactement l'inverse de la CPSA. Sur les 108 697 adhérents recensés en 1980, seulement 18 116, c'est-à-dire moins de 20% sont des femmes<sup>357</sup>. La SCPS illustre bien la radicalisation des associations de fonctionnaires dans les années 1970 sous l'effet de la dégradation des conditions d'emploi et de travail. Elle adhère en 1978 au TUC, et ses dirigeants constituent alors avec ceux de la CPSA parmi les principaux détracteurs de la politique d'austérité du gouvernement travailliste à la tribune du TUC et du STUC<sup>358</sup>. La SCPS publie également, dans son magazine mensuel *Opinion* adressé à tous les adhérents ainsi que dans une série de brochures, des analyses critiquant fermement les politiques des gouvernements qui réduisent les dépenses publiques à la fin des années 1970.

---

<sup>356</sup> Les archives de la CPSA, déposées au *Modern Records Centre*, sont très complètes et relativement éclatées puisqu'elles sont cataloguées par administration. Voir le catalogue des archives de la CPSA sur le site du *Modern Records Centre*. URL :

<http://dscalm.warwick.ac.uk/Dserve/dserve.exe?dsqIni=Dserve3.ini&dsqApp=Archive&dsqDb=Catalog&dsqCmd=NaviTree.tcl&dsqField=RefNo&dsqItem=CPS#HERE>, consulté le 28 juin 2011.

<sup>357</sup> Jack Eaton et Colin Gill, *op. cit.*, 1981, p. 264. Le profil de la SCPS se transforme dans les années 1980 et 1990. En 1988 elle fusionne avec la *Civil Service Union* qui syndique notamment des travailleurs manuels et des techniciens des administrations. Si le profil genré reste donc fortement masculin, le profit social des adhérents est infléchi. Cette transformation des contours occupationnels et hiérarchiques de la SCPS facilite la fusion avec la CPSA en 1998 pour former PCS.

<sup>358</sup> Les dirigeants de la SCPS sont relativement libres de critiquer le gouvernement travailliste, dans la mesure où le syndicat n'est pas affilié au parti travailliste. La politisation du syndicat est cependant certaine. À côté de l'affiliation au TUC, on notera également le soutien accordé à partir de 1978 à l'*Anti-Apartheid Movement* et à l'*Anti-Nazi League*. Jack Eaton et Colin Gill, *op. cit.*, 1981, p. 265.

La troisième et dernière organisation de fonctionnaires impliquée dans les conflits du printemps 1979, l'*Association of First Division Civil Servants* (FDA), est dans les années 1970 un petit syndicat de moins de 9 000 adhérents, qui ne produit pas de magazine spécialisé à destination de ses adhérents et ne se dote d'un secrétaire général qu'en 1974. Fondé en 1919 pour représenter les fonctionnaires du Trésor, la FDA syndique des fonctionnaires hauts placés – économistes, juristes, statisticiens notamment – dans la plupart des ministères, dans lesquels la densité de syndicalisation et d'adhésion à la FDA est très élevée<sup>359</sup>. En raison des postes occupés par ses adhérents, le syndicat fait corps avec l'administration d'État et a toujours refusé d'entrer ouvertement en conflit avec les gouvernements. Pour cette même raison, l'exécutif du syndicat ne s'est pas doté de la capacité à autoriser ses adhérents à se mettre en grève. Il se contente de leur conseiller l'attitude qu'il juge adéquate. Nous mentionnons cependant ce syndicat parce qu'en dépit des caractéristiques que nous venons de souligner, la FDA adhère au TUC en 1977 et conseille à ses adhérents de participer à la journée d'action organisée par la CPSA et la SCPS fin avril 1979<sup>360</sup>.

Nous sommes conscients de l'intérêt que présenterait une étude approfondie de ces syndicats de fonctionnaires, de leur transformation dans les années 1970 et des modalités de leur participation aux conflits de l'hiver 1978-1979. Tout d'abord, la journée d'action qu'ils organisent fin avril 1979 tend à suggérer une extension de la contestation sociale non seulement horizontalement hors des bastions ouvriers de l'industrie vers les services publics, mais également verticalement à de nouvelles catégories dont les conditions de travail et la culture professionnelle diffèrent plus fortement. Cette observation pose la question de l'extension politique et culturelle de l'identité syndicale et ouvrière à ces nouvelles catégories à travers une identification de celle-ci à une classe ouvrière élargie et au mouvement ouvrier, donc au final d'une possible hégémonie – au sens gramscien – du mouvement ouvrier, perspective alors envisagée aussi bien par les militants qui discutent des contours du mouvement ouvrier que par les adversaires conservateurs du mouvement ouvrier qui le voient absorber une part croissante de la population. Cette hypothèse est discutable, ce pourquoi elle

---

<sup>359</sup> Jack Eaton et Colin Gill, *op.cit.*, 1981, p. 273. Voir également le site du syndicat, URL : <http://www.fda.org.uk/Aboutus/History-of-FDA.aspx>, consulté le 30 juin 2011. La FDA revendique aujourd'hui près de 19 000 adhérents. Sa croissance numérique – et son existence continue alors que la plupart des autres syndicats de fonctionnaires ont fusionné dans les années 1980 et 1990 – peut être comprise par la croissance du nombre de gestionnaires dans la fonction publique et dans les services publics comme le NHS suite aux réformes managériales de la gestion publique engagées par les gouvernements conservateurs et poursuivies après 1997 par les gouvernements travaillistes.

<sup>360</sup> Cette journée de grève, à laquelle de nombreux fonctionnaires syndiqués à la FDA participent, est une des deux seules journées de grève de l'histoire de la FDA – l'autre ayant lieu en 1981, de nouveau en opposition à la politique de réduction du budget de la fonction publique.

interroge en retour les équivalences trop rapides entre action collective et identification ouvrière non seulement chez les fonctionnaires des administrations centrales, mais également chez les travailleurs occupant les positions les plus subordonnées dans les services publics et qui passent à l'action pour la première fois. Enfin, les syndicats de fonctionnaires présentent pour dernier intérêt majeur d'être caractérisés par une opposition forte entre droite et gauche syndicales et un fort degré d'explicitation des positionnements politiques des différents courants. La gauche radicale, notamment trotskyste, possède une présence solide dans ces organisations et effectue un travail d'analyse détaillé de la transformation des politiques publiques au plus près de celles-ci. Les discours produits par ces organisations pourront être interrogés sous deux aspects à partir de l'analyse des comptes-rendus des congrès du TUC : d'un côté, quels sont les effets éventuels produits par ces discours sur le débat sur les politiques publiques et les services publics au sein du mouvement syndical ? D'un autre côté, quels effets le rapport de classe lié à la présence de ces fonctionnaires hautement qualifiés et rémunérés au sein même du mouvement syndical produit sur la réception de ces discours critiques portés par les fonctionnaires syndicalistes ?

Il nous semble néanmoins possible de justifier la moindre attention que nous avons accordée à ces organisations et à leurs archives. Tout d'abord, leur action de moindre durée et de moindre intensité au printemps 1979 explique que la grève des fonctionnaires soit moins associée dans la mémoire de l'« hiver du mécontentement » à la chute du gouvernement travailliste et au développement de la rhétorique conservatrice anti-syndicale. Cette marginalisation mémorielle est également à comprendre à l'aune de leur poids numérique, économique et politique moindre que celui des syndicats de travailleurs manuels. Leur présence est récente et marginale au sein du TUC à la fin des années 1970 et ils ne sont pas affiliés au parti travailliste. Pour ces raisons, ils ne participent pas de la même manière que les autres syndicats aux débats sur les politiques économiques au sein du mouvement travailliste, et jouent un rôle qu'on pourra qualifier de second plan dans la crise du travaillisme<sup>361</sup>.

Il y a enfin une dernière organisation syndicale qu'il est utile de prendre le temps de présenter ici, alors même qu'elle n'a pas pris part aux conflits de l'hiver 1978-1979. Il s'agit de la *National Association of Local Government Officers* (NALGO). En dépit de la

---

<sup>361</sup> Le syndicat PCS (*Public and Commercial Services*), formé de la fusion des principaux syndicats de fonctionnaires, joue aujourd'hui un rôle plus central au sein du mouvement syndical britannique. Au cours des années 2000 et au début des années 2010, il a été sous la houlette de son secrétaire général Mark Serwotka en première ligne dans les luttes contre la dégradation des conditions salariales des fonctionnaires et de leurs droits à la retraite et contre les suppressions de postes. Pour rendre compte de cette évolution des syndicats de fonctionnaires, une étude spécifique serait nécessaire, laquelle n'est pas ici notre objet.



participation des adhérents de ce syndicat à une série de luttes dans la seconde moitié des années 1970, ou peut-être en raison précisément de l'expérience de défaites comme celles des travailleurs sociaux dont la lutte a impliqué plusieurs milliers d'adhérents du syndicat pendant de long mois en 1978 et pesé fortement sur les finances du syndicat, NALGO a refusé à l'hiver 1978-1979 de rejoindre l'action engagée principalement par les travailleurs manuels et les employés non-qualifiés des collectivités locales. Il n'en est pas moins une présence tangible pendant les conflits, à travers les tensions inter-syndicales très fortes qui se manifestent entre NALGO et les autres organisations, notamment NUPE, aussi bien au niveau de leurs directions nationales et qu'entre les groupes de travailleurs au niveau local. NALGO est un acteur syndical incontournable dans les années 1970, ne serait-ce qu'en raison de sa force numérique, qui avec 753 226 adhérents en 1980 en fait le premier syndicat dans les services publics. Fondée à Londres en 1905, NALGO est issue des guildes qui rassemblaient à la fin du dix-neuvième siècle les employés des administrations municipales. Devenue un syndicat en 1920 mais conservant les traits d'une association de personnel, l'organisation s'est développée rapidement dans les années 1950, s'étendant depuis les services administratifs des collectivités locales vers ceux des nouvelles administrations et entreprises nationales désormais en charge de la santé, de l'énergie, de l'eau, des transports et de l'éducation. Les années 1960 et 1970 sont marquées par l'acquisition d'outils et de pratiques syndicales de la part de l'organisation, qui inscrit le recours possible à la grève dans sa constitution en 1960<sup>362</sup>. NALGO s'affilie au TUC en 1964, non sans des réticences puisque l'affiliation au TUC avait été rejetée au cours de six votes précédents, depuis que l'idée d'une affiliation avait été évoquée pour la première fois en 1921. Du fait de son importance numérique croissante, NALGO bénéficie rapidement d'au moins un siège – parfois de deux – au *General Council* du TUC. Il occupe également une place importante dans les instances tripartites de négociation des conditions d'emploi, de salaire et de travail des personnels administratifs des collectivités locales et des entreprises nationales.

NALGO bénéficie d'une organisation assez fortement structurée, avec près de 700 permanents à la fin des années 1970, dont 400 à son siège central sur Euston Road qui côtoie celui des autres grandes organisations et 300 distribués au niveau régional et local. Près de 220 sont spécifiquement en charge du recrutement de nouveaux adhérents et de la constitution de nouvelles sections. La plupart d'entre eux sont issus des rangs des responsables locaux, et sont en majorité des hommes, alors même que la moitié des adhérents du syndicat sont des

---

<sup>362</sup> NALGO n'est cependant impliquée dans une grève pour la première fois qu'en 1970 lorsque dix-huit adhérents d'une section de Leeds se mettent en grève lors de la mise en place d'un système de primes.

adhérentes. Les salaires des permanents de NALGO sont à la fin des années 1970 parmi les plus élevés de toutes les organisations syndicales britanniques, ce qui permet à NALGO d'attirer régulièrement des permanents issus d'autres syndicats. NALGO recrute également à ces postes des diplômés issus de Ruskin College – l'institution de formation continue destinée aux ouvriers méritants – et des départements d'étude des relations professionnelles de l'université de Warwick et de la *London School of Economics*. Grâce à ces ressources, NALGO possède une forte capacité de rédaction et de publication. En plus de son magazine mensuel tiré au début des années 1980 à 774 000 exemplaires – un tirage supérieur au nombre de ses adhérents qui en fait l'un des premiers magazines syndicaux en termes de diffusion – NALGO publie des brochures à destination des responsables et des délégués locaux ainsi qu'à destination du grand public – une caractéristique peu commune à un moment où les brochures syndicales de la plupart des organisations s'adressent avant tout à leurs adhérents, et seulement de manière incidente à un public plus large. Par ailleurs, la direction nationale du syndicat encourage les sections à produire leur propre matériel militant et récompense annuellement les meilleures publications des sections locales<sup>363</sup>. Le fonctionnement du syndicat diffère fortement de celui des autres organisations précédemment évoquées, en ce que dans la période qui nous intéresse une participation forte des adhérents aux prises de décisions coexiste avec l'absence d'un véritable système de délégation locale : si la conférence de 1977 a décidé de la mise en place d'un tel système, sa mise en œuvre est laissée à la discrétion de chaque section, à la différence des politiques volontaristes menées par d'autres organisations. Les négociations sont donc menées par des responsables pour les salariés, et pas par ceux-ci. En revanche, les adhérents participent massivement – un trait singulier dans le paysage syndical britannique – aux élections des représentants qui siègent dans les instances de décision du syndicat, fortement développées à tous les niveaux jusqu'à l'exécutif national qui gère les affaires courantes de l'organisation. Alors même que NALGO n'est pas affiliée au parti travailliste, et que sa constitution interdit toute affiliation politique même au niveau des sections au titre de la nécessité pour le personnel administratif d'être capable de travailler avec des élus de tous les partis, les élections au sein de NALGO sont le lieu d'affrontements politiques forts entre la gauche et la droite syndicales.

NALGO est donc un syndicat au statut ambigu. S'il syndique des employés des collectivités locales comme NUPE, COHSE, la GMWU et la TGWU, il se rapproche fortement des syndicats de fonctionnaires dans sa sociologie – un syndicat de cols blancs – et

---

<sup>363</sup> Jack Eaton et Colin Gill, *op.cit.*, 1981, p. 236-238.

dans sa politologie, puisqu'il n'est pas affilié au parti travailliste et que la gauche radicale non-communiste y est solidement implantée, notamment le SWP. Ensuite, et en dépit de ces caractéristiques politiques, il présente la particularité d'être cependant un soutien loyal de la politique des revenus du gouvernement travailliste. On peut certes imputer ce facteur au positionnement centriste et modéré du secrétaire général de l'époque Geoffrey Drain, mais cela montre en tout cas qu'il n'est pas possible d'établir de relation causale directe entre la sociologie et la politologie des organisations, et les relations qu'elles entretiennent avec le gouvernement travailliste. Le positionnement des organisations est aussi et surtout fonction de rapports de forces en leur sein et d'une construction discursive de leurs intérêts. Comme la GMWU, la présence de NALGO est visible, directement ou en creux, dans les archives des autres syndicats, notamment dans celles de NUPE qui relatent des épisodes nombreux de conflits à l'hiver 1978-1979 entre les travailleurs manuels grévistes de NUPE et les gestionnaires syndiqués à NALGO. Les dirigeants de NALGO sont également présents aux congrès annuels du TUC, où avec ceux de NUPE ils constituent au début et au milieu des années 1970 un axe moteur de la contestation contre les réductions budgétaires dans les services publics.

#### ***1.2.4.7 Les autres centres d'archives syndicales***

Les *TUC Library Collections*, hébergées par la bibliothèque de la *London Metropolitan University*, constituent un ensemble assez hétéroclite accumulé au fil des décennies par le TUC. Il s'agit à la fois d'ouvrages sur le monde du travail, le syndicalisme et la politique britannique et internationale, de magazines syndicaux publiés par les différentes organisations affiliées, de brochures produites par celles-ci et par le TUC, et de comptes-rendus des congrès du TUC et des organisations affiliées. Ces documents sont classés de manière thématique en ce qui concerne les ouvrages, et par organisation en ce qui concerne la documentation syndicale. Celle-ci est à la fois très diverse et couvre un champ extrêmement large, mais est également très fragmentaire, puisque la constitution de ces collections semble avoir été le produit à la fois des envois des organisations soumis au bon vouloir de celles-ci, et de l'intérêt variable des responsables de la documentation du TUC. Au final, ces collections ne se prêtent pas à une étude systématique et approfondie du mouvement syndical britannique dans les années 1970, mais sont potentiellement riches à condition de prendre le temps d'ouvrir méthodiquement chaque boîte, d'ordonner les informations qu'on y découvre et d'identifier celles-ci comme des données utilisables. Nous avons ainsi consulté les boîtes consacrées aux principaux syndicats impliqués dans les conflits de l'hiver 1978-1979 –

TGWU, GMWU, NUPE, COHSE – et prêté une attention particulière aux magazines syndicaux, brochures militantes et comptes-rendus des congrès des organisations. De ce point de vue, le travail réalisé dans les *TUC Library Collections* a constitué à la fois une préparation et un complément à l'examen des archives du TUC déposées au *Modern Records Centre*.

Les archives du *Scottish Trades Union Congress* (STUC) sont quant à elles déposées à la *Glasgow Caledonian University*. Celles-ci nous intéressent à plusieurs titres. Tout d'abord, elles nous rappellent la non-homogénéité de notre terrain britannique. Non seulement la Grande-Bretagne est marquée par des inégalités territoriales, des spécialisations économiques régionales et des traditions politiques locales très fortes, mais elle est composée de nations qui présentent des caractéristiques sociales, culturelles et politiques distinctes, dont la manifestation la plus claire est l'existence d'institutions distinctes, aussi bien scolaires ou religieuses que syndicales. Le STUC n'est pas la branche écossaise du TUC, mais une organisation indépendante fondée en 1897 suite à des différends au sein du TUC quant aux formes de la représentation politique du mouvement ouvrier<sup>364</sup>. En dépit de cette histoire singulière, les homologues avec le TUC sont nombreuses. On retrouve dans les deux organisations le rôle central du congrès annuel qui rassemble des délégués des organisations affiliées, et un *General Council*. L'existence de collèges électoraux sectoriels pour les élections des membres du *General Council* doit assurer une représentation de tous les secteurs, même si un système de pondération permet aux secteurs numériquement et politiquement plus forts de bénéficier d'un plus grand nombre de représentants. Les membres du *General Council* siègent dans une série de comités – le comité économique, le comité général et le comité éducation – qui dans les années 1970 se subdivisent pour faire face à l'accroissement et à la complexification des dossiers à traiter.

Le congrès du STUC se déroule au mois d'avril, c'est-à-dire qu'il est situé à peu près à mi-distance entre les congrès annuels du TUC au mois de septembre. Comme les congrès des différentes organisations qui se déroulent pour la plupart aussi au printemps, il sert à faire le point sur l'évolution de la situation économique, sur la transformation de la législation concernant les relations professionnelles et sur les luttes en cours. Cette manifestation jouit d'une moindre visibilité que le congrès du TUC, à la fois parce qu'elle est organisée loin du centre anglais et londonien du gouvernement et en décalage avec la saison des conférences des partis, et surtout parce qu'à la différence du TUC, le STUC n'est pas associé à

---

<sup>364</sup> Keith Aitken, *The bairns o'Adam : The Story of the STUC*, Édimbourg, Polygon, 1997; Angela Tuckett, *The Scottish Trades Union Congress : The First 80 Years, 1897-1977*, Édimbourg, Mainstream, 1986.

l'élaboration des politiques économiques au niveau national et ne jouit pas d'un accès relativement direct au gouvernement. Le STUC n'en porte pas moins la parole des syndicalistes écossais auprès des ministères, des collectivités locales et des entreprises, mais le congrès du STUC est souvent caractérisé par une grande liberté de ton et des débats plus virulents que ceux du congrès du TUC où les orateurs sont soucieux de l'effet produit par leurs interventions sur le parti ou le gouvernement travailliste. Cette radicalisation des positions et cette intensification des débats font du congrès du STUC un lieu d'observation privilégié des tensions au sein du mouvement ouvrier. Nous avons donc prêté une attention toute particulière aux comptes-rendus de ces congrès annuels, que nous avons examinés sur une période resserrée autour des conflits de l'hiver 1978-1979, à savoir de 1977 à 1980. Les autres documents que nous avons consultés à la *Glasgow Caledonian University* parmi les archives du STUC sont les comptes-rendus des réunions des différentes instances du STUC – *General Council*, comités et conférences diverses – rassemblés et mélangés dans une série de boîtes et les exemplaires du magazine trimestriel *Scottish Trade Union Review* créé au printemps 1978, et qui nous est apparu comme une revue lancée par la gauche syndicale écossaise plutôt que comme une publication du STUC lui-même.

#### ***1.2.4.8 Des archives pléthoriques et fragmentaires***

Au final, notre travail s'appuie sur le traitement approfondi d'environ six mille trois cent pages d'archives – une fraction de celles visionnées au total et sans compter la presse – dont près des deux tiers proviennent du *Modern Records Centre*. C'est probablement une caractéristique décisive d'un travail sur une période de l'histoire contemporaine, même antérieure à l'ère numérique, que d'avoir pour principal obstacle non pas tant la rareté des sources que leur abondance. Les sièges des syndicats britanniques emploient dans les années 1970 des dizaines de permanents qui entretiennent des rapports réguliers avec des ministères, des entreprises, la presse, le TUC, d'autres organisations syndicales et les responsables de l'organisation au niveau régional et local. De cet enregistrement quotidien des transactions menées par les organisations et au sein de celles-ci, résulte une très grande quantité de lettres, circulaires, bulletins d'informations, brochures, revues et comptes-rendus des activités régulières d'une organisation de travailleurs, qu'il s'agisse de rendez-vous informels, de réunions régulières de comités ou de conférences annuelles. Face à cet éclatement qui affecte les échelles, les formats, les auteurs et le degré de formalité des transactions retranscrites, notre premier travail consiste à ordonner les informations et à procéder à la critique externe de ces documents. Il s'agit de comprendre le contexte de production de chacun de ces documents,

souvent rassemblés dans une même boîte en raison soit de leur proximité chronologique – par exemple, les documents de l’année 1979 – soit de leur conservation par une même personne – par exemple, les documents de Moss Evans, le secrétaire général de la TGWU à la fin des années 1970 : qui a produit chacun de ces documents, où et à quel moment, à qui était-il destiné ?

La seconde difficulté majeure à laquelle nous sommes confrontés est l’absence fréquente d’informations permettant l’identification du document, or il est plus difficile de donner sens à un document et de l’exploiter de manière satisfaisante lorsque nous ne disposons pas du nom et de la qualité de son auteur ou de sa date de production. C’est rarement le cas des comptes-rendus de réunion ou de conférences destinés à être diffusés, mais cela peut l’être pour les lettres, rapports ou comptes-rendus manuscrits de discussion téléphoniques qui parsèment les boîtes d’archives que nous avons consultées, et qui contribuent souvent à notre meilleure compréhension du fonctionnement de l’organisation en même temps qu’ils nous posent des difficultés de référencement bibliographique. Les organisations syndicales britanniques ne sont en effet pas des administrations d’État disposant de procédures et d’exigences strictes concernant l’enregistrement de toutes les transactions auxquelles elles se livrent. Les archives dont nous disposons sont le produit d’une série d’opérations de sélection dont il nous est difficile de rendre compte même si nous pouvons les reconstituer : sélection par les permanents des documents qu’ils conservent dans leurs dossiers et de ceux dont ils se débarrassent ; sélection par les organisations des permanents qu’ils sollicitent pour déposer leurs documents dans le centre d’archives ; nouvelle sélection par les permanents des documents dont ils pensent qu’ils ont leur place dans un centre d’archives ; sélection enfin par les archivistes des boîtes et documents qu’ils considèrent comme possible et souhaitable de conserver dans des lieux où l’espace de rangement est limité et la conservation des documents indexée sur leur utilité sociale ou scientifique supposée.

La trace de ces opérations multiples de sélection se reflète dans le caractère fragmentaire des archives, lequel constitue leur troisième caractéristique principale. En dehors des comptes-rendus des congrès du TUC et des organisations pour lesquels nous disposons de séries annuelles ou bisannuelles, les autres types de documents – comptes-rendus de réunions de comités, circulaires, rapports et autres – ne se présentent pas sous la forme de séries ordonnées et complètes, mais sous la forme de documents souvent épars, rangés dans un ordre chronologique incertain et dont la régularité qu’on peut leur supposer suggère aussi l’absence

d'un nombre significatif d'entre eux dans nos archives. C'est plus encore le cas des documents au contexte de production plus circonstanciel, comme les rapports envoyés par les responsables régionaux aux directions de NUPE et de la TGWU à l'hiver 1978-1979, et dont le catalogage approximatif dans nos boîtes, les lacunes de la couverture géographique et les sauts temporels laissent supposer que leur conservation n'a été que partielle, bien que cette information soit difficilement vérifiable. En l'absence d'informations sur les tris qui ont pu être opérés aux différentes étapes de la constitution des archives, notre corpus présente des traits arbitraires, ce qui appelle de notre part les gestes méthodologiques suivants : d'un côté la reconstitution de chaînes causales et de séries régulières d'informations à partir de notre matériau parcellaire pour aboutir à des hypothèses sur le fonctionnement des organisations, les relations professionnelles et le déroulement des luttes sociales, de l'autre côté la conscience claire de ce que ces hypothèses construites à partir d'une archive fragmentaire sont des hypothèses qu'il faut considérer et présenter comme telles. Les entretiens que nous avons menés avec d'anciens permanents de NUPE, tout comme la connaissance que nous retirons du monde syndical de nos lectures et de notre familiarité avec les archives du mouvement syndical britannique nous fournissent certes un horizon d'attente qui orientent l'élaboration de nos hypothèses, mais celles-ci n'équivalent pas pour autant l'accès à des séries de documents plus complètes.

Enfin, nous avons déjà souligné plus haut le biais national et institutionnel de notre corpus, lié à la consultation des archives des directions nationales des syndicats et à l'absence d'archives privées et locales. Le savoir que nous pouvons développer sur le mouvement syndical, les relations professionnelles et les luttes est dès lors médiatisé par la rationalité administrative des permanents des sièges centraux des organisations. C'est un biais qui encourage une approche de ces questions en termes de rapports de forces inter- et intra-organisationnels et en termes politiques et idéologiques, et rend moins aisée en revanche une attention microsociologique aux phénomènes de politisation qui se déroulent au ras de l'expérience des acteurs des conflits au niveau local. Il est de ce point de vue utile de garder en mémoire ce que notre corpus et donc notre travail peuvent prétendre démontrer.

### **1.2.5 Archives et sources politiques**

Il ne faudrait pas conclure, de la division de notre corpus entre archives syndicales et archives politiques, à une séparation entre deux sphères posées l'une à côté de l'autre ou l'une face à l'autre. C'est au contraire la continuité entre ces deux ensembles qui nous intéresse. En

raison de la double affiliation d'une majorité de syndicats au TUC et au parti travailliste, les débats au congrès du TUC et ceux à la conférence annuelle du parti travailliste se font écho, voire constituent une seule discussion poursuivie entre les mêmes protagonistes<sup>365</sup>. En raison du poids disproportionné occupé par les militants communistes et secondairement trostkystes et de la diffusion des arguments de *Marxism Today* et du *Morning Star*, les analyses de la situation et du devenir du mouvement ouvrier britannique présentées par nombre de responsables syndicaux sont le produit de discussions politiques au sein des partis de gauche radicale. Pour tester notre hypothèse d'une crise du travaillisme, il est nécessaire enfin de s'intéresser aux débats et aux luttes entre tendances au sein du parti travailliste, par-delà ce que la littérature secondaire peut nous offrir.

Si nous avons séparé notre présentation des archives en deux sections, l'une syndicale et l'autre politique, c'est parce que nous ne prétendons pas du côté des partis et organisations politiques approcher le même degré de précision et de complétude qu'en ce qui concerne le mouvement syndical qui constitue le lieu depuis lequel nous interrogeons l'« hiver du mécontentement ». Notre exploration des archives des organisations politiques a été plus ciblée : nous n'avons pas cherché à établir de manière détaillée les contours organisationnels et les programmes politiques des partis et groupes se réclamant du mouvement ouvrier, mais avons interrogé les documents produits, collectés et légués par ceux-ci à la lumière de nos interrogations sur les conflits sociaux de l'hiver 1978-1979 et des débats sur les politiques d'austérité du gouvernement travailliste, et sur la base des hypothèses établies à partir de notre travail premier sur les archives syndicales.

#### ***1.2.5.1 Les archives du parti travailliste***

Si un certain nombre de sections locales du parti travailliste ont choisi de déposer leurs archives au *Modern Records Centre* où dans les centres d'archives hébergés par des universités de proximité, les archives des instances nationales du parti sont en revanche rassemblées au *Labour History Archive and Study Centre* (LHASC) au sein du *People's History Museum* de Manchester. Nous avons concentré notre attention sur trois types de documents. En premier lieu, nous avons parcouru les *manifestos*, c'est-à-dire les programmes produits par le parti entre le début des années 1970 et le début des années 1980 à l'occasion des élections à la Chambre des communes. Ensuite, nous avons consulté les rapports des conférences annuelles du parti de 1968 à 1979, c'est-à-dire la période sur laquelle nous avons

---

<sup>365</sup> À l'exception notable des syndicats de fonctionnaires et de NALGO, une majorité des syndicats affiliés au TUC le sont également à la fin des années 1970 au parti travailliste.



également exploré les rapports des congrès annuels du TUC : ces rapports sont pareillement constitués tout d'abord d'un rapport de l'exécutif du parti, le *National Executive Committee* (NEC), qui fait le point sur les activités menées par le parti et au sein de celui-ci au cours de l'année précédente, puis d'une retranscription exhaustive des résolutions présentées par les délégués et des discussions qui s'en sont ensuivies. Enfin, nous avons prêté une attention toute particulière aux archives dites du *Manifesto Group*, léguées au début des années 1990 par George Robertson, une des chevilles ouvrières de la droite du parti entre la fin des années 1970 et les années 1990. Ce fonds rassemble en fait les archives de trois groupes, à savoir le *Manifesto Group* fondé en 1974, la *Campaign for Labour Victory* initiée en 1977 et le *Labour Defence and Disarmament Group* lancé en 1982. Rassemblant les parlementaires de droite du parti en une série d'alliances, ces groupes sont conçus comme des contrepoids face à un centre-gauche du parti hégémonique du milieu des années 1970 au milieu des années 1980 sous la forme du *Tribune Group*, et à une gauche de plus en plus influente au sein du parti.

Ce choix de privilégier la droite travailliste, alors que nous savions qu'il ne serait pas possible de consulter les archives de l'ensemble des tendances du parti, vise à contrebalancer l'ancrage du reste de notre corpus dans la gauche du mouvement ouvrier. Nous attendons de l'analyse de cet ensemble d'archives du parti travailliste une compréhension plus détaillée de la crise du travaillisme : les désaccords sur les priorités politiques et économiques qui doivent être celle d'un gouvernement travailliste, la traduction de ces différends dans la formulation de la politique du parti, les luttes entre factions pour le contrôle des instances décisionnelles, enfin les effets organisationnels de cette division politique en termes d'affaiblissement des structures partisans.

### ***1.2.5.2 Les archives des partis de gauche radicale***

Nous avons détaillé dans une section précédente les partis et groupes de gauche radicale qui, faute de disputer au parti travailliste la direction du mouvement ouvrier, tentent pour le moins de tirer celui-ci vers la gauche. Le CPGB a, comme le parti travailliste après lequel il forme la principale organisation politique ouvrière en Grande-Bretagne, légué ses archives au LHASC. Nous avons pu également consulter les archives de la section écossaise du CPGB entreposées à la *Glasgow Caledonian University*, qui recourent en grande partie les documents déposés au LHASC, auxquels s'ajoutent les comptes-rendus des réunions de l'exécutif de la section écossaise. À la différence des archives syndicales caractérisées par le désordre mais aussi la profusion de documents de toutes natures, celles du CPGB sont remarquables par leur sécheresse et, en ce qui concerne leur rangement au LHASC, leur

éclatement dans un très grand nombre de dossiers contenant chacun quelques feuillets à la présentation stricte. Autant les conclusions auxquelles sont arrivés les membres du comité politique ou du bureau politique sont présentées avec une grande clarté, autant les discussions et délibérations qui y ont mené ne semblent pas avoir laissé de traces. C'est donc au final une archive assez pauvre pour le chercheur que le CPGB a déposé au LHASC, et sa section écossaise à la *Glasgow Caledonian University*. Les discussions et débats au sein du parti sur l'orientation politique et économique du mouvement ouvrier apparaissent plus clairement dans les pages de *Marxism Today* et du *Morning Star*<sup>366</sup>. La présence syndicale du CPGB transparaît également dans les pages de cette dernière publication qui fait la part belle à l'actualité sociale et syndicale, ainsi que dans le plus confidentiel *Labour Monthly* qui rassemble des contributions de syndicalistes communistes ou de la gauche syndicale.

Du côté des groupes trotskystes, le *Modern Records Centre* possède les archives de trois organisations. Celles de *Militant*, tout d'abord, recèlent bien entendu les numéros hebdomadaires du journal *Militant*, lesquels proposent un suivi détaillé de l'actualité sociale et des débats au sein du mouvement ouvrier, mais aussi un grand nombre de tracts produits par les activistes du parti à destination des adhérents des syndicats au sein desquels ils militent. La deuxième organisation dont les archives sont conservées par le *Modern Records Centre* est l'*International Marxist Group* (IMG). Les documents qui composent ce fonds d'archives sont principalement des documents de discussion internes à l'organisation : bulletins d'information, textes d'analyse, documents de préparation des conférences. Enfin, le *Modern Records Centre* a aussi accueilli les archives de la *Spartacist League*, un groupuscule sectaire londonien au sein de la *Workers' Socialist League* (WSL). L'activité principale des militants de la *Spartacist League* étant la dénonciation des autres organisations trotskystes, ces archives ne se sont pas révélées utiles à notre enquête sur la présence et de l'activité des militants de gauche radicale dans le mouvement syndical. Toutes les organisations de gauche radicale n'ont cependant pas rendu leurs archives publiques. On peut regretter ainsi l'inaccessibilité des archives du *Socialist Workers Party*. Les publications de cette organisation sont néanmoins pour l'essentiel accessibles, puisque *Socialist Worker* est consultable à la *British Library* et qu'une somme importante d'articles issus des publications de cette tendance au sein du trotskysme a été numérisée et rendue disponibles sur une série de portails<sup>367</sup>.

---

<sup>366</sup> Les archives du *Morning Star* et de *Marxism Today* sont consultables à la British Library. Le premier est publié depuis 1966, le deuxième l'a été de 1957 à 1991.

<sup>367</sup> Les archives de *Socialist Review* et de *International Socialism* sont disponibles en version scannée sur un même portail (URL : <http://www.socialistreviewindex.org.uk/>, consulté le 30 avril 2012). Quant aux écrits des

### 1.2.5.3 Mémoires politiques

Si l'archive du mouvement ouvrier constitue donc la base de notre étude des conflits de l'hiver 1978-1979, que nous voulons originale précisément pour cette raison par rapport aux travaux qui ont fait la part belle aux grandes figures politiques, nous n'avons pas cependant ignoré la dimension politique, au sens cette fois parlementaire et gouvernementale, de l'« hiver du mécontentement ». Pour comprendre aussi bien les tensions qui s'expriment au grand jour au sein du parti travailliste entre un gouvernement qui peut s'appuyer sur la loyauté parfois critique d'une majorité de parlementaires pour mener une politique d'austérité et une aile gauche qui critique avec véhémence les orientations de la politique suivie par le gouvernement, pour suivre le déploiement d'une rhétorique anti-syndicale de plus en plus virulente dans les rangs conservateurs et pour retracer plus généralement la diffusion dans le débat public d'analyses d'inspiration néo-libérale concernant l'état de l'économie britannique et le rôle des organisations de travailleurs, nous avons consulté les retranscriptions des débats à la Chambre des communes contenus dans *Hansard*. Si la version papier demeure la plus agréable à consulter, des recherches par mots-clés ainsi que par contributeur sont devenues possibles suite à la numérisation des volumes retranscrivant les débats dans les deux chambres du Parlement sur la période 1803-2005<sup>368</sup>.

Les tensions au sein du gouvernement travailliste quant aux solutions à adopter face aux difficultés économiques à laquelle la Grande-Bretagne et son économie ont été confrontées entre 1974 et 1979 ont également été restituées dans leurs mémoires et depuis leurs points de vue antagonistes, d'un côté par les centristes du gouvernement comme James Callaghan et Denis Healey ou encore par Bernard Donoughue, conseiller des premiers ministres travaillistes de 1974 à 1979, de l'autre par un opposant de gauche à l'intérieur du gouvernement comme Tony Benn. Ces récits ont été amplement commentés, tout comme l'a été celui de Margaret Thatcher<sup>369</sup>. Ils permettent cependant de ne pas faire disparaître

---

principales figures de ce courant du trotskysme, ils sont disponibles sur le portail marxists.org : URL : <http://www.marxists.org/history/etol/writers/ist/index.htm>, consulté le 30 avril 2012). Ce dernier site rassemble également une bonne part des écrits des principaux dirigeants du CPGB (URL : <http://www.marxists.org/history/international/comintern/sections/britain/profiles.htm>, consulté le 30 avril 2012) et de Militant, notamment de son dirigeant historique Ted Grant (URL : <http://www.marxists.org/archive/grant/index.htm>, consulté le 30 avril 2012). On signalera également, concernant la richesse des archives numériques de la gauche radicale qui compense quelque peu la faiblesse de l'archivage dans les centres universitaires, le travail de présentation de l'organisation et de mise en ligne de numéros de la revue *Big Flame* effectué par d'anciens militants de l'organisation maoïste Big Flame (URL : <http://bigflameuk.wordpress.com/>, consulté le 30 avril 2012).

<sup>368</sup> URL: <http://hansard.millbanksystems.com/>, consulté le 30 avril 2012.

<sup>369</sup> Tony Benn, *Conflicts of Interest: Diaries 1977-1980*, Londres, Hutchinson, 1990; Tony Benn, *The Benn Diaries: Selected, Abridged and Introduced by Ruth Winstone*, Londres, Hutchinson, 1995; James Callaghan, *op.*

entièrement le point de vue et les analyses des gouvernants derrière ce qu'en restituent les médias ou ce qu'en perçoivent des syndicalistes généralement hostiles.

Enfin, il nous faut dire quelques mots de l'absence des archives gouvernementales dans ce travail. Les archives du gouvernement travailliste de 1974-1979, et notamment celles de la période de l'« hiver du mécontentement », n'étaient pas encore disponibles lorsque l'idée de ce travail de recherche a émergé, en raison de la règle dite « des trente ans » par laquelle le gouvernement britannique transfère les documents enregistrant ses activités aux archives nationales de Kew au bout de trois décennies. Entre temps, elles sont devenues accessibles au public. On peut spéculer sur ce qu'un accès à ces documents aurait pu fournir à notre démonstration : la confirmation, probablement, de ce que les études fondées sur des entretiens avec des ministres ont révélé, à savoir la fracture profonde au sein du gouvernement travailliste entre les représentants des différentes tendances du parti, telle qu'elle a pu se manifester dans les tensions autour de l'attitude à adopter face aux attaques spéculatives des investisseurs et l'intransigeance du FMI ou les divisions répétées sur les effets sociaux et politiques de la politique d'austérité. L'aspect le plus intéressant aurait probablement résidé dans le type d'argumentaire économique développé dans les discussions entre ministres, par rapport aux déclarations publiques visant, dans un exercice d'équilibre impossible, à ménager à la fois les institutions financières et le mouvement syndical. Sans nul doute une nouvelle génération d'historiens britanniques est-elle d'ailleurs en train d'analyser ces documents, pour produire des travaux qui constitueront le pendant politique de notre étude.

---

*cit.*, 1987; Bernard Donoghue, *op. cit.*, 1987; Bernard Donoghue, *Downing Street Diary: With Harold Wilson in No 10*, Londres, Cape, 2005; Bernard Donoghue, *Downing Street Diary: With James Callaghan in No 10*, Londres, Cape, 2008; Denis Healey, *op. cit.*, 1989; Margaret Thatcher, *The Downing Street Years*, Londres, HarperCollins, 1993.



## 2 Crise économique et crise du travaillisme

Les années 1960 et 1970 sont placées en Grande-Bretagne sous le signe de la « crise », terme omniprésent qui renvoie à plusieurs éléments. Tout d'abord, l'économie britannique est caractérisée par une croissance relativement faible par rapport à celle des autres pays industrialisés. Face à une baisse de la rentabilité des investissements industriels, les gouvernements de toutes tendances s'emploient à procéder à une modernisation de l'industrie et des relations professionnelles. Par-delà cet arrière-plan de crise ou de déclin structurel, la période est également scandée par des crises plus localisées et plus visibles, qui sont moins des crises au strict sens économique du terme que des moments de tension où les politiques des gouvernements se retrouvent fortement contraintes par la situation de la livre sterling : crise de la dévaluation en 1966-1967, « crise du FMI » en 1976. Enfin, le terme de crise a pu être employé pour qualifier des épisodes de conflictualité sociale, comme la grève des mineurs de l'hiver 1973-1974 ou les conflits de l'hiver 1978-1979. Nous discutons plus loin des enjeux et des effets politiques et idéologiques de l'emploi du terme de « crise ». Soulignons déjà cependant que ce gradient, vers des crises de plus en plus politiques – au sens où elles affectent l'action gouvernementale – suggère une extension du domaine de la crise. Si la crise est cantonnée à la production industrielle ou à la monnaie, il n'est pas nécessaire de penser une refondation du cadre institutionnel de l'action gouvernementale. L'idée d'une Grande-Bretagne en crise a alors pour pendant la vision de l'après-guerre comme un « âge d'or », terme employé par les économistes pour qualifier la période de forte croissance qui touche l'ensemble des pays industrialisés après 1945. Si la crise est en revanche conçue comme une crise des politiques publiques et de la pratique gouvernementale, alors on suppose un état antérieur satisfaisant, ou du moins stable.

L'après-guerre a effectivement été présenté comme une période de « consensus ». L'idée de crise fait donc ici moins référence aux difficultés économiques de la Grande-Bretagne qu'à un désaccord sur les politiques à mener face à cette situation. Un premier enjeu de notre travail dans cette partie est donc d'articuler l'évolution de la situation économique de la Grande-Bretagne et les débats sur les politiques publiques. Ensuite, par rapport au demi-siècle précédent qui a vu l'émergence du parti travailliste comme force politique parlementaire, les années 1960 et 1970 constituent une période inédite de pouvoir travailliste. Un deuxième enjeu de cette partie est donc plus spécifiquement de comprendre comment cette crise à laquelle les gouvernements travaillistes font face devient une crise *du* travaillisme,

c'est-à-dire comment la gestion économique des gouvernements travaillistes suscite des tensions au sein du parti travailliste et de ses multiples composantes que nous avons présentées plus haut<sup>370</sup>.

Par travaillisme, et donc par crise du travaillisme, on peut entendre plusieurs choses. On peut tout d'abord faire référence au parti travailliste, et donc aux différentes tensions en son sein, entre ses composantes et entre orientations politiques, qui peuvent se recouper. De ce point de vue, si les années 1970 sont marquées par une baisse du nombre d'adhérents individuels du parti, elles sont également marquées par un accroissement de sa diversité permis par une plus large ouverture organisationnelle et politique. Il ne faudrait pas pour autant donner à penser qu'il y a eu dans l'histoire du parti un moment de stabilité organisationnelle et idéologique<sup>371</sup>. Le parti travailliste de la première moitié du vingtième siècle, souvent présenté comme un bloc monolithique tant par la gauche pour être décrié que par la droite du parti pour être rappelé avec nostalgie, a également connu des crises fortes et profondes. On se contentera de signaler le tournant des années 1930 lorsque la direction du *Parliamentary Labour Party* (PLP), le parti parlementaire, rompt avec le reste du parti pour former un gouvernement de coalition avec les conservateurs, et les années 1950 qui sont marquées par la lutte sur la constitution et l'orientation politique du parti entre la droite gaitskellienne révisionniste et la gauche bevanienne radicale. Une analyse des tensions qui traversent le mouvement travailliste, de leur histoire et de leur développement dans les années 1970 est donc un premier niveau d'analyse de la crise du travaillisme.

Le terme de « travaillisme » peut ensuite faire référence à l'idéologie du centre et de la droite du parti travailliste<sup>372</sup>. Ce n'est pas le terme indigène employé par les députés, syndicalistes et militants de droite pour définir leur orientation politique : leurs propositions politiques tendent à être formulées dans le vocabulaire du « socialisme » qui prédomine au sein du parti dans les années 1970. « Travaillisme » est en revanche le terme utilisé par la gauche radicale, au sein du parti et en dehors de celle-ci, pour préciser la nature de la doctrine politique de la droite du parti, et la différencier d'autres conceptions du socialisme, voir lui

---

<sup>370</sup> Nous devons cette distinction à Hall et Jacques : « Thatcherism is a problem, not just 'for' the left, but *of* the left. Its rise was predicted on Labourism's decline. It seized on precisely those points of popular consciousness which Labourism had abandoned. It exploited the internal contradictions which the social democratic corporatist strategy of successive Labour governments had generated. » Stuart Hall et Martin Jacques, « Introduction », Stuart Hall et Martin Jacques (ed), *The Politics of Thatcherism*, Londres, Lawrence & Wishart, 1983, p. 13-14.

<sup>371</sup> « Like Hobbes and fear, crisis and the Labour Party have always been twins – Siamese twins. » Ralph Miliband, *Parliamentary Socialism*, Londres, Merlin Press, 1964, p. 16.

<sup>372</sup> C'est une distinction qu'il est nécessaire d'opérer en français. En anglais, on distingue sans peine le parti travailliste (*Labour Party*) de l'idéologie travailliste (*labourism*), ou peut-être faudrait-il dire « travaillisante ».

nier le titre de « socialisme ». C'est donc un terme dont l'usage, critique, vise à opérer une distinction, à la différence de « socialisme » dont la définition vague permet de réunir dans une même organisation les traditions et les tendances antagonistes du mouvement ouvrier britannique.

Panitch fait remonter l'origine du « travaillisme » à la naissance du parti et au rejet par ses fondateurs de la lutte des classes. Dès lors, le parti travailliste s'est présenté comme un parti national visant à la reconnaissance des intérêts et des demandes de la classe ouvrière dans le cadre de l'ordre socio-politique national existant. L'objectif n'est pas le renversement de l'ordre bourgeois, mais l'intégration pleine et entière de la classe ouvrière à celui-ci. Il ne faut donc pas s'étonner que le parti travailliste au pouvoir ne promeuve pas de politiques socialistes, mais se présente souvent sous les traits d'un outil de contrôle social des luttes ouvrières<sup>373</sup>. Selon les auteurs, l'accent est mis plutôt sur la dimension socio-économique de cette intégration, ou sur sa dimension politico-institutionnelle. Thompson insiste avant tout sur l'acceptation de l'organisation capitaliste de la production et de la société, la revendication de meilleures conditions de travail et d'existence au sein de ce statu quo<sup>374</sup>. D'autres auteurs insistent surtout sur l'acceptation du cadre parlementaire d'action politique, comme Ralph Miliband<sup>375</sup> ou David Coates<sup>376</sup>. Si ces auteurs proposent une théorie du « travaillisme », ils pensent plusieurs travaillismes à partir de cette base commune, sur un gradient de droite à gauche selon que les revendications vont plus ou moins loin vers la remise en cause des inégalités et l'exigence d'un rôle plus grand pour les travailleurs au sein de la société.

---

<sup>373</sup> « Analyses which begin with the premise that Labour is primarily a socialist party and a channel of working class representation and aspirations, and confine themselves to the attempt to explain Labour's consistent 'failure' to be 'socialist' when in government – whether in terms of the entrenched powers of the ruling class, or opportunist and middle class leadership, or even the limitations of a parliamentary strategy – must invariably fall wide of the mark. For to a very large extent, what are seen as Labour's failures are really its successes. The function of the Labour Party in the British political system consists not only of representing working class interests, but of acting as one of the chief mechanisms for inculcating the organized working class with national values and symbols and of restraining [p. 236] and reinterpreting working class demands in this light. » Leo Panitch, *op. cit.*, 1976, p. 235.

<sup>374</sup> « Each advance within the framework of capitalism simultaneously involved the working-class far more deeply in the *status quo*. [...] Each assertion of working-class influence within the bourgeois democratic State machinery simultaneously involved them as partners (even if antagonistic partners) in the running of the machine. » E. P. Thompson, « The Peculiarities of the English », *Socialist Register*, 1965, p. 343-344.

<sup>375</sup> Ralph Miliband, *op. cit.*, 1964.

<sup>376</sup> « Keir Hardie spoke of "labourism": that body of working-class political theory and practice which accepted the possibility of social change *within* the existing framework of society; which rejected the revolutionary violence and action implicit in Chartist ideas of physical force; and which increasingly recognised *the working of political democracy of the parliamentary variety as the practical means of achieving its own aims and objectives*. » David Coates, *The Labour Party and the Struggle for Socialism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1975, p. 6.



Une telle définition des caractéristiques politiques et idéologiques du parti travaillisme n'est pas cependant l'apanage des seuls critiques de gauche. S'il n'emploie pas le terme de *labourism*, Lewis Minkin, pourtant résolument travailliste dans ses engagements politiques, ne décrit pas autrement les objectifs du mouvement syndical et du parti qui en porte les aspirations<sup>377</sup>. Enfin c'est un programme revendiqué par les dirigeants travaillistes eux-mêmes, y compris dans la gauche du parti. Dans un texte publié en 1981 par l'*Institute for Workers Control*, le député de gauche Eric Heffer s'emploie à concilier orientation ouvrière et représentation nationale, et ce faisant met en évidence la contradiction sur laquelle le parti s'est fondé et divisé tout au long du vingtième siècle<sup>378</sup>. Par ailleurs, même chez les intellectuels marxistes de la gauche du mouvement ouvrier, la mise en avant des spécificités du « travaillisme » par rapport à des mouvements ouvriers continentaux parfois perçus comme plus révolutionnaires n'aboutit pas toujours à une dénonciation. Selon Andrew Gamble, ce développement d'une organisation à la fois défensive et autonome de la classe ouvrière britannique peut être comprise par contraste avec la France : alors qu'en France, selon l'analyse marxienne désormais classique, la bourgeoisie radicale s'est alliée au peuple pour produire une république libérale dans la révolution de la fin du dix-huitième siècle, elle s'est en Grande-Bretagne contentée des concessions politiques et économiques consenties dans les années 1830 et 1840 par l'aristocratie terrienne et a fait front commun avec cette dernière contre la radicalité ouvrière des chartistes. Par ce biais, la bourgeoisie s'est cependant privée des moyens de constituer, sur le modèle de la France, un ordre socio-politique fondé sur les droits individuels des citoyens. La classe ouvrière britannique s'est donc organisée économiquement, puis politiquement, en tant que classe, et c'est en tant que classe qu'elle a

---

<sup>377</sup> « Since the mid-nineteenth century, the movement has tended to be constitutional in its political aspirations, seeking to win acceptance and representation within the existing political order. In ideological terms, the twentieth century has seen a shift in the formal adherence of most of the largest unions from liberalism to socialism, but in the variegated strands of a complex and often vague tradition, support for a more revolutionary Marxist doctrine has had only limited and localized support. There have been periods, particularly just prior to the First World War, when syndicalism has had a marked influence, but after the General Strike of 1926 this declined rapidly and the movement returned towards forms of accommodation with the employers and with the government. » Lewis Minkin, « The British Labour Party and the Trade Unions : Crisis and Compact », *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 28, No. 1 (1974), p. 7-8.

<sup>378</sup> « The first point I would like to make is that despite its often middle-class leadership and parliamentary orientation the Labour Party is essentially a working-class party. I do not mean by that that its entire membership is working-class or that it should be – it must attract members and supporters from every section of society – but it has to be recognized that the party is firmly based on organized working-class movement. It was formed as a result of a TUC Resolution passed in 1899, and continues to express working-class interests; but that does not mean a minority party with a restricted outlook. The Labour Party is in fact the only genuinely national party in Britain because the working people are the majority in society, and class attitudes cut across all national and religious barriers. » Eric Heffer, « Towards Democratic Socialism », *IWC Pamphlet* No. 76, Nottingham, Institute for Workers' Control, 1981, p. 1.

été progressivement intégrée au système politique parlementaire britannique<sup>379</sup>. Le mouvement ouvrier s'est constitué au sein du système politico-institutionnel britannique en institution relativement autonome, c'est-à-dire possédant ses propres préoccupations économiques, son idéologie singulière, ses organisations distinctes et sa culture spécifique. Dans le chapitre de *Languages of Class* qu'il consacre aux difficultés rencontrées par le parti travailliste, Gareth Stedman Jones insiste pareillement sur l'ancrage culturel de la conscience de classe britannique au vingtième siècle, dont il situe l'apogée entre 1900 et 1950 où elle se cristallise autour d'institutions comme le music-hall, le cinéma, le sport, le pub, l'accent et le lieu de résidence, plus encore qu'autour du syndicalisme ou du mouvement travailliste. C'est une conscience fondée selon Stedman Jones sur une identité séparée plutôt que sur les potentialités révolutionnaires et hégémoniques d'une position spécifique dans l'organisation capitaliste de la production. Si ce dernier programme est tout de même présent au sein du mouvement ouvrier, c'est seulement chez la minorité organisée au sein du parti communiste, le parti travailliste dans sa grande majorité défendant simplement le progrès social au sein des structures politiques existantes<sup>380</sup>. L'idée de l'intégration du mouvement ouvrier comme composante relativement autonome de l'ordre socio-politique britannique peut donc être comprise de différentes manières : on peut insister principalement sur les effets de neutralisation produits par l'intégration, mais on peut aussi insister sur les limites de celle-ci en raison de l'autonomie conservée par le mouvement ouvrier<sup>381</sup>.

On considère généralement que l'intégration de la classe ouvrière organisée à l'ordre socio-politique britannique atteint son apogée dans l'après-guerre. Elle constituerait un des piliers du consensus de l'après-guerre, dont les grandes lignes sont définies par le gouvernement de coalition de 1940-1945 et le gouvernement travailliste de 1945-1951. Le consensus de l'après-guerre serait donc un consensus fondamentalement travailliste, non seulement au sens où les travaillistes auraient joué un rôle décisif dans son élaboration, mais au sens également où il correspondrait à l'aspiration travailliste d'une amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière et d'une intégration de ses représentants dans les

---

<sup>379</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, p. 79-81.

<sup>380</sup> Gareth Stedman Jones, *op. cit.*, 1983, p. 246.

<sup>381</sup> « The story has often been told of how the British Labour movement lost its revolutionary will after the collapse of Chartism and became increasingly integrated within British capitalism; how a defensive trade-union movement, organized initially around skilled craftsmen, fought for extremely limited material gains and the defence of trade-union rights; how the close involvement of the trade unions with the Labour Party committed that party to the defensive and corporate perspectives of the unions, and nourished the growth of a leadership that was prepared to meet basic trade-union interests whilst managing the state in a traditional and orthodox manner. But the other side of that process is just as important. The party never succeeded in being entirely a party of managers, nor in severing completely its links with the union leaders, and socialist activists in the constituencies. » Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, p. 93.

institutions sociales et politiques sans transformation radicale de l'ordre socio-politique ni abolition de l'organisation capitaliste du travail. La direction du PLP en vient à s'identifier à l'orientation générale des politiques publiques et aux pratiques gouvernementales dominantes après 1945.

La satisfaction des revendications en termes de meilleures conditions de travail et d'existence devient cependant plus difficile dans un contexte de difficultés économiques pour la Grande-Bretagne. C'est en ce sens également que la crise à laquelle les gouvernements travaillistes sont confrontés est aussi une crise *du* travaillisme. Les politiques mises en place par le gouvernement travailliste lui-même, qui visent à restaurer la croissance et les performances économiques de la Grande-Bretagne et impliquent de privilégier le capital par rapport au travail, sont même antithétiques avec le projet travailliste d'amélioration continue des conditions d'existence de la classe ouvrière. La doctrine travailliste qui semblait si efficace pour décrire la situation socio-politique de l'après-guerre semble perdre de sa pertinence face à la crise, au profit des critiques de gauche et de droite du compromis social. Alors que la droite conservatrice appelle à revenir sur les acquis sociaux de l'après-guerre pour sortir de la crise économique, celle-ci montre au contraire selon la gauche du mouvement ouvrier les limites du programme travailliste. Les années 1970, et notamment leur deuxième moitié, sont marquées à la fois par un éclatement et par un brouillage politique au sein du parti : alors que des factions remettent en cause les priorités sociales traditionnelles du travaillisme comme l'extension de l'État social, la frontière entre les ailes gauches et droite du parti ne semble plus constituer un repère efficace pour comprendre les dynamiques internes du mouvement travailliste<sup>382</sup>.

Si l'objectif d'amélioration gradualiste des conditions de vie se trouve remis en cause, ce n'est pas pour autant que la direction du PLP abandonne la perspective d'intégration du mouvement ouvrier. Pour Panitch, les politiques des revenus opérées à plusieurs reprises par les gouvernements conservateurs et travaillistes dans l'après-guerre sont les meilleures

---

<sup>382</sup> « But in Government since 1974 there have been developments which utterly confuse the ideological clarity of the Party and its factions. Some of the Left-wing union leaders have begun playing a role associated with the traditional Right, some on the Left of the Party have adopted radical revisionist measures for state intervention and are advocating them for radical Left-wing purposes, and finally the Parliamentary Left and the trade union Left are divided over the compatibility of incomes policy and Socialism and over the extent of trade union co-operation with the Government. And, both within the CLPs and amongst a minority of the Parliamentary Left, Marxism has a greater appeal than at any time since the 1930s. Yet on the Right of the Party there are those for whom a cautious reformism in liaison with the unions defines their Socialism, those who have consciously shed Socialism for a 'Social Democracy' which places definite limits on the desirable extent of state ownership and some who have even placed limits on the desirable levels of public expenditure. » Lewis Minkin et Patrick Seyd, « The British Labour Party », William Paterson et Alastair Thomas (ed), *Social Democratic Parties in Europe*, Londres, Croom Helm, 1977, p. 134-135.

illustrations du travaillisme comme intégration. En effet, à la différence de politiques dont l'application est individuelle comme la politique fiscale, les politiques des revenus volontaires reposent sur l'action collective des organisations syndicales, et impliquent l'acceptation par le mouvement ouvrier d'une communauté nationale d'intérêts au profit de laquelle les travailleurs acceptent l'austérité salariale. Les travaillistes ne possèdent certes pas le monopole des politiques des revenus dans l'après-guerre, puisque les conservateurs s'y sont également livrés sous les gouvernements MacMillan et Heath. Ces derniers y ont cependant recouru à contre-cœur en raison de leur attachement fondamental au libéralisme économique, alors que pour les travaillistes l'interventionnisme économique est au contraire jugé désirable, et susceptible d'être accepté par les syndicats s'il inclut également l'extension de l'État social, la planification et une plus grande représentation des organisations syndicales dans les instances de gestion de l'économie britannique<sup>383</sup>. Par rapport aux moments où le parti est dans l'opposition et relativement uni face à des gouvernements hostiles au mouvement ouvrier, les tensions sont redoublées lorsque les travaillistes sont au pouvoir<sup>384</sup>. On peut donc parler de crise du modèle travailliste de gestion de l'économie.

Cette partie opère tout d'abord un retour sur le « consensus » comme concept, comme ensemble de politiques et comme période, dans la mesure où notre analyse de la crise du travaillisme et du consensus travailliste est indexée sur notre compréhension de ces derniers. C'est ensuite la « crise » qui est présentée, à la fois comme ensemble de phénomènes économiques objectivables et en tant que ceux-ci appellent une réponse politique et institutionnelle. Ce chapitre sera l'occasion de présenter les courants de pensée qui perdurent, émergent ou s'infléchissent dans les années 1960 et 1970 et les mouvements politiques qui les portent et se constituent autour d'eux. Un troisième chapitre interrogera l'évolution du parti travailliste dans ces années, partant d'une description des tensions qui le traversent pour comprendre la façon dont l'exercice du pouvoir et les politiques menées par les gouvernements travaillistes influent sur les rapports de force au sein du parti. C'est plus spécifiquement le mouvement syndical qui sera ensuite examiné. Il s'agit certes d'étudier les relations entre les syndicats et les gouvernements, notamment travaillistes, mais aussi et surtout sur les lignes de fracture au sein du mouvement sur les priorités politiques et

---

<sup>383</sup> Leo Panitch, *op. cit.*, 1976, p. 3, 238.

<sup>384</sup> « But not only was the scale and intensity of the conflict unparalleled in the years 1974-9 but it assumed an entrenched and institutionalised form in the clash between the Party and the Government – which was to explode into a veritable civil war after 1979. » Eric Shaw, « The Labour Party », Anthony Seldon et Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, p. 260.

économiques qui doivent être les siennes. Ces différents éléments étant posés, nous proposerons une analyse plus spécifique des politiques des revenus, de leur mise en place dans les années 1970 et de leur contestation répétée, jusqu'aux conflits de l'hiver 1978-1979. À partir de cette analyse des tensions au sein du mouvement ouvrier britannique, nous formulerons à la suite d'Eric Hobsbawm la question de la désintégration du mouvement ouvrier, analysée à la lumière des conflits qui, par-delà les seules politiques économiques, le déchirent jusqu'au milieu des années 1980.

## **2.1 Le consensus de l'après-guerre**

La seconde moitié des années 1970, marquée par la polarisation politique à la fois au sein du parti travailliste et à la Chambre des communes, a pu être présentée comme illustrant la « fin du consensus »<sup>385</sup>. Dès lors, il est nécessaire de préciser ce que l'on entend par consensus, un terme qui s'est diffusé dans les années 1970 dans le discours politique et qui a fait l'objet de critiques très vives. Il y a ici plusieurs niveaux d'analyse et de problématisation. La notion de « consensus » fait tout d'abord référence à un ensemble de politiques sociales et économiques mises en œuvre par les gouvernements des pays industrialisés du bloc de l'Ouest dans le contexte de la Guerre froide et du nécessaire compromis avec le mouvement ouvrier. C'est la vision du consensus que l'on pourrait qualifier d'objectiviste, dans la mesure où elle considère que le consensus n'est qu'une étiquette posée sur un ensemble de politiques gouvernementales. Dans cette optique, les termes « consensus », « compromis historique », « gestion keynésienne » ou encore dans une version contemporaine plus technique « libéralisme encadré » sont relativement interchangeables. Ces politiques publiques rassemblées sous le titre de consensus reposent sur un accord quant à la priorité à accorder au plein emploi, à la croissance économique et au bien être de la population, et quant à la nécessité pour l'Etat d'intervenir dans les mécanismes de l'économie de marché. Elles prennent donc la forme de politiques fiscales et monétaires dites « keynésiennes » qui visent à amortir les effets des cycles économiques et à maintenir le plein emploi. Elles s'appuient enfin sur un compromis social entre le patronat et le mouvement ouvrier qui vise à garantir la paix sociale. Ce compromis passe par plusieurs éléments : intervention étatique dans la politique industrielle, mise en place de systèmes de protection sociale, nationalisation de secteurs ou d'entreprises clés, enfin intégration des organisations du mouvement ouvrier à l'appareil d'État et à la décision politique<sup>386</sup>.

Il y a une deuxième vision, plus subjectiviste, qui insiste sur les effets politiques de la mobilisation de la notion de « consensus », et interroge la définition indigène et scientifique de l'après-guerre comme période de « consensus ». Nous proposons de revenir à la fois sur les politiques sociales et économiques menées par les gouvernements britanniques et sur les enjeux politiques de la compréhension de ces politiques et de la qualification de la période en

---

<sup>385</sup> Dennis Kavanagh, *op. cit.*, 1987.

<sup>386</sup> David Harvey, *op. cit.*, 2005, p. 10-12.

termes de consensus. Nous abordons tout d'abord les débats, historiographiques et politiques autour de la notion de consensus, puis détaillons les différents domaines sociaux, économiques et politiques auxquels la notion de consensus a été appliquée.

### **2.1.1 Le débat autour de la notion de « consensus »**

La Seconde Guerre mondiale est une référence politique incontestée en Grande-Bretagne, tant pour la droite qui y voit un moment de grandeur nationale que pour le centre qui y voit une période inédite de cohésion sociale, ou pour la gauche pour laquelle la guerre a donné l'occasion de remettre en cause l'ordre social traditionnel<sup>387</sup>. C'est dans cette mémoire et cette compréhension de la Guerre que s'ancre la thèse du consensus de l'après-guerre. Nous restituons ici l'argumentaire de cette thèse, avant de présenter les critiques dont il a fait l'objet et de dresser le bilan que nous pouvons en tirer quant à la pertinence heuristique de cette catégorie.

#### **2.1.1.1 La thèse d'Addison**

Dans *The Road to 1945*, l'objectif de Paul Addison est de comprendre le passage du consensus conservateur illustré par la politique du gouvernement Baldwin du milieu des années 1930 au consensus progressiste qui domine à partir de 1945. Selon Addison, les années de guerre ont été un moment crucial. Alors que la Guerre a été traditionnellement vue comme un moment de suspension de la vie politique au profit de l'unité nationale, Addison y voit au contraire un moment de transformation profonde du cadre social et intellectuel de la politique britannique, transformation suscitée par les souffrances endurées par la population pendant la guerre, par la gestion travailliste des questions sociales au sein du gouvernement de coalition, et par l'arrivée dans les cercles ministériels de conseillers réformateurs comme Keynes et Beveridge<sup>388</sup>. Cette transformation réside dans un basculement de l'opinion publique en faveur des travaillistes et la création, à travers les politiques puissamment réformistes du gouvernement de coalition, d'un nouveau centre de gravité de la vie politique britannique, caractérisé par Addison comme « un centre progressiste »<sup>389</sup>. Pour percevoir ce

---

<sup>387</sup> Kenneth Morgan, *op. cit.*, 1990, 2001, p. 4.

<sup>388</sup> Paul Addison, *op. cit.*, 1975, 1994, p. 13.

<sup>389</sup> « In the course of time the Coalition proved to be the greatest reforming administration since the Liberal Administration of 1905-1914. Here, in the midst of war, was an astonishing example of the uses of adversity. Social security for all, family allowances, major reform in education, a National Health Service, Keynesian budgetary technique, full employment policies, town and country planning, closer relations between the state and industry – all these had been set on foot by the spring of 1943. By the spring of 1945 a new and wide-ranging prospectus of peacetime development was at an advanced stage of preparation within the civil service, while educational reform had already been embodied in the Butler Act of 1944 and had only to be administered. All

changement, il est nécessaire de s'éloigner de l'histoire interne des partis, qui insiste sur les luttes internes, ou même de l'histoire électorale dont les antagonismes qu'elle met en évidence reflètent en fait des stratégies de distinction des différents partis<sup>390</sup>. Si l'on s'intéresse en revanche à l'histoire des élites politiques, alors celle-ci laisse apercevoir l'émergence d'un nouveau consensus<sup>391</sup>.

Si la thèse d'Addison a dominé les discussions, elle ne doit pas être pensée comme le modèle ou la source de tous les consensus. L'insistance d'Addison sur l'impact de la guerre et de ses souffrances tend à donner une connotation morale à l'émergence du consensus de 1945. Probablement est-ce parce qu'il fait des avancées sociales le centre de celui-ci. Si l'on inclut cependant aussi dans ce consensus le tripartisme et les formes de régulation conjointe de l'économie qui donnent lieu dans les années 1960 aux discussions sur le « corporatisme » britannique, alors d'autres auteurs en identifient les prémisses dès le début du siècle. Dans *Politics in Industrial Society*, Keith Middlemas fait ainsi remonter à la fin de la Première Guerre mondiale, et à la nécessité pour le gouvernement britannique d'empêcher le développement d'une situation révolutionnaire, la mise en place de structures de négociation tripartites<sup>392</sup>. Chris Howell, qui part pareillement de la transformation de l'organisation de la production pour comprendre l'émergence d'institutions de régulation des relations

---

three parties went to the polls in 1945 committed to principles of social and economic reconstruction which their leaders had endorsed as members of the Coalition. » Paul Addison, *op. cit.*, 1975, 1994, p. 14.

<sup>390</sup> « Naturally the parties displayed differences of emphasis, and they still disagreed strongly on the question of nationalisation. At the hustings the rhetorical debate between state socialism and laissez-faire capitalism was renewed with acrimony. In practice, the Conservative and Labour leaders had by-passed most of it in favour of 'pragmatic' reform in a mixed economy. When Labour swept to victory in 1945 the new consensus fell, like a branch of ripe plums, into the lap of Mr Attlee. » Paul Addison, *op. cit.*, 1975, 1994, p. 14.

<sup>391</sup> « Besides, the history of consensus is more fundamental in politics (though less discussed) than the record of party strife. The national unity of the war years gave rise to a new consensus at the top which dominated Britain long after the last bomb had fallen. » Paul Addison, *op. cit.*, 1975, 1994, p. 13. Sans nécessairement partager la vision positive du consensus développée par Addison, plusieurs politistes ont repris ce modèle analytique pour décrire la situation de la Grande-Bretagne entre 1945 et la fin des années 1970. Dennis Kavanagh et Peter Morris, *op. cit.*, 1989 ; Dennis Kavanagh, « The Postwar Consensus », *Twentieth Century British History*, Vol. 3, No. 2, 1992, p. 175-190 ; Anthony Seldon, « Consensus : A Debate Too Long? », *Parliamentary Affairs*, Vol. 47, No. 4, 1994, p. 501-514 ; David Dutton, *British Politics since 1945: The Rise and Fall of Consensus*, Oxford, Blackwell, 1991.

<sup>392</sup> « [A] new form of harmony in the political system was established with great difficulty in the decade 1916-26; and that it lasted at least until the mid-sixties when the much-vaunted 'consensus' was seriously, if not fatally, disrupted. Is it unreasonable to assume that, earlier than in any other industrial country, British governments began to make the avoidance of crises their first priority? That even before the era of full suffrage they had discovered how to exercise the arts of public management, extending the state's power to assess, educate, bargain with, appease or constrain the demands of the electorate, raising to a sort of parity with the state the various competing interests and institutions to which voters owed allegiance? They sought to avoid, by compromise, crises in sensitive areas like wages and conditions, public order, immigration, unemployment, or the position of women, abolishing Hobbes' 'natural anarchy of competing wills' not by invoking authority (at a time of declining faith and deference) but by the alternate gratification and cancelling out of the desires of large, well-organised, collective groups to the detriment of individuals, minorities and deviants ? » Keith Middlemas, *Politics in Industrial Society*, Londres, André Deutsch, 1979, p. 18.



professionnelles, souligne l'activisme du *Board of Trade* et sa promotion d'instances de négociation dès le tournant du siècle, lesquelles ne font que se généraliser et gagner en visibilité dans l'après-guerre<sup>393</sup>.

### 2.1.1.2 *Les critiques du consensus*

À la suite de Kevin Hickson, on peut identifier deux types de critiques qui ont été principalement le fait d'historiens, de gauche comme de droite<sup>394</sup> : d'un côté, on trouve des historiens qui acceptent l'idée qu'il y a eu dans l'après-guerre quelque chose comme un consensus, mais rejettent l'idée que ce consensus a été bénéfique pour la Grande-Bretagne ; de l'autre, on rencontre des historiens qui refusent la proposition scientifique de l'existence d'un consensus. Les premiers historiens sont plutôt recrutés dans la génération qui a grandi dans l'après-guerre et trouvé la société britannique des années 1950 et 1960 sclérosée et étouffante, les seconds parmi ceux qui sont devenus adultes pendant la période thatchérienne, et pour lesquels l'idée d'un consensus national a perdu tout caractère d'évidence.

Commençons par les critiques de gauche du consensus. Les historiens qui refusent l'idée que le consensus était une bonne chose sont principalement des historiens situés à gauche ou dans la gauche du parti travailliste. Ils acceptent l'idée que c'est un consensus centriste qui domine depuis la Guerre<sup>395</sup>, mais le dénonce et tendent à lui attribuer les difficultés économiques de la Grande-Bretagne depuis 1945. Eric Hobsbawm insiste ainsi sur le fait que le compromis de 1945, qui porte principalement sur les questions sociales, ne remet pas en cause le principe du libre échange et n'esquisse aucune perspective de croissance planifiée de l'économie<sup>396</sup>. Ce consensus a donc constitué un obstacle à la transformation socialiste de la Grande-Bretagne : Angus Calder estime en 1969 dans *The People's War* que le compromis de 1945 a été une entreprise d'endiguement de la radicalité ouvrière, une victoire des élites bureaucratiques sur la poussée démocratique du début de la guerre<sup>397</sup> ; Ralph Miliband, analysant les effets à plus long terme du consensus, y voit une tentative de gestion plus égalitaire du capitalisme vouée à l'échec<sup>398</sup>. Plus rares sont les historiens de gauche qui rejettent la pertinence de la notion de consensus. On signalera cependant Roger

---

<sup>393</sup> Chris Howell, *op. cit.*, 2005, p. 56-73.

<sup>394</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 23.

<sup>395</sup> James Marlow cite ainsi des déclarations de Tony Benn au début des années 1970 : « A centre party has in effect been in power for most of the time since the war [...] for twenty-eight years, the country has been governed by a body of people who shared a great deal of agreed doctrine. » James D. Marlow, *op. cit.*, p. 1.

<sup>396</sup> Eric Hobsbawm, « Britain: A Comparative View », Brian Brivati et Harriet Jones (ed), *What Difference Did the War Make?*, Leicester, Leicester University Press, 1993, p. 22.

<sup>397</sup> Angus Calder, *The People's War: Britain 1939-1945*, Londres, Cape, 1969.

<sup>398</sup> Ralph Miliband, *op. cit.*, 1964.

Eatwell, historien du gouvernement Attlee, qui affirme que les conservateurs n'étaient pas acquis au programme social réformiste porté par le gouvernement de coalition, ce qui explique leur défaite électorale surprise de 1945. Radicalisant la thèse du consensus, il estime que le consensus ne s'est pas fait entre les partis en faveur de la réforme, mais au sein de l'électorat autour d'un rejet de l'attitude réactionnaire du parti conservateur<sup>399</sup>. C'est une critique de la notion de consensus qui a aussi été développée par Stephen Brooke dans son histoire du parti travailliste, dans laquelle il insiste sur les différences entre les projets sociaux conservateur et travailliste<sup>400</sup>.

Ce sont cependant plus encore les historiens conservateurs et les historiens du conservatisme qui ont porté la critique du consensus. L'auteur de la principale critique du consensus dans sa substance et ses effets est Corelli Barnett. Dans *The Audit of War*, Barnett affirme que les difficultés éprouvées par l'économie britannique dans l'après-guerre sont imputables à l'incapacité du gouvernement de coalition à s'attaquer au retard structurel de l'économie britannique, et au développement d'un État social lourd et coûteux sous l'impulsion de réformateurs utopistes comme Beveridge<sup>401</sup>. Il faut donc la promotion d'un programme de réduction des dépenses sociales, d'accroissement de la flexibilité du marché de l'emploi et de développement du secteur privé pour renverser le déclin économique engagé depuis 1945<sup>402</sup>. Si l'ouvrage de Barnett a été reçu avec satisfaction dans les cercles conservateurs, ce n'est cependant pas de son ouvrage qu'est venue l'offensive historiographique contre le consensus. Le débat intellectuel intense autour de cette notion dans les années 1990 a été lancé par la publication d'un article offensif de l'historien du parti travailliste Ben Pimlott<sup>403</sup>. Pimlott estime que le consensus est une illusion retrospective qui masque le caractère violemment controversé des réformes adoptées par la majorité travailliste au Parlement. Pour Pimlott, le caractère antagoniste du système parlementaire britannique, avec deux partis principaux qui se font face à la Chambre des communes, rend d'ailleurs impossible un consensus partisan. Au sein de ce système parlementaire, le seul élément centriste est le parti libéral, qui en 1945 obtient un vote extrêmement bas, ce qui n'incite pas à envisager la période de l'après-guerre comme consensuelle au parlement comme dans le

---

<sup>399</sup> « This was hardly a reforming consensus; a rejecting consensus might be more apposite. » Roger Eatwell, *The 1945-51 Labour Governments*, Londres, Batsford, 1979, p. 44.

<sup>400</sup> Stephen Brooke, *Labour's War: the Labour Party During the Second World War*, Oxford, Clarendon, 1992.

<sup>401</sup> Corelli Barnett, *The Audit of War: The Illusion and Reality of Britain as a Great Nation*, Londres, Pan, 1986.

<sup>402</sup> A côté de cette critique qui émane de la discipline historique, il existe une critique idéologique assez semblable du côté de politiciens conservateurs et de théoriciens libéraux, sur laquelle nous revenons plus loin.

<sup>403</sup> Ben Pimlott, « The Myth of Consensus », L.M. Smith (ed), *The Making of Britain: Echoes of Greatness*, Londres, London Weekend Television, 1988, p. 129-147.

pays<sup>404</sup>. Cet article, qui dans un sens se contente de reconduire une critique de gauche du consensus, dont on a vu que Pimlott n'en était pas le seul avocat, a cependant été saisi par toute une génération de jeunes historiens du parti conservateur.

Kevin Jefferys, auteur de recherches sur le gouvernement de coalition, s'est attaqué à la thèse addisonienne présentant la Guerre comme la matrice du consensus de l'après-guerre, en mettant en évidence les divisions au sein du gouvernement et l'opposition d'une partie des conservateurs aux politiques travaillistes. Winston Churchill était ainsi selon Jefferys hostile aussi bien au rapport Beveridge qu'aux projets d'extension de l'éducation publique. C'est face à l'hostilité des principaux dirigeants du parti que se met en place le *Tory Reform Committee* qui cherche à faire accepter par le parti les orientations progressistes impulsées par l'expérience de la guerre. Pour Jefferys, il n'y a donc pas consensus en 1945, tant du côté des travaillistes dont les réformes dépassent le seul programme de la coalition, notamment en matière de nationalisation et de service de santé, que du côté des conservateurs qui ne se rallient aux réformes sociales qu'après la défaite de 1945<sup>405</sup>. C'est seulement à partir de la défaite de 1945 et de l'arrivée à la présidence du parti de Rab Butler que les conservateurs réorientent leur programme politique vers l'acceptation du compromis de 1945 à des fins électorales<sup>406</sup>. La critique de Jefferys se contente donc de repousser le commencement de la période de consensus entre les partis à 1945.

D'autres jeunes historiens, qui ont mené un travail de recherche dans les archives du parti conservateur, insistent sur les divergences idéologiques qui demeurent dans l'après-guerre entre conservateurs et travaillistes, et mettent en avant les logiques de parti et les luttes idéologiques. Dans son introduction à un volume consacré à la critique du « mythe du consensus », Harriet Jones suggère ainsi que le « consensus » est un terme propagé par des politistes toujours prompts à imaginer des modèles abstraits, et qu'il est revenu aux historiens de le confronter à la réalité des archives gouvernementales et partisanes de l'après-guerre auxquelles ils ont commencé à avoir accès à partir de la fin des années 1970. Jones réserve un traitement respectueux à Addison, dont le travail avait selon elle le mérite d'être à la fois original et nuancé. C'est moins le cas de ses épigones, estime-t-elle, qui ont éclipsé la conflictualité originelle mise en avant par Addison pour ne conserver que le consensus qui a

---

<sup>404</sup> L'analyse de Pimlott reprend ici une thèse classique des politistes et constitutionnalistes britanniques, selon laquelle le caractère antagoniste du système parlementaire et la grande marge de manœuvre dont dispose le parti au pouvoir est un facteur d'instabilité politique et d'opposition partisane. Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 26-27.

<sup>405</sup> Kevin Jefferys, « British Politics and Social Policy During the Second World War », *Historical Journal*, Vol. 30, No. 1, 1987, p. 123-124, 143.

<sup>406</sup> John Ramsden et Peter Kellner, « Adapting to the Postwar Consensus », *Contemporary Record*, Vol. 3, No. 2 (1989), p. 11-15.

émergé comme réponse politique à la situation issue de la Guerre<sup>407</sup>. Il n'en reste pas moins que les textes rassemblés dans l'ouvrage coordonné par Harriet Jones et Michael Kandiah remettent en cause les deux conclusions auxquelles Addison était arrivé, à savoir la formation d'un « consensus des élites » et le rôle décisif de la Seconde Guerre mondiale dans ce processus. C'est en effet surtout la Guerre froide que les contributions placent au cœur de leur interprétation des politiques menées par les gouvernements conservateurs et travaillistes. Elles accordent par ailleurs une place plus importante aux discussions au sein de chacun des deux partis qui témoignent d'une polarisation continue des projets de société qu'ils promeuvent. Harriet Jones et Michael Kandiah soulignent ainsi le rejet par les conservateurs de l'orientation étatiste et égalitariste des politiques travaillistes, et leur remise en cause effective à partir de 1951. L'acceptation de l'État social n'est qu'une stratégie de survie, qui vise à permettre aux conservateurs de continuer à promouvoir le capitalisme dans les autres domaines. Nick Ellison et Martin Francis soulignent à l'inverse qu'au sein du parti travailliste, les ambitions de transformation radicale de la société assignées aux politiques menées par le gouvernement travailliste sont incompatibles avec l'idée d'un attachement au *statu quo* que présuppose la thèse du consensus<sup>408</sup>.

---

<sup>407</sup> Harriet Jones et Michael Kandiah (ed), *The Myth of Consensus : New Views on British History, 1945-1964*, Basingstoke, Macmillan, 1996, xiii-xiv.

<sup>408</sup> Nick Ellison, « Consensus Here, Consensus There... but not Consensus Everywhere: The Labour Party, Equality and Social Policy in the 1950s », Harriet Jones et Michael Kandiah (ed), *The Myth of Consensus : New Views on British History, 1945-1964*, Basingstoke, Macmillan, 1996, p. 17-39; Martin Francis, « 'Not Reformed Capitalism, But... Democratic Socialism': The Ideology of the Labour Leadership, 1945-51 », Harriet Jones et Michael Kandiah (ed), *The Myth of Consensus : New Views on British History, 1945-1964*, Basingstoke, Macmillan, 1996, p. 40-54; Harriet Jones, « A Bloodless Counter-Revolution: The Conservative Party and the Defence of Inequality, 1945-1951 », Harriet Jones et Michael Kandiah (ed), *The Myth of Consensus : New Views on British History, 1945-1964*, Basingstoke, Macmillan, 1996, p. 13; Michael Kandiah, « Conservative Leaders, Strategy – and 'Consensus'? », Harriet Jones et Michael Kandiah (ed), *The Myth of Consensus : New Views on British History, 1945-1964*, Basingstoke, Macmillan, 1996, p. 74. La plupart des autres contributions insistent pareillement sur la polarisation persistante de la politique britannique. Voir notamment Neil Rollings, « Butskellism, the Postwar Consensus and the Managed Economy », Harriet Jones et Michael Kandiah (ed), *The Myth of Consensus : New Views on British History, 1945-1964*, Basingstoke, Macmillan, 1996, p. 97-119; Ina Zweiniger-Bargielowska, « Consensus and Consumption : Rationing, Austerity and Controls after the War », Harriet Jones et Michael Kandiah (ed), *The Myth of Consensus : New Views on British History, 1945-1964*, Basingstoke, Macmillan, 1996, p. 79-96. La contribution d'Helen Mercer constitue une exception dans ce volume, dans la mesure où elle accepte l'idée d'un relatif consensus des élites, mais refuse de le comprendre comme un consensus progressiste. Elle insiste au contraire sur le caractère conservateur d'un consensus qui, avec l'assentiment de dirigeants syndicaux droitiers, vise à la préservation du capitalisme et de la propriété privée individuelle. Son analyse est de ce point de vue plus proche de celles des critiques du consensus formulées par la gauche dans les années 1970, que de la remise en cause du consensus par la génération d'historiens qui pensent l'histoire de la Grande-Bretagne à partir de la polarisation des années Thatcher : Helen Mercer, « Industrial Organisation and Ownership and a New Definition of the Postwar 'Consensus' », Harriet Jones et Michael Kandiah (ed), *The Myth of Consensus : New Views on British History, 1945-1964*, Basingstoke, Macmillan, 1996, p. 139-140.

Il ne faut donc pas comprendre l'attaque contre le « consensus » à laquelle les historiens révisionnistes<sup>409</sup> se sont livrés comme une négation de l'idée que les politiques après 1945 et jusque dans les années 1970 aient été orientées par le cadre général de l'économie mixte, mais comme une remise en cause de la vision continuiste et particulariste de l'émergence d'un consensus dans le creuset de la guerre, et de la vision harmonieuse d'une Grande-Bretagne menant sa reconstruction sous l'égide de dirigeants modérés. Il s'agit au contraire de comprendre l'économie mixte comme la réponse politique donnée par les gouvernements d'après-guerre à un contexte de Guerre froide, et de souligner que dans ce cadre très général des divergences notables demeurent entre les politiques des différents partis. Le refus révisionniste du « consensus » vise donc à restaurer le caractère dynamique et antagonistique des rapports de classe dans l'après-guerre, contre la vision de leur neutralisation par un État corporatiste bienveillant.

La critique du consensus n'a cependant pas été réservée à l'histoire. Les politistes se sont également livrés à une critique historiographique et méthodologique de la notion. Peter Kerr a ainsi souligné l'incertitude sur les bornes chronologiques du « consensus ». Autant les partisans de la thèse du consensus parviennent selon Kerr à s'entendre sur l'émergence du consensus sur une période qui va de la création du gouvernement de coalition en 1940 à la fin de la période activiste du gouvernement travailliste en 1948, autant la fin du consensus a pu être annoncée aussi tôt que 1960 ou repoussée en 1979, et les années 1964, 1967, 1970, 1973 et 1975 ont toutes pu être caractérisées comme marquant « la fin du consensus ». Les acteurs du consensus ont pareillement grandement varié d'une étude à l'autre, d'une vision restrictive de la politique des seuls Chanceliers de l'Échiquier à la population britannique dans son ensemble en passant par des « élites » assez insaisissables. Pour Kerr, la thèse du consensus est une arme intellectuelle développée dans le contexte politique de polarisation des années 1970, et qui vise à souligner la rupture opérée par les propositions puis les politiques de Margaret Thatcher par rapport à la pratique gouvernementale jusqu'alors acceptée. Il ne s'agit pas tant de décrire une convergence dans l'après-guerre, que d'affirmer une divergence entre les conservateurs thatchériens et leurs prédécesseurs<sup>410</sup>. Cette divergence peut être vue comme une bonne ou une mauvaise chose. Si Addison salue la transformation de la société britannique opérée par la guerre, ce n'est pas le cas de tous les promoteurs de la notion. Harriet Jones a ainsi souligné que, la même année où paraissait l'ouvrage d'Addison,

---

<sup>409</sup> On qualifie de « révisionnistes » les historiens qui s'emploient à remettre en cause une thèse jusqu'alors majoritairement acceptée, ici celle du « consensus ».

<sup>410</sup> Peter Kerr, « The Postwar Consensus : A Woozle That Wasn't ? », David Marsh et al., *Postwar British Politics in Perspective*, Cambridge, Polity, 1999, p. 70-73.

Margaret Thatcher prononçait un discours où elle dénonçait l'influence néfaste de l'étatisme qui prévaut depuis la Guerre dans le cadre d'un « consensus progressiste »<sup>411</sup>.

Si l'on regarde les politiques effectivement menées par les gouvernements d'après-guerre, on constate selon Kerr que l'extension de l'État social est le seul domaine où les travaillistes ont réussi à transformer profondément les structures et les politiques de l'État britannique. Dans les différents aspects des politiques économiques généralement considérés comme ayant reflété une orientation consensuelle des politiques publiques – plein emploi, nationalisations, planification, tripartisme –, on constate au contraire une transformation très limitée des politiques gouvernementales par rapport à l'avant-guerre. Les nouvelles priorités avancées par les travaillistes sont soit mises en échec dès la fin des années 1940, soit fortement infléchies dès le retour au pouvoir des conservateurs au début des années 1950. Dès lors, la thèse du consensus semble avoir une valeur heuristique limitée si elle ne peut seulement décrire adéquatement la difficulté éprouvée par les conservateurs à remettre en cause l'extension de l'État social à laquelle les travaillistes ont procédé entre 1945 et 1951. Surtout, le principal défaut de cette thèse pour Kerr est sa tendance à masquer les conflits, tensions et contradictions qui traversent la société britannique de l'époque<sup>412</sup>.

La critique la plus radicale de la thèse du consensus est venue de James Marlow, dont l'étude réalisée pour son doctorat de science politique part d'une étude des emplois du terme de consensus. Paradoxalement, Marlow ne conteste pas la validité de l'impression de continuité et de convergence entre les politiques menées par les gouvernements travaillistes et conservateurs de l'après-guerre. C'est l'emploi du terme « consensus » qu'il rejette, dans la mesure où il donne à cette convergence observée par les contemporains et les commentateurs ultérieurs une impression de délibération qui élude selon lui le contexte politique national et international qui contraignait les acteurs. Il souligne que « consensus » n'est pas un terme qu'employaient les acteurs de l'époque pour décrire le fonctionnement des institutions et les politiques des gouvernements, et qu'il n'apparaît qu'avec les travaux d'Addison. La pertinence apparente de cette notion n'est qu'un effet, trompeur, de sa circulation et de sa reprise par des auteurs successifs. Marlow qualifie le « consensus de l'après-guerre » de « construction intertextuelle » dont la validité scientifique n'a été que trop peu démontrée et

---

<sup>411</sup> Margaret Thatcher, *Let Our Children Grow Tall: Selected Speeches, 1975-1977*, Londres, Centre for Policy Studies, 1977, p. 1; Harriet Jones, « The post-war consensus in Britain: thesis, antithesis, synthesis? », Brian Brivati et al. (ed), *The contemporary history handbook*, Manchester, Manchester University Press, 1996, p. 43.

<sup>412</sup> Peter Kerr, *op. cit.*, 1999, p. 77-85.

questionnée<sup>413</sup>. Les études issues du courant révisionniste en histoire et en science politique tendent donc à remplacer le terme de « consensus », qui implique une adhésion idéologique, par le terme de « convergence », descriptif, qui fait état de continuités, ou au plus par celui de « compromis », qui implique un degré de délibération mais l'inscrit dans un contexte de contrainte politique nationale et internationale<sup>414</sup>.

### 2.1.1.3 *Le consensus comme concept critique*

Suite au débat qui fait alors rage depuis 1988, Addison a opéré en 1994 un retour sur la thèse du consensus dans son épilogue à l'édition révisée de *The Road to 1945*, intitulé « *The Road to 1945 Revisited* ». Il revient sur le contexte d'écriture du livre, écrit selon lui dans la Grande-Bretagne d'après-guerre, qu'il caractérise comme un pays différent de la Grande-Bretagne post-thatchérienne dans laquelle il écrit cet épilogue. Il reconnaît que les analyses qu'il formulait dans *The Road to 1945* étaient influencées par un contexte politique marqué par la croyance dans l'irréversibilité des acquis sociaux de l'après-guerre<sup>415</sup>, et par une conviction politique qui l'amenait à penser que la seule solution possible aux difficultés de l'économie britannique résidait dans une extension de ces acquis sociaux et une plus grande redistribution des richesses. À l'argument des révisionnistes selon lequel la thèse du consensus a été développée dans un contexte de montée de la droite thatchérienne, et qu'elle reconduit au final – quelles que soient ses ambitions initiales – la division thatchérienne entre consensus mou et volontarisme de droite, Addison répond que la thèse du consensus est une thèse progressiste défendue par la génération qui a grandi dans les années 1960 et aspirait à infléchir vers la gauche le compromis de 1945. Par-delà la dimension générationnelle du débat autour de la thèse du consensus, et les perceptions différentes de la génération de l'après-guerre et de celle de la révolution thatchérienne, c'est aussi l'idée d'une social-démocratie de masse illustrée par le soutien au parti travailliste exprimé en 1945, et l'attachement aux acquis sociaux de l'après-guerre qui sont remis en cause par les thèses révisionnistes. De même qu'il a écrit *The Road to 1945* dans un contexte où les acquis sociaux semblaient acquis à jamais, Addison souligne que la thèse de la primauté de l'idéologie dans

---

<sup>413</sup> James Marlow, *Questioning the Postwar Consensus Thesis: Towards an Alternative Account*, Aldershot, Dartmouth, 1996, p. 2-3.

<sup>414</sup> Harriet Jones et Michael Kandiah (ed), *op. cit.*, 1996, x.

<sup>415</sup> « The collective experience of war ended the Conservative hegemony which had prevailed since 1918. Labour and the trade unions advanced, Beveridge unveiled his Report, and the spirit of wartime collectivism was distilled by the Attlee governments into the managed economy and welfare state. Here, I imagined, was one of those irreversible turning-points in history, like the extension of the franchise in 1918. The mass unemployment, the derelict areas, the poverty and the slums of the 1930s had been left behind for ever. » Paul Addison, *op. cit.*, 1975, 1994, p. 279.

l'action politique, qui sous-tend certaines critiques de la thèse du consensus, est un produit intellectuel du thatchérisme, qui s'est pensé et présenté comme la conquête du pouvoir gouvernemental par un parti motivé idéologiquement. Si le primat de l'idéologie est cependant discutable concernant une période thatchérienne marquée selon Addison par les expédients politiques et la restructuration profonde de l'économie britannique, il l'est encore plus en ce qui concerne la période de l'après-guerre, où Addison identifie un ensemble de contrepoids administratifs et politiques aux volontés idéologiques de transformation radicale des politiques publiques. Addison reprend en ce sens dans la critique marxiste, vive dans les années 1960 et 1970, de l'inertie des institutions de l'État britannique à laquelle se heurtent les velléités réformatrices des travaillistes<sup>416</sup>.

Addison revient finalement sur la thèse qu'il développe et ses critiques. Il rejette celles qui lui attribuent la thèse d'un consensus social large et sans nuance. Il affirme au contraire trois positions : premièrement, que le consensus de 1945 était principalement un consensus des élites, qui prenait en compte le rôle nouveau du TUC et les revendications croissantes d'un mouvement ouvrier appuyé sur une conscience de classe renforcée, et qui s'est imposé contre l'opposition de la bourgeoisie conservatrice ; deuxièmement, que ce consensus s'appliquait principalement aux questions sociales et moins aux questions économiques et de relations professionnelles, et qu'en 1945 les partis conservateur et travailliste étaient d'accord sur certaines réformes fondamentales concernant l'éducation, la sécurité sociale et la santé ; troisièmement, que la notion de consensus est une notion relative, qui veut simplement dire que, par rapport à d'autres périodes historiques, les terrains d'accords apparaissent comme plus significatifs que les points de désaccord. Addison apporte néanmoins une nuance rétrospective à sa thèse, estimant qu'il a probablement anticipé le moment de convergence entre les partis sur le terrain des politiques économiques en le situant en 1945. Pendant les élections et au début du gouvernement Attlee, les travaillistes n'étaient pas encore raliés pleinement au principe keynésien de la centralité de la demande, et avaient fait du programme de nationalisation et du maintien des contrôles sur les prix et les marchandises les outils centraux de leur politique économique. C'est seulement avec l'affaiblissement du programme collectiviste du gouvernement travailliste après 1947 et dans le contexte de guerre froide que

---

<sup>416</sup> « My own model of politics allowed, by contrast, for a large measure of administrative and political autonomy at the top. To simplify, it assumed that whichever party was in office, the Whigs were in power. Party conflicts were compromised, and ideology relegated to the margins of government, by countervailing factors which impelled all administrations towards the middle ground. Among these factors were the influence of the civil service, the electoral imperatives of a party system in which the two parties were evenly balanced, the pragmatism of party leaders, and the practical value of maintaining a large measure of continuity between one administration and the next. » Paul Addison, *op. cit.* 1975, 1994, p. 282-283.



les deux partis adoptent chacun – quoique dans des versions différentes – une politique économique centriste d’inspiration keynésienne<sup>417</sup>. Il n’y a donc certes pas consensus au sens fort du terme, mais néanmoins une convergence entre les politiques menées par des travaillistes d’orientation sociale démocrate et des conservateurs ralliés au compromis historique avec le mouvement ouvrier.

Dans l’étude historiographique du débat autour de la notion de consensus qui ouvre son travail sur la crise du FMI de 1976, Kevin Hickson insiste sur le caractère éminemment politique de cette notion, et sur la façon dont son emploi engage un positionnement politique immédiat. Il souligne que dans les années 1960, les critiques du consensus se réclamaient généralement de la « Nouvelle gauche », de la « Nouvelle droite » et de la « Nouvelle social-démocratie », et que le positionnement critique à l’égard du consensus était un élément clé de leur nouveauté affichée. Le même argument peut être avancé concernant la années 1980, où le terme de consensus était mentionné par les partisans ou adversaires du thatchérisme comme contraste signifiant et comme outil de louange ou de dénonciation, mais faisait rarement l’objet d’une analyse historique précise<sup>418</sup>. À partir de cette caractérisation Hickson refuse cependant la conclusion qu’en tire Marlow sur l’illégitimité de l’emploi du terme, et la chronologie de Marlow qui fait des discussions autour du consensus un phénomène principalement universitaire et postérieur à 1975. Hickson met en avant que, avant la publication du livre d’Addison en 1975 et dès les années 1950, Anthony Crosland soulignait les transformations du parti conservateur par rapport aux années 1930<sup>419</sup>. Il mentionne également une série d’ouvrages universitaires des années 1950 et 1960 qui mettaient en évidence la continuité des politiques menées par les différents gouvernements depuis l’après-guerre<sup>420</sup>.

Hickson ne se range donc pas du côté de la critique du consensus, qu’il regarde comme une mode intellectuelle au même titre que le paradigme du consensus l’avait été auparavant. Il retient de cette critique avant tout l’impératif de redéfinition de la notion de consensus. De ce point de vue, Kavanagh avait déjà proposé une série de définitions possibles de la notion. Il pouvait s’agir soit d’un accord général sur les objectifs politiques, soit d’un style consensuel de fonctionnement politique marqué par la délibération et le compromis, soit d’un accord sur ce qu’il convenait d’exclure du champ des politiques publiques, soit enfin de

---

<sup>417</sup> Paul Addison, *op. cit.*, 1975, 1994, p. 285-290.

<sup>418</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 25-26.

<sup>419</sup> Anthony Crosland, *The Future of Socialism*, Londres, Jonathan Cape, 1956.

<sup>420</sup> Sam Beer, *Modern British Politics*, Londres, Faber and Faber, 1965; Angus Calder, *op. cit.*, 1969; Robert McKenzie, *British Political Parties*, Londres, Heinemann, 1955.

l'idée que la période avait été marquée par un plus fort degré d'accord et de continuité entre les politiques des différents gouvernements. Kavanagh concluait qu'il s'agissait plutôt de la première définition. Hickson remarque que les critiques adressées à la notion de consensus ont plutôt porté sur les autres définitions, et font long feu dans la mesure où elles attaquent des thèses imaginaires que les partisans de la thèse du consensus n'ont jamais défendues. Il convient néanmoins qu'il est nécessaire de préciser ce que l'on entend par ces objectifs politiques qui auraient fait l'objet d'un accord : parle-t-on seulement de continuité dans les politiques publiques, ou véritablement de convergence idéologique<sup>421</sup> ? Seldon et Kavanagh parlent tous les deux d'un accord entre les dirigeants des principaux partis sur les politiques qu'il était utile et possible de mettre en œuvre<sup>422</sup>.

À partir de la distinction opérée entre les politiques publiques et les valeurs qui les animent, Hickson propose de repreciser la définition du consensus en n'y voyant pas une unité dans les objectifs ou les fins recherchées, mais plutôt une unité dans les moyens qui peuvent être conçus par les différents partis comme servant des fins divergentes. Hickson détaille ainsi comment les conservateurs acceptent la plupart des nationalisations au nom de la priorité donnée à la restauration de l'efficacité de la production britannique, et comment la mise en place de l'État social est justifié au nom des valeurs conservatrices traditionnelles de devoir, de l'aide aux démunis et de la paix sociale. Il n'est donc pas possible, selon Hickson, de caractériser idéologiquement le consensus, par exemple en le qualifiant de « consensus social-démocrate », dans la mesure où seul le parti travailliste était alors porteur d'un projet social-démocrate. Il ne s'agit pas tant d'une convergence de vues autour d'un même programme politique centriste (*centre ground*), mais plutôt d'un accord pour rejeter dans chaque camp les politiques les plus radicales jugées impopulaires, et pour faire perdurer des politiques situées à mi-distance entre les centres de gravité des deux partis (*middle ground*). Chaque parti s'est aligné sur les positions de son aile la plus proche de l'adversaire (l'aile droite pour le parti travailliste et l'aile gauche pour le parti conservateur). Il se trouve que ce *middle ground* reposait sur l'État social et l'économie mixte entre la fin des années 1940 et les années 1970, mais étant un lieu relatif aux positions des centres de gravité des deux principaux partis, il peut très bien se déplacer vers la gauche ou vers la droite, comme il l'a fait depuis 1979<sup>423</sup>.

La question selon Hickson est donc de savoir ce qui a poussé chacun des partis à se positionner au plus près de ce *middle ground*. Hickson détaille quatre facteurs principaux :

---

<sup>421</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, p. 28-29.

<sup>422</sup> Dennis Kavanagh et Peter Morris, *op. cit.*, 1989, p. 13; Anthony Seldon, *op. cit.*, 1994, p. 508.

<sup>423</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 29-32.

tout d'abord, l'inertie de la machine administrative au sein de laquelle une préférence pour le développement de l'État social et les politiques de type keynésien s'est institutionnalisée après la Guerre ; ensuite, le fait que les gouvernements ne partent pas de zéro, mais héritent de leurs prédécesseurs une situation budgétaire et des dépenses sur le long terme qui contraignent leur marge de manœuvre politique ; par ailleurs, un contexte international caractérisé par la stabilité permise par le système de Bretton Woods et la guerre froide qui encourage les États capitalistes à adopter une orientation politique progressiste ; enfin, des pratiques électorales partisans tournées vers le *middle ground*, ce qui retourne la thèse de Ben Pimlott sur la faiblesse du parti libéral : c'est parce que les deux partis menaient une politique de *middle ground* que le parti libéral n'a plus d'espace politique dans lequel se déployer, espace politique qu'il retrouve dans la deuxième moitié des années 1970 avec le reflux de l'orientation consensuelle des politiques partisans<sup>424</sup>.

Cette caractérisation hicksonienne du consensus de l'après-guerre comme un accord sur une série d'outils politiques, et non pas comme une convergence idéologique, est déterminante pour comprendre ce qui se passe dans les années 1970. Il n'y a pas de redécouverte brutale de l'existence de projets politiques différents, dont il n'est pas difficile de montrer la persistance depuis 1945. C'est plutôt la confiance dans la capacité des outils déployés en 1945 par le gouvernement travailliste pour assurer l'inflexion progressiste dans la gestion de l'économie capitaliste et la paix sociale de l'après-guerre – État social, plein emploi, libre négociation collective – qui est remise en cause. Le conservatisme est tout autant en crise que le travaillisme, dans la mesure où une frange majoritaire du parti avait accepté de chercher à assurer le triomphe du projet conservateur d'efficacité économique et de paix sociale par le biais de ces nouveaux outils. La différence est que chez les conservateurs l'aile droite du parti, anticollectiviste et libérale, en profite pour prendre le pouvoir au sein du parti et proposer de nouveaux outils qui esquissent une rupture avec les politiques menées depuis 1945, alors qu'au sein du parti travailliste l'incapacité de l'aile gauche à s'emparer de la direction du parti laisse le parti s'enfermer dans son attachement à des outils dont l'efficacité économique et politique est de moins en moins démontrable.

## 2.1.2 Les éléments du consensus

Le sens et l'amplitude du « consensus » ayant été précisés, il est possible d'en étudier l'application dans différents domaines. En analysant le corpus de la littérature du consensus,

---

<sup>424</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 32-34.

Kevin Hickson identifie quatre domaines d'application du consensus<sup>425</sup> : la politique économique tripartite et d'inspiration keynésienne ; la politique sociale marquée par le développement de l'État social ; la constitution, qui n'est pas remise en cause avant la poussée nationaliste des années 1960 ; la politique étrangère enfin, structurée par la relation avec les États-Unis, le processus de décolonisation progressive et l'intégration économique européenne. Les questions constitutionnelles n'étant pas un élément décisif des luttes politiques et idéologiques des années 1960 et 1970, nous les laissons pour l'instant de côté. Il en va de même de la politique étrangère et de défense, certes controversée au sein du parti travailliste mais que précisément pour cette raison nous aborderons exclusivement comme facteur de division politique au sein du mouvement ouvrier. Nous proposons donc de traiter dans un premier temps la politique sociale et économique, qui fonde les prétentions de chaque parti à une refondation de son idéologie et de ses pratiques gouvernementales dans l'après-guerre. Nous abordons ensuite le domaine, central pour nous, de l'emploi et des relations professionnelles, avant d'évoquer la question de l'orientation internationale de l'économie britannique, éludée par Hickson mais soulignée par toute une littérature de gauche parce que centrale aux débats économiques au sein du mouvement ouvrier dans les années 1970.

### ***2.1.2.1 Conservatisme social et travaillisme révisionniste***

En 1951, à l'issue de six années de gouvernement travailliste, 20% de l'économie britannique est désormais détenue par l'État, un vaste programme de construction sociale a été engagé, et la population bénéficie de la protection garantie par le service national de santé établi par le *National Health Service Act* de 1946 et le système de sécurité sociale étendu par le *National Insurance Act* de la même année. Ces acquis sociaux sont probablement les réalisations les plus connues des gouvernements Attlee, et en sont venues à symboliser le consensus de l'après-guerre, l'hésitation des conservateurs à les remettre en cause jusqu'aux années 1980 n'ayant eu d'égale que leur opposition initiale à la mise en œuvre d'un tel programme. Une telle image de l'action du gouvernement travailliste d'après-guerre donne cependant à voir le consensus des années 1950 et 1960 sous la seule forme d'une capitulation des conservateurs face à une avancée décisive de l'État social. La continuité observée entre les politiques menées par les travaillistes et les conservateurs ne se fonde pas cependant sur la seule préservation de la protection sociale. Elle porte également sur les politiques économiques, où les nationalisations de l'après-guerre et le contrôle travailliste de l'économie se conjuguent difficilement avec l'entière liberté des acteurs collectifs des relations

---

<sup>425</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 21-23.

professionnelles promue dans les années 1950 par les conservateurs. L'articulation se joue dans la période 1948-1951, marquée par une levée progressive du contrôle gouvernemental de l'économie hérité de la Guerre, une politique d'orthodoxie économique menée sous la férule de Stafford Cripps, un encouragement à l'investissement industriel privé dans le cadre de l'économie mixte au détriment des nationalisations, une politique des revenus mise en œuvre avec le soutien du TUC, enfin une répression forte de la contestation ouvrière, le gouvernement n'hésitant pas à recourir à l'armée pour briser les grèves sauvages, alors que l'interdiction des grèves imposée pendant la guerre demeure en place<sup>426</sup>. Cette politique est menée, contre l'opposition de l'aile gauche du parti, par un gouvernement dominé par la droite travailliste. Les conservateurs, qui ne bénéficient pas de la même relation privilégiée avec les syndicats, abandonnent toute idée de contrôle des revenus lorsqu'ils reviennent au pouvoir en 1951, mais sinon mènent une politique économique en relative continuité avec celle initiée par Attlee et Cripps entre 1948 et 1951. Ce n'est d'ailleurs pas sur la politique économique que le parti travailliste désormais dirigé par Gaitskell cherche à se distinguer avant tout dans les années 1950. Dans *The Future of Socialism* publié 1956, Anthony Crosland, un des principaux alliés de Gaitskell, affirme qu'il existe désormais un accord entre les deux principaux partis sur la gestion de l'économie. Le conflit entre travaillistes et conservateurs porte sur les questions d'égalité et de justice dans la société, notamment autour de la démocratisation du système scolaire et de la réforme des institutions. C'est l'apogée du travaillisme dit « révisionniste », qui défend le *statu quo* de 1951 contre la gauche du parti qui demande une nouvelle avancée du programme de collectivisation.

Ce positionnement est rendu possible par l'acceptation conservatrice de ce *statu quo*, dont il ne faut pas s'étonner selon Andrew Gamble, observateur de gauche du parti conservateur. Le parti comprend en effet certes une aile libérale individualiste, mais aussi une aile paternaliste collectiviste, qui s'est traditionnellement présentée comme représentant la nation et la communauté plutôt que le marché, la protection et le paternalisme plutôt que le libre-échange et le laissez-faire<sup>427</sup>. C'est le cas d'Harold Macmillan, défenseur dès avant la guerre d'un État plus interventionniste. C'est cependant l'aile libérale qui domine dans le parti et préside à l'orthodoxie économique des années 1930. Les nécessités de l'effort de guerre facilitent l'acceptation par un parlement où les conservateurs sont très majoritaires de la législation sociale promue par le gouvernement de coalition. Selon Gamble, c'est cependant la défaite de 1945, la perte de près de la moitié des sièges parlementaire et la démoralisation qui

---

<sup>426</sup> Kenneth Morgan, *op. cit.*, 1990, 2001, p. 71-93, 97-99.

<sup>427</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, p. 139.

affecte le parti qui précipitent l'inflexion idéologique en faveur des réformateurs sociaux, lesquels ne sont pourtant pas majoritaires au sein du parti. Ceux-ci, qui font l'analyse d'un déplacement du *middle ground* politique vers l'extension de l'État social et le collectivisme, auquel il est nécessaire réconcilier de le parti s'il veut revenir au pouvoir, saisissent plutôt l'occasion pour imposer un changement de ligne au sein du parti<sup>428</sup>.

En 1945, suite à la défaite électorale du parti, Rab Butler, un des principaux animateurs du *Tory Reform Committee* fondé en 1943 sur l'analyse qu'un recentrage progressiste du parti était nécessaire, est installé à la tête du *Conservative Research Department*<sup>429</sup>. Redynamisant celui-ci, il met en place les structures devant permettre aux conservateurs de formuler une ligne politique pour la nouvelle situation : un *Conservative Political Centre* en charge de l'éducation politique est fondé en 1945, et au *Post-War Problems Committee* établi par Churchill en 1941, succède en 1946 l'*Advisory Committee on Policy and Political Education*. Butler dirige également, à la demande d'une résolution votée à la conférence de 1946, un comité sur les réformes mises en œuvre par le gouvernement Attlee, qui en accepte les principaux traits dans l'*Industrial Charter* publiée en 1947. Il rédige *The Right Road for Britain*, texte programmatique d'un conservatisme centriste qui forme l'ossature des manifestes électoraux de 1950 et 1951<sup>430</sup>. Il crée enfin un service recherche au sein du parti, qui produit des textes en faveur du recentrage progressiste du parti, notamment *The Conservative Faith in a Modern Age* de David Clarke et *The Case for Conservatism* de Quentin Hogg<sup>431</sup>.

Les années 1950, dominées par le conservatisme social et le travaillisme révisionniste, sont donc caricaturées dès les années 1950 sous le terme de « *Butskellism* », mélange des noms de Butler et de Gaitskell. Le consensus ne veut pas dire pour autant affaiblissement des logiques partisans. Morgan rappelle que l'après-guerre est une période d'identification massive des électeurs avec les deux principaux partis, selon une logique de classe très nette, et que le parti travailliste dépasse les 900000 adhésions individuelles au début des années 1950<sup>432</sup>, cependant que la presse conservatrice se déchaîne contre Bevan, qui le lui rend bien.

---

<sup>428</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1988, p. 62-63.

<sup>429</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 21.

<sup>430</sup> Conservative Party, *The Industrial Charter: A Statement of Conservative Industrial Policy*, Londres, Conservative Central Office, 1947 ; Conservative Party, *The Right Road for Britain*, Londres, Conservative Central Office, 1949.

<sup>431</sup> David Clarke, *The Conservative Faith in a Modern Age*, Londres, Conservative Political Centre, 1947 ; Quentin Hogg, *The Case for Conservatism*, Londres, Conservative Political Centre, 1948.

<sup>432</sup> Kenneth Morgan, *op. cit.*, 1990, 2001, p. 63-64.

### 2.1.2.2 Une politique keynésienne ?

La caractérisation des politiques menées par les gouvernements de l'après-guerre comme « keynésiennes » fait l'objet d'un débat chez les historiens et les économistes depuis les années 1970. Dans son étude du débat sur le keynésianisme, Hickson propose de définir ainsi les principes distinctifs des politiques économiques keynésiennes : l'Etat doit intervenir dans l'économie pour réguler l'activité économique ; la priorité des gouvernements est le maintien du plein emploi ; la taxation est un outil clé qui permet aux gouvernements de réguler l'activité économique ; la politique monétaire a une importance secondaire, même si elle peut compléter la politique fiscale ; l'intervention directe de l'État, y compris sous la forme de nationalisations, est légitimée par la critique keynésienne de la croyance dans les mécanismes autorégulateurs de l'économie ; une gestion tripartite des relations professionnelles est promue par les gouvernements ; enfin, un système international de taux d'échange fixes permet de stabiliser la monnaie et de mener des politiques de réflation<sup>433</sup>.

La critique de la caractérisation des politiques économiques comme keynésiennes se présente sous plusieurs formes. Une première ligne de critique opère une distinction entre les objectifs affirmés par les responsables politiques et les mécanismes économiques concrets. Cette critique peut porter sur certains éléments spécifiques du programme détaillé par Hickson, comme le plein emploi. Il a ainsi pu être démontré que le faible taux de chômage des années d'après-guerre ne devait pas grand-chose aux politiques des gouvernements britanniques<sup>434</sup>. Elle peut aussi porter plus largement sur l'importance accordée aux idées keynésiennes dans la mise en œuvre des politiques. Jim Tomlinson souligne ainsi que la conduite des politiques économiques est à la fois pragmatique et soumise à des contraintes structurelles, et que l'administration du Treasury est demeurée sceptique sinon hostile aux politiques de type keynésien<sup>435</sup>. Cependant, comme Hickson le souligne, cela ne démontre pas que les gouvernements n'étaient pas convaincus de la nécessité de mettre en œuvre des politiques de type keynésien. S'il est possible de trouver des éléments qui révèlent l'échec du

---

<sup>433</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 35-38. Nous adoptons la terminologie économique des années 1970, qui par « réflation » entend une injection d'argent par le gouvernement dans l'économie par l'augmentation de la dépense publique ou par la réduction des impôts, et par « politique réflationniste » une politique économique visant à stimuler la croissance de l'économie par ce moyen. À l'inverse, une « politique déflationniste » ralentit la croissance de l'économie par la réduction des dépenses publiques ou l'augmentation des impôts. L'alternative entre réflation et déflation est associée aux politiques menées par les gouvernements occidentaux dans l'après-guerre et associée à l'insistance keynésienne sur le rôle central de la demande dans l'économie.

<sup>434</sup> R.C.O. Matthews, « Why has Britain had Full Employment since the War? », *The Economic Journal*, Vol. 78, No. 311 (1968), p. 555-569.

<sup>435</sup> Jim Tomlinson, « Why was there Never a “Keynesian revolution” in Economic Policy? », *Economy and Society*, Vol. 10, No. 1 (1981), p. 72-87.

programme keynésien, il est tout aussi possible de trouver des éléments qui soulignent une inflexion des politiques économiques dans un sens keynésien<sup>436</sup>.

Une critique plus forte consiste à opérer une distinction entre les politiques économiques keynésiennes et les politiques économiques selon Keynes<sup>437</sup>, c'est-à-dire à mettre en évidence l'écart entre d'un côté les politiques pratiquées par les gouvernements d'après-guerre et prétendument inspirées par Keynes, et de l'autre les propositions faites par Keynes dans ses travaux. Pour Keynes, une réforme profonde du système bancaire britannique était nécessaire, afin de faire primer l'investissement à long terme. En l'absence d'une telle réforme, l'économie britannique a continué d'être dominée par le capital financier au détriment des besoins du capital industriel. Face à cet argument, Hickson rappelle la nationalisation de la Banque d'Angleterre par le gouvernement travailliste de 1945-1951, qui a permis un accroissement des investissements par rapport à la période d'avant-Guerre. Au final, pour démontrer la continuité dans les politiques économiques des gouvernements britanniques, Hickson souligne trois événements singuliers concernant les différents gouvernements qui se sont succédés entre 1951 et 1974 : tout d'abord la démission du Chancelier de l'Échiquier conservateur Peter Thorneycroft en 1958, face au refus du Premier ministre Harold Macmillan de procéder à une réduction substantielle des dépenses publiques ; ensuite la lutte des travaillistes arrivés au pouvoir en 1964 pour éviter la dévaluation de la livre sterling, qu'Hickson interprète comme une volonté d'éviter l'instabilité monétaire et de préserver le système international de Bretton Woods, qui garantissait la possibilité de mener des politiques keynésiennes au niveau national ; enfin l'orientation fondamentalement keynésienne du gouvernement Heath révélée par sa décision de nationaliser *Rolls Royce* et *Upper Clyde Shipbuilders* (UCS), en dépit des déclarations libérales affirmées dans le manifeste électoral du parti conservateur<sup>438</sup>.

Hickson ne démontre en rien le caractère strictement keynésien des politiques d'après-guerre, dans la mesure où il avait commencé par définir les politiques keynésiennes à partir de l'expérience historique de l'après-guerre. Le débat sur le caractère keynésien de ces politiques reste largement ouvert. La démonstration par Hickson de l'inflexion des politiques dans un sens plus progressiste, aussi bien sur l'emploi que sur l'investissement, d'un refus par les gouvernements conservateurs comme travaillistes des solutions politiques éloignées du *middle*

---

<sup>436</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 38-39.

<sup>437</sup> Axel Leijonhufvud, *On Keynesian Economics and the Economics of Keynes: A Study in Monetary Policy*, New York, Oxford University Press, 1968; Andrew Gamble, *The British Party System and Economic Policy: 1945-1983*, Oxford, Clarendon Press, 1984.

<sup>438</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 39-42.



*ground* et d'une forte continuité dans les politiques économiques des gouvernements, montre cependant le consensus autour d'une politique orientée par le *middle ground* du compromis collectiviste et de l'État social.

### **2.1.2.3 Le plein emploi et le tripartisme, nouvelle base des relations professionnelles**

Le plein emploi, souvent présenté comme un des piliers du consensus d'après-guerre, peut être vu de deux manières différentes, qu'illustrent les analyses proposées au sein de la droite du parti travailliste : on peut soit considérer, dans la lignée du livre blanc publié en 1944 par le gouvernement de coalition, qu'il s'agit d'un impératif politique<sup>439</sup>, soit y voir un état de fait économique résultant de la forte croissance économique britannique et mondiale au sortir de la Guerre. Même dans ce deuxième cas cependant, c'est une donnée politique fondamentale puisqu'il accroît le pouvoir des travailleurs et de leurs organisations par rapport aux employeurs<sup>440</sup>. Le poids économiques des syndicats est renforcé par l'abrogation par le gouvernement travailliste des contraintes imposées par le *Trade Disputes Act* de 1927, voté par les conservateurs suite à l'échec de la grève générale de 1926. À leur retour au pouvoir en 1951, les conservateurs n'essaient pas de revenir sur cette abrogation ou de voter de législation hostile aux syndicats, en dépit de la rhétorique hostile qu'ils avaient déployée durant les campagnes électorales de 1950 et 1951. Le ministre du travail de 1951 à 1955, Walter Monckton, se montre conciliant à l'égard des dirigeants syndicaux. C'est moins le cas de ses successeurs sous Eden et Macmillan, mais la période est cependant caractérisée par l'absence de confrontation de grande ampleur entre le mouvement syndical et le gouvernement. Un troisième aspect des relations professionnelles dans l'après-guerre, qui tout à la fois reflète le poids acquis par les organisations syndicales et contribue à l'accroître, est la

---

<sup>439</sup> « Planning for economic security means, first and foremost, planning to maintain full employment. Socialists can admit no compromise with this aim, no scaling it down to 'a high and stable level of employment', no playing with the idea that 'a small dose of unemployment' might be good for production. » Socialist Union, *Twentieth Century Socialism : The Economy of Tomorrow*, Londres, Socialist Union, 1970, p. 66. Cette brochure a été préparée par Allan Flanders et Rita Hinden, rédactrice en chef de *Socialist Commentary*, la principale revue de l'aile « révisionniste » du parti. Concernant les propositions du gouvernement de coalition, voir *Employment Policy*, Cmd 6527.

<sup>440</sup> « [T]here has been a decisive movement of power within industry itself from management to labour. This is mainly a consequence of the seller's market for labour created by full employment. The relative strength of workers and employers does not, of course, depend solely on conditions in the labour market. It depends also on the political balance, the social climate, the degree of organization of the two sides, and current views about the relation between wages on the one hand, and profits, employment, or the foreign balance on the other. These factors had all changed in a manner favourable to labour even before 1939. Yet the strength of the Unions was still severely limited by large-scale unemployment; and they were obviously, and knew it, the weaker of the two contenders. The change from a buyer's market to a seller's market for labour, however, by transposing at once the interests, and therefore the attitudes, of the two sides, has dramatically altered the balance of power at every level of labour relations. » Anthony Crosland, *The Future of Socialism*, Londres, Jonathan Cape, 1956, p. 30.

mise en place d'instances tripartites de gestion de l'économie, c'est-à-dire qui rassemblent des représentants des syndicats, du patronat et du gouvernement.

C'est le prolongement d'une tendance amorcée dans l'entre-deux guerres après le reflux du syndicalisme révolutionnaire de la décennie qui suit la fin de la Première Guerre mondiale. Dans un ouvrage de 1934 intitulé *Trade Unions and the State*, Walter Milne-Bailey, alors un des principaux intellectuels du TUC, promeut une inscription institutionnelle du mouvement syndical dans le cadre de l'organisation d'une démocratie économique. Ce programme d'intégration des syndicats comme entités autonomes est pensé comme un contrepoint aux stratégies oppositionnelles de la gauche<sup>441</sup>. L'élargissement et l'institutionnalisation des mécanismes de consultation sont dès lors une revendication du TUC, satisfaite dès le début de la Seconde Guerre mondiale. Un *National Joint Advisory Council* (NJAC) tripartite est mis en place dès 1939. Celui-ci se dote, avec l'arrivée du secrétaire général de la TGWU Ernest Bevin au gouvernement en 1940, d'un *Joint Consultative Committee* cependant qu'un *National Production Advisory Council for Industry* est établi. Dans toutes ces instances, la voix des syndicats leur permet souvent d'emporter la décision sur les questions d'emploi et de consommation<sup>442</sup>. Cette tendance s'accélère après 1945 : alors qu'avant la Seconde Guerre mondiale, le TUC nomme des membres d'une douzaine d'instances, il est présent dans soixante en 1948. Les traits consensuels de cette intégration des syndicats à la gestion de l'économie sont résumés dans le discours inaugural de Sidney Greene, le secrétaire général de la *National Union of Railwaymen* (NUR), au congrès du TUC de 1970. Alors qu'un gouvernement conservateur vient de succéder à un gouvernement travailliste, le TUC ne doit pas selon Greene attendre de transformation radicale du caractère tripartite de la gestion de l'économie<sup>443</sup>.

Dans un ouvrage collectif publié en revanche après deux décennies de démantèlement progressif des instances de gestion tripartite, Michael Kandiah a nuancé l'idée d'une acceptation par les conservateurs de ce nouvel ordre socio-économique collectiviste. Pour Kandiah, il est plus juste de voir, dans le repositionnement du parti en faveur du tripartisme affirmé haut et fort par l'*Industrial Charter* de 1947, une concession nécessaire au nouveau rapport de force qui a émergé pendant la guerre et qu'il est nécessaire de maintenir dans le

---

<sup>441</sup> Walter Milne-Bailey, *Trade Unions and the State*, Londres, Allen & Unwin, 1934.

<sup>442</sup> Ross Martin, *op. cit.*, p. 247- 265.

<sup>443</sup> « The change of Government and administration does not basically change the job the TUC has to do. It does not change the job that bodies like the National Economic Development Council have to do. I am sure it is important for the TUC to maintain close contact with the Government of the day in the field of economic affairs. » Trades Union Congress, *Report of 102<sup>nd</sup> Annual Trades Union Congress*, Londres, TUC, 1970, p. 538-539.

contexte de guerre froide. Si l'on prête une attention aux valeurs dans lesquelles l'adhésion des conservateurs à l'économie mixte est formulée, on constate cependant selon Kandiah une forte continuité avec les valeurs de liberté, de choix et d'opportunité, qui suggèrent la poursuite d'un anti-collectivisme militant, également interprétable à l'aune de la Guerre froide naissante. L'*Industrial Charter* est d'ailleurs concomitante du lancement d'un « front anti-socialiste » (« *Anti-Socialist Front* ») qui vise à rassembler à la chambre les partis hostiles aux nationalisations menées par les travaillistes et au contrôle de l'économie que ceux-ci ont maintenu<sup>444</sup>.

#### **2.1.2.4 L'orientation internationale de l'économie britannique**

L'orientation internationale de l'économie britannique est également un aspect de la politique gouvernementale britannique qui n'est pas remis en cause durant toute la seconde moitié du vingtième siècle. Il ne s'agit pas en revanche d'une dimension nouvelle, mais au contraire de la préservation d'un axiome fondamental de la politique économique des gouvernements britanniques depuis le milieu du dix-neuvième siècle. Celle-ci, interrompue par les guerres mondiales, a été immédiatement restaurée au sortir de celles-ci par tous les gouvernements. Cette orientation libérale, aussi appelée « ligne du Trésor » (« *Treasury line* »), repose sur deux principes. Le premier est le maintien d'une orientation internationale de l'économie et des investissements britanniques à l'étranger. Gamble souligne que le rapport de la Grande-Bretagne à l'économie mondiale est différent de celui de l'Allemagne, de la France ou du Japon. Alors que le pays a un taux de croissance plus faible que ses concurrents, il est le deuxième principal créateur d'entreprises transnationales après les Etats-Unis. En 1971, la production des entreprises britanniques à l'étranger est deux fois supérieure en valeur aux exportations britanniques. Pour l'Allemagne et le Japon, le ratio est seulement de 40%. Le second principe est le maintien d'une livre forte, pour soutenir à la fois ces investissements britanniques à l'étranger et les activités financières de la place de Londres. Ces deux objectifs se révèlent cependant contradictoires, dans la mesure où les investissements à l'étranger grèvent la balance des paiements britanniques, dont la bonne santé est pourtant la garantie demandée par les possesseurs de livres. L'histoire de la Grande-Bretagne dans l'après-guerre est marquée par une série de crises de la livre, majoritairement liées au déficit de la balance des paiements. À chaque fois, les gouvernements donnent la priorité au maintien de la valeur de la livre pour garantir son statut de monnaie d'échange : il

---

<sup>444</sup> Michael Kandiah, « The Conservative Party and the Early Cold War: The Construction of 'New Conservatism' », Michael Hopkins (ed), *Cold War Britain, 1945-1964*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2003, p. 34-36.

leur faut donc relever les taux d'intérêt et augmenter les impôts pour réduire la demande et, à travers la baisse des importations, redresser la balance des paiements. Cela explique que la politique des gouvernements britanniques dans l'après-guerre ait pu être caricaturée sous la forme de « *stop-go* », où la réduction du keynésianisme à la manipulation de la demande pour maintenir la stabilité de la monnaie produit une alternance entre phases réflationnistes et déflationnistes. La politique intérieure demeure inféodée aux besoins de la politique extérieure libérale. La responsabilité du développement économique, et notamment l'investissement industriel alors planifié dans de nombreux pays continentaux, repose sur les seules entreprises, le gouvernement se contentant dans la plus pure tradition libérale d'en assurer les conditions monétaires et économiques<sup>445</sup>.

Plusieurs éléments ressortent de ce parcours des débats sur le consensus d'après-guerre et ses différents domaines sociaux et économiques d'application. Le premier est le caractère situé historiquement, et orienté politiquement, des analyses des décennies d'après-guerre comme caractérisées ou non par le consensus. Cela ne veut pas dire pour autant que la défense ou la critique de la thèse du consensus peuvent être immédiatement indexées à un positionnement politique : la thèse du consensus peut être affirmée tant pour disqualifier le tournant droitier du parti conservateur que pour le motiver. Cet ancrage politique et idéologique du consensus ne doit pas cependant amener à le dématérialiser. Au contraire, l'un des apports majeurs de la critique révisionniste du consensus a été de mettre en évidence le contexte politique et économique, national et international, qui a favorisé l'émergence d'un consensus autour de l'économie mixte, le maintien du plein emploi, la gestion tripartite de l'économie et la priorité donnée à l'orientation internationale de l'économie. Un deuxième enseignement réside dans les dissensions qui se manifestent au sein du consensus. L'opposition idéologique qui demeure entre conservateurs et travaillistes sur des questions comme l'éducation, les mœurs ou la réforme des institutions, et dont des critiques du consensus ont pu s'emparer, nous semble moins décisive que les oppositions au consensus à l'intérieur des deux partis. Le révisionnisme s'impose au sein du parti travailliste contre les projets radicaux d'extension de l'État social et de la collectivisation portés par l'aile gauche bevanienne. Le nouveau conservatisme de Butler et de Macmillan, s'il peut être rattaché à la tradition du conservatisme social (*One-Nation Conservatism*), constitue néanmoins un coup de force centriste, permis par la nouvelle situation politique créée par la défaite de 1945,

---

<sup>445</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, p. 110-112, 116-117, 134-135.

contre l'aile libérale auparavant dominante au sein du parti. Si les directions des deux principaux partis diffusent donc une image consensuelle dans les années 1950 et 1960, il ne faut pas en inférer un ralliement massif des militants travaillistes et conservateurs au « *butskellism* ». Enfin, le consensus est miné par des contradictions sociales et économiques. Le maintien de l'orientation internationale de l'économie britannique est la garantie du soutien des intérêts capitalistes aux politiques des gouvernements, mais soumet le développement de l'économie nationale britannique aux humeurs des investisseurs. Le tripartisme confère une responsabilité importante au TUC dans la gestion de l'économie, ce qui dans le contexte de croissance régulière et soutenue de l'économie britannique de l'immédiat après-guerre, signifie pour le TUC être associé à l'amélioration générale des conditions de vie des Britanniques. Lorsque la croissance en vient à faiblir, c'est d'une responsabilité dans les difficultés de l'économie dont le TUC hérite, problème paradoxalement accru par les limites du tripartisme, concession politique de gouvernements qui espèrent par l'entremise du TUC peser sur des relations professionnelles qui tendent cependant à se décentraliser vers les lieux de travail et les délégués syndicaux au niveau local.

## **2.2 La crise, nouveau paradigme économique, politique et intellectuel**

Les histoires économiques de la Grande-Bretagne tendent à présenter une vision linéaire où sur le plan économique la crise succède à l'âge d'or de l'après-guerre, et en termes politiques la crise au consensus. Une telle vision tend à reproduire et à escamoter l'opération qui consiste à faire de la crise économique une crise *du* consensus. Une telle vision est immédiatement nuancée si l'on introduit la préoccupation pour le déclin politique de la Grande-Bretagne et de certains secteurs de son économie, que Gamble fait commencer à la fin du dix-neuvième siècle et à la concurrence croissante de l'Allemagne et des États-Unis<sup>446</sup>. Dans l'après-guerre, cette préoccupation quant au déclin de la Grande-Bretagne persiste alors même que l'économie britannique connaît une période de croissance et d'expansion inédite. La raison en est le décrochage de la Grande-Bretagne par rapport à ses compétiteurs, notamment continentaux. De 1958 à 1973, la production industrielle de la Grande-Bretagne augmente de 67%, mais dans le reste de l'Europe l'augmentation est partout supérieure à 112%. Alors qu'en 1958 la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale présentent des produits intérieurs bruts (PIB) par habitant équivalents, en 1973 celui de l'Allemagne fédérale est deux fois supérieur à celui de la Grande-Bretagne. Cette croissance relativement plus faible de l'économie britannique se reflète dans la part de la Grande-Bretagne dans le commerce mondial : la part de la Grande-Bretagne dans les exportations de produits manufacturiers passe de 20% au début des années 1950 à moins de 10% au début des années 1970. Cette première période est caractérisée par la lutte contre le déclin au moyen des politiques du consensus, et dominée par l'impératif de modernisation technocratique de l'économie britannique. Ce n'est qu'avec les années 1970 que, par un retournement intellectuel et politique, les politiques du consensus sont identifiées par les conservateurs non plus comme la réponse au déclin, mais comme la source de celui-ci. De ce point de vue, les théories du déclin et de la crise présentées dans les sections ci-dessous ne sont pas des conceptualisations anhistoriques. Il s'agit bien de stratégies politiques inscrites dans un contexte changeant.

Il s'agit donc pour nous de comprendre dans quels termes la situation de la Grande-Bretagne dans les années 1970 a été pensée par ses contemporains, et les effets politiques, sociaux et économiques produits par une caractérisation de la période comme crise. Les

---

<sup>446</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, p. 5.

théories économiques sont donc envisagées comme des outils de description engagés dans un rapport de force politique pour la définition de la situation de la Grande-Bretagne<sup>447</sup>. Elles constituent un répertoire d'analyses dont l'un des enjeux de notre travail est de comprendre l'émergence, la circulation et les reprises par des acteurs parfois antagonistes<sup>448</sup>. La crise n'est pas cependant qu'un effet de discours, mais également un ensemble de phénomènes économiques qui peuvent être mis en avant par divers acteurs. On aboutit à une définition de la crise à la fois comme ensemble de discours et comme processus historique qui cadre et nourrit ces discours<sup>449</sup>.

Nous commencerons donc par présenter les grandes tendances et évolutions de l'économie britannique dans la seconde moitié du vingtième siècle, avant de nous intéresser à l'émergence d'une littérature du déclin et de la perception d'un « mal britannique », et d'analyser les grands courants d'interprétation de la situation de la Grande-Bretagne, en commençant par les lectures centristes ancrées dans le cadre intellectuel général des politiques menées depuis 1945, puis en détaillant les projets en rupture avancés par la gauche radicale et par la droite libérale et conservatrice dans les cercles universitaires, capitalistes et politiques.

### **2.2.1 Grandes tendances de l'évolution économique de la Grande-Bretagne de 1964 à 1979**

Si la préoccupation pour le déclin est un thème qui, politiquement, traverse tout le vingtième siècle, en termes d'indicateurs économiques les années 1970 ont pu être présentées rétrospectivement par les historiens de l'économie comme marquant une forte inflexion entre deux périodes de l'histoire de la Grande-Bretagne dans l'après-guerre. La première, qui va de la fin des années 1940 au début des années 1970, a pu être appelée l'« âge d'or » par les historiens de l'économie. Cette période, où l'économie britannique croît au rythme de 3% par

---

<sup>447</sup> Notre démarche est ainsi proche de celle proposée par Andrew Gamble pour son étude du déclin de l'économie britannique : « It is a study of how decline has been perceived and the perceptions of decline and of the political struggles to reverse decline, rather than of decline as an external objective process. [...] Decline is to an important extent a matter of political perception rather than an objective reality. To study decline is to study the perceptions and responses of the British governing class during the last hundred years. » Ibid., xi-xv.

<sup>448</sup> Soulignons d'emblée que la compréhension de la situation de la Grande-Bretagne comme caractérisée par la « crise » n'est le privilège ni de la droite conservatrice ni de la gauche radicale marxiste. Le très centriste Alf Allen, secrétaire général de la Union of Shop Distributive and Allied Workers (USDAW), affirme ainsi dans son discours inaugural au congrès du TUC de 1974 : « We meet at a time of unprecedented economic and political uncertainty, with the business world in crisis, and with new investment, upon which future prosperity depends, likely to be a major problem for some time. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1974, p. 335.

<sup>449</sup> C'est également une distinction opérée par Gamble : « This book analyses decline in two main ways : first as a discourse which was constituted by the particular ideas and assumptions of those participating in it ; secondly as a historical process, a set of circumstances and constraints which defined the limits within which the debate proceeded. » Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, xvii-xviii.

an en moyenne, est caractérisée par une augmentation régulière de la production et de la productivité, un faible taux de chômage et une inflation limitée des prix et des salaires. On a pu expliquer cette prospérité par un niveau exceptionnellement haut d'accumulation du capital ; une expansion rapide du commerce international ; une demande forte ; et enfin des avancées technologiques empruntées à des pays plus avancés comme les États-Unis<sup>450</sup>. La seconde période, qui commence en 1973 et se poursuit jusqu'à la fin des années 1980, est marquée par une détérioration de la progression des indicateurs macroéconomiques. La croissance de la production et de la productivité diminue, le taux de chômage progresse fortement, de même que les prix et les salaires. La balance des paiements britannique, déjà malmenée depuis le milieu des années 1960, est en déficit entre 1973 et 1979. Entre 1973 et 1975, le Produit national brut (PNB) du Royaume-Uni recule de 2,4%.

C'est un phénomène qui touche la totalité des pays occidentaux au milieu des années 1970. La croissance passe de 5,7% en 1973 à 0,9% en 1974 et à -0,5% en 1975 pour l'ensemble des pays industrialisés occidentaux, le PNB total recule de 0,5% en 1974-1975, et le déficit de la balance commerciale passe de 21 à 68 milliards de dollars. Si les économies occidentales avaient déjà été affectées par des récessions ponctuelles dans l'après-guerre, cet affaiblissement général et prolongé des performances macroéconomiques pousse les commentateurs à parler de « crise ». C'est une idée que certains auteurs ont remise en cause. Bairoch a ainsi fait remarquer que sur l'ensemble de la période dite de « crise », il ne se produit qu'un ralentissement de la croissance des indicateurs, et pas une baisse de ceux-ci en termes absolus. La croissance des économies développées demeure supérieure à celle qu'elles avaient connue dans l'entre-deux-guerres<sup>451</sup>. Néanmoins, c'est bien à une chute de la production de 2% en termes absolus que doit faire face le gouvernement britannique entre 1973 et 1975. Alors que les entreprises réduisent leurs stocks pour résister à la pression financière accrue, le processus de déstockage affecte progressivement l'ensemble de l'activité industrielle, ce qui produit une « récession par inventaire »<sup>452</sup>.

C'est avant tout la forte hausse du prix des matières premières qui explique le ralentissement brusque de la croissance à partir du début des années 1970. Ce « boom des matières premières » entre 1971 et 1974 est dû à un certain nombre de facteurs. Le premier est la forte croissance simultanée dans la plupart des pays développés entre 1970 et 1972, dans un

---

<sup>450</sup> Roderick Floud et Donald McCloskey (ed), *op. cit.*, 1981, 1994, p. 95-97, 109.

<sup>451</sup> Paul Bairoch, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours, Tome III*, Paris, Gallimard, 1997, p. 165, 171.

<sup>452</sup> Nick Gardner, *op. cit.*, 1987, p. 54-5.



contexte de déficit de la balance des paiements américaine entre 1970 et 1972 et de flottement des monnaies à partir de 1971, alors qu'elles étaient jusqu'alors stabilisées depuis les accords de Bretton Woods de 1944. Au même moment, le prix du cuivre augmente fortement, de même que celui des matières premières alimentaires, à la suite de mauvaises récoltes en URSS, en Chine, en Australie et en Asie du Sud-Est, d'une forte baisse des captures d'anchois dans le Pacifique sud, et d'un renforcement du contrôle sur les terres mises en culture aux États-Unis<sup>453</sup>. Le facteur majeur d'augmentation du prix des importations et de ralentissement de l'activité industrielle est cependant le « choc pétrolier » de 1973-74. Entre septembre 1973 et janvier 1974, le prix du pétrole sur le marché mondial est multiplié par quatre. Les prix à l'importation augmentent de 55% entre le premier trimestre 1973 et le premier trimestre 1974 en Grande-Bretagne, pays dont les importations consomment près du tiers des revenus<sup>454</sup>. L'élévation du prix du pétrole crée un transfert rapide de richesse entre pays importateurs et exportateurs de pétrole, et déstabilise la balance des paiements britannique. En effet, la possibilité d'exporter les produits de l'industrie manufacturière vers les pays exportateurs de pétrole est limitée par la faible capacité d'absorption de leurs marchés. De grandes masses de capitaux se retrouvent stérilisées sous la forme d'actifs financiers, ce qui a un effet récessionnaire pour les pays développés. Les profits des entreprises, plus faibles en Grande-Bretagne que dans le reste des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) depuis le milieu des années 1960, atteignent leur plus bas niveau en 1975<sup>455</sup>.

Les difficultés économiques entraînées par le choc pétrolier des années 1973-75 sont d'un caractère nouveau. En effet, alors que le chômage augmente du fait de la réduction de l'activité économique, les prix augmentent simultanément sous l'effet de la hausse du prix des matières premières. Les crises qui servent alors de paradigme à la pensée économique, telle la crise des années 1930, avaient vu la montée du chômage s'accompagner d'une déflation, et depuis la guerre les phases d'augmentation des prix avaient coïncidé avec des périodes de forte croissance des indicateurs macroéconomiques. Ce phénomène nouveau, qui voit la stagnation de la croissance s'accompagner d'une accélération de l'inflation, est baptisé « stagflation » par les commentateurs. L'idée d'un équilibre entre chômage et inflation, qui fondait la politique économique des pays développés depuis l'après-guerre, se trouve remise

---

<sup>453</sup> Richard Coopey et Nicholas Woodward (ed), *op. cit.*, 1996, p. 5-6.

<sup>454</sup> Roderick Floud et Donald McCloskey (ed), *op. cit.*, 1981, 1994, p. 81. La part des produits manufacturés importés sur le marché intérieur passe de 15% en 1970 à 22% en 1974 et 30% en 1980.

<sup>455</sup> Jim Tomlinson, « Economic Policy », Anthony Seldon et Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, p. 58.

en cause à partir du milieu des années 1970. Même si l'économie britannique retrouve la croissance sur 1976-1978, celle-ci demeure faible comparativement aux décennies précédentes, autour de 2,5%<sup>456</sup>. Dans son discours inaugural au congrès du TUC de 1978, Geoffrey Drain, le secrétaire général de NALGO, se désole de la fin de l'ère du plein emploi<sup>457</sup>.

## 2.2.2 La littérature du déclin et le « mal britannique »

Compilant au milieu des années 1980 une anthologie de textes sur le déclin économique de la Grande-Bretagne, David Coates et John Hillard soulignent le consensus, de la droite à la gauche, sur l'identification d'une tendance au déclin de l'économie britannique : que l'on insiste sur le cercle vicieux de l'investissement anémique, sur celui des bas salaires ou encore sur celui des taux d'intérêt élevés, le déclin constitue le point commun des analyses sur la situation de la Grande-Bretagne<sup>458</sup>. Selon Andrew Gamble, la question du déclin réapparaît après les élections de 1959 : alors que les conservateurs font de la prospérité du pays un argument électoral qui rencontre un écho favorable dans l'opinion, un ensemble de commentateurs s'inquiète du décrochage comparatif de l'économie britannique. La thématique du déclin est alors avant tout une préoccupation des élites intellectuelles, politiques et administratives, dont la préoccupation n'est pas de remettre en cause le cadre social et économique existant, mais plutôt d'interroger les politiques publiques et priorités gouvernementales adoptées dans le cadre général du consensus de 1945<sup>459</sup>.

---

<sup>456</sup> Michael Barratt Brown, « The Growth and Distribution of Income and Wealth », Ken Coates (ed), *What Went Wrong*, Nottingham, Spokesman, 1979, p. 35.

<sup>457</sup> « In the 1950s and 1960s Congress did not speak so much about unemployment. We had virtually full employment, and most of us thought it was here for ever. Even far-seeing economists were not suggesting it would be otherwise. So we took it all for granted, and now as we move towards the 1980s we see certain dominant characteristics in the world economy, not just our own: a likely low growth of world trade, although Jim Callaghan and the Government are doing their damndest to fend this aside but it is still a likelihood; almost inevitable high energy costs as years go on; the industrialization of the Third World economy which we should welcome but see the implications of; and the rapid spread of that very technology which for many reasons we welcome, which in so many ways is exciting, as the Prime Minister pointed out yesterday, but at the same time does not necessarily involve an increased demand for labour. » Trades Union Congress, *Report of 110<sup>th</sup> Annual Trades Union Congress*, Londres, TUC, 1978, p. 547-548.

<sup>458</sup> David Coates et John Hillard, « Introduction », David Coates et John Hillard (ed), *The Economic Decline of Modern Britain: The Debate between Left and Right*, Brighton, Wheatsheaf, 1986, x-xi.

<sup>459</sup> « There remained broad agreement on the framework and objectives of economic policy. The commitment to an open economy was the unquestioned assumption of foreign economic policy, the acceptance of the balance between public and private sectors and labour and capital shaped industrial policy, while the commitment to balance total effective demand with total resources defined the aims of stabilization policy: full employment, stable prices, a surplus on the balance of payments, and economic growth. The modernization strategy of the 1960s did not question these broad commitments or the balance of power between labour and capital and the enlarged public sector on which they were founded. The policy debate centred on whether the right balance of policies was being struck. » Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, p. 20-21.

Nous avons déjà évoqué l'émergence, entre la fin des années 1950 et le milieu des années 1960, d'un corpus « décliniste » d'ouvrages qui partent du constat du décrochage relatif de la Grande-Bretagne, se proposent d'en analyser les causes et éventuellement de suggérer des solutions pour y remédier. On peut se faire une meilleure idée de la tonalité de cette littérature en détaillant les analyses et propositions contenues dans *The Stagnant Society* de Michael Shanks, probablement le plus largement diffusé des ouvrages déclinistes parce que publié par *Penguin*, et qui a eu un écho remarquable dans l'opinion publique, telle qu'elle est constituée par la presse, l'université et les discussions à la Chambre des communes. Le point de départ de Shanks, journaliste au *Financial Times*, est le déclin relatif de l'économie britannique dans un contexte de compétition non seulement entre pays industrialisés, mais aussi entre Est et Ouest. Il n'y a pas selon lui de crise du modèle de l'économie mixte et de la gestion keynésienne de l'économie, dont Shanks pense qu'il permet d'imaginer un avenir sans crise majeure du capitalisme. Il fait cependant un double constat : d'un côté l'accroissement très fort de la productivité en URSS et dans les pays de l'Est par rapport aux États-Unis et la Grande-Bretagne, de l'autre le frein exercé sur la croissance de l'économie britannique par la nécessité de contenir l'inflation qui accompagne toute relance de la croissance<sup>460</sup>. Il indique que l'ouvrage lui a été inspiré par un voyage en Bulgarie, où il a été frappé par le contraste entre le sérieux et la rigueur de la nouvelle Rome orientale, et la frivolité et la décadence de l'Athènes britannique. De ce contact avec le bloc de l'Est ennemi et compétiteur, Shanks retient un outil de rationalisation économique : le plan.

Shanks identifie une série de problèmes structurels dans l'économie britannique : un système de classes sociales rigide qui emprisonne les travailleurs et les employeurs dans un face-à-face stérile et une incompréhension réciproque ; un syndicalisme archaïque, fragmenté, désordonné, sous-financé et soumis à l'emprise de la gauche radicale ; des relations professionnelles anarchiques et violentes en raison de l'absence de protection dont souffrent les travailleurs britanniques en comparaison avec leurs homologues nord-américains notamment ; une faiblesse, enfin, de la recherche et de l'innovation technologique, que Shanks relie au manque de professionnalisme des classes dirigeantes et à leur inculture scientifique. Pour redonner de la vigueur à l'économie britannique, Shanks conseille de faire souffler sur elle le vent de la concurrence européenne en intégrant la Communauté économique européenne (CEE). Mais celui-ci ne suffira pas, pas plus que Shanks ne croit aux vertus des seules cures d'austérité. Ce sont les relations professionnelles qui constituent selon

---

<sup>460</sup> Michael Shanks, *op. cit.*, 1961, p. 24-45.

Shanks la principale faiblesse de l'économie britannique. Pour améliorer celles-ci, Shanks formule une série de propositions. Tout d'abord, l'opposition frontale et inamovible entre travailleurs et employeurs pourrait être remise en cause par la mise en place de mécanismes de consultation des travailleurs et leur participation à la gestion des entreprises, et plus globalement par une refondation du système éducatif sur des bases méritocratiques<sup>461</sup>. Ensuite, une rationalisation du mouvement syndical est nécessaire. Elle passe par une restructuration et une centralisation. Les analyses de Shanks ne sont de ce point de vue pas éloignées des aspirations formulées à la même époque par George Woodcock, le nouveau secrétaire général du TUC. La mutation souhaitée par Shanks est radicale, puisqu'elle suppose, contre le fonctionnement existant qui confère constitutionnellement le pouvoir suprême au congrès annuel des délégués des organisations affiliées, une concentration des fonctions décisionnelles dans un exécutif reserré. Il entend par ailleurs appliquer l'idée de planification aux relations professionnelles, sous la forme d'une planification salariale. Contre le seul appel à la modération salariale tel que le gouvernement conservateur le pratique alors, Shanks défend l'idée de négociations annuelles tripartites impliquant un TUC et une *British Employers Confederation* (BEC) renforcés et portant sur tous les aspects de l'organisation de la production. Si un tel projet peut sembler utopique à ses lecteurs britanniques, Shanks souligne qu'il s'agit pourtant d'un modèle réellement existant, celui de la social-démocratie suédoise<sup>462</sup>. Ces négociations annuelles seraient notamment l'occasion de mettre en place un ensemble de dispositions assurant la protection des travailleurs et de leurs revenus, en cas de licenciement ou une fois la retraite arrivée. De telles dispositions créeraient les conditions acceptables pour les travailleurs de la flexibilité du marché du travail, nécessaire à l'amélioration de la production britannique.

Shanks envisage cette réforme du marché du travail et des relations professionnelles sous la houlette d'une instance de planification, un *planning council* tripartite dirigé par le Chancelier. Seul un gouvernement décrit par Shanks comme « radical » peut mener à bien ce projet : il appelle de ses vœux une alliance électorale des forces modérées du parti travailliste et du parti libéral, contre les conservateurs et contre la gauche travailliste. Une telle alliance n'est possible selon Shanks qu'à condition que la direction du PLP obtienne le contrôle de la politique du parti, ce qui suppose une réduction de l'influence des syndicats et une expulsion ou une sécession de l'aile gauche qui retient prisonnière l'aile droite, aussi bien organisationnellement qu'idéologiquement. Un dernier aspect remarquable de l'ouvrage de

---

<sup>461</sup> *Ibid.*, p. 46-102, 165-174.

<sup>462</sup> *Ibid.*, p. 103-131.

Shanks est sa tonalité morale. Il est traversé par un sentiment de déclin collectif, et un impératif de redressement moral pour éviter l'éclipse de la civilisation britannique<sup>463</sup>. On retrouve là une constante des discours sur la « crise », à savoir leur vocabulaire pathologique qui présente la situation de la Grande-Bretagne en termes de maladie et de symptômes, et leur travail d'analyse en termes de diagnostic et de remèdes<sup>464</sup>. Cette métaphore est souvent implicite dès la fin des années 1950. Elle est consacrée en 1975 par un texte de Peter Jay intitulé « *Englanditis* », largement diffusé puisque son auteur est un des principaux éditorialistes du *Times*, et considéré comme le texte de référence des années 1970<sup>465</sup>.

### 2.2.3 Analyse keynésienne et solution corporatiste

L'analyse de Shanks constitue un exemple d'analyse centriste<sup>466</sup>, au sens d'une analyse qui ne remet pas en cause le cadre de l'économie mixte, mais appelle à libérer les forces productives de la Grande-Bretagne par l'interventionisme étatique et par une transformation des cadres sociaux et professionnels hérités du dix-neuvième siècle. Le rapport produit en 1974 par le bureau européen du *think tank* conservateur américain *Hudson Institute*, qui insiste sur l'immobilité sociale et les valeurs victoriennes anti-productives et anti-industrielles qui prévalent dans la société et l'entreprise, a constitué une source importante de discussions dans la décennie suivante<sup>467</sup>. Si les marxistes ont critiqué le culturalisme et l'immatérialisme de cette perspective, celle-ci a en revanche été prolongée par l'auteur

---

<sup>463</sup> « What sort of an island do we want to be? This is the question to which we come back in the end. A lotus island of easy, tolerant ways, bathed in the golden glow of an imperial sunset, shielded from discontent by a threadbare welfare state and an acceptance of genteel poverty? Or the tough dynamic race we have been in the past, striving always to better ourselves, seeking new worlds to conquer in place of those we have lost, ready to accept growing pains as the price of growth? » *Ibid.*, p. 232.

<sup>464</sup> L'introduction d'un pamphlet publié par le Manifesto Group du parti travailliste affirme ainsi: « Today, we are the sick man of the industrialised world. [...] The roots of Britain's economic failure go deep, and can be eradicated only by deep, and probably painful, surgery carried out over a long period. » Labour Party Archive, Labour Party Manifesto Group, « What we must do: A Democratic Socialist Approach to Britain's Crisis », LP/MANIF/18, Labour History Archive and Study Centre.

<sup>465</sup> Peter Jay, « Englanditis », Emmett Tyrrell (ed), *The Future That Doesn't Work : Social Democracy's Failures in Britain*, Garden City, Doubleday, 1975, 1977, p. 169-171.

<sup>466</sup> Nous adoptons la terminologie de Coates et Hillard, qui classent les analyses du déclin de l'économie britannique en trois grandes catégories correspondant à autant de positionnements politiques: la gauche, le centre et la droite. David Coates et John Hillard (ed), *The Economic Decline of Modern Britain: The Debate between Left and Right*, Brighton, Wheatsheaf, 1986.

<sup>467</sup> « Britain in the 1970s is very largely the creation of the mid-Victorian period. This fact, while it carries with it some of the positive legacies of Victorian Britain into the contemporary world, also accounts for the greater part of contemporary Britain's weaknesses. Many of the country's problems are Victorian problems, or stem from attempts to operate Victorian solutions in a society that exists in a late twentieth-century world. [...] We would argue that Britain's present economic difficulties and social difficulties derive ultimately from a kind of archaism of the society and national psychology: a habit of conciliation in social and personal relations for its own sake, a lack of aggression, a deference to what exists, a repeated and characteristic flight into pre-industrial, indeed pre-capitalist, fantasies, a suspicion of efficiency as somehow 'common', a dislike for labour itself [...]. » Hudson Institute Europe, *The United Kingdom in 1980*, Londres, Wiley, 1974, p. 110-113.

américain Martin Wiener, qui s'est livré à une histoire culturelle du rapport des élites britanniques à la technologie et au progrès scientifique et industriel<sup>468</sup>. Henry Phelps Brown précise cette idée en décrivant la façon dont les antagonismes de classe du siècle passé se sont inscrits durablement dans les relations professionnelles et font obstacle à l'amélioration de celles-ci et l'introduction de nouvelles technologies de production. De manière moins historique, on aboutit à la vision d'un face-à-face sans issue, caricaturé par Michael Stewart dans son ouvrage sur les politiques économiques menées depuis 1964<sup>469</sup>.

D'autres auteurs insistent plutôt sur les orientations néfastes des politiques gouvernementales soutenues par une haute fonction publique rétive au changement. Sidney Pollard prend pour cible le Trésor britannique, archaïque et lié à la *City*, qui donne la priorité à la préservation du taux d'échange de la livre par rapport aux besoins de l'industrie<sup>470</sup>. Dans la même veine, Stephen Blank estime que l'économie britannique est grevée par les ambitions internationales des gouvernements britanniques, qui cherchent à tout prix à demeurer une

---

<sup>468</sup> « This suspicion of material and technological development and this symbolic exclusion of industrialism were intimately related in Britain. They appeared in the course of the industrial revolution, but, instead of fading away as the new society established itself, they persisted and indeed were extended and strengthened. In the later years of Victoria's reign they came to form a complex, entrenched cultural syndrome, pervading "educated opinion." The idealization of material growth and technical innovation that had been emerging received a check, and was more and more pushed back by the contrary ideals of stability, tranquility, closeness to the past, and "nonmaterialism." » Martin Wiener, *English Culture and the Decline of the Industrial Spirit 1850-1980*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, p. 5-6. La critique du conservatisme des élites n'est pas réservée à la gauche et au centre de l'échiquier politique. Elle est également portée par la droite néo-libérale, comme l'atteste le pamphlet de George Allen publié par l'Institute for Economic Affairs, lequel pourfend le culte de l'amateur et de l'oisiveté aristocratique qui explique selon lui la médiocrité de l'encadrement des entreprises. George Allen, *The British Disease*, Londres, Institute of Economic Affairs, 1976, p. 30-42. L'ouvrage de Martin Wiener est pareillement une source d'inspiration pour le gouvernement Thatcher qui s'emploie au début des années 1980 à insuffler dans le monde de l'entreprise une culture entrepreneuriale et à créer les conditions d'une reprise en main managériale.

<sup>469</sup> « More than most comparable countries, Britain is still two nations – not least in the industrial arena. Far too many managers view their workers as the enemy – idle, shiftless, dishonest and irresponsible. Far too many workers see management as the enemy – privileged, inefficient and unaccountable. Managers fail to invest and modernize because 'confidence is lacking' and fail to involve workers in decision-making because decision-making is the prerogative of management, and none of the workers' business. Workers, for their part, refuse to yield an inch to the foe: they resist the introduction of new techniques, stop work for trivial reasons long before grievance procedures are exhausted, insist on manning levels appropriate to a bygone age, and refuse to change jobs in response to changing patterns of demand or technology. » Michael Stewart, *The Jekyll and Hyde Years: Politics and Economic Policy since 1964*, Londres, Macmillan, 1977, p. 235. Voir aussi Henry Phelps Brown, « What is the British Predicament ? », *Three Banks Review*, No. 116 (1977), p. 3-29.

<sup>470</sup> « The contempt for production thus stood at the centre of British policy in this period. It informs fundamentally all the actions of the Treasury and other central policy-making bodies. [...] The callousness on the part of the authorities towards the real problems of British productive industry was in sharp contrast to the constant care and concern which they lavished on trade and finance. There was never any question of harming them in the interest of short-term adjustments, still less would it have been conceivable that currency or trade might have been sacrificed in the interests of the productive industry on which the prosperity of Britain ultimately depended. Nor was this emphasis accidental. The Treasury works in an atmosphere in which the voice of industry is heard by weakly, while the voice of the banks, particularly the Bank of England, and of the overseas 'trade' lobby reverberates around its corridors. As all of them clamoured and pushed for their one-sided and finance-orientated priorities, one is left wondering sometimes if there was anyone there who spoke up for Britain. » Sydney Pollard, *The Wasting of the British Economy*, Londres, Croom Helm, 1981, p. 71-86.

grande puissance en projetant leurs armées à travers le monde et en maintenant la livre sterling à un niveau exagérément élevé. Michael Stewart enfin critique un système politique sclérosé dans l'opposition frontale des partis à la Chambre des communes, qui empêche le consensus ou du moins la continuité politique nécessaire à un engagement durable en faveur de la régénération de l'économie britannique : Stewart prend l'exemple des politiques des revenus, régulièrement dénoncées par l'opposition et donc abolies par celle-ci quand elle arrive au pouvoir, avant d'être introduites de nouveau, mais souligne qu'il en va de même avec le contrôle des prix ou le soutien à l'investissement<sup>471</sup>. Si le système parlementaire fondé sur l'antagonisme bipartite était adéquat à une époque, les dix-huitième et dix-neuvième siècles, où le rôle du gouvernement était limité, il produit dans une période caractérisée par l'intervention croissante du gouvernement dans l'économie une gestion économique désordonnée et un développement heurté. À partir de ces analyses, les commentateurs centristes défendent avant tout une logique de modernisation des institutions britanniques, respectivement des relations professionnelles, du système bancaire, de l'administration ou des pratiques gouvernementales, selon les aspects sur lesquels ils ont attiré l'attention.

C'est le type d'analyse qui domine dans la droite du parti travailliste. Dans la mesure où la crise de l'économie britannique trouve son origine dans la structure sociale de la Grande-Bretagne, elle ne remet pas en cause les politiques menées depuis 1945 ou l'économie mixte. Mieux, les dirigeants syndicaux y trouvent un diagnostic qui place la faiblesse de l'industrie et de l'entrepreneuriat britannique au cœur de l'analyse de la crise. Ainsi le secrétaire général du TUC Len Murray peut-il, au congrès de 1976, se moquer de l'archaïsme des industriels britanniques et de leur manque d'esprit d'entreprise<sup>472</sup>. Les syndicats sont quant à eux prêts à prendre leurs responsabilités pour faciliter la modernisation de l'économie britannique. Dans son discours inaugural au congrès de 1974, Alf Allen de USDAW affirme ainsi que les difficultés économiques et la grève des mineurs montrent qu'il faut aller plus loin dans l'association des syndicats à la prise de décision politique<sup>473</sup>. Pour

---

<sup>471</sup> Michael Stewart, *The Jekyll and Hyde Years*, Londres, Macmillan, 1977, p. 234-245. Voir aussi Stephen Blank, « Britain : the politics of foreign economic policy, the domestic economy, and the problem of pluralistic stagnation », *International Organization*, No. 31 (1977), p. 673-721.

<sup>472</sup> « One of the troubles of our country is that private enterprise is too strong in staying private and too flabby in being enterprising. The Industrial Revolution in the 19<sup>th</sup> century was founded on new investment, not on a struggle to squeeze a little bit extra out of out-dated and antiquated machinery. Now we need a new Industrial Revolution to re-equip our industries for the new markets of the 1980s and the next century. » Trades Union Congress, *Report of 109<sup>th</sup> Annual Trades Union Congress*, Londres, TUC, 1977, p. 458.

<sup>473</sup> « In this situation all of us, without exception, must be aware of the influence we collectively bring to bear on the major current political and economic issues confronting us, those we represent and the community generally. The experience of some nine months ago demonstrated beyond all doubt that any Government which ignores the collective voice of the trade union Movement does so at its peril. No longer can Governments and our Movement

Allen, la question majeure n'est pas qui contrôle l'économie, mais comment faciliter un accord entre le gouvernement et les syndicats<sup>474</sup>.

Cette intégration corporatiste des syndicats à la gestion de l'économie est théorisée à la même époque par Anthony Crosland, le principal théoricien d'un social-libéralisme qui prédomine dans la droite du parti. Pour lui, le danger majeur qui menace la société britannique dans les années 1970 est l'inflation, qui crée un sentiment d'insécurité, efface les repères familiers et nourrit un climat de confrontation dans le monde du travail<sup>475</sup>. La solution appelée par Crosland est une politique des prix et des revenus, seule alternative à l'austérité et au chômage. Roy Jenkins va dans le même sens, tout en précisant que la politique des revenus doit être envisagée non comme un expédient mais dans le cadre d'un projet de justice sociale, à savoir en tant que moyen d'introduire de la justice dans la distribution des profits du travail<sup>476</sup>. La version la plus avancée de ce programme de gestion centralisée de l'économie a été proposée par l'économiste James Meade, proche de la droite du parti. Meade estime économiquement inconcevable de réguler bureaucratiquement les prix et les revenus sans affecter l'efficacité et l'adaptabilité de l'économie. Il propose donc la création d'un comité de stabilisation qui disposerait du pouvoir de modifier, semaine après semaine, différents leviers macro-économiques comme les impôts ou la masse monétaire pour conserver des prix stables<sup>477</sup>. Meade estime que les politiques des revenus ne peuvent qu'aboutir à l'injustice : les politiques contraignantes sont contradictoires avec les objectifs d'efficacité et de justice, et celles basées sur la bonne volonté des syndicats et des organisations patronales sont anti-démocratiques puisque déterminées par deux organismes privés et monopolistiques. Il propose donc des normes pour l'augmentation des salaires, déterminées en fonction de la rentabilité, de la productivité et du marché de l'emploi pour chaque occupation et dans chaque secteur. Des pénalités s'appliqueraient aux organisations syndicales et aux travailleurs qui chercheraient à remettre en cause ces normes.

L'expression la plus complète du programme de la droite travailliste est probablement le document « *What we must do: A Democratic Socialist Approach to Britain's Crisis* »

---

operate at arm's length of each other. In a highly industrialised and economically vulnerable society, no decision can be taken by Government without first hearing and heeding the voice of the organised trade union Movement. By the same token, what has to be avoided is the belief that the trade union Movement, on its part can disregard the views of a democratically elected Government. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1974, p. 335.

<sup>474</sup> *Ibid.*, p. 335.

<sup>475</sup> Anthony Crosland, *Socialism Now, and Other Essays*, Londres, Cape, 1974, p. 54-56.

<sup>476</sup> Roy Jenkins, *What Matters Now*, Londres, Fontana, 1972, p. 92.

<sup>477</sup> James Meade, *The Intelligent Radical's Guide to Economic Policy: The Mixed Economy*, Londres, Allen & Unwin, 1975, p. 46.



publié en 1977 par le *Manifesto Group* qui vient d'être créé pour rassembler les députés de cette sensibilité. Le problème majeur de la Grande-Bretagne est, selon les rédacteurs du pamphlet, la résistance au changement ancrée dans la psychologie collective du pays et appuyée sur l'archaïsme des institutions, notamment de celles qui dominent le monde du travail. Ces institutions s'opposent à toute volonté de modernisation et de dynamisation de l'économie susceptible d'affecter les intérêts particuliers qu'elles représentent<sup>478</sup>. Elles reflètent et reproduisent un antagonisme de classe irréductible qui fait obstacle à toute transformation des relations professionnelles<sup>479</sup>. C'est ce carcan social et institutionnel qu'il est nécessaire de briser pour redonner confiance et dynamisme à l'économie britannique. Cette insistance sur l'aspect culturel de la crise de l'économie britannique amène le *Manifesto Group* à rejeter les analyses qu'il qualifie d'« idéologiques » et qui sont centrées sur la seule économie, qu'il s'agisse de celles de la gauche « néo-marxiste » qui tient le capitalisme pour responsable ou celles de la droite néo-libérale qui accuse l'État social. La voie tracée par le *Manifesto Group* est celle du « socialisme démocratique », un socialisme des valeurs – et non de la seule économie – qui s'emploie à concilier liberté et égalité à travers la défense de l'économie mixte et de la démocratisation des institutions.

La gestion économique promue par le pamphlet du *Manifesto Group* est donc dans la continuité des politiques menées depuis l'après-guerre : il s'agit d'assurer la stabilité économique du pays pendant que la modernisation du monde du travail et de la vie publique est effectuée. Les deux éléments évoqués sont donc un usage rigoureux de la dépense publique pour amortir les cycles économiques sans déstabiliser les finances publiques, et une politique des revenus déterminée par la négociation mais durable. Une transformation

---

<sup>478</sup> « A backward-looking national psychology is buttressed by backward-looking institutions. The British economy is dominated by great producer groups: giants firms in the private sector, giant public corporations in the nationalized sector, giant trade unions in both. Without their cooperation, no government can achieve its aims. Labour Governments dare not destroy business confidence; Conservative Governments dare not again engage in head-on conflicts with major unions. Governments of both parties have extended and are, to a considerable extent, dependent on the civil service. The power of these institutions is, in the deepest sense, irresponsible. Trade-union leaders, whose unions can bring the economy to a halt, are answerable only to their members, not to the public at large. The managing directors of giant firms whose investment decisions largely determine the level of employment and the rate of growth are most responsible to, of all people, their shareholders. Civil servants hide behind the doctrine of 'ministerial responsibility'. » Labour Party Archive, Labour Party Manifesto Group, « What we must do: A Democratic Socialist Approach to Britain's Crisis », LP/MANIF/18, Labour History Archive and Study Centre.

<sup>479</sup> « Many middle class people still assume that they have a natural right to give orders which it is the lot of manual workers to carry out. Many manual workers still see authority as alien, and assume that their only protection against its abuse lies in collective belligerence. The class war is no longer fought with quite the old ferocity, but the combatants are nowhere near having been disarmed. Throughout our society, the old attitudes of "us-versus-them" can be found just below the surface. » Labour Party Archive, Labour Party Manifesto Group, « What we must do: A Democratic Socialist Approach to Britain's Crisis », LP/MANIF/18, Labour History Archive and Study Centre.

profonde des relations professionnelles est en revanche désirable, mais l'objectif selon le *Manifesto Group* est de créer un « climat » dans lequel celle-ci est mise en œuvre par les acteurs eux-mêmes, et non imposée par le gouvernement comme la gauche le propose. Une forme de planification est envisagée, mais sous la forme d'un État stratège qui facilite l'adaptabilité des entreprises face aux évolutions de la consommation, l'innovation par la recherche et la formation continue des travailleurs. La « démocratie sociale » (« *industrial democracy* ») appelée par le pamphlet vise pareillement à améliorer les relations professionnelles en faisant des travailleurs et de leurs syndicats une force de proposition au sein de l'entreprise, et plus seulement un frein aux velléités des directions. Le programme de réforme ne s'arrête cependant pas à la seule organisation de la production, et le *Manifesto Group* promeut une transformation socio-économique profonde qu'il espère voir se réaliser à travers une réforme fiscale et des mesures en faveur du logement et de l'éducation<sup>480</sup>.

Cette analyse centriste pro-consensus est celle qui domine dans les cercles politiques jusque 1979. Elle est progressivement affaiblie par la suite par l'imposition du paradigme thatchérien et les querelles internes au parti travailliste, et trouve refuge dans la droite du parti travailliste, et après 1981 au sein du *Social Democratic Party* (SDP). Elle conserve une vigueur intellectuelle grâce notamment aux écrits de David Marquand qui publie en 1988 *The Unprincipled Society*. S'il reconnaît l'échec des politiques keynésiennes à juguler la stagflation des années 1970, Marquand estime que c'est avant tout un fondement éthique qui a manqué au projet politique centriste d'une gestion plus juste du capitalisme, et qui seul aurait pu le prémunir des critiques de droite comme de gauche articulées à des visions morales claires de la société<sup>481</sup>. Cette leçon est centrale dans le projet blairiste de rénovation du travaillisme, qui tout en ne remettant pas en cause radicalement l'ordre socio-politique thatchérien, cherche à le remoraliser.

Noël Thompson a souligné combien l'analyse keynésienne a perdu de son autorité dans les années 1970. Dans les années 1950, les social-libéraux formulaient leur proposition dans un contexte de réussite économique relative, où le keynésianisme constituait le centre de gravité de la réflexion économique. À partir de la fin des années 1960, c'est la thématique du déclin économique qui s'est imposée, et les théories keynésiennes sont désormais attaquées aussi bien sur leur droite que sur leur gauche. Même au sein du parti travailliste dont la

---

<sup>480</sup> Labour Party Archive, Labour Party Manifesto Group, « What we must do: A Democratic Socialist Approach to Britain's Crisis », LP/MANIF/18, Labour History Archive and Study Centre.

<sup>481</sup> David Marquand, *The Unprincipled Society: New Demands and Old Politics*, Londres, Cape, 1988, p. 17-62. C'est un argument que Marquand synthétise et généralise dans le chapitre de l'ouvrage qu'il a dirigé avec Anthony Seldon, et que nous avons présenté plus haut. David Marquand, *op. cit.*, 1996, p. 5-28.

direction demeure attachée au social-libéralisme, les révisionnistes sont à contre-courant de la montée des critiques de gauche<sup>482</sup>.

#### 2.2.4 Les critiques de gauche du consensus social-démocrate

Coates et Hillard, de même qu'ils soulignent l'identification commune d'un déclin économique de la Grande-Bretagne, attribuent à la gauche et à la droite une même critique des politiques menées par les gouvernements travaillistes et conservateurs de 1945 à la fin des années 1970, et rassemblées sous une même étiquette de « politiques de consensus ». Gauche et droite sont d'accord, selon Coates et Hillard, pour identifier l'origine du déclin dans le compromis de classe dans lequel réside l'économie mixte et qui exacerbe les contradictions au sein du capitalisme britannique. Le compromis historique de 1945 ralentit la résolution inéluctable de la crise du capitalisme britannique, qui viendra soit de la restauration du capitalisme par la libération des forces du marché ou de son abolition par la socialisation de l'économie<sup>483</sup>. De ce point de vue, Andrew Gamble identifie deux phases dans les débats d'après-guerre sur le déclin de l'économie britannique : à une phase où le motif dominant est l'impératif de modernisation, que Gamble fait commencer dans l'entre-deux-guerres et s'achever dans les années 1960, succède une phase de débat sur les mérites et effets de la social-démocratie à partir des années 1960<sup>484</sup>.

Un premier groupe qui interroge les orientations suivies depuis 1945 est le *Cambridge Economic Policy Group*, autour de Wynne Godley et de Francis Cripps. Ceux-ci insistent sur le rôle central à leurs yeux de la priorité accordée à la balance des paiements, dans laquelle ils voient l'obstacle aux politiques de relance menées par les gouvernements britanniques depuis l'après-guerre, et l'origine des crises régulières qui ont conduit au phénomène du « *stop-go* ». Selon les économistes du *Cambridge Group*, la balance des paiements britannique ne peut demeurer bénéficiaire qu'à condition de mettre en place des mesures protectionnistes. Ils défendent également une politique d'encouragement à l'investissement industriel, qui passe selon eux par une réduction du déficit public. Celui-ci absorbe en effet des fonds qui pourraient être avantageusement libérés au profit de la production. De ce point de vue, ils contribuent aussi à l'introduction de l'analyse dite du « *crowding out* », c'est-à-dire de l'« étouffement » de l'investissement privé par la dépense publique, qui est le cheval de troie

---

<sup>482</sup> Noël Thompson, *op. cit.*, 2006, p. 215.

<sup>483</sup> David Coates et John Hillard, « Introduction », David Coates et John Hillard (ed), *The Economic Decline of Modern Britain: The Debate between Left and Right*, Brighton, Wheatsheaf, 1986, xii.

<sup>484</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, xv.

de l'orthodoxie économique dans le mouvement travailliste et syndical dans les années 1970<sup>485</sup>.

Un deuxième courant qui porte, de manière plus radicale, la critique de la social-démocratie, est le marxisme dont le développement intellectuel dans les années 1960 et 1970 n'a d'égal que les divisions internes entre groupes qui s'apostrophent par revue interposée, notamment *New Left Review* et *Socialist Register*. Les interprétations marxistes du déclin retrouvent un certain nombre de thèmes évoqués par les critiques centristes – héritage impérial, orientation internationale de l'économie – mais les inscrivent dans un schème plus large d'interprétation fondé sur les logiques d'accumulation du capital. L'Empire est selon les marxistes un élément décisif pour comprendre les caractéristiques du capitalisme britannique, et notamment la relégation de l'industrie au second plan des préoccupations des institutions de l'État britannique. Dans l'étude fondatrice qu'il a consacrée à l'économie impériale, Eric Hobsbawm montre comment les débouchés offerts par les marchés impériaux et les bénéfices retirés des investissements étrangers ont retardé la restructuration de l'industrie britannique : plutôt que de s'adapter aux nouvelles conditions de concurrence imposées par l'émergence des États-Unis et de l'Allemagne, il était plus facile pour les capitalistes britanniques de profiter du statut de Londres comme principale place financière mondiale que de s'engager dans la rationalisation de l'industrie<sup>486</sup>. L'État britannique n'est pas plus capable d'initier une quelconque régénération de l'industrie. Mieux, selon Tom Nairn, il ne veut à aucun prix de cette modernisation appelée par les commentateurs, et qui risquerait de fragiliser l'édifice institutionnel et la position qu'y occupent les élites britanniques. La raison en est, selon Tom Nairn, la victoire politique au dix-neuvième siècle des intérêts financiers et commerciaux du Sud-Est de l'Angleterre sur les industriels du Nord, la seule classe qui aurait été susceptible d'exiger les moyens de mettre en œuvre la modernisation de l'économie britannique<sup>487</sup>. L'orientation défensive des syndicats britanniques s'explique de la même manière par la croissance faible des salaires en comparaison avec d'autres pays et l'ossification de

---

<sup>485</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 171; Paul Mosley, *The Making of Economic Policy: Theory and Evidence from Britain and the United States Since 1945*, Brighton, Wheatsheaf, 1984, p. 155; Jim Tomlinson, *British Macroeconomic Policy Since 1940*, Londres, Croom Helm, 1985, p. 189-206.

<sup>486</sup> Eric Hobsbawm, *Industry and Empire*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1969, p. 156-169. L'analyse hobsbawmienne fondée sur l'étude du capitalisme britannique au dix-neuvième siècle a été prolongée par les travaux d'Andrew Glyn et Bob Stuclyffe, qui se sont penchés sur l'évolution des relations et du rapport de forces entre capitalisme financier et capitalisme industriel au vingtième siècle. Andrew Glyn et Bob Stuclyffe, *British Capitalism, Workers and the Profits Squeeze*, Harmondsworth, Penguin, 1972, p. 41-43.

<sup>487</sup> Tom Nairn, « The Future of Britain's Crisis », *New Left Review*, No. 13/14 (1979), p. 49-56. La neutralisation par les intérêts financiers de toute intervention de l'État britannique en faveur de la régénération de l'industrie est aussi discutée dans Bob Rowthorn, « The Past Strikes Back », Stuart Hall et Martin Jacques (ed), *The Politics of Thatcherism*, Londres, Lawrence & Wishart, 1983, p. 63-78.

l'organisation du travail en raison du faible investissement industriel<sup>488</sup>. Les seules périodes de restructuration et de régénération industrielle sont donc celles caractérisées par une fermeture des débouchés internationaux pour le capitalisme et sa réorientation vers le marché intérieur comme la période de crise et de guerre des années 1930 et 1940<sup>489</sup>.

Ces différents courants et éléments d'analyse nourrissent l'*Alternative Economic Strategy* (AES), la stratégie alternative qui structure la pensée économique de la gauche dans les années 1970. Il y a en vérité plusieurs AES : celle du parti communiste n'est pas exactement celle de la gauche du parti travailliste. Il y a cependant un degré de convergence inédit au sein d'une gauche du mouvement ouvrier qui, progressivement au cours des années 1970, se rassemble au sein des organisations syndicales sous l'étiquette « *Broad Left* ». Selon Gamble, l'AES n'est pas simplement une gauchisation de la social-démocratie. Il y voit un mélange de critique socialiste de l'économie politique et d'économie politique nationale hérité de Joseph Chamberlain et des social-impérialistes (*social imperialists*) du début du vingtième siècle, au sens où l'AES voit la politique extérieure comme le principal problème – alors que l'économie politique libérale appelle au contraire l'économie nationale à s'adapter aux lois du marché mondial – et où il met au cœur de son programme la protection de la capacité productive. Gamble souligne également les mesures de protection sociale défendues par les social-impérialistes, et dont le mouvement ouvrier obtient progressivement la mise en place à partir de l'entre-deux-guerres. L'analogie avec l'AES trouve cependant, nous semble-t-il, des limites assez rapidement, lorsque Gamble rappelle que l'objectif des impérialistes sociaux était de réconcilier travail et capital pour insuffler un nouvel esprit de collaboration et d'harmonie entre les classes – ce pourquoi Gamble voit dans le fascisme promu par Mosley un autre continuateur du projet social-impérialiste<sup>490</sup>.

La nécessité pour Gamble de remonter à Chamberlain pour trouver un précédent à l'AES a néanmoins l'intérêt de montrer la faiblesse de l'idée de protectionnisme dans l'histoire du mouvement ouvrier organisé britannique : les dirigeants travaillistes de la première moitié du vingtième siècle adhéraient aux principes de l'économie politique libérale, ce que le départ de Mosley tend à confirmer, et le mouvement syndical ne se prononce pas avant les années 1960 sur la question de l'ouverture internationale de l'économie britannique. L'objectif demeure pour la direction du parti travailliste d'obtenir une amélioration des

---

<sup>488</sup> C'est un aspect analysé notamment par Andrew Kilpatrick et Tony Lawson, « On the Nature of the Industrial Decline in the UK », *Cambridge Journal of Economics*, Vol. 4, No. 1 (1980), p. 85-102.

<sup>489</sup> David Currie et Ron Smith, « Economic Trends and Crisis in the UK Economy », David Currie et Ron Smith (ed), *Socialist Economic Review*, Londres, Merlin, 1981, p. 10-23.

<sup>490</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, p. 157-168.

conditions d'existence de la classe ouvrière britannique dans le cadre capitaliste libéral. La crise des années 1930 et les échecs des gouvernements travaillistes de l'entre-deux-guerres incitent certes les travaillistes à développer un programme politique de réforme de l'économie, mais ils trouvent dans le keynésianisme une théorie libérale qui envisage l'intervention du gouvernement dans l'économie nationale sans transformation de l'organisation capitaliste de la production, mais n'interfère pas dans la politique extérieure.

Une dernière influence majeure est celle de Stuart Holland, conseiller économique de Wilson dans les années 1960 et pourtant vu comme le père de l'AES dans les années 1970. Dans *The Socialist Challenge* et *Beyond Capitalist Planning*<sup>491</sup>, Holland répond directement aux thèses révisionnistes de Crosland, selon lequel la question de la propriété des moyens de production ne se pose plus parce que le pouvoir de l'État et des syndicats s'est accru depuis 1945, et surtout parce que dans l'entreprise capitaliste contemporaine la propriété – actionnaire – est désormais séparée du contrôle managérial. Holland affirme que l'internationalisation du capital et le développement du pouvoir des entreprises à un niveau méso-économique, c'est-à-dire entre le niveau macro-économique des gouvernements et le niveau micro-économique auquel les entreprises sont traditionnellement cantonnées, présente au contraire un danger majeur pour la souveraineté des gouvernements et pour les performances des économies nationales. La taille de ces entreprises et leur présence sur différents marchés nationaux les immunisent contre les politiques menées par les gouvernements, tant pour relancer que pour freiner l'activité économique. Leur caractère multinational leur permet d'échapper à l'impôt et aux politiques redistributives. Les transferts massifs de fonds entre filiales des multinationales sont susceptibles de déstabiliser le taux de change de la monnaie contre la volonté des gouvernements. Enfin, ces entreprises qui possèdent des parts de marché croissantes sont soumises à une concurrence moindre et sont faiblement productives. En situation de quasi-monopole et pouvant donc se contenter d'augmenter les prix pour accroître leurs profits, elles ne sont pas incitées à innover. Le développement des multinationales a donc le double effet de neutraliser les politiques social-démocrates keynésiennes et de dégrader la structure économique du pays<sup>492</sup>. Le rôle des multinationales a également été mis en avant par Michael Barratt Brown. Celui-ci met en avant le contrôle qu'elles exercent sur les marchés de matières premières et la recherche et l'innovation, y compris dans le domaine militaire. L'État britannique, qui a encouragé les

---

<sup>491</sup> Stuart Holland, *The Socialist Challenge*, Londres, Quartet, 1975; Stuart Holland, *Beyond Capitalist Planning*, Oxford, Blackwell, 1978.

<sup>492</sup> Noël Thompson, *op. cit.*, 2006, p. 190-196.

fusions et les acquisitions à travers l'*Industrial Reorganization Corporation*, a en fait créé un pouvoir qui a sapé la souveraineté économique nationale. En raison de leur présence sur plusieurs marchés et des possibilités offertes par cette situation en termes de contournement de l'impôt et des droits de douanes, les multinationales peuvent neutraliser les effets des politiques économiques menées par les gouvernements<sup>493</sup>. La réponse à cette situation nouvelle est d'accroître le rôle de l'État à travers des accords de planification obligatoires avec les entreprises, le contrôle des prix, une planification de l'investissement et une extension du secteur nationalisé. L'AES constitue en ce sens une remise en cause de l'acceptation par la social-démocratie keynésienne d'un large secteur privé<sup>494</sup>.

La nécessité absolue pour les partisans de l'AES est de retrouver une souveraineté économique, ce qui suppose de transformer les rapports avec l'économie mondiale. Une série de mesures sont proposées : planification des importations à travers l'établissement de quotas, contrôle des capitaux pour réduire la vulnérabilité de la livre, contrôle du taux de change de façon à ce que celui-ci soit déterminé par les besoins du commerce et de l'industrie et non par des marchés financiers, nationalisation des ressources britanniques des multinationales et des ressources des multinationales britanniques<sup>495</sup>. L'objectif est de réduire l'exposition internationale de l'économie britannique, d'abolir le rôle de la livre comme monnaie de réserve et de contrôler les activités de la *City*, toutes choses qui mettent jusqu'alors en échec les stratégies de relance et de modernisation de l'économie britannique. Pour assurer la mise en œuvre de ces mesures, une démocratisation de l'État britannique apparaît nécessaire aux partisans de l'AES, depuis l'abolition de la chambre des Lords à la refonte de la haute fonction publique, la suppression des prestataires privés dans le domaine de l'éducation et de la santé et la transparence accrue des médias et des pratiques gouvernementales<sup>496</sup>.

---

<sup>493</sup> Michael Barratt Brown, *From Labourism to Socialism: A Political Economy for Labour in the 1970s*, Nottingham, Spokesman, 1972, p. 55. Une autre conséquence de l'analyse des multinationales comme pouvoirs soustraits aux contraintes des économies nationales est la revendication d'un contrôle des travailleurs sur des décisions qui affectent leurs vies et dont ils ne veulent pas qu'elles soient prises dans des conseils d'administration à l'autre bout du globe. C'est ainsi que Ken Coates et Tony Topham poursuivent l'analyse de Barratt Brown dans leurs écrits sur l'autogestion : Ken Coates et Tony Topham, *New unionism : The Case for Workers' Control*, Londres, Peter Owen, 1972, p. 233. Ludlam souligne que l'analyse par la gauche des contraintes internationales qui pèsent sur la Grande-Bretagne se concentre sur le pouvoir des multinationales jusqu'au milieu des années 1970. Ce n'est qu'à partir de la « crise financière » du milieu des années 1970 que le rôle des marchés devient central. Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 53-61.

<sup>494</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 170.

<sup>495</sup> Cambridge Political Economy Group, *Britain's Economic Crisis*, Nottingham, Spokesman, 1974; CSE London Working Group, *The Alternative Economic Strategy: A Response by the Labour Movement to the Economic Crisis*, Londres, CSE, 1980.

<sup>496</sup> La description de l'AES fournie notamment par Gamble est anhistorique et ne tient pas compte de son élaboration progressive au tournant des années 1970 et au cours de celles-ci. Nous revenons plus loin sur son

Ce programme se fonde sur une reconnaissance de la contradiction potentielle entre l'ordre démocratique national et l'ordre international des marchés, illustré par les tournants de l'austérité de 1931 et 1966, où des gouvernements travaillistes ou à participation travailliste ont dû prendre des mesures d'austérité ou infléchir leur programme économique sous la pression des investisseurs. Dans le contexte spécifique de l'après-guerre, il s'agit également d'une reconnaissance des contradictions entre social-démocratie et capitalisme : l'accumulation du profit capitaliste est entravée, ou du moins ralentie, par les politiques social-démocrates reposant sur un État social élargi et des droits syndicaux étendus. Dans une période de faible croissance, on peut s'attendre à des tentatives capitalistes pour réduire les dépenses publiques et limiter les possibilités d'action des syndicats<sup>497</sup>. Dans ces conditions, la position social-démocrate de l'immédiat après-guerre n'est plus tenable selon les partisans de l'AES. Face à la menace de restructuration capitaliste violente de l'ordre socio-économique, une transition irréversible vers le socialisme doit être engagée. C'est pourquoi aussi l'AES accompagne les mesures économiques qu'elle promeut d'une vision démocratique de l'ordre socio-politique : accroissement des droits civiques, politiques et sociaux, encouragement à la participation et à la gestion non seulement du gouvernement mais aussi de toutes les institutions publiques. La participation collective à la vie démocratique en tant que citoyen est estimée plus satisfaisante politiquement et moralement que la défense, en tant qu'individu, de ses intérêts privés sur le marché.

Pour les critiques de l'AES dans la droite du mouvement ouvrier, c'est précisément la radicalité de ces mesures qui les rend inenvisageables. Les quotas ne manqueraient pas de déclencher des mesures de rétorsion de la part des compétiteurs. En attendant la restructuration de l'appareil productif, la Grande-Bretagne souffrirait d'une pénurie qui affaiblirait le soutien populaire à ce programme. La sortie de l'alliance occidentale susciterait l'opposition de l'État-major britannique. Enfin, les réformes institutionnelles se heurteraient aux velléités de la haute fonction publique, des magistrats, des entreprises et des médias. Il s'agit d'obstacles décisifs qu'une simple victoire électorale des travaillistes ne suffirait pas à renverser. Pour les critiques de droite de l'AES, les conditions sociales et économiques de sa réalisation ne sont pas réalisées en l'absence d'un mouvement de masse. C'est une critique légitime, mais qui tombe à plat selon les partisans les plus radicaux de l'AES, puisque la mise en œuvre de celle-ci vise précisément à polariser l'opposition de classe et créer les conditions

---

adoption par le mouvement ouvrier et son développement dans le contexte de l'évolution de la situation économique de la Grande-Bretagne.

<sup>497</sup> Andrew Glyn et Bob Sutcliffe, *British Capitalism, Workers and the Profits Squeeze*, Harmondsworth, Penguin, 1972.



d'un mouvement de masse en faveur d'une transformation radicale de la société britannique<sup>498</sup>. L'AES a cependant aussi des critiques de gauche au sein du mouvement ouvrier, qui doutent tout autant d'une stratégie qui prend pour point de départ une victoire électorale : en l'absence d'un mouvement de masse radicalisé, une tentative de transition vers le socialisme dans le cadre de l'État bourgeois capitaliste et de l'économie capitaliste mondialisée sera amenée à la capitulation soit face aux investisseurs comme les précédents gouvernements travaillistes, soit face aux forces combinées des capitalistes et de l'appareil d'État, comme le gouvernement chilien d'Allende en 1973<sup>499</sup>.

### 2.2.5 La nouvelle orthodoxie économique

Le libéralisme n'est pas une chose nouvelle dans la Grande-Bretagne des années 1970. On a souligné plus haut le maintien d'une orientation internationale de l'économie par les gouvernements britanniques depuis le milieu du dix-neuvième siècle, et la persévérance dans l'orthodoxie y compris au prix de politiques antisociales d'une grande violence après la crise de 1929. Même pendant la période de domination keynésienne des années 1950, l'attachement au libre échange demeure suffisamment fort au sein du Trésor britannique pour que celui-ci envisage dans le cadre de l'opération *Robot* la mise en place d'un mécanisme visant à soumettre les décisions du gouvernement aux nécessités de l'orthodoxie financière et monétaire<sup>500</sup>. Les années 1970 sont cependant marquées par l'émergence d'un libéralisme de lutte, le néo-libéralisme. Celui-ci, organisé au niveau international dans des *think tanks* qui rassemblent universitaires, hauts fonctionnaires et hommes politiques, se diffuse progressivement dans les institutions financières internationales et dans le débat national britannique, exerçant une contrainte croissante dans la seconde moitié des années 1970 sur le gouvernement travailliste.

Selon David Harvey, il est possible d'interpréter le projet néo-libéral de deux manières différentes. Si l'on se fonde sur les écrits de ses promoteurs, alors on peut y voir la mise en pratique d'un projet utopique visant à réorganiser le capitalisme. Si l'on se fonde sur une histoire des rapports de classe après la Seconde Guerre mondiale, alors il est plus pertinent d'y voir un projet politique de restauration du pouvoir des élites économiques. Harvey prend clairement partie pour la deuxième option. Il estime que la mise en œuvre du programme dans

---

<sup>498</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, p. 182-184.

<sup>499</sup> Andrew Glyn et John Harrison, *The British Economic Disaster*, Londres, Pluto, 1980.

<sup>500</sup> L'opération Robot est cependant annulée par le gouvernement conservateur de Harold Macmillan. Samuel Brittan, *Steering the Economy*, Harmondsworth, Penguin, 1969, 1971, p. 195-200; Andrew Gamble, *Britain in Decline: Economic Policy, Political Strategy and the British State*, Londres, Macmillan, 1981, 1994, p. 144.

les années 1970 résulte de l'accroissement de la menace économique qui pesait sur les classes dirigeantes. Autant une distribution plus équitable des richesses produites était acceptable aux classes supérieures dans le contexte de croissance rapide de l'après-guerre, autant celle-ci devient intolérable dans un contexte de baisse des taux d'intérêts et des profits. Le résultat observable des trois décennies de politiques néo-libérales pointe selon Harvey dans la même direction. Sur le plan comptable de l'accumulation globale de capital, le néo-libéralisme n'a pas été particulièrement efficace, ou du moins pas plus que d'autres programmes de gestion du capitalisme. Il a en revanche réussi dans la redistribution des richesses produites en faveur des plus riches, et a même réussi à créer des élites économiques dans des pays comme la Russie ou la Chine. Par rapport à cette logique de restauration du pouvoir de la classe dominante, les théories néo-libérales ont constitué selon Harvey un simple système de justification et de légitimation<sup>501</sup>. Nous ne partageons pas cette analyse. Comme nous l'indiquons en introduction en référence à l'article d'Emmanuel Renault<sup>502</sup>, il nous semble utile de comprendre l'idéologie tout autant comme une description du monde social visant à orienter cognitivement les comportements des acteurs que comme une simple légitimation *a posteriori*, ce qui produit une division inutile entre l'action et le discours. L'affirmation de Harvey nous semble même en contradiction avec l'argumentation qu'il déploie par la suite, et qui insiste sur le long processus de construction du consentement des populations, dans lequel la mobilisation des idées économiques a joué un rôle décisif.<sup>503</sup>

### **2.2.5.1 La désintégration du système de Bretton Woods**

Après la Seconde Guerre mondiale, l'économie britannique connaît un processus d'internationalisation progressive, qui s'accélère avec l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE en 1973. Cette intégration au marché continental européen confirme la tendance au remplacement des pays du *Commonwealth* par ceux d'Europe continentale comme partenaires commerciaux privilégiés dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette réorientation, accentuée à partir de 1973, s'accompagne d'une croissance des échanges commerciaux à l'échelle mondiale. Si l'on y ajoute la place traditionnelle de la *City* dans les échanges

---

<sup>501</sup> David Harvey, *op. cit.*, 2005, p. 15, 19.

<sup>502</sup> Emmanuel Renault, *op. cit.*, 2008, p. 80-95.

<sup>503</sup> « [T]he neoliberal revolution usually attributed to Thatcher and Reagan after 1979 had to be accomplished by democratic means. For a shift of this magnitude to occur required the prior construction of political consent across a sufficiently large spectrum of the population to win elections. What Gramsci calls 'common sense' (defined as 'the sense held in common') typically grounds consent. Common sense is constructed out of long-standing practices of cultural socialization often rooted deep in regional or national traditions. It is not the same as the 'good sense' that can be constructed out of critical engagement with the issues of the day. Common sense can, therefore, be profoundly misleading, obfuscating or disguising real problems under cultural prejudices. » David Harvey, *op. cit.*, 2005, p. 39

financiers internationaux et l'internationalisation des entreprises britanniques, dont les plus grandes sont devenues dans les années 1970 des multinationales, le gouvernement britannique doit désormais prendre ses décisions en matière économique sous le contrôle des décideurs et des financiers internationaux.

Une caractéristique majeure de la période sur le plan économique et monétaire est la fin de la stabilité monétaire. Jusqu'à la fin des années 1960, le système monétaire des pays industrialisés occidentaux repose sur les accords de Bretton Woods conclus en 1944 entre les Alliés. Le principe fondamental de ceux-ci est la quasi-stabilité des taux de change des monnaies autour d'une monnaie de référence, le dollar américain rattaché à l'or. Sous la pression du déficit croissant de la balance des paiements américaine au cours des années 1960, et de l'affaiblissement des réserves d'or américaines à cause du phénomène des eurodollars<sup>504</sup>, les États-Unis commencent à détacher le dollar de l'or en 1968, puis suspendent la conversion en 1971. Le flottement des taux de change met certes fin aux problèmes récurrents de balance des paiements qui paralysaient la politique économique des gouvernements britanniques dans les années 1960, lorsque les gouvernements poursuivaient une politique de « *stop-go* » pour maintenir un taux de conversion stable avec le dollar. Mais le cours du change d'une monnaie est désormais fixé par les spéculateurs, ce qui provoque des fluctuations rapides. Ces fluctuations du taux de change influent sur les prix des importations et des exportations, et donc sur la balance commerciale et la compétitivité des entreprises britanniques. Les performances de l'économie britannique dépendent de la position de la livre sterling sur le marché des changes<sup>505</sup>. Les gouvernements doivent s'assurer la « confiance des marchés » pour que la livre sterling conserve un niveau stable, et donc mener leurs politiques économiques, fiscales et monétaires sous l'œil vigilant des investisseurs.

Selon Andrew Gamble, la désintégration du système monétaire fondé sur la fixité des taux de change qui prévalait depuis 1945 est l'élément décisif dans la remise en cause de la gestion dite keynésienne des économies, qui postulait une relative stabilité monétaire extérieure pour pouvoir jouer efficacement sur la demande intérieure. Dans le système de Bretton Woods, les dévaluations monétaires demeurent exceptionnelles. Une fois celui-ci disparu, les gouvernements peuvent désormais espérer jouer sur le taux de change pour

---

<sup>504</sup> Les Eurodollars sont des dollars américains détenus dans une banque en dehors des États-Unis. Apparus en 1958, ils deviennent un facteur de multiplication monétaire dans les années 1960 lorsque les banques multiplient les prêts en dollar. Un marché des eurodollars apparaît, parallèle au marché intérieur américain, mais qui exerce des contraintes fortes sur la politique monétaire de la réserve fédérale américaine. Voir Paul Bairoch, *op. cit.*, 1997, p. 159.

<sup>505</sup> Nick Gardner, *op. cit.*, 1987, p. 50-1.

relancer leur économie par une dévaluation compétitive. L'année 1972-1973 est marquée dans l'ensemble des pays industrialisés occidentaux par des politiques de relance et de création de monnaie, qui donnent une orientation inflationniste à l'économie. L'explosion des prix du pétrole à la fin de l'année 1973 a dès lors un double impact : un accroissement de l'inflation en même temps qu'une entrée en récession globalisée. Pour empêcher un effondrement de l'économie, le FMI en vient à défendre une politique d'orthodoxie financière pour satisfaire les investisseurs qui détiennent désormais les clés du taux de change. Si l'impact des théories monétaristes sur le FMI a souvent été souligné, Andrew Gamble insiste quant à lui surtout sur la façon dont leur mise en œuvre par le FMI a renforcé le consensus international émergent sur la nouvelle orthodoxie économique<sup>506</sup>.

### **2.2.5.2 La transformation du FMI**

Hickson attribue l'évolution de la politique du FMI entre 1974 et 1976, caractérisée par un abandon des politiques de relance et un durcissement des conditions de prêt à la Grande-Bretagne à la fois à la logique du principe de conditionnalité assorti aux prêts consentis par le FMI, et à l'influence des pays en voie de développement et des États-Unis. Ce sont en effet les États-Unis, principaux contributeurs au Fonds et donc détenteurs du plus grand nombre de voix, qui imposent dès 1947 que des conditions soient attachées aux prêts consentis par le FMI, conditions rendues obligatoires en 1952. Cette « conditionnalité » se présente sous la forme de « tranches de crédit », la première tranche correspondant à la contribution du pays membre, et chaque tranche supplémentaire correspondant à 25% de cette contribution. En 1967, après la dévaluation de la livre, la Grande-Bretagne sollicite un crédit de 1,4 milliards de dollars, c'est-à-dire un crédit de la quatrième tranche, qui aurait dû être lié à des conditions strictes de remboursement et d'ajustement des politiques publiques. La non-imposition à la Grande-Bretagne de règles strictement appliquées aux pays en développement suscite une forte contestation de la part des représentants de ces derniers, si bien qu'en 1968 le FMI est contraint de réviser ses règles de prêt : les règles s'appliqueraient de manière indiscriminée à tous les pays sollicitant un prêt ; les pays emprunteurs devraient consulter le FMI pendant toute la période du prêt et accepter la surveillance de leurs politiques publiques par une délégation du FMI ; enfin, le prêt ne serait pas accordé en entier d'un coup, mais en plusieurs phases, chacune soumise au respect de certains critères. Hickson souligne aussi, prenant appui sur les travaux de Lash et Urry, de Britton et de De Vris, que la rigueur avec laquelle le FMI gère les prêts accordés à la Grande-Bretagne en 1976 doit aussi être comprise

---

<sup>506</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1988, p. 39-41.

dans le contexte de la libéralisation du marché des changes. Le FMI avait en effet été créé en 1944 pour stabiliser le système de taux fixes élaboré à Bretton Woods. Dans la situation nouvelle qui résulte de la désintégration du système de Bretton Woods, le FMI perd une de ses principales raisons d’être, et le contrôle des prêts accordés aux pays membres devient sa principale mission et le critère de sa légitimité<sup>507</sup>.

Hickson retrace également l’abandon progressif par le FMI des politiques de relance de type keynésien. Lorsque l’augmentation du prix du baril de pétrole provoque des problèmes de balance des paiements en série pendant l’hiver 1973-1974, la direction du FMI et notamment son directeur général Johannes Witteveen rejette tout d’abord les politiques de repli – déflation, restriction des importations, dévaluation de la monnaie – parce qu’il craint qu’elles n’aggravent la crise. Bien au contraire, le FMI encourage les politiques de relance en mettant à disposition des pays membres en difficulté des crédits spéciaux dits « *oil facilities* » pour leur permettre de faire face à des problèmes de balance des paiements, nouveaux crédits qui seraient financés grâce à des contributions des pays exportateurs de pétrole aux balances des paiements excédentaires. Non sans difficulté, la direction du FMI obtient la création de ces crédits spéciaux, auxquels pas moins de trente-huit pays font appel dès leur première année d’existence<sup>508</sup>. Lors de deux nouvelles réunions des ministres des finances en septembre et en novembre 1974, la direction du FMI et plusieurs pays développés – Grande-Bretagne, France, Italie – sont de nouveau d’accord pour renouveler ce dispositif, dont le Chancelier britannique Denis Healey propose même la pérennisation<sup>509</sup>. Les États-Unis et l’Allemagne sont en revanche hostiles à ces dispositifs de crédits pétroliers. Hickson suggère qu’il y a un décalage entre le gouvernement britannique, dont la priorité demeure la lutte contre le chômage, et le FMI et les États-Unis qui ont déjà amorcés une transition du keynésianisme au monétarisme. Lors des réunions du FMI de l’automne 1974, le secrétaire du trésor américain William Simon s’oppose à l’extension du système des crédits pétroliers et défend un programme de rigueur fiscale et monétaire. Il dénonce une mesure dont il estime qu’elle revient à une acceptation de l’augmentation du prix du baril de pétrole, politiquement défaitiste pour les pays développés, et qu’elle isole artificiellement la part de la dette nationale provoquée par l’augmentation des cours du pétrole. Il préfère encourager les emprunts auprès

---

<sup>507</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 60-62; Scott Lash et John Urry, *The End of Organized Capitalism*, Cambridge, Polity, 1987; Andrew Britton, *Macroeconomic Policy in Britain 1974-1987*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 123-131; Margaret De Vries, *The International Monetary Fund and Deficit Countries: 1972-1978*, Washington DC, International Monetary Fund, 1985.

<sup>508</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 63.

<sup>509</sup> Mark Harmon, *The British Labour Government and the 1976 IMF Crisis*, Londres, Macmillan, 1997, p. 65-71.

de banques privées plutôt qu'auprès de gouvernements, et propose la création d'un Fonds spécial, le *Financial Support Fund* qui serait un dernier recours pour les gouvernements et serait soumis à des conditions d'application très strictes.

Les États-Unis sont soutenus en 1973-1974 dans cette orientation rigoriste par Helmut Schmidt, le ministre allemand des finances qui estime que les crédits accordés par le FMI aux pays qui éprouvent des problèmes de balance des paiements sont dangereux en ce qu'ils risquent d'avoir un effet inflationniste en augmentant la quantité de monnaie en circulation et en ce qu'ils retardent la mise en œuvre de programmes de réduction de la dette extérieure des pays, solution économique temporaire qui doit être mise en œuvre en attendant la baisse des cours du pétrole. Le remplacement d'Helmut Schmidt à l'automne 1974 par Hans Apel, plus réceptif aux arguments britanniques, explique que les Allemands ne s'opposent pas véritablement au renouvellement des crédits pétroliers. Selon Hickson, qui suit en cela les analyses de Margaret De Vries et de Mark Harmon, les États-Unis exercent en revanche, en tant que principal contributeur du Fonds, une pression très forte sur le FMI, jusqu'à obtenir un changement de la position de son directeur général. En 1976, lors de la conférence annuelle du FMI, Johannes Witteveen affirme ainsi que les déficits ne sont pas dûs seulement au contexte international d'augmentation du prix du baril de pétrole, mais également aux politiques économiques menées par les gouvernements nationaux, et qu'il est nécessaire de mettre en œuvre rapidement des politiques d'ajustement<sup>510</sup>. L'orthodoxie budgétaire et la réduction de la dépense publique sont devenues la ligne économique du FMI.

### ***2.2.5.3 Les fondements intellectuels du programme néo-libéral***

On a déjà souligné que l'appellation « néo-libéralisme » est avant tout un terme de dénonciation, de disqualification face à un retour du libéralisme combattant qui semblait avoir perdu durablement de son crédit au milieu du vingtième siècle. À la différence de doctrines comme le libéralisme, le conservatisme, le socialisme ou le communisme, aucun mouvement politique ou intellectuel ne s'est revendiqué de cette appellation au moment supposé de son émergence dans les années 1970. Le « néo-libéralisme » est donc une catégorie scientifique qui rassemble un ensemble de groupes, partis, intellectuels qui partagent une hostilité à l'égard du mouvement ouvrier et du programme collectiviste dont il est porteur, et se croisent ou s'allient au sein d'organisations politiques ou intellectuelles nationales ou internationales, mais peuvent différer dans leurs analyses et les solutions qu'ils proposent. Il est donc possible

---

<sup>510</sup> Margaret De Vries, *op. cit.*, p. 336-339 ; Mark Harmon, *op. cit.*, p. 71-75, 121-129.

de présenter les fondements intellectuels du programme néo-libéral, à condition de ne pas les penser comme un édifice théorique unifié, quand bien même ils auraient donné lieu à des politiques convergentes dans les pays où des programmes qu'il est possible de qualifier de néo-libéraux ont été mis en œuvre.

Le pourfendeur du collectivisme qui a bénéficié de la plus grande audience dans l'après-guerre est Friedrich Hayek. Son œuvre constitue une défense du marché, présenté non pas tant comme le meilleur système de distribution de ressources, que comme le moins mauvais modèle économique. Il dénonce l'illusion rationaliste d'un État représentant de l'intérêt général, pour y voir un outil de distribution des ressources publiques au profit de groupes d'intérêts, et en premier lieu l'État lui-même. Seul le marché, par l'origine spontanée que lui attribue Hayek, est capable d'agir véritablement dans le sens de l'intérêt général<sup>511</sup>. Seul le marché est en effet en mesure de s'adapter à l'évolution des goûts et besoins des consommateurs, grâce au mécanisme de l'offre et de la demande basé sur la libre circulation de l'information. Dans une société caractérisée par la démultiplication des échanges, toute tentative de rationalisation et de centralisation de cette information, à travers l'intervention étatique par exemple, est vaine. Les dysfonctionnements du marché sont principalement explicables par des obstacles dressés à son bon fonctionnement. Les deux principaux obstacles sont l'État, dont les tendances à l'intervention et à la planification doivent être restreintes, et les syndicats, dont l'action a un effet déformant sur le mécanisme de détermination des salaires<sup>512</sup>.

Un deuxième pilier de la critique de l'économie mixte keynésienne d'après-guerre est la théorie monétariste développée notamment par Milton Friedman. Friedman considère que Keynes a sous-estimé le rôle de la politique monétaire dans l'économie, à partir d'une analyse erronée de la crise de 1929, que Friedman attribue à une mauvaise gestion monétaire de la réserve fédérale américaine. L'idée centrale de Friedman, dont il ne semble pas nécessaire de détailler l'argumentaire scientifique, est que l'augmentation de la masse monétaire est cause d'inflation, et que donc une augmentation du déficit public a des conséquences inflationnistes. Plusieurs commentateurs ont affirmé qu'il était possible de déconnecter les analyses économiques de Friedman de ses prises de position politiques ouvertement conservatrices et néo-libérales. Dennis Kavanagh tout comme Hoover et Plant estiment que la thèse

---

<sup>511</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 176-177; Kenneth Hoover et Raymond Plant, *Conservative Capitalism in Britain and the United States: A Critical Appraisal*, Londres, Routledge, 1989, p. 60-70.

<sup>512</sup> Norman Barry, *The New Right*, Londres, Croom Helm, 1987, p. 30-40; Friedrich Hayek, *1980s Unemployment and the Unions*, Londres, Institute of Economic Affairs, 1980.

monétariste est neutre politiquement, dans la mesure où elle condamne spécifiquement la possibilité de financer la relance par le déficit public, mais ne dit rien quant aux dépenses publiques de manière générale, tant qu'elles sont financées autrement. Dans de telles conditions, il serait possible d'y voir un simple outil technique<sup>513</sup>. Hickson affirme en revanche qu'il est nécessaire de resituer la théorie monétariste comme élément clé de la doctrine économique libérale. La thèse du « taux naturel de chômage » lui semble tout aussi déterminante que celle de la masse monétaire. Cette thèse, qui remet en cause la croyance des économistes keynésiens dans la possibilité d'équilibrer chômage et inflation, constitue une attaque contre la politique de plein emploi poursuivie par les gouvernements depuis l'après-guerre. Pour Friedman, la seule possibilité politique d'agir dans le sens d'une réduction du taux naturel de chômage est de réduire les obstacles au fonctionnement libre du marché de l'emploi, c'est-à-dire de démanteler les dispositifs ou législation mettant en place un salaire minimum et les organisations collectives de travailleurs. Cet attachement au fonctionnement libre des marchés, qui constitue la croyance centrale du libéralisme économique, se retrouve dans l'attitude des principaux monétaristes américains et britanniques à l'égard de l'État<sup>514</sup>.

La défense des marchés menée par Hayek et Friedman dans les domaines politique et économique constitue les deux principaux piliers idéologiques du libéralisme économique qui se développe dans les années 1960 et 1970. Il est cependant utile de mentionner deux autres séries de travaux qui, bien qu'ils ne fassent pas aujourd'hui partie du canon néo-libéral, ont eu au moins autant d'influence sur les responsables politiques et économiques britanniques dans les années 1970 que la critique hayekienne du collectivisme et la critique friedmanienne des politiques de relance keynésiennes. La théorie de l'offre (*supply side theory*) a été principalement popularisée par Arthur Laffer. Une première thèse de la théorie de l'offre concerne le rapport entre l'imposition et les incitations à travailler. Laffer affirme que, au-delà d'un certain point, les incitations deviennent inversement proportionnelles au taux d'imposition, ce qui produit à terme une réduction des revenus de l'imposition. Il en conclut que des réductions d'impôts pour les bénéficiaires de revenus élevés contribuent à accroître la production, et bénéficient ultimement aux personnes moins favorisées. Ensuite, la théorie de l'offre attribue les difficultés de l'économie britannique non pas à des problèmes de marché intérieur – à la différence des politiques keynésiennes qui jouent principalement sur la demande – mais à des problèmes du côté de la production. Pour les théoriciens libéraux de

---

<sup>513</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 178-180; Kenneth Hoover et Raymond Plant, *op. cit.*, p. 26-28; Dennis Kavanagh, *op. cit.*, 1987, p. 79.

<sup>514</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 180-184; Tim Congdon, *Monetarism: An Essay in Definition*, Londres, Centre for Policy Studies, 1978, p. 75-83.



l'économie de l'offre, ces problèmes résident principalement dans les obstacles mis au bon fonctionnement du marché du travail, sous la forme à la fois de l'organisation collective des travailleurs dans des syndicats et de l'existence d'allocations chômage qui rendent l'exercice d'un travail moins attractif<sup>515</sup>.

Une autre théorie centrale aux débats économiques des années 1970 est la théorie de l'étouffement (*crowding-out theory*), qui met en cause la croissance du secteur public dans les difficultés de l'économie britannique. Il existe deux variantes de cet effet d'éviction. L'éviction financière fait référence aux emprunts effectués par le gouvernement auprès d'institutions financières privées, qui réduisent les possibilités de financement pour le secteur privé productif en raison de la plus grande attractivité des investissements dans le secteur public, qui présente de meilleures garanties de retour sur investissement<sup>516</sup>. L'éviction physique est l'idée que la croissance du secteur public se fait au détriment des ressources du secteur privé, notamment en termes de main-d'œuvre. Selon les promoteurs les plus célèbres de cette thèse, Robert Bacon et William Eltis, le déclin économique relatif de la Grande-Bretagne depuis la fin des années 1950 s'explique par l'étouffement du secteur privé productif, créateur de richesse, par un secteur public improductif en extension continue. Il est donc nécessaire, selon ces deux auteurs, de réduire à la fois les dépenses publiques et l'imposition pour libérer des ressources pour le secteur privé productif<sup>517</sup>. Le caractère productif ou pas des secteurs est en fait indexé sur leur caractère marchand. De ce point de vue, ce ne sont pas tant les entreprises nationales qui sont visées par Bacon et Eltis que les services publics. Cette thèse est popularisée au milieu de la décennie lorsque, avant même la parution de leur ouvrage en 1976, les travaux de Bacon et Eltis font l'objet d'une série de publications dans les pages du *Sunday Times*<sup>518</sup>.

À l'issue de ce parcours des théories qui ont informé les réflexions et projets des contestataires de droite des politiques keynésiennes et de l'économie mixte, on voit apparaître un certain nombre de principes qui convergent sous la forme d'une nouvelle orthodoxie néolibérale : la rigueur financière et monétaire tout d'abord, le rétablissement d'un climat favorable à l'entreprise ensuite, la réduction de la dépense publique enfin<sup>519</sup>.

---

<sup>515</sup> Victor Canto, Douglas Joines et Arthur Laffer, *Foundations of Supply-Side Economics: Theory and Evidence*, New York, Academic Press, 1983, 1-24; Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 183-185.

<sup>516</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 185-186.

<sup>517</sup> Robert Bacon et Walter Eltis, *Britain's Economic Problem : Too Few Producers*, Londres, Macmillan, 1976.

<sup>518</sup> Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 43.

<sup>519</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1988, p. 39-51.

### 2.2.5.4 *La diffusion de la nouvelle orthodoxie*

Le moment fondateur du projet néo-libéral est probablement la réunion en 1947 au Mont Pèlerin en Suisse d'un groupe d'intellectuels autour de Friedrich von Hayek. La déclaration d'intention constitue à la fois un appel à la résistance contre les menaces que l'extension du soviétisme fait peser sur la liberté dont jouit l'« homme occidental », et une réaffirmation de la propriété privée et des mécanismes concurrentiels comme piliers de cette liberté<sup>520</sup>. Ce groupe se constitue à l'issue de cette réunion en société du Mont Pèlerin, qui organise à partir de 1947, et grâce au soutien financier de mécènes et d'organisations patronales, des réunions régulières rassemblant les intellectuels acquis à la cause hayekienne. L'organisation internationale des néo-libéraux est répliquée au niveau national britannique par une série de *think tanks*. Le plus ancien est l'*Institute of Economic Affairs* (IEA), fondé en 1955 par Anthony Fisher, un entrepreneur disciple de Hayek dont il partage les inquiétudes face à ce qu'il regarde comme la montée du collectivisme. Rapidement, les deux principaux animateurs de l'IEA sont Ralph Harris et Arthur Seldon. L'activité principale de l'IEA est l'organisation de séminaires à destination des universitaires, des journalistes et des hauts fonctionnaires, et la publication de rapports qui visent à étendre plus encore l'audience de l'IEA. Même s'il n'a pas d'impact sur la direction du parti conservateur avant les années 1970, le travail intellectuel de l'IEA influence la pensée de l'aile droite du parti, notamment Enoch Powell, Keith Joseph, Angus Maude et Geoffrey Howe. À partir de 1969, l'IEA se fait le promoteur des thèses monétaristes, à travers des pamphlets qui en reprennent les arguments<sup>521</sup>, ou sous la plume de Friedman lui-même. Il publie ainsi en 1970 un discours de Friedman intitulé « La contre-révolution dans la théorie monétaire », dans lequel il insiste sur la

---

<sup>520</sup> « The central values of civilization are in danger. Over large stretches of the earth's surface the essential conditions of human dignity and freedom have already disappeared. In others they are under constant menace from the development of current tendencies of policy. The position of the individual and the voluntary group are progressively undermined by extensions of arbitrary power. Even that most precious possession of Western Man, freedom of thought and expression, is threatened by the spread of creeds which, claiming the privilege of tolerance when in the position of a minority, seek only to establish a position of power in which they can suppress and obliterate all views but their own. The group holds that these developments have been fostered by the growth of a view of history which denies all absolute moral standards and by the growth of theories which question the desirability of the rule of law. It holds further that they have been fostered by a decline of belief in private property and the competitive market; for without the diffused power and initiative associated with these institutions it is difficult to imagine a society in which freedom may be effectively preserved. [...] » « Statement of Aims », URL : <https://www.montpelerin.org/montpelerin/mpsGoals.html>, consulté le 24 juin 2011.

<sup>521</sup> Publié en 1969, le pamphlet d'Alan Walters en est en 1971 déjà à sa troisième édition. Alan Walters, *Money in Boom and Slump : An Empirical Enquiry into British Experience Since the 1880s*, Londres, Institute of Economic Affairs, 1969, 1971.

nécessité de contrôler strictement l'augmentation de la masse monétaire pour contenir les tendances inflationnistes<sup>522</sup>.

Le deuxième *think tank* important est le *Centre for Policy Studies* (CPS) établi en 1974 par Keith Joseph, une des figures de proue de la droite du parti conservateur, et Alfred Sherman. À la différence de l'IEA qui cherche à transformer le climat de l'opinion et modifier les paradigmes économiques, le CPS vise à formuler des politiques spécifiques susceptibles d'être reprises par le parti conservateur. Sa création apparaît nécessaire à la droite du parti non seulement pour refonder le programme du parti après la défaite électorale de 1974, mais aussi pour contourner dans cette entreprise le service recherche du parti qui, même après l'arrivée de Margaret Thatcher à la tête du parti, demeure fidèle aux orientations de Heath. Dans la deuxième moitié des années 1970, le CPS publie notamment des discours prononcés par Keith Joseph, dans lesquels il met en avant sa vision politique du « marché social » (« *social market* »), c'est-à-dire d'un système économique qui favorise le développement des valeurs de liberté et de responsabilité<sup>523</sup>. Par ordre chronologique de fondation, le troisième *think tank* central pour le développement du programme néo-libéral en Grande-Bretagne est l'*Adam Smith Institute* (ASI). Celui-ci a été fondé en 1977, avec l'aide d'Anthony Fisher de l'IEA, par d'anciens étudiants conservateurs de l'université de Saint Andrews qui ont fait leurs armes aux États-Unis au milieu des années 1970, au sein du *think tank* conservateur *Heritage Foundation* nouvellement créé. Les cibles principales de l'*Adam Smith Institute* sont l'État social, qu'il dénonce comme liberticide, et la propriété collective des moyens de production, de distribution et d'échange, pour la privatisation desquels il milite. Les analyses promues par l'*Adam Smith Institute* dans ses pamphlets sont considérées comme l'une des principales sources d'inspiration des politiques de privatisation menées par les gouvernements conservateurs dans les années 1980 et 1990.

Les *think tanks* ont joué un rôle décisif dans la circulation des idées néo-libérales, notamment entre les États-Unis et la Grande-Bretagne et auprès des cercles conservateurs. Hickson souligne ainsi la position économique libérale avancée avec une clarté et une unité inédites dans l'après-guerre par les députés conservateurs lors des débats autour des réductions budgétaires et de l'intervention du FMI à la Chambre des communes à l'automne 1976. La diffusion des idées néo-libérales s'est principalement faite par deux canaux, intellectuel et médiatique. Hickson note les liens établis entre l'IEA et le CPS d'un côté, et

---

<sup>522</sup> Milton Friedman, *The Counter-Revolution in Monetary Theory*, Londres, Institute of Economic Affairs, 1970.

<sup>523</sup> Keith Joseph, *Conditions for Fuller Employment*, Londres, Centre for Policy Studies, 1979.

certains départements universitaires de l'autre, mais c'est surtout par la presse de qualité que la nouvelle orthodoxie s'est diffusée au sein des élites<sup>524</sup>.

La presse est certes majoritairement conservatrice, mais elle demeure longtemps la voix d'un patronat qui s'est adapté au compromis social, si bien que ce n'est que progressivement que les *think tanks* néo-libéraux ont imposé leurs analyses. Dixon souligne que l'IEA a tout d'abord courtisé le *Daily Telegraph*, en raison de son influence au sein des cercles conservateurs mais aussi en raison du bon accueil réservé aux intellectuels et aux pamphlétaires de l'IEA. Arthur Selon est ainsi à la fin des années 1960 un contributeur régulier au *Daily Telegraph* et à son édition du dimanche<sup>525</sup>. L'ancrage véritable des thèses néo-libérales dans la presse conservatrice survient lorsque des journalistes économiques déjà reconnus et indépendants des *think tanks* commencent à les relayer. C'est le cas de Peter Jay, qui devient dans les années 1970 un des principaux représentants et promoteurs dans le journalisme britannique des théories néo-libérales. Dès la première moitié de la décennie, il promeut dans sa colonne du *Times* la réduction des prélèvements fiscaux et la libéralisation des échanges<sup>526</sup>. Dans la seconde moitié de la décennie, son attention se porte de plus en plus sur le rôle joué par les syndicats dans l'économie et la pression qu'ils exercent sur les gouvernements travaillistes<sup>527</sup>. Le texte qui articule tous ces éléments le plus clairement est « Englanditis », publié en 1975 dans un recueil, dirigé par le journaliste conservateur américain Emmet Tyrrell, qui dénonce les méfaits de la pensée socialiste et des gouvernements travaillistes en Grande-Bretagne<sup>528</sup>. Présentant l'image d'une Grande-Bretagne en crise, non seulement économique mais aussi sociale et politique, Jay identifie les raisons du mal britannique dans une contradiction fondamentale entre les logiques antagonistes de la démocratie et du marché. La première détruit le second au nom de la justice. En cherchant à éviter à tout prix le retour du chômage de masse, les gouvernements britanniques ont ainsi persévéré dans l'erreur keynésienne qui mine l'activité économique de la Grande-Bretagne depuis l'après-guerre, alors même que le chômage, selon Jay, résulte avant tout des imperfections du marché du travail. Parmi celles-ci, la plus significative selon Jay est le monopole sur le prix du travail exercé par les syndicats à travers leur activité de

---

<sup>524</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 188.

<sup>525</sup> Keith Dixon, *op. cit.*, 1998, p. 36.

<sup>526</sup> Peter Jay, « A case for cutting surtax », *The Times*, 26 mars 1971; Peter Jay, « World leaders urged to relax trading barriers », *The Times*, 11 avril 1973; Peter Jay, « Economic philosophy: Powerful challenge to fashionable dogmas », *The Times*, 26 avril 1973.

<sup>527</sup> Peter Jay, « Thwarting the organisation man », *The Times*, 6 mars 1975; Peter Jay, « The difficulty for Mr Healey in facing two ways », *The Times*, 4 septembre 1975; Peter Jay, « The biter bit: or the apotheosis of corporatism », *The Times*, 25 mars 1976; Peter Jay, « The pay paradox », *The Times*, 10 février 1977.

<sup>528</sup> Peter Jay, *op. cit.*, 1975, 1977, p. 176-182.

négociation collective au nom des travailleurs. En augmentant le coût du travail, il augmente à la fois l'inflation et le chômage. À un moment où les syndicats semblent invincibles et le parti conservateur dans la tourmente post-électorale, Jay n'entrevoit pas de solution. La démocratie, qui s'est enfoncée dans l'engagement en faveur du plein emploi, n'a pas les moyens de prendre les mesures nécessaires et impopulaires pour rétablir la situation économique de la Grande-Bretagne et préserver les conditions de la démocratie future.

Le deuxième journaliste central dans la diffusion des thèses néo-libérales en Grande-Bretagne est Samuel Brittan, homologue de Jay au *Financial Times*. Dans *The Role and Limits of Government*, publié en 1983, Brittan développe un argumentaire contre l'intervention gouvernementale dans l'économie assez proche de celui formulé par Jay dans « Englanditis »<sup>529</sup>. Brittan commence par balayer les explications formulées par le centre et la gauche, qu'elles aient trait aux politiques de « stop-go », à la faiblesse de l'investissement industriel, à l'orientation internationale de l'économie ou à l'absence de protection de la production manufacturière britannique, au motif que dans ces domaines la Grande-Bretagne ne se distingue pas significativement de ses compétiteurs aux performances économiques supérieures. Brittan réfute cependant aussi un certain nombre de facteurs pointés du doigt par la droite, quand bien même il convient de l'absurdité économique de la forte dépense publique, du taux élevé d'imposition, de l'intervention de l'État dans l'économie ou des politiques des revenus. Les comparaisons internationales disqualifient en effet les analyses de type *crowding out* pour lesquelles la dépense publique croissante asphyxie le secteur privé. Le fort taux d'imposition grâce auquel le gouvernement a financé cette dépense publique est certes selon Brittan contre-productif, mais étant un phénomène relativement récent il ne peut à lui seul expliquer la croissance anémique de la Grande-Bretagne sur près d'un siècle. L'intervention de l'État dans la politique industrielle ne constitue pas plus un critère discriminant au regard de l'expérience continentale. Quant aux politiques des revenus, elles se sont attaquées vainement au problème de l'inflation, mais ne pouvaient pas en venir à bout.

Les syndicats font en revanche partie du problème selon Brittan. Ce n'est pas tant leur radicalité qui pose problème, que leur poids politique. Dans une démocratie, les groupes de pression constitués comme les syndicats sont en mesure d'exercer une influence démesurée sur les politiques gouvernementales : la priorité donnée au plein emploi est une source d'inflation et le risque des nationalisations décourage l'investissement productif privé. Brittan reste cependant optimiste – il écrit en 1983 en pleine révolution thatchérienne – quant à la

---

<sup>529</sup> Samuel Brittan, *The Role and Limits of Government*, Londres, Temple Smith, 1983, p. 219-239.

capacité des forces du marché à imposer aux groupes de pressions une restructuration capitaliste de l'économie britannique. C'est donc la pression politique des syndicats sur le gouvernement britannique qui est pour Jay et Brittan au cœur du problème britannique. La restauration de la compétitivité de l'économie britannique passe donc par une flexibilité retrouvée du marché du travail.

Par-delà les seuls cas de Jay et de Brittan, on observe un ralliement progressif de toute la presse conservatrice au militantisme anti-collectiviste des *think tanks* au cours des années 1970. C'est désormais tout un ensemble de publications qui tendent à promouvoir une même orientation politique en rupture avec les politiques de compromis social, des titres du *Telegraph* à ceux du *Times*, en passant par le *Daily Mail*, le *Spectator* et *The Economist*. Au sein de ceux-ci, un groupe d'éditorialistes sont mobilisés régulièrement pour diffuser la bonne parole libérale<sup>530</sup>. Ainsi, la presse économique dénonce-t-elle le budget présenté en avril 1975 par le Chancelier travailliste Denis Healey, qu'elle estime réflationniste en raison d'une légère hausse du taux d'imposition, alors même que la gauche travailliste et des historiens comme Hickson soulignent la réduction des dépenses de l'État. *The Economist* estime qu'une politique de réflation ne peut mener à terme qu'à l'hyper-inflation, cependant que le *Wall Street Journal* attaque, dans un éditorial célèbre intitulé «Goodbye, Great Britain», un budget dont il estime qu'il étouffe fiscalement les Britanniques, qu'il ne peut mener qu'à la ruine du pays et qu'il est motivé par une obsession pour une fiscalité redistributive<sup>531</sup>.

Si les relations entre les *think tanks* et les milieux médiatiques et universitaires ont été étudiées pour montrer de manière convaincante les liens personnels, politiques et idéologiques établis entre différents acteurs, les liens des *think tanks* avec les milieux de la finance et de l'administration n'ont pas fait l'objet d'une même attention. Peut-être une influence précise des *think tanks* est-elle plus difficile à démontrer, du fait que les financiers et les fonctionnaires du Trésor ne rendent pas publiques leurs réflexions, à la différence des éditorialistes et des universitaires dont c'est précisément le métier. Ou peut-être ce lien a-t-il été postulé comme évident et non problématique en raison de la défense commune et

---

<sup>530</sup> On peut mentionner Paul Johnson, Roger Scruton, T.E. Utley, John Vaizey, George Gale ou encore Frank Johnson. Dennis Kavanagh, *op. cit.*, 2005, p. 232.

<sup>531</sup> Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, xiii-xiv. Un défenseur de la politique des gouvernements de 1974-1979 comme Jim Tomlinson a aussi insisté sur la rhétorique de la peur diffusée par la droite et la presse libérale et conservatrice: « Evidence of this panic can be found in the pages of such respectable journals as *The Economist*, which as early as March 1973 was suggesting inflation was threatening 'Latin American modes of both price inflation and societal decay'. A year later the *Banker* was suggesting that Britain faced the last chance 'for the parliamentary system to cope with Britain's economic problems'. By summer 1975 *The Economist* was suggesting that 'Britannia's dream of apocalypse is horribly close to coming true'. » Jim Tomlinson, « Economic Policy », *op. cit.*, 2004, p. 66.

traditionnelle de l'orthodoxie budgétaire par la *City* et le Trésor britannique. Les milieux financiers et les ministères ont en effet souvent été pensés ensemble en raison des liens institutionnels, structurels et personnels qui les unissent. La Banque d'Angleterre, le Trésor et le *Board of Trade* ont ainsi été vus comme les outils de la domination de la politique gouvernementale par les intérêts de la finance. L'orientation internationale de l'économie britannique, maintenue pour préserver les intérêts de la *City*, conduit à ce que le point de vue des investisseurs soit décisif dans la compréhension par les ministères des problèmes de l'économie britannique. Le libéralisme est tellement intégré aux institutions britanniques, souligne Gamble, qu'il est rarement apparu sous la forme d'une doctrine ou d'une pensée clairement articulée, à l'exception de la première moitié du dix-neuvième siècle lors de la lutte autour des *Corn Laws* et à partir des années 1960. Le reste du temps, il s'est plutôt présenté sous les traits d'une orthodoxie<sup>532</sup>. Ces liens institutionnels sont aussi des liens personnels, en raison de l'éducation commune reçue dans les institutions de formation des élites britanniques par les hauts fonctionnaires et les banquiers, et de leur fréquentation sociale et professionnelle continue. Cette collusion des hauts fonctionnaires et des financiers a même fait l'objet de pages célèbres des journaux de Richard Crossman et de Tony Benn, ainsi que de pamphlets virulents comme le texte de Michael Meacher inclus dans le volume *What Went Wrong*, où il relate des épisodes qu'il dit avoir connus lorsqu'il était secrétaire d'État à l'industrie sous Tony Benn en 1974-1975. Les ministres travaillistes de gauche ont fait part d'une opposition active, de la part des hauts fonctionnaires, à leur tentative de mettre en place les politiques voulues par le parti et le gouvernement<sup>533</sup>.

Un dernier acteur du camp conservateur pour lequel il est utile d'interroger ici la réception des idées néo-libérales est le patronat. Dixon a souligné que celui-ci avait été, probablement en raison d'une nécessité de maintenir la continuité de la production qui cohabite mal avec l'affrontement direct avec des organisations syndicales bien implantés, convaincu moins rapidement que les journalistes et les politiciens de la pertinence de l'approche néo-libérale. *Aims of Industry* produit certes un travail de propagande anti-collectiviste depuis les années 1940, mais l'organisation est minoritaire au sein d'un patronat

---

<sup>532</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, p. 129-130.

<sup>533</sup> La dénonciation par la gauche d'une conspiration des élites a prêté le flanc aux critiques dont font l'objet les théories qui prennent pour cible des forces obscures. Pierre Bourdieu nous a cependant fourni, autour des concepts d'« habitus » et d'« ethos de classe », des outils pour penser comment un consensus des élites peut exister sans qu'il soit nécessaire de postuler une coordination active de leurs décisions et de leurs opinions. Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984, p. 222-235. Plus récemment, le travail d'enquête mené par Howell Williams sur les élites britanniques a cependant contribué à donner une base empirique à la sociologie sauvage des élites à laquelle la gauche s'était livrée. Hywell Williams, *Britain's Power Elites : The Rebirth of a Ruling Class*, Londres, Constable, 2006.

où la *Confederation of British Industry* promeut plutôt une philosophie du partenariat social. Dans leur travail de conviction, les *think tanks* ciblent donc en priorité les milieux financiers<sup>534</sup>.

## 2.2.6 Le programme de la nouvelle droite thatchérienne

Le terme « *new right* » apparaît en Grande-Bretagne dès 1968 dans un pamphlet édité par la société fabienne qui se livre à une critique des thèses diffusées dans les cercles universitaires et politiques par l'*Institute of Economic Affairs*<sup>535</sup>. La formule est calquée sur le terme de « *new left* » qui désigne le renouvellement de la pensée de gauche par les courants marxistes hétérodoxes. Cette première vie de la notion de « *new right* » est cependant de courte durée, peut-être en raison de l'évolution rapide des politiques menées par le gouvernement conservateur au pouvoir entre 1970 et 1974. Le terme connaît un renouveau dans la deuxième moitié des années 1970, où apparaît également en français le terme de « nouvelle droite »<sup>536</sup>. Les acceptions sont légèrement différentes dans les deux langues, puisque la « nouvelle droite française » fait le pont entre les partis de droite et les formations d'extrême droite alors que la nouvelle droite britannique est un phénomène circonscrit au parti conservateur. Il s'agit cependant dans les deux cas de courants qui pensent la reconquête du pouvoir contre ce qui est perçu comme un consensus progressiste hérité de la Seconde Guerre mondiale, ce pourquoi nous employons directement en français le terme « nouvelle droite ». À l'inverse de la droite traditionnelle qui se pensait comme le parti naturel du gouvernement, la nouvelle droite se pense en effet comme une opposition aux élites acquises au compromis historique avec le mouvement ouvrier. On a pu caractériser cette nouvelle droite de « gramscienne », en raison de son insistance sur la bataille idéologique et culturelle nécessaire et préalable à toute prise du pouvoir. L'adjectif thatchérien rassemble, derrière la figure de Margaret Thatcher qui en devient la dirigeante incontestée en 1975, tout un courant à la droite du parti conservateur jusqu'alors peu ou pas unifié et illustré par des personnalités comme Keith Joseph, Enoch Powell ou Nicholas Ridley. Ceux-ci répondent bien à la définition de la nouvelle droite, puisqu'ils se pensent bien comme une opposition au consensus majoritaire, tant sous la forme des travaillistes devenus parti naturel de gouvernement que sous celle de la direction modérée du parti conservateur, et qu'ils mettent en place les moyens organisationnels de la lutte idéologique sous la forme de *think tanks* et de groupes de pression.

---

<sup>534</sup> Keith Dixon, *op. cit.*, 1998, p. 37-39.

<sup>535</sup> David Collard, *The New Right :A Critique*, Londres, Fabian Society, 1968.

<sup>536</sup> James Dunn, « The Language and Myths of the New Right », *New Society*, 5 mai 1977, p. 225-226 ; Thierry Pfister, « Le Nouvelle Droite d'installe », *Le Monde*, 22 juin 1979.



Par-delà cette précision méthodologique, il faut comprendre que la présentation du programme thatchérien comme une nouveauté ou à l'inverse comme un produit de la tradition conservatrice est un enjeu politique. Les thatchériens ont insisté sur la nouveauté et la radicalité de leur projet dans une logique de distinction par rapport aux échecs politiques du gouvernement Heath, et sur la rupture opérée avec les politiques de compromis prévalant depuis 1945 et accusées d'avoir mené à la ruine du pays. Les commentateurs de gauche ont également insisté sur la rupture avec ce compromis, pour disqualifier symboliquement un gouvernement conservateur droitier et violemment réactionnaire. Passé le moment de la conquête électorale, les historiens conservateurs qui abordent l'histoire du parti depuis le thatchérisme s'emploient désormais à réinscrire celui-ci dans la continuité de l'histoire du parti.

#### ***2.2.6.1 Réformisme et libéralisme au sein du parti conservateur de 1945 à 1974***

On a vu comment l'idée du consensus avait été contestée par des historiens du parti conservateur. David Willetts a pareillement souligné la persistance d'une tradition anti-collectiviste au sein du parti, même aux grandes heures du consensus de l'après-guerre voire précisément contre celui-ci. Willetts part du constat, opéré par les conservateurs eux-mêmes après l'élection de 1945, d'une défaite due à une décrépitude de leur organisation sur le terrain et à leur retrait sur le domaine des idées, où ils demeurent associés aux politiques d'austérité des années 1930 quand le parti travailliste promet un avenir confiant<sup>537</sup>. Willetts insiste sur la rénovation organisationnelle opérée par Butler sur le plan des moyens d'analyse politique, et par Lord Woolton, le nouveau président du parti, en ce qui concerne les moyens de communication et le recrutement d'adhérents. Il souligne cependant, contre une histoire qui insiste avant tout sur le réformisme de Butler, Eden et Macmillan, la façon dont la droite libérale se remobilise sur la base d'une dénonciation du collectivisme et de ses périls. Il en veut pour preuve la publication à grand frais, dès la campagne de 1945, de versions abrégées de *La route de la servitude* de Friedrich Hayek, parue l'année précédente et dont Churchill reprend certains accents dans ses attaques contre les travaillistes. C'est à cet anti-collectivisme militant que le thatchérien Willetts attribue la restauration de la force électorale du parti entre 1945 et 1951. Willetts souligne, concernant la sociologie des députés conservateurs, le reflux des industriels des grandes villes du Nord au profit des entrepreneurs du Sud-Est à partir de 1945, dans lequel il voit l'abandon définitif du protectionnisme par le parti au profit du libre-

---

<sup>537</sup> Labour Party, *Let Us Face the Future*, Londres, Labour Party, 1945.

échange. Comme Kandiah, Willetts propose donc une relecture anti-collectiviste de l'épisode censé marquer l'émergence d'un nouveau conservatisme de consensus, à savoir la publication de l'*Industrial Charter*. Tout en mettant en évidence la résistance du parti à un document imposé par les éléments de gauche en son sein, Willetts distingue le keynésianisme accepté par le document du socialisme autoritaire promu par les travaillistes. L'*Industrial Charter* est selon Willetts le document qui fait du parti conservateur le parti de la liberté contre le dirigisme socialiste. Alors que les Britanniques souffrent de l'austérité, les conservateurs orientent leur message contre le rationnement en destination des ménagères<sup>538</sup>.

Les périodes de pouvoir travailliste constituent les moments clés de la remobilisation de la droite du parti conservateur. C'est ce que Willetts défend pour la période 1945-1951, c'est également ce qui a été affirmé de manière plus consensuelle en ce qui concerne la période 1964-1970. La politique libérale sur le plan des mœurs du gouvernement travailliste, qui sous la houlette du ministre de l'intérieur de Roy Jenkins abolit la peine de mort, réduit la censure et dépénalise l'homosexualité, redynamise la base militante conservatrice. En 1965, Mary Whitehouse fonde ainsi la *National Viewers' and Listeners' Association* pour protester contre la dégradation de la moralité publique illustrée par le contenu des programmes télévisuels et radiophoniques. Cette période est cependant surtout marquée par la jonction du néo-conservatisme et du néo-libéralisme qu'opère Enoch Powell. Si celui-ci est marginalisé dans le parti conservateur des années 1950 en raison de sa défense du libéralisme, il gagne en audience lorsque dans les années 1960 il produit une critique plus complète de la social-démocratie, combinant la dénonciation libérale de l'extension de l'État social et la condamnation nationaliste de l'immigration et de l'aspiration à rejoindre la CEE<sup>539</sup>. Surtout, Powell inaugure un nouveau style politique, fondé sur l'appel hyperbolique à la nation et à l'homme de la rue, en rupture avec la modération élitaine de rigueur dans la direction du parti conservateur. Gamble y voit un point de rupture dans l'histoire du conservatisme de l'après-guerre ; au conservatisme qui faisait la course à la modernisation et à la prospérité avec les travaillistes, succède progressivement un conservatisme de rupture qui exalte les valeurs traditionnelles<sup>540</sup>.

De même que nous avons noté des façons radicalement différentes d'interpréter la période 1945-1951, de même on observe un contraste marqué entre les analyses de gauche et

---

<sup>538</sup> David Willetts, *op. cit.*, 2005, p. 169-191.

<sup>539</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, p. 141-142; Voir aussi Douglas Schoen, *Enoch Powell and the Powellites*, Londres, Macmillan, 1977.

<sup>540</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1988, p. 70-71.

de droite quant à la compréhension de la période d'opposition 1964-1970. Pour des commentateurs de gauche comme Gamble, non seulement l'épisode powellien est significatif, mais le parti conservateur en vient à la fin des années 1960 à se positionner contre le consensus de 1945, sous la pression de la droite du parti qui a retrouvé de la voix depuis la défaite de 1964 et face à l'échec patent de la stratégie de modernisation travailliste. Gamble en veut pour preuve la stratégie de désengagement de l'État présentée par Heath en 1970 lors de la conférence de Selsdon, où il promet une suppression des outils d'intervention dans l'économie que les travaillistes s'étaient donnés, et la rationalisation de l'industrie par la mise en concurrence des entreprises britanniques avec la compétition européenne au sein de la CEE.

Pour les commentateurs majoritairement conservateurs du volume dirigé par Stuart Ball et Anthony Seldon, la période d'opposition sous Heath est au contraire marquée par l'absence de développement d'un programme économique clair, et le refus de sortir des limites fixées par le consensus de 1945. La direction conservatrice de l'époque est dominée selon Mark Garnett par la tendance « technocratique » au sein du parti, illustrée par David Howell qui dirige le *Conservative Political Centre* de 1964 et 1966. Celui-ci, en charge du programme électoral de 1966, est incapable de prendre en charge les angoisses de l'électorat naturel du parti conservateur face à la société permissive. Le déclassement de Powell en est l'illustration. Les conservateurs sont bien trop occupés selon Garnett à faire la course avec les travaillistes sur le thème de la modernisation de l'économie. Celle-ci est pourtant en tension avec les valeurs conservatrices, et l'expérience de Macmillan, qui au début de la décennie avait initié la stratégie de modernisation poursuivie par les conservateurs, tend à démontrer à travers la défaite de 1964 que sur le terrain de la modernisation, les conservateurs ne peuvent pas faire concurrence aux travaillistes. La réunion de Selsdon Park n'est pareillement selon Garnett en rien le signal d'un programme résolument libéral, comme les travaillistes l'ont alors suggéré en caricaturant Heath comme « *Selsdon Man* ». C'est donc une victoire paradoxale que Heath remporte en 1970, à savoir sur un programme auquel les travaillistes ont contribué à donner une impression de radicalité libérale, mais qui est en vérité selon Garnett en décalage par rapport aux aspirations des militants du parti<sup>541</sup>.

Il n'est donc pas surprenant selon Garnett que le gouvernement Heath abandonne son programme libéral à mi-mandat. Ce renoncement donne lieu à une contestation de la part de l'aile droite du parti, notamment d'un groupe autour de Nicholas Ridley qui quitte le

---

<sup>541</sup> Mark Garnett, « Planning for Power: 1964-1970 », Stuart Ball et Anthony Seldon (ed), *Recovering Power: The Conservatives in Opposition since 1867*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2005, p. 192-218.

gouvernement en 1972 pour fonder en 1973 le *Selsdon Group*, lequel demande le respect des promesses libérales du programme de 1970. Surtout, après les deux défaites successives de 1974, le retour du gouvernement Heath à une stratégie interventionniste depuis 1972 est interprété comme un échec politique. Dans la situation de démoralisation qui s'ensuit, la droite du parti s'empare de la direction grâce à l'élection de Margaret Thatcher comme *leader* des députés conservateurs.

### **2.2.6.2 Joseph, Thatcher et la jonction des analyses néo-conservatrices et néo-libérales**

La période d'opposition 1974-1979 a donné lieu à des interprétations diverses. Alors que les commentateurs thatchériens ont insisté sur la lente progression vers le pouvoir et l'élaboration d'une suprématie dans l'opinion, des commentateurs centristes comme Dennis Kavanagh, un des principaux promoteurs de la thèse du consensus, ont insisté sur le rôle conjoncturel fort de l'hiver du mécontentement dans le retournement en faveur de Thatcher d'une opinion jusqu'alors solidement favorable aux travaillistes<sup>542</sup>. Si Kavanagh suggère dès lors que la radicalité politique thatchérienne ne se révèle qu'au gouvernement, il n'en reste pas moins que la droite du parti à laquelle Thatcher appartient a fourbi ses armes intellectuelles depuis longtemps, notamment pendant les périodes d'opposition aux travaillistes de 1964 à 1970 et de nouveau à partir de 1974.

Dès 1968, dans un discours devant le *Conservative Political Centre* à un moment où le parti conservateur s'oppose vigoureusement à la législation sociale votée par les travaillistes, Margaret Thatcher offre une véritable profession de foi libérale. Dénonçant l'extension du gouvernement et de la loi qui régissent une part croissante des activités des citoyens<sup>543</sup>, Thatcher souligne que le contrepoint à cette tendance bureaucratique de l'État britannique ne réside pas dans la démocratisation du gouvernement comme le propose la gauche, mais dans le recul du domaine de responsabilité de l'État au profit de la restauration de la liberté et de la responsabilité individuelle. On voit s'entremêler les fils libéraux et conservateurs du discours de la nouvelle droite. C'est la force de Margaret Thatcher que de parvenir à articuler, à partir de ces années là et plus bruyamment encore depuis la tribune que lui offre la tête du parti conservateur à partir de 1975, les théories libérales sur le désengagement de l'État et la

---

<sup>542</sup> Dennis Kavanagh, *op. cit.*, 2005, p. 219-242.

<sup>543</sup> « I believe that the great mistake of the last few years has been for the government to provide or to legislate for almost everything » Margaret Thatcher, « What Has Gone Wrong », David Coates et John Hillard (ed), *The Economic Decline of Modern Britain: The Debate between Left and Right*, Brighton, Wheatsheaf, 1986, p. 80. C'est pareillement une opposition à la législation sociale, en l'occurrence celle ayant trait aux discriminations raciales qui motive le discours dit des « fleuves de sang » d'Enoch Powell en avril 1968.

morale conservatrice de la responsabilité individuelle sous la forme d'un populisme autoritaire qui en appelle directement au peuple contre les institutions collectivistes<sup>544</sup>.

La rhétorique thatchérienne constitue cependant déjà une vulgarisation, une retraduction dans le vocabulaire du conservatisme, des théories économiques néo-libérales dont l'importateur principal au sein du parti est Keith Joseph<sup>545</sup>. Celui-ci est un critique virulent du consensus progressiste auquel s'est ralliée la direction du parti conservateur depuis 1945<sup>546</sup>. Joseph estime que chaque gouvernement travailliste a fait un pas supplémentaire dans la création d'une société socialiste, sur lequel les gouvernements conservateurs qui leur succèdent se refusent à revenir. La Grande-Bretagne des années 1970 est devenue une société beaucoup plus socialiste que ne l'était celle des années 1940. Il acclimate dans la pensée conservatrice les travaux économiques qui, comme ceux de Bacon et Eltis, visent à démontrer l'emprise trop importante de l'État sur l'économie britannique. La traduction est rapide, puisque la thèse du *crowding out*, il est vrai amplement discutée dans la presse économique dès 1976 et mobilisée par le Chancelier travailliste dans les discussions qui l'opposent à ses collègues, apparaît dès 1977 dans l'argumentaire de Joseph contre l'intervention de l'État dans l'économie. C'est en effet celle-ci qui est selon Joseph à l'origine des difficultés de l'économie britannique : non seulement elle affaiblit l'entreprise privée par la captation des profits à travers l'impôt, mais ce dernier finance l'extension du secteur public, limite les capacités d'expansion de l'entreprise privée et favorise le développement d'une culture hostile au profit. À côté de ces problèmes structurels liés à l'intervention et à l'extension de l'emprise de l'État dans l'économie, la politique du gouvernement travailliste alors au pouvoir affaiblit la compétitivité britannique, puisque les droits nouveaux accordés aux syndicalistes augmentent le coût du travail. La solution est donc le retrait de l'État de la gestion de l'économie, qu'il serait préférable de laisser aux gérants des entreprises<sup>547</sup>.

Si Thatcher appartient au groupe qui défend la rupture avec les politiques de consensus, la ligne du parti conservateur dans son ensemble demeure plus confuse dans la

---

<sup>544</sup> Stuart Hall, « The Great Moving Right Show », *op. cit.*, 1983, p. 29.

<sup>545</sup> « Neither Keynesianism nor monetarism, however, win votes as such in the electoral marketplace. But, in the discourse of 'social market values', Thatcherism discovered a powerful means of translating economic doctrine into the language of experience, moral imperative and common sense, thus providing a 'philosophy' in the broader sense – an alternative 'ethic' to that of the 'caring society'. This translation of a theoretical *ideology* into a populist *idiom* was a major political achievement: and the conversion of hard-faced economics into the language of compulsive *moralism* was, in many ways, the centerpiece of this transformation. » Stuart Hall, « The Great Moving Right Show », *op. cit.*, 1983, p. 28-29.

<sup>546</sup> Keith Joseph, *Stranded in the Middle Ground*, Londres, Centre for Policy Studies, 1976.

<sup>547</sup> Keith Joseph, « Industry, the City of London and Our Economic Future », David Coates et John Hillard (ed), *The Economic Decline of Modern Britain: The Debate between Left and Right*, Brighton, Wheatsheaf, 1986, p. 67-76.

période 1975-1979. Thatcher conserve en effet au sein de son équipe des parlementaires conservateurs issus de la tendance réformiste, comme James Prior qui en tant que porte-parole conservateur à l'emploi défend le principe du tripartisme et de la politique des revenus. Andrew Taylor estime que cet engagement très bruyant de Prior en faveur du tripartisme dissimule à son insu les transformations plus profondes au sein du parti. L'*Economic Reconstruction Group*, présidé par le droitier Howe, défend l'abrogation des politiques d'inspiration sociale-démocrate. Si les documents *The Right Approach* et *The Right Approach to the Economy* continuent d'engager le gouvernement conservateur en faveur d'une gestion tripartite de l'économie, ils adoptent une orientation cependant de plus en plus orthodoxe<sup>548</sup>.

### 2.2.6.3 Les soutiens de la nouvelle droite

La rhétorique thatchérienne fait écho aux craintes de la bourgeoisie britannique en même temps qu'elle les entretient. Les années 1970 voient ainsi une multiplication des associations de défense de la petite bourgeoisie et des petites et moyennes entreprises, comme le *Small Business Bureau* ou la *Freedom Association*, cependant que le polémiste Patrick Hutber se fait la voix des classes moyennes<sup>549</sup>. Richard Johnson a ainsi pu parler de la « grande peur » (« *Great Fear* ») pour la période 1974-1976, où dans un contexte d'inflation rapide et de désordre social, une partie de la bourgeoisie est tentée par le recours à des solutions politiques autoritaires, une analyse sous-tendue par un parallèle avec la république de Weimar<sup>550</sup>. Il est vrai que si les membres de cette bourgeoisie mécontente qui rejoignent les rangs de milices secrètes telles « *Civil Assistance* » ou « *GB75* » formées pour défendre leurs intérêts dans une situation de guerre civile restent peu nombreux, il n'en demeure pas moins que l'inflation et les revendications syndicales sont perçues à l'automne 1974 comme les principales menaces pour la démocratie par plus de 80% des personnes interrogées par *National Opinion Polls* (NOP)<sup>551</sup>.

---

<sup>548</sup> Conservative Party, *The Right Approach: A Statement of Conservative Aims*, Londres, Conservative Central Office, 1976; Conservative Party, *The Right Approach to the Economy: Outline of an Economic Strategy for the Next Conservative Government*, Londres, Conservative Central Office, 1977.

<sup>549</sup> Patrick Hutber, *The Decline and Fall of the Middle Class and How It Can Fight Back*, Harmondsworth, Penguin, 1977.

<sup>550</sup> Richard Johnson, *The Politics of Recession*, Londres, Macmillan, 1985, p. 130-131.

<sup>551</sup> Richard Coopey and Nicholas Crafts (ed), *op. cit.*, 1996, p. 45. Alors que la droite craint une bolchévisation de la Grande-Bretagne, la gauche redoute en 1974 un renversement du nouveau gouvernement travailliste sur le modèle de la contre-révolution chilienne de 1973. S'il semble que de tels projets aient effectivement été évoqués par des éléments réactionnaires au sein des services de renseignement britanniques, ils participent d'une montée aux extrêmes propre aux périodes de déstabilisation politique et de crise économique, mais qui est restée toute rhétorique en Grande-Bretagne alors que les gouvernements Wilson et Callaghan ne remettent en cause ni l'organisation capitaliste de la société et de l'économie britannique, ni sa participation au système d'alliance politique et militaire occidentale. Robert Taylor, « The Rise and Fall of the Social Contract », Anthony Seldon et

La résolution de cette situation par la droitisation du parti conservateur peut dès lors amener à voir dans celle-ci une évolution de type fasciste. Cependant, précisément en raison de ce mode de résolution des craintes de la bourgeoisie britannique, les comparaisons avec les mobilisations fascistes ou fascistantes ou même poujadistes sont discutables. À la différence de Powell qui a cherché à se constituer une base politique dissidente depuis laquelle attaquer les institutions et les politiques du gouvernement et de l'État britannique, Thatcher a effectué son ascension politique au sein du parti et ne remet aucunement en cause les institutions de l'État britannique : son discours, qui mêle les thèmes néo-libéraux à la dénonciation des disfonctionnements de la social-démocratie, vise au final à établir et rétablir la responsabilité individuelle et à préserver l'ordre socio-politique séculaire<sup>552</sup>. Le thatchérisme ne s'appuie pas sur une mobilisation populaire extérieure.

Il n'en reste pas moins que la position défendue par Thatcher et ses alliés trouve des relais dans le patronat britannique, notamment au sein de l'*Institute of Directors*, organisation minoritaire par rapport à la CBI mais qui apporte un soutien constant à la direction thatchérienne du parti conservateur à partir du milieu des années 1970. Le recrutement du patronat à la cause anti-collectiviste est également l'objectif de la *National Association for Freedom*, fondée en 1975 et renommé *The Freedom Association* en 1978. Celle-ci est créée par un groupe d'activistes conservateurs, mis en rapport par Ralph Harris de l'IEA mais partisans quant à eux de l'action juridique et de l'action directe contre l'emprise du mouvement ouvrier sur la vie publique et sur l'économie.

#### **2.2.6.4 Le marché libre et l'État autoritaire**

Le discours de Thatcher et de Joseph peut donner à penser que le programme de la nouvelle droite réside dans un abstentionnisme, dans un retrait du gouvernement et une restauration de la libre entreprise qui vont résoudre mécaniquement les difficultés économiques de la Grande-Bretagne. Ce serait cependant un contresens que de penser le thatchérisme comme une défense radicale du statu quo. Andrew Gamble a défini la nouvelle droite transatlantique, et tout particulièrement britannique, par le diptyque « économie libre / État fort » (« *free economy / strong state* »)<sup>553</sup>, qui réunit la défense libérale du marché et la défense conservatrice de l'autorité de l'État. C'est un programme apparemment paradoxal au

---

Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, p. 99.

<sup>552</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, p. 142-143.

<sup>553</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1988, p. 28.

sens où l'État doit à la fois se retirer de certains domaines, et se projeter avec force dans d'autres. La nouvelle droite néo-libérale, qui est favorable à la course aux armements avec l'Union soviétique, prend ici ses distances avec l'économie politique libérale traditionnelle qui défendait l'imposition de la loi pour assurer le bon fonctionnement du marché, la compétition libre et l'accumulation du capital, mais demeurait suspicieuse vis-à-vis des dépenses publiques illimitées dans des domaines comme la défense.

Le programme apparemment contradictoire de la nouvelle droite ne peut être compris que s'il est réinscrit dans un contexte marqué par les avancées du mouvement ouvrier, à la fois sous la forme extérieure d'une super-puissance socialiste, et sous la forme intérieure d'un mouvement ouvrier solidement installé dans les institutions de l'État britannique et d'un consensus progressiste qui a fait pencher la balance du pouvoir dans le sens des institutions collectivistes. C'est pourquoi la nouvelle droite propose à la fois un renforcement des capacités militaires et de l'alliance atlantique<sup>554</sup> et un programme radical de remise en cause du compromis historique avec le mouvement ouvrier<sup>555</sup>. Ce dernier point rend nécessaire non seulement la protection des règles du marché par l'État, mais l'intervention de celui-ci pour mener à bien la restauration de l'économie libre, les théoriciens de droite anticipant une forte résistance du mouvement ouvrier<sup>556</sup>.

L'ensemble des analyses de la situation de la Grande-Bretagne présentées dans ce chapitre a été rassemblé par Andrew Gamble dans un tableau dans le premier chapitre de son ouvrage<sup>557</sup>. Gamble classe d'un côté les types d'explication causales qui ont été données du déclin britannique en quatre grandes catégories, qu'il nomme thèses : la « thèse impériale » (« *imperial thesis* »), la « thèse industrielle » (« *supply-side thesis* »), la « thèse étatique » (« *state thesis* »), la « thèse culturelle » (« *cultural thesis* »). Chacune de ces thèses insiste sur un aspect différent de l'organisation sociale, qu'elle considère comme déterminant. Il s'agit respectivement de la place de la Grande-Bretagne dans l'économie mondiale, de l'organisation de la production, des formes institutionnelles de l'État britannique, enfin des traits culturels de la société britannique. D'un autre côté, Gamble identifie trois grandes

---

<sup>554</sup> *Ibid.*, p. 30-31.

<sup>555</sup> « The historic mission of Thatcherism has not been to win this or that election – astute as it has been at mastering the ebb and flow of the opinion polls. It is much more ambitious than that. Its project has been to reverse the whole postwar drift of British society, to roll back the historic gains of the Labour movement and other progressive forces, and to force-march the society, vigorously, into the past. » Stuart Hall et Martin Jacques, *op. cit.*, 1983, p. 10-11.

<sup>556</sup> Robert Moss, *The Collapse of Democracy*, Londres, Temple Smith, 1975, p. 46.

<sup>557</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, p. 31.



perspectives politiques, fondées respectivement sur le marché, l'État et la classe, qui correspondent aux trois types d'analyses que nous avons présentées selon leur positionnement politique : droite, centre, gauche. Selon Gamble, chacune de ces perspectives a mobilisé les différents schémas explicatifs évoqués précédemment, quoique de manière différente. L'intérêt de ce tableau, qu'il n'est pas utile de reproduire ici, ne réside pas tant dans les distinctions qu'il opère que dans les croisements qu'il présente entre perspectives politiques et modèles explicatifs. Si le schématisme qui consiste à ranger les explications du déclin britannique en quatre thèses n'est pas entièrement satisfaisant, il n'en reste pas moins qu'on voit comment non seulement ces différentes thèses ne peuvent pas être liées de manière directe et indissociable à des orientations politiques, mais comment les défenseurs du marché, de l'État et de la lutte des classes ont pu puiser dans les argumentaires les uns des autres. Cela produit à la fois une grande complexité pour l'historien de ces années, qui n'est probablement pas moindre que la confusion des acteurs contemporains puisant ici et là pour donner sens aux difficultés économiques rencontrées par la Grande-Bretagne. Cette plus grande instabilité de la situation et des cadres de compréhension de celle-ci contribue à rendre audibles et visibles des analyses formulées par des groupes opposés aux politiques de consensus qui, tant à gauche qu'à droite, étaient demeurés des années 1940 aux années 1960 numériquement faibles, intellectuellement inaudibles et politiquement invisibles. Cette nouvelle situation avive des tensions au sein du mouvement ouvrier : alors que la gauche exerce une influence croissante au sein du parti travailliste, la direction du parti connaît l'exercice du pouvoir gouvernemental pendant une dizaine d'années entre le milieu des années 1960 et la fin des années 1970, et doit composer avec la nouvelle orthodoxie économique promue par les institutions financières internationales, une partie de ses partenaires occidentaux et les investisseurs de la *City*.

## **2.3 Une crise du travaillisme ? Débats organisationnels, politiques et économiques**

Face à une nouvelle situation pensée en termes de « crise », l'enjeu tourne autour de l'analyse des causes de celle-ci, et de la réponse à y apporter. Burk, dans son étude de la « crise du FMI » de 1976, affirme ainsi que les difficultés du gouvernement travailliste pour y répondre proviennent de la difficulté à déterminer les termes de la crise : s'agit-il d'une crise monétaire ? D'une crise des dépenses publiques ? D'une crise liée à l'emprise des marchés ? De ce débat autour de la détermination des causes de la crise, provient le désaccord sur les solutions à y apporter<sup>558</sup>. Cette difficulté politique est accrue par le caractère composite du parti travailliste, dont nous proposons d'analyser dans un premier temps les tensions qui le traversent. Pour dynamiser le tableau qui a été présenté plus haut des différentes réponses intellectuelles et politiques apportées à la crise, nous étudions ensuite l'évolution du parti travailliste de l'arrivée au pouvoir aux élections de 1964 à l'issue de la « crise du FMI » en 1976, séquence caractérisée à la fois par l'essai d'une stratégie de modernisation technocratique par le premier gouvernement Wilson, la montée en puissance des partisans de l'AES au tournant des années 1970 et les fortes contraintes exercées sur la politique économique des gouvernements travaillistes sur toute la période.

### **2.3.1 Les tensions au sein du parti**

Nous avons évoqué précédemment les caractéristiques structurelles centrifuges du parti travailliste – organisation confédérale composite, pluralité des sources de légitimité, factionnalisme politique – ainsi que la domination d'une orientation gradualiste au sein du parti parlementaire et des directions syndicales. La crise économique et la crise du travaillisme entretiennent une relation dialectique, dans la mesure où la situation économique exacerbe les tensions politiques au sein du parti, et que celles-ci contribuent en retour aux difficultés d'élaboration d'une ligne politique claire du parti dans l'opposition et au gouvernement. Il est nécessaire d'opérer un retour sur les lignes de fracture et rapports de force au sein du parti, pour analyser leur développement dans la période qui nous intéresse. Le

---

<sup>558</sup> « The consequence was a lack of agreement on what, if anything, should be done. Should the sterling balances be maintained, or should they be funded and sterling cease to be a reserve currency? Should public expenditure be cut, maintained or increased? Should there be limitations on imports? Should interest rates be raised drastically? Perhaps nothing should be done. » Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, p. 20-21.

PLP composé des députés travaillistes à la Chambre des communes n'est en effet que la partie la plus visible d'une organisation confédérale regroupant différentes composantes du mouvement ouvrier. Si ce qui s'est constitué entre 1899 et 1900 comme une alliance *ad hoc* d'organisations syndicales et d'organisations politiques pour permettre la représentation parlementaire des travailleurs a connu au cours du vingtième siècle un processus de consolidation qui a contribué à éclipser les éléments constitutifs du parti, ceux-ci conservent néanmoins leur indépendance statutaire, financière et idéologique. Chaque année, les syndicats et les organisations socialistes renouvellent l'affiliation qui leur donne le droit d'être représentés à la conférence annuelle.

### **2.3.1.1 Les syndicats dans le parti**

Dans les années 1960 et 1970, la donnée originelle que constitue le poids des syndicats au sein des structures du parti demeure garantie, en ce qui concerne la conférence annuelle, autorité suprême au sein du parti, par une série de dispositions. La première est que chaque composante du parti est libre d'y affilier le nombre d'adhérents qu'elle souhaite. En fonction de leurs besoins et de leur désir de peser sur les décisions du parti, les syndicats peuvent donc affilier un nombre variable d'adhérents. Dans la deuxième moitié des années 1970, les syndicats des services publics comme NUPE ou ASTMS accroissent ainsi le nombre de leurs affiliations pour renforcer la contestation des politiques d'austérité du gouvernement travailliste lors de la conférence annuelle<sup>559</sup>. Un deuxième dispositif est le « vote bloqué » ou principe des « blocs de voix » (*bloc vote*), qui confie au chef d'une délégation syndicale la totalité des mandats de son organisation. Ce dispositif, inventé par la droite syndicale au congrès du TUC de 1894 pour limiter l'influence des militants de gauche et effacer les voix discordantes puis transposé au parti travailliste<sup>560</sup>, accorde un poids considérable non seulement aux grands syndicats, mais aussi aux dirigeants individuels et à leurs orientations politiques. En effet, ces derniers n'ont de mandat impératif que pour le vote des motions discutées au sein de leur organisation – principalement donc celles relatives aux relations professionnelles –, ce qui laisse aux dirigeants des syndicats une marge de manœuvre totale

---

<sup>559</sup> Le nombre d'adhérents affiliés au parti passe pour NUPE de 100 000 à 400 000 entre 1965 et 1975, pour ASTMS de 2 000 à 185 000 sur la même période. C'est une augmentation plus importante que celle de leurs effectifs, certes spectaculaire. Lewis Minkin, *The Labour Party Conference: A Study in the Politics of Intra-Party Democracy*, Manchester, Manchester University Press, 1980, p. 345. Au niveau local, les sections syndicales s'affilient également aux sections locales du parti travaillistes, et influencent l'orientation de celui-ci à travers leurs délégués dans l'exécutif local (General Management Committee). Richard Sibley suggère que dans certaines localités minières, la section locale de la NUM et la section locale du parti en viennent parfois à se confondre. Richard Sibley, *op. cit.*, 1987, p. 82.

<sup>560</sup> Henry Pelling, *Origins of the Labour Party*, Oxford, Oxford University Press, 1954, 1965, p. 192-194.

sur le reste de l'ordre du jour. Par ailleurs, la recombinaison des motions opérée par le *Conference Arrangements Committee* en charge de l'élaboration de l'ordre du jour permet de libérer les responsables de délégations de leurs obligations même sur des questions sur lesquelles la conférence ou l'exécutif de leur syndicat s'était prononcé. Le *Conference Arrangements Committee* lui-même, composé de cinq membres élus, est contrôlé par les syndicats puisque ceux-ci jouissent dans les années 1970 d'un poids électoral déterminant à la conférence annuelle<sup>561</sup>.

L'influence des syndicats au sein du parti travailliste ne se restreint cependant pas à la seule conférence annuelle. Les syndicats élisent ainsi collectivement dix-huit des vingt-neuf membres du *National Executive Committee* (NEC), l'exécutif en charge de la mise en œuvre des résolutions de la conférence et de la gestion du parti entre les conférences, et contrôlent dans les faits l'élection des deux élues aux sièges réservés aux femmes, puisqu'ils disposent dans les années 1970 de près de 90% des voix à la conférence<sup>562</sup>. Leur présence se fait ressentir également au sein du parti parlementaire à travers le soutien financier apporté aux campagnes de divers candidats travaillistes. Celui-ci s'accroît sur notre période, puisque le pourcentage de députés travaillistes soutenus par des syndicats passe de 36,3% en 1964 à 49,6% en 1979. C'est pareillement un levier que les syndicats des services publics cherchent à actionner dans les années 1970. À l'été 1973, l'exécutif de COHSE réfléchit ainsi à la participation du syndicat au système de financement des députés travaillistes. Jusqu'alors, COHSE se servait des fonds politiques qu'il levait seulement pour financer des sections locales du parti travailliste (*Constituency Labour Parties*), lorsque cette initiative était sollicitée par des sections locales du syndicat, et accordait des subventions exceptionnelles au parti lors des campagnes électorales. La difficulté pour COHSE est que si le syndicat entreprenait de financer ne serait-ce qu'un seul candidat travailliste, cela absorberait la totalité du budget jusqu'alors imparti au financement exceptionnel de campagnes électorales. Selon le secrétaire général du syndicat, auteur du rapport, un tel financement ne pourrait donc se faire qu'à deux conditions : tout d'abord que le candidat sélectionné ait de grandes chances d'être élu – afin que COHSE dispose d'une voix au Parlement, ce qui est l'objectif d'un tel financement, ensuite que le processus de sélection des candidats, et les relations avec un député élu avec le soutien de COHSE, soit contrôlé de près par un comité exécutif du syndicat créé pour l'occasion. Le secrétaire général estime que les risques induits par le soutien à un

---

<sup>561</sup> Dans les années 1970, les cinq sièges du CAC sont invariablement occupés par des représentants de l'AUEW, la GMWU, la NUM, la NUR et la TGWU. Ken Coates et Tony Topham, *op. cit.*, 1980, p. 322.

<sup>562</sup> Les autres membres élus du NEC le sont par les délégués des militants. Le *leader* et le *deputy leader*, élus par le PLP, sont membres de droit du NEC. Eric Shaw, *op. cit.*, 2004, p. 261.

seul candidat sont trop grands pour un résultat trop hypothétique, et que la focalisation sur une seule circonscription pourrait être néfaste à d'autres où des sections locales de COHSE ont des relations privilégiées de longue date avec des sections locales du parti travailliste. Il soutient donc la solution intermédiaire du soutien partiel – sur la base d'une dotation annuelle de £500 – à plusieurs députés, qui formeraient ainsi un groupe proche des intérêts de COHSE à moindre coût<sup>563</sup>. En 1975, dans un contexte d'inquiétude autour des réductions budgétaires en cours, la direction de COHSE recommande pareillement, quoiqu'à un niveau local, à toutes les sections du syndicat de s'affilier aux sections locales du parti travailliste et aux *trades councils*, afin de trouver un relais à leurs préoccupations<sup>564</sup>.

Enfin, s'il n'y a pas de recouvrement des structures des deux organisations – les membres du *General Council* du TUC ne pouvant par exemple pas faire partie du NEC du parti –, les relations entre les directions syndicales et la direction parlementaire du parti travailliste sont constantes et passent par des rapports informels et des espaces plus formels de réunion, comme le *National Joint Council* établi en 1921 et devenu *National Council of Labour* en 1934. Le rôle de celui-ci, déjà en retrait dans l'après-guerre, décline dans les années 1970 avec la mise en place d'une nouvelle structure, le *TUC-Labour Party Liaison Committee*. Cependant, ce qui longtemps assure la bonne entente du parti parlementaire et du mouvement syndical et renforce la position de ce dernier au sein du parti, c'est la division des tâches entre les « deux branches du mouvement ouvrier ». Minkin et Seyd soulignent l'existence d'un pré-carré syndical et l'écoute dont le TUC bénéficie auprès de la direction travailliste. La contrepartie est que les syndicalistes se mêlent quant à eux relativement peu du fonctionnement du parti et des autres dossiers, dans lesquels ils se contentent d'apporter leur soutien à la direction du PLP. C'est du moins le cas jusqu'au milieu des années 1960, après quoi la crise économique pousse les syndicats à développer leur expertise et leurs revendications quant aux orientations de la politique des gouvernements travaillistes, cependant que ceux-ci ont des velléités d'intervention dans la régulation des relations professionnelles.

Il y a cependant quelque chose d'insatisfaisant à parler des relations entre « les syndicats » et le parti. Si une majorité se dégage généralement au sein du mouvement syndical, tant au congrès du TUC qu'à la conférence du parti, il n'en reste pas moins que les syndicats

---

<sup>563</sup> « Special Meeting of the National Executive Committee, August 23rd 1973 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/1/3.

<sup>564</sup> « General Secretary's News, 30 September 1975 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/24.

sont autant d'entités relativement autonomes et aux contours organisationnels et politiques très divers. Pareillement, si l'on en reste à la description de la place institutionnelle des syndicats dans le parti, on peut en conclure une place centrale et un poids décisif, qui conduit à s'étonner des politiques menées par les gouvernements travaillistes de 1964-1970 et 1974-1979, souvent antagonistes aux aspirations formulées par les syndicats au congrès annuel du TUC. Il faut donc voir les rapports entre les syndicats et le parti comme une composante dans une série de rapports de force.

### ***2.3.1.2 Gauche et droite au sein du parti parlementaire***

Le deuxième rapport de force est en effet celui entre une aile gauche et une aile droite au sein du parti. Le sens de cette distinction évolue au fil du vingtième siècle et réside notamment dans la rapidité, les modalités et la portée de la transformation sociale désirée en faveur des classes populaires. Il y a cependant dans l'après-guerre une série d'antagonismes constants, notamment sur la politique de défense, les nationalisations et l'ouverture internationale de l'économie. La série de défaites électorales du parti travailliste dans les années 1950 et jusqu'au début des années 1960 est ainsi comprise par la gauche autour d'Aneurin Bevan comme le résultat du tournant de l'austérité de 1948 et le coup d'arrêt donné aux avancées sociales, mais interprétée par la droite représentée par Hugh Gaitskell et Anthony Crosland comme une condamnation du fonctionnement et des priorités politiques du parti issues de l'entre-deux-Guerres. Alors que la gauche défend l'extension de l'État social et des nationalisations, la droite se fait l'apologue de l'économie mixte qu'elle identifie comme le produit du compromis de 1945. Le projet de transformation de l'organisation socio-économique est évacuée de la définition du socialisme, au profit de la mise en avant d'une série de valeurs comme l'égalité, la justice et les libertés individuelles, qui constituent le cœur du programme « révisionniste » défendu par Hugh Gaitskell et Anthony Crosland<sup>565</sup>. L'épisode le plus célèbre de cet affrontement est la tentative de la direction du PLP d'obtenir l'abrogation de la Clause IV de la constitution de 1918 du parti, qui fait de la socialisation des moyens de production un objectif central du parti.

Ce sont non seulement deux orientations économiques, mais aussi deux stratégies électorales et donc deux définitions de l'identité politique du parti travailliste qui s'affrontent : d'un côté la promotion d'une politique orientée en direction des travailleurs, de l'autre une volonté de s'émanciper de l'identification ouvrière pour s'attirer le vote des classes moyennes.

---

<sup>565</sup> Anthony Crosland, *The Future of Socialism*, Londres, Cape, 1956.

La direction parlementaire du parti autour de Gaitskell s'appuie sur une série d'études publiées à la fin des années 1950 et qui identifient une transformation de la société britannique et notamment un « embourgeoisement » de la classe ouvrière pour légitimer la « modernisation » de l'image et du programme politique du parti<sup>566</sup>. Cette faction révisionniste s'organise au sein du parti sous la forme de la *Campaign for Democratic Socialism*. La gauche Bevanite s'organise quant à elle autour du journal *Tribune*. Wilson, s'il n'est pas directement associé à cette tendance révisionniste, en est cependant l'héritier lorsque, reprenant la sociologie électorale de Gaitskell, il cherche à positionner le parti travailliste comme le parti de tous les Britanniques, y compris des classes moyennes. Les élections de 1964 et 1966 voient effectivement les travaillistes remporter les suffrages des classes moyennes gagnés en 1945 mais perdus par la suite. L'abandon des classes populaires et la politique d'orthodoxie budgétaire contribuent cependant à les éloigner de Wilson, ce qui se reflète dans la participation en baisse aux élections de 1970 gagnées par les conservateurs<sup>567</sup>.

La crise économique de la seconde moitié des années 1960 et la défaite de 1970 voient l'affaiblissement relatif des deux ailes au sein du parti. Le système dual des années 1950, fondé sur l'opposition entre révisionnistes et bevanien, laisse la place à quatre blocs en raison de l'émergence de deux nouvelles tendances : d'un côté une droite économiquement plus orthodoxe autour de Roy Jenkins, qui voit le salut économique de la Grande-Bretagne dans l'intégration à la CEE ; de l'autre une gauche radicale, autour de Tony Benn et d'Eric Heffer, qui estime que le parti a perdu l'élection de 1970 en raison d'une moindre mobilisation du vote ouvrier<sup>568</sup>. Dans la période 1970-1974, c'est la CEE qui constitue le principal motif de division politique au sein du parti. Alors que la direction du parti essaie de trouver une position médiane autour de la négociation des conditions d'entrée dans la communauté, la conférence du parti vote en 1970, contre la recommandation du NEC, une résolution hostile à toute forme d'entrée dans la CEE. En 1971, alors que la Grande-Bretagne demande à entrer dans la Communauté, le NEC du parti se divise entre une légère majorité hostile aux termes de l'entrée dans le marché commun et une minorité de droite favorable. Lors du vote à la

---

<sup>566</sup> David Butler et Richard Rose, *The British General Election 1959*, Londres, Macmillan, 1960, p. 15, 197 ; Mark Abrams et Richard Rose, *Must Labour Lose ? With a Commentary by Rita Hinden*, Harmondsworth, Penguin, 1960.

<sup>567</sup> Lewis Minkin et Patrick Seyd, *op. cit.*, 1977, p. 130.

<sup>568</sup> Eric Heffer, *The Class Struggle in Parliament*, Londres, Gollancz, 1973, p. 169. Comme les révisionnistes avant eux, les partisans d'un programme économique radical peuvent s'appuyer sur des études qui, à la fin des années 1960, remettent en cause les théories de l'embourgeoisement du prolétariat. John Goldthorpe et al., *The Affluent Worker : Political Attitudes and Behaviour*, Londres, Cambridge University Press, 1968 ; David Butler et Donald Elkington Stokes, *Political Change in Britain: Forces Shaping Electoral Choice*, Londres, Macmillan, 1969.

Chambre des communes, soixante-neuf députés se révoltent contre la consigne donnée par le parti et votent avec le gouvernement conservateur pour l'entrée dans la CEE. En 1972, après que le cabinet fantôme travailliste a décidé à la majorité de soutenir l'initiative de députés conservateurs hostiles à l'entrée dans la CEE qui exigent un référendum sur le sujet, Roy Jenkins et d'autres députés de droite quittent le cabinet fantôme<sup>569</sup>.

Si ces orientations s'affrontent annuellement à la conférence du parti et si les rapports de force évoluent au sein du parti parlementaire, ils apparaissent avec plus d'évidence au moment des élections aux postes de responsabilité au sein du parti parlementaire. En 1970, suite au passage de George Brown à la chambre des Lords, Roy Jenkins s'impose facilement au poste de *deputy leader* face à Michael Foot et Fred Peart. La droite obtient également de bons résultats aux élections au cabinet fantôme. Les élections de février 1974 voient un léger déplacement du centre de gravité du PLP vers la gauche, puisque sur les cinquante-quatre nouveaux députés vingt-six rejoignent le *Tribune Group*, et que c'est Ian Mikardo, un des vétérans de la gauche, qui est élu président du PLP. Celui-ci perd cependant ce poste dès novembre 1974, et la gauche qui avait fait campagne pour la sortie de la CEE sort affaiblie de la large victoire du « oui » au référendum de juin 1975 sur le maintien de la Grande-Bretagne dans la CEE<sup>570</sup>. La droite continue de dominer le PLP, comme le montre l'élection pour le poste de *leader* organisée en 1976 après la démission d'Harold Wilson, qui dirigeait le parti parlementaire depuis 1963 sur une ligne centriste. Sur les six candidats, quatre représentent le centre-droit ou la droite du parti, face à Michael Foot qui représente le centre-gauche et Tony Benn la nouvelle gauche radicale. Roy Jenkins est le candidat de la droite du parti, James Callaghan, Denis Healey et Anthony Crosland ceux du centre-droit révisionniste qui domine le parti depuis l'après-guerre. Le premier tour de l'élection permet d'évaluer le rapport de force au sein du parti parlementaire. Michael Foot obtient 90 voix, devant James Callaghan avec 84 voix. Mais si les réserves de voix de Michael Foot sont de 37 – vote en faveur de Tony Benn – James Callaghan bénéficie aux tours suivants du report de l'essentiel des voix du centre-droit et de la droite, à savoir les 56 députés qui ont voté pour Roy Jenkins, les 30 qui ont voté pour Denis Healey et les 17 qui ont soutenu Crosland. Au troisième tour, James Callaghan l'emporte devant Michael Foot par 176 voix contre 137<sup>571</sup>. En dépit de la victoire du candidat de la continuité politique de centre-droit, Hickson analyse les résultats comme marquant un renforcement de la gauche du parti, face à une droite morcelée dont les

---

<sup>569</sup> Alastair Reid et Henry Pelling, *op. cit.*, 1961, 2005, p. 133-134.

<sup>570</sup> *Ibid.*, p. 141-144.

<sup>571</sup> Kenneth Morgan, *op. cit.*, 1990, 2001, p. 469-484.



principaux dirigeants ont été paradoxalement et à la fois légitimés dans leur rôle d'hommes d'État mais aussi affaiblis au sein du parti par l'exercice des responsabilités gouvernementales. Le choix de Roy Jenkins de quitter le parlement à l'automne 1976 pour aller exercer les fonctions de président de la Commission européenne révèle la déception suscitée par cette élection et les faibles perspectives pour l'aile la plus droite du parti. Foot et Benn obtiennent en revanche des scores individuels élevés qui les mettent en bonne place dans la perspective d'élections futures. Foot est d'ailleurs élu vice-président du PLP face à la candidate de droite Shirley Williams en octobre 1976. Le score de Benn, qui a fait campagne sur le thème de l'AES, suggère l'implantation de cette perspective politique au sein du parti parlementaire<sup>572</sup>.

Dans un parti où la polarisation idéologique est croissante, l'élection de James Callaghan représente probablement le choix de l'union et de la continuité, par rapport à des candidatures plus claires idéologiquement mais susceptibles de mener à la scission entre les ailes gauche et droite – en cas d'élection de Tony Benn – ou à l'affrontement avec les syndicats – en cas du choix de Roy Jenkins comme *leader*. En dépit des bons scores obtenus par les candidats de gauche, Callaghan nomme ou reconduit dans son nouveau gouvernement des figures de droite et du centre dans les principaux postes à responsabilité – Healey reste Chancelier et Jenkins ministre de l'intérieur, Crosland devient ministre des affaires étrangères. L'absence de concessions à l'égard de l'aile gauche du parti parlementaire renforce la fracture avec un mouvement travailliste dont le centre de gravité se déplace un peu plus vers la gauche à chaque conférence<sup>573</sup>. Les années 1974-1979 sont également marquées par un niveau élevé de contestation de la politique du gouvernement au Parlement. Le gouvernement travailliste minoritaire est défait pas moins de dix-sept fois en 1974. Les gouvernements travaillistes de 1974-1979 enregistrent également pas moins de quarante-deux défaites, par rapport aux six défaites du gouvernement Heath et l'unique défaite du premier gouvernement Thatcher. Philip Norton souligne cependant que ces défaites sont surtout dues aux alliés volatiles des travaillistes, notamment les députés nationalistes qui, à mesure que la majorité travailliste s'effrite exercent une pression croissante sur le gouvernement. Seuls six défaites sont attribuables à la gauche et au *Tribune Group* qui, avec 86 députés et une orientation déterminée collectivement lors de ses réunions hebdomadaires, constitue la principale force d'opposition interne à la direction droite du PLP. Tous les membres du *Tribune Group*

---

<sup>572</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 82.

<sup>573</sup> *Ibid.*, p. 83.

votent au moins une fois contre le gouvernement entre 1974 et 1979, vingt-sept d'entre eux le faisant plus de 70 fois<sup>574</sup>.

En dépit de ces tensions, le centre-droit qui domine le PLP depuis l'entre-deux-guerres parvient à maintenir son unité au gouvernement comme dans l'opposition. Cette fragmentation politique du PLP vient cependant croiser de plus en plus souvent dans les années 1970 une fracture organisationnelle au sein du parti entre les députés et les militants organisés dans les sections locales et représentés par des délégués à la conférence annuelle du parti.

### **2.3.1.3 *Parti parlementaire et mouvement extra-parlementaire***

L'adoption par la conférence du parti travailliste de 1918 d'une nouvelle constitution modifie en profondeur la structure du parti : à l'alliance d'organisations affiliées au niveau national qui s'est mise en place au début du siècle, vient s'ajouter une nouvelle structure reposant sur les sections locales et les adhésions individuelles. Dans le vocable travailliste, le terme « parti » recouvre donc plusieurs réalités, toutes conflictuelles. Si l'on entend par parti l'ensemble des entités confédérées et des adhérents directs ou indirects, on va insister sur les différents lieux de pouvoir et les luttes pour l'autorité au sein du mouvement, entre la conférence annuelle, constitutionnellement détentrice de l'autorité ultime au sein du parti, le *National Executive Committee* (NEC) en charge de l'administration du parti et de la mise en œuvre des résolutions de la conférence annuelle, le *Parliamentary Labour Party* (PLP) qui bénéficie de la légitimité de la représentation nationale, enfin le *leader* du parti qui doit le mener au pouvoir gouvernemental. On peut cependant entendre par parti ce qui est parfois aussi nommé « parti extra-parlementaire », par opposition au PLP. Cette notion de « parti extra-parlementaire » est discutable. Si elle en est venue principalement à désigner les velléités de contrôle du PLP par les activistes des sections locales, elle tend néanmoins à regrouper dans une même extériorité au système parlementaire des entités comme les syndicats et les sections locales, souvent antagonistes dans leur fonctionnement et leurs priorités politiques. Il n'en reste pas moins que cette distinction est un fil conducteur de l'histoire du parti travailliste, régulièrement thématifiée comme la ligne de partage majeure au sein du mouvement travailliste. On se trouve en effet devant deux partis, deux sources de légitimité et deux modes de justification : d'un côté un parti de militants, de l'autre un parti

---

<sup>574</sup> La gauche s'oppose notamment au gouvernement sur l'immigration, la politique de défense, la lutte contre le terrorisme, le calendrier prévu pour la suppression des lits payants dans le NHS et la CEE. Philip Norton, « Parliament », Anthony Seldon et Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, p. 191, 194-195.

d'élus ; d'un côté l'expression démocratique des militants travaillistes sous la forme des résolutions du congrès et de l'élection des membres du NEC ; de l'autre l'expression démocratique de l'ensemble de la population sous la forme des élections à la Chambre des communes ; d'un côté la défense des intérêts des travailleurs et de la classe ouvrière, de l'autre la défense de l'intérêt national. L'histoire du parti au vingtième siècle est caractérisée par l'affirmation d'autonomie des parlementaires, et les velléités de contrôle de l'action du PLP et des gouvernements travaillistes par le congrès. Ce jeu à deux termes est complexifié par trois éléments. Le premier est la présence syndicale massive que nous avons évoquée précédemment, et dont l'intervention sur le parti est fonction de l'orientation politique des principales directions syndicales et des politiques menées par le parti lorsqu'il est au pouvoir. Le deuxième est le clivage entre la gauche et la droite du parti, que nous avons également explicité. Le troisième élément est la différenciation au sein du parti parlementaire entre le *Front Bench*, c'est-à-dire la direction, et le *Back Bench*, à savoir le reste des députés qui ne bénéficie d'aucune responsabilité ou privilège aussi bien quand le parti est dans l'opposition que lorsqu'il est au pouvoir<sup>575</sup>.

Entre la fondation du parti et la Première Guerre mondiale, la petite taille de la conférence et le nombre réduit de députés expliquent que le travail des parlementaires travaillistes est discuté et critiqué à la conférence annuelle. Si les résolutions passées aux conférences de ces années et la constitution de 1918 consacrent le rôle de la conférence comme instance décisionnelle suprême du parti, elles accordent cependant au PLP une marge de manœuvre considérable quant au calendrier et aux modalités de mise en œuvre de la politique déterminée à la conférence annuelle. Les élections de 1922 marquent un tournant pour le fonctionnement du parti : le parti travailliste dépassant le parti libéral en nombre de sièges à la Chambre des communes et devenant l'opposition officielle au gouvernement conservateur, la direction du parti parlementaire tente d'imposer un fonctionnement personnalisé sur le modèle des partis conservateur et libéral<sup>576</sup>. Alors qu'en 1906 Keir Hardie avait été élu président (*chairman*) du parti parlementaire, en 1922 Ramsay MacDonald devient « *chairman or leader* » puis « *chairman and leader* ». C'est le titre que conservent les successeurs de MacDonald, jusqu'à l'élection en 1976 de Jim Callaghan comme premier *leader* du parti. Le pouvoir du *leader* est encore accru lorsque celui-ci se retrouve Premier

---

<sup>575</sup> « The Parliamentary Labour Party is “a state within a state”. It has frequently violated Labour Party Conference decisions [...]. Within this “state within a state” there is another, even narrower state – the Shadow Cabinet when Labour is in opposition, and the Prime Minister and the Cabinet when Labour is in office. » Jack Cohen, « The Labour Party and its Constitution », *Marxism Today*, décembre 1959, p. 357.

<sup>576</sup> David Marquand, *Ramsay MacDonal*d, Londres, Cape, 1977, p. 287.

ministre : système du *whipping*<sup>577</sup>, règle de la « responsabilité du cabinet » (*Cabinet responsibility*), pouvoir de nomination dans les mains du Premier ministre, autonomie du Premier ministre entouré de ses conseillers par rapport au cabinet donnent au Premier ministre une énorme liberté de manœuvre. Les gouvernements travaillistes de 1924 et 1929-1931 contribuent à inverser la hiérarchie au sein du parti : alors que le Premier ministre et son gouvernement sont à l'initiative en matière de politique, le NEC tend à se transformer en agent de mobilisation des militants et de soutien en faveur du gouvernement. Le fonctionnement de la conférence est pareillement réorganisé par la direction du PLP pour neutraliser l'opposition à sa ligne.

La « trahison » de Ramsay MacDonald, décidant en 1931 avec quelques ministres travaillistes de former un gouvernement de coalition avec les conservateurs et les libéraux contre les aspirations du reste du groupe parlementaire et du parti, marque un coup d'arrêt à cette tendance, et initie un cycle qui s'est reproduit tout au long du vingtième siècle : autonomisation du parti parlementaire dans les phases d'accès au pouvoir gouvernemental, réaffirmation des instances du parti extra-parlementaire dans les phases d'opposition. Les discussions aux congrès de 1932 et 1933 aboutissent à la prise de mesures visant à encadrer l'action d'un futur gouvernement travailliste, notamment par l'élection de parlementaires comme conseillers du Premier ministre travailliste. Ce programme n'est jamais mis en œuvre, puisqu'en 1945 Attlee décide lui-même, ou du moins en accord avec le seul Georges VI, de la composition de son gouvernement. Attlee s'assure en revanche du soutien de la composante syndicale du mouvement grâce à Ernest Bevin, secrétaire général de la TGWU, la plus grande organisation de travailleurs du pays, et ministre des affaires étrangères de 1945 à 1951<sup>578</sup>. Durant toute cette période, la direction – droitrière – du parti parlementaire peut s'appuyer à la conférence annuelle sur le soutien sans faille de la direction des « trois grandes » (« *big three* ») organisations syndicales : TGWU, NUM, GMWU, qui à elles seules contrôlent près de la moitié des voix dans les conférences de la fin des années 1940 et du début des années 1950. Ce bloc syndical s'effrite à partir du milieu des années 1950, mais alors que la TGWU dérive vers la gauche, l'*Amalgamated Engineering Union*, la NUR et USDAW jusqu'alors sympathiques à la gauche passent à droite<sup>579</sup>. La position de la direction du PLP est même renforcée grâce au déploiement d'une série d'outils organisationnels et rhétoriques : les votes sont présentés par la direction du PLP comme un test de « loyauté » à son égard – et relayés

---

<sup>577</sup> Un *whip* est un parlementaire chargé par la direction du parti d'assurer le respect des consignes lors des votes.

<sup>578</sup> Lewis Minkin et Patrick Seyd, *op. cit.*, 1977, p. 103. En 1964, Harold Wilson décide pareillement de la composition de son gouvernement sans consultation avec le parti.

<sup>579</sup> Eric Shaw, *op. cit.*, 2004, p. 261-262.

dans ces termes par la presse – ; l’objectif du CAC est présenté comme la réalisation d’une « bonne conférence », ce qui passe par l’escamotage des motions et des questions susceptibles de mettre en danger les choix du PLP ; enfin le concept de « recevabilité » (*qualified acceptance*) des motions permet à partir de 1967 au NEC et au PLP de choisir s’ils prennent en compte les aspirations formulées par la conférence, souvent en contradiction avec la politique menée par le gouvernement travailliste. Les années 1960 sont ainsi marquées par une lente érosion du pouvoir du parti extra-parlementaire, comme ensemble hétérogène d’entités et d’instances susceptibles de jouer le rôle de contrepoids face au PLP. Il ne faudrait pas cependant penser les relations entre les sections locales et le PLP sous la seule forme de l’antagonisme. On trouve également des logiques d’alliance politique, notamment au sein de la droite du parti lorsque dans les années 1960 la *Campaign for Democratic Socialism* organise le dépôt à la conférence, par des sections locales, de motions en faveur de l’orientation révisionniste de la direction du PLP. En face, l’*Unity Group* s’emploie pareillement à rassembler les forces de la gauche dans les sections locales. Il en va de même des relations entre le PLP et les syndicats. Les liens sont solides entre les dirigeants de droite dans le mouvement syndical et à la Chambre des communes. À gauche, une telle logique d’alliance ne commence à se mettre en place qu’à la fin des années 1960<sup>580</sup>.

Lorsqu’à partir de 1966, face aux difficultés économiques, le gouvernement Wilson abandonne ses objectifs sociaux et économiques pour donner la priorité à la lutte contre l’inflation et pour le maintien de la balance commerciale, le divorce est croissant avec le parti, qui lors de sa conférence annuelle se prononce en faveur de politiques économiques de relance. Minkin et Seyd considèrent que l’insatisfaction à l’égard de la politique du gouvernement est une des raisons de la victoire des candidats de gauche à une série d’élections à la tête de puissantes organisations syndicales dans les dernières années du gouvernement travailliste : Hugh Scanlon devient président de l’*Amalgamated Engineering Union* en 1967 et Richard Seabrook de USDAW en 1968, cependant que Lawrence Daly devient secrétaire général de la NUM en 1968 et Jack Jones de la TGWU en 1969<sup>581</sup>. Tom Jackson, candidat de la gauche syndicale en 1967, devient cependant rapidement après son

---

<sup>580</sup> Lewis Minkin, *The Labour Party Conference: A Study in the Politics of Intra-Party Democracy*, Manchester, Manchester University Press, 1980, p. 43, 159.

<sup>581</sup> Lewis Minkin et Patrick Seyd, *op. cit.*, 1977, p. 117-118. Les constitutions de la plupart des syndicats prévoient l’élection d’un président et d’un secrétaire général, mais la localisation du pouvoir varie d’une organisation à l’autre et dépend notamment de leur histoire et des modalités d’accès à ces postes. C’est le secrétaire général qui est effectivement à la tête de l’organisation dans la plupart des syndicats, l’AUEW se distinguant par le rôle central qu’y joue le président. La direction de la NUM est en revanche bicéphale. À partir de 1969, le « Big Two » de gauche – TGWU et AUEW – remplace l’ancien « Big Three » de droite.

élection un des piliers de la droite du mouvement. Le tournant des années 1970 est ainsi vu comme un moment de remise en cause de l'hégémonie du groupe parlementaire et de la droite dans le parti. Les votes de la conférence sont de moins en moins acquis à la ligne défendue par les parlementaires dans l'opposition comme au gouvernement. Le NEC voit régulièrement ses propositions défaites par une majorité des délégués. La composition se transforme d'ailleurs : le nombre de ministres élus au NEC tombe de 15 à 10 entre 1965 et 1968, et les représentants de l'aile gauche occupent un nombre de postes croissants à partir de 1967. La conférence, et le NEC où la gauche est majoritaire à partir de 1975, constituent dès lors de véritables contrepoids à la direction de droite du parti parlementaire.

Cette déconcentration du pouvoir est encouragée par les dirigeants du parti extra-parlementaire, notamment par Ron Hayward, successivement *National Agent* à partir de 1969 puis secrétaire général à partir de 1972, qui encourage la démocratisation et l'activisme des sections locales<sup>582</sup>. Au congrès de 1972, Tony Benn inaugure un nouveau style en tant que président de séance, donnant davantage d'informations aux délégués sur le fonctionnement de la conférence, son ordre du jour et les motions soumises au vote. L'activité du NEC et du PLP n'est certes toujours pas soumise à l'approbation de la conférence, de même que le programme lui reste soustrait au profit du PLP. Benn lance cependant le programme « *Participation '72* », au cours duquel des idées émergent concernant à la fois la démocratisation de la société britannique – de la presse à la police en passant par l'entreprise – et celle du parti travailliste<sup>583</sup>. À la faveur de ce contexte, la question de la démocratie interne redevient une question brûlante au sein du parti, la gauche soutenant la primauté de la conférence par rapport à une direction parlementaire dominée par la droite<sup>584</sup>. En juillet 1972, une quarantaine de parlementaires travaillistes du *Tribune Group* signent un texte rédigé par Frank Allaun, Ian Mikardo et Jim Sillars. Intitulé *Labour : Party or Puppet ?*, il demande

---

<sup>582</sup> Alastair Reid et Henry Pelling, *op. cit.*, 1961, 2005, p.132, 136. Hayward est issu de l'organisation régionale du parti, et marqué à la gauche du parti. Son élection serrée face au droitier Gwyn Morgan, attribuée par les historiens au vote décisif de Tony Benn qui amorce son évolution vers la gauche, est un des premiers épisodes de la lutte qui oppose la gauche et la droite du parti dans les années 1970.

<sup>583</sup> Lewis Minkin, *The Labour Party Conference: A Study in the Politics of Intra-Party Democracy*, Manchester, Manchester University Press, 1980, p. 50; Kenneth Morgan, *op. cit.*, 1990, 2001, p. 345.

<sup>584</sup> Alors que l'objectif de la direction parlementaire est de maintenir l'autonomie organisationnelle et politique du PLP, le député de gauche Eric Heffer présente la revendication d'un retour du PLP dans le giron du parti au sens large du terme sous la forme d'une défense de l'unité du parti : « There is however a real danger, and that is of a split between the PLP and the Party in this country. This must be avoided by intelligent and cool action. Labour is not two parties, it is one; the Constitution in Clauses 4 and 6 makes that absolutely clear. There are some who would like an elitist PLP, which would decide its own policy have its own finances, and virtually be a separate party. Some, a tiny majority of MPs, have expressed this during the arguments about the PLP leadership contest. » Eric Heffer, « Towards Democratic Socialism », *IWC Pamphlet No. 76*, Nottingham, Institute for Workers' Control, 1981, p. 10.

l'élection du *leader* par la conférence annuelle du parti. L'objectif pour les signataires est de contenir l'autonomisation du parti parlementaire et d'assurer la centralité décisionnelle de la conférence<sup>585</sup>. Suite aux discussions provoquées par le texte, la Campaign for Labour Party Democracy est formée à l'été 1972. Les années 1970 sont marquées par des débats annuels à la conférence du parti sur la sélection des candidats aux élections parlementaires et sur les modalités d'élection du *leader*.

En 1973, contre la coutume du NEC qui était de soutenir les députés travaillistes en place contre toute tentative des sections locales de leur enlever la nomination du parti, Ian Mikardo promeut la neutralité du NEC, dont l'intervention n'aurait plus désormais qu'un caractère procédural, et non plus politique. Entre 1972 et 1976, en raison de la « doctrine Mikardo », quatre représentants de la droite parlementaire sont rejetés par leurs sections locales<sup>586</sup>. Alors que la droite s'insurge contre la mise en danger de la légitimité et de la cohésion du PLP, la gauche estime au contraire que la « doctrine Mikardo » demeure trop conservatrice. À la conférence de 1974, Ken Coates présente, au nom de la section locale de Rushcliffe dans le Nottinghamshire, une motion en faveur de la resélection (*reselection*) automatique des candidats par les sections locales à chaque élection. Coates remarque que l'absence d'une procédure a pour conséquence que certains députés actuels ont été sélectionnés il y a plusieurs décennies, et n'ont depuis lors jamais eu de compte à rendre, ce qui contribue à les soustraire à leur responsabilité à l'égard du parti et des orientations décidées à la conférence annuelle. Le « *Rushcliffe Amendment* » est rejeté au congrès de 1974.

À la conférence de 1976, pas moins d'une douzaine de motions préconisent la recherche de nouvelles procédures de sélection du *leader* du parti. Le parti parlementaire dépose une motion qui défend le maintien des procédures existantes, mettant en avant trois arguments : le précédent historique, le caractère représentatif d'une élection dont le corps électoral est composé de parlementaires, enfin la cohésion du parti parlementaire mieux garantie par un dirigeant choisi par les parlementaires eux-mêmes. Les partisans de la réforme constitutionnelle au sein du parti estiment au contraire que rien ne justifie les privilèges dont bénéficie alors le parti parlementaire, que les parlementaires ne représentent pas les militants travaillistes des circonscriptions qui ont élu un député conservateur, enfin que la cohésion du parti dans son ensemble – et non du seul groupe parlementaire – doit primer par la reconnaissance du caractère démocratique et représentatif de la seule conférence annuelle.

---

<sup>585</sup> Frank Allaun, Ian Mikardo, Jim Sillars, *Labour: Party or Puppet?*, Londres, Tribune Group, 1972.

<sup>586</sup> Lewis Minkin et Patrick Seyd, *op. cit.*, 1977, p. 121.

Une motion composite consensuelle est adoptée, qui prévoit la création d'un groupe de travail chargé de présenter un rapport à la conférence de 1977. Le rapport du groupe de travail propose de formaliser le statut du *leader* au sein du parti et sa procédure de désignation. En revanche, et alors qu'un des motifs d'insatisfaction au sein du parti est l'impression que les décisions de la conférence sont ignorées par le gouvernement travailliste, le groupe de travail n'évoque pas le statut du *leader* lorsque le parti est au pouvoir, lorsque le *leader* est donc Premier ministre. Il n'y a donc pas de remise en cause du pouvoir du Premier ministre par rapport au cabinet, aux parlementaires et *a fortiori* à l'égard du parti.

### 2.3.2 L'expérience du gouvernement de 1964-1970

Le gouvernement Wilson de 1964-1970 est une expérience fondatrice pour les travaillistes des années 1970. S'il y a accord au sein du mouvement travailliste sur le bilan positif du gouvernement sur le plan de la législation concernant la société et les mœurs, les critiques sont cependant nombreuses, tant à l'égard du style autoritaire d'Harold Wilson vis-à-vis des ministres et des députés, que par rapport à ce qui est perçu comme l'abandon par le gouvernement de son programme économique, au profit d'une orthodoxie économique qui bénéficie à la *City*<sup>587</sup>. C'est cette dernière critique qui est la plus forte dans la gauche du parti. Cependant, qu'ils soient du côté des forces extra-parlementaires ou comme Vernon Bogdanor du côté de la droite du PLP, tous les commentateurs s'accordent pour voir dans les relations entre le gouvernement travailliste et ses soutiens – syndicats autant que militants travaillistes – la principale source d'affaiblissement, et ultimement de défaite, des travaillistes au pouvoir<sup>588</sup>. Minkin et Seyd, écrivant en 1977, identifient trois phases dans les relations entre le mouvement syndical et le parti travailliste dans les années 1960 et 1970 : un développement divergent mais une alliance solide jusque 1966, une phase de détérioration de la relation et d'hostilité mutuelle entre 1966 et 1969, enfin une nouvelle alliance à partir de 1970 et du retour des conservateurs au pouvoir<sup>589</sup>.

---

<sup>587</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 48-50.

<sup>588</sup> « Socialist hopes in twentieth-century Britain have flourished best in opposition. In office, by contrast, the contradictions both in Labour's ideology and indeed in the very structure of the labour movement have often become painfully apparent. So it had been with the first Wilson Government of 1964-70. For that Government's most powerful defeats had been inflicted not by its political enemies but by its trade union allies, who had rejected both a statutory incomes policy and the curbs on their legal immunities proposed in the White Paper, 'In Place of Strife'. » Vernon Bogdanor, *op. cit.*, 2004, p. 5.

<sup>589</sup> « The attempt by Labour's Prime Minister Harold Wilson to make Labour 'the Party of Government' involved an assertion of the Labour Government's independence of industrial labour to a degree which eventually rivaled that of the MacDonald Governments. In an attempt to establish clearly an unambiguous 'national' image for the Government there were times when it appeared to be claiming a positive virtue for its unwillingness to court the popularity of some of its most loyal trade union supporters. Thus substantial sectors of



### 2.3.2.1 *Les travaillistes et la révolution technologique*

Les élections de 1964 sont placées sous le signe de l'inquiétude par rapport aux performances de la Grande-Bretagne : alors que les conservateurs avaient placé les élections précédentes sous le signe de la prospérité et les avaient gagnées, celles-ci sont marquées par la thématique du déclin et de la nécessaire modernisation de l'appareil productif et des institutions. La question est donc de savoir qui pourra le mieux moderniser le capitalisme britannique. Alors que le conflit entre les aspirations des travailleurs et les intérêts du capital va croissant dans un contexte de décrochage économique de la Grande-Bretagne et de baisse des profits industriels, la solution proposée par les travaillistes est la croissance de la productivité par l'introduction des nouvelles technologies de production et la planification. Si c'est principalement le slogan wilsonien de la « *white heat* » de la technologie qui s'est imposé dans les mémoires, il s'agit en fait d'un programme développé dès le début des années 1960 dans les publications du parti, notamment *Signposts for the Sixties*<sup>590</sup>, qui présente la science et la technologie comme des forces de régénération économique. Le programme travailliste de 1964 conserve les promesses sociales du révisionnisme des années 1950, mais les assortit de ce que Warde a appelé un « collectivisme technocratique » adapté à la nouvelle ère du déclin<sup>591</sup>.

La victoire travailliste placée sous le signe de la révolution technologique a eu tendance à masquer la continuité réelle avec des politiques esquissées par les conservateurs, notamment en termes de relations professionnelles, lesquelles font déjà objet d'une nouvelle régulation dans la première moitié de la décennie avec la création du contrat de travail et la mise en place de structures tripartites nationales<sup>592</sup>. Il n'en reste pas moins que les travaillistes mettent en place une série de nouvelles structures de gestion de l'économie : un *National Plan* qui doit permettre une planification du développement économique ; un *Prices and Incomes Board* qui doit aider à réguler les salaires et les prix, un *Department of Economic Affairs* (DEA) et un *Ministry of Technology* chargés d'encourager l'investissement industriel et si nécessaire de le subventionner ; une *Industrial Reorganisation Corporation* responsable de la rationalisation de la structure des entreprises. Les premières années du gouvernement Wilson

---

the mining industry were closed, there were some tense industrial disputes in which the Government was closely involved, and unemployment was allowed to rise to new post-war levels. » Lewis Minkin et Patrick Seyd, *op. cit.*, 1977, p. 115.

<sup>590</sup> Labour Party, *Signposts for the Sixties*, Londres, Labour Party, 1961.

<sup>591</sup> Alan Warde, *Consensus and Beyond: The Development of Labour Party Strategy since the Second World War*, Manchester, Manchester University Press, 1982, p. 94.

<sup>592</sup> Le *National Economic Development Council*, un forum tripartite qui réunit des représentants du *General Council* du TUC, de la CBI et du gouvernement est créé en 1962. Le *Contracts of Employment Act*, voté par le Parlement en 1963, requiert la formalisation des contrats de travail et instaure un préavis avant licenciement.

sont caractérisées par des investissements massifs dans les transports, les communications, l'éducation et la santé, qui constituent l'infrastructure de la révolution technologique<sup>593</sup>. Enfin, des signaux sont envoyés au mouvement syndical. Non seulement George Brown et Jim Callaghan qui occupent des postes clés du gouvernement, sont d'anciens syndicalistes, mais c'est Frank Cousins, le secrétaire général de gauche de la TGWU, qui est nommé ministre de la technologie. Le *Trades Disputes Act* de 1965 annule les restrictions qui pesaient sur le droit de grève depuis la décision *Rookes v. Barnard* de la chambre des Lords en 1964.

Minkin et Seyd soulignent que les travaillistes n'ont cependant pas anticipé la contradiction potentielle entre leur programme social et économique d'un côté, et de l'autre l'orientation internationale de l'économie britannique qui la rend vulnérable aux attaques contre la livre. La stratégie d'expansion et de modernisation nécessite en effet des investissements publics importants, dont le financement demande de relancer la croissance. L'expérience de la décennie précédente suggère que cela amène à un déficit de la balance des paiements et à une crise monétaire, laquelle contraint au final le gouvernement à enclencher une déflation de l'économie. Selon Andrew Gamble, la seule façon de sortir de ce cercle vicieux aurait été de rompre avec l'orientation et les engagements internationaux en modifiant le taux de change de la livre, en réduisant les dépenses liées à la politique de défense et en empêchant les entreprises de se développer à l'étranger. En l'absence d'une telle stratégie, la Grande-Bretagne connaît une nouvelle fois le cycle « *stop-go* », amplifié par la réflation initiée par les conservateurs avant les élections de 1964. Le « plan Maudling », du nom du Chancelier conservateur, était, pour réaliser un « miracle économique » britannique, d'utiliser l'emprunt pour assurer la croissance de l'économie, le temps de permettre aux investissements industriels de se relancer et la productivité de s'accroître. Les travaillistes héritent donc d'un profond déficit<sup>594</sup>.

La défense de la monnaie et le maintien de la confiance des investisseurs demeurent la priorité du gouvernement, au détriment du programme de modernisation économique et de justice sociale<sup>595</sup>. Les ambitions du programme de révolution technologique et de planification sont fortement réduites : le National Plan est interrompu en juillet 1966, le DEA progressivement démantelé. La croissance de la productivité ne passant donc plus désormais par la révolution technologique et la planification, il ne reste plus au gouvernement que la

---

<sup>593</sup> Wilfred Beckerman (ed), *The Labour Government's Economic Record 1964-1970*, Londres, Duckworth, 1972.

<sup>594</sup> Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, p. 120-121, 125.

<sup>595</sup> La Grande-Bretagne est comparativement moins égalitaire en 1970 qu'en 1964. Lewis Minkin et Patrick Seyd, *op. cit.*, 1977, p. 125.

pratique traditionnelle des gouvernements britanniques consistant à encourager l'investissement privé dans la production industrielle. Le gouvernement travailliste met tout son poids moral derrière des accords entre syndicats et employeurs sur une flexibilisation de l'organisation du travail en contrepartie d'augmentations salariales. Colette Bernas a proposé une rapide généalogie de ces « accords de productivité ». Le premier est signé en 1960 à la raffinerie ESSO de Fawley, suite à de longues discussions entre la direction et les organisations syndicales, et la formule est reprise dans d'autres entreprises. L'arrivée au pouvoir des travaillistes en 1964 marque cependant une généralisation de cette pratique, dans laquelle les travaillistes voient un outil clé de la « révolution technologique » dont ils ont fait leur thème de campagne. Alors que quatre accords sont signés sur l'ensemble de l'année 1964, près de 200 sont signés tous les mois en 1968. Selon Bernas, il ne faut pas pour autant en conclure à la modernisation radicale de l'appareil productif escomptée par les travaillistes. Cette multiplication des accords de productivité doit plutôt être comprise dans le cadre de la politique des revenus que les travaillistes mettent en place à partir de 1966, et qu'ils permettent aux entreprises de contourner pour éviter des conflits avec les travailleurs dommageables pour la continuité de la production<sup>596</sup>. En effet, les dépenses liées au programme de modernisation étant conservées même alors que le DEA qui devait l'orienter est démantelé, la dépense publique continue d'augmenter alors que l'économie stagne de nouveau et que les profits continuent de baisser. La double solution adoptée par le gouvernement pour financer la dépense publique sans grever les profits des entreprises est une augmentation des impôts sur le revenu, qui touchent une fraction croissante des classes populaires, et une politique des revenus.

### ***2.3.2.2 La mise en place de la politique des revenus et sa contestation***

Il y a un double précédent à la mise en place d'une politique des revenus par le gouvernement Wilson. Il y a tout d'abord le précédent travailliste de la politique des revenus opérée par le gouvernement Attlee avec l'appui de la direction du TUC. Celle-ci se désintègre progressivement en 1950-1951, et les dirigeants travaillistes évitent soigneusement toute référence à une politique des revenus dans la décennie suivante. Dans un contexte d'inquiétude croissante dans les milieux universitaires et politiques sur l'augmentation des prix et des salaires, les conservateurs esquissent une politique des revenus à partir du milieu des années 1950, mais face à l'hostilité des syndicats ils évitent de persévérer dans une voie

---

<sup>596</sup> Colette Bernas, *op. cit.*, 1987, p. 52-55.

qui endommagerait leurs relations avec le mouvement syndical<sup>597</sup>. Ils préfèrent mettre en œuvre des mesures de déflation de l'économie qui, accroissant le chômage, affaiblissent la position économique des travailleurs et incitent les syndicats à modérer leurs revendications. Cette politique de « *stop-go* » étant cependant dommageable pour la croissance de l'économie britannique, les conservateurs décident en juillet 1961 d'une pause dans l'augmentation des salaires (*pay pause*) pour les travailleurs du secteur public, et demandent aux employeurs du secteur privé d'en faire de même. Ils proposent ensuite de limiter les augmentations de salaire à une fourchette de 2 à 2,5% par an, en accord avec les prévisions de croissance de la productivité. En 1962, le gouvernement Macmillan met en place deux organismes, la *National Incomes Commission* (NIC), et le *National Economic Development Council* (NEDC). Le premier est boycotté par le TUC et aboli par les travaillistes à leur arrivée au pouvoir en 1964. Le second, qui fonctionne sur le principe de la représentation tripartite, propose en 1963 une fourchette indicative pour les augmentations de salaires pour l'année à venir, mais les représentants du TUC refusent par la suite de se livrer à cet exercice suite à un vote hostile du congrès de 1963<sup>598</sup>. Sous le gouvernement Wilson, ce système est remplacé par la mise en place du *National Board for Prices and Incomes* (NBPI), organisation tripartite qui examine les cas particuliers.

Dès avant l'arrivée des travaillistes au pouvoir, le *General Council* du TUC suggère que le mouvement syndical est prêt à renoncer à une partie de sa capacité de négociation collective contre l'obtention d'avancées sociales, dans le cadre d'une planification économique plus large<sup>599</sup>. Une déclaration d'intention conjointe est signée par le *General Council* du TUC, le gouvernement et les employeurs. Elle prévoit une modération des revendications salariales. Les congrès du TUC de 1964 et de 1965 acceptent à de larges majorités le principe d'une politique de modération volontaire des revenus, conçue comme partie d'une planification socialiste élargie. Au cours du mois de septembre 1965, alors que la livre fait l'objet d'attaques spéculatives, le gouvernement envisage de légiférer pour contrôler les revenus. L'idée est retirée par le gouvernement en l'échange de l'acceptation par le TUC d'une notification officielle de toute augmentation des salaires et des prix, supposée agir

---

<sup>597</sup> Le soutien du TUC à la politique des revenus du gouvernement travailliste de 1945-1951 et son opposition à celle introduite par le gouvernement Macmillan peut sembler contradictoire. Ce qui apparaît cependant ici, c'est le caractère politique de l'approbation de ce type de politique des revenus, qui dépasse de loin sa légitimation par le recours à des considérations économiques. C'est avant tout pour faciliter la gestion économique des gouvernements travaillistes que le TUC soutient une politique qui fait peser sur les travailleurs le poids économique de l'augmentation des profits de l'industrie, nécessaire à la croissance dans le cadre de l'économie mixte.

<sup>598</sup> Roderick Floud et Paul Johnson (ed), *op. cit.*, p. 409.

<sup>599</sup> Trades Union Congress, *Economic Development and Planning*, Londres, TUC, 1963.

comme un frein. À la conférence du parti travailliste à la fin du mois, une motion condamnant ce renforcement du contrôle des revenus est certes rejetée, mais avec une marge beaucoup plus faible qu'une motion demandant le retour à la libre négociation ne l'avait été au congrès de début septembre. La perspective d'une nouvelle élection en 1966 explique probablement la loyauté des syndicats au congrès du TUC et à la conférence du parti travailliste, et celle de Frank Cousins au sein du gouvernement, alors même qu'il est opposé à la politique des revenus.

Suite aux élections de mars 1966, les travaillistes disposent désormais d'une large majorité. Andrew Thorpe voit dans cette majorité écrasante des travaillistes la source de leurs problèmes avec les syndicats, que Wilson et ses alliés pensent pouvoir désormais ignorer<sup>600</sup>. Wilson se prononce pour la fermeté contre les marins en grève au printemps 1966, qu'il dénonce comme des agitateurs communistes oeuvrant contre l'intérêt national. Pour la droite travailliste, il est nécessaire de mettre en avant les valeurs de justice et de solidarité nationale sur lesquelles repose le consensus de 1945<sup>601</sup>. Pour la gauche, l'appel à la nation masque une trahison des intérêts des travailleurs au profit de la restauration des profits des entreprises. Un gel des revenus de six mois est annoncé au printemps 1966, à suivre de six mois de contrôle sévère. Un *Prices and Incomes Bill*, qui donne force de loi au contrôle des revenus décidé par le gouvernement, est publié le 3 juillet 1966. Toute grève visant à obtenir une augmentation de salaire supérieure au plafond fixé par le gouvernement est illégale. Frank Cousins démissionne de son poste le même jour. Sa décision relève tout autant d'une opposition de principe que d'un choix de politique interne pour Cousins, puisque les conducteurs de bus syndiqués à la TGWU se sont lancés dans des actions de protestation contre le gel d'augmentations pourtant négociées par le syndicat<sup>602</sup>. L'année 1967 est marquée par la poursuite du contrôle sévère des augmentations salariales. Minkin considère que la conférence travailliste de 1967 constitue une rupture dans l'histoire du parti. Le mécontentement syndical se traduit par le dépôt de motions à la conférence du parti travailliste, où les organisations syndicales se contentaient traditionnellement d'appuyer des motions sans formuler des demandes spécifiques, reconduisant la division entre les ailes politique et syndicale du mouvement. Alors que le gouvernement intervient dans l'activité syndicale de négociation des augmentations salariales, les syndicats font valoir plus explicitement leur point de vue en

---

<sup>600</sup> Andrew Thorpe, *op. cit.*, 1999, 2007, p. 136.

<sup>601</sup> Vernon Bogdanor, *op. cit.*, 2004, p. 15.

<sup>602</sup> Jack Jones, *Union Man: The Autobiography of Jack Jones*, Londres, Collins, 1986, p. 196.

matière de politique économique<sup>603</sup>. En 1968, l'élection de Hugh Scanlon à la tête de l'*Amalgamated Engineering Union* transforme l'orientation politique du mouvement puisque le TUC n'est plus dominé par un trio de dirigeants droitiers, mais par le binôme de gauche que Scanlon forme avec Frank Cousins puis avec Jack Jones qui le remplace courant 1969 à la tête la TGWU. Cette gauche syndicale est moins disposée que les dirigeants de droite de l'après-guerre à assurer la crédibilité économique du mouvement syndical et du gouvernement travailliste en imposant la modération salariale aux syndicalistes. À la conférence spéciale des exécutifs syndicaux organisée par le TUC à Croydon début 1968, la politique de modération défendue par le *General Council* et le secrétaire général du TUC George Woodcock s'impose de justesse, contre l'opposition combinée de la TGWU et de l'*Amalgamated Engineering Union*.

Au congrès du TUC de septembre 1968, les débats sur la politique des revenus sont plus houleux. Dans son discours inaugural, Lewis Wright alerte le gouvernement travailliste sur la nécessité de conserver le soutien des travailleurs. La solution à la situation présente de blocage sur la question des augmentations salariales réside selon Wright dans les accords de productivité, qui permettent de concilier l'amélioration des performances de l'économie britannique et le maintien et l'amélioration du niveau de vie des travailleurs et de leurs familles<sup>604</sup>. La politique des revenus imposée au TUC par le gouvernement, ainsi que sa politique déflationniste qui vise à préserver la balance des paiements, sont cependant néfastes à la signature de nouveaux accords de productivité : la première parce qu'elle empêche des accords qui accroîtraient les revenus, la seconde parce qu'elle n'incite pas les entreprises à accroître leur productivité pour profiter de la croissance. La discussion en séance plénière sur la politique des revenus est longue, pas moins de trois motions ayant été déposées à ce sujet. Elles reflètent la division politique du mouvement syndical entre des ailes gauche, centre et droite. La motion 8 affirme le soutien entier du congrès à la politique volontaire de contrôle des revenus mise en œuvre sous l'égide du TUC, à la fois en tant que garantie contre toute tentation de légiférer de la part du gouvernement, et en tant que moyen de parvenir à une plus juste détermination des salaires. Proposée par le délégué de la *National Union of Dyers*,

---

<sup>603</sup> Lewis Minkin, *The Labour Party Conference: A Study in the Politics of Intra-Party Democracy*, Manchester, Manchester University Press, 1980, p. 39-40.

<sup>604</sup> « If managements were more resourceful and if workpeople could rid themselves of undue apprehensions about the effect of change, the nation's sights could be set higher than most people have yet dared to contemplate. Governments, employers and unions need not wait upon each other to make the first move. There is scope for initiative almost everywhere to look for a rise in productivity on an unprecedented scale – not as an end in itself, but as a means to a higher standard of living for ourselves and for all who depend upon our efforts. » Trades Union Congress, *Report of 100<sup>th</sup> Annual Trades Union Congress*, Londres, TUC, 1968, p. 95.

*Bleachers & Textile Workers*, et appuyée par le délégué de la *Tobacco Workers' Union*, c'est la motion centriste, présentée par des petits syndicats représentants des travailleurs de secteurs en déclin, auxquels ne profite pas la libre négociation collective et la croissance des salaires que connaissent d'autres secteurs manufacturiers. Le délégué de la *National Union of Dyers, Bleachers and Textile Workers* affirme tout d'abord que l'alternative à la politique des revenus serait une lutte suicidaire entre le TUC et le gouvernement, alors qu'un vote en faveur de la politique des revenus sous l'égide du TUC est un signe clair en direction d'une économie planifiée. Ensuite, pour que le *General Council* du TUC ait une quelconque crédibilité dans ses négociations avec le gouvernement, il faut que le mouvement syndical montre qu'il prend ses responsabilités pour le bien du pays<sup>605</sup>, or le contrôle des revenus est nécessaire pour rationaliser le système de détermination des salaires. Enfin, le contrôle des revenus a été rendu nécessaire par le chaos du système actuel de détermination des salaires, qui contribue selon le délégué de la *Tobacco Workers' Union* à la hausse de l'inflation<sup>606</sup>.

La motion 9 affirme à l'inverse que le contrôle des revenus a des effets délétères sur l'activité syndicale, l'expansion économique et l'accroissement de la productivité. Elle demande donc son abrogation, en même temps qu'elle rejette toute législation visant à restreindre l'activité syndicale. Proposée par Frank Cousins, secrétaire général de la TGWU, et appuyée par Hugh Scanlon, président de l'*Amalgamated Engineering Union*, c'est la motion soutenue à la fois par les deux principaux syndicats du secteur manufacturier et par l'aile gauche du parti travailliste. Frank Cousins, encore ministre travailliste deux ans plus tôt, affirme qu'il n'a pas peur d'un conflit avec le gouvernement. Les profits de l'industrie ayant augmenté de 70% depuis 1963, il trouve légitime de demander des augmentations de salaires pour les travailleurs. Alors que la politique des revenus organise selon lui la répartition d'une part décroissante du produit national brut, la question est plutôt de savoir comment obtenir pour les travailleurs une part croissante de ce même PNB<sup>607</sup>. Prenant l'exemple des conducteurs de bus, dont l'augmentation de salaire obtenue des employeurs a été bloquée par

---

<sup>605</sup> « You cannot send my senior colleagues on the platform behind me to see Government Ministers and to seek various improvements and changes in policies unless we are prepared to play our part and face our responsibilities and have a plan and occasionally make concessions for the good of the economy and the country. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 553.

<sup>606</sup> « We believe that the old theory of the free-for-all on the wages front is outdated and outmoded. It can lead to chronic inflation, leading ultimately to a lowering of the standard of living of those members who are living on pensions and other fixed incomes. We therefore believe that an incomes policy can help to provide conditions in which we can help to secure for our members bigger improvements in real wages. » *Ibid.*

<sup>607</sup> « Let us not kid ourselves that the way to do it properly, under a socialist approach, is for us to share out a declining proportion of the gross national growth. We want a bigger share of it. This is what we are talking about. As we do this, we are being driven to the conclusion that to talk as if you want a higher standard of living for workers is somehow incompatible with socialist ideology. I thought that was what it was about really. » *Ibid.*

trois fois par le gouvernement travailliste au moyen d'instruments légaux, mais qui finira de toute façon par s'appliquer, il conclut que la volonté du gouvernement de légiférer pour renforcer sa politique des revenus aboutira à la destruction mutuelle du mouvement syndical et du gouvernement<sup>608</sup>.

Si l'argumentaire de Cousins est avant tout politique, celui de Scanlon est davantage économique. Il affirme que la politique des revenus empêche la croissance de la demande intérieure, alors même que celle-ci est nécessaire pour relancer la production industrielle britannique et réduire le nombre de chômeurs qui s'accroît, et que se profile la menace d'un chômage que Scanlon qualifie de « technologique », c'est-à-dire causé par la rationalisation et d'automatisation de l'industrie. La politique des revenus, loin d'être favorable aux travailleurs, est en fait la politique voulue par les milieux d'affaires, car elle fait passer la défense de la monnaie britannique avant la situation économique du pays<sup>609</sup>, fait l'impasse sur d'autres solutions comme la réduction des dépenses militaires et la maîtrise des importations, enfin vise à faire porter le chapeau pour les difficultés économiques de la Grande-Bretagne aux travailleurs.

La troisième motion du débat est la motion 65, qui appelle à soutenir le principe d'une politique des revenus et des prix, mais est hostile à ce que le TUC préside à sa mise en place, et demande qu'elle soit confiée à un organisme indépendant. Regrettant une politique rigide et à court terme, la motion appelle à une politique orientée vers l'augmentation de la productivité et de l'efficacité. Proposée pour l'*Electrical Trades Union* (ETU) par Les Cannon, et secondée par un délégué de la *National Union of Domestic Appliance and General Metal Workers*, c'est la motion de droite. Selon Cannon, le débat sur la politique des revenus est un faux débat, qui n'aurait jamais dû avoir lieu. La politique des revenus est en effet une politique responsable, au vu de la situation économique de la Grande-Bretagne<sup>610</sup>. Il s'en

---

<sup>608</sup> « I do not like the idea of having to say to my members : “Our Labour Government” – we use the phrase until it is not going to have any meaning shortly – “believes that you should not have wage adjustments until they tell you when you can have the adjustments.” [...] I do not care what political background the Government has. It cannot get involved in the detail of industrial negotiation. We are asking the Government to keep out, before they destroy not only themselves but us. Jack Peel talked about the danger that may come to us through a clash that can leave us shattered – although probably not all at the same time. I think this is probably the truest bit of the whole comment that he made. We do not want it to happen, but inevitably it will, unless the Government recognises that we are all partners in this affair of improving the standard of living of the people, a function that ought to be laid down for them, as well as for us. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 556.

<sup>609</sup> « It is not a policy designed even to eliminate hardship, let alone redistribute wealth. It is a policy on the old traditional Tory lines, committed and perpetrated with the full approval of the Treasury, a Department much less concerned with expansion than the protection of the pound on the world's markets. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 557

<sup>610</sup> « I think we are all seeking solutions without reminding ourselves of the problem, although we were helped a little yesterday by Clive Jenkins, who told us, quite rightly, that we are £1,600 million in debt, and this year we



prend à la proposition de Scanlon de réduction des dépenses militaires, qui en plus d'affaiblir la puissance britannique, n'est pas selon lui une solution économique viable. En revanche, pour être efficace, une politique des revenus efficace ne doit pas être soumise au rapport de force entre le gouvernement et le TUC, mais être déterminée de manière objective par une institution indépendante, comme le *Prices and Incomes Board* qui a été mis en place par la législation du gouvernement travailliste, mais dont les attributions doivent être renforcées.

George Woodcock, secrétaire général du TUC, est dans une situation difficile du fait de la polarisation des motions et de l'hostilité manifestée par les syndicats à l'égard d'un gouvernement qu'il doit cependant convaincre que le *General Council* du TUC tient fermement les rênes du mouvement syndical<sup>611</sup>. Dans son discours de présentation du rapport du *General Council* qui introduit le débat, il défend le principe d'une politique volontaire de contrôle des revenus tout d'abord de manière conjoncturelle, comme une contrepartie nécessaire si le mouvement syndical veut obtenir une politique de réflation de la part du gouvernement<sup>612</sup>. De manière plus structurelle, il y voit un pas vers la réorganisation volontariste, sous la houlette du TUC, des négociations collectives vers une plus grande équité entre les différents groupes de travailleurs, au profit des groupes de travailleurs incapables de bénéficier du système de la libre négociation<sup>613</sup>. Le principal enjeu pour le secrétaire général du TUC est l'adoption des paragraphes du rapport du *General Council* ayant trait à la politique du TUC en faveur d'un contrôle volontaire des revenus. Le risque pour lui est qu'un échec de la motion 8, possible puisqu'elle est présentée par des petits syndicats sans poids, soit perçue comme un désaveu de la politique de la direction du TUC, même si le rapport était

---

will suffer a deficit of a further £600 million. Yet there is an aggregate of demand on the gross national product, which we support. Despite our indebtedness, we want more investment. We want to restore cuts in social services, and we want to expand the social services. We all want a considerable extension to our consumption. The economy simply cannot stand it, and that is a fact. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 558.

<sup>611</sup> « We have to oppose government's policies, but in the end I do not want to get into a fight with the Government. There is no future in getting into fights with government in the kind of world in which we live today. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 550.

<sup>612</sup> « There are other ways of reducing costs than by restraining wage increases. But there is a need for an incomes policy, apart from this economic need, apart from the contribution it can make to the solution of our economic problems, apart from the contribution it can make to sustained growth, the contribution that can be made in terms of the effect on prices and on costs and perhaps more particularly [...] the contribution that a sensible wages policy can make to technical efficiency and the better use of our manpower. An incomes policy can make an economic contribution, can make a short-run contribution to the solution of immediate and pressing problems. It can do more. It has this further more positive help in this particular period – say to the end of 1969 – that it can, in so far as incomes policy can ease the pressure, encourage the Government, give courage to the Government to be a little more confident, a little more chancy, to take a little bit of risk in other directions, as, for example, in the expansion of demand. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 551.

<sup>613</sup> « To us on the General Council incomes policy is part of our contribution – is related – to the whole business of collective bargaining in our modern industrial society. What we want in this country, what we need, what Congress has always stood for, is a better ordered and more methodical and more sensible and more just system of collective bargaining and wage settlement. This is what incomes policy to us is really about. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 551.

quant à lui adopté. Au pire, on pourrait même imaginer que les puissants syndicats partisans de la motion 9, rejettent ensemble la motion 8 de soutien à la politique des revenus volontaire élaborée par le TUC et le rapport du *General Council* du TUC.

L'objectif de George Woodcock, le secrétaire général du TUC, est d'éviter que l'un ou l'autre ne se produise. Son intervention, au début du débat, vise donc à faire trois choses. Tout d'abord, il s'agit de désamorcer l'impact de la motion 8 qui demande un soutien au contrôle volontaire des revenus sous la houlette du TUC dans des termes incondtionnels. C'est pourquoi il en critique le caractère belliqueux, tout en demandant cependant au congrès de l'adopter, sans quoi elle pourrait être utilisée par ennemis du TUC pour affirmer que le mouvement syndical est incapable de gérer lui-même le système de négociation salariale, et pousser à l'adoption d'une politique de contrôle des revenus appuyée par la loi. Ensuite, Woodcock doit montrer que les motions 8 et 9 sont compatibles, c'est-à-dire qu'il est possible d'adopter simultanément une motion 8 favorable à la politique des revenus – dans la mesure où il s'agit de la politique volontaire menée par le TUC – et la motion 9 qui y est hostile – dans la mesure où il s'agit des dispositifs légaux de contrôle des revenus. Enfin, il doit encourager, en contrepartie à l'adoption du rapport du *General Council*, l'adoption de la motion 9 qui s'oppose à la législation gouvernementale dans le domaine du contrôle des revenus, tout en en désamorçant la portée et ce qu'elle comporte de défi au gouvernement. Pour réussir le tour de force de l'association difficile des motions 8 et 9, George Woodcock doit déplacer la ligne de fracture au sein du mouvement syndical. Il demande donc le rejet de la motion 65, laquelle affirme que *General Council* du TUC n'est pas l'organisme approprié pour veiller à l'application d'une politique volontaire de contrôle des revenus. Alors même que la ligne de partage principale semble passer entre la gauche et le centre du mouvement syndical, entre opposants et partisans de la politique des revenus, Woodcock parvient à la déplacer entre le centre et la droite du mouvement syndical, entre partisans et opposants de la politique du TUC, afin de constituer une majorité de centre-gauche en faveur de la politique actuellement menée par le TUC.

Dans le débat qui suit, tous les délégués n'acceptent pas l'affirmation de Woodcock que les motions 8 et 9 sont compatibles. Tom Jackson de la *Union of Post Office Workers* (UPOW), qui soutient la motion 8, se prononce en faveur de ces deux motions mais se plaint de ce qu'il voit comme le double discours des syndicats les plus puissants, qui à la fois se disent favorables à la présente politique du TUC de contrôle volontaire des revenus, et manifestent tout aussi constamment leur opposition à toute forme de politique des revenus, et

se retrouvent dans la situation paradoxale d'opposants à la politique des revenus pourtant défenseurs de la politique du TUC<sup>614</sup>. Le délégué de la *Clerical & Administrative Workers Union* défend en revanche la motion 8 et s'oppose vigoureusement à la motion 9, expliquant que c'est précisément parce que les syndicats les plus puissants comme la TGWU ont refusé en 1966 de donner leur accord à une politique volontaire de contrôle des revenus que le gouvernement, faute de pouvoir s'appuyer sur le TUC, a dû légiférer pour contrôler les revenus. Du côté des partisans de la motion 9, certains acceptent pareillement la motion 8 avec des réserves. Le délégué de NALGO soutient la motion 8 sans enthousiasme, et insiste sur le nécessaire désengagement de l'État des relations professionnelles, notamment dans les services publics, où il fait pression sur les employeurs dans les négociations qu'ils ont avec les syndicats. Des arguments semblables sont formulés par les délégués de la *Fire Brigades Union* (FBU) et de la CSCA<sup>615</sup>. Plusieurs promoteurs de la motion 9, notamment des syndicats aux directions marqués à gauche comme la TGWU et ASTMS, refusent en revanche toute idée de compromis. Dans son intervention à la fin du débat, Frank Cousins appelle à voter contre la motion 8 pour des raisons de cohérence<sup>616</sup>. Il en va de même du délégué d'ASTMS, qui s'en prend à la motion 8 et rejette l'alternative entre la politique volontaire des revenus et l'intervention législative comme fallacieuse, qu'il voit comme deux maux à combattre<sup>617</sup>. Ils sont soutenus par de plus petites organisations comme la *National Union of Tailors and Garment Workers*, dont le délégué fait un discours très hostile à une politique gouvernementale dans laquelle il voit du mépris à l'égard des syndicalistes<sup>618</sup> et une trahison de la promesse de redistribution des richesses qui s'est transformée en partage des salaires<sup>619</sup>, et la *Watermen Lightermen Tugmen and Bargemen's Union*, dont le délégué fait part de sa

---

<sup>614</sup> « We who support the *Economic Review* have allowed our platform to be snatched from us by the nihilistic and negative opponents of any form of wages policy. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 561.

<sup>615</sup> Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 561-562, 567.

<sup>616</sup> « You cannot have it all ways at once. You cannot have two policies, a voluntary one and a controlled one, running at the same time. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 569.

<sup>617</sup> « I would address myself to the point contained in the second sentence, which reads: "Such a policy is the only feasible alternative to growing legislative interference in the field of wages negotiations." I want to make this philosophical point head on. They always say, "What are your alternatives?" If you go to the doctor and he says, "Yes, you are unwell. I think you have smallpox," you do not say, "What is your alternative?" You say, "I wish to be cured of this." And that really is the point I am seeking to make. What we want to do is to oppose both of these maladies. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 563.

<sup>618</sup> « It is with very deep regret that I have to criticise the administration of a Labour government. If it were merely a matter of the economic and international difficulty, that would be understood, and indeed we understand; but the disregard or ignorance of the basic integrity and knowledge and experience of the trade unions is another thing. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 564.

<sup>619</sup> « The Trades Union Congress put forward a plan for the redistribution of wealth, but the Government have sought to redistribute wages. In other words, instead of doing something positive about wealth, what they are doing is stirring the wages pot, hoping that if they stir fast enough some of the contents will be emptied. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 564.

déception à l'égard d'un gouvernement travailliste dont le mouvement syndical attendait tant, dont la politique des revenus profite au capital et aux banquiers<sup>620</sup>, et qui accumule pour cette raison les défaites aux élections partielles depuis 1966. À l'inverse, pour Les Cannon de l'*Electrical Trades Union* (ETU), c'est au contraire la poursuite d'une politique responsable qui permettra au gouvernement travailliste d'être réélu<sup>621</sup>. Au final, le vote du congrès est conforme aux demandes du secrétaire général du TUC, même si résultat marque avant tout le rejet de toute intervention législative du gouvernement<sup>622</sup>.

### 2.3.2.3 1968 : le rapport Donovan

En 1966, en même temps qu'il met en place un contrôle des revenus pour contrôler temporairement l'augmentation des salaires, le gouvernement Wilson crée la *Royal Commission on Trade Unions and Employers' Associations* sous la direction de Lord Donovan. De cette commission Donovan, formée dans un contexte d'inquiétudes autour de la multiplication des grèves sauvages, le gouvernement attend qu'elle décrive des relations professionnelles désordonnées, légitimant ainsi une intervention législative visant à contrôler plus durablement le mécanisme de négociation des augmentations salariales, même si le cahier des charges de la commission ne prévoit pas l'étude de mesures législatives et même si le secrétaire général du TUC George Woodcock fait partie de cette commission. La commission compte cependant dans ses rangs, outre les représentants des organisations syndicales et patronales, Otto Kahn-Freund, professeur de droit à Oxford et l'un des principaux théoriciens d'un modèle libéral pluraliste de régulation des relations professionnelles, qui privilégie la négociation entre syndicats et patronat pour déterminer les conditions d'emploi et de travail. Il est de ce point de vue en parfait accord avec les remarques et propositions formulées par le TUC.

---

<sup>620</sup> « Many delegates here today believe sincerely that traditional loyalty to the Labour Party calls for acquiescence in this policy, in spite of the disastrous effect it is having on the trade union and labour Movements and workers generally. I know what many of them would be saying today if in the interests of propping up the capitalist system a Tory Government had introduced such an Act, an Act that enables the Government to fine or imprison any trade unionist fighting for better standards of living. I say what is the difference? The measures now imposed and inflicted upon us have the same object to defend capitalism, and the whole operation is dictated by international bankers to preserve the rights of private profits, of unearned income, of massive takeovers, and to support the sacred cow, the pound sterling, which in turn, sustains the God Almighty dollar. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 566.

<sup>621</sup> Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 570.

<sup>622</sup> Les paragraphes du rapport du TUC ayant trait à l'action du *General Council* concernant la politique des revenus sont adoptés à par 469 300 voix contre 3 935 000. La motion 8, favorable à la politique volontaire existante, est adoptée à une très courte majorité de 4 266 000 voix contre 4 232 000. La motion 9, hostile aux dispositifs légaux, est en revanche adoptée à une très large majorité, avec 7 746 000 voix pour et 1 022 000 contre. Enfin, la motion 65 qui demande la supervision de la politique des revenus par un organisme indépendant est rejetée à une large majorité de 8 252 000 voix contre 360 000.

Le rapport rendu en 1968 par la commission Donovan, largement inspiré par Kahn-Freund, constitue dès lors une défense du *statu quo*. Il décrit un système autonome de négociation locale qui s'est mis progressivement en place et fonctionne à l'avantage des entreprises comme des travailleurs. Les problèmes qu'il souligne sont tout d'abord le décalage entre les deux niveaux auxquels se déroule la négociation collective, le niveau national formalisé qui ne répond plus aux besoins des entreprises et aux attentes des travailleurs, et le niveau local informel qui se développe mais manque de reconnaissance et de formalisation ; ensuite la multiplicité des organisations syndicales sur un même site, cause de frictions intersyndicales que le rapport suggère de réduire grâce à des procédures plus claires de reconnaissance et de démarcation ; le manque de clarté et de précision des accords collectifs, qui ne fournissent pas une base solide pour les relations professionnelles quotidiennes ; enfin l'absence de procédures claires de résolution des conflits. Il recommande donc d'encourager la tendance à l'œuvre en facilitant une formalisation du système de négociation collective au niveau local<sup>623</sup>. Le *General Council* du TUC adopte globalement les conclusions du rapport, dont il juge les analyses intéressantes et utiles. Dans le rapport qu'il produit à la demande du ministère de l'emploi, *Action on Donovan*, il s'appuie sur le rapport Donovan pour demander une reconnaissance syndicale accrue, comme le demandaient également plusieurs résolutions du congrès de 1967. Le *General Council* du TUC estime cependant que le rapport fonde ses conclusions sur une analyse de quelques secteurs seulement, principalement industriels et notamment automobile, et que celles-ci sont donc partielles et inadaptables à l'ensemble des secteurs<sup>624</sup>. Le système de négociation local mis en avant par les rapporteurs ne conviendrait pas à tous les secteurs. Il est vrai qu'une telle régulation des relations professionnelles suppose une présence syndicale forte sur les lieux de travail. Peut-être faut-il y voir des craintes, de la part des directions nationales, de se voir dépossédées de leur autorité et de leurs responsabilités par le mouvement de décentralisation de la négociation collective.

Les analyses du TUC et du CBI se rejoignent dans ce domaine, et ils font paraître un communiqué commun dans ce sens. Ils déclarent cependant être prêts à aller dans le sens du rapport, sans attendre que le gouvernement légifère pour faciliter la reconnaissance des organisations syndicales ou la résolution des conflits. Cette acceptation des conclusions globales du rapport Donovan vise à préserver le caractère volontaire des relations

---

<sup>623</sup> *Report of the Royal Commission on Trade Unions and Employers' Associations*, 1968, Cmnd 3623.

<sup>624</sup> Trades Union Congress, *Report of 101<sup>th</sup> Annual Trades Union Congress*, Londres, TUC, 1969, p. 202-203.

professionnelles et à contrecarrer toute intervention législative gouvernementale<sup>625</sup>. Cette déclaration conjointe annonce tout d'abord le lancement d'une réflexion en vue d'une redéfinition des rôles des niveaux national et local dans la négociation collective. Elle demande ensuite des mesures visant à accroître les compétences en matière de négociation des directions et des syndicats au niveau local, ce qui passerait par une meilleure reconnaissance des syndicats par les directions d'entreprises ; des formations offertes aux directions d'entreprises, aux permanents syndicaux et aux délégués locaux ; le renforcement de l'assistance et de l'expertise en matière de négociation fournies par les entreprises et les syndicats à leurs responsables locaux ; enfin la mise en place d'un nouvel organisme visant à enquêter sur les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre et le respect d'accords collectifs. Pour finir, elle appelle à une réflexion conjointe sur l'emploi de la main-d'œuvre et sa formation. C'est armé de ces propositions que le *General Council* rencontre les représentants du *Department of Employment and Productivity* (DEP).

#### **2.3.2.4 1969 : In Place of Strife**

Morgan estime que l'arrivée de Barbara Castle à la tête d'un DEP dont les responsabilités ont été accrues par rapport à l'ancien Ministry of Labour est un tournant. En effet, lorsque le 30 décembre 1968 c'est au tour de la ministre de faire part de ses propositions, celles-ci incluent à la surprise des syndicats des dispositions pénales, imposent une pause conciliatoire et une consultation des adhérents dans certains conflits majeurs et rendent obligatoire l'enregistrement des syndicats. Plusieurs facteurs expliquent ce que le TUC perçoit comme un durcissement inattendu de la position du gouvernement. Tout d'abord, celui-ci s'engouffre dans la brèche ouverte par le rapport Donovan lorsque celui-ci préconise une consolidation juridique du système des relations professionnelles réellement existant<sup>626</sup>. Le gouvernement Wilson peut donc considérer qu'il poursuit le programme de modernisation des relations professionnelles initié par le gouvernement conservateur qui avait fait adopter par le Parlement en 1956 et 1964 deux lois sur les pratiques restrictives qui visaient à rendre plus flexible l'organisation du travail. Ensuite, alors que la stratégie économique du gouvernement Wilson a été brutalement remise en cause par la crise monétaire de 1966-1967, le contrôle de l'action syndicale pour modérer les revendications salariales apparaît au gouvernement comme le seul levier dont il dispose encore, ou plutôt c'est le seul levier sur

---

<sup>625</sup> « They see no reason to await Government decisions on legislation before embarking on these and are agreed that whereas there are areas in which legislation will be necessary, there are others where voluntary action can achieve the desired results. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1969, p. 203.

<sup>626</sup> *Report of the Royal Commission on Trade Unions and Employers' Associations*, 1968, Cmnd 3623, p. 204.

lequel il est encore prêt à appuyer. Enfin, après une série de défaites aux élections partielles et locales depuis 1966, il est nécessaire de réaffirmer l'autorité du gouvernement alors que l'opposition conservatrice clame haut et fort qu'elle mettra fin aux excès syndicaux<sup>627</sup>.

Le 7 janvier 1969, le *General Council* se retrouve lors d'une réunion exceptionnelle pour examiner les propositions du gouvernement, au cours de laquelle les directions syndicales font part de leur inquiétude par rapport à l'orientation générale des propositions de Castle et aux mesures spécifiques qu'elle annonce. Dans une déclaration publiée le 17 janvier<sup>628</sup>, le *General Council* juge acceptables, voire bienvenues, certaines des propositions qui renforcent la protection des travailleurs et des syndicats et facilitent leur reconnaissance par les employeurs, mais exprime son opposition radicale aux autres propositions<sup>629</sup>. Il note que le projet de loi va à l'encontre de plusieurs recommandations du rapport Donovan, et indique que la mise en place – quasi impossible selon le *General Council* – des dispositions prévues par le projet de loi gouvernemental risquerait d'affecter les relations à la fois entre le mouvement syndical et le gouvernement, et au niveau local entre employeurs et travailleurs<sup>630</sup>. Il rejette spécifiquement la proposition de donner force de loi aux recommandations de la *Court of Industrial Relations* (CIR) concernant la reconnaissance des syndicats dans les entreprises, et d'imposer des pénalités à des syndicats qui refuseraient de s'y plier, de même qu'il rejette la possibilité ouverte de donner force de loi à des accords collectifs, ce qui impliquerait selon le *General Council* une judiciarisation des relations professionnelles étrangère aux traditions du mouvement syndical britannique, et l'importation d'un jargon juridique incompatible avec le caractère démocratique de l'activité syndicale. Il juge complètement inacceptable la possibilité pour le gouvernement tout d'abord d'imposer une consultation des adhérents d'un syndicat avant le début d'une action, ce qui à la fois a été prouvé inutile et risque de nuire à l'autorité des dirigeants syndicaux, et ensuite d'imposer une trêve dans une grève sauvage susceptible d'avoir des conséquences graves pour l'économie, du fait de la difficulté à définir quand une grève est sauvage et quand elle est susceptible

---

<sup>627</sup> Le rôle personnel joué dans l'épisode *In Place of Strife* par George Woodcock, le secrétaire général du TUC, a également été souligné. Celui-ci, depuis longtemps partisan d'une rationalisation des relations professionnelles, aurait vu dans les propositions du gouvernement une façon de contraindre les dirigeants syndicaux du *General Council* du TUC à l'action. Il se serait montré enthousiaste lorsque Barbara Castle lui aurait présenté son projet, induisant celle-ci en erreur quant à la façon dont le TUC se positionnerait. Robert Taylor, *op. cit.*, 1999, 2007, p. 204.

<sup>628</sup> Trades Union Congress, *op. cit.*, 1969, p. 205-8.

<sup>629</sup> « The General Council, however, are opposed to, or at least have reservations about, the Government's other proposals, and they wish to leave the Government in no doubt about the nature of those reservations and the strength of their objections. » *Ibid.*, p. 205.

<sup>630</sup> « Any attempt by Government to impose unreasonable and therefore unworkable constraints on the freedom of working people to pursue their legitimate objectives could only harm the relationship between the trade union movement and the Government and between working people and employers. » *Ibid.*, p. 206.

d'avoir des conséquences graves. Pour finir, il rejette l'enregistrement des syndicats, l'obligation faite à leur constitution de couvrir un certain nombre de domaines définis, enfin la dépendance financière des syndicats vis-à-vis de l'Etat, que créerait la mise en place d'un *Trade Union Development Fund* visant à la rationalisation et recomposition du mouvement syndical.

Le 8 janvier 1969, le *General Council* du TUC rencontre Barbara Castle, qui défend ses propositions mais affirme que la législation pourrait être aménagée par rapport au projet de loi, en fonction des progrès obtenus par le TUC en matière de rationalisation des relations professionnelles. Elle annonce un calendrier aboutissant au vote d'une loi en novembre. Le 17 janvier, le livre blanc *In Place of Strife* est publié. En mars, le TUC organise des conférences sectorielles des syndicats affiliés pour discuter des conclusions du rapport Donovan. L'objectif du TUC est toujours de prévenir la législation par la mise en œuvre d'un programme syndical de modernisation des relations professionnelles. Trois syndicats – la *Watermen Lightermen Tugmen and Bargemen's Union*, la *Society of Graphical and Allied Trades* (SOGAT) et l'*Amalgamated Union of Building Trade Workers* – demandent la tenue d'un congrès extraordinaire du TUC. Le *General Council* considère alors qu'il s'agit d'une initiative prématurée, étant donné que la ministre a indiqué que la législation ne serait pas votée avant l'automne. En revanche, quand la TGWU demande à son tour la tenue d'un congrès extraordinaire, et alors que des rumeurs de passage en force du gouvernement sont publiées dans la presse, le *General Council* décide de rencontrer le Premier ministre pour s'assurer que le calendrier prévu pour l'élaboration de la nouvelle législation serait respecté, et réitérer son opposition aux propositions punitives du projet de loi<sup>631</sup>. Pendant ce temps, au NEC du parti travailliste, une motion hostile aux propositions de Barbara Castle déposée par le président de la NUM Joe Gormley est adoptée le 26 mars après un débat musclé.

Le 11 avril 1969, les représentants du *General Council* rencontrent le Premier ministre et la ministre du travail<sup>632</sup>. Le *General Council* souligne qu'il n'y a pas eu d'application du droit pénal dans les relations professionnelles en temps de paix depuis 100 ans, que le TUC a pris en compte le rapport Donovan, et le considère comme une occasion de réformer le système de négociation collective, enfin que toute législation ferait capoter ce travail nécessaire de redéfinition de la négociation collective. Selon le Premier ministre au contraire, la commission Donovan représente aux yeux de l'opinion trois années perdues, et il est urgent

---

<sup>631</sup> *Ibid.*, p. 209-210.

<sup>632</sup> *Ibid.*, p. 210.



d'agir contre les grèves sauvages<sup>633</sup>. Le gouvernement doit donc agir, et ne peut laisser la réforme de la négociation collective exclusivement entre les mains des employeurs et des syndicats, ni exclure de son projet le principe de sanctions sans quoi la législation perd toute efficacité. En revanche, le gouvernement indique qu'il ne considère pas le calendrier prévu comme gravé dans le marbre, et qu'il serait prêt à modifier son projet de loi si le TUC produisait un projet alternatif à l'action tout aussi rapide et efficace.

Le 15 avril, le Chancelier annonce cependant dans la présentation de son budget que le gouvernement a décidé de soumettre au parlement, dès la session en cours, un projet de loi intermédiaire incorporant les principaux éléments de *In Place of Strife*. Le lendemain, les représentants du *General Council* rencontrent le Premier ministre et la ministre du travail. Le Premier ministre indique que cette première loi concernerait principalement les grèves sauvages, et non pas le pouvoir discrétionnaire du gouvernement d'ordonner des consultations des adhérents d'un syndicat, élément dont la nécessaire intégration aux constitutions des syndicats demanderait plus de temps. Sur les cinq dispositions, quatre sont favorables puisqu'elles concernent les libertés syndicales et la reconnaissance des syndicats par les entreprises. C'est la quatrième disposition, celle instituant la possibilité pour le gouvernement d'imposer une pause dans un conflit dit « non-officiel » ou « inconstitutionnel », qui pose problème aux représentants du *General Council*. En cas de violation de la pause, l'affaire serait transmise devant l'*Industrial Board* que le gouvernement propose de créer, et qui pourrait décider d'imposer des amendes. L'argent récolté servirait certes à financer la modernisation des syndicats<sup>634</sup>, mais les représentants du TUC indiquent que le mouvement syndical est irréductiblement opposé à l'imposition d'amendes dans les relations professionnelles. De telles propositions radicales et immédiates n'apporteraient pas de solution durable aux difficultés profondes éprouvées dans les relations professionnelles. De nouveau, le Premier ministre indique que le gouvernement reconsidérerait sa position si le TUC pouvait proposer des solutions de remplacement à l'action aussi rapide et efficace.

---

<sup>633</sup> « However, in the public mind, Donovan represented three years consumed and the public were looking for action against unofficial strikers who brought about industrial anarchy. » *Ibid.*, p. 210.

<sup>634</sup> « Fourth, the Bill would provide that the Employment Secretary could order a conciliation pause in unconstitutional stoppages, or this would be coupled with the power to order a return to the *status quo*. A breach of an Order would be referred to the proposed Industrial Board which would assess the action taken and would be empowered to impose financial penalties. These fines would be collected as civil debts and the Government had ruled out any question of imprisoning strikers. Fines could be paid either as a lump sum by the offender or in instalments, or the worker could himself request the attachment of his earnings. In the last resort Courts would have the power to order distraint on goods. The Employment Secretary said that the Government had concluded that the money accruing from fines should not go to the State and suggested that it might be put to some trade union purpose on which the TUC might make suggestions. » *Ibid.*, p. 211.

Le 23 avril 1977, le *General Council* du TUC rejette la proposition de l'*Association of Cinematograph, Television & Allied Technicians* d'organiser une journée de grève contre l'*Industrial Relations Bill*. Il faut dire qu'en dépit du front uni décrit rétrospectivement par le TUC dans son rapport en prévision du congrès de 1969, Jack Jones souligne dans ses mémoires l'hésitation des dirigeants loyalistes comme Jack Cooper de la GMWU et le secrétaire général George Woodcock. Des grèves éclatent cependant ici et là contre le projet, notamment à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai<sup>635</sup>. Le *General Council* accepte finalement la demande d'un congrès extraordinaire du TUC, formulée par quatorze syndicats, dont il considère qu'il serait utile pour discuter de la réponse du TUC au projet gouvernemental, et pour mettre en avant des propositions visant à régler les problèmes qui existent dans les relations professionnelles<sup>636</sup>.

### **2.3.2.5 L'Industrial Relations Programme for Action du TUC : un contre-projet syndical**

Le 12 mai 1969, le *General Council* adopte un document intitulé *Programme for Action*, qu'il entend soumettre au congrès extraordinaire prévu pour le 5 juin<sup>637</sup>. Il l'envoie au Premier ministre en sollicitant la possibilité d'en discuter avec lui. Il s'agit à la fois d'un contrefeux visant à empêcher le gouvernement de légiférer, et d'un véritable contre-projet qui prend en compte les conclusions des conférences sectorielles organisées en mars pour tirer les conclusions du rapport Donovan, explicite l'analyse que fait la direction collégiale du mouvement syndical britannique des problèmes de l'industrie britannique, et détaille le projet de transformation des relations professionnelles envisagé par cette même direction collégiale. D'un côté, il rappelle la revendication d'autonomie portée traditionnellement par une large majorité du mouvement syndical : le TUC revendique le droit pour les syndicats de gérer eux-mêmes les différends qui les opposent entre eux et aux employeurs. D'un autre côté, il s'inscrit dans la perspective de rationalisation et de modernisation qui caractérise l'action du TUC dans la seconde moitié des années 1960, sous l'impulsion de George Woodcock et face à la montée de l'hostilité anti-syndicale dans l'opinion publique. Il propose ainsi une plus grande consultation au niveau local entre employeurs et syndicats, et au niveau national entre TUC et CBI, une intervention conjointe du TUC et du CBI dans les conflits locaux, enfin le renforcement de l'autorité du TUC et de son droit de regard dans les conflits locaux

---

<sup>635</sup> Andrew Thorpe suggère qu'il s'agit de grèves spontanées. À l'inverse, Andrew Murray insiste sur le rôle joué dans cette mobilisation par le Liaison Committee for the Defence of Trade Unions (LCDTU) qui rassemble les syndicalistes communistes. Andrew Murray, *op. cit.*, 2008, p. 134; Andrew Thorpe, *op. cit.*, 1999, 2007, p. 139.

<sup>636</sup> Trades Union Congress, *op. cit.*, 1969, p. 212.

<sup>637</sup> *Ibid.*, p. 229-246.

impliquant des syndicats affiliés. La section centrale, intitulée « *A Trade Union Programme* » et qui fait suite à la réaffirmation des motifs de l'opposition du TUC à *In Place of Strife*, présente les recommandations du TUC dans trois domaines : les relations entre syndicats et employeurs, les relations entre syndicats, enfin les relations au sein des organisations syndicales. À chaque fois, le TUC insiste sur la capacité des acteurs des relations professionnelles de trouver eux-mêmes, s'ils sont encouragés dans la voix de la concertation par des mesures favorables à la reconnaissance des syndicats, une solution à leurs problèmes. Il insiste aussi sur la responsabilité du mouvement syndical, capable de régler par lui-même les problèmes des organisations qui le composent.

Le même jour, les représentants du *General Council* rencontrent le Premier ministre et la ministre de l'emploi<sup>638</sup>. Le Premier ministre indique apprécier l'effort fait par le TUC pour trouver une solution viable et efficace en remplacement de celle du gouvernement. Cependant, il ne pense pas que les propositions concernant spécifiquement les conflits sauvages soient quant à elles viables. Il pense que les propositions concernant la reprise du travail pendant les négociations ne sont qu'un vœu pieux. Les représentants du TUC affirment quant à eux que les syndicats traitent rarement à la légère une recommandation du *General Council* concernant la reprise du travail. Il ne faut pas s'étonner qu'il n'essaie pas de reproduire les sanctions prévues par le projet gouvernemental, dont il pense qu'elles sont contreproductives. Alors que le Premier ministre estime que ni le TUC ni les syndicats n'ont les moyens de faire appliquer leurs décisions, les représentants du TUC indiquent que celui-ci dispose dans sa constitution des dispositions nécessaires, qu'une étude de 130 constitutions de syndicats représentant 8,5 millions de travailleurs a révélé que seuls six syndicats n'ont pas les moyens d'imposer des sanctions à des adhérents qui violeraient la constitution du syndicat, enfin que l'objectif du *General Council* n'est pas d'imposer des sanctions quel que soit le contexte. Lors d'une nouvelle rencontre le 21 mai, le TUC réitère son opposition à toute clause pénale dans la loi, et réaffirme que l'expérience des trente dernières années a montré que les syndicats acceptent les recommandations du *General Council*. De son côté, le Premier ministre réitère les doutes du gouvernement quant à l'efficacité des propositions du TUC concernant les grèves sauvages<sup>639</sup>.

Ce blocage des négociations est résolu au mois de juin en faveur du mouvement syndical. Le 5 juin, le congrès spécial du TUC se prononce à une majorité écrasante contre

---

<sup>638</sup> *Ibid.*, p. 213-214.

<sup>639</sup> *Ibid.*, p. 214.

l'imposition de toute contrainte juridique sur l'activité syndicale, mais pour un rôle plus actif du *General Council* dans la résolution des conflits inter-syndicaux et des grèves sauvages. Sur la base des décisions de ce congrès, les dirigeants syndicaux reprennent les négociations avec le gouvernement. Pour permettre au gouvernement travailliste de sauver la face, le TUC prend un engagement « solennel et contraignant » (« *solemn and binding* ») en faveur de la prévention des conflits<sup>640</sup>. Le 17 juin, contre l'avis de Barbara Castle et de Harold Wilson, le cabinet se prononce pour l'abandon de *In Place of Strife*. Dans son discours inaugural au congrès du TUC de 1969, John Newton affirme à la fois que le mouvement syndical a considéré *In Place of Strife* comme une agression gouvernementale<sup>641</sup>, et en même temps s'emploie à minimiser l'impact de cet épisode sur la relation avec le gouvernement et les espoirs électoraux du parti travailliste. Les relations demeurent cependant extrêmement tendues entre le gouvernement et les syndicats en 1969 et 1970, alors que la politique des revenus du gouvernement se désintègre dans un contexte de forte inflation. Minkin et Seyd considèrent que la victoire conservatrice de 1970, qui s'explique entre autres choses par la démobilisation de l'électorat ouvrier travailliste, a peut-être sauvé l'alliance entre le parti et les syndicats en les unissant face à un ennemi commun<sup>642</sup>.

### **2.3.3 La montée en puissance des partisans de l'*Alternative Economic Strategy* au sein du mouvement ouvrier**

L'abandon par le gouvernement Wilson de son programme de modernisation et de planification de l'économie à partir de 1966 face à la pression exercée par les investisseurs sur la livre sterling replace au centre du débat économique des stratégies visant à rendre au gouvernement le contrôle de l'économie. Au congrès du TUC de 1969, l'*Amalgamated Union of Engineering & Foundry Workers*<sup>643</sup> et la *National Union of Agricultural & Allied Workers* déposent une motion qui demande la remise en cause de l'orientation déflationniste de la politique du gouvernement, à laquelle ils attribuent la croissance du chômage. Tout en acceptant l'objectif de réduction du déficit de la balance des paiements, la motion propose un programme économique qui repose sur une réduction des dépenses liées à la défense, une restriction des investissements directs à l'étranger, un encouragement à l'industrie

---

<sup>640</sup> Jack Jones, *op. cit.*, 1986, p. 206.

<sup>641</sup> « The second century of the Trades Union Congress opened this year in circumstances like the sixties of the last century, when the campaign against the trade unions reached its peak of aggression. In the first half of this year the General Council met continually at a number of meetings, which were perhaps unprecedented since 1926. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1969, p. 72.

<sup>642</sup> Lewis Minkin et Patrick Seyd, *op. cit.*, 1977, p. 116.

<sup>643</sup> L'*Amalgamated Union of Engineering and Foundry Workers* résulte de la fusion de l'*Amalgamated Engineering Union* et de la *National Union of Foundry Workers* en 1967.

d'exportation et l'accroissement de l'agriculture nationale pour réduire les importations<sup>644</sup>. Les mesures demandées sont fortement interventionnistes par rapport à la politique alors mise en œuvre par le gouvernement Wilson. En revanche, le protectionnisme est absent, puisque la motion de l'*Amalgamated Union of Engineering and Foundry Workers* et de la *National Union of Agricultural and Allied Workers* accepte la contrainte que représente la balance des paiements<sup>645</sup>, et défend des politiques de renforcement de l'industrie et de l'agriculture nationale, plutôt que le contrôle des importations. On ne peut donc pas encore parler d'une contre-politique du type AES. En revanche, plusieurs éléments d'analyse et propositions constituent une ébauche de ce qui en vient à être formulé sous le nom d'AES quelques années plus tard : l'importance accordée aux dépenses militaires tout d'abord, qui se font au détriment de dépenses améliorant la vie des Britanniques<sup>646</sup> ; la dénonciation des investissements privés à l'étranger ensuite, qui privent l'industrie nationale britannique d'investissements pourtant nécessaires<sup>647</sup> ; enfin le désir de voir les subventions accordées principalement à des industries qui emploient de nombreux salariés – pour lutter contre la hausse du chômage – et qui sont orientées vers l'exportation – pour combler le déficit de la balance des paiements. On note cependant une différence majeure d'appréciation entre les deux délégués qui défendent la motion. Alors que le délégué de l'*Amalgamated Union of Engineering and Foundry Workers* – qui représente des travailleurs du secteur manufacturier d'exportation – accepte le cadre international de l'économie britannique, le délégué de *National Union of Agricultural and Allied Workers* – représentant des travailleurs d'un secteur bénéficiant de prix réglementés – met en cause l'orientation internationale de

---

<sup>644</sup> « This Congress expresses its concern at the Government's continued deflationary policies and the consequent increase in unemployment. It urges that instead the Government should seek to eliminate the balance of payments deficit by means of: (a) Further cuts in military expenditure, particularly in respect of the BAOR. (b) Severe restrictions on private overseas investment in industrially advanced countries. (c) A greater degree of selectivity in economic planning, involving discrimination in favour of those industries and services which contribute to the balance of payments. (d) The mobilisation of part of Britain's private overseas assets to buy out short-term sterling balances. (e) The expansion of British agriculture in order to substitute a progressively increasing share of our present food imports by produce that can be feasibly grown and processed at home. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1969, p. 600.

<sup>645</sup> « We are at one with the Government in the high priority they give to achieving a substantial and continuing surplus balance. What our motion does is to argue about means rather than ends. » *Ibid.*, p. 601.

<sup>646</sup> « We call in the first clause for further cuts in military expenditure, and we make this call recognising some of the substantial cuts that the Government have made, but we genuinely believe that the major problem that should receive attention in cuts in military expenditure is the British Army of the Rhine. [...] British troops in West Germany are costing £80 million a year. Since 1962 the West German government has made purchases in Britain to offset the foreign exchange costs, but these purchases have consistently fallen below our commitments. It would be a simple exercise to show what items are foregone by the people of this country in terms of houses, schools, roads, hospitals and other social provisions through maintaining British troops on foreign soil. » *Ibid.*, p. 601.

<sup>647</sup> « There is clear reason to believe that many British producers are short of necessary new capital for modernisation because of private overseas investment and that many companies themselves are investing in building new factories abroad, especially within the EEC area, in order to jump tariff barriers. » *Ibid.*, p. 601.

l'économie britannique et l'acceptation des lois du marché<sup>648</sup>. Alors que le délégué de la *National Union of Agricultural and Allied Workers* critique la priorité accordée à l'industrie d'exportation, c'est précisément cette priorité que le délégué de l'*Amalgamated Union of Engineering and Foundry Workers* a défendu<sup>649</sup>. On note cependant la convergence, autour d'une même critique de la politique déflationniste du gouvernement et de la défense de certains outils politiques volontaristes, de deux syndicats dont les priorités économiques sont, sinon antagonistes, du moins divergentes.

Un autre élément de critique de la politique du gouvernement est introduit dans le débat par l'amendement déposé par ASTMS, proposant l'abandon des tentatives de rejoindre la CEE. Clive Jenkins souligne que les subventions que la Grande-Bretagne devrait consentir à l'agriculture archaïque du continent ne manqueraient pas d'aggraver le déficit de la balance des paiements, que le gouvernement britannique serait dépossédé de son pouvoir de lever l'impôt, que dans l'hypothèse d'une harmonisation économique, l'économie britannique devrait supporter le poids de l'introduction d'une TVA de surcroît facteur d'inflation, enfin que le contrôle des investissements directs à l'étranger, bien qu'imparfait à l'heure actuelle, serait tout simplement supprimé. L'opposition d'ASTMS est certes formulée dans des termes compatibles avec l'orthodoxie budgétaire, mais la question du contrôle de l'économie par le gouvernement britannique est centrale dans un contexte où le gouvernement Wilson a indiqué avoir dû capituler devant les investisseurs et les spéculateurs pour sauver la livre<sup>650</sup>. La

---

<sup>648</sup> « The traditional concept of Britain as the world's premier trading nation is open to question. With competition in the world markets the continuing validity of the traditional pattern of world trade cannot be accepted. [...] The increased production since the war is a direct result of the system of the Annual Price Review which was given permanent statutory foundation in the Agriculture Act, 1947. It was then recognised that we could not build up our food production by leaving the industry to the free dictates of the market. This Annual Price Review has by financial incentives introduced a form of planned crop production. It has given farmers greater protection from the large firms that supply them with their goods and purchase of their crops, and whilst it has been difficult to maintain the living standards of the farm worker it would have been infinitely more difficult had we not had the Annual Price Review system. » *Ibid.*, p. 602.

<sup>649</sup> « We want the industrial workers to bring pressure on the Government to vigorously pursue this import saving programme. There are influential industrialists and certain Government departments that still want to concentrate on the expanding export trade and to import large quantities of food, and are prepared to agree to the present drift of workers from agriculture to the tune of round about 20,000 people per year. » *Ibid.*, 1969, p. 602.

<sup>650</sup> Le délégué de l'ATSMS indique finalement qu'il retire son amendement, mais souhaite attirer l'attention des délégués sur le danger de l'adhésion à la CEE, et espère que l'engagement pris en 1967 de réunir une conférence extraordinaire pour discuter des termes de l'entrée dans la CEE sera tenu, et donnera lieu à une discussion de fond sur les conséquences économiques d'une telle adhésion. Si, en dépit de divergences de vues sur les priorités, les syndicats présentés précédemment partagent une même dénonciation de la politique déflationniste du gouvernement, il n'en va pas de même de la droite *Electrical, Electronic & Telecommunications Union & Plumbing Trades Union* (EETUPTU), formée en 1968 par la fusion de l'ETU et de la *Plumbing Trades Union* (PTU), qui de son côté soutient la politique du gouvernement, et s'oppose aux propositions des autres syndicats. Selon le délégué de l'EETUPTU, les mesures prises par le gouvernement étaient nécessaires, car une politique réflationniste aurait pu provoquer un effondrement de la monnaie aux conséquences néfastes pour l'activité économique et pour l'emploi. Il y aurait une contradiction à condamner la politique du gouvernement tout en appelant à réélire celui-ci aux prochaines élections. Enfin, les dépenses liées à la défense ont été déjà grandement

motion de l'*Amalgamated Union of Engineering and Foundry Workers* et de la *National Union of Agricultural and Allied Workers* est adoptée.

La défaite de 1970 contribue plus encore au discrédit du programme révisionniste jusqu'alors dominant au sein du parti, et qui postulait la mise en œuvre d'un programme égalitaire dans le cadre du capitalisme internationalisé de la Grande-Bretagne. Face à un gouvernement conservateur qui annonce la rupture avec les politiques de compromis social menées depuis l'après-guerre, la rupture avec le capitalisme prônée par la gauche du mouvement ouvrier retrouve une audience<sup>651</sup>. L'idée d'une « stratégie industrielle » interventionniste devient un élément central du programme travailliste, notamment le projet de planification de l'investissement industriel. Ce programme n'est d'ailleurs pas soutenu par la seule gauche. La droite travailliste a été démoralisée par la défaite de 1970 à laquelle elle ne s'attendait pas et qui remet en question aussi bien sa doctrine économique que sa théorie électorale<sup>652</sup>. La planification en vient même à être vue par la droite du parti comme une alternative possible aux nationalisations traditionnellement demandées par la gauche : en 1972, Roy Jenkins prononce un discours, rédigé par Stuart Holland, qui fait l'apologie de l'intervention de l'État dans l'économie, telle qu'elle est alors promue sur le continent, en France et en Italie<sup>653</sup>.

1973 a pu être considérée comme l'année où l'idée d'une AES s'impose dans le parti, ou du moins au NEC. Celui-ci publie *The National Enterprise Board : Labour's State Holding Company*, qui prévoit un contrôle croissant sur les entreprises privées à travers la signature d'accords détaillés sur les investissements, la mise en place d'un *National Enterprise Board* (NEB) pour réguler leurs activités, enfin des subventions conditionnées à des accords sur l'investissement industriel. Afin de donner une place décisive à l'État dans l'économie, ce projet prévoit la nationalisation des 25 principales entreprises britanniques. Les réactions à la publication de ce document révèlent cependant que les différentes factions du parti mettent différentes choses derrière la « stratégie industrielle ». Wilson se prononce publiquement contre tout projet de nationalisation tout en défendant les accords de

---

réduites, et les réduire plus avant serait contribuer à la désintégration de l'OTAN, ce qui serait aussi suicidaire qu'impopulaire. *Ibid.*, p. 603-604.

<sup>651</sup> Lewis Minkin et Patrick Seyd, *op. cit.*, 1977, p. 126.

<sup>652</sup> « [...] the heavily dirigiste policies failed to arouse much direct, intellectual counter-challenge from Labour's demoralised revisionist right wing, who found themselves forced onto the defensive and seemingly incapable of renewing their ideas about the future of the political economy. » Robert Taylor, *op. cit.*, 2004, p. 74.

<sup>653</sup> Michael Barratt Brown, « The Growth and Distribution of Income and Wealth », Ken Coates (ed), *What Went Wrong*, Nottingham, Spokesman, 1979, p. 76-77; Stuart Holland, *The State as Entrepreneur: New Dimensions for Public Enterprise: The IRI State Share-Holding Formula*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1972; Roy Jenkins, *What Matters Now*, Londres, Fontana, 1972.

planification et le projet de *National Enterprise Board*. Le NEC confirme cependant le volet nationalisation de la stratégie industrielle dans le document *Labour's Programme for Britain 1973*, qui inclut également parmi ses propositions l'extension de la démocratie dans le monde du travail, un contrôle accru sur le secteur financier par la mise en place d'un fonds d'investissement et la nationalisation des quatre principales banques<sup>654</sup>, enfin des avancées radicales en matière de logement, de santé, de transports publics et de retraites. Cela n'empêche pas Harold Wilson de continuer à s'opposer publiquement au programme de nationalisation porté par le parti, et d'obtenir qu'il ne figure pas dans le programme électoral de 1974<sup>655</sup>.

Après 1974, la gauche du mouvement travailliste estime que la situation de crise du capitalisme et l'affaiblissement de l'ordre socio-politique après que Heath a vainement tenté d'opposer la représentation parlementaire à la représentation syndicale donne l'occasion de porter un coup fatal à l'ordre capitaliste britannique<sup>656</sup>. Dans la seconde moitié des années 1970, l'AES se complète ainsi progressivement, notamment dans le sens d'un contrôle des importations, pour devenir un contre-modèle face à la social-démocratie<sup>657</sup>. Au sein du mouvement syndical, le principal promoteur en est NUPE, qui publie une série de textes construisant un programme d'AES de plus en plus complet<sup>658</sup>, et qui avec le syndicat également marqué à gauche TASS formule explicitement en termes d'« *alternative economic strategy* » les propositions économiques qu'ils exposent dans une motion au congrès du TUC de 1977 demandant une forte inflexion de la politique économique du gouvernement travailliste<sup>659</sup>. La diffusion de l'AES au sein du mouvement syndical et son adoption par le

---

<sup>654</sup> Mark Wickham-Jones, *Economic Strategy and the Labour Party: Politics and Policy Making 1970-1983*, Basingstoke, Macmillan, 1996, p. 69-73, 93-95.

<sup>655</sup> Tom Forester, « Neutralising the Industrial Strategy », Ken Coates (ed), *What Went Wrong*, Nottingham, Spokesman, 1979, p. 76-78.

<sup>656</sup> « Seldom had the British Establishment lost its nerve so completely as during those days. When Mr Wilson re-formed a minority Labour administration, there was little it could not have done to secure the democratic reform of industry had it only had the will. The fact that the Conservatives had deliberately set out to curb the powers of the trade union interest, and overridden all opposition, was a clear and open invitation to Labour to respond by rolling back those irresponsible powers of capital against which various Labour leaders had fulminated at a long successions of mayday celebrations and miners' gala festivals. » Ken Coates, « Whatever Happened to Industrial Democracy? », Ken Coates (ed), *What Went Wrong*, Nottingham, Spokesman, 1979, p. 124-125.

<sup>657</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 50-51.

<sup>658</sup> NUPE, *Time to Change Course: An Economic Review*, Londres, NUPE, 1976; NUPE, *Fight Back!*, Londres, NUPE, 1977. Voir aussi Peter Gourevitch et al., *op. cit.*, 1984, p. 60.

<sup>659</sup> « This Congress instructs the General Council to reject the theory that wage rises are a major contributory factor towards inflation and further recognises that no incomes policy can be successful until an alternative economic strategy is initiated which includes the following measures: (a) a large scale redistribution of incomes and wealth; (b) a massive increase in housebuilding with emphasis on homes for those in need and those on lower incomes; (c) municipalisation of rented property; (d) public ownership of land required for the housing programme; (e) vastly improved social services by the injection of necessary resources; (f) substantial increase in



parti travailliste entre cependant en contradiction avec les choix politiques faits par la direction parlementaire du parti travailliste<sup>660</sup>. Celle-ci ne considère pas qu'il s'agisse de la politique officielle du parti en dépit de son adoption par le NEC et la conférence annuelle. Elle adopte au contraire à partir de son arrivée au pouvoir en 1974 une politique d'orthodoxie économique et de rigueur budgétaire, renforcée après le référendum de 1975 qui voit la victoire du oui au maintien de la Grande-Bretagne dans la CEE et est utilisée par Harold Wilson pour marginaliser la gauche au sein du gouvernement.

### **2.3.4 Les orientations économiques du gouvernement travailliste de 1974-1979**

Pour la gauche du parti, le gouvernement travailliste fraîchement élu en 1974 va mettre en œuvre une stratégie économique de type AES, dont il a imposé les grandes lignes à la direction du parti entre 1973 et 1974. Ce n'est cependant pas le même sentiment de clarté politique qui domine au sein du PLP et du gouvernement travailliste qui arrive au pouvoir. Reflétant probablement la mise à distance, par les ministres de droite et du centre, du programme formulé par le parti, les commentateurs proches de cette tendance décrivent plutôt des travaillistes sans ligne économique claire. Edmund Dell, un des ministres associés à la tendance économique orthodoxe au sein du parti, souligne dans ses mémoires l'éclatement voire les contradictions de la réflexion économique au sein du parti<sup>661</sup>. Selon Vernon Bogdanor, l'incapacité du gouvernement à faire face à la crise s'explique par la faible légitimité dont bénéficient les gouvernements minoritaires<sup>662</sup>. Bogdanor y voit dès lors un gouvernement otage des syndicats, et explique ainsi la politique sociale dépensière et favorable aux travailleurs des premiers mois de gouvernement travailliste<sup>663</sup>. On peut

---

public ownership and public enterprise coupled with public supervision of investment policies of large private corporations; (g) effective controls to direct internal investments and prevent damaging capital outflows; (h) the creation of a National Planning Centre, with trade union representation, covering both public and private sectors, charged with the production of a national economic plan; (i) the construction of an agency, with trade union representation, for enforcing price controls at all levels; and (j) substantial cuts in defence expenditure in order to release resources to help carry out this programme. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1977, p. 478.

<sup>660</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 51-52.

<sup>661</sup> « There is no comparable example of such intellectual and political incoherence in a party coming into office in the twentieth century history of the United Kingdom. » Edmund Dell, *op.cit.*, 1991, p. 12.

<sup>662</sup> « A minority government based on just 37 per cent of the vote, however, would hardly enjoy the democratic authority to deal with the crisis which confronted it. The inevitable outcome was that difficult decisions on economic policy were postponed until after the second general election, due in a few months' time. Bernard Donoghue, Head of the Downing Street Policy Unit, could not 'recall a single sustained discussion in Cabinet or Cabinet Committee of central economic policy – of fiscal or monetary management, or any direct measures to curb public expenditure growth or wage inflation – until December 1974'. » Vernon Bogdanor, *op. cit.*, 2004, p. 9; Bernard Donoghue, *op. cit.*, 1987, p. 51.

<sup>663</sup> « Instead, the Government sought to meet the crisis by borrowing to pay for the social benefits to which Labour had committed itself under the Social Contract, a policy characterised by Joel Barnett as 'spending

inversement y voir un des éléments qui expliquent la réticence du gouvernement à mettre en œuvre les éléments de son programme auxquels le patronat est résolument hostile, dont l'ambitieuse politique d'investissement industriel.

Contre l'AES qui promeut une politique interventionniste de contrôle des entreprises privées et privilégie le contrôle des prix par rapport au contrôle des revenus, la direction parlementaire du parti travailliste qui arrive au pouvoir en 1974 limite le contrôle gouvernemental de l'investissement pour privilégier une politique de restauration de la profitabilité des entreprises, et cantonne à partir de 1975 son interventionnisme à la sphère des revenus. Comme pour l'échec du programme économique ambitieux du premier gouvernement Wilson de 1964-1970, deux visions se sont opposées, à côté de la condamnation par les conservateurs de la gestion travailliste. Les responsables travaillistes ont mis en évidence les contraintes exercées sur le gouvernement par les institutions internationales et les investisseurs, et le caractère conjoncturel des mesures d'austérité prises par le gouvernement. L'opposition de gauche, tant au sein du parti travailliste que dans les partis de gauche radicale, a mis en avant l'acceptation par le gouvernement travailliste de ce diktat et son refus d'engager une politique suffisamment de gauche, voire son adhésion à un programme économique, monétaire et financier hostile aux intérêts des travailleurs. Elle a pu suggérer qu'il ne s'agissait pas de mesures de circonstance, mais bien d'un tournant politique durable qui avait ouvert la porte au thatchérisme.

#### **2.3.4.1 L'abandon de la stratégie industrielle**

Si le manifeste électoral de 1974 reprend certaines des propositions de type AES pour lutter contre le déclin de l'industrie britannique, et a donc pu apparaître à l'époque et rétrospectivement comme un manifeste de gauche, il demeure suffisamment vague pour rassurer la droite du parti tout en contentant la gauche, et laisser une marge de manœuvre à la direction parlementaire du parti une fois au pouvoir. Suite à l'élection de février 1974, c'est la gauche qui est aux commandes du ministère de l'industrie, où Tony Benn est secondé par Eric Heffer. Benn utilise les dispositions de l'*Industry Act* adopté par le précédent gouvernement conservateur pour venir en aide à des entreprises en difficulté, commencer à organiser la nationalisation de la construction navale et soutenir la mise en place de coopératives ouvrières au Scottish Daily News, à Triumph Motorcycle à Meriden et à Kirkby Manufacturing and Engineering dans le Merseyside. Si Benn se démène pour défendre ses projets, il doit faire

---

money we did not have'. » Vernon Bogdanor, *op. cit.*, 2004, p. 9; Joel Barnett, *Inside the Treasury 1974-79*, Londres, André Deutsch, 1982, p. 23.

face à l'hostilité combinée de la CBI, du Trésor et de la presse conservatrice, renforcée après la présentation par Benn au *TUC-Labour Party Liaison Committee*, à la réunion du 20 mai 1974, d'un rapport sur les progrès de la stratégie industrielle : celui-ci envisage des accords de planification, élaborés dans un cadre tripartite incluant les syndicats, avec une centaine d'entreprises représentant près de la moitié de la production industrielle. Si ces accords n'ont pas de valeur directement contraignante pour les entreprises, le ministère de l'industrie se réserve le droit de conditionner son soutien financier aux entreprises à la signature et la mise en œuvre de tels accords.

La presse, notamment *The Times*, relaie les réserves exprimées par la droite travailliste à l'égard d'un programme dont elle craint qu'il n'aliène le monde des affaires et une partie de l'électorat. Harold Wilson et Denis Healey insistent publiquement sur la nécessité pour le gouvernement de conserver la confiance des entreprises, et de respecter la frontière entre les secteurs public et privé. Roy Jenkins et Reg Prentice en appellent à la « modération ». Sous la pression continue de la CBI, qui menace dans les coulisses le gouvernement de se retirer du NEDC et de toutes les instances tripartites au cas où des contraintes leur seraient imposées en matière d'investissement, la droite qui domine au gouvernement retire l'initiative concernant le futur *Industry Act* au ministère de l'industrie. Dès juin 1974, Wilson crée avec Healey une structure parallèle, au sein du cabinet, pour court-circuiter le ministère de l'industrie dirigé par Benn. C'est la *Number 10 Policy Unit*, le cabinet politique du Premier ministre, qui rédige le livre blanc *The Regeneration of British Industry*, publié en août 1974, et non le ministère responsable de cette question. Dans ce texte qui fait l'apologie de l'économie mixte et du rôle de l'entreprise privée dans celle-ci, il n'est plus question que d'accords de planification sur la base du volontariat<sup>664</sup>.

Le texte de l'*Industry Bill* publié en janvier 1975 limite le budget annuel du NEB à 700 millions de livres sterling, restreignant considérablement ses possibilités d'action, avant même que le texte ne subisse 83 amendements pendant son passage au Parlement, avec l'assentiment de la direction parlementaire du parti, qui trouve ainsi le moyen de neutraliser un outil de gestion économique qui l'encombre. La victoire du « oui » au référendum de mai 1975 sur le maintien de la Grande-Bretagne dans la CEE donne à Wilson l'occasion de mettre un terme aux initiatives de Benn, son principal soutien Heffer ayant été éjecté de son poste dès le mois d'avril pour avoir pris la parole en faveur du « non » à la Chambre des communes,

---

<sup>664</sup> Tom Forester, *op. cit.*, 1979, p. 79-82; Alastair Reid et Henry Pelling, *op. cit.*, 1961, 2005, p. 141; Robert Taylor, *op. cit.*, 2004, p. 77-78; Mark Wickham-Jones, *op. cit.*, p. 69-76, 93-95.

contre les consignes édictées par Wilson. Benn est remplacé par le droitier Eric Varley. Le gouvernement laisse progressivement les coopératives ouvrières s'endetter et périliter, et refuse de venir en aide aux travailleurs qui mènent des occupations sous la forme de *work-ins* à Imperial Typewriters à Hull et à Norton Villiers Triumph<sup>665</sup>. Le rôle du NEB, dont l'existence faisait l'objet d'un consensus au sein du parti en 1973, est réduit considérablement. En octobre 1975, le budget du NEB n'est plus que de 1000 millions de livres sur une durée indéfinie, et non plus annuelle. Disposant d'aussi faibles fonds, le NEB ne peut acquérir que des entreprises déjà en difficulté, et ne peut plus remplir la mission d'acquisition d'entreprises en pointe dans leurs secteurs prévue initialement. Si le texte de l'*Industry Act* de 1975 prévoit une extension de la propriété collective dans le secteur manufacturier, cette dimension a disparu lorsque Lord Ryder présente en mars 1976 les fonctions du NEB qu'il préside désormais. En mai 1978, le banquier Leslie Murphy qui a remplacé Ryder à la tête du NEB fait de l'aide financière aux entreprises sa principale fonction, cependant que les autres objectifs du NEB sont retrogradés au statut d'attributions secondaires<sup>666</sup>.

Au final, un seul accord de planification est signé, avec Chrysler UK que le gouvernement a sauvé de la banqueroute en 1976. La politique industrielle du gouvernement travailliste jusqu'en 1979 est donc exclusivement réactive et défensive, et consiste en des dépenses et des nationalisations *ad hoc* pour venir en aide aux entreprises en difficulté, notamment dans le secteur de l'automobile : British Leyland et Rolls Royce sont nationalisés, cependant que la branche britannique de Chrysler reçoit une aide financière importante. C'est effectivement la seule option qui reste au gouvernement qui s'est privé des moyens et des finances permettant de mener une politique industrielle proactive après avoir renoncé à faire rentrer les entreprises profitables de l'industrie dans le giron de l'État comme le proposait l'AES. Parmi les commentateurs associés à la droite travailliste, Robert Taylor voit dans ce soutien aux entreprises en difficulté un choix pragmatique permettant de soutenir temporairement l'emploi comme les syndicats le demandent. Les nationalisations comme celle de l'acier retardent certes la restructuration d'un secteur en surcapacité chronique, mais contribuent à maintenir l'emploi dans des secteurs. Cet expédient est cependant vain dans le contexte plus large de la restructuration capitaliste de l'industrie britannique. Taylor estime qu'une intervention plus ambitieuse de l'État dans le secteur industriel n'aurait été ni faisable ni souhaitable. Il salue au contraire les signes, trop tardifs selon lui, de prise de conscience par

---

<sup>665</sup> Ken Coates, « Whatever Happened to Industrial Democracy? », *op. cit.*, 1979, p. 129; Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 54.

<sup>666</sup> Tom Forester, *op. cit.*, 1979, p. 84-86.

le gouvernement travailliste de la nécessité de redonner une vigueur compétitive à l'industrie par les méthodes managériales du secteur privé, illustrée par la nomination en 1977 du très néo-libéral Michael Edwardes à la tête de British Leyland<sup>667</sup>.

On peut se demander en revanche pourquoi le mouvement syndical n'a pas apporté son soutien à une intervention plus forte dans l'économie pourtant appelée par le TUC depuis le début des années 1970. Selon Gourevitch et ses collègues, qui ont examiné la politique du TUC dans l'après-guerre, le problème majeur auquel s'est heurté le programme économique élaboré en 1972-1973 par le TUC et le parti travailliste est la transformation radicale du contexte économique qui se produit à la même période. La modernisation prévue par le programme économique du TUC nécessite un accroissement des profits qui fournisse aux industriels et au gouvernement les moyens financiers adéquats. Elle repose d'un côté sur la modération des revendications salariales, et de l'autre sur une extension des investissements étatiques dans l'industrie pour accroître la production du secteur manufacturier britannique. Pour cela, il est nécessaire que l'inflation demeure à un niveau faible ou constant, et que l'économie mondiale soit également en croissance pour accueillir les produits issus de l'effort productif britannique. Les rapports économiques (*Economic Reviews*) publiés par le TUC en 1972, 1973 et 1974 tablent ainsi sur une croissance mondiale et nationale forte et constante. Dans le contexte de l'augmentation vertigineuse des prix du pétrole et des matières premières en 1973-1974, l'inflation dépasse 20% cependant que le commerce mondial s'effondre. Les deux pans de la stratégie élaborée conjointement par le TUC et le parti travailliste sont neutralisés. Alors que les profits baissent, le partage de ces derniers entre travailleurs et capitalistes devient l'objet d'une lutte plus intense, et la stratégie de modernisation est compromise. Dans ce contexte économique difficile, le TUC choisit de privilégier la réforme des relations industrielles, les politiques de relance et, dans une moindre mesure, l'extension de l'État social, au détriment des projets d'intervention accrue de l'État dans l'économie et de planification de l'investissement industriel<sup>668</sup>.

#### **2.3.4.2 Le refus du contrôle des importations**

À côté de la planification et des nationalisations prévues dans le cadre du NEB, un deuxième pan de la stratégie de lutte contre le déclin de l'industrie britannique réside dans le contrôle des importations. L'orientation internationale de l'économie demeure cependant intouchable pour le gouvernement britannique, alors même que la protection du secteur

---

<sup>667</sup> Robert Taylor, *op. cit.*, 2004, p. 78-79.

<sup>668</sup> Peter Gourevitch et al., *op. cit.*, 1984, p. 46-47, 51.

manufacturier devient une priorité constamment réitérée par le TUC en raison des inquiétudes des syndicats du secteur, puissants au sein de l'organisation. Le TUC rédige ainsi à l'automne 1975 un mémorandum sur la question des importations : constatant la progression des importations et les fermetures d'usines dans le secteur manufacturier, le TUC demande une aide à la restructuration du secteur mais surtout une remise en cause du principe du libre-échange au niveau national et international, au profit de la protection des secteurs les plus exposés. Si, en réponse à ces demandes, le gouvernement se dit prêt à agir contre le *dumping*, c'est-à-dire des mesures anti-concurrentielles dans le cadre du libre-échange, il se dit en revanche opposé à un contrôle des importations généralisé à tout le secteur manufacturier, citant à la fois les effets négatifs d'un retour au protectionnisme au niveau mondial et son refus de soutenir des industries non-rentables. Il confirme son acceptation des principes de la concurrence et du libre-échange. Il en va de même l'année suivante, où le rapport du *General Council* révèle des demandes répétées du TUC en faveur de la mise en place de mesures de protection du secteur manufacturier, à chaque fois rejetées par le gouvernement, selon celui-ci par crainte de mesures de rétorsion de la part des partenaires commerciaux<sup>669</sup>.

#### **2.3.4.3 Restaurer la profitabilité des entreprises**

Face à la dégradation continue des performances commerciales de la Grande-Bretagne, deux stratégies sont possibles : soit une stratégie interventionniste de contrôle des importations, soit une stratégie libérale keynésienne d'encouragement au secteur privé pour permettre la relance de l'investissement productif. Puisque le contrôle des importations a été rejeté par le gouvernement, il est nécessaire de restaurer la profitabilité des entreprises pour que celles-ci puissent financer les investissements industriels<sup>670</sup>. Dès mai 1974, lors d'un discours devant la CBI, Denis Healey annonce ainsi que la priorité de son gouvernement est d'encourager la croissance du secteur privé. L'État est prêt à intervenir sous la forme d'une politique globalement réflationniste, d'une aide financière au secteur privé, de déductions fiscales sur l'investissement et de programmes de formation pour encourager l'investissement et restaurer les profits dans un contexte international de récession<sup>671</sup>. Dans une perspective centriste qui contraste avec le contrôle direct du secteur privé souhaité par les partisans de l'AES, Healey indique que le gouvernement est prêt à mettre en place, par une politique keynésienne de relance, le cadre qui permettra la restauration des profits et la croissance des

---

<sup>669</sup> Trades Union Congress, *Report of 108<sup>th</sup> Annual Trades Union Congress*, Londres, TUC, 1976, p. 302-304; Trades Union Congress, *op. cit.*, 1977, p. 218-219.

<sup>670</sup> Lewis Minkin et Patrick Seyd, *op. cit.*, 1977, p. 128.

<sup>671</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 55.

investissements. C'est une telle politique réflationniste de dépenses publiques et d'aides aux entreprises privées que poursuit le gouvernement travailliste pendant sa première année au pouvoir, à travers trois budgets en mars, juillet et novembre 1974 qui voient un accroissement constant du déficit public<sup>672</sup>. Les priorités du gouvernement travailliste changent radicalement au cours de l'hiver 1974-1975 : dans un contexte d'inflation croissante et d'inquiétude des investisseurs à l'égard de l'inflation et du déficit, la lutte contre ceux-ci devient la priorité du gouvernement.

#### **2.3.4.4 Le tournant déflationniste**

Après l'abandon d'une stratégie industrielle qui s'est heurtée à l'opposition du patronat, le rejet d'un contrôle des importations jugé indésirable, enfin l'essai d'une politique de relance qui a enclenché un déficit de la balance des paiements qui menace la stabilité de la livre sterling, il reste au gouvernement travailliste l'option déflationniste qui permet de réduire le volume des importations et donc le déficit de la balance des paiements, tout en évitant d'intervenir dans la politique des entreprises et en gardant donc la confiance du monde des affaires et de la finance. C'est une politique fortement critiquée par la gauche, qui l'estime contre-productive, puisque la déflation amène à une réduction de la production et de la consommation qui réduit les revenus de l'État tout en grevant son budget en raison de l'augmentation des prestations sociales à destination des chômeurs<sup>673</sup>. Après les budgets réflationnistes de 1974, Healey présente donc en février 1975 un livre blanc qui annonce des réductions budgétaires, et en avril 1975 un budget déflationniste, qui prévoit une réduction massive des dépenses publiques de 1,100 million de livres sterling<sup>674</sup>. Il s'agit là d'un abandon officiel des politiques de relance, motivé par l'affaiblissement de la production industrielle britannique, dont Healey déduit que stimuler la demande ne ferait qu'accentuer la

---

<sup>672</sup> Kathleen Burk met quant à elle en avant les convictions politiques de la ministre de la santé, Barbara Castle, et du ministre des finances, Denis Healey, pour expliquer le choix d'accroître les budgets des services publics, et notamment de la santé. Dans une perspective social-démocrate, profitabilité des entreprises et progrès social ne sont pas antagonistes mais inextricablement liés. « Certain members of the Labour Cabinet, such as Barbara Castle, Secretary of State for Health and Social Security, cultivated the concept of the 'social wage'. This term encompassed spending on personal public goods – pensions, food subsidies, the National Health Service – and the intention was that the working classes would consider this spending as part of their wage packets and thus restrain their own wage demands. Barbara Castle had a phenomenally high success rate in Cabinet in winning agreement to her spending bids – aided by a Chancellor, Denis Healey, who described himself as the most political Chancellor a Labour government had ever had – and her claims, combined with those of other Cabinet ministers, increased public spending by 12 per cent over the previous year. » Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, p. 14-15.

<sup>673</sup> John Hughes, « Public Expenditure: The Retreat from Keynes », Ken Coates (ed), *What Went Wrong*, Nottingham, Spokesman, 1979, p. 109-110.

<sup>674</sup> Kevin Hickson, *op. cit.* 2005, p. 57. Ce budget d'avril 1975 a cependant, comme nous l'avons souligné précédemment, été dénoncé par la presse conservatrice en raison de la légère hausse du taux d'imposition, et présenté à partir de cette mesure comme réflationniste.

pénétration des importations. Il s'agit aussi d'un abandon de la priorité accordée à l'emploi, officialisé dans la présentation du budget par Healey à la Chambre des communes<sup>675</sup>.

La défaite du « non » au référendum sur la CEE de juin 1975 est un moment décisif selon Burk. Elle permet à la direction travailliste de marginaliser la gauche du parti au sein du gouvernement et de passer outre son opposition aux réductions budgétaires<sup>676</sup>. Lorsque le gouvernement sollicite pour la première fois un prêt auprès du FMI à l'automne 1975, il fait face à une institution internationale de plus en plus hostile aux politiques keynésiennes de relance, et Denis Healey annonce des mesures supplémentaires de réduction du déficit public pour les années à venir, 1977-1978 et 1978-1979. Les représentants de la gauche et du centre keynésien au sein du gouvernement, notamment Benn et Crosland, s'y opposent vigoureusement, mais la majorité du cabinet se range du côté du Trésor et de Healey<sup>677</sup>. En février 1976, le livre blanc sur la dépense publique propose un gel quasi-complet des dépenses publiques, avec des réductions de près de 1,600 millions de livres programmées pour 1977-1978. Cette décision est applaudie par le Trésor et la presse, mais attaquée par de nombreux députés travaillistes de la gauche du parti. Le 10 mars 1976, ce livre blanc est défait dans un vote à la Chambre des communes. Même si le gouvernement gagne un vote de confiance le lendemain, Burk souligne que cet épisode a un impact négatif sur la confiance des investisseurs dans le gouvernement<sup>678</sup>. C'est toujours par rapport à l'impératif de rassurer les investisseurs que le budget d'avril 1976, qui ne propose aucune nouvelle mesure de réduction des dépenses publiques par rapport au livre blanc de février, est également mal reçu par les investisseurs comme le souligne Burk, a pu être critiqué par des commentateurs comme Holmes, qui estime que Healey a manqué l'occasion de « rassurer les marchés »<sup>679</sup>.

### **2.3.5 La « crise du FMI » de 1976 : un tournant de l'austérité ?**

Par « crise du FMI », on peut entendre au sens restreint le seul appel au FMI du gouvernement britannique à l'automne 1976, qui se solde par l'accord d'un prêt à la Grande-

---

<sup>675</sup> « I fully understand why I have been urged by so many friends both inside and outside the House to treat unemployment as the central problem and to stimulate a further growth in home consumption, public or private, so as to start getting the rate of unemployment down as fast as possible. [...] I do not believe it would be wise to follow that advice today. [...] I cannot afford to increase demand further when 5p in every pound we spend at home has been provided by our creditors abroad and inflation is running at its current rate. » *Hansard*, Vol. 890 (1975), c 282.

<sup>676</sup> Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, p. 15.

<sup>677</sup> Kevin Hickson, *op. cit.* 2005, p. 59.

<sup>678</sup> « The market saw a government unable to guarantee the support of its own backbench members when cuts in public expenditure were an issue. » Burk et Cairncross, *op. cit.*, 1992, p. 33.

<sup>679</sup> Martin Holmes, *The Labour Government 1974-1979 : Political Aims and Economic Reality*, Basingstoke, Macmillan, 1985, p. 84.



Bretagne conditionné à un plan de réduction du déficit public, ou plus largement comme Hickson la crise économique de la période 1974-1976, provoquée par les chocs pétroliers de 1972-1973<sup>680</sup>. Dès lors, la « crise du FMI » n'apparaît pas comme un épisode soudain, mais comme le résultat structurel de l'orientation internationale de la politique économique britannique et du statut de la livre comme monnaie de réserve, ce qui amène à replacer événements de 1976 dans le contexte élargi de l'après-guerre. En termes politiques, le cadrage chronologique est important. La droite du parti a vu dans l'acceptation du plan de réduction du déficit public une nécessité pragmatique pour le gouvernement travailliste, et une inflexion temporaire de la politique du gouvernement lui permettant de survivre à la crise en remettant à plus tard les politiques de relance<sup>681</sup>. Pour la gauche au contraire, cet épisode marque l'asservissement du gouvernement travailliste aux intérêts financiers<sup>682</sup>. L'idée selon laquelle la « crise du FMI » a marqué un tournant profond et décisif dans les politiques économiques de l'après-guerre n'est pas seulement venue de la gauche. Pour Kathleen Burk et Alec Cairncross, auteurs de *Goodbye, Great Britain*, la crise de 1976 a signifié la fin du consensus qui prévalait depuis 1945 et l'abandon de la priorité donnée au plein emploi<sup>683</sup>. Selon ces auteurs, qui s'appuient en cela sur des études sur les perceptions de la situation économique, ce déplacement des priorités de l'action publique suit un déplacement parallèle dans les préoccupations des Britanniques<sup>684</sup>.

---

<sup>680</sup> « It would be misleading to cover the events of October-December 1976 only, since this misses the long and short-term origins of the crisis. » Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 1.

<sup>681</sup> « [T]here was no way the Government could avoid a big rise in unemployment and a sharp fall in living standards, at least temporarily. » *Labour Victory*, juin 1979.

<sup>682</sup> C'est ce qu'affirme Ken Coates suite à la défaite de 1979: « The truth is, Mr Callaghan had presided over what had been, fundamentally, as well as in name, a liberal-labour coalition, covering for the International Monetary Fund. » Ken Coates, « What Went Wrong? », Ken Coates (ed), *What Went Wrong*, Nottingham, Spokesman, 1979, p. 8. Cette idée est reconduite trente ans après les faits par Andrew Murray: « They became more acute after the government embarked on radical public spending reductions under pressure from the International Monetary Fund and the City in 1976, which left the ministerial end of the 'contract' looking more than a little threadbare. » Andrew Murray, *op. cit.*, 2008, p. 163.

<sup>683</sup> « The crisis was one of ideology and priorities. It was a watershed in postwar economic policy in which the postwar consensus on how the economy should be managed broke down, full employment ceased to be the overriding object of policy, and control of inflation became the abiding preoccupation of government. The 'searing experience' of the older generation had been unemployment, for the younger generation it had become inflation. » Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, xi.

<sup>684</sup> Burk et Cairncross s'appuient sur Alan Budd et Frances Cairncross (ed), *Changing Perceptions of Economic Policy*, Londres, Methuen, 1981. Ils soulignent que la période est caractérisée par une extension du débat public, mais que celle-ci se fait de manière assez mal informée : « It was a dispute at the very heart of economic policy and extended far beyond the ranks of professional economists. Politicians, journalists, bankers and others all joined in, whether they understood the technicalities or not, asserting their views with all the more vehemence the less familiar they were with the literature on the subject. » Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, xii. Hickson a au contraire insisté sur le caractère positif de ce débat public sur les politiques économiques, par rapport à l'opacité habituelle des processus de décision économique : « The 1976 IMF Crisis remains one of those particularly rare occurrences in British economic policy, a dramatic series of events which captured public attention. Normally, I think it is fair to say, economic policy is conducted by a narrow political elite with little

Le premier contact du gouvernement travailliste avec le FMI n'a pas lieu en 1976. Un premier appel a déjà eu lieu en 1975, après que la politique d'expansion menée par les conservateurs depuis 1972 et poursuivie par les travaillistes à leur arrivée au pouvoir a été à l'origine d'une dégradation de la balance des paiements, qui a provoqué des attaques spéculatives faisant baisser la valeur de la livre sterling de 30% entre 1971 et 1974<sup>685</sup>. En août 1975, lors d'une réunion spéciale du Cabinet consacrée au déficit public, Denis Healey indique que, si le gouvernement renonce à réduire les dépenses publiques, trois solutions lui restent offertes : le contrôle des importations, une dévaluation de la monnaie ou un prêt sollicité auprès du FMI. Les ministres indiquent leur préférence pour cette dernière solution. Aussi, Healey commence en novembre 1975 à approcher le directeur du FMI pour un crédit de 700 millions de livres sterling au titre de sa participation au FMI, et un prêt de 1000 millions de livres au titre du fonds mis en place pour les pays éprouvant des difficultés à payer leur facture de pétrole, suite au quadruplement du prix du pétrole en 1973-1974. S'il est prévu que les pays qui sollicitent des prêts à ce titre doivent décrire les mesures qu'ils entendent prendre pour résoudre leur problème de balance des paiements et développer des sources alternatives d'énergie, il s'agit de conditions qui restent modérément strictes, et Burk indique que le FMI ne vérifie alors jamais l'application des mesures annoncées par les pays dans leur dossier de demande de prêt. Elle estime que ce laxisme n'a pas préparé le gouvernement britannique aux conditions plus dures appliquées un an plus tard, en 1976<sup>686</sup>. Dans son récit de la période, Hickson met au contraire en avant l'évolution perceptible de la position du FMI sur les politiques de type keynésien, et la réaction de Denis Healey qui dès l'automne 1975 propose en réunion du cabinet des réductions des dépenses publiques pour 1977-1978 et 1978-1979<sup>687</sup>. Le 17 décembre 1975, le gouvernement britannique adresse formellement sa demande de crédits au FMI. Il obtient le 16 janvier 1976 les deux crédits respectifs de 1000 millions et de 700 millions de livres sterling.

La « crise du FMI » de 1976 commence véritablement début mars 1976, lorsque la Banque d'Angleterre vend une partie de ses réserves de sterling le 4 mars et le lendemain baisse ses taux d'intérêt. La livre commence alors une baisse inexorable face au dollar. L'action de la Banque d'Angleterre, mal comprise par les investisseurs et par les

---

outside involvement. Not so in 1976 when the collapse of sterling, and the near collapse of the Labour Government maintained the public interest and debate was, relatively, open. » Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p.

1.

<sup>685</sup> *Ibid.*, p. 58.

<sup>686</sup> Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, p. 16-17.

<sup>687</sup> Kevin Hickson, *op. cit.* 2005, p. 58-59.

commentateurs, demeure un objet de spéculation. En effet, si nous disposons aujourd'hui de nombreux éléments de compréhension rassemblés par Burk et Cairncross, par Harmon et par Hickson, à partir de comptes-rendus des discussions et de décisions au sein du gouvernement et du Trésor, ceux-ci sont contradictoires. Les commentateurs économiques ont tendance à penser qu'il y avait une stratégie délibérée de dévaluation approuvée par le Chancelier de l'échiquier. Selon la série d'articles « The Day the £ Nearly Died » publiées par Stephen Fay et Hugo Young dans le *Sunday Times* en mai 1978, il y avait une véritable stratégie de dépréciation. Une partie des responsables du Trésor étaient favorables à une politique de dévaluation limitée de la livre pour alléger les pressions sur la balance des paiements et relancer les exportations, parce qu'ils pensaient qu'il était impossible de convaincre le gouvernement de réduire encore les dépenses publiques, ou de procéder à une politique délibérément déflationniste. Une autre fraction du Trésor, tout aussi importante, craignait que la Banque d'Angleterre ne perde le contrôle de cette dévaluation face à la logique des marchés. Healey se range au final à l'avis de la première fraction, déflationniste. La vente de sterling par la Banque d'Angleterre survient par accident le jour où d'autres détenteurs de réserves sterling, notamment le Nigeria, vendent des livres. La vente par la Banque d'Angleterre de livres sterling dont la valeur est déjà en baisse, et la baisse des taux d'intérêt le lendemain, accélèrent la chute de la monnaie. D'autres auteurs comme Keegan et Pennant-Rea estiment en revanche que la vente de sterling le 4 mars visait simplement à éviter une hausse de la valeur de la livre sterling, plutôt qu'à en provoquer la baisse. Ils acceptent néanmoins que la baisse des taux d'intérêt le 5 mars participait en revanche d'une stratégie de dévaluation.

Les anciens membres du gouvernement travailliste nient en revanche qu'il y ait eu une quelconque stratégie de dévaluation approuvée par le gouvernement. Edmund Dell, alors membre du gouvernement en tant que *Paymaster-General* et proche de Healey, suggère dans ses mémoires que Healey était fortement opposé à tout projet de dévaluation, de même qu'une partie du Trésor, contre une partie de la direction qui le soutenait. Dell indique dans ses mémoires que le premier secrétaire du Trésor, dont il qualifie les idées de keynésiennes, était favorable à une dévaluation de la livre dès l'automne 1975, mais qu'il n'y avait pas d'accord au sein du Trésor à ce sujet, et que Healey, tout comme lui-même, était alors hostile à cette idée et suspicieux à l'égard des propositions de la direction du Trésor. Les désaccords au sein du Trésor se poursuivent au cours de l'hiver selon Dell, avec la production en février 1976 par le deuxième secrétaire du Trésor d'un mémorandum détaillant les risques d'une stratégie de dévaluation. Cette analyse est approuvée par Healey. Selon Dell, une telle stratégie de

dévaluation ne pourrait avoir de portée sur l'économie que si elle la dévaluation était forte et accompagnée par de larges réductions budgétaires et une extension des politiques de contrôle des revenus. Le soutien de la communauté internationale serait également nécessaire sous la forme d'un prêt pour soutenir la valeur de la livre. Dell indique qu'en l'absence de telles dispositions à l'hiver 1976, ni lui ni Healey ne soutenaient le projet de dévaluation, pas plus que Wilson qui n'était même pas au courant des projets envisagés<sup>688</sup>. Dans ses mémoires, Healey suggère pareillement que la responsabilité de la chute de la livre sterling à partir du 4 mars 1976 incombe entièrement à la Banque d'Angleterre<sup>689</sup>. C'est une interprétation qu'Hickson remet en cause, tout d'abord en rappelant que les fonctionnaires de la Banque d'Angleterre étaient opposés à l'idée d'une dévaluation, à la différence d'une partie du Trésor, mais aussi à partir de son étude du fonctionnement des institutions économiques gouvernementales. Selon Hickson, le taux d'intérêt était ajusté de façon hebdomadaire par la Banque d'Angleterre, de manière automatique en réponse aux émissions de bons du Trésor, mais toujours en accord avec celui-ci. Contrairement aux affirmations de Dell et Healey, il est donc inconcevable que la décision de baisser les taux d'intérêt, surtout lorsqu'il s'agit d'une baisse aussi forte, ait pu être prise sans que le Trésor en soit informé. Par ailleurs, le Chancelier disposait du pouvoir d'empêcher l'ajustement automatique des taux d'intérêt. Hickson en conclut que, quelle que soit l'origine de la décision de baisser les taux d'intérêt de la Banque d'Angleterre, ni le Trésor ni Healey n'ont cherché à l'empêcher, alors qu'ils en avaient les moyens<sup>690</sup>.

On peut certes aussi remarquer que les mesures préconisées par Dell pour accompagner toute stratégie de dévaluation sont précisément celles déployées pendant et après la chute de la valeur de la livre sterling. On peut aisément spéculer sur le fait qu'une fraction droitiste du gouvernement ait pu voir dans la dévaluation et les attaques spéculatives qui ne pouvaient manquer de s'ensuivre un moyen de contraindre la gauche et le centre du gouvernement à accepter des politiques d'austérité budgétaire. Aucun document ne permet aujourd'hui de confirmer une telle hypothèse, ou d'expliquer pleinement la chaîne des décisions et des motivations qui a mené à la vente de sterling. Ce qui ressort cependant de ces récits d'acteurs et des tentatives de produire un récit cohérent des prémisses de la crise, c'est

---

<sup>688</sup> Edmund Dell, *op. cit.*, 1991, p. 206-209.

<sup>689</sup> Denis Healey, *op. cit.*, 1989, p. 426.

<sup>690</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 77-78.

la discorde et la confusion qui semblent régner au sein du gouvernement et du Trésor autour de 1975-1976 par rapport à la politique monétaire à suivre<sup>691</sup>.

Alors que le gouvernement espère rassurer les investisseurs au printemps 1976 grâce à la reconduction de la politique des revenus et à l'extension du mécanisme de plafonnement nominal des dépenses (*cash limits*)<sup>692</sup>, la livre continue de chuter, de \$1,91 après le 4 mars à \$1,88 début avril et \$1,72 début juin. Pour tenter de contrer cette chute, la Banque d'Angleterre vend au cours de ces deux mois toutes ses réserves de monnaie étrangère pour racheter des livres, y compris le prêt consenti par le FMI à l'hiver 1975-1976, dont le gouvernement sollicite la dernière tranche le 12 mai. Fin mai 1976, le gouvernement a quasiment épuisé toutes ses réserves. De nouvelles mesures d'austérité budgétaire sont un moyen efficace de rassurer les investisseurs, mais elles ont été rendues politiquement délicates par le rejet du livre blanc en mars par le Parlement, et ne peuvent manquer de donner lieu à des débats acharnés au sein du Cabinet. La perspective d'un nouveau prêt est plus séduisante, dans la mesure où celui-ci ne susciterait pas de telles oppositions politiques au sein du gouvernement et du parti, montrerait la confiance des institutions bancaires internationales dans la monnaie britannique, enfin démontrerait la détermination de la Banque d'Angleterre à protéger la valeur de la livre. Après des contacts entre le gouverneur de la Banque d'Angleterre, le gouverneur de la Réserve fédérale américaine et le président de la Banque des règlements internationaux, ce dernier confirme un prêt de 5,3 milliards de dollars à la Banque d'Angleterre<sup>693</sup>. Les prêts consentis par la Banque des règlements internationaux le sont habituellement pour une durée de trois mois, et renouvelables indéfiniment. Cependant, sous la pression de l'administration et de la Réserve fédérale américaines, des conditions plus strictes sont imposées au prêt, en dépit des protestations du gouvernement britannique. Le prêt n'est renouvelable qu'une fois, et doit donc être remboursé intégralement d'ici le 9 décembre, faute de quoi le gouvernement britannique serait dans l'obligation de faire de nouveau appel au FMI<sup>694</sup>. Aussi, après une première réaction positive de la part des investisseurs, la valeur de la livre sterling chute de nouveau à partir de la fin du mois de juin. Hickson, à la suite de

---

<sup>691</sup> William Keegan et Rupert Pennant-Rea, *Who Runs the Economy*, Londres, Maurice Temple Smith, 1979.

<sup>692</sup> Au lieu d'être indiqués en valeur relative, c'est-à-dire qu'ils peuvent évoluer en cas de hausse de l'inflexion, les budgets des administrations et des collectivités locales sont indiqués au début de l'exercice budgétaire en valeur absolue ou nominale, c'est-à-dire qu'ils subissent une baisse réelle de leur valeur dans un contexte d'inflation en cours d'année. Nous détaillons plus loin le développement de ce dispositif.

<sup>693</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 87-88. Établie en 1930, la Banque des règlements internationaux rassemble les banques centrales nationales, mais est indépendante des gouvernements.

<sup>694</sup> *Ibid.*, p. 89-90.

Callaghan, estime que l'obligation pour le gouvernement britannique de rembourser le prêt d'ici décembre en est la raison principale.

La décision d'accepter un prêt soumis à de telles conditions a donné lieu à de vifs débats entre anciens responsables travaillistes par mémoires interposés. Harold Lever, Bernard Donoughue et James Callaghan ont tous les trois suggéré que les fonctionnaires du Trésor, ou du moins la fraction orthodoxe du Trésor proche des milieux dirigeants et financiers américains, n'avaient pas défendu les intérêts britanniques avec suffisamment de vigueur dans les négociations sur les conditions du prêt, voire avaient contribué à piéger le gouvernement travailliste en l'incitant à contracter ce prêt pour lui imposer un nouvel appel au FMI et les mesures d'austérité qui ne manqueraient pas de s'ensuivre. Edmund Dell affirme au contraire que les fonctionnaires du Trésor n'ont exercé aucune pression sur le gouvernement afin qu'il accepte le prêt à de telles conditions, et que les conditions très dures associées au prêt accordé au gouvernement britannique s'expliquent par une opinion publique internationale fatiguée par les crises monétaires à répétition causées par la livre sterling<sup>695</sup>. Hickson indique que nous ne disposons d'aucun document permettant d'affirmer l'existence d'une telle conspiration d'un Trésor qui était de toute façon fortement divisé au sein de sa direction entre un camp partisan des solutions keynésiennes et un camp orthodoxe. Selon Hickson, l'imposition de conditions dures est plutôt le symbole des difficultés éprouvées par le gouvernement britannique pour trouver auprès de l'Allemagne et des États-Unis des soutiens politiques internationaux tout au long de la crise de 1976<sup>696</sup>.

Le prêt consenti par la Banque des règlements internationaux ne suffisant pas à rassurer les investisseurs, Healey propose un programme de réduction du déficit public. L'argument avancé par Healey pour motiver ces réductions budgétaires est qu'il n'y a d'alternative qu'entre des réductions budgétaires engagées volontairement par le gouvernement, et un prêt auprès du FMI qui serait nécessairement assorti de réductions budgétaires supérieures, d'une politique monétaire et fiscale plus orthodoxe, et d'un contrôle sur les politiques menées par le gouvernement britannique. Une série de discussions a alors lieu au sein du gouvernement. Lors d'une première réunion restreinte où il propose des réductions à hauteur d'un milliard de livres, Healey bénéficie du soutien de Dell – qui trouve que les réductions proposées ne sont pas assez importantes – et de Lever. Il doit en revanche faire face à l'opposition d'Anthony Crosland, qui estime que l'économie britannique se porte

---

<sup>695</sup> Edmund Dell, *op. cit.*, 1991, p. 219-220.

<sup>696</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 90-92.

bien et que les mesures engagées par le gouvernement – réduction des dépenses publiques et politique des revenus – sont amplement suffisantes et ont à peine commencé à produire des effets. Crosland joue cependant un rôle mineur dans les discussions de l'été 1976, en raison de nombreux engagements à l'étranger. Le principal opposant à la politique de réduction du déficit public au sein du cabinet est Tony Benn, qui défend l'idée d'une politique de relance et estime qu'une réduction des dépenses publiques risque d'aggraver la récession. La faiblesse de l'argumentaire de Benn est qu'il estime préférable de demander un prêt au FMI dont il suppose qu'il serait assorti de conditions lâches, ce dont doutent ses collègues. Lors d'une deuxième réunion qui rassemble cette fois le cabinet tout entier, et où Healey propose désormais trois milliards de livre de réduction des dépenses publiques, Tony Benn développe un contre-projet d'AES qui inclut également le contrôle des importations et des investissements. Hickson indique que les discussions demeurent néanmoins courtoises, et qu'en dehors des partisans et opposants attendus – Roy Jenkins et Reg Prentice d'un côté, Michael Foot de l'autre – les oppositions proviennent moins de véritables fractures idéologiques que des inquiétudes des ministres en charge des programmes sociaux – Shirley Williams pour les prix subventionnés, Albert Booth pour l'emploi, David Ennals pour la santé et Fred Mulley pour l'éducation<sup>697</sup>. Si les ministres tombent d'accord sur près d'un milliard de livres de réductions, leur distribution n'a pas été déterminée et de nombreuses discussions bilatérales ont lieu au mois de juillet, plusieurs ministres opposant une forte résistance à la réduction du budget de leur ministère.

Le 22 juillet, Denis Healey peut finalement annoncer des réductions d'un milliard de livres des dépenses publiques, une augmentation d'un milliard de livres de la contribution des employeurs à la *National Insurance*, et un objectif de croissance de la masse monétaire de 12% maximum<sup>698</sup>. C'est la première fois qu'un gouvernement britannique annonce un objectif chiffré en termes de masse monétaire pour rassurer les investisseurs. Burk et Cairncross qualifient cet épisode de « tournant monétariste »<sup>699</sup>. Ces mesures ont été effectivement violemment critiquées comme anti-sociales par les historiens de gauche. Pourtant, elles ont tout autant été critiquées comme inadéquates par les tenants de l'orthodoxie économique. Pour Samuel Brittan, Edmund Dell et Martin Holmes, c'était trop peu et trop tard<sup>700</sup>. Hickson

---

<sup>697</sup> *Ibid.*, p. 92-95.

<sup>698</sup> « I do not intend to allow the growth of the money supply to fuel inflation this year or next. » *Hansard*, Vol. 915 (1976), c2019.

<sup>699</sup> Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, xiii.

<sup>700</sup> Samuel Brittan et Peter Lilley, *The Delusion of Incomes Policy*, Londres, Temple Smith, 1977, p. 89; Edmund Dell, *op. cit.*, 1991, p. 230; Martin Holmes, *The Labour Government, 1974-79. Political Aims and Economic Reality*, Basingstoke, Macmillan, 1985, p. 90-91.

estime quant à lui que les mesures prises par le gouvernement étaient les plus radicales qu'il pouvait prendre dans le contexte politique intérieur marqué à la fois sur le plan économique par l'accord avec les syndicats, et sur le plan politique par l'attachement d'une large fraction du gouvernement aux dépenses sociales. Il semble cependant que l'opinion financière internationale, et notamment sa frange la plus orthodoxe représentée par le Trésor américain, n'ait pas été convaincue de la rigueur des objectifs en terme de masse monétaire, ni de la pertinence d'une hausse de la contribution des employeurs à la *National Insurance*. Hickson en conclut à partir de ce dernier élément que la position de ces secteurs de la finance était « politique » en ce qu'ils étaient déterminés à contraindre le gouvernement britannique à réduire non pas tant sa dette publique que ses dépenses publiques<sup>701</sup>.

Après une brève stabilisation au mois de juillet, la livre chute de nouveau à partir de la deuxième quinzaine d'août 1976. Hickson identifie une série de facteurs susceptibles d'inquiéter l'opinion financière internationale : une baisse conjoncturelle du commerce en juillet suite à la canicule, la demande de nationalisation des quatre principales banques de dépôt par le NEC du parti travailliste, enfin une série de grèves dans l'automobile et la marine. Face à une accélération rapide et inexorable de la chute de la valeur de la livre début septembre, la Banque d'Angleterre, probablement en accord avec le gouvernement, doit cesser d'acheter des livres pour essayer d'en soutenir le cours. Une augmentation brutale du taux d'intérêt minimum, de 1,5% à 13% le 10 septembre, ne parvient pas à enrayer la chute de la monnaie. Fin septembre, le gouvernement décide d'approcher le FMI pour solliciter un nouveau prêt. Denis Healey l'annonce le 29 septembre, avant d'aller défendre cette décision devant une conférence travailliste hostile qui a voté le 28 septembre contre les mesures d'austérité du gouvernement. Les négociations autour du prêt, des conditions qui y sont attachées et de son acceptation constituent un processus de plusieurs mois, qui révèle de nouveau les divisions politiques et idéologiques au sein du gouvernement britannique, et mettent en évidence les contraintes politiques imposées par les institutions financières. Le 7 octobre, Denis Healey augmente les taux d'intérêt de 13 à 15%. Cette politique de monnaie forte, contraire aux désirs de relance des ailes gauche et keynésienne du gouvernement, est cependant acceptée sans trop de controverse. Hickson, tout comme Burk et Cairncross, l'attribuent à la fois au contexte de crise et au soutien apporté par Callaghan à la politique de Healey<sup>702</sup>. Après deux semaines de stabilité, la livre plonge de nouveau, suite à un article du *Sunday Times* spéculant sur une volonté du FMI de dévaluer la livre à \$1,50, révélant la

---

<sup>701</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 97-99.

<sup>702</sup> Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, p. 61 ; Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 99-101, 116.



fragilité de la monnaie et la vulnérabilité des politiques gouvernementales aux variations des marchés financiers et de l'opinion économique.

Dans son récit de la visite de la délégation du FMI qui arrive à Londres le 1<sup>er</sup> novembre 1976, Kevin Hickson souligne la lenteur des négociations. Alors qu'une telle visite dure habituellement deux semaines et que l'équipe du FMI bénéficie de documents de travail préparatoires fournis par le pays qui l'accueille, les délégués restent en Grande-Bretagne plus d'un mois et demi, et doivent attendre plusieurs semaines les documents du Trésor britannique. Si le calcul des dépenses publiques est un exercice compliqué, Hickson comme Burk et Cairncross estiment que la raison principale des délais et de la frustration de la délégation du FMI est la division profonde du Trésor britannique. Parmi les principaux fonctionnaires et conseillers du Trésor, on compte à la fois des partisans de la ligne orthodoxe et des défenseurs des politiques keynésiennes, mais aussi et plus marginalement des avocats de l'AES. C'est pour ces raisons que le gouvernement britannique est incapable de présenter des chiffres et des prévisions économiques aussi bien que des propositions de réductions budgétaires comme base de travail pour la délégation du FMI. C'est donc la délégation du FMI qui prend l'initiative de suggérer des réductions budgétaires de 3 milliards de livres pour 1977-1978 et de 4 milliards de livres pour 1978-1979. Au sein du gouvernement, seul Edmund Dell soutient de telles recommandations. En revanche, le *Times* comme le parti conservateur se prononcent en faveur de réductions immédiates de 5 milliards de livres. Pour sensibiliser la délégation du FMI à la réalité politique britannique, James Callaghan arrange des entretiens entre le chef de la délégation du FMI et Len Murray, le secrétaire général du TUC, ainsi qu'avec des responsables de la CBI, qui tous estiment que les réductions budgétaires demandées par le FMI menacent le « contrat social »<sup>703</sup>.

Face aux exigences du FMI et en vue des mesures déjà consenties au mois de juillet, le gouvernement britannique est initialement en majorité hostile aux exigences de la délégation du FMI. Lorsque le 3 novembre, Denis Healey annonce en cabinet restreint que de nouvelles réductions budgétaires seront nécessaires pour obtenir un prêt du FMI, ainsi qu'une baisse des aides aux chômeurs et une réduction du taux maximal d'imposition, seul Edmund Dell soutient ce programme, qu'il défend dans une série de réunions entre les principaux ministres qui ont lieu avant une réunion générale du cabinet le 23 novembre. Denis Healey annonce désormais que la délégation du FMI a révisé ses exigences pour tenir compte du « contrat social », et demande désormais une réduction du déficit public de 1,5 milliards de livres en

---

<sup>703</sup> Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, p. 68-73; Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 125-129.

1977-1978 et de 3 milliards en 1978-1979. Denis Healey affirme que ces demandes sont les conditions à toute négociation avec la délégation du FMI. Pour Anthony Crosland, ces exigences sont infondées, dans la mesure où les réductions budgétaires risquent non seulement d'aggraver la récession et de produire paradoxalement une hausse des dépenses publiques dans un contexte de montée du chômage, mais aussi de provoquer une rébellion parlementaire et syndicale contre le gouvernement, qui ne ferait que renforcer la crise de confiance qui est à l'origine des attaques spéculatives. Crosland propose de répondre politiquement à la pression exercée par les Américains en menaçant de mettre en place un contrôle des importations et un retrait des troupes britanniques d'Allemagne et de Chypre. Hattersley et Foot soutiennent Crosland, et Benn et Shore se prononcent en faveur d'une politique de contrôle des importations immédiate et radicale. Seuls Dell et Prentice se rangent derrière Healey, en dépit du soutien apporté par Callaghan à la position du Chancelier<sup>704</sup>. La proposition de Healey est rejetée.

En dépit d'une opposition commune de la gauche et du centre keynésien du gouvernement aux exigences du FMI, il leur est difficile de formuler une approche commune. Hickson souligne que ces deux groupes ne sont pas homogènes. Les ministres qui se rangent derrière Crosland ne soutiennent pas tous son analyse économique, mais sont pour certains – Williams et Ennals – principalement motivés par des craintes pour les budgets de leurs ministères. L'aile gauche est tout autant divisée, entre Shore partisan de simples mesures conjoncturelles de contrôle des importations face à la crise et Benn favorable à la mise en œuvre complète du programme d'AES<sup>705</sup>. La position de Callaghan au cours de ce mois de négociation n'est pas claire, ce que Hickson attribue à la nécessité maintenir l'unité du gouvernement. Ses conseillers au sein de la *Policy Unit*, notamment Bernard Donoughue, étaient sur les mêmes positions que Crosland, rejetant les stratégies jugées également dangereuses de la déflation et du protectionnisme. Retraçant les allers et venues diplomatiques de la fin du mois de novembre 1976, Hickson estime que Callaghan rejoint la position de Healey et de la fraction orthodoxe du Trésor après avoir été incapable d'amener les Américains à infléchir leur position et perdu le soutien des Allemands sous la pression continue exercée par les autorités financières américaines. À partir de là, Callaghan s'emploie

---

<sup>704</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 130-132.

<sup>705</sup> Lorsque Crosland essaie de trouver une solution économique commune à opposer au FMI et propose une taxe sur les importations, cette perspective est rejetée par Benn et ses collaborateurs. Hickson estime que la responsabilité pour l'incapacité à construire une coalition du centre et de la gauche en mesure d'infléchir le gouvernement incombe à Benn, qui agit sans consulter ses collègues de gauche et ne fait aucun geste en direction du centre. *Ibid.*, p. 133-135.

à affaiblir la position des critiques de Healey au sein du gouvernement. Lors d'une réunion du cabinet le 1<sup>er</sup> décembre 1976, les propositions de Benn, de Shore et de Crosland sont successivement examinées et rejetées par le reste du gouvernement, qui se range derrière Healey. Suite à cette réunion et face à l'effritement du groupe qui s'était formé autour de lui, Crosland accepte de soutenir Callaghan et Healey pour éviter un éclatement du gouvernement et un approfondissement de la crise de confiance. Callaghan obtient pareillement le consentement des parlementaires et de la tête du TUC – Jack Jones et Len Murray – en posant comme seule alternative politique le soutien au gouvernement travailliste ou l'arrivée d'un gouvernement conservateur désireux de réduire brutalement les dépenses publiques. Le lendemain 2 décembre, Denis Healey propose comme nouvelle formule une réduction de 1 milliard de livres supplémentaires pour 1977-1978 et 1,5 milliards pour 1978-1979, ainsi que la vente de 500 millions de livres d'actions pétrolières détenues en Birmanie. Après que Callaghan a exprimé pour la première fois ouvertement son soutien à Healey et en dépit des critiques de l'aile gauche à l'égard des conséquences en termes d'emploi, une majorité du cabinet accepte la proposition de Healey<sup>706</sup>.

Ces réductions sont alors inférieures à celles demandées initialement par la délégation du FMI, et plusieurs jours d'échanges acrimonieux sont nécessaires pour persuader le FMI et les autorités financières américaines que les conditions sont les plus strictes que le FMI pourra imposer au gouvernement britannique contre un prêt. En revanche, le FMI rejette la proposition adoptée par le gouvernement de mettre en place une taxe sur les importations. La lettre d'intention signée le 14 décembre détaille les mesures sur lesquelles les deux parties se sont mises d'accord, et précise des objectifs chiffrés pour le déficit public et la masse monétaire. Healey présente la lettre d'intention au Parlement le 15 décembre et au groupe parlementaire travailliste lors d'une séance animée le 16 décembre. Elle est adoptée par le Parlement à une très large majorité le 21 décembre, les conservateurs s'abstenant. Les réductions sur lesquelles le gouvernement et le FMI se sont mis d'accord, et dont le détail, décidé par le gouvernement en décembre 1976, est annoncé dans le livre blanc sur les dépenses publiques adopté par le gouvernement en fin janvier 1977, prennent principalement la forme d'une suspension des programmes de construction et de l'abolition de subventions. Les programmes d'aide sociale ne sont pas touchés dans un contexte de montée du chômage,

---

<sup>706</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 135-143; Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, p. 96-99; Kenneth Morgan, *op. cit.*, 1990, 2001, p. 548-549.

de même que les budgets des collectivités locales sur lesquels le gouvernement n'a qu'un contrôle indirect<sup>707</sup>.

Les conséquences de la crise de 1976 sur l'économie ont été débattues. Burk et Cairncross y ont vu l'adoption de principes directeurs pour la politique économique en rupture avec les pratiques qui prévalaient depuis 1945 : la priorité est donnée au contrôle de l'inflation par rapport à la lutte contre le chômage ; le gouvernement prend conscience que le déficit public ne peut pas être indéfiniment financé par la dette ; enfin il accorde une importance décisive au fait de conserver la confiance des investisseurs en annonçant des objectifs en termes de masse monétaire. En termes politiques, il s'agit également d'un moment de crise au sein du parti travailliste entre la direction au gouvernement et la base militante et les syndicats. Denis Healey doit renoncer à participer à une conférence du FMI à Manille pour s'adresser à la conférence du parti travailliste à Blackpool fin septembre 1976, face aux motions qui demandent la mise en œuvre d'une politique économique alternative sur la base d'un contrôle sélectif des importations et d'une réorientation des investissements vers les secteurs productifs et socialement utiles. Les divisions sont fortes au sein du gouvernement travailliste, où la coalition opposée aux réductions budgétaires va de Tony Benn à Anthony Crosland<sup>708</sup>. Contre l'idée d'un moment décisif ou d'un diktat américain, Steve Ludlam, auteur d'une thèse sur la politique économique du TUC dans les années 1970, montre dans un article de 1992 que le gouvernement travailliste avait déjà et avant l'automne 1976 accepté l'essentiel des prescriptions que le FMI est supposé lui avoir imposé. Il critique ce qu'il désigne comme quatre mythes concernant la crise de l'automne 1976. Selon ces mythes, propagés par les responsables travaillistes, le gouvernement aurait été contraint sous la menace du FMI de prendre des mesures de réduction des dépenses publiques, de mettre en place un plafonnement nominal des dépenses pour réduire la taille de services publics, de se donner des objectifs chiffrés en terme de masse monétaire, enfin d'abandonner la priorité politique du plein emploi. Reprenant la chronologie de la période 1974-1976, Ludlam montre que toutes ces orientations politiques sont amorcées au plus tard en juillet 1976, c'est-à-dire plusieurs mois avant la signature de la lettre d'intention au FMI, supposée marquée la capitulation du gouvernement devant les exigences du FMI. Les réductions budgétaires qui prennent effet à compter de 1977 ont en fait été planifiées avant l'intervention du FMI. Entre avril 1975 et décembre 1976, 9,2 milliards de livres de réductions sont annoncées pour la période 1976-1979. Seulement 2

---

<sup>707</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 143-145, 147-149; Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, p. 92-96, p. 102-103; Kenneth Morgan, *op. cit.*, 1990, 2001, p. 547-548.

<sup>708</sup> Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, xv-xvii.

milliards sont liés directement à l'accord signé avec le FMI en décembre 1979. Inversement, les budgets annoncés en 1977 et 1978 comportent des mesures de réflation de l'économie<sup>709</sup>. Cette chronologie, en contradiction avec la vision d'un tournant de l'austérité, doit selon Ludlam alerter quant aux accusations rapides formulées à l'encontre du FMI. Il en déduit que la mise en avant de la crise de l'automne 1976 constitue un écran qui masque l'acceptation par le gouvernement travailliste des thèses orthodoxes monétaristes. Il refuse donc de voir dans les événements de l'automne 1976 un moment décisif ou un tournant dans les politiques économiques<sup>710</sup>.

Hickson adopte une position médiane entre celle de Burk et Cairncross d'un côté, et Ludlam de l'autre. Il accepte la chronologie de Ludlam, qui montre une inflexion de la politique du gouvernement travailliste avant l'automne 1976<sup>711</sup>. En revanche, c'est sur le sens qu'il est possible de donner à ces politiques que Hickson se détache de l'analyse de Ludlam. En effet, les mesures déflationnistes prises en 1975 et au début de 1976 peuvent tout à fait être comprises dans un cadre keynésien de politiques de relance et de « *stop-go* ». Ce n'est qu'à l'automne 1976 que ces mesures sont justifiées pour la première fois comme concessions à l'opinion financière internationale. Pareillement, Hickson rappelle que le plafonnement nominal des dépenses était initialement conçu comme une mesure strictement technique par les fonctionnaires du Trésor, qui y voyaient un moyen d'amélioration de leurs outils de comptabilité, et qui ne prend un sens orthodoxe que lorsqu'elles sont présentées comme outils de réduction des dépenses publiques à la délégation du FMI<sup>712</sup>. S'il est d'accord pour dire avec Ludlam que la lettre d'intention de décembre 1976 est symbolique, elle n'en est pas moins importante politiquement, dans la mesure où elle marque une acceptation publique de la logique des marchés financiers et une justification de telles politiques par le gouvernement travailliste dans les termes des institutions financières internationales. C'est en ce sens que la crise du FMI peut néanmoins être vue comme un moment de transformation.

---

<sup>709</sup> Sur ce point, Ludlam tombe en accord avec un commentateur associé à la droite du parti travailliste comme Jim Tomlinson, qui prend appui sur les budgets de 1977 et 1978 pour infirmer la thèse d'un tournant monétariste ou d'un tournant de l'austérité : « Once the IMF seal of approval had been given, and the exchange rate strengthened, Labour started to reflate the economy and to limit inflation by continuing with the social contract. Keynesianism was not dead. » Jim Tomlinson, *op. cit.*, 2004, p. 66.

<sup>710</sup> Steve Ludlam, « The Gnomes of Washington: four myths of the 1976 IMF Crisis », *Political Studies*, XL, 1992, p. 713-727.

<sup>711</sup> « Hence, by February 1976, before the collapse in the value of sterling began the following month, the economic policy of the Labour government had changed. The Government had abandoned expansionary fiscal policy and introduced a compulsory incomes policy. » Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 59.

<sup>712</sup> *Ibid.*, p. 195-201.

## 2.3.6 La crise intellectuelle du travaillisme

La teneur des réunions du gouvernement travailliste pendant l'épisode de l'appel au FMI de 1976 montre les tensions profondes au sein du parti. Que la gauche autour de Tony Benn et Michael Foot s'oppose aux mesures de réduction des dépenses publiques n'est cependant pas une surprise. C'est la division du centre et de la droite qui est plus remarquable. D'un côté Crosland, qui défend une sortie de crise par la relance, rejette les mesures de réduction du déficit public en raison de leur l'impact déflationniste probable. De l'autre, Healey soutient un programme de rétablissement des conditions de la prospérité économique fondé sur la réduction des déficits publics. Si tous les deux sont associés à la droite révisionniste du parti, seul Crosland défend la priorité accordée traditionnellement au plein emploi par les partisans des politiques de consensus, et le type de programme économique keynésien qui y est traditionnellement associé. Ce sont précisément ces priorités et ces outils que Healey rejette, et pourtant c'est lui qui s'impose dans les discussions au sein du gouvernement. Faut-il alors comprendre cet épisode comme une concession temporaire à la nouvelle orthodoxie par un gouvernement qui reste majoritairement et fondamentalement associé aux politiques keynésiennes, comme le reflet d'un changement de paradigme économique au sein de la direction du parti travailliste, ou encore comme le produit relativement contingent des rapports de force instables au sein d'un gouvernement politiquement et intellectuellement divisé et affaibli ?

### 2.3.6.1 La thèse de la mauvaise influence

Une thèse répandue au sein du mouvement syndical lorsque des gouvernements travaillistes en viennent à prendre des mesures d'austérité est celle de la mauvaise influence, reprise de la thèse classique du prince détourné du droit chemin par de mauvais conseillers. C'est déjà la thèse qui prévaut à la fin des années 1960 après que le gouvernement Wilson a abandonné son programme de modernisation de l'économie et imposé une politique des revenus. Lors du débat sur la politique des revenus au congrès du TUC de 1968, un délégué de la *Draughtsmen's and Allied Technicians' Association* affirme que le gouvernement travailliste s'est laissé détourner du socialisme par ses conseillers au Trésor<sup>713</sup>. Quelques mois plus tard, la déclaration publiée par le *General Council* en réponse à *In Place of Strife* attribue

---

<sup>713</sup> « The problem is this, that the Government has allowed itself to be driven into accepting the orthodox sterile economic measures of the Treasury advisers, with few exceptions here and there, and they are now condemned to the effect of that. They have followed the same course as Selwyn Lloyd, they have made the same mistakes, and they find the same economic problems still with them. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 567.

le tournant répressif du gouvernement à de mauvaises influences<sup>714</sup>. Cette idée est reprise à la fin des années 1970 pour expliquer le choix de l'austérité économique : les hauts fonctionnaires auraient conspiré pour discréditer les ministres de gauche et encourager les ministres de droite dans la voie de l'orthodoxie prônée par le Trésor<sup>715</sup>. Par-delà la seule question de l'orientation de la politique économique, la gauche s'inquiète de la corruption morale et politique de la direction du PLP, qui se manifeste notamment à travers les privilèges que le Premier ministre peut attribuer à ses fidèles<sup>716</sup>.

Cette thèse de la mauvaise influence vise à préserver l'unité du mouvement travailliste, ou du moins la fiction selon laquelle une telle unité existe. La responsabilité des décisions prises par le gouvernement travailliste contre ce qui est perçu comme les intérêts des travailleurs est en effet attribuée soit à des acteurs extérieurs au mouvement travailliste – les hauts fonctionnaires issus des classes supérieures britanniques – ou à des individus qui se sont emparés de la direction du parti travailliste et ont dénaturé celui-ci – Wilson et Healey sont particulièrement visés. Cette thèse masque les antagonismes politiques au sein du parti et de sa direction, la possibilité qu'il existe des définitions concurrentes des intérêts des travailleurs, enfin les évaluations également différentes de l'intégration de l'économie britannique dans l'économie mondiale.

### 2.3.6.2 *Un changement de paradigme intellectuel ?*

Les discours de justification des choix opérés par les deux poids lourds du gouvernement, James Callaghan et Denis Healey, ont amené certains commentateurs à parler d'un changement de paradigme économique au sein de la direction du PLP. Kenneth Morgan caractérise ainsi les discours et décisions du gouvernement à partir de 1976 comme « monétaristes »<sup>717</sup>. Le budget présenté par Denis Healey en avril 1975 incite le *Times* à parler de la fin de l'orthodoxie économique qui prévalait depuis 1945<sup>718</sup>. Peter Riddell, dans l'étude qu'il a consacré au gouvernement Thatcher, a suggéré que ce qui a été appelé par la suite

---

<sup>714</sup> « This process, however, would be impeded if the Government allowed itself to be misled, against the advice of the Royal Commission, by outside criticism which is at best uninformed and at worst ill-intentioned. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1969, p. 206.

<sup>715</sup> Tom Forester, *op. cit.*, 1979, p. 90-92.

<sup>716</sup> Ken Coates, « What Went Wrong? », *op. cit.*, 1979, p. 24-28; Francis Cripps et Frances Morrell, « The Abandonment of Full Employment », Ken Coates (ed), *What Went Wrong*, Nottingham, Spokesman, 1979, p. 101.

<sup>717</sup> « Healey was compelled to bring in yet another mini-budget in July [1976] in which he declared his wish to keep the growth in the money supply to 12 per cent for the rest of the year. Callaghan himself took a boldly monetarist line at party conference two months later – 'You cannot now, if you ever could, spend your way out of a recession' [...]. » Kenneth Morgan, *op. cit.*, 1990, 2001, p. 382.

<sup>718</sup> Mark Wickham-Jones, *op. cit.*, p. 281.

« l'expérience thatchérienne » avait en fait été lancée par Healey au milieu des années 1970, ce que Bernard Donoughue affirme également dans ses mémoires<sup>719</sup>. Le discours de l'orthodoxie n'est pas tenu par la seule droite du parti. Ainsi le keynésien Crosland, qui pourtant s'oppose à plusieurs reprises à Healey parce qu'il juge absurde de réduire les dépenses publiques dans une période où le chômage est déjà élevé, est aussi l'un des premiers travaillistes à annoncer la nouvelle phase d'austérité. En mai 1975, il tient un discours resté dans les mémoires sous le titre de « la fête est finie » (« *the party is over* »), dans lequel il s'inquiète de la croissance rapide des dépenses publiques, et notamment du budget des collectivités locales<sup>720</sup>. C'est également le thème du discours de James Callaghan à la conférence travailliste de septembre 1976, ou plus précisément de la partie de son discours consacrée aux politiques économiques. C'est sur ces quelques pages que le débat sur un possible changement de paradigme économique dans les politiques menées par le gouvernement travailliste s'est concentré. Callaghan commence par annoncer la fin de l'âge d'or du plein emploi, avant de dénoncer les propositions de la gauche du parti qu'il juge irréalistes et superficielles<sup>721</sup>. Selon Callaghan, les deux erreurs commises par les gouvernements depuis une vingtaine d'années sont les suivantes : faire croître la part des salaires plus rapidement que le produit national brut (PNB), et penser que les politiques de relance économique sont les solutions économiques à tous les maux, alors que ces politiques ne font qu'accroître simultanément l'inflation et le chômage<sup>722</sup>. Il conclut en indiquant que la

---

<sup>719</sup> Peter Riddell, *The Thatcher Government*, Oxford, Blackwell, 1985, p. 59; Bernard Donoughue, *op. cit.*, 1987, p. 94.

<sup>720</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 59.

<sup>721</sup> « The cosy world we were told would go on for ever, where full-employment would be guaranteed by a stroke of the Chancellor's pen, cutting taxes, deficit spending – that sort of cosy world is gone. Yesterday delegates pointed to the first sorry fruits: a high rate of unemployment. The rate of unemployment today – there is no need for me to say this to you – cannot be justified on any grounds, least of all the human dignity of those involved, but, Mrs Chairman and comrades, still less did I become the leader of the Labour Party to propound shallow analyses and false remedies for fundamental economic and social problems. When we reject unemployment as an economic instrument as we do – and when we reject also superficial remedies, as socialists must, then we must ask ourselves unflinchingly: what is the cause of high unemployment? » Labour Party, *Report of the Seventy-Fifth Annual Conference of the Labour Party*, Londres, Labour Party, 1976, p. 188.

<sup>722</sup> « Quite simply and unequivocally it is caused by paying ourselves more than the value we produce. There are no scapegoats. This is as true in a mixed economy under Labour as it is under capitalism or communism. It is an absolute fact of life which no Government be it left or right can alter. Of course in Eastern Europe you cannot price yourself out of your job, because you cannot withdraw your labour. So the Government can at least guarantee the appearance of full-employment. But that is not the democratic way. We used to think that we could spend our way out of recession and increase employment by cutting taxes and increasing Government spending. I tell you in all candour that that option no longer exists, and that insofar as it ever did exist, it only worked on each occasion since the war by injecting a bigger dose of inflation into the economy, followed by a higher level of unemployment at the next step. Higher inflation followed by higher unemployment. We have just escaped from the highest rate of inflation this country has known; we have not yet escaped from the consequences: high unemployment. That is the history of the last twenty years. Each time we did this, the twin evils of unemployment and inflation have hit hardest those least able to stand them. Not those with the strongest bargaining power, no, it has not hit those. It has hit the poor, the old and the sick. We have struggled, as a Party,



seule solution est la restauration de la compétitivité des entreprises britanniques qui passe par une amélioration de la productivité et une réduction des dépenses publiques<sup>723</sup>. Ces analyses reprennent assez largement certains arguments des thèses monétaristes. S'il l'on ajoute la rhétorique de la rupture par rapport aux analyses qui ont prévalu depuis les années 1950, on comprend que ce discours ait souvent été vu comme marquant l'abandon par le gouvernement travailliste des politiques de type keynésien d'après-guerre – maintien du plein emploi et extension de l'Etat social – au profit de l'orthodoxie économique<sup>724</sup>. James Callaghan a effectivement indiqué que cette portion de son discours avait été écrite par son gendre, Peter Jay, un des principaux partisans des thèses monétaristes dans la presse britannique. Les politiques du gouvernement travailliste sont d'ailleurs perçues dans le mouvement syndical comme marquant une nouvelle orientation orthodoxe, voire « monétariste » au sens large. Cela apparaît dans des interventions comme celle du délégué de NUPE au congrès du TUC de 1977<sup>725</sup>, mais aussi dans un document plus officiel comme le rapport du *General Council* à ce même congrès<sup>726</sup>. Cela n'empêche cependant pas Len Murray de reprendre à son compte la dénonciation monétariste des politiques de relance basées sur l'émission de monnaie, dans son discours au congrès de 1976<sup>727</sup>.

Hickson cependant, s'appuyant sur les mémoires de James Callaghan où il affirme qu'il ne s'agissait pas d'un rejet du keynésianisme et sur la correspondance qu'il a entretenue avec Callaghan au tournant des années 2000, estime que la position de Callaghan a été déformée. Il ne faudrait pas voir dans son discours une défense idéologique de l'orthodoxie

---

to try to maintain their standards, and indeed to improve them, against the strength of free collective bargaining power that we have seen exerted as some people have tried to maintain their standards against this economic policy. » *Ibid.*, p. 188.

<sup>723</sup> « Now we must get back to fundamentals. First, overcoming unemployment now unambiguously depends on our labour costs being at least comparable with those of our major competitors. Second, we can only become competitive by having the right kind of investment at the right kind of level, and by significantly improving the productivity of both labour and capital. Third, we will fail – and I say this to those who have been pressing about public expenditure [...] if we think we can buy our way back by printing what Denis Healey calls 'confetti money' to pay ourselves more than we can produce. » *Ibid.*, p. 188.

<sup>724</sup> David Smith, *The Rise and Fall of Monetarism*, Londres, Penguin, 1987, p. 25; David Marquand et Anthony Seldon, *The Ideas that Shaped Postwar Britain*, Londres, Fontana, 1996, p. 260; Noël Thompson, *Left in the Wilderness: The Political Economy of British Democratic Socialism*, Chesham, Acumen, 2002; David Marquand, *The Unprincipled Society*, Londres, Cape, 1988.

<sup>725</sup> « The present Labour Government, when they took the decision to abandon their manifesto aims and adopt policies which flowed from monetarist theories about how to deal with our current crisis, confronted trade unionists in the public sector with very, very serious problems. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1977, p. 479.

<sup>726</sup> « [T]he TUC was concerned at the change in emphasis in official policy towards monetary economics and an over-reliance on monetary targets. » *Ibid.*, p. 221.

<sup>727</sup> « We have done a tremendous amount in these last two years to damp down inflation, but the fire is not out yet and if we stoke it up with shovels full of paper money we shall not just burn our fingers, we shall set alight our hopes for the future. [...] I know it did not bring us all the gains we wanted, but we know what would happen if we tried to buy our way out of that problem with more paper money. The pound would go down and imports would go up. The unemployment would go up and not down. » *Ibid.*, p. 459-460.

économique et le signe d'un abandon de l'objectif du plein emploi, mais seulement un discours de circonstance à comprendre dans la conjoncture politique et économique de 1976 rendant nécessaire des politiques de réduction de l'inflation et des dépenses publiques. Selon Callaghan, son discours avait deux publics cibles, d'un côté l'opinion financière internationale à qui il devait démontrer que le gouvernement britannique demeuraient attaché aux politiques d'austérité et de rigueur monétaire, et de l'autre l'aile gauche du parti, dont les propositions lui semblaient non seulement irréalistes mais dangereuses pour la stabilité économique du pays. Il s'agirait donc non pas d'une attaque contre les politiques keynésiennes, mais d'une défense de la version modérée de telles politiques pratiquée par le gouvernement, contre les propositions radicales de la gauche du parti, dans un emballage rhétorique destiné à satisfaire les attentes des investisseurs. Selon Hickson, Callaghan est motivé avant tout par le désir politique de maintenir l'unité du gouvernement, et non pas par les arguments idéologiques brandis ici et là. C'est parce qu'il fait l'analyse que la seule issue pour le gouvernement travailliste, et le seul choix susceptible de le faire perdurer uni, est de suivre les recommandations de Denis Healey qu'il se range derrière le Chancelier<sup>728</sup>. La poursuite de la politique des revenus est la preuve pour Hickson que gouvernement n'est pas devenu monétariste. Le monétarisme estimant en effet que l'inflation est liée à la quantité de monnaie, et non aux revenus, le contrôle des revenus demeure une stratégie interventionniste keynésienne. C'est là qu'il devient nécessaire d'opérer deux distinctions. Tout d'abord, la question n'est pas de savoir si James Callaghan a lu Milton Friedman et ses épigones et s'il a été convaincu par les thèses monétaristes. Ce n'est pas l'analyse qui est faite dans les années 1970 d'un « tournant monétariste » du gouvernement travailliste. Le terme « monétarisme » recouvre en fait dans les années 1970 toutes les thèses économiques néo-libérales, parfois incompatibles entre elles, qui cependant remettent en cause les politiques de type keynésien fondées sur le plein emploi et la relance. C'est probablement ce que Morgan, qui n'est pas un historien de l'économie, entend par « monétariste » quand il applique ce qualificatif au gouvernement travailliste. La question est donc plutôt de savoir quelle vision Callaghan avait des mécanismes économiques, et s'il pensait la sortie de crise par la relance de l'économie grâce à la dépense publique, ou au contraire par la réduction du déficit public et l'encouragement à l'investissement privé. De toute évidence, c'est cette deuxième option que Callaghan défend dans son discours de 1976. Celle-ci n'est d'ailleurs en rien incompatible avec une politique des revenus qui contribue à accroître la profitabilité des entreprises et

---

<sup>728</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 104-105, 207-209.

pense donc un retour de la croissance par l'initiative privée. Il est nécessaire d'opérer une deuxième distinction entre les objectifs de James Callaghan – qui fournissent déjà des indications intéressantes sur le positionnement politique et économique du gouvernement travailliste – et les effets produits par son discours. Autant il semble que les deux objectifs visés – contrer les arguments de l'aile gauche du parti et rassurer les investisseurs – n'aient pas été atteints, autant les effets de ce discours sur les observateurs et sur le mouvement travailliste ont été certains. Cette mobilisation des arguments de l'orthodoxie économique et du monétarisme a contribué, nous semble-t-il, à affaiblir la position politique du gouvernement travailliste pour deux raisons : tout d'abord elle approfondit la fracture entre le gouvernement et une fraction croissante du mouvement travailliste et des syndicats ; ensuite elle déplace le débat économique sur un terrain idéologique où les conservateurs sont certains d'être plus cohérents que les travaillistes.

Hickson s'oppose pareillement à l'idée d'un tournant orthodoxe de Healey. Il propose de comprendre les stratégies de lutte contre l'inflation et de réduction des dépenses publiques dans un cadre keynésien traditionnel. Hickson affirme, discours de Callaghan et Healey à l'appui, que l'objectif du gouvernement demeure le plein emploi et que l'inflation est vue comme un mal principalement en ce qu'elle est source de chômage. Hickson souligne les dispositifs d'aide ciblés mis en place après 1976 pour compenser les conséquences sur l'emploi des réductions budgétaires, et identifie dans l'interventionisme étatique dont le gouvernement travailliste continue de faire preuve pour freiner la montée du chômage un fort élément de keynésianisme, contrairement au monétarisme et autres variantes de néolibéralisme qui pensent que la réduction du chômage passe par démantèlement des obstacles au libre marché. En revanche, Hickson accepte l'affirmation de Noël Thompson selon laquelle Healey a été influencé par la thèse du *crowding-out*, qu'il mobilise à plusieurs reprises dans les discussions et négociations au sein du gouvernement. C'est une thèse qui, déjà présente dans le mouvement travailliste sous la forme d'une priorité accordée à l'industrie d'exportation, est renforcée en 1976 par la publication de l'ouvrage de Bacon et Eltis. Hickson estime cependant plus probable que c'est dans son entourage immédiat, notamment Edmund Dell et la fraction orthodoxe du Trésor, que Denis Healey a rencontré la thèse du *crowding-out*. Hickson accorde également crédit à l'affirmation de Roy Hattersley selon laquelle le parti travailliste aurait perdu la foi dans la dépense publique après 1976. Ce n'est certainement pas le cas de la gauche du parti, mais en revanche de la direction droitrière du parti parlementaire, jusqu'alors keynésienne et convaincue par les politiques de relance et

d'aide sociale, mais dont Hickson remarque que les politiques d'aide à l'industrie et aux populations en difficulté sont caractérisées dans la période Callaghan par un ciblage plus grand de ses bénéficiaires. Hickson attire également l'attention sur les discussions de décembre 1976 autour des secteurs qui doivent faire l'objet de réductions budgétaires. Alors que le cabinet s'accorde pour ne pas toucher aux programmes d'aide sociale dans un contexte de croissance du chômage, Healey quant à lui se prononce en faveur d'une réduction des aides sociales dont il estime qu'elles n'incitent pas à travailler<sup>729</sup>.

Ludlam estime comme Hickson au sujet de la politique d'austérité menée par Healey qu'elle continue de reposer sur un certain nombre de thèses keynésiennes, comme la modération de l'inflation par le chômage, et réciproquement. Selon lui, c'est d'ailleurs pour cette raison que le gouvernement abandonne l'objectif du plein emploi. Healey se félicite dès son arrivée au pouvoir que la montée du chômage agisse comme un frein sur l'inflation, et voit dans l'imposition d'un plafonnement nominal des budgets des services publics le moyen de créer un même mécanisme de modération des augmentations des salaires – et donc de l'inflation – par la peur des pertes d'emplois<sup>730</sup>. Dans ses mémoires, Denis Healey indique cependant, de manière certes dramatique et rétrospective, avoir abandonné en 1975 un keynésianisme dont le Trésor était selon lui devenu l'esclave. Trois décennies après la mort de Keynes, des théories qui avaient montré leur pertinence dans le contexte spécifique des États-Unis des années 1930, et auxquelles une prise en compte de l'économie mondiale manquait cruellement, continuaient d'exercer une influence déterminante sur les économistes de Cambridge qui entouraient Healey. Healey indique cependant qu'il s'est refusé néanmoins à adopter la doctrine monétariste, alors « à la mode » dans l'*Establishment*, et a adopté une posture sceptique à l'égard de toute théorie économique, posture qu'il qualifie de pragmatique. Il indique néanmoins avoir été fortement influencé dans ces années par la lecture de Karl Popper et de Joseph Schumpeter, deux penseurs associés à la défense de l'orthodoxie libérale. L'analyse de Schumpeter qu'Healey reproduit dans ses mémoires identifie les syndicats comme le principal obstacle aux politiques de socialisation de l'économie<sup>731</sup>. Healey peut avec une certaine aisance se poser dans ses mémoires en sage de la politique et de l'analyse économique, moqueur à l'égard de toutes les théorisations économiques. Indépendamment de la figure qu'il s'attribue, son analyse présente l'intérêt de souligner le sentiment d'impuissance éprouvé par les gouvernements et les ministères devant le rôle nouveau pris par

---

<sup>729</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 3, 211-216.

<sup>730</sup> Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 100.

<sup>731</sup> Denis Healey, *op. cit.*, 1989, p. 377-383.

les marchés. Jusqu'au milieu des années 1970, les économistes du Trésor pensent, dans une logique finalement très orthodoxe, que le taux de change de la livre sterling est déterminé par le niveau d'inflation et la balance des paiements. Cependant, il apparaît de plus en plus clairement qu'avec l'effondrement du système de Bretton Woods et le flottement des monnaies, les taux de change sont déterminés non plus par des facteurs mesurables liés aux performances d'une économie, mais par une logique autonome des marchés, des mouvements de capitaux eux-mêmes fondés sur les anticipations et les attentes des détenteurs de titres. Celles-ci sont susceptibles d'être influencées, comme le souligne Healey, par les théories « à la mode ». Il en résulte incertitudes et divisions. Tout d'abord il est nécessaire pour les gouvernements de répondre aux lubies des investisseurs, ce pourquoi en pleine fièvre monétariste dans la seconde moitié des années 1970 le gouvernement britannique se met à publier ses prévisions monétaires sous la forme d'objectifs de croissance de la masse monétaire. Ensuite, ce caractère imprévisible de l'orientation des marchés attise les conflits entre les partisans de solutions économiques dont aucune ne semble pouvoir expliquer de manière entièrement satisfaisante la situation économique présente. Healey souligne que les doutes et les divisions n'étaient pas le lot des seuls travaillistes. Une des difficultés de parvenir à un accord lors des négociations avec le FMI à l'automne 1976 est que les créanciers étrangers ne sont pas d'accord sur les conditions à imposer à la Grande-Bretagne et qu'au sein du Trésor les orthodoxes font face aux partisans des politiques de relance<sup>732</sup>.

Healey bénéficie dans la mise en œuvre de sa politique d'austérité du soutien de l'aile droite du parti. Le *Manifesto Group* publie le 27 octobre 1976 une déclaration intitulée « Keep on Course : A Statement on Economic Policy ». Si le *Manifesto Group* y envisage la possibilité d'un contrôle sélectif des importations, il lui semble en revanche impératif de réduire le déficit public qui fait peser une menace sur l'économie britannique. Dans un document interne publié un an plus tard, le *Manifesto Group* ne soutient plus la réduction des dépenses publiques, mais demande leur restauration. À l'inverse, il s'oppose désormais à toute forme de contrôle des importations, qu'il condamne en même temps que les autres propositions de la gauche comme les accords de planification industrielle et l'augmentation de l'emploi dans les services publics. C'est une position que le *Manifesto Group* défend jusqu'à la fin du gouvernement travailliste, s'employant à démonter les politiques de relance proposées par le centre et l'AES avancée par la gauche. Toute stimulation de l'économie doit être limitée, cependant que le contrôle des revenus demeure le meilleur moyen d'action du

---

<sup>732</sup> Denis Healey, *op. cit.*, 1989, p. 430-434.

gouvernement pour assurer la stabilité de l'économie britannique<sup>733</sup>. Les propositions d'une réflation modérée accompagnée d'une réduction de la pression fiscale et d'une poursuite de la politique des revenus formulées par le *Manifesto Group* en 1978 sont de ce point de vue parfaitement en cohérence avec le budget présenté par Denis Healey en avril de la même année.

### **2.3.6.3 Crise intellectuelle et conflit interne au mouvement travailliste**

Ces positionnements de Healey et du *Manifesto Group* soulignent que les années 1970 sont marquées, tout autant que par l'éventuelle acceptation par la droite du parti des impératifs de la nouvelle orthodoxie économique, par un éclatement intellectuel du parti qui explique l'absence d'une ligne politique claire au sein du gouvernement travailliste. Hickson voit dans l'élection de James Callaghan en tant que *leader* du parti parlementaire en 1976 la victoire du candidat du pragmatisme politique et de la continuité dans les politiques économiques, par rapport aux positions plus intellectuelles et idéologiquement fondées de candidats comme Tony Benn, Anthony Crosland ou Roy Jenkins, qui représentent respectivement l'AES, l'approfondissement du programme social-démocrate et l'orthodoxie économique. Pareillement, Hickson insiste, concernant les débats au sein du gouvernement à l'automne 1976, sur la longueur des négociations et l'éclatement des positionnements, qui résultent de l'affaiblissement du cadre idéologique keynésien et de l'incapacité d'un nouveau paradigme économique à s'imposer clairement. La défaite de la gauche et du centre, qui parviennent pourtant longtemps à opposer une résistance efficace aux propositions de Healey, ne s'explique pas par la conversion d'une large partie du gouvernement au programme défendu par celui-ci, mais plutôt par la fragmentation et la faiblesse de l'aile gauche. La présentation classique des discussions comme opposant l'AES soutenue par la gauche au keynésianisme du centre et à l'orthodoxie de la droite est selon Hickson trompeuse. La gauche n'est en effet pas unie derrière l'AES. Si Benn représente une nouvelle gauche remobilisée derrière le programme d'AES et si certaines propositions du programme d'AES comme le contrôle des importations sont partagées par le reste de la gauche et une partie du centre, seul Booth est un véritable partisan de l'AES, les autres représentants de la gauche au sein du cabinet – Foot et Shore – défendant plutôt des positions de type « ancienne gauche » bevanite. Hickson met en

---

<sup>733</sup> Labour Party Archive, Labour Party Manifesto Group, « Keep On Course : A Statement on Economic Policy », LP/MANIF/3, Labour History Archive and Study Centre; Labour Party Archive, Labour Party Manifesto Group, « Notes on the economy », LP/MANIF/3, Labour History Archive and Study Centre ; Labour Party Archive, Labour Party Manifesto Group, « Economic Policy, March 13<sup>th</sup> 1978 », LP/MANIF/3, Labour History Archive and Study Centre.

cause l'intransigeance et les faiblesses intellectuelles des partisans de l'AES, incapables de rallier ne serait-ce que l'ensemble de la gauche à leur position<sup>734</sup>. Du côté keynésien, Crosland doit faire le constat de sa position minoritaire et de l'échec de ses ouvertures vers la gauche.

Noël Thompson a de son côté plutôt insisté sur la crise intellectuelle de la direction centriste et droitiste du PLP. Alors que l'AES a été vidée de son contenu dans les deux années de gouvernement Wilson, que les politiques de relance keynésiennes sont neutralisées par les investisseurs et que l'orientation de la politique économique du pays est soumise à l'approbation des créanciers internationaux, il ne reste plus au gouvernement travailliste de philosophie économique à laquelle se rattacher. Thompson accepte l'hypothèse selon laquelle les signaux en direction de l'orthodoxie et du monétarisme sont envoyés par des travaillistes que Britton a qualifiés de « keynésiens frustrés »<sup>735</sup>. Il n'en reste pas moins que ces « keynésiens frustrés » semblent avoir été incapables de chercher une autre voie de sortie que le respect des exigences d'austérité formulées par les détenteurs de livres sterling et les bailleurs internationaux. Le gouvernement fixe des objectifs précis en termes d'expansion du crédit intérieur, adopte en 1977 des objectifs en termes de quantité de monnaie, approuve le maintien du contrôle par le FMI de l'économie britannique à l'automne 1977, et affirme dans sa lettre d'intention au FMI de décembre 1977 sa volonté de poursuivre une stratégie de lutte contre l'inflation. La dépense publique passe de 45,6% du PIB en 1975-1976 à 39,8% en 1977-1978 – avant de remonter légèrement – cependant que le déficit public passe de 9,6% du PIB en 1975 à 4,9% en 1978. C'est peut-être une adhésion à l'orthodoxie par défaut et sous la contrainte, il n'en reste pas moins que la politique menée par le gouvernement travailliste ressemble, à s'y méprendre, à une politique d'austérité.

Les épisodes de pouvoir travailliste de 1964-1970 et de 1974-1979 semblent donc suivre un même schéma : un gouvernement travailliste dirigé par la droite du PLP, arrivé au pouvoir muni d'un programme politique et économique de modernisation de la structure industrielle de la Grande-Bretagne, abandonne progressivement les outils pensés pour mener à

---

<sup>734</sup> Kevin Hickson, *op. cit.* 2005, p. 82, 201-206.

<sup>735</sup> Andrew Britton, *Macroeconomic Policy in Britain 1974-1987*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 20; Noël Thompson, *op. cit.*, 2006, p. 223-224. Pour la gauche, c'est précisément le pragmatisme avancé par la direction droitiste du PLP qui le rend perméable à l'influence des théoriques orthodoxes et monétaristes : « The Callaghan administration was not mad, nor deliberately wicked, and if it did hear voices in the air telling it to consecrate the five per cent norm in a cathedral in Rheims, unlike St. Joan, it readily recanted when it observed certain instruments being warned on pyres outside Congress House. But it was composed of people who, in the main, had no time for doctrine, and who found themselves the more surprised to hear their own voices inadvertently talking in dilute versions of monetarist jargon, while the dole queues snaked up to a million-and-a-half in length. » Ken Coates, « What Went Wrong? », *op. cit.*, 1979, p. 14.

bien ce projet, face à des attaques contre la livre liées à des déficits de la balance des paiements. S'ensuit alors une phase de déflation visant à rétablir la balance des paiements, ainsi qu'un contrôle des revenus destiné à accroître la profitabilité des entreprises : le projet de transformation de l'économie fondé sur la planification et le dirigisme économique laisse la place à une politique libérale orientée vers la relance de la croissance et de la productivité par l'investissement privé. Ce qui est perçu comme un renversement brutal des priorités du gouvernement et présenté par la gauche du parti comme une trahison s'explique en fait par les ambiguïtés des programmes sur la base desquels les travaillistes arrivent au pouvoir en 1964 et en 1974 : ces programmes, présentés par Wilson lui-même comme radicaux à des fins de politique interne au parti et reçus par la gauche comme une acceptation de la transformation socialiste radicale de l'économie qu'elle promet, sont en fait à chaque fois pensés par la direction du parti comme compatibles avec le maintien de l'orientation internationale de l'économie britannique. C'est ce cadre libre-échangiste et la défense de la monnaie qui demeurent cependant les priorités de la direction du PLP lorsqu'une contradiction se fait jour avec le programme de modernisation de l'économie. Ces épisodes poursuivent le débat au sein du parti sur le bilan du gouvernement de 1945-1951 – commencement de la transformation socialiste ou aboutissement du projet progressiste – et sur les politiques économiques qui peuvent et doivent être menées par un gouvernement travailliste. Une série de facteurs sont cependant spécifiques à la situation des années 1970, qui contribuent à l'absence de ligne claire dans les politiques du gouvernement travailliste de 1974-1979 et justifient de parler pour cette période d'une « crise du travaillisme ». Tout d'abord, suite aux premiers gouvernements Wilson de 1964-1970, le fonctionnement du parti, dominé dans l'élaboration de sa politique par la direction du PLP, est remis en cause par la gauche à la Chambre des communes et surtout par les activistes dans les sections locales. Ensuite, on observe une polarisation croissante entre une droite qui, bien que traditionnellement dominante au sein du PLP, peine à formuler une politique cohérente pour la nouvelle situation économique, et une gauche intellectuellement offensive qui peine cependant à coordonner sa présence et ses propositions dans le parti et au gouvernement. Enfin, la relation de plus en plus acrimonieuse entre les syndicats et le gouvernement travailliste à partir de 1966 a mené, à partir de 1970, à la formulation conjointe par le parti et le TUC des grandes orientations d'un futur gouvernement travailliste. Lorsque le gouvernement travailliste abandonne sa stratégie industrielle, refuse de mettre en place un contrôle des importations et opère un tournant déflationniste, les syndicats font face à conflit de loyauté entre la défense vigoureuse



de leurs aspirations frustrées et le soutien politique à un gouvernement travailliste qui demeure leur seul relais politique potentiel.

## **2.4 Politique du mouvement syndical**

Pour ces raisons, il ne faut pas penser un mouvement syndical uni politiquement et économiquement dans les années 1970. On a déjà souligné les débats au sein du mouvement lors du tournant déflationniste de la seconde moitié des années 1960 et de l'imposition par le gouvernement Wilson d'une politique des revenus. De même, si les analyses de la politique économique du gouvernement travailliste de 1974-1979 insistent avant tout sur les divisions et les dynamiques au sein du gouvernement, c'est néanmoins l'ensemble du mouvement ouvrier et travailliste qui est impliqué dans ces discussions. Parler de politique du mouvement syndical ne veut pas dire que ce dernier est porteur d'un programme politique et économique cohérent, quand bien même le *General Council* du TUC s'emploie à trouver une position de compromis entre les aspirations des principales organisations syndicales et des secteurs d'emploi qu'elles représentent. Contre une représentation du mouvement ouvrier britannique fondée sur la division entre une aile politique et une aile syndicale, qui donc cantonne l'activité de réflexion politique au parti travailliste, il s'agit plutôt d'analyser les représentations du mouvement ouvrier et de ses intérêts qui sont mobilisés dans les discussions au sein du mouvement syndical. Deux grandes questions sont abordées ici successivement, qui toutes deux pèsent considérablement dans la réponse du mouvement syndical aux politiques des revenus imposées par les gouvernements dans les années 1970 : la première est le rapport à l'État et à la législation, la deuxième la priorité accordée à l'emploi industriel et la façon dont celle-ci influe sur la politique de réduction des dépenses publiques menée par le gouvernement travailliste à partir de 1975. On voit à chaque fois se dessiner plusieurs programmes syndicaux, parfois antagonistes.

### **2.4.1 *Le rapport à l'État et à la législation***

Le rapport que le mouvement syndical britannique entretient à l'État et à la législation peut être abordé tout d'abord sous l'angle du rôle attribué à la loi dans la régulation des relations professionnelles, ensuite à travers la question de la politisation de l'activité syndicale, notamment sous la forme de la participation syndicale à la gestion de l'économie.

### 2.4.1.1 *Volontarisme et régulation dans les relations professionnelles*

On a déjà souligné comment l'idée d'une autonomie de la sphère des relations professionnelles, d'un mouvement syndical échappant à l'emprise du droit et qui ne doit rien à l'État, avait été une idéologie structurante pour le syndicalisme britannique tout au long du vingtième siècle, du moins jusqu'à la fin des années 1980. Cette conception a émergé progressivement au tournant du vingtième siècle face aux velléités des juristes d'entraver l'action collective des travailleurs. Jusque 1871, les syndicats sont en effet considérés comme des conspirations, et les grèves comme des crimes par des juristes qui s'appuient sur une *common law* fondée sur le droit individuel à la propriété. Des lois votées en 1871 et 1875-1876 offrent aux syndicats une première série de protections, mais les organisations de travailleurs font de nouveau l'objet d'attaques à la fin du siècle. La loi votée en 1906 par la majorité libérale au Parlement garantit aux syndicats une protection élargie. Il ne s'agit pas cependant de la protection *de* la loi mais d'une protection *contre* le droit et les possibilités qu'il offrait aux employeurs et aux tribunaux de poursuivre les syndicats. La situation juridique des organisations syndicales ne change pas de manière importante jusqu'aux années 1980. Non seulement les syndicats britanniques n'obtiennent pas, à l'inverse des organisations de nombreux pays continentaux, des droits positifs concernant la grève en particulier, mais, à l'exception des syndicats qui peinent à organiser collectivement les travailleurs des services publics notamment, ils n'en revendiquent pas. L'objectif pour les dirigeants des organisations syndicales est de tenir le droit à la plus grande distance possible<sup>736</sup>.

Cette idéologie volontariste atteint son apogée dans l'après-guerre, où dans un contexte de décentralisation des relations professionnelles les observateurs peuvent avoir l'impression que les relations professionnelles s'auto-régulent à différents niveaux. Alors que l'économie croît de manière régulière dans les années 1950, les gouvernements conservateurs sont contents d'éviter d'entrer en conflit avec le mouvement syndical en se tenant à distance du monde du travail, et en laissant syndicats et employeurs déterminer par le *free collective bargaining*, la négociation libre entre représentants du capital et du travail, la distribution des profits<sup>737</sup>. La thèse volontariste reçoit finalement une validation officielle dans le rapport Donovan de 1968, qui affirme que l'État et la loi se sont traditionnellement tenus à distance

---

<sup>736</sup> Robert Taylor, *op. cit.*, 1993, p. 6.

<sup>737</sup> « For 80 years the state has recognized "collective bargaining" as the normal means of settling wages and working conditions and more recently has actively encouraged the establishment of jointly agreed machinery in industry. » Ministry of Labour and National Service, *Industrial Relations Handbook*, HMSO, 1953, p. 1. Voir aussi Godfrey Ince, *The Ministry of Labour and National Service*, Londres, Allen and Unwin, 1960, p. 21.

de la contractualisation informelle qui prévaut dans les relations professionnelles<sup>738</sup>. Dans son discours inaugural au congrès du centenaire du TUC en 1968, Francis Wright peut ainsi affirmer que le mouvement syndical doit sa force et sa réussite à lui seul et à sa faculté d'auto-organisation<sup>739</sup>. C'est une même vision de l'autonomie syndicale que le *General Council* mobilise dans son opposition à l'*Industrial Relations Act*, une loi dont il estime qu'elle menace les capacités d'action des syndicats, institutions autonomes de la classe ouvrière<sup>740</sup>.

Cette insistance sur la libre négociation escamote la façon dont le droit positif et les politiques sociales et économiques ont pu influencer sur les possibilités d'organisation et d'action des syndicats. Robert Taylor a ainsi insisté sur ce qu'il appelle la « dialectique entre volontarisme et régulation » dans l'histoire des relations professionnelles en Grande-Bretagne. Il souligne la centralité dans la rhétorique syndicale de la revendication d'autonomie de la sphère des relations professionnelles par rapport à l'État et à la loi jusque dans les années 1980, et comment celle-ci est entrée en tension avec les demandes de régulation du marché du travail portées par les syndicats de travailleurs moins puissamment organisés, et avec les demandes d'intégration à la gestion de l'économie capitaliste adressées par les gouvernements soucieux de stabilité économique et de rénovation de la structure industrielle<sup>741</sup>. Selon Taylor, qui propose une vision libérale des relations professionnelles, l'État se contente de fournir un cadre juridique aux négociations entre syndicats et employeurs. L'introduction d'un système

---

<sup>738</sup> « Until recent times it was a distinctive feature of our system of industrial relations that the State remained aloof from the process of collective bargaining in industry. It left parties free to come to their own agreements. It imposed some, but few, restrictions on the right of employees to strike or of employers to resort to a lock-out. The parties of the collective agreement themselves rarely intend that their bargain shall be a legally enforceable contract, but rather that it shall be binding in honour only. The law goes out of its way to provide that such bargains between employers' associations and trade unions shall not be directly enforceable. This abstentionist attitude has reflected a belief that it is better in the long run for the law to interfere as little as possible in the settlement of questions arising between employers and workmen over pay and conditions of work. » *Report of the Royal Commission on Trade Unions and Employers' Associations*, 1968, Cmnd 3623, p. 10.

<sup>739</sup> « The Donovan Report leaves unions free of the many legal restrictions, sanctions and penalties which our hostile critics were anxious to see imposed. But the report is not the law of the land; and the temptation to make laws is rarely far from the minds of governments. If I have one general impression from the report it is that it says that unions, given full recognition by employers, have the competence and capacity to make agreements to put right the defects in the system of industrial relations and that they should be encouraged to do so. It would be a sad state of affairs if our Movement, which owes so little of its strength and success to the law and so much to self-government and self-reliance, became after 100 years so set in its ways that it could not modernise its practices and procedures voluntarily. » *Trades Union Congress, op. cit.*, p. 94. Dans un discours semblable au congrès de 1972, George Smith va plus loin en affirmant que les relations professionnelles sont le prolongement de rapports humains qu'il n'est pas désirable de soumettre à la loi: « Attempts to legislate for industrial relations in the manner which we have witnessed have vindicated the thesis of the TUC that industrial relations are an extension of human relations and must be approached accordingly. » *Trades Union Congress, Report of 104<sup>th</sup> Annual Trades Union Congress*, Londres, TUC, 1972, p. 346.

<sup>740</sup> « The Government has sought to hamstring the institutions that working people have themselves created and to undermine working people's confidence in those institutions. » *Ibid.*, p. 324.

<sup>741</sup> Robert Taylor, « Industrial Relations : Regulation Against Voluntarism », David Marquand et Anthony Seldon (ed), *The Ideas That Shaped Post-War Britain*, Londres, Fontana, 1996, p. 88-121.

d'arbitrage sous l'égide du *Board of Trade* vise simplement à faciliter, tout au plus, le développement de la négociation collective. L'émergence en 1917, sous l'impulsion du *Board of Trade* et dans le contexte d'une économie de guerre contrôlée par l'État, de *Whitley Councils* comme instances de régulation des relations professionnelles, est avant tout vue par Taylor au prisme des *Joint Industrial Councils* qui, à partir de l'entre-deux-guerres, rassemblent employeurs et syndicats dans une même entreprise ou sur un même lieu de travail. Les *Whitley Councils* deviennent cependant l'instance par défaut de régulation des relations professionnelles dans un secteur public en extension constante. Chris Howell, tout en conservant l'hypothèse d'un État britannique fondamentalement libéral, lui a attribué un rôle plus actif dans l'émergence des institutions de régulation des relations professionnelles, depuis l'encadrement législatif des conditions de travail et l'analyse de la situation des différents secteurs économiques, jusqu'à l'encouragement à la négociation entre représentants des intérêts du capital et du travail, la création des conditions juridiques et matérielles de l'émergence d'organisations de syndicales et patronales représentatives, et la mise en place de structures palliant les difficultés d'organisation collective des travailleurs et des employeurs dans certains secteurs<sup>742</sup>.

C'est donc seulement à partir de l'expérience du secteur privé manufacturier, dont les organisations sont certes au cœur de l'organisation du TUC, qu'on peut considérer que la libre négociation est le modèle par défaut de régulation collective des relations professionnelles<sup>743</sup>. Un syndicat comme NUPE, qui représente, des travailleurs mal payés disposant d'un rapport de force économique peu favorable, porte au contraire depuis sa création, et continue de le faire dans les années 1970, une revendication d'instauration d'un salaire minimum. Il faut donc voir dans le volontarisme, par-delà une compréhension de la situation juridique des syndicats, un programme politique pour le syndicalisme porté principalement par les syndicats du secteur manufacturier, bien implantés dans les usines et disposant d'un rapport de force économique favorable. En raison de l'ancienneté et de la centralité de ces mêmes organisations au sein du TUC et de ses instances dirigeantes, il s'agit du programme majoritaire du mouvement syndical. Ce n'est pas le seul. On trouve également un programme minoritaire, porté par les syndicats de travailleurs plus précaires économiquement et organisationnellement moins puissants, qu'on pourra qualifier à partir de la terminologie de Taylor de « régulationniste ».

---

<sup>742</sup> Chris Howell, *op. cit.*, 2005.

<sup>743</sup> Robert Taylor, *op. cit.*, 1993, p. 7.

### **2.4.1.2 *Intégration ou autonomie : la politisation des relations professionnelles***

Une deuxième dialectique à l'œuvre dans les relations professionnelles est celle entre « dépolitisation »<sup>744</sup> et « intégration ». Pendant les années 1950 et 1960, les gouvernements conservateurs mettent en œuvre une stratégie de « dépolitisation » des relations professionnelles, qui vise à remplacer la négociation politique entre le gouvernement et les syndicats sur les salaires et les prestations sociales qui a prévalu entre 1940 et 1951 par une négociation exclusivement salariale entre patronat et syndicats. Cette « dépolitisation » n'est possible que si l'on postule une capacité de l'industrie à se moderniser et se restructurer de manière autonome et sans créer de conflit social majeur, et si l'on suppose que les profits peuvent être distribués entre capital et travail de manière pacifique, ce qui peut être facilité par une croissance régulière de l'économie. Ces hypothèses sont remises en cause dans les années 1960. Non seulement l'industrie britannique semble décrocher face à ses concurrentes, mais alors que l'intégration des syndicats à un système de négociations centralisées avait limité le nombre de grèves dans les années 1940, celui-ci augmente fortement dans les années 1950 avec la décentralisation de la négociation dans les entreprises. Ce déclin de l'industrie britannique et cette distribution acrimonieuse des profits, médiatisés et analysés par la presse et l'université à partir du milieu des années 1950, sont constitués en problèmes publics qui requièrent l'action du gouvernement. Les solutions envisagées par les gouvernements britanniques, des politiques des revenus visant à restaurer la rentabilité et favoriser l'investissement industriel à l'intégration du TUC à la gestion de l'économie britannique et à l'encadrement de l'activité syndicale pour réduire le nombre de grèves, entrent en tension avec l'idéologie de l'autonomie des relations professionnelles. Elles sont accueillies de manière diverse dans le mouvement syndical.

Les tentatives des gouvernements visant à encadrer l'action syndicale par la loi sont dénoncées de manière unanime au sein du mouvement syndical. En dépit des assurances du gouvernement travailliste, le TUC a ainsi clairement identifié le contexte d'opinion anti-syndicale dans lequel la Commission Donovan est mise en place. Sa déposition auprès de cette commission s'emploie donc à défendre l'idée d'un État dont la non-ingérence est bénéfique, et d'un mouvement syndical unanime dans son hostilité à toute intervention

---

<sup>744</sup> Nous empruntons cette réflexion sur la « politisation », « dépolitisation » et « repolitisation » à Colin Crouch, qui analyse à la fin des années 1970 les contradictions des relations professionnelles en Grande-Bretagne. Colin Crouch, *The Politics of Industrial Relations*, Londres, Fontana, 1979.

étatique<sup>745</sup>. L'opposition aux tentatives des gouvernements de légiférer se fait pareillement au nom de la défense d'une telle liberté des syndicats, comme le suggère John Newton, lyrique, au sujet d'*In Place of Strife* dans son discours inaugural au congrès du TUC de 1969<sup>746</sup>, et Sidney Green à la même tribune l'année suivante alors que le gouvernement Heath annonce l'introduction de l'*Industrial Relations Act*<sup>747</sup>. C'est pareillement la culture de la négociation et du consensus propre au mouvement syndical que le TUC oppose à l'offensive législative du gouvernement conservateur à partir de 1979<sup>748</sup>.

L'intégration du TUC à l'élaboration des politiques économiques et sociales est quant à elle contestée uniquement par la droite du mouvement syndical, qui rassemblée autour de l'*Electrical Electronic Telecommunications and Plumbing Union* (EETPU) refuse une « politisation » de l'action syndicale qu'elle estime contraire à sa vocation strictement économique<sup>749</sup>. On pourra donc parler pour la droite syndicale d'un programme « économiciste » en ce qu'il vise à cantonner l'action syndicale aux relations professionnelles, voire à la seule question salariale. Le programme « intégrationniste » qui prône la participation du mouvement syndical à la gestion de l'économie reçoit en revanche

---

<sup>745</sup> « No state, however benevolent, can perform the function of trade unions in enabling workpeople themselves to decide how their interests can best be safeguarded. It is where trade unions are not competent, and recognise that they are not competent, to perform a function, that they welcome the state playing a role in at least enforcing minimum standards but in Britain this is recognized as the second best alternative to the development by workpeople themselves of the organization, the competence, the representative capacity, to bargain and to achieve for themselves satisfactory terms and conditions of employment. In general, because this competence exists, the state stands aside, its attitude being one of abstention, of formal indifference. » Trades Union Congress, *Trade Unionism: The Evidence of the Trades Union Congress to the Royal Commission on Trade Unions and Employers' Associations*, Londres, TUC, 1967, p. 140.

<sup>746</sup> « During the past six months, it was the British trade union Movement that declared the right of men and women to decide their own destiny in association with each other and through the Trades Union Congress. And whatever the technocrats may say now, in years to come it will be said that the British trade union Movement was true to itself, true to the Labour Movement and true to the life and love of humanity. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1969, p. 75.

<sup>747</sup> « The present Government has said it intends to introduce legislation to improve relationships between management, men, and unions. This seems to me to be a contradiction in terms. [...] It is a matter of history that my union, the NUR, was involved in the Taff Vale Judgment, which brought about the 1906 Trades Disputes Act, and the Osborne Judgment, which was responsible for the 1913 Trade Union Act. If we read the history of these two events, I am not aware that the actions, particularly the Taff Vale Judgment and the events leading up to the Act of 1906, did anything to improve the relationships between the union and the employers. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1970, p. 537-538.

<sup>748</sup> « Unions emphasise the necessity and the advantages of securing consent to change : this is the essence of democracy. Governments tend to deal in absolutes. Their typical instrument is the law; the typical instrument of unions is the agreement, sometimes written, often verbal, which can be applied and interpreted by custom and practice to accommodate the constantly changing needs of industry and used to solve problems on agreed and therefore mutually acceptable basis. We see the law itself as summing up and generalising practices which are generally accepted as good and relying not on the use of sanctions – though sanctions may exceptionally be needed to deal with deviations – but on acceptability. » Len Murray, *The Role of the Trade Unions*, Granada Lecture, 1980, p. 85.

<sup>749</sup> L'*Electrical Electronic and Telecommunications Union and Plumbing Trades Union*, issue de la fusion de l'ETU avec la Plumbing Trades Union en 1968, prend en 1973 le nom d' *Electrical Electronic Telecommunications and Plumbing Union*.

l'assentiment d'une majorité des organisations situées au centre de l'échiquier politique syndical, et de la part de la direction du TUC qui en a fait une de ses aspirations depuis les années 1930. Cela devient même pour la direction du TUC une revendication lorsque des gouvernements donnent l'impression d'en remettre en cause le principe pourtant récent. Dans son discours inaugural au congrès du TUC de 1975, Marie Paterson dénonce ainsi le précédent gouvernement conservateur en raison de ce qu'elle considère comme son refus de trouver, ou même de chercher un accord avec des syndicats qui sont pourtant disposés à établir une relation de travail constructive avec les gouvernements<sup>750</sup>. Elle présente les syndicats non pas comme une force de contestation ou d'opposition, mais comme les garants du bon fonctionnement des relations professionnelles et de leurs institutions. Les tentatives de passage en force du gouvernement constituent une violation de l'ordre des relations professionnelles. On peut identifier ici un schéma pluraliste de compréhension des rapports entre syndicats, patronat et État, qui structure tout autant les aspirations à la participation institutionnelle que les discours de défense de l'autonomie du mouvement syndical ou du champ des relations professionnelles. C'est selon ce même schème que les rapports avec le gouvernement travailliste sont interprétés, qui permettent une collaboration égalitaire et mutuellement bénéfique entre les deux parties<sup>751</sup>.

Il faut dire que la participation à la détermination des grandes orientations économiques du pays n'est pas incompatible *a priori* avec la préservation de l'autonomie de négociation des organisations syndicales, de leurs négociateurs et de leurs délégués. Cette participation du TUC devient en revanche plus problématique lorsqu'elle prend la forme d'une contribution active au contrôle des revenus décidé par le gouvernement. Ainsi, Francis Wright dénonce-t-il, dans son discours inaugural au congrès du TUC de 1968, la législation sur les prix et les revenus mise en place du gouvernement travailliste comme une attaque

---

<sup>750</sup> « We had seen in February the ending of a Government with a dismal record of failure to reach, or even consistently to try to reach, a sensible understanding with the trade union Movement on the changes that the nation's economic situation required to be made. Their lack of understanding of the function and purpose of trade unionism, and of the essentials of good industrial relations, had led precipitately to the ill-founded and ill-constructed Industrial Relations Act. They set a pattern from which they could not find the flexibility to extricate themselves. [...] We try to live and work in constructive consultation with every Government, we recognising their right to govern and they recognising that we are not their agents and that our independence of judgment must be respected. That relationship is good for the Government, good for the unions and good for the nation. » Trades Union Congress, *Report of 107<sup>th</sup> Annual Trades Union Congress*, Londres, TUC, 1975, p. 369.

<sup>751</sup> « I do not need to catalogue all the changes that have been made, or are clearly in prospect, as the benefits of the partnership between our Movement and our Government. This partnership does not rest upon the unions being subservient to the Government nor upon the Government being dominated by the unions. It is a partnership based on mutual respect, on understanding and on cooperation. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1975, p. 369.



contre le libre fonctionnement du syndicalisme<sup>752</sup>. À l'inverse, la participation du mouvement syndical au contrôle des revenus peut être présentée comme une évolution inévitable dans une société industrielle moderne. Dans les réserves qu'il exprime lors du même congrès de 1968 à l'égard d'une motion s'opposant à toute tentative du gouvernement d'imposer par la loi le contrôle des revenus, George Woodcock, secrétaire général du TUC, indique qu'il est impossible pour le mouvement syndical britannique de penser pouvoir exister indépendamment du gouvernement<sup>753</sup>.

La résistance opposée par les directions des principaux syndicaux au programme intégrationniste fort de Woodcock, à sa volonté d'inscrire pleinement le TUC dans le programme de modernisation technocratique de l'économie porté par le gouvernement Wilson et de l'intégrer davantage aux structures de gestion de l'économie s'explique par la force défensive de l'idéologie volontariste. L'idéologie de l'autonomie des relations professionnelles apparaît de ce point de vue comme un outil de défense face à tout programme gouvernemental qui, sous couvert de modernisation de l'économie et des relations professionnelles, tendrait à affaiblir la position des syndicats dans les entreprises ou à limiter leurs possibilités d'action. C'est ainsi que les militants communistes sont dans les années 1970 les défenseurs intransigeants de la libre négociation collective face à la politique des revenus, non pas parce qu'ils pensent que la société communiste est au bout de la négociation, mais parce que le volontarisme met en avant la force et l'autonomie de la classe ouvrière, quand la perspective intégrationniste subordonne au contraire les organisations de travailleurs aux impératifs de la société capitaliste dans son ensemble. On pourra parler pour cette version radicale du volontarisme d'un programme « autonomiste » pour le mouvement syndical. Il faut souligner cependant qu'un tel discours défensif, dont on voit bien la capacité mobilisatrice, présente également le risque de biaiser les analyses sur lesquels les syndicalistes basent leur action en faisant croire à une autonomie véritable du mouvement ouvrier qui escamote les conditions juridiques et économiques sur lesquelles reposent les possibilités d'action des syndicats britanniques.

---

<sup>752</sup> « We have in the Prices and Incomes Act one sign already of the growing tendency of governments to intervene in the traditionally free functioning of trade unionism. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 95.

<sup>753</sup> « There was a time when we could afford to say to governments, "Leave us alone: your knowledge, your interests, your involvement in the affairs of our people is so limited that we would liefer you stayed aside and let us do the job ourselves." But the development of democratic government in this country, the better education of our people, everything has conspired to bring about a position where you cannot possibly have a government in this country today that is not concerned with the welfare of our people, perhaps as much as we are. And when you have two people with identical responsibilities, or responsibilities to identical sets or groups of people, the best thing, the only thing, is for them to work together. I cannot see any future for the TUC in a separation, going back to the 19<sup>th</sup> century, keeping ourselves away from governments. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1968, p. 550.

Pour finir, il ne faut pas penser une homologie complète entre les deux types d'opposition que nous avons établies, d'un côté entre « volontaristes » et « régulationnistes » et de l'autre entre « intégrationnistes », « économistes » et « autonomistes ». Si les « économistes » de l'EETPU sont également « volontaristes », la direction du TUC, « intégrationniste », est tout autant « volontariste », c'est-à-dire qu'elle défend à la fois la participation des syndicats à l'élaboration de la politique économique et le principe de la distribution des profits des entreprises par la seule négociation. Lorsqu'elle en vient comme dans la seconde moitié des années 1970 à soutenir les politiques des revenus des gouvernements travaillistes, il s'agit bien d'une politique de modération salariale opérée par le mouvement syndical lui-même, et elle continue de refuser la perspective d'un salaire minimum fixé par la loi. Si NUPE est typique d'une organisation « régulationniste » qui demande la mise en place d'un tel salaire minimum légal au profit des travailleurs qu'elle représente, et soutient la perspective « intégrationniste » d'une participation des travailleurs à la gestion des entreprises privées et des services publics, elle fait cependant régulièrement alliance avec les communistes « autonomistes » de la NUM ou de TASS contre les politiques des revenus et pour un programme radical d'extension des nationalisations. Il apparaît donc tout d'abord que ces programmes syndicaux que nous avons mis en évidence constituent un ensemble de registres de discours et d'action auxquels les organisations de travailleurs peuvent recourir, et qu'ils ne se présentent pas sous la forme d'un système cohérent de positionnements stables. Ensuite, ces idéologies syndicales correspondent seulement de manière imparfaite aux idéologies politiques du mouvement ouvrier, ce qui crée des possibilités de déplacements et d'alliances. Enfin, ces positionnements sont articulés à la compréhension par les organisations syndicales de la situation économique des travailleurs qu'elles représentent. Il n'y a pas là de détermination simple : pour des raisons politiques, des syndicats comme NUPE et NALGO aux intérêts économiques apparemment proches se positionnent ainsi très différemment par rapport à la question du contrôle des revenus dans la seconde moitié des années 1970. La logique sectorielle est cependant un facteur important des luttes syndicales des années 1970.

#### **2.4.2 Les priorités économiques du mouvement syndical**

En raison de l'oxymore apparent que constitue l'idée d'une orientation politique d'un mouvement ancré dans le seul monde du travail, les commentateurs ont tendu soit à adopter une définition exclusivement réactive et défensive du positionnement politique et économique des syndicats britanniques, soit à considérer que les syndicats se contentaient de s'accorder au

climat économique du moment. Ainsi, Gourevitch et ses collègues ont-ils eu tendance à estimer que dans l'après-guerre, le TUC se contentait de se positionner, vis-à-vis des politiques des gouvernements, exclusivement en regard de son objectif de maintien du plein emploi<sup>754</sup>. Les objectifs que le TUC se donne sont certes la croissance, le plein emploi et l'augmentation des salaires, mais il n'adhère pas complètement à l'idée que la seule gestion de la demande, et notamment des politiques de réflation de l'économie, peuvent suffire à répondre aux attentes des travailleurs.

#### **2.4.2.1 Un programme de modernisation économique**

Le TUC défend auprès de tous les gouvernements d'après-guerre une extension des nationalisations, une stratégie d'investissement public dans l'économie et une participation accrue des syndicalistes à la gestion de l'économie : les syndicats insistent tout autant sur les politiques en faveur de la production, qu'ils souhaitent plus actives et interventionnistes, que sur celles en faveur de la consommation susceptibles de bénéficier indirectement aux travailleurs pensés avant tout comme des producteurs<sup>755</sup>. Ludlam souligne la présence, dans tous les documents programmatiques de l'après-guerre y compris à l'époque du supposé consensus sur la gestion keynésienne, de revendications ayant trait à la mise en place de structures de formation, d'organismes de planification ou encore d'agences pour l'emploi<sup>756</sup>. En raison de cette philosophie « techno-bureaucratique », le TUC se montre tout à fait disposé, dans le contexte de crise qui émerge dans les années 1960, à participer à un programme de modernisation économique de la Grande-Bretagne sur une base tripartite. En dépit des échecs des stratégies successives des gouvernements britanniques reposant sur une telle association du mouvement syndical à une stratégie de restructuration de l'économie, ces épisodes n'en démontrent pas moins selon Ludlam la disposition du TUC à sacrifier les intérêts économiques immédiats des travailleurs au profit des bénéfices sociaux et politiques à plus long terme de la gestion tripartite de l'économie. On peut donc selon Ludlam discerner, de l'entre-deux-guerres aux années 1980, un véritable programme social-démocrate de réforme de l'économie et des institutions britanniques. C'est à la lumière du développement d'un tel

---

<sup>754</sup> Peter Gourevitch et al., *op. cit.*, 1984, p. 15.

<sup>755</sup> « The only way of restoring full employment and rising living standards is by economic expansion. But expansion based solely on consumer demand is the primrose path to expensive imports, leaving little or nothing to spare for investment in either the public or the private sector. [...] If we are to get unemployment down to 3 per cent by 1979 total output will have to rise by 5 per cent a year over the next three years and manufacturing output by no less than 8 per cent. These are remarkable and difficult figures and they will not be achieved unless we are unitedly intent on achieving them. They must be achieved by growth led by investment and exports. A consumption-led boom would plunge us back into inflation. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1976, p. 519.

<sup>756</sup> Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 192-193, 261.

programme, et comme point d'orgue de celui-ci, que Ludlam comprend les relations entre le gouvernement et les syndicats entre 1974 et 1979 : le TUC formule des demandes plus précises et plus étendues que jamais auparavant en matière de transformation active de la structure économique, du monde du travail et des relations professionnelles.

Si le TUC se dote donc d'un programme économique détaillé jusque dans la législation qu'il appelle de ses vœux, une division du travail avec le parti travailliste demeure cependant sur la question des politiques sociales. Les syndicats des services publics se retrouvent dans une situation de triple marginalisation : marginaux sur le plan organisationnel au sein d'un TUC dominé par les syndicats du secteur manufacturier, ils le sont également idéologiquement dans la mesure où la question des services publics tend à être abordée avant tout sous la forme de la part socialisée du salaire, c'est-à-dire comme le complément que les services fournis par l'État social apportent aux salaires. Cette double marginalisation des syndicats des services publics au sein du TUC contribue à la relégation de la réflexion sur les services publics, sous la forme exclusive des politiques sociales, hors du champ d'action du TUC vers un parti travailliste où ces mêmes syndicats sont pourtant encore plus faibles, puisqu'un grand nombre d'organisations de travailleurs des services publics n'y sont pas affiliés<sup>757</sup>.

#### **2.4.2.2 La lutte pour la préservation et l'extension des services publics**

Les syndicats des services publics, en forte croissance depuis les années 1960<sup>758</sup>, sont pourtant dans une logique offensive de lutte pour l'extension du secteur public et contre l'externalisation de certaines fonctions. La première moitié des années 1970 est ainsi marquée par la lutte contre les lits payants (*pay beds*) dans le NHS. Au congrès du TUC de 1973, NALGO dépose une motion contre l'extension de la médecine privée au sein du NHS<sup>759</sup>. Après s'être attiré la bienveillance du congrès en rappelant l'attachement traditionnel

---

<sup>757</sup> Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 254-258.

<sup>758</sup> La période qui va du début des années 1960 jusqu'au milieu des années 1970 est marquée par une extension croissante du secteur public dans l'économie britannique. La dépense publique absorbe 40% du PNB en 1960, mais 50% à la fin de la décennie et atteint un pic de 55% en 1975. Cette augmentation de la dépense publique est en partie une réponse à la perte de près de 2,5 millions d'emplois dans le secteur privé entre 1966 et 1975, sous la forme d'aides aux travailleurs sans emplois et à leurs familles et de créations d'emplois publics, à hauteur d'un million sur cette même période. Michael Barratt Brown, « The Growth and Distribution of Income and Wealth », Ken Coates (ed), *What Went Wrong*, Nottingham, Spokesman, 1979, p. 36.

<sup>759</sup> « Congress expresses its total opposition to attempts to take over and expand private patients' facilities in National Health Service hospitals, and to the building of private hospitals, and calls on this present Government and future Governments to reject any proposals from the American Medical International Incorporated or the Harley Street Clinic Limited, or any other persons or companies, to set up private hospitals in this country. In the event of planning permission being granted for a private hospital development concerted industrial action be sought through the TUC General Council to "black" the development. Congress asserts that the National Health

du mouvement syndical au service national de santé<sup>760</sup>, le secrétaire général de NALGO indique qu'il ne vise pas seulement l'existence de lits payants et le double travail des médecins – à la fois salariés du NHS et travailleurs privés –, que le TUC a déjà eu l'occasion de condamner, mais surtout les visées d'entreprises, notamment nord-américaines, qui souhaitent soit acquérir des portions du NHS pour les transformer en prestataires privés, soit construire des hôpitaux privés. Le risque majeur que présente alors le développement de la médecine privée pour le NHS est, selon le délégué de NALGO, qu'elle risque d'entrer en concurrence avec lui pour des ressources humaines déjà trop faibles<sup>761</sup>. La motion est adoptée par le congrès. Au congrès de 1974, c'est la question du développement des agences d'intérim qui inquiète l'UCATT, qui demande au nouveau gouvernement travailliste de légiférer pour les interdire, et au TUC de mener une campagne dans les services publics contre l'emploi de travailleurs intérimaires qui affaiblissent la position des syndicats<sup>762</sup>. La motion est soutenue notamment par USDAW et NALGO, qui proposent un double mode d'action, par la législation et par la mobilisation du mouvement syndical. Dans son intervention, le délégué de NUPE souligne en revanche que la double action législative et syndicale n'est pas nécessaire, puisque ce ne sont pas les autorités locales du NHS qui paient les intérimaires, mais directement le ministère. Il suffirait d'une décision du ministre de la santé pour que le NHS n'emploie plus d'intérimaires. La satisfaction des revendications syndicales repose donc sur le gouvernement travailliste. Cette motion déposée par UCATT et soutenue par les syndicats des services publics est adoptée.

---

Service practitioner service should be a full-time service with the consequent abolition of all part-time posts and the abolition of private pay beds, and the General Council are instructed to discuss with unions represented on the TUC Health Services Committee practical methods of combating private practice in the NHS. » Trades Union Congress, *Report of 105<sup>th</sup> Annual Trades Union Congress*, Londres, TUC, 1973, p. 602.

<sup>760</sup> « It draws attention to the very serious situation reached in the provision of comprehensive health care for the people of this country and asks for urgent steps to be taken to prevent the further deterioration of a service which we quite rightly regarded as one of the outstanding social reforms of the post-war period. Congress has always been jealous of the integrity of the National Health Service. » *Ibid.*, p. 602.

<sup>761</sup> « You have to staff a private hospital. You must have doctors, nurses, ancillary staff, para-medical staff, and where are these people going to be found except to the disadvantage of the National Health Service, because that is where they are and they are going out of the National Health Service or going to have their attention diverted from the National Health Service if they go into the private hospital sector. » *Ibid.*, p. 602.

<sup>762</sup> « Congress reaffirms its opposition to private fee-charging employment agencies. It deplores the parasitic nature of these bodies and registers concern at the effects these agencies have in terms of undermining trade union bargaining strength. Congress is concerned with the ineffectual nature of the Employment Agencies Act, passed as a Private Members' Bill during the last Government, and calls for fresh legislation to comply with I.L.O. Convention No. 96 (Part II, Article 3) in abolishing fee-charging employment agencies conducted with a view to profit. The resentment towards agency staff which is growing at a rapid pace, is not conducive to good industrial relations. Congress therefore demands that the Government introduce, as a matter of urgency, legislation to outlaw all forms of private fee-charging employment agencies. In addition Congress pledges its support to unions engaged in action against the continued operation of such agencies. Congress also requests the General Council to use the TUC Industrial Committees; and create ad hoc machinery for the public sector, to conduct a campaign to end the employment of agency staff in the public sector. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1974, p. 356.

Cette lutte contre les différentes formes de privatisation des services publics s'articule à campagne pour la défense et l'extension du budget des services publics. À ce même congrès de 1974, NUPE dépose une motion demandant une augmentation de la part du PNB dévolue au NHS, une augmentation de la part du budget du NHS dévolue à la médecine préventive et de proximité, ainsi qu'une suppression de la médecine privée au sein du NHS<sup>763</sup>. La déléguée de NUPE commence par expliquer les raisons de l'hostilité actuelle des travailleurs du NHS et de leurs organisations à l'encontre des services privés fournis au sein du NHS, alors que ceux-ci existent depuis la création du NHS. Celles-ci ont certes trait tout d'abord à un sentiment d'injustice chez les travailleurs du NHS dont les salaires sont en recul par rapport à ceux des autres secteurs, mais aussi à un ensemble de mesures prises par le gouvernement conservateur sur lesquelles le gouvernement travailliste n'est toujours pas revenu : la réduction du budget du NHS tout d'abord ; la réorganisation bureaucratique du NHS ensuite ; enfin un texte publié par le dernier gouvernement qui indiquait que s'occuper des patients privés faisait partie du travail des travailleurs du NHS, et que les médecins pouvaient s'occuper des patients privés pendant leur temps de travail en principe consacré aux patients du service public<sup>764</sup>. La motion est secondée par la *Medical Practitioners' Union* (MPU), le syndicat des médecins affilié au TUC, dont le délégué, qui exerce dans les vallées minières du Pays de Galles, rapporte que deux mois plus tôt une conférence régionale des travailleurs de la santé a rassemblé des travailleurs des services techniques, des infirmières, et même des médecins. Ensemble, ils ont pu faire un état des lieux qui met en évidence de sérieux manques de ressources en personnel et en moyens, que le délégué de la *Medical Practitioners Union* attribue à l'expansion d'une médecine privée qui ponctionne des ressources à la médecine publique<sup>765</sup>. Les discussions autour de cette motion, en plus de marquer les attentes et l'impatience des syndicats des services publics à l'égard du nouveau gouvernement travailliste, révèlent aussi le militantisme croissant des travailleurs de ce secteur et leur organisation locale et nationale.

---

<sup>763</sup> « Congress, considering the health of the people as the greatest asset of this nation, demands that a larger proportion of the gross national product be spent on the National Health Service and that a far greater proportion of this money should be spent on primary health care and preventive health measures. It declares that the National Health Service must meet the legitimate expectations of the population by providing equality of treatment and service without regard to the financial means of patients. It calls on the Government to end the provision of facilities for private patients in NHS hospitals. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1974, p. 403. La déléguée qui défend la motion est probablement une syndicaliste qui a mené lutte contre les lits payants à l'hôpital de Charing Cross, puisqu'elle se réjouit de l'image positive de la lutte qui a été menée à Charing Cross, et de la diffusion de ces luttes contre la médecine privée à l'ensemble de la Grande-Bretagne.

<sup>764</sup> Trades Union Congress, *op. cit.*, 1974, p. 403.

<sup>765</sup> *Ibid.*, p. 404-405.

Les syndicats considèrent cependant que les demandes exprimées en 1973 et 1974 ne sont pas satisfaites par le gouvernement travailliste, puisqu'au congrès de 1976 une motion de NUPE affirme que le gouvernement ne lutte pas efficacement contre la médecine privée au sein du NHS<sup>766</sup>. Le délégué de NUPE regrette qu'alors que le parti travailliste en 1973 s'était prononcé clairement pour l'élimination de la médecine privée dans le NHS et que le gouvernement avait annoncé en 1975 qu'il imposerait une date limite pour la suppression de tous les lits payants dans les hôpitaux, ce dernier a fait marche arrière suite aux pressions exercées par les médecins de la *British Medical Association* (BMA), et ne propose plus qu'une réduction du nombre de lits payants de 4500 à 3500 dans les douze mois suivant la promulgation du *Health Services Bill*, le reste étant soumis à l'avis d'une commission dite indépendante mais en réalité constituée de manière à satisfaire les revendications de la BMA. Au nom d'une série d'organisations – ASTMS, COHSE, GMWU, NALGO, NUPE – signataires d'une déclaration demandant la suppression de la médecine privée dans le NHS et l'endiguement de son développement à l'extérieur de celui-ci, le délégué de NUPE demande au congrès de rappeler au gouvernement les engagements du parti travailliste. La motion, secondée par le syndicat TASS marqué à gauche, est adoptée à l'unanimité.

#### **2.4.2.3 La priorité au chômage et à l'emploi industriel**

Les années 1970 sont donc marquées par une double tendance : d'un côté la représentation officielle du mouvement syndical britannique sous la forme du *General Council* promeut un programme économique cohérent et ambitieux autour de la protection et de la redynamisation de l'industrie britannique, de l'autre les syndicats des services publics promeuvent un programme d'extension du secteur public. Il y a là deux programmes sectoriels pour le mouvement syndical, l'un majoritaire et l'autre minoritaire. S'ils ne sont pas *a priori* incompatibles, comme le montre l'adoption très majoritaire par les congrès du TUC des motions déposées par les syndicats des services publics, les difficultés économiques croissantes à partir du milieu des années 1970 posent la question des priorités du mouvement syndical.

---

<sup>766</sup> « Congress believes that the Health Services Bill does not meet the long-standing objectives of the trade union Movement to remove private practice from within the National Health Service. The implementation of the Bill will mean the continuation of pay beds within the National Health Service for many years; the expansion of private sector hospitals; and continued access for consultants with private patients to NHS facilities. Congress notes that the phasing out of private practice from the NHS is unfinished business for the trade union Movement and calls on the Government to introduce fresh legislation to ensure the swift, final and irrevocable elimination of private practice from the NHS and the rigid control of private hospital facilities. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1976, p. 496.

Dans le contexte de récession, c'est l'emploi manufacturier qui devient la priorité absolue du TUC. Ludlam note ainsi l'apparition dans le vocabulaire syndical à partir de 1975 de la notion de «réflation sélective», qu'il faut comprendre comme une direction des investissements vers la seule industrie<sup>767</sup>. Des syndicalistes du secteur manufacturier comme Hugh Scanlon font de l'investissement et de l'emploi industriels la priorité du mouvement, ce qui transparait dans les rapports annuels du TUC à partir de 1975, et plus encore à compter de 1976<sup>768</sup>. Dans sa présentation de la politique du gouvernement, le rapport du TUC de 1976 fait ainsi l'impasse sur la réduction des budgets des services publics, au profit d'une insistance sur les injections d'argent public en faveur de l'industrie obtenues du gouvernement en 1975-1976. En septembre 1975, le gouvernement annonce l'injection de 175 millions de livres en faveur de ce secteur sur les trois années suivantes afin de préserver ou créer 100,000 emplois<sup>769</sup>. En décembre 1975, une aide spécifique est annoncée en direction de l'acier, cependant que des mesures protectionnistes sont prévues en faveur du secteur textile.<sup>770</sup> Enfin, le TUC obtient en février du gouvernement une troisième injection d'argent public, à hauteur de 215 millions de livres, sous la forme d'aides en faveur de la formation et de la restructuration dans l'industrie et d'une assistance plus ciblée envers la construction mécanique et le bâtiment<sup>771</sup>. Le rapport économique du TUC (*Economic Review*) de 1976 est pareillement axé exclusivement sur la nécessité de maintenir l'emploi industriel. Les axes du rapport sont ainsi successivement la préservation de la proportion existante d'emploi manufacturier, la mise en œuvre de la planification par le NEB, la mise en place de quotas pour l'importation, la réduction des inégalités par l'impôt, enfin la nécessité de privilégier l'investissement sur la consommation, et donc de donner la priorité à l'industrie manufacturière<sup>772</sup>. Sur ces cinq axes principaux, quatre concernent donc la protection du secteur manufacturier.

---

<sup>767</sup> Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 493-494.

<sup>768</sup> Lewis Minkin, *op. cit.*, 1991, p. 170-173; Jim Tomlinson, *op. cit.*, 2004, p. 60.

<sup>769</sup> Cela inclut 30 millions de livres pour le programme de création d'emploi piloté par la Manpower Services Commission, 75 millions de livres pour la formation et la reconversion, plus 80 millions de livres pour l'industrie, 20 millions de livres pour la construction d'usines et 30 millions de livres de dépenses publiques bénéficiant au secteur de la construction. Trades Union Congress, *op. cit.*, 1976, p. 300.

<sup>770</sup> Ces mesures répondent en partie seulement aux demandes exprimées par le TUC, qui demandait un contrôle de importations étendu à l'ensemble du secteur manufacturier. *Ibid.*, p. 301.

<sup>771</sup> Les demandes formulées par le TUC en janvier sont satisfaites, à une exception notable près, puisque le gouvernement refuse de mettre en place les mesures protectionnistes déjà réclamées par le TUC en 1975. *Ibid.*, p. 302.

<sup>772</sup> *Ibid.*, p. 304-306.



#### 2.4.2.4 Les réductions budgétaires dans les services publics

Si 1974, dans un contexte marqué par l'arrivée au pouvoir des travaillistes sur un programme de redistribution des richesses et par de nouvelles élections à l'automne, les dépenses publiques s'accroissent fortement, à partir de 1975 la priorité n'est plus pour le gouvernement de répondre aux attentes de l'électorat en vue de nouvelles élections, mais de satisfaire les investisseurs pour éviter les attaques spéculatives sur la livre sterling. Alors que la dépense publique atteint un pic à près de 54,6% du PNB en 1975, elle redescend à 51% en 1978<sup>773</sup>. On a vu précédemment la chronologie de ce tournant déflationniste. Dans les services publics, le point de départ de l'austérité est probablement l'annonce en août 1975 par Crosland, responsable des collectivités locales en tant que ministre de l'environnement, d'un gel de leur budget. Un plafonnement budgétaire est pareillement annoncé en 1975 pour le NHS, que la ministre de la santé Barbara Castle justifie par la situation économique, et par le fait qu'il s'agirait principalement de réductions affectant l'administration du NHS et non les services aux patients<sup>774</sup>.

Ce plafonnement budgétaire est anticipé, complété et renforcé dans le secteur des services publics par des dispositifs de contrôle des dépenses, notamment le système de plafonnement nominal des dépenses, qui pénalise les administrations et collectivités dépensières et empêche que les dépenses s'ajustent à la hausse en fonction de l'inflation. Le Trésor commence à travailler sur un tel système dès 1974<sup>775</sup>, qui est appliqué à partir de 1974-1975 et 1975-1976 aux programmes de construction de bâtiments. Hickson suggère que le plafonnement nominal des dépenses est d'abord vu comme une simple mesure technique face à l'explosion des coûts des projets de construction depuis le début des années 1970, et ne devient politique qu'à partir de 1976 lorsque le gouvernement l'étend à près des trois-quarts des dépenses publiques<sup>776</sup>. Seuls les dispositifs d'aide sociale sont épargnés, dans un contexte de croissance régulière du chômage. Hickson souligne que la mise en place de ce dispositif permet une mesure plus précise des dépenses publiques, et Denis Healey estime même qu'il permet de contrecarrer les estimations des fonctionnaires du Trésor qui surestimaient les

---

<sup>773</sup> Dans le détail, on note une baisse des dépenses militaires, administratives et relatives aux services publics. La part du PNB consacrée aux investissements s'est en revanche légèrement accrue, alors la part dévolue au service de la dette a augmenté de 25%. Michael Barratt Brown, « The Growth and Distribution of Income and Wealth », Ken Coates (ed), *What Went Wrong*, Nottingham, Spokesman, 1979, p. 37.

<sup>774</sup> « General Secretary's News, 10<sup>th</sup> October 1975 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/24.

<sup>775</sup> Un nouveau système informatique de contrôle des dépenses est également élaboré, qui est opérationnel au début de 1976.

<sup>776</sup> Kevin Hickson, *op. cit.*, 2005, p. 57-58, 84.

dépenses publiques pour contraindre les gouvernements à procéder à leur réduction<sup>777</sup>. Cependant, le système de plafonnement nominal des dépenses ne contribue pas seulement à une limitation des dépenses. Les administrations et collectivités cherchent à limiter leurs dépenses et à réduire leurs coûts par crainte de dépasser la limite qui leur a été assignée et d'être pénalisées en conséquence. Il en résulte une sous-utilisation des budgets (*underspending*) qui s'élève à 2 millions de livres en 1976-1977 et 4 millions de livres 1978-1979, c'est-à-dire respectivement 3,5% et 7% du budget des administrations et des collectivités<sup>778</sup>. Ces dispositifs contribuent à une réduction des dépenses publiques inégalée depuis 1945<sup>779</sup>.

Ces chiffres ont été établis *a posteriori* par les économistes. Sur le moment, une première difficulté pour les syndicats, notamment ceux des collectivités locales et du NHS, est de mesurer l'ampleur des réductions budgétaires et leurs effets. Même si l'enveloppe budgétaire globale est décidée et rendue publique par le gouvernement, c'est en effet au niveau local que se détermine le budget détaillé de chaque collectivité locale ou district hospitalier. À partir de 1975, la direction de NALGO tente ainsi de mettre en place une communication interne à double sens pour renforcer la campagne qu'il mène contre les réductions budgétaires : elle fait régulièrement un point sur les annonces gouvernementales qu'elle adresse aux responsables locaux, et demande en retour que ceux-ci fassent remonter régulièrement des informations concernant la situation dans leur district hospitalier. En octobre 1975, la direction de COHSE adresse ainsi aux sections locales un courrier leur demandant d'indiquer les effets observables des réductions budgétaires, à l'aide d'un questionnaire préparé par le département recherche et qui sera exploité par celui-ci<sup>780</sup>. Au cours de l'hiver 1975-1976, la direction du syndicat reçoit des informations de quelques sections locales, et essaie de mener des enquêtes régionales sur les effets des réductions budgétaires. À partir de janvier 1976, l'exécutif de COHSE décide de demander aux responsables locaux d'envoyer des rapports mensuels au cours des six mois à venir, même si

---

<sup>777</sup> Les dépenses publiques ne représentent plus que 46% du PNB, contre 60% dans les estimations auxquelles procédait le Trésor avant la mise en place du système des *cash limits*. Denis Healey, *op. cit.*, 1989, p. 402.

<sup>778</sup> John Hughes, « Public Expenditure: The Retreat from Keynes », Ken Coates (ed), *What Went Wrong*, Nottingham, Spokesman, 1979, p. 105-106.

<sup>779</sup> Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, p. 15. Hickson mentionne deux autres dispositifs technico-politiques initiés par Harold Wilson et qui visent à restreindre la dépense publique. Il oblige tout d'abord les ministres qui souhaitent engager des dépenses à les défendre devant l'ensemble du cabinet et à gagner son assentiment, sans quoi c'est la perspective du Trésor qui est dite prévaloir. Il refuse par ailleurs toute augmentation des réserves budgétaires d'urgence par rapport au montant fixé dans le budget annuel initial. Kevin Hickson, *op. cit.* 2005, p. 58.

<sup>780</sup> Le questionnaire concerne principalement l'éventuelle suspension de chantiers de construction et de rénovation d'hôpitaux, ou l'annonce de réduction des effectifs employés sur le site. « General Secretary's News, 10<sup>th</sup> October 1975 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/24.

leur section n'a rien à signaler. En mars 1976, la direction du syndicat fait le point sur les annonces gouvernementales passées et à venir, et indique aux responsables locaux les documents et chiffres auxquels ils devront faire particulièrement attention. Elle leur demande de faire remonter toute baisse de la dotation budgétaire allouée à un district hospitalier au niveau du secrétaire régional. La direction du syndicat peine cependant à recevoir un rapport mensuel de toutes ses sections. Elle qualifie la réactivité des sections de correcte mais encore insatisfaisante, une critique renouvelée dans une circulaire de mai 1976<sup>781</sup>. En 1977, le *Health Services Committee* du TUC, c'est-à-dire le comité sectoriel qui rassemble les syndicats des services publics, rencontre le nouveau ministre de la santé et des affaires sociales David Ennals. Il est décidé la mise en place par le *Department of Health and Social Security* d'un dispositif d'alerte avancée (« *early warning system* ») concernant les fermetures d'hôpital. Les syndicats estiment rapidement que le dispositif ne fonctionne pas, puisque le ministre lui-même n'est consulté sur une fermeture d'hôpital que si une autorité sanitaire locale (*Community Health Council*) a déjà décidé d'une telle fermeture, et puisque les informations que le ministre transmet ne concernent donc que les fermetures définitives, alors que les syndicats auraient tout autant sinon plus encore besoin de réagir à celles qui, temporaires, en annoncent souvent de définitives. Les syndicats réitérent leur critique concernant le caractère *a posteriori* des informations fournies par le système d'alerte, et indiquent que les autorités sanitaires ont à plusieurs reprises contourné les syndicats. Le ministre nie que cela ait été le cas, et se refuse à modifier les procédures concernant les fermetures d'hôpitaux<sup>782</sup>.

### **2.4.3 Les services publics et la fracture du mouvement syndical**

Alors que les capacités d'intervention et de financement du gouvernement travailliste sont réduites par la situation économique dégradée de la Grande-Bretagne et sa volonté de contenir le déficit public pour assurer la stabilité monétaire, les logiques sectorielles au sein du mouvement syndical entrent en concurrence. D'un côté, les syndicats du secteur manufacturier incitent le TUC à donner la priorité, dans ses discussions avec le gouvernement travailliste, à la préservation de l'emploi dans une industrie touchée par la récession. De l'autre, les syndicats des services publics souhaitent que le TUC contribue à infléchir la politique du gouvernement qui conduit à une dégradation de la situation de l'emploi et des

---

<sup>781</sup> « General Secretary's News, 21 January 1976 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/25; « General Secretary's News, 3<sup>rd</sup> March 1976 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/25; « General Secretary's News, 7<sup>th</sup> May 1976 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/25.

<sup>782</sup> Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 335-336.

salaires dans leur secteur. Ces deux programmes sectoriels ne sont pas à égalité, le programme du secteur manufacturier étant numériquement et politiquement majoritaire. La polarisation sectorielle va croissante entre 1975 et 1977, l'absence de soutien du TUC au programme minoritaire des syndicats des services publics en 1975 se transformant en 1976 en véritable hostilité idéologique. Seul le risque d'un éclatement du TUC sur des lignes sectorielles esquissé en 1977 par l'émergence d'une coordination des syndicats des services publics permet de ramener dans les dernières années de la décennie une relative unité syndicale.

#### **2.4.3.1 La sectorisation de la lutte des syndicats des services publics**

Au congrès du TUC de 1975, deux motions sont présentées contre la réduction des dépenses publiques. Elles le sont toutes deux par des syndicats des services publics. La première l'est par les syndicats d'enseignants<sup>783</sup>. Cette motion, signée par deux syndicats aux positionnements traditionnellement divergents, la *National Union of Teachers* (NUT) et la *National Association of Schoolmasters*, s'inquiète des conséquences des réductions budgétaires imposées par le gouvernement sur la qualité du système éducatif. La motion inclut également, à la demande de NUPE et de NALGO, une allusion au personnel technique et administratif et fait donc figure de motion unitaire des syndicats représentant les différentes catégories de personnel du service public d'éducation. Si la motion s'inquiète de réductions à hauteur de 76 million de livres, Fred Jarvis qui la présente au nom de la NUT indique que les réductions sont en vérité supérieures, puisque Tony Crosland, alors ministre en charge des collectivités locales, a annoncé un gel de l'augmentation des budgets des collectivités locales, ce qui dans une période de forte inflation va rajouter des réductions budgétaires à hauteur de 100 million de livres dans l'année à venir, et 500 million de livres sur trois ans. Jarvis indique que celles-ci se rajoutent à des réductions en série depuis 1973 et

---

<sup>783</sup> « Congress views with deep concern the Government's decision to impose a further cut of £76 million from the 1976 education estimates since such cuts will have an adverse effect on the rate of education expansion and reduce education opportunities. Congress supports the teachers in their struggle to maintain existing standards; reaffirms the belief that an adequate supply of well qualified teachers is the first requirement for a successful education service; and in the light of a continuing teacher shortage calls upon the General Council to resist local education authority policies designed to create teacher unemployment. Congress also calls upon the General Council to take action to ensure that sufficient resources are also made available to provide administrative and other ancillary education staff, buildings and the equipment necessary to secure: (i) a system of comprehensive secondary school education in all areas of the country; (ii) the admission to school of children at the beginning of the school year in which they attain the age of five years; (iii) a planned nursery school programme and system of day care for the under-fives which can be implemented and extended; (iv) suitable accommodation and increased staffing for all children requiring special education; (v) the elimination of all classes over 30; (vi) fully developed guidance services; (vii) adequate full-time remedial work; (viii) other forms of work with exceptionally gifted children; (ix) a structured induction year for newly-qualified teachers; and (x) release for serving teachers wishing to undertake further training. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1975, p. 446.

aux mesures d'austérité prises alors par le Chancelier conservateur Barber. À côté des conséquences négatives sur le développement du système d'éducation maternelle, les dispositifs de remise à niveau et la rénovation des écoles, Jarvis souligne les effets sur les enseignants en termes de chômage, de baisse du recrutement et de réduction des possibilités de formation initiale. Dans tous ces domaines, il pointe les contradictions entre les promesses travaillistes de 1973 et les décisions prises par le gouvernement, et appelle le mouvement syndical à continuer de faire pression sur le gouvernement comme le *General Council* l'a fait au cours de l'année précédente<sup>784</sup>. Ce sont ces mêmes arguments qui sont repris par le délégué de la *National Association of Schoolmasters* qui seconde la motion.

Le délégué de NALGO qui intervient ensuite, tout en prenant le même point de départ concernant les effets dommageables sur la qualité du service d'éducation, aborde principalement la question de la gestion du budget de l'éducation par les collectivités locales, soulignant que des réductions budgétaires les mettent face à de grandes difficultés lorsqu'elles ont déjà engagé des dépenses pour l'année en cours. L'élément le plus notable de son intervention est probablement la référence au plafonnement nominal des dépenses, avec lequel sa situation de responsable administratif l'a rendu familier, mais que la plupart des délégués découvrent probablement<sup>785</sup>. Il n'insiste cependant pas sur ce dispositif. L'argument moral demeure plus important que l'analyse économique, et il conclut sur les conséquences de telles réductions budgétaires sur l'éducation des enfants des délégués. Dans la dernière intervention en soutien à la motion, Bernard Dix de NUPE fait remarquer que l'appel de Fred Jarvis à l'unité syndicale sur le dossier a été applaudi par les seuls enseignants. Si la motion est adoptée, elle l'est donc sans enthousiasme.

Une deuxième motion est présentée par les syndicats des collectivités locales<sup>786</sup>. Il s'agit d'une motion très longue, puisque combinant des motions déposées par NALGO,

---

<sup>784</sup> *Ibid.*, p. 446-448.

<sup>785</sup> « In my professional capacity as an assistant director of education in a large metropolitan district, I am already involved in the management thinking on the budget for next year. Make no mistake, the danger signal is already showing. This, may I add, is not wholly the fault of the local authority, which can only work within the limits prescribed by central Government. There is a firm cash limit on the amount local authorities may spend. » *Ibid.*, p. 449.

<sup>786</sup> « Congress reaffirms that steady growth should be a constant aim of Government in the interests of the nation as a whole. Congress expresses deep concern over the Government's arbitrary decisions in the public expenditure field over the last year. While recognising the Government's achievements in pensions and other social benefits, Congress is also aware of the cuts in programmes for housing, education and social services. Congress declares that further cuts in public expenditure concerning these services will be regarded as an intolerable attack on the living standards of working people and a fundamental breach of the social contract. Congress expresses its firm opposition to any reduction in the level of social and public services and calls on the General Council and affiliated unions to resist any cuts in public expenditure which will lower the standards of these services. It declares its conviction that the fabric of the education, health and social services must not be

NUPE, COHSE et l'Association of Teachers in Technical Institutes (ATTI), qui dénonce la réduction du budget des services publics dans des termes très forts. Elle souligne les effets des réductions budgétaires sur l'emploi, les conditions de travail des travailleurs du secteur public et le bien-être général de la population. Elle appelle les organisations syndicales à considérer toute nouvelle réduction budgétaire comme une violation du « contrat social », et à se mobiliser pour empêcher de nouvelles réductions. Le délégué de NALGO combine dans son intervention un appel à une politique volontariste de relance de l'économie et d'investissements industriels, et une défense des services publics dont la préservation est fondamentale pour le maintien de conditions d'existence décentes pour la population britannique. Contre ceux qui affirment qu'il n'y a pas d'argent pour financer les services publics en temps de crise, il met en avant les politiques de grands travaux engagés par les gouvernements allemand et français pour relancer leurs économies. Il condamne à la fois ce qu'il qualifie de tentation monétariste du gouvernement, et qu'il identifie dans les attaques contre les services publics<sup>787</sup>, le défaitisme qui préside aux discussions du congrès et qui est entretenu par le discours médiatique sur la crise<sup>788</sup>, enfin le refus du gouvernement d'engager une politique de relance qui seule pourrait mettre un terme à une augmentation du chômage à la fois contre-productive et immorale.

Au nom de NUPE, Bernard Dix souligne que certes les travailleurs du secteur public ont un intérêt particulier dans la défense des dépenses publiques, mais que l'ensemble des travailleurs y a également un intérêt. Il explique que la notion apparemment abstraite de « dépense publique » recouvre en fait des réalités aussi concrètes que les repas scolaires ou les traitements reçus dans les hôpitaux publics, et que ces services publics gratuits constituent la part socialisée du salaire (*social wage*). Dès lors, une réduction des dépenses publiques est l'équivalent d'une réduction de salaire pour les travailleurs. Suite à une demande du comité

---

regarded as affording a means for exercising economies. Congress, concerned with the health of the nation, affirms that an essential element in any social contract shall be a commitment by the Government to allocate adequate resources to the health and social services, thus maintaining a high standard of treatment and care. Cuts in public expenditure have a particularly damaging effect on the employment and career prospects of young people in decreasing opportunities for employment, education and training. Congress regards the defence of wages and conditions of those employed in these services as being in the interest of the whole community. Congress reaffirms its continued support for the lower paid workers, particularly in the public sector, who could be the most vulnerable group in a period of economic difficulty. » *Ibid.*, p. 483.

<sup>787</sup> « The Labour Government should not be flirting with a monetarist policy, which is what it said in the statement. Furthermore, it should make absolutely sure that public expenditure is not a dirty word or a dirty phrase. » *Ibid.*, p. 483-484.

<sup>788</sup> « But more than that, what I want to try to dispel for the nation at large is the air of gloom and despondency which has pervaded this Congress all the week. At every conference we come to it is said, "This is a crisis conference". We seem to be able to revel in this adversity and not know what to do about joy. [...] So far as I am concerned, this, as well as being an economic problem, is a psychological one. We have the media – the press, radio, television – telling us all the time about the sad state we are in. » *Ibid.*, p. 484.

sectoriel du TUC pour les collectivités locales, le secrétaire général du TUC avait déjà envoyé début 1975 une circulaire aux *trades councils*, leur demandant de s'opposer localement à la réduction des dépenses publiques, et d'écrire aux journaux locaux pour souligner les bienfaits des dépenses publiques. La motion demande au *General Council* et au congrès de poursuivre cette mobilisation en s'opposant à toute nouvelle réduction des dépenses publiques<sup>789</sup>.

Albert Spanswick, le secrétaire général de COHSE, rappelle que pendant la grande dépression des années 1930, les États-Unis comme l'Allemagne se sont lancés dans une politique de grands travaux pour limiter la montée du chômage, et que dans des moments de crise le secteur public sert de refuge pour les travailleurs qui ont perdu leur emploi dans le secteur privé. Il serait donc néfaste, aussi bien pour l'efficacité des services publics que pour l'emploi, de réduire les dépenses publiques dans cette période de crise. Spanswick mobilise également l'argument de la part socialisée du salaire, qu'il estime à environ £19 par personne par semaine. Le dernier intervenant est Tom Driver, le secrétaire général communiste d'ATTI. Celui-ci souligne qu'il est d'autant plus nécessaire de s'opposer aux réductions budgétaires que la qualité du service public d'enseignement va déjà être affectée à partir de l'automne 1975 par des réductions décidées en 1973 par le gouvernement Heath, et sur lesquelles le gouvernement travailliste refuse de revenir, voire qu'il entend renforcer. Alors qu'il était tout d'abord attendu que le budget des collectivités locales augmentât de 2,5% en 1976 – 2% pour l'éducation –, il apparaît désormais qu'il ne connaîtra aucune augmentation en 1976, ce qui dans le contexte d'inflation signifie une baisse en termes réels. Tom Driver indique qu'il est donc possible que, pour la première fois de son vivant, des enseignants soient licenciés pour des raisons économiques, ce qui rendra encore plus sombres les perspectives d'emplois pour les jeunes qui sortent de leur scolarité<sup>790</sup>.

Aucun délégué ne prend la parole ni pour contester ni pour approuver les revendications de la motion, qui est adoptée. Comment interpréter cependant le fait que ces deux motions soient adoptées certes sans contestation, mais aussi sans soutien ? Ludlam parle d'un « silence tactique » des organisations présentes au *General Council*, indiquant que ce dernier ne relayera pas ces résolutions auprès du gouvernement, ou le fera peut-être mais sans insistance. Ils savent qu'ils sont suffisamment forts pour tout simplement ignorer ces revendications<sup>791</sup>. Ludlam attribue le positionnement des principales organisations du *General Council* non pas tant alors à une logique sectorielle, mais plutôt à une logique politique de

---

<sup>789</sup> *Ibid.*, p. 484.

<sup>790</sup> *Ibid.*, p. 485-486.

<sup>791</sup> Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 494-495.

loyalisme à l'égard du gouvernement travailliste. Il est vrai que, parmi les promoteurs des deux motions présentées, seuls NUPE et COHSE sont affiliées au parti travailliste. À la conférence du parti travailliste un mois plus tard, le loyaliste Tom Jackson de United Postal Workers s'en prend au secteur public non-productif de l'économie, légitimant ainsi les réductions de dépenses publiques annoncées depuis le printemps par le gouvernement travailliste. On voit donc se constituer, dans les mots de Tom Jackson, une fracture entre les secteurs marchand et non-marchand de l'économie. À cette même conférence, Hugh Scanlon défend au nom de l'*Amalgamated Union of Engineering Workers* (AUEW)<sup>792</sup>, principal syndicat du secteur manufacturier, une politique de relance par l'extension des services publics. La fracture traditionnelle du mouvement syndical entre gauche et droite coexiste donc avec une autre fracture qui est en train de s'ouvrir sur des bases sectorielles. L'année 1976 est marquée par un réaligement syndical sur des lignes quasi-exclusivement sectorielles.

#### **2.4.3.2 Industrie contre services publics**

Ludlam, reprenant les analyses de David Hall, souligne que l'idée selon laquelle les services publics ne sont pas producteurs de valeur n'est ni une nouveauté des années 1970 ni une invention des syndicalistes de l'industrie. C'est une vision structurée par la façon dont l'économie et les comptes publics sont pensés dans une économie capitaliste : la valeur de la production d'un secteur étant mesurée à partir de ses ventes, les secteurs non-marchands peuvent donc être rangés dans la seule colonne des dépenses. Dans les comptes publics des années 1970, on considère *a priori* que la production des services publics est proportionnelle à la masse salariale ou aux nombres de travailleurs. À partir de là, la productivité de ces secteurs ne peut pas être améliorée. Ainsi, à supposer des augmentations semblables des salaires dans le secteur privé et dans les services publics, et même si celles-ci reflètent des augmentations comparables de productivité, le coût du travail apparaît cependant dans les comptes publics en augmentation vertigineuse. Ces aspects comptables contribuent selon Ludlam, qui reprend cette fois les mots de Denis Healey, à donner une image alarmiste de la dépense publique en Grande-Bretagne<sup>793</sup>. Par-delà ces aspects présentionnels, qui contribuent à orienter le débat sur la dépense publique, Ludlam souligne la convergence de vues entre la droite néo-libérale et la gauche marxiste sur un point : la caractérisation des services publics comme non-productifs et comme illustratifs d'une gestion sociale-démocrate

---

<sup>792</sup> En 1971, l'*Amalgamated Union of Engineering and Foundry Workers* est devenue l'*Amalgamated Union of Engineering Workers*.

<sup>793</sup> David Hall, *The Cuts Machine: The Politics of Public Expenditure*. Londres, Pluto, 1983, p. 16-18; Denis Healey, *op.cit.*, 1989, p. 380; Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 25-27.



honnée. Pour la droite, l'accroissement des services publics étouffe le secteur privé et asservit l'économie aux bureaucrates et aux politiciens. Pour la gauche marxiste, en dehors de quelques hétérodoxes, la distinction demeure entre un secteur productif qui fait l'objet de toutes les attentions scientifiques et politiques, et un secteur improductif politiquement douteux et scientifiquement ignoré. Les travailleurs de ce secteur, pourtant entrés dans un processus de syndicalisation massive depuis la fin des années 1960, continuent d'être considérés exclusivement comme des supplétifs de la bourgeoisie.

Les services publics sont donc au mieux considérés comme un secteur à l'effet nul sur la croissance, au pire rangés exclusivement dans la colonne des dépenses publiques<sup>794</sup>. Cela affaiblit leur position dans la réflexion sur la façon dont les fonds publics peuvent être employés pour stimuler la croissance de l'économie britannique. La thèse de l'« étouffement » de l'industrie par les services publics, dont on a vu qu'elle avait influencé les mesures déflationnistes promues par Healey en 1975-1976, semble avoir été assez largement partagée par les membres du gouvernement travailliste, notamment dans sa version la plus littérale d'une concurrence pour les emplois et les investissements. Selon Ham, qui a consacré une étude au fonctionnement du Trésor britannique, le secrétaire au Trésor Joel Barnett fait en 1976 l'analyse qu'il faudrait que des fonctionnaires quittent leur emploi dans les administrations centrales et locales pour aller travailler dans l'industrie. En juin de la même année, à la conférence annuelle de la GMWU, James Callaghan suggère que l'industrie et le service public sont en concurrence, et indique que le gouvernement s'assurera que le secteur manufacturier ne sera pas lésé<sup>795</sup>. Même David Owen, pourtant ministre de la santé, affirme la même année que la réduction des dépenses publiques est nécessaire pour redonner de l'espace à l'investissement productif privé<sup>796</sup>.

---

<sup>794</sup> « [T]he IMF became inevitable because we were too slow to adjust our spending plans, which had risen by 10% in two years, when there was no growth in the national economy at all. » *Labour Victory*, juin 1979. *Labour Victory* est une publication associée à la droite du parti travailliste.

<sup>795</sup> « Next year for example we expect to see manufacturing industry, and the basic industries seeking new funds to carry out fresh and enlarged programmes of new investment in plant and machinery. These industries are the wealth creators and they will be in competition with local and central government for the available funds. Two buckets will be dipping into the pool of savings. One is labelled 'Public Expenditure'. The other is labelled 'New Plant and Machinery'. Both will be scooping from the same pool, and government will see that manufacturing industry gets a proper share of the pool without running into a new round of inflation. » Adrian Ham, *Treasury Rules: Recurrent Themes in British Economic Policy*, Londres, Quartet, 1981, p. 126.

<sup>796</sup> « There is today a growing awareness at all levels of British society – among politicians, industrialists and trade unionists equally – that Britain must substantially increase its investment in its industrial base. The trend of de-industrialisation in terms of investment and the reduction in the manufacturing labour force must be stopped. To ensure that there is room for industrial investment, both private and public, restraint in public expenditure has become vital. » David Owen, *In Sickness and Health: The Politics of Medicine*, Londres, Quartet, 1976, p. 25.

Ludlam souligne que, si dans certains moments d'élaboration théorique comme dans le document de 1963 sur le développement économique, le TUC a pu porter la défense de la contribution des services publics à l'économie<sup>797</sup>, il a le reste du temps été prêt à accepter des réductions des dépenses publiques comme en 1956 pour stabiliser l'économie, en 1969-1970 pour renforcer la position du gouvernement travailliste, et plus généralement en raison d'une acceptation du « résidualisme », c'est-à-dire de la thèse selon laquelle la dépense publique est ce qu'un pays peut se permettre lorsque les besoins de l'économie réelle, c'est-à-dire l'industrie, ont été satisfaits. Dans la mesure où les services publics sont vus exclusivement sous la forme de la consommation et non de la production, et puisque les syndicats se pensent comme des organisations de producteurs attentives à la bonne santé de l'appareil productif, il est dès lors moins surprenant pour Ludlam que la stratégie industrielle puisse être opposée terme à terme par les syndicats au maintien des dépenses publiques. À la conférence du parti travailliste de 1975, c'est une alliance formée par l'AUEW, la TGWU et la GMWU qui assure la défense de la politique de réduction des dépenses publiques du gouvernement, contre les critiques virulentes formulées par les députés du *Tribune Group* contre l'austérité<sup>798</sup>. Au printemps 1976, Jack Jones défend publiquement, lors d'une réunion à la veille d'une élection partielle à Coventry, la réduction des dépenses publiques au profit du soutien aux activités industrielles. Si la cible de son attaque est le secteur des services, notamment financier, il n'en contribue pas moins à renforcer l'image de services publics improductifs, parasites et secondaires<sup>799</sup>.

Les documents produits par le TUC au cours de l'année 1976 révèlent une acceptation du bien-fondé de la politique de réduction des dépenses publiques, qui repose sur une adhésion à la thèse d'une concurrence directe et mécanique entre l'industrie et les services publics. La question de la dépense publique ne figure ainsi pas dans le rapport économique annuel du TUC pour 1976. Elle est reléguée à une section spécifique du rapport du *General Council* au congrès. Ce rapport indique que des discussions ont eu lieu sur ce sujet entre le

---

<sup>797</sup> Trades Union Congress, *Economic Development and Planning*, Londres, TUC, 1963

<sup>798</sup> Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 259-260, 593.

<sup>799</sup> « At the eve-of-poll meeting in a crucial by-election at Coventry I said : 'Some public spending has to be restrained to help convert our candyfloss economy into a thriving industrial society. The key battle is not about public expenditure – it is the battle for the very industrial heart and life of Britain. Are we to have jobs – to make things on which we can survive – or will we continue to drift into a phoney super-salesman's Britain where there are no jobs for working men and women but plenty of secret bank accounts in Switzerland ... or the Cayman Islands?' » Jack Jones, *op. cit.*, 1986, p. 305. La localisation de cette élection partielle, à savoir le centre manufacturier automobile qu'est Coventry à l'époque, n'est probablement pas étrangère au déploiement de ce discours.

gouvernement et l'*Economic Committee* du TUC à la mi-juillet 1976<sup>800</sup>. Face au gouvernement qui insiste sur la nécessité de diminuer les dépenses publiques pour réduire le déficit public et conserver la confiance des investisseurs, les représentants du TUC indiquent quant à eux que de nouvelles réductions des dépenses publiques ne leur apparaissent pas comme nécessaires, une contraction progressive des services publics étant déjà planifiée jusque 1980. On a là une première acceptation implicite de la thèse de l'« étouffement » de l'industrie par les services publics. Les aspects négatifs de la contraction des services publics soulignés par le TUC sont l'augmentation du chômage et le mécontentement populaire qui en résultent. Le TUC ne produit donc aucune défense économique des services publics, mais s'en tient au domaine moral et politique. Lorsque l'*Economic Committee* produit une déclaration le 19 juillet 1976, il indique qu'en février 1976, le *General Council* s'est dit prêt à discuter du « problème » de la dépense publique. En conséquence, il trouve précipitée la volonté du gouvernement de réduire à nouveau les dépenses publiques. Il souligne que le TUC a accepté le principe d'un gel nécessaire de la dépense publique pour permettre un rééquilibrage des investissements vers le secteur manufacturier<sup>801</sup>, mais que les dispositions déjà prises sont suffisantes : on voit pareillement ici une acceptation de la thèse de l'« étouffement »<sup>802</sup>. Il indique enfin que les effets sur l'emploi de ces réductions budgétaires sont incertains, et que des créations d'emplois dans le secteur privé résultant des fonds libérés ne sont pas assurées : la réduction des dépenses publiques est donc acceptable si elle est accompagnée de créations d'emplois dans le secteur privé.

Le congrès du TUC de 1976 est caractérisé par la poursuite de la lutte solitaire des syndicats des services publics, dont les motions sont certes adoptées mais ne sont pas approuvées explicitement ou même discutées par les syndicats de l'industrie. Cependant, même au sein des syndicats présents dans les services publics, la thèse d'une concurrence avec l'industrie est parfois acceptée. Une première motion condamnant les coupes budgétaires est présentée par la NUT et secondée par la *National Association of Schoolmasters Union of Women Teachers*, deux syndicats d'un secteur de l'enseignement qui subit alors très fortement

---

<sup>800</sup> L'*Economic Committee* est un comité spécialisé du *General Council* du TUC.

<sup>801</sup> « In the February 1976 Public Expenditure White Paper the Government argued that to facilitate movement of resources into manufacturing industry up until 1980 public expenditure should be held at its current level in real terms. In general the TUC accepted this view. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1976, p. 310.

<sup>802</sup> « The Government argue that a continuing large public sector borrowing requirement will mean that by 1977-78 there will be competition with industry for funds. This would have to be resolved either by raising Government interest rates to attract funds, which could both squeeze funds available to industry and deter industrial investment, or by the Government allowing the banks to create credit and add to the "money supply". It must be noted that such a situation will only occur if the increased demand for funds by manufacturing industry exceeds the existing plans to run down the public sector deficit. » *Ibid.*, p. 311.

les effets des réductions budgétaires<sup>803</sup>. La motion est ensuite soutenue à la tribune par plusieurs délégués. Le délégué de la GMWU, syndicat présent dans les services publics mais dont le centre de gravité se trouve dans l'industrie, semble reconnaître la pertinence de la théorie de l'« étouffement » et indique que les travailleurs des services publics sont prêts à accepter un gel de l'expansion de ce secteur, mais qu'ils veulent voir les résultats de leurs sacrifices sous la forme d'investissements industriels<sup>804</sup>. Cette théorie est en revanche critiquée par le délégué de l'*Association of University Teachers* (AUT), qui défend le rôle du secteur éducatif dans la production de richesses<sup>805</sup>. Le délégué de la *National Graphical Association* (NGA) s'en prend encore plus directement à la rhétorique du *General Council* consistant à opposer l'investissement industriel à l'investissement dans les services publics<sup>806</sup>. Cette première motion condamnant les réductions budgétaires est adoptée.

Une deuxième motion d'opposition aux coupes dans les budgets des services publics a curieusement été séparée de la première, et incluse dans la discussion économique générale<sup>807</sup>. C'est Geoffrey Drain, le secrétaire général de NALGO, qui présente la motion. Si la motion est présentée par deux syndicats des services publics, l'objectif de Drain est de montrer que la

---

<sup>803</sup> « Congress reaffirms its belief that the standard of living of all citizens and the development of a socially just society are fundamentally linked to the size and distribution of the social wage. Congress is firmly opposed to any cuts in the level of finance to local authorities, the effects of which will be most severely experienced by the more deprived and disadvantaged families, the young, the old, the sick and the infirm, and will lead to increased unemployment amongst local government workers and staff, including teachers. [...] » *Ibid.*, p. 507.

<sup>804</sup> « If money is to be made available for manufacturing industries we have to accept some restraint on Government expenditure. Our members are now accepting a reduction in their real wages to provide this money. It is wrong to expect them also to accept a reduction in their social wage, a reduction in their educational system, a reduction in their transport and a reduction in the food subsidies, everything that was being provided for us by the Government whom we expected to honour their side of the Social Contract in the maintenance of the social wage. » *Ibid.*, p. 509-510.

<sup>805</sup> « At the Special Congress in June we heard how we must restrain ourselves on public expenditure to provide money for investment, and yet as a result of university research which has been carried out, as a result of patents taken out on university inventions, over the past two or three years something like £250 million has been earned, which has generated employment within British industry and has made a valuable contribution to the balance of payments. » *Ibid.*, p. 510.

<sup>806</sup> « I support the motion and take exception to the General Council's attitude, as laid down in the report. [...] It is no good the General Council saying that they are demanding a bigger investment in industry if they are not going to have the investment in education to provide the right type of people to man the equipment they are demanding. » *Ibid.*, p. 510-511.

<sup>807</sup> « Congress, believing that the threat to the standards of the public services posed by present economic policies will be of a long-term rather than a short-term nature, calls on the Government to consult those trade unions with members in the relevant public services where cuts are proposed and make available to those unions full information on public sector budgeting so that the consultation can be effective before irrevocable decisions are made. Congress reaffirms its opposition expressed at the Special Congress in June 1976 to further public expenditure cuts. It recognizes that the planned growth of social expenditure and of the public sector must play its part in a plan for economic recovery. Congress expresses concern at the reduced public expenditure programme outline in Public Expenditure to 1979-1980 (Cmd 6393) and the further cuts announced on July 22, 1976, and rejects the concept of "cuts" as a means of improving the economic situation. Congress is opposed to cuts in public expenditure resulting in increases in the level of unemployment in the public and private sectors at a time when unemployment stands already at an unacceptably high level, and will give full support to all affiliated organisations involved in fighting the "cuts". » *Ibid.*, p. 534-535.

défense des services publics est une lutte qui concerne l'ensemble du mouvement syndical. Il rappelle tout d'abord, mobilisant l'argument moral traditionnel en faveur des services publics, les bénéfices apportés par ceux-ci à l'ensemble de la communauté. Il détaille ensuite, passant à un niveau plus économique de l'argumentation, les effets de cette réduction des dépenses sur l'activité économique, dans le bâtiment par exemple, pour finalement dénoncer les analyses économiques éronnées fondées sur la *crowding out thesis*<sup>808</sup>. Il n'en reste pas moins que pour Drain, le développement des services publics reste indexé sur celui de l'industrie et conditionné par lui : c'est la thèse dite « résidualiste » qui reconduit la division entre secteur créateur de richesses et un secteur consommateur de celles-ci. Drain préfère que la régénération de l'industrie britannique passe par des mesures protectionnistes plutôt que par un transfert des richesses du public vers le privé, mais la conséquence logique est que si des mesures protectionnistes ne sont pas adoptées, alors un tel transfert de richesses demeure acceptable dans la mesure où la priorité est l'industrie<sup>809</sup>. Ken Thomas de l'*Association of Cinematograph, Television and Allied Technicians* est plus offensif par rapport au développement de l'argumentaire qui subordonne les services publics à la santé de l'industrie et en fait un luxe dont le pays peut se passer en temps de crise<sup>810</sup>. La motion est également adoptée, sans participation à la discussion des syndicats qui ne sont pas directement impliqués dans la défense des travailleurs des services publics.

---

<sup>808</sup> « If you stop building schools and cut back on school equipment you are not only creating unemployment among teachers but you are affecting the building and construction industry, you are affecting printing and furniture, and you are affecting every place from which schools draw their equipment. [...] I think the transfer of manpower argument is a strange one. It is strange, in the light of the debates at this Congress, where we have been talking about technological change inevitably calling for less manpower. It is a strange logic to say that you have got to transfer people productively employed in one sector of the economy to another sector where there are already 1 ½ million unemployed and where it is likely that employment opportunities will be diminished. » *Ibid.*, p. 536.

<sup>809</sup> « You start from the common ground that the regeneration of British productive industry is where we have got to look for the money to finance our standards, our public services and the whole of our wellbeing as a nation. Where the argument lies is between denuding the public services of resources to do that, or finding some other means of doing it. That is why we have been arguing for a positive solution. The argument for import controls is first of all to save industries which are rapidly going to be extinguished if we do not have controls, to increase output and, above all, to create jobs. » *Ibid.*, p. 536.

<sup>810</sup> « At the moment this country's land is parched by the drought, but this country's industry has been parched for much longer by lack of capital investment. But who believes that the money saved by cuts in public investment will be used to slake the investment thirst of the manufacturing industries? What evidence is there for that belief? [...] Even more important than the dull facts and statistics which will be heaped high in debates of this sort is the much more deeply disturbing underlying ethos. Whether the Government like it or not many of our own countrymen now have it fixed firmly in their minds that public expenditure is the cause of all our economic ills, and even worse than that, that public expenditure is a bad thing, a sort of necessary evil, and something to be left aside until the day of prosperity dawns. Lo and behold, private investment is being sanctified as bright and beautiful. In that atmosphere is it not possible that even more savage cuts are on the way? » *Ibid.*, p. 537.

Le silence du congrès auquel les syndicalistes des services publics sont confrontés de nouveau en 1976 se transforme en hostilité à la conférence travailliste un mois plus tard. Albert Spanswick, le secrétaire général de COHSE présente une motion demandant l'arrêt des réductions budgétaires dans le NHS, qui articule la question des dépenses de santé à un programme social plus général autour de la réduction de la semaine de travail dans le NHS à 35 heures, la suppression de la médecine privée au sein du NHS et l'introduction d'une taxe sur les établissements de médecine privée, la nationalisation de l'industrie pharmaceutique, la démocratisation de la gestion des hôpitaux, l'abolition des frais de santé, enfin la création de crèches dans les hôpitaux et de centres de médecine du travail. L'articulation de l'opposition aux réductions budgétaires dans le NHS à un programme social plus large correspond non seulement à un mouvement d'extension des revendications observable dans les années 1970 dans la plupart des secteurs, mais elle vise aussi à restaurer une perspective de progrès social pour sortir de l'antagonisme sectoriel. Spanswick s'en prend nommément à Hugh Scanlon, le président de l'AUEW, qui a affirmé plus tôt lors de la conférence travailliste que les services publics étaient un luxe que la Grande-Bretagne ne pouvait s'offrir que si elle retrouvait une base industrielle solide, et que celle-ci devait donc être la priorité du gouvernement<sup>811</sup>.

La rhétorique opposant industrie et services publics est en effet portée avec une vigueur particulière par l'AUEW, où elle dépasse les clivages politiques traditionnellement forts dans l'organisation. Le rédacteur en chef du magazine du syndicat est John Boyd, le secrétaire général droitier de l'organisation. À partir de sa prise en charge du magazine en août 1975, celui-ci défend ardemment la politique d'austérité du gouvernement et la primauté de la production manufacturière sur tout autre type d'activité. Ce dernier point semble faire consensus au sein du syndicat, entre Boyd le secrétaire général de droite et Hugh Scanlon le président de gauche. Jack Jones, qui en raison de la structure fortement centralisée de la TGWU y possède une voix décisive, fait le même cheminement que Hugh Scanlon. Même si la TGWU possède un grand nombre d'adhérents parmi les travailleurs manuels des services publics, et même si l'augmentation de la part socialisée du salaire est défendue en 1975 comme la contrepartie de la modération salariale, la TGWU se range progressivement du côté

---

<sup>811</sup> « Chairman, were are trembling on the edge of a gigantic precipice – that of falling into the trap of believing that health is an expensive luxury which we provide for only when we can afford it. Hugh Scanlon said on Monday that without securing the future of manufacturing industry, we can have no hospitals, no schools, no social services. Well, I accept that, but without disrespect I've got news for him: without health, there will be no manufacturing industry. Yes, we must invest in the manufacturing future, but in order to get to the future, you must invest in the present means to get there, for without investing in health at the present time, you omit a vital and crucial stage of the formula for recovery. » « General Secretary's News, 7<sup>th</sup> October 1976 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/25.

de la « réflation sélective » et de la loyauté à la politique économique du gouvernement. Les numéros de 1976 du *TGWU Record*, le magazine du syndicat, appellent à la loyauté à l'égard du gouvernement, accusent d'extrémisme les critiques de la politique d'austérité et subordonnent l'extension de l'État social à la réindustrialisation promise par la stratégie industrielle. La mobilisation des syndicats des services publics est complètement ignorée, seuls sont évoqués les effets négatifs des réductions budgétaires sur les transports collectifs urbains, et notamment les bus dont les conducteurs et les contrôleurs sont syndiqués à la TGWU. Même alors que l'opinion syndicale commence à évoluer en 1977, la défense du transfert des ressources des services publics vers le secteur privé continue de dominer les pages du *Record*. La GMWU représente proportionnellement un plus grand nombre de travailleurs des services publics, en même temps qu'il est très présent dans l'industrie, notamment l'industrie lourde. La position du syndicat relève dès lors de l'exercice d'équilibriste dans les discussions sur la dépense publique. Les dirigeants du syndicat, et le magazine *GMWU Journal*, défendent ainsi la dépense publique et l'extension de l'État social comme élément essentiel du « contrat social », mais acceptent la théorie dite « résidualiste » selon laquelle le développement des services publics est indexé sur celui de l'industrie. Dès lors, et de manière paradoxale, la réduction des dépenses publiques peut également être présentée comme faisant partie du « contrat social », dont les syndicats attendent le soutien à une stratégie industrielle active. La direction de la GMWU s'en prend violemment aux syndicats des services publics qui font campagne activement contre les réductions budgétaires, et condamne la mobilisation de novembre 1976 initiée par NALGO et NUPE. L'hostilité à la dépense publique est également portée par l'EETPU, quoique pour des raisons différentes. L'expression publique du syndicat est fortement contrôlée par son secrétaire général Frank Chapple, souvent plus droitier que le gouvernement à la politique économique duquel il est de manière générale cependant loyal. Pendant toute la période 1974-1979, Chapple défend à la tribune de la conférence du parti et dans les colonnes de *Contact*, le magazine du syndicat, la réduction de dépenses publiques dont il estime qu'elles contribuent par l'impôt à réduire le salaire de ses adhérents. Chapple en vient donc à appeler à des suppressions de postes dans les services publics ou à une réduction des prestations sociales en faveur des retraités et des bas salaires – en complète opposition avec la rhétorique traditionnelle au sein du mouvement<sup>812</sup>.

Ce positionnement des principaux syndicats du secteur manufacturier est rejoint par les syndicats des entreprises nationales, dans les chemins de fer et l'acier. La plupart des

---

<sup>812</sup> Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 524-528, 536, 560-561.

adhérents de l'*Iron and Steel Trades Confederation* (ISTC) travaillent pour la *British Steel Confederation* (BSC), qui gère la production publique d'acier, dans un secteur où les entreprises privées sont très minoritaires. La décennie 1970-1979 est marquée par des suppressions d'emploi massives chez BSC, plus de 31 000 sous le gouvernement Heath et de 36 000 sous les gouvernements travaillistes de 1974 à 1979. La production d'acier diminue de 1,7% en Grande-Bretagne entre 1976 et 1979, à un moment où elle augmente dans le reste de la CEE. Alors même que BSC souffre notamment du plafonnement nominal des dépenses imposé par le gouvernement, qui accélère sa contraction à un moment où le secteur aurait besoin d'une aide publique pour survivre à la stagnation de l'économie mondiale, l'ISTC soutient sans faillir la politique d'austérité du gouvernement. Tout en défendant la position unique de BSC comme entreprise manufacturière publique, la direction du syndicat accepte les suppressions massives d'emplois et les fermetures de hauts-fourneaux, promeut le transfert des ressources publiques vers le secteur manufacturier et attaque dans les colonnes de son magazine, *Man and Metal*, les syndicats des secteurs publics en révolte contre la politique du gouvernement. La direction du syndicat est sur ce point en rupture avec la conférence annuelle, instance introduite en 1976 sans capacité décisionnelle, qui apporte vainement son soutien moral à la campagne menée par les travailleurs des services publics.

Selon la section économie du rapport du *General Council* au congrès du TUC de 1977, les priorités du *General Council* au cours de l'année 1976-1977 ont été la lutte contre le chômage, le soutien aux mesures contre l'inflation et le développement d'une stratégie de régénération de l'industrie britannique<sup>813</sup>. Pareillement, les comptes-rendus des réunions avec le gouvernement au cours de l'année précédente révèlent que dans une réunion avec le Premier ministre le 1<sup>er</sup> septembre 1976, les représentants du TUC ont insisté sur l'investissement industriel, le contrôle des importations, la création d'emploi et la formation. On croit noter une inflexion, lorsque le rapport relate que, lors d'une réunion le 1<sup>er</sup> décembre 1976, le TUC a indiqué qu'il ne croyait pas aux effets bénéfiques sur l'industrie de la réduction des dépenses publiques<sup>814</sup>. L'impact de ce positionnement doit cependant être nuancé à la lumière de la réaction de l'*Economic Committee* du TUC en décembre 1976, suite à l'annonce par le Chancelier de réductions drastiques des dépenses publiques, à hauteur d'un milliard de livres en 1977-1978 et d'1,5 milliards en 1978-1979. Le TUC commence ainsi par exprimer sa compréhension du contexte dans lequel la décision du gouvernement a été prise,

---

<sup>813</sup> Trades Union Congress, *op. cit.*, 1977, p. 216.

<sup>814</sup> « The TUC representatives expressed opposition to any cuts in public expenditure resulting from the IMF negotiations. These would not shift resources into the manufacturing sector but would merely lead to a fall in investment, because of lack of prospective demand, and increased unemployment. » *Ibid.*, p. 218-219.



et sa reconnaissance du fait qu'il n'y avait pas d'autre solution que celle du recours à l'aide du FMI. Les aspects des mesures décidées par le gouvernement qui chagrinent cependant le TUC sont, par ordre de présentation, tout d'abord la suppression des aides régionales à la création d'emplois – principalement industriels, ensuite les effets de la réduction des dépenses publiques sur le secteur du bâtiment, l'absence de stratégie industrielle, enfin l'absence de mesures de contrôle des importations. Pareillement, l'*Economic Review* de 1977, dont une synthèse est proposée dans le rapport du *General Council*, se concentre avant tout sur la conjoncture internationale, la balance des paiements, la nécessité de mettre en place un contrôle des exportations et de renégocier l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, l'encouragement à l'investissement et l'emploi industriel, la renégociation de la Politique agricole commune (PAC), la revendication d'un budget de relance pour 1977, enfin l'impossibilité pour le mouvement syndical de s'engager sur la question des salaires avant de savoir les réactions du gouvernement aux demandes du TUC et ses propositions, notamment en matière de fiscalité<sup>815</sup>.

#### **2.4.3.3 Le NSCAC et la lutte des syndicats des services publics**

Face à ce qu'ils perçoivent comme une dégradation des conditions d'emploi et de travail dans les services publics et l'incapacité du TUC à relayer leurs revendications, la mobilisation des syndicats des services publics prend dans un premier temps une tonalité modérée et une voix institutionnelle. Dans une circulaire du 21 janvier 1976, le secrétaire général de COHSE indique que face aux annonces de réductions budgétaires faites à l'automne par le gouvernement, le syndicat a cherché à rencontrer les responsables politiques. Le 8 décembre 1975, des dirigeants de COHSE ont rencontré la ministre de la santé ainsi que des responsables du ministère, pour leur faire part de leur inquiétude quant aux décisions unilatérales prises par les autorités sanitaires locales concernant l'emploi et les conditions de travail. Le secrétaire général se déclare satisfait des assurances qu'ils ont reçues en retour du ministère. Le 15 décembre 1975, les mêmes dirigeants de COHSE ont rencontré des députés travaillistes intéressés par les questions de santé, et leur ont présenté la situation difficile du NHS, afin qu'ils fassent pression sur le gouvernement. Lorsqu'un *National Coordinating Committee Against Cuts in the NHS* est constitué par des travailleurs en lutte dans leurs hôpitaux au printemps 1976, le secrétaire général indique que COHSE ne participe pas officiellement aux manifestations qu'il organise, mais qu'il n'y a pas d'objection à ce que des adhérents de COHSE y participent, en tant qu'individus. Enfin, dans une circulaire du 26 août

---

<sup>815</sup> *Ibid.*, p. 219-223.

1976, le secrétaire général de COHSE indique que l'exécutif du syndicat a estimé que les réductions budgétaires annoncées le 22 juillet par Dennis Healey ne justifiaient pas pour l'instant – la lettre met l'accent sur cette nuance – une opposition utilisant l'arme de la grève, dans la mesure où le gouvernement ne prévoit pas au niveau national de réduction des ressources consacrées à l'emploi, mais seulement à la construction et à la rénovation des hôpitaux. En revanche, le secrétaire général remarque que des autorités locales et directions d'hôpital peuvent choisir d'effectuer des coupes budgétaires induisant des licenciements. Aussi, le NEC a décidé de remettre sur pied son « comité action ». Pour l'instant, COHSE a choisi la voix institutionnelle de contestation de la politique gouvernementale : une protestation a été envoyée au ministère de la santé, et le syndicat entend voir son mécontentement relayé à l'occasion du congrès annuel du TUC et de la conférence du parti travailliste<sup>816</sup>. À plusieurs reprises, que ce soit dans son discours à la conférence annuelle du parti travailliste ou dans les circulaires adressées aux militants, le secrétaire général de COHSE prend bien soin, tout en dénonçant les effets délétères des réductions budgétaires, d'accompagner tout diagnostic des difficultés présentes du NHS d'un bilan des réussites du système public de santé<sup>817</sup>. L'objectif en est probablement de présenter une image telle du NHS qu'il doive être défendu comme une grande réalisation du mouvement ouvrier britannique, et non abandonné comme une expérimentation qui aurait échoué.

NUPE est également sur une position de critique modérée à l'égard du gouvernement travailliste jusqu'au printemps 1975, où lorsque le contrôle des revenus s'impose en surcroît de la réduction du budget des services publics, la direction du syndicat adopte un ton plus virulent. NUPE défend certes dans son pamphlet *Inflation, Attack or Retreat*, publié à l'été 1975, la thèse résidualiste, mais celle-ci l'amène à rejeter la politique d'austérité initiée par le gouvernement pour promouvoir à l'inverse une stratégie économique alternative de

---

<sup>816</sup> « General Secretary's News, 21 January 1976 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/25; « Memorandum, 14 April 1976 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/25; « General Secretary's News, 26<sup>th</sup> August 1976 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/25.

<sup>817</sup> « Why then has this situation come about? I have to say quite frankly that this situation would never have come about were it not for the fact that the movement has become complacent about our great National Health Service and we have come to take it for granted. While we allow that situation to continue, there will always be those who will come and try and take it away from us. As a result, the predators in our society now have a toe-hold in the dismantling process of our unique NHS, unlikened anywhere else in the world – east or west. It is for this reason that we especially welcome the very high number of resolutions on the Agenda on the NHS both this year and next which we hope will be a major step in the political process of restoring the NHS to its original priority in the movement. The NHS has achieved a great deal in its 28 years. It has changed the face of health care in this country. We have totally eliminated certain types of disease, we have reduced morbidity, and we have increased the expectation of life by over 10 years for men and nearly 13 years for women in the period since the last great recession before the war. » « General Secretary's News, 7<sup>th</sup> October 1976 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/25.

réindustrialisation. La deuxième moitié de l'année est marquée par l'émergence de conflits dans des hôpitaux dont les directions mettent en œuvre des programmes d'économie qui affectent selon NUPE le niveau d'encadrement et la qualité des soins. En phase avec cette conflictualité émergente sur le terrain, le syndicat lance à la fin de l'année 1975, à travers son magazine *Public Employees*, une campagne sur le thème « *Oppose Cuts* ». En 1976, NUPE est l'un des premiers syndicats à dénoncer ce qu'il considère comme l'abandon des priorités qui prévalent depuis l'après-guerre, du plein emploi aux politiques de relance et aux avancées sociales<sup>818</sup>.

Enfin, bien qu'en 1974-1975 elle reprenne également l'analyse dite « résidualiste » des services publics et se prononce en faveur d'un transfert des investissements vers le secteur manufacturier, NALGO se montre offensive à l'égard de la politique du gouvernement dès les premières annonces de réductions budgétaires en 1975, ce qui peut s'expliquer par sa non-affiliation au parti travailliste, à la différence de NUPE ou de COHSE par exemple qui hésitent un peu plus longtemps avant de se positionner. Pour NALGO, qui soutient le principe d'une politique des revenus, la réduction de la part socialisée du salaire est une trahison du « contrat social » entre le mouvement syndical et le gouvernement travailliste. Le syndicat monte dès la fin de 1975 une campagne intitulée « *Stop the Cuts* », dont l'argumentaire renverse la thèse résidualiste et affirme que les services publics sont une condition essentielle du développement économique. Au *TUC-Labour Party Liaison Committee* où Geoffrey Drain est présent en tant que membre du *General Council*, NALGO s'allie avec les membres de gauche du NEC opposés aux réductions budgétaires pour contester la position majoritaire qui soutient la réduction des dépenses publiques.

NUPE est le premier syndicat à lancer une mobilisation d'ampleur nationale sur le terrain, en appelant à des actions de protestation lors du congrès du TUC de septembre 1976 et de la conférence du parti travailliste le mois suivant. Il propose, de concert avec NALGO, une action semblable au Parlement le 17 novembre, et est rejoint dans cette entreprise par plusieurs syndicats dont COHSE. Si COHSE s'engage dans l'action militante, le syndicat continue en revanche de refuser toute action autre que la simple manifestation. Dans une circulaire de fin octobre 1976, le secrétaire général de COHSE précise les modalités d'organisation de la manifestation et du *lobby* au Parlement le 17 novembre<sup>819</sup>. Il insiste sur la

---

<sup>818</sup> Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 681, 713-714.

<sup>819</sup> « General Secretary's News, 28<sup>th</sup> October 1976 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/25. Un *lobby* consiste dans une rencontre organisée entre un député et des habitants de sa circonscription pour évoquer un problème soulevé par ces derniers.

nécessité de contrôler la journée d'action : respect de l'emploi du temps, restriction du *lobby* aux personnes qui ont un rendez-vous avec leur député, respect du mot d'ordre déterminé par le NSCAC - « *Fight cuts – Save jobs* », nécessité enfin pour les responsables locaux de faire remonter à la direction nationale une indication du nombre de participants dans leur section. Dans une circulaire de novembre 1976, le secrétaire général de COHSE rappelle que le « comité action » du syndicat s'est prononcé en faveur d'une participation massive au *lobby* au Parlement le 17 novembre, mais estime que le moment n'est pas venu pour une campagne d'action nationale, que le syndicat doit continuer à soutenir les campagnes locales en faveur du maintien de l'emploi dans le NHS, et que si de nouvelles journées d'action se révélaient nécessaires, elles se cantonneraient à de nouveaux *lobbys* du parlement et manifestations. Dans un autre circulaire du même mois, le secrétaire général souligne que le tract destiné à être diffusé lors des manifestations au niveau local doit être utilisé exclusivement dans ce cadre. De nouveau, il s'agit de ne pas mener des actions radicales dans les hôpitaux ou d'effrayer les patients quant aux conséquences des réductions que subissent les hôpitaux dans lesquels ils se trouvent : la direction du syndicat pense que cette stratégie risquerait de se retourner contre les hôpitaux et leur personnel<sup>820</sup>. Néanmoins, ce que ces appels répétés à la modération et au cantonnement au niveau local des actions suggèrent, c'est la pression exercée par une partie des militants pour que le syndicat organise une véritable campagne nationale d'opposition à la politique du gouvernement et décide d'un programme d'action plus radical.

La manifestation 17 novembre 1976 est considérée comme un succès par ses deux principaux organisateurs, NUPE et NALGO. Alan Fisher est acclamé, cependant que les orateurs représentant le PLP sont hués. Un *National Steering Committee Against the Cuts* (NSCAC) est créé, composé au début de NUPE, la NUT, NATFHE, la CPSA, la SCPS, ASTMS et NALGO, et soutenu également par la *National Union of Students* et la branche régionale du TUC dans le Sud-Est. La NUM rejoint rapidement le NSCAC. L'absence de la TGWU et GMWU est remarquée, puisqu'ils comptent un nombre considérable de travailleurs dans les services publics, notamment dans les collectivités locales, mais n'est pas surprenante à la fois en raison de leur positionnement loyaliste à l'égard du gouvernement travailliste et parce qu'ils soutiennent la priorité donnée à l'industrie au détriment des services publics. Pour ces mêmes raisons de loyalisme et d'analyse économique, il ne faut pas s'étonner de

---

<sup>820</sup> « General Secretary's News, November 11<sup>th</sup> 1976 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/25; « General Secretary's News, 18<sup>th</sup> November 1976 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/25.

l'hostilité à l'égard de cette nouvelle structure manifestée par d'autres syndicats qui représentent des ouvriers des services publics comme l'EETPU et UCATT, et par ceux des entreprises nationales comme l'ISTC. Si l'AUEW soutient la réduction des dépenses publiques, sa branche technique TASS s'y oppose en revanche, sans pourtant aller jusqu'à rejoindre le NSCAC. Les seuls syndicats de l'industrie qui se joignent aux syndicats des services publics sont donc ASTMS et la NUM. Selon Ludlam, cet engagement des mineurs auprès des syndicats des services publics s'explique par leur situation particulière. Ayant consenti entre les années 1950 et les années 1970 à une restructuration brutale de leur industrie, et devenus incontournables suite au choc pétrolier de 1973, les mineurs bénéficient des attentions du gouvernement sur la période 1974-1979. Non seulement les mines sont épargnées par la réduction des dépenses publiques, mais les investissements visant à assurer la pérennité du secteur s'accroissent de manière massive dans le cadre du *Plan for Coal*. Si l'avenir du charbon semble alors assuré, la NUM est cependant préoccupée par le devenir des services publics, dont elle a financé l'installation dans les communautés minières, et plus généralement de la part socialisée du salaire en contrepartie de l'extension de laquelle elle a accepté le principe de la modération salariale. C'est donc à la fois parce qu'ils ne sont pas soumis à des attaques contre les emplois et les conditions de travail, et parce que les services publics à la communauté occupent une part considérable de ses réflexions en comparaison avec les autres syndicats de l'industrie, que la NUM se joint à la défense des services publics sous la forme du NSCAC. Si le positionnement du NUM et de TASS peut également être compris comme reflétant une analyse politique de gauche des priorités du mouvement syndical, de même que le loyalisme de l'ISTC en dépit de la destruction organisée du secteur de l'acier relève clairement d'une analyse de droite, il n'en reste pas moins que cet épisode voit des réalignements remarquables, la droitière NALGO s'alliant à NUPE cependant que l'AUEW et l'EETPU font front commun en faveur d'un transfert des ressources vers le secteur manufacturier<sup>821</sup>. La création du NSCAC peut être regardée comme un demi-succès. Il s'agit certes d'une organisation autonome des syndicats des services publics, mais sa création reflète surtout l'incapacité de ceux-ci à rallier le reste du mouvement syndical à leur cause. NUPE et ses alliés du NSCAC consacrent donc des efforts importants à un travail d'analyse économique et d'argumentation en 1977. Le NSCAC organise en mars 1977, juste avant la présentation du budget par le Chancelier, une conférence nationale au cours de laquelle des universitaires présentent les effets des réductions budgétaires sur les services publics et sur

---

<sup>821</sup> Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 8, 611-612, 630, 728-729.

l'économie. Des représentants amicaux de la NUR, de la *Furniture, Timber and Allied Trades Union* et de la TGW sont présents. En novembre, le NSCAC publie *Breakdown: The Crisis in Your Public Services*, très largement inspiré par les analyses produites par les chercheurs de NUPE, qui vise à démonter les arguments du gouvernement<sup>822</sup>.

L'émergence d'une organisation autonome des syndicats des services publics sous la forme du NSCAC à partir de l'hiver 1976-1977 contribue à modifier le rapport de force au sein du mouvement syndical. Au congrès du STUC au printemps 1977, deux motions sont adoptées, qui remettent en cause l'argumentaire économique en faveur de la réduction des dépenses publiques et de la contraction des services publics. Une première motion, politique, remet en cause la thèse de l'« étouffement » de l'industrie par les services publics et voit dans la réduction de la dépense publique une politique contraire aux intérêts matériels des classes populaires<sup>823</sup>. Une deuxième demande au *General Council* de soutenir les syndicats en lutte contre la réduction des dépenses publiques<sup>824</sup>. Dans l'arène plus marginale du STUC, les syndicats des services publics peuvent plus facilement qu'au TUC obtenir du reste du mouvement syndical un soutien à l'égard de leur mobilisation contre la politique du gouvernement travailliste. La mobilisation au sein du NSCAC est aussi un facteur d'explication de l'attitude plus offensive des syndicats du secteur public au congrès du TUC de 1977. Les délégués des syndicats des services publics s'en prennent une nouvelle fois à la théorie de l'« étouffement » de l'industrie par les services publics. Le délégué de la *Medical Practitioners Union* affirme, à rebours de celle-ci, qu'avec l'automatisation et l'augmentation de la productivité industrielle il est au contraire possible et nécessaire de créer des emplois

---

<sup>822</sup> National Steering Committee Against the Cuts, *Breakdown: The Crisis in Your Public Services*, Londres, NSCAC, 1977. Le NSCAC publie un autre pamphlet en 1979: National Steering Committee Against the Cuts, *Behind Closed Doors: An Analysis of Public Expenditure Planning*, Londres, NSCAC, 1979.

<sup>823</sup> « That this Congress rejects the Government's assertion that excess spending in the public sector has occurred and that public sector spending in any way denied the private sector the necessary funds for investment. There is no evidence to suggest that cuts in public sector spending will lead to increased capital spending in privately owned industry. The cut back in public sector means: (a) a cut in the social wage of every man, woman and child in Scotland; (b) a further rise in prices as food, transport and heating subsidies are phased out or reduced; (c) a further rise in unemployment as public authorities plan redundancies and private industry reacts to lower orders from the public sector by cutting the workforce and closing factories; (d) an unacceptable reduction in such vital services as education, housing, transport and the social services; (e) a reduction in National Government services and the abandonment of policies promised to the Trade Union Movement. » Scottish Trades Union Congress, *Scottish Trades Union Congress 81<sup>st</sup> Annual Report*, Glasgow, STUC, 1978, p. 234.

<sup>824</sup> « That this Congress condemns and rejects Government policy of cuts in social services. Such a policy will have adverse effects on future generations and cause unemployment amongst wide sections of workers. The cuts must be restored. The General Council is instructed to give full support to all trade unions involved in the struggle for the above aims. Congress congratulates those affiliated organisations which have set up action committees to fight cuts in public services and unemployment. Congress calls on those affiliated organisations where action committees do exist to work in close liaison with the agents of Congress, namely the Trades Councils. Success in this task can only assist and carry forward the aims of the Trade Union Movement in the interest of the working people. » *Ibid.*, p. 234.

dans les services publics. Le délégué de l'*Association of University Teachers* reprend le même argumentaire qu'au congrès de 1976 pour défendre la contribution des services publics à la production de richesses. Une série de motions identifient désormais clairement le plafonnement nominal des dépenses comme le dispositif central de la politique d'austérité du gouvernement. Une première, qui concerne spécifiquement le NHS<sup>825</sup>, est déposée par la *Medical Practitioners Union*, le syndicat des médecins affilié à ASTMS, et soutenue par COHSE et NUPE. Elle est adoptée par le congrès. Une deuxième, déposée par la SCPS et soutenue par l'AUT<sup>826</sup>, est appuyée sans enthousiasme par Len Murray au nom de l'égalité entre les secteurs public et privé et adoptée par le congrès. Les effets de la mobilisation du NSCAC se révèlent dans l'inclusion de mesures pour le développement des services publics, au sein d'une motion loyaliste de politique générale demandant au gouvernement de mettre en œuvre une politique de relance<sup>827</sup>. L'amertume est claire cependant à l'égard du TUC, alors que les résolutions adoptées par le congrès ne se traduisent pas par un soutien effectif aux mobilisations des travailleurs des services publics. C'est ce dont témoigne une motion déposée par la SCPS qui, après avoir rappelé les objectifs économiques du TUC, demande que le *General Council* soutienne les syndicats qui s'emploient à mettre en œuvre la politique décidée au congrès<sup>828</sup>. Le délégué de la SCPS vise notamment la lutte dans les services publics menée sans, voire contre le *General Council*<sup>829</sup>. Le NSCAC organise une nouvelle

---

<sup>825</sup> « Congress deplores the effect of cash limits on National Health Service spending and the consequential effects on the quality of care and service available to patients throughout the country, and in the light of their recently demonstrated overkill effect, and the expected reduction in the rate of inflation, now calls for their abolition. Congress views unemployment among Health Service personnel as unacceptable and calls on the Government to increase Health Service finance to enable Health Authorities to employ all available trained staff, while at the same time ensuring that there is no reduction in the numbers being recruited and trained for Health Service occupations. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1977, p. 438.

<sup>826</sup> « [T]he cash limits are used to effect illegitimate unauthorised cuts in public expenditure. If we look at the first financial year for which cash limits were used, 1976-1977, in addition to the cuts proposed by the Government – which we opposed but were authorized by the Government – the Treasury control of cash limits was so rigid that they underspent by £1 billion. » *Ibid.*, p. 490.

<sup>827</sup> « Congress expresses the deepest concern at the continued intolerably high level of unemployment in the United Kingdom with the continuing erosion of job opportunities, particularly for school leavers and young persons, and declares that the right to work is fundamental. Congress calls on the Government to carry out co-ordinated programme to reduce unemployment, based on: (1) A reflationary economic strategy and a much higher level of investment in British industry; [...] (5) Substantial expansion of the public sector programme, particularly construction and housing, education, health, welfare and environmental services to the community generally. » *Ibid.*, p. 461.

<sup>828</sup> « [...] Congress therefore agrees that the General Council should lead a vigorous and public campaign, based on the active participation of affiliated trade unions through normal bargaining and organisational machinery, to seek implementation of these policies, and to give full support to affiliates who are seeking to promote Congress policies. » *Ibid.*, p. 473.

<sup>829</sup> « Last November 17 there was the largest weekday demonstration ever held in London. I have to say that it was a handful of unions in the public sector which organized that demonstration. How much more impressive that organization and that demonstration would have been if the General Council had undertaken its organization, in pursuance of Congress policy of 1976. I want to say to the General Council, in a spirit of genuine unity from

mobilisation à l'automne 1977, qui reprend le principe du *lobby* du Parlement de 1976 mais bénéficie désormais du soutien actif d'un nombre supérieur d'organisations syndicales. C'est une semaine d'action entière qui est organisée à partir du 21 novembre 1977<sup>830</sup>.

#### 2.4.3.4 *Le retour de l'unité syndicale*

Ludlam identifie l'année 1977 comme le moment du retournement de l'opinion syndicale en faveur de la défense des services publics. Alors que la stratégie industrielle du gouvernement a été complètement mise de côté dans le contexte de l'austérité, que le chômage continue son augmentation dans le secteur manufacturier et que les effets des réductions des dépenses publiques décidées en 1975-1976 commencent à se faire sentir, la direction du TUC en vient à considérer l'emploi public comme une manière d'amortir l'impact social de la désindustrialisation. Les syndicats des services publics s'emparent à nouveau de l'argument économique pour défendre une stratégie de relance fondée sur des créations d'emploi dans les services publics et une dépense publique qui bénéficient également au secteur privé. La conférence du parti travailliste est marquée notamment par le soutien apporté par la GMWU à la lutte contre les coupes budgétaires, et surtout par la confession de Hugh Scanlon qui renie le soutien qu'il avait apporté aux attaques contre les services publics<sup>831</sup>. Dans les discussions entre le gouvernement et le *General Council* à l'hiver 1977-1978, ce dernier soutient désormais une augmentation des dépenses publiques pour compenser l'effet du plafonnement nominal des dépenses<sup>832</sup>. Les services publics deviennent même une priorité du TUC au printemps 1978. En mars 1978, le *General Council* s'inquiète publiquement de ce que les budgets alloués aux collectivités et aux organismes publics ne sont pas entièrement utilisés. Il refuse néanmoins la proposition de NUPE de constituer un groupe de travail sur les dépenses publiques réunissant le *Local Government Committee* et le *Health Services Committee* du TUC ainsi que les négociateurs syndicaux du *National Whitley Council*, l'instance de négociation dans les services publics, au motif que cela amènerait à une confusion entre les enjeux politiques et les questions techniques. Au mois d'avril 1978, une rencontre est organisée entre l'*Economic Committee* du TUC d'un côté, et le Chancelier et le secrétaire au Trésor de l'autre. Les représentants syndicaux soulignent les effets du

---

this Movement, that if you, the General Council, will lead campaigns in pursuance of Congress policies we, the affiliated unions to Congress, will fully back you. » *Ibid.*, p. 474.

<sup>830</sup> « Meeting of the National Executive Committee, November 2<sup>nd</sup> 1977 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/1/5.

<sup>831</sup> Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 495-496. John Boyd n'en continue pas moins à demander dans les colonnes du magazine de l'AUEW une baisse des impôts et une réduction concomitante de la dépense publique.

<sup>832</sup> Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 281.



plafonnement nominal des dépenses, suggèrent que des programmes susceptibles de créer de l'emploi soient gardés en réserve par le gouvernement pour bénéficier de l'argent restant suite à la non-utilisation de la totalité des budgets et demandent à ce que le TUC soit associé à la planification de la dépense publique. Si les ministres se déclarent ouverts à cette dernière proposition, il leur semble en revanche plus difficile d'élaborer des programmes visant à épuiser les budgets alloués. Par ailleurs, ils contestent l'attribution de tout ou partie de la sous-utilisation des crédits au plafonnement nominal des dépenses : elle est selon eux tout autant attribuable aux besoins décroissants de différents secteurs et à la politique délibérée des collectivités locales dirigées par les conservateurs qui cherchent à baisser les impôts locaux. En ce qui concerne les ministères ayant effectivement sous-utilisé leurs crédits, le Trésor indique avoir du mal à obtenir des informations de la part d'administrations qui cherchent à dissimuler la non-utilisation de leurs crédits. Le TUC semble satisfait de ces explications et ne pousse pas plus loin la mise en cause du plafonnement nominal des dépenses, puisque n'est mentionné pour 1978 qu'une autre réunion, dont aucun compte-rendu n'est proposé.

De son côté, le STUC engagé par la résolution adoptée par son congrès de 1977 à apporter un soutien politique et matériel à la lutte des syndicats des services publics. Entre 1977 et 1978, le *General Council* du STUC rencontre ainsi à ce sujet plusieurs membres du gouvernement, dont le Premier ministre pour faire part de son inquiétude face à la réduction de la part socialisée du salaire et face aux effets de la contraction des services publics sur les plus vulnérables<sup>833</sup>. Il apporte également son soutien à une série de campagnes locales : contre la fermeture de l'hôpital de Glencoe, contre la réduction du service de « *Meals on Wheels* » dans le Fife, enfin contre la fermeture du centre de formation technique (*Junior Engineering Training Centre*) d'Irvine. Début 1978, le STUC met en place un comité de coordination entre son *Local Government Sub-Committee* et son *Health Service Sub-Committee*, ce que le TUC a de son côté refusé<sup>834</sup>. Le STUC joue donc un double rôle d'interface vertical – entre les

---

<sup>833</sup> Les discussions aigrent cependant sur la nature et les effets du plafonnement nominal des budgets des administrations et des collectivités. Denis Healey affirme dans une lettre au STUC en réponse à la motion votée au printemps 1978 : « [Y]our Congress appears to have misunderstood the nature and purpose of cash limits. Cash limits are a system of financial control designed to ensure that the Government's public expenditure decisions are properly carried through. When they are set each year the cash limits must necessarily be based on assumptions regarding the increase in pay and prices in the coming year. The pay assumption reflects the Government's policy on pay. There is no question of the cash limits constituting in themselves a pay policy, and Ministers have emphasised this on several occasions. » Le STUC souligne dans son rapport au congrès de 1979 : « When considering the Chancellor's reply, the General Council rejected his interpretation of the nature and purpose of cash limits, in that they did not constitute in themselves a pay policy and, in spite of the Government's interpretation, we did not accept this part of the reply. » *Scottish Trades Union Congress, Scottish Trades Union Congress 82<sup>nd</sup> Annual Report*, Glasgow, STUC, 1979, p. 168, 170.

<sup>834</sup> *Scottish Trades Union Congress, op. cit.*, 1978, p. 439. Un service de « *Meals on Wheels* » apporte des repas à des personnes âgées ou handicapées.

syndicats des services publics et le gouvernement – et horizontal – au sein du mouvement syndical – dans la lutte contre la réduction des dépenses publiques.

L'année 1978 est enfin marquée par le soutien bruyant apporté aux services publics dans les discussions au congrès du TUC, et par le ralliement de la TGWU à la défense des services publics. Au détour de la présentation d'une motion, le nouveau secrétaire général Moss Evans affirme que les emplois dans les services publics ne constituent pas une perte nette pour les finances publiques, et propose de créer 100 000 postes par an dans ce secteur pour contrebalancer la perte d'emplois industriels, ce qui constitue une volte-face complète par rapport à l'acceptation jusqu'alors étendue de la thèse de l'« étouffement » de l'industrie par les services publics<sup>835</sup>. Les syndicats des services publics abondent dans ce sens, comme NALGO dont le secrétaire général Geoffrey Drain reprend le même argumentaire<sup>836</sup>. Cette volte-face est explicitée par Clive Jenkins, qui dépose au nom d'ASTMS une motion demandant l'abrogation du plafonnement nominal des dépenses publiques, dans laquelle il voit une source de chômage et un dispositif anti-démocratique inspiré par ce qu'il nomme « monétarisme »<sup>837</sup>. Par-delà les principes, Jenkins met en avant les effets chiffrés du plafonnement nominal des dépenses en termes de sous-utilisation de l'argent public ; la sous-utilisation a atteint 3 000 millions de livres en 1977-1978 sur un budget déjà réduit de 2 500 millions de livres par rapport à l'année précédente, ce qui équivaut au total à une réduction

---

<sup>835</sup> « In our motion we ask for the first initiative to be taken in the public sector, and the 35-hour week, in our view, in the public services would cost nothing. That is because the extra employment would increase total income and add to Government revenue through taxes. It could also reduce public spending through the savings on unemployment benefit. In addition, more workers in the manual grades in our public services would improve the services themselves. We want to see progress in employment creation led by the public services, and this week the TGWU has produced a policy statement which we hope all unions will take up and support. Our statement calls for the creation of 100,000 jobs every year just for the next five years in the public sector. With a contraction of employment in manufacturing industries, we believe we shall have to look to the expansion of our public services to create many new jobs. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 547.

<sup>836</sup> « This is why expansion of the public sector is tremendously important. It is the best hope of making a significant contribution to reducing unemployment, and has all the side effects as well in hospitals, education, social services – as well as a positive injection into industrial production by the additional purchasing power created. It can be said – and it ought to be said – that this is not one-way traffic. The more people you get into work in the public sector and elsewhere the less you are paying out in unemployment benefit, and again the more spending power you are injecting. We have calculated in the NALGO part of this that a 5 per cent a year increase would be significant and would be largely self-financing in the terms I have just described. » *Ibid.*, p. 548.

<sup>837</sup> « This Congress, noting the unacceptably high level of unemployment, the diminishing standards of certain public services and the reduction in public sector salaries relative to those in the private sector, believes that the cuts in public expenditure enforced through the “cash limit” accounting systems, with a consequent subordination of the interest of individual services and groups of employees to consideration of national economic management, are substantially responsible, not least because underspending throughout the public sector is at a level of £1,000 million. Congress rejects restrictive policies based on the undemocratic principles and monetarist philosophy underlying the present system for controlling public expenditure, which have led to the denial of adequate resources, and calls for open and democratic planning of the allocation of resources to public services. This must involve the ending of the cash limit system, the publication for open discussion of Government departments' working papers on public expenditure, and negotiations on planning agreements with appropriate public service unions before final decisions are announced. [...] » *Ibid.*, p. 554.

des dépenses publiques de 5 500 millions de livres. Suite aux décisions du congrès en faveur d'une augmentation des dépenses publiques, l'*Economic Committee* du *General Council* rencontre le *Chief Secretary to the Treasury* le 31 octobre 1978. La délégation du TUC insiste sur la nécessité d'une stabilisation de la dépense publique, et souligne qu'une hausse des dépenses publiques contribuerait à la réduction du chômage<sup>838</sup>. Cette nouvelle orientation est confirmée en mars 1979, lorsque le TUC présente devant la commission sur le devenir du NHS un argumentaire en faveur d'investissements importants pour le développement du service de santé<sup>839</sup>, et dans les années suivantes lorsque les syndicats des services publics luttent avec le soutien du TUC contre les coupes renouvelées et redoublées par le gouvernement conservateur. Ce revirement radical de l'analyse économique des services publics dominante au sein du TUC peut être compris de différentes manières, par-delà le travail d'argumentation économique effectué par les syndicats du NSCAC. Sur le plan politique, alors que les élections approchent et que le parti conservateur est de plus en plus virulent dans sa critique de l'État social, la ligne de fracture se déplace. Face à la menace conservatrice, le mouvement syndical tend à se rassembler : les discours susceptibles de résonner avec ceux de la direction du parti conservateur sont étouffés, et les syndicats des services publics qui en sont arrivés à un point de rupture avec le gouvernement travailliste doivent être ramenés dans le giron pro-travailliste du TUC. Sur le plan économique, le chômage reste la priorité du TUC, or les directions syndicales sont de moins en moins convaincues de la possibilité de maintenir les emplois industriels face à la révolution technologique qui se profile, et il leur faut trouver un nouveau secteur d'emploi : l'argent du pétrole de la mer du Nord semble rendre finançable cette transition vers une société dont le centre de gravité économique réside dans les services publics<sup>840</sup>. Enfin, sur un plan plus organisationnel, le TUC ne peut que s'inquiéter d'une division du mouvement sur une base sectorielle, d'autant que les syndicats des services publics certes minoritaires sont également ceux qui connaissent la plus forte croissance. Il est donc impératif pour le TUC d'éviter une sécession menée par NUPE et NALGO.

---

<sup>838</sup> Trades Union Congress, *op. cit.*, 1979, p. 275.

<sup>839</sup> *Ibid.*, p. 134.

<sup>840</sup> C'est ce qu'explique Clive Jenkins: « We are facing a firestorm, an incineration of the classic jobs and the medium technology jobs. We are up against the collapse of work and the elimination of the workplace. The economic consequences to individuals have been (but should not be) disastrous. The social and psychological implications are devastating. The ideas for dealing with this can really only come from us. With a Labour Government perhaps we can manage to cope with some of these revolutionary changes that are going to take place. The instruments are in the public sector. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 556.

Des interprétations contrastées ont été données de cet épisode. La gauche insiste sur la lutte solitaire des syndicats des services publics. Ludlam analyse ainsi la création du NSCAC comme reflétant la marginalisation de ces organisations et leur volonté de créer un contrepoids au sein du mouvement syndical vis-à-vis d'un *General Council* dominé par les organisations de travailleurs du secteur privé. Pour Ludlam, la division du front syndical sur le dossier de la dépense publique, qui était au cœur de l'accord dit de « contrat social », est une des causes de l'effondrement de celui-ci et du refus de la part des syndicats des services publics de continuer à se plier à la modération syndicale, alors même que certains d'entre eux étaient, en raison d'un rapport de force défavorable avec les employeurs, parmi les plus fervents partisans d'une planification des revenus. Alors qu'elle continuait de soutenir le principe d'une politique des revenus jusque 1977, NUPE s'en écarte ainsi de manière décisive à sa conférence de 1978 : puisque toutes les résolutions votées au TUC et à la conférence du parti travailliste en faveur des services publics ne parviennent pas à infléchir la politique du gouvernement, alors il ne reste plus qu'une offensive salariale pour faire exploser le plafonnement nominal des dépenses qui contribue à la dégradation des conditions d'emploi et de salaire<sup>841</sup>. Des commentateurs associés à la droite travailliste ont insisté à l'inverse sur l'incapacité, au final, du TUC et du gouvernement à mener une redistribution radicale des investissements depuis le secteur public – dont l'extension est utilisée par les gouvernements des années 1970 comme un outil de réduction du chômage – vers le secteur privé, seul susceptible de créer de la richesse à condition de redevenir compétitif et rentable. Robert Taylor voit ainsi dans le ralliement du TUC à une défense de l'investissement et de l'emploi public l'effet du poids croissant des syndicats des services publics au TUC et dans le parti travailliste<sup>842</sup>.

Un des intérêts de la mise en évidence des programmes syndicaux qui ont été détaillés ici est à la fois de penser une politique syndicale relativement autonome de la politique travailliste mais en interaction constante avec cette dernière, et de souligner la pluralité et les antagonismes idéologiques, économiques et organisationnels au sein du mouvement syndical. Ces différents éléments sont essentiels pour comprendre les réactions aux politiques menées par les gouvernements des années 1970, tant celles provenant d'un *General Council* du TUC qui représente l'opinion syndicale majoritaire, c'est-à-dire le consensus qui se dégage entre

---

<sup>841</sup> Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 1-3, 715.

<sup>842</sup> Taylor attribue à cet abandon du secteur manufacturier au profit des travailleurs des services publics la défaite électorale de 1979, qui voit effectivement un report significatif de voix d'ouvriers qualifiés de l'industrie vers le parti conservateur. Nous discutons plus loin de l'interprétation des résultats de cette élection. Robert Taylor, *op. cit.*, 2004, p. 82.

les directions des syndicats les plus puissants politiquement et économiquement, que celles, éclatées et parfois incompatibles, formulées par les différentes organisations affiliées au TUC.

## **2.5 Le contrôle les revendications salariales : politiques gouvernementales et réponses syndicales dans les années 1970**

Les politiques menées par les gouvernements britanniques dans les années 1970 pour contrôler les revendications salariales des travailleurs et de leurs organisations sont de deux ordres principalement, puisqu'elles incluent des tentatives pour encadrer juridiquement l'activité syndicale et des mesures de contrôle des revenus. Ces deux orientations, déjà expérimentées par le gouvernement travailliste à partir de 1966, sont de nouveau essayées par les gouvernements conservateur et travailliste entre 1970 et 1979. Ces politiques mettent en jeu une série d'éléments qui ont été présentés précédemment. Tout d'abord, elles se fondent sur l'idée, partagée par la droite conservatrice et le centre keynésien quoique dans des termes différents, que ces revendications salariales sont un facteur d'explication du déclin de l'industrie britannique et de l'instabilité économique de la Grande-Bretagne. Ensuite, la centralité du contrôle des revendications salariales dans le débat public et dans la politique économique des gouvernements de tous bords révèle l'épuisement ou l'abandon des stratégies économiques plus larges et ambitieuses avec lesquelles ils étaient arrivés au pouvoir. Enfin, ces politiques entrent en résonance ou en tension avec les programmes politiques et économiques portés par le mouvement syndical. De ce point de vue, il est important de souligner dès à présent que les réponses syndicales apportées aux politiques de contrôle des revendications salariales ne sont pas exclusivement économiques ou idéologiques, mais avant tout politiques. Les politiques des revenus menées par un gouvernement travailliste ne sont pas accueillies de la même manière que celles mises en place par un gouvernement conservateur, en raison du lien institutionnel, politique et personnel entre le mouvement syndical et le parti travailliste que nous avons détaillé plus haut. Aussi, des politiques semblables peuvent être discutées par les syndicalistes dans des termes très différents, et produire au sein du mouvement ouvrier des effets politiques antagonistes. Lorsque parti travailliste est dans l'opposition, les politiques de contrôle des revendications salariales suscitent une unité rarement obtenue entre les deux ailes du mouvement ouvrier. En revanche, lorsque les travaillistes sont au pouvoir, les tensions s'accroissent entre le mouvement syndical et le gouvernement travailliste, même si les politiques gouvernementales reçoivent l'assentiment des principales directions syndicales.

De ce point de vue, il est utile de complexifier cette distinction entre périodes d'unité et périodes de tensions, qui tend à poser le mouvement syndical et le gouvernement travailliste comme deux blocs homogènes et gommer les tensions qui traversent l'ensemble du mouvement ouvrier, des syndicats au parti au gouvernement. La mise en place de ces politiques et les réactions qu'elles suscitent au sein du mouvement syndical constituent donc, tout comme la question des services publics, une voie d'entrée privilégiée pour étudier la politique travailliste et syndicale des années 1970 et les transformations qu'elle subit dans le nouveau contexte politique et économique de la période. Différentes définitions des intérêts de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier sont mobilisées pour dénoncer certaines de ces politiques tout comme pour les défendre. On voit dès lors évoluer à la fois les rapports de force politiques au sein du mouvement syndical et les définitions du mouvement et de ses objectifs. Dans notre étude successive des politiques menées par le gouvernement Heath entre 1970 et 1974 et par les gouvernements travaillistes entre 1974 et 1979, on portera donc une attention détaillée aux argumentaires politiques et syndicaux, à leur circulation et à leurs inflexions.

### **2.5.1 Le gouvernement conservateur de 1970-1974, de la législation anti-syndicale à la politique des revenus**

Si l'antagonisme qui l'oppose à Margaret Thatcher dans la seconde moitié des années 1970 a donné de Heath l'image du dernier Premier ministre conservateur appartenant à l'aile sociale du parti (*one-nation Tory*), il n'en reste pas moins qu'il est arrivé au pouvoir en 1970 armé d'une rhétorique économique à peine moins radicale que celle de Thatcher en 1979. Les annonces faites par les conservateurs au sortir de la réunion de Selsdon Park en janvier 1970, où les conservateurs rassemblés pour préparer l'élection n'ont pourtant pas élaboré de programme économique clair, suggèrent une rupture avec les politiques menées depuis 1945. Le gouvernement conservateur entend restaurer la compétition libre et sans entraves dans l'économie, en mettant un terme aux subventions accordées aux entreprises par les travaillistes, en supprimant les outils d'intervention dans l'économie dont les gouvernements précédents s'étaient munis, enfin en réduisant les impôts et les dépenses publiques de manière draconienne<sup>843</sup>. Le deuxième volet est l'encadrement de l'activité syndicale, concernant lequel les conservateurs promettent, en dépit ou en raison de l'échec alors récent de *In Place of Strife*, une loi visant à réduire la conflictualité sociale.

---

<sup>843</sup> Robin Blackburn, « The Heath Government », *New Left Review*, No. 70 (1971), p. 3-26; Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, p. 123.

### 2.5.1.1 L'Industrial Relations Act

Cette législation prend la forme d'un *Industrial Relations Act* élaboré rapidement dans les mois qui suivent l'arrivée au pouvoir des conservateurs. Le document consultatif, publié le 5 octobre 1970, propose notamment une restriction des immunités juridiques dont les syndicats bénéficient depuis 1906 et des dispositifs visant à retarder le recours à la grève par les organisations syndicales. Dans les réunions qui s'ensuivent entre le TUC et le gouvernement, celui-ci indique que ce qu'il considère comme les « huit piliers » du projet de loi ne sont pas négociables<sup>844</sup>. Le TUC s'insurge du refus de négocier qui lui est opposé par le gouvernement, et qu'il juge contraire aux pratiques constitutionnelles qui prévalent depuis la Guerre. Le projet de loi est débattu par le parlement en décembre 1970, examiné par les comités parlementaires à la fin de l'hiver et adopté au printemps. Il reçoit l'assentiment royal le 5 août 1971. Pendant ce temps, le *General Council* du TUC définit une ligne d'opposition ferme, en dépit des hésitations d'une partie des dirigeants syndicaux qui craignent les effets négatifs d'une possible défaite et prônent la recherche d'un accord avec le gouvernement. Il y est incité par le succès de la mobilisation organisée par les communistes du *Liaison Committee for the Defence of Trade Unions* (LCDTU). Le 8 décembre 1970, jour de publication de l'*Industrial Relations Bill*, près de 440 000 travailleurs font grève contre le projet de loi<sup>845</sup>. Le TUC organise dès lors une campagne d'information et de protestation sur les lieux de travail et dans les sections syndicales, qui culmine le 12 janvier 1971 avec un rassemblement à l'Albert Hall. Le 21 février, la manifestation organisée par le TUC rassemble entre 140 000 et 200 000 participants, un nombre record. La réussite de la journée d'action du 21 février influence l'atmosphère au congrès spécial du TUC du 18 mars 1971. L'option de la grève et de la résistance défendue par l'AUEW et la TGWU n'est pas retenue par le congrès, mais les délégués approuvent à la majorité la proposition visant à recommander aux syndicats de ne pas s'enregistrer, de refuser de signer des accords qui ont force de loi, de n'utiliser aucun des droits inscrits dans la loi, et de refuser de reconnaître la *National Industrial Relations Court* (NIRC)<sup>846</sup>. Le *General Council* souhaite que cette politique demeure un

---

<sup>844</sup> Ces huit piliers sont (a) le droit d'appartenir, ou de ne pas appartenir, à un syndicat; (b) le droit pour une organisation syndicale d'être reconnue par un employeur; (c) l'enregistrement des organisations de travailleurs; (d) la force de loi donnée aux accords collectifs, auxquels les deux parties ne peuvent se soustraire que par un nouvel accord; (e) la restriction des immunités dont bénéficient les syndicats contre les poursuites en justice; (f) la restriction de l'action syndicale lorsqu'un conflit peut créer une situation d'urgence; (g) la possibilité pour des accords sur l'organisation du travail d'être appliqués de manière partielle; (h) la mise en place d'une procédure pour déterminer quel syndicat dispose du droit de négocier sur un lieu de travail. Andrew Taylor, *op. cit.*, 1999, 2007, p. 182.

<sup>845</sup> John McIlroy, « Notes on the Communist Party and Industrial Politics », *op. cit.*, 1999, 2007, p. 244.

<sup>846</sup> Jack Jones, *op. cit.*, 1986, p. 228-230.



simple conseil, mais au congrès de 1971 une majorité des délégués se prononcent en faveur de l'obligation pour les organisations affiliées de suivre cette consigne. Au congrès de 1972, trente-deux syndicats rassemblant près de 500 000 adhérents sont suspendus du TUC, dont COHSE parmi les syndicats des services publics. Au congrès de 1973, vingt organisations sont exclues du TUC. Ces organisations représentent environ 4% des syndicalistes affiliés au TUC. Il s'agit donc principalement des petites organisations qui ne pensent pas avoir les moyens organisationnels, financiers ou politiques de faire face au gouvernement et à l'éventuelle concurrence des organisations qui se sont enregistrées et bénéficient désormais des avantages conférés par la loi<sup>847</sup>.

Par-delà l'opposition syndicale, l'*Industrial Relations Act* peine à s'imposer en raison des réticences des employeurs à aller au conflit avec les syndicats. Ces derniers obtiennent sans difficulté que la plupart des accords passés dans l'industrie comportent la motion « Cet accord n'a pas de valeur juridique » (« *This is not a legally enforceable agreement* »). L'application de l'*Industrial Relations Act* donne ensuite lieu à une série de revers pour le gouvernement. La loi ouvre la possibilité de voir des syndicalistes poursuivis en justice pour leur action et éventuellement emprisonnés. C'est ce qui se passe en mars 1972 lorsque la NIRC demande aux dockers de la TGWU d'arrêter leur campagne contre la containerisation, et que cinq d'entre eux, les « *Pentonville Five* », se retrouvent en prison fin juillet 1972. Quelques jours plus tard et face aux manifestations et aux arrêts de travail qui se multiplient, les dockers sont relâchés. Fin 1972, l'AUEW reçoit une pénalité financière pour l'exclusion d'un adhérent, qui dans une entreprise où le monopole syndical d'embauche (« *closed shop* ») est en vigueur perd en conséquence son emploi. Face au refus de l'AUEW de payer l'amende, ce qui équivaldrait reconnaissance de la compétence de la NIRC, l'amende est augmentée, puis les ressources de l'organisation gelées, ce qui conduit à une série de grèves de protestation. Le résultat en est que lorsqu'en 1973 la NIRC impose de nouveau une amende à l'AUEW, ce sont les employeurs de l'*Engineering Employers Federation*, soucieux d'éviter une grève nationale dans la construction mécanique, qui paient l'amende. Enfin, lorsque la clause prévoyant une période de conciliation et la consultation des travailleurs est activée, elle ne donne pas nécessairement le résultat attendu par l'employeur : le gouvernement obtient

---

<sup>847</sup> Andrew Taylor, *op. cit.*, 1999, 2007, p. 157. C'est ce qui explique l'enregistrement de COHSE, qui craint sinon d'être dépassé par le *Royal College of Nursing*, une association professionnelle qui peut bénéficier dans le cadre de l'*Industrial Relations Act* de privilèges jusqu'alors réservés aux syndicats. En août 1974, COHSE sollicite de nouveau une affiliation au TUC, acceptée par celui-ci en retour du paiement des deux années de cotisation depuis l'exclusion de COHSE. Une délégation de COHSE fait son retour au congrès du TUC le mois suivant. « *Special Meeting of the National Executive Committee, August 15<sup>th</sup> 1974* », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/1/4.

ainsi de la NIRC qu'elle soumette la NUR tout d'abord à une période de conciliation puis à un vote secret de ses adhérents, pour voir ces derniers soutenir à près de 80% la direction du syndicat et obtenir au final la satisfaction de leurs revendications. Il ne se risque dès lors plus à recourir à cette disposition.

L'opposition coordonnée par le TUC et les luttes syndicales contribuent ainsi à paralyser efficacement les dispositions de l'*Industrial Relations Act*. La volonté affichée par le gouvernement conservateur de rendre l'industrie plus compétitive en abandonnant tout soutien public aux entreprises en difficulté butte pareillement sur la lutte des travailleurs des chantiers navals d'UCS. Lorsque l'entreprise menace de fermer en juin 1971 et que le gouvernement refuse de lui venir en aide, les 8 000 travailleurs du site entament une campagne de protestation sous l'égide de leurs délégués communistes et organisent un *work-in*. Après plusieurs mois de lutte où les travailleurs bénéficient du soutien public de la population de Glasgow, le gouvernement doit se résoudre en février 1972 à accorder une subvention de 35 millions de livres à UCS et à œuvrer pour trouver un repreneur<sup>848</sup>. Les revers subis par les conservateurs au pouvoir en 1971-1972 mettent fin à la première phase, dite « libérale », du gouvernement Heath.

### **2.5.1.2 La politique des revenus**

Les conservateurs étaient arrivés au pouvoir en promettant d'abolir la politique des revenus du gouvernement travailliste, et de réguler le coût du travail par la restauration d'une atmosphère de concurrence et l'encadrement restrictif de l'activité syndicale. Si le gouvernement conservateur met effectivement fin au contrôle des revenus, une contrainte sur les augmentations salariales continue d'être imposée aux travailleurs du service public même pendant période libérale du gouvernement Heath. À l'automne et au début de l'hiver 1970-1971, au cours d'une série de conflits dans les collectivités locales, les mines et l'électricité, les syndicats obtiennent des augmentations supérieures à ce qui leur était offert originellement<sup>849</sup>. En janvier 1971 en revanche, le gouvernement résiste à une grève longue menée par UPOW contre la proposition d'une augmentation salariale de 8%, et impose l'arbitrage d'une commission. Celle-ci décide d'une augmentation de 9% qui sert de plafond dans les négociations de cette année-là avec les syndicats du secteur public, enseignants et cheminots notamment. À partir d'août 1971, le gouvernement impose pour un an dans le secteur public la règle dite « N-1 », par laquelle les groupes de travailleurs ne peuvent obtenir

---

<sup>848</sup> Kenneth Morgan, *op. cit.*, 1990, 2001, p. 323; Andrew Taylor, *op. cit.*, 1999, 2007, p. 158-159.

<sup>849</sup> Trades Union Congress, *Report of 103<sup>rd</sup> Annual Trades Union Congress*, Londres, TUC, 1971, p. 543.

au mieux qu'une augmentation inférieure de 1% à celle de l'année précédente. Au congrès du TUC de 1971, les syndicats du secteur public appellent à un front syndical, coordonné par le TUC, en opposition à la politique salariale du gouvernement<sup>850</sup>. Edward Britton, le secrétaire général de NUT qui présente la motion, prend bien soin de commencer par préciser que la motion ne vise pas à diviser le mouvement entre secteurs privé et public. S'il proteste avant tout contre ce qu'il considère comme les discriminations et mauvais traitements réservés aux travailleurs des services publics et revendique des négociations salariales libres de toute contrainte gouvernementale, il demande surtout une concertation de l'action des syndicats sous l'égide du TUC, dans un secteur fragmenté en occupations et instances multiples de négociation, et insiste sur l'importance du secteur public pour un mouvement syndical plus large dont la nationalisation des moyens de production, de communication et d'échange est un objectif rappelé à chaque congrès. La motion est secondée par COHSE, et soutenue également par NUPE, la CPSA et UPOW qui y ont apporté des amendements. NUPE est à l'origine de l'amendement concernant la nécessité de coordonner l'action des syndicats du service public. Bernard Dix, le secrétaire général adjoint de l'organisation, souligne que l'ingérence gouvernementale dans la négociation des salaires du secteur public n'est pas un phénomène temporaire, mais une tendance lourde depuis la Guerre, que les employeurs sont de leur côté déjà organisés et coordonnés, enfin qu'un syndicat se fourvoierait en pensant pouvoir vaincre seul face au gouvernement, comme la grève des conducteurs de bus l'a montré en 1958, et celle des postiers plus récemment. Il est donc nécessaire de mettre en place un outil de coordination en dépit des résistances des organisations jalouses de leur autonomie<sup>851</sup>. Le délégué de la CPSA insiste pareillement sur le fait que les syndicats ne peuvent pas tout attendre du *General Council* du TUC, et qu'il leur faut donc se rassembler et s'organiser, ce qui passe par la mise en place de mécanismes durables de coordination, au lieu des seules

---

<sup>850</sup> « Congress deplores the present policy of the Government which discriminates in wages, salaries and other conditions of service against employees in the public sector. It calls upon the General Council of the TUC and all affiliated unions organising in the public sector to give continuing attention to ways by which they can co-ordinate action in order to use their combined full resources to prevent this discrimination including if necessary the organising of financial and physical support for unions resisting public service pay de-escalation providing such a course is approved by the General Council. Congress approves the General Council's decision to convene a conference of unions with membership in the public sector and believes there is a need for permanent coordinating machinery. [...] » *Ibid.*, p. 539.

<sup>851</sup> « This motion and our contribution to it is an attempt to make this Movement face up to the realities of the situation, to encourage public sector unions within the orbit of the TUC to develop machinery to deal not just with this Government but with any other Government in the future. It is not going to be a quick or an easy job. Our first task, our first problem – and it has come up several times this week – will be those trade unionists who clutch their hands over their autonomy and run like frightened virgins every time you talk about coordinated action. What we want to do by this motion is to create the possibility of changing this attitude, not just by discussion at Congress but by constructing within the TUC the machinery which will demonstrate that it is possible for public sector unions to co-ordinate their activity and win gains which will far outweigh any loss of autonomy and independence. » *Ibid.*, p. 542.

réunions ponctuelles existant à l'heure actuelle<sup>852</sup>. Cette insistance sur la coordination couplée d'une condamnation de l'autonomisme forcené s'explique à la fois par la défaite des postiers début 1971, et par l'échec d'une conférence des syndicats du secteur public en août 1971, et au cours de laquelle les syndicats n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une ligne commune<sup>853</sup>. Enfin, Tom Jackson, le secrétaire général de UPOW, s'en prend aux syndicats qui à l'hiver 1971 ont pris argument de leur constitution pour soit refuser de soutenir financièrement UPOW, soit briser la grève. Il s'en prend à la mise en avant de l'autonomie, qui est selon lui une trahison des adhérents et du mouvement ouvrier, et affirme finalement que les délégués qui adoptent la motion s'engagent par là même à venir en aide, financièrement et physiquement, à un syndicat qui se trouverait en conflit avec le gouvernement<sup>854</sup>. La motion est adoptée, mais révèle à la fois l'isolement relatif des syndicats du secteur public dans leur lutte permanente et directe avec des gouvernements qui déterminent leur niveau de rémunération, et la difficulté d'un mouvement syndical fragmenté en une multitude d'organisations à coordonner une action contre un employeur de la taille de l'État britannique.

Ce n'est cependant pas cette résolution du TUC qui met un premier frein à la politique salariale du gouvernement, mais les mineurs lors de l'hiver qui s'ensuit. En juillet 1971, la conférence de la NUM approuve à la fois la revendication d'une augmentation de salaire de 47% et une réduction de la majorité nécessaire pour une grève nationale, de deux-tiers à 55%. Ce sont finalement 55,8% des mineurs qui votent en faveur de la grève. Ce résultat serré amène la presse et le gouvernement à n'anticiper qu'un impact modéré de la grève. Andrew Taylor, qui a interrogé l'ancien ministre conservateur Robert Carr, souligne que tant les ministères que les forces de police et les services secrets ne considéraient plus les mineurs

---

<sup>852</sup> « My union recognises that there are serious limits to what the General Council can do to help us. We can have the benefit of their good offices in bringing the various interested unions together; we can have their advice and we can obtain useful information from their research sources. Beyond that, however, the unions in the public sector must get organised to help themselves. We must meet, we must pool information, we must try, however difficult, to thrash out common lines of policy to meet the situation which will inevitably arise. This much is self-evident, and the purpose of the CPSA amendment incorporated in the Composite Motion is to advocate the formation of a permanent consultative machinery for unions in the public sector instead of *ad hoc* gatherings, because it would be unreal to imagine – and I do not suppose that anybody here imagines it – that our recent experiences were of a temporary and transitional kind, or that it is only the present Government who are capable of discrimination against workers in the Civil Service and in the public sector generally. » *Ibid.*, p. 542.

<sup>853</sup> « That conference of public service workers was extremely disappointing, so far as my union and I were concerned, because most of you decided that you preferred autonomy and the possibility of going down to defeat individually to sticking together and attacking this Government on a single, solitary wage claim. You decided that because you felt that you could not give up some of your autonomy. I predicted at that conference and I predict it again now, that unless we become united, next year when we meet, some of us will have gone down to defeat again and some of those unions in this hall will be as skint as my union at the moment. » *Ibid.*, p. 543.

<sup>854</sup> « You are pledging yourselves to physical and financial assistance to any single union finding itself in trouble, providing the General Council agree to that course of action. » *Ibid.*, p. 544.

comme représentant un danger véritable pour l'ordre public, et sous-estimaient la radicalisation d'une nouvelle génération de mineurs. Au final, après une période de montée en tension à l'automne lorsque la NUM met en œuvre une interdiction de faire des heures supplémentaires, la grève produit un effet d'asphyxie d'autant plus rapide sur l'économie après son déclenchement le 8 janvier 1972 que les mineurs reçoivent le soutien des syndicats du transport, notamment ferroviaire. Le gouvernement déclare l'état d'urgence le 8 février, et face à des mineurs inflexibles finit par leur accorder une augmentation de 27% dans les semaines qui suivent<sup>855</sup>.

Ce qui est perçu comme une défaite du gouvernement devant les mineurs, ainsi que l'échec de l'*Industrial Relations Act* dans les mois qui suivent, amènent le gouvernement conservateur à un changement radical d'orientation politique au cours de l'été 1972. À défaut de pouvoir encadrer efficacement les modalités de négociation des augmentations salariales, il reste au gouvernement conservateur la possibilité de réguler le résultat par un contrôle général des revenus. Dans un premier temps, le gouvernement espère pouvoir associer le TUC à un programme de modération volontaire des augmentations salariales. L'été 1972 marque donc le retour au tripartisme et à l'interventionnisme dont les conservateurs avaient annoncé la fin deux ans plus tôt. Le programme de sauvetage d'UCS est finalisé. Le gouvernement fait adopter par le Parlement un *Industry Act* interventionniste qui vise à encourager l'investissement industriel dans les régions. Des grands projets de construction d'infrastructures sont mis en chantier, comme le tunnel sous la Manche et la construction d'un nouvel aéroport desservant Londres. Le Chancelier de l'Échiquier Anthony Barber met en œuvre une politique de relance, surnommée dans les années suivantes le « *Barber boom* ». Les négociations avec le TUC et le CBI faillissent cependant à établir un accord concernant les augmentations de salaires sur la base du volontariat. Selon Kenneth Morgan, cette tentative de résolution quasi-corporatiste de la crise de l'économie britannique était vouée à l'échec en l'absence d'une cohésion entre le gouvernement, le TUC et les employeurs, ces deux derniers groupes ayant été échaudés par la tentative de mise en œuvre de l'*Industrial Relations Act* et la période de forte conflictualité qui s'est ensuivie. Le gouvernement conservateur impose donc un contrôle des revenus sous la contrainte de la loi. Le 6 novembre 1972, un gel des prix, des salaires, des loyers et des dividendes est annoncé pour une période de 90 jours. Une *Price Commission* et un *Pay Board* sont mis en place pour veiller à l'application de cette politique. À cette phase 1 succède à partir d'avril 1973 une phase 2,

---

<sup>855</sup> Andrew Taylor, *op. cit.*, 1999, 2007, p. 159-160.

prévue pour durer jusque novembre 1973. Dans un contexte d'inflation croissante, la hausse des salaires est limitée à 4%, plus une livre sterling par semaine, avec un plafond annuel d'augmentation fixé à 250 livres. Si Heath ne parvient toujours pas à obtenir l'assentiment des syndicats au principe de la modération salariale et si les augmentations salariales obtenues par les travailleurs sont au final globalement supérieures à la limite fixée par le gouvernement, il n'y a pas d'offensive syndicale majeure contre la politique des revenus du gouvernement. Une campagne menée au printemps 1973 par les syndicats des services publics pour obtenir de meilleures conditions salariales pour le personnel technique du NHS ne reçoit pas le soutien du TUC<sup>856</sup>. C'est pareillement une tonalité extrêmement modérée qui caractérise le discours inaugural de Joseph Crawford de la *National Association of Colliery Overmen, Deputies and Shotfirers* au congrès du TUC de 1973. S'il commence par défendre les syndicalistes contre les accusations d'irréalisme des conservateurs, c'est pour mettre en évidence l'acceptation par le mouvement syndical des contraintes exercées par l'économie de marché, l'ouverture internationale de l'économie et le fonctionnement des marchés financiers<sup>857</sup>. Il présente donc les revendications du mouvement comme modérées et responsables<sup>858</sup>, et incite les syndicalistes à élargir l'éventail de leurs revendications vers une définition plus large de la qualité de vie, afin de parer aux accusations d'avidité et d'irresponsabilité<sup>859</sup>. S'il dénonce les excès des banquiers, pour montrer que ce ne sont pas les syndicalistes qui sont responsables de l'inflation, l'appel à une acceptation du contrôle des revenus est très clair.

Le congrès du TUC de 1973 est cependant marqué par l'émergence de la thématique des bas salaires (*low pay*), ancienne au sein du mouvement syndical puisqu'elle a été discutée lors de six congrès depuis le milieu des années 1960, mais qui devient à la fois un thème central de la lutte contre les politiques de contrôle des revenus et un motif de dissension entre les organisations syndicales dans deuxième moitié des années 1970. Une motion est ainsi déposée lors du congrès de 1973 par NUPE, avec le soutien d'USDAW et de la *National*

---

<sup>856</sup> Kenneth Morgan, *op. cit.*, 1990, 2001, p. 331-332; Andrew Taylor, *op. cit.*, 1999, 2007, p. 161.

<sup>857</sup> « Trade unionists know as well as anybody knows that they have to shape their ambitions for a better standard of living within the context of the economic situation. They do not live in ignorance of the balance of payments, the state of world trade or the standing of the pound in the world's money markets. They know the need to prevent rising costs pricing Britain's goods out of the world's fiercely competitive markets. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1973, p. 426.

<sup>858</sup> « Our slogan is a simple one: "We're out for fair play on prices, pensions and pay". And before we wrote down the words, we worked out the figures, making it realistic. On rents, on pensions, on food prices, on family allowance, our proposals were constructive. And in addition we have announced a taxation policy that would pay for all these improvements to be carried out. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1973, p. 427.

<sup>859</sup> « In conclusion, I declare to you my conviction that we can no longer neglect to face up to the challenge of shaping the kind of society we want, to iron out those ugly creases of inequality, injustice and social neglect. We must change the apparent conception that we are here only to grab all that we can and neglect the realities which make human life truly human. » Ibid, p. 428.

*Union of Agricultural and Allied Workers* qui représentent des travailleurs aux faibles revenus respectivement dans les services et l'agriculture. La motion, qui dénonce la politique des revenus du gouvernement, demande une action du *General Council* en faveur des secteurs caractérisés par des salaires bas, et introduit la revendication d'un salaire minimum (*minimum wage rate*) négocié de £25 par semaine<sup>860</sup>, qui correspond aux deux tiers des revenus moyens d'un travailleur manuel. Pour obtenir ce salaire minimum de £25, Bernard Dix qui intervient pour NUPE indique qu'il y a deux possibilités, la loi et la négociation, entre lesquelles son syndicat n'a pas de préférence. Comme les travailleurs ne peuvent pas attendre de mesures en leur faveur de la part d'un gouvernement conservateur, NUPE appelle le mouvement syndical à soutenir les organisations qui cherchent à obtenir ce salaire minimum pour les travailleurs de leur secteur par la négociation et par l'action collective<sup>861</sup>. On peut supposer que, même si NUPE est un syndicat qui soutient traditionnellement l'idée d'un salaire minimum légal, le contexte récent de la lutte contre l'ingérence gouvernementale dans les relations professionnelles représentée par l'*Industrial Relations Act* est probablement une des raisons qui l'amène à insister plutôt au final sur les possibilités offertes par la négociation. La motion est donc adoptée par le congrès sans débat, mais aussi sans déclaration indiquant que le reste du mouvement syndical considère la lutte des travailleurs mal rémunérés comme une priorité. Les syndicats de l'industrie sont au contraire plutôt inquiets de l'écrasement de l'échelle des salaires produit par le contrôle des revenus.

La phase 3 de la politique des revenus du gouvernement conservateur, inaugurée à l'automne 1973, est prévue pour durer douze mois. Les conservateurs espèrent que la flexibilité permise par les dispositions du texte de la phase 3 permettront d'éviter un nouveau conflit avec les mineurs qui revendiquent des augmentations allant de 22 à 47%. Cependant dès le lancement de la phase 3 le 8 octobre, l'*Electrical Power Engineers' Association* (EPEA)

---

<sup>860</sup> « Congress expresses its determined opposition to Government policies in relation to restraint on wage increases whilst prices are allowed to run free, which retards the growth of real wages, particularly of low paid workers. Congress urges the General Council to give further consideration to this vital aspect of wages negotiations, especially the problem of low pay in the depressed areas, by pressing the Government to annul the statutory orders under which negotiating bodies and the Agricultural Wages Board have been made subservient to the Pay Board; to adopt a progressive regional policy to raise the general level of wages in depressed areas; and to give special attention to the labour-intensive service industries, which are an integral part of the process of manufacture and distribution and have a vital role to play in revitalising those areas in which traditional industries are being run down or where new industries are failing to provide jobs in sufficient quantity to overcome the problem of regional unemployment. Congress declares its determination to establish a basic minimum wage rate of £25 for a standard working week and calls on the General Council to give full support of the TUC to any affiliated union seeking to secure this objective. » *Ibid.*, p. 535.

<sup>861</sup> « That is why the motion ends by emphasising that in the present circumstances the need is for the General Council to give the full support of the affiliated unions – and this means all your unions – to any of us who are struggling to win a £25 a week minimum wage through the collective bargaining process and who get involved in strike action to secure that objective. » *Ibid.*, p. 536.

interdit le travail en heures supplémentaires pour protester contre le plafonnement des augmentations salariales. Le 12 novembre, la NUM interdit pareillement les heures supplémentaires. Le lendemain, le gouvernement décrète l'état d'urgence. Plusieurs semaines de négociations s'ensuivent, pendant lesquelles le NUM souhaite obtenir du gouvernement que les mineurs soient considérés comme un cas exceptionnel permettant de passer outre les règles édictées pour la phase 3. Le gouvernement s'y refuse. Le 13 décembre, le gouvernement décide d'imposer à partir de la fin du mois et dans l'ensemble du pays une semaine de travail de trois jours. Le TUC se positionne en interlocuteur responsable du gouvernement. Le 9 janvier 1974, lors de la réunion du NEDC, le TUC indique aux représentants du gouvernement que si le secteur minier est reconnu comme un cas exceptionnel et si le gouvernement autorise le *National Coal Board* à trouver un accord avec la NUM sur cette base, alors il s'engage à ce que les autres syndicats ne s'en servent pas comme argument pour obtenir à leur tour des augmentations de salaires supérieures au plafond fixé par le gouvernement<sup>862</sup>. Le gouvernement refuse la proposition du TUC, et apparaît donc comme intransigeant face à un TUC prêt à la négociation. Le 23 janvier, l'exécutif de la NUM décide de consulter les adhérents. Le 5 février, ceux-ci se déclarent à 81% en faveur d'une grève à compter du 9 février. C'est dans ce contexte que Heath décide le 7 février d'organiser une élection législative le 28 février. À la surprise d'un grand nombre de commentateurs, les conservateurs perdent une élection après avoir fait campagne sur le thème : « Qui gouverne la Grande-Bretagne ? » (« *Who governs Britain ?* »).

### **2.5.2 Le gouvernement travailliste de 1974-1979 et le « contrat social »**

Les travaillistes qui arrivent au pouvoir en 1974 bénéficient d'une série de leçons tirées des expériences gouvernementales récentes. Tout d'abord, les tentatives de limiter les augmentations salariales par une législation encadrant les relations professionnelles et tout particulièrement l'activité syndicale mènent à la confrontation avec le mouvement syndical et au final à des volte-face humiliantes pour les gouvernements. Ensuite, les politiques des revenus imposées aux travailleurs et à leurs organisations créent des tensions très fortes entre ceux-ci et le gouvernement, qui ont fortement dégradé les relations entre le mouvement syndical et le gouvernement travailliste dans les années 1960, et mené les conservateurs à la défaite électorale en 1974. La conclusion est que les gouvernements ne peuvent pas mener leur politique contre le mouvement syndical, mais seulement avec celui-ci. C'est le fondement politique de l'accord avec le mouvement syndical sur la base duquel les travaillistes arrivent

---

<sup>862</sup> Trades Union Congress, *op. cit.*, 1974, p. 285.



au pouvoir en février 1974. L'abolition de la législation anti-syndicale et du contrôle des revenus, les mesures sociales en faveur des classes populaires et la mise en œuvre d'un programme économique interventionniste doivent permettre une association des organisations syndicales à la gestion de l'économie. C'est le « contrat social », élaboré dans les années d'opposition.

Lorsque le gouvernement met de côté son programme économique interventionniste et adopte un tournant déflationniste, ce « contrat social » change de sens pour reposer fondamentalement sur un contrôle des revenus de plus en plus strict, en échange duquel le gouvernement travailliste ne peut que mettre en avant le démantèlement de l'*Industrial Relations Act* et brandir la menace d'un retour des conservateurs. Colette Bernas, dont les travaux ont porté sur l'histoire du mouvement ouvrier et sur le travaillisme comme mouvement et comme idéologie, rajoute à ces éléments ce qu'elle nomme l'entreprise de culpabilisation de la classe ouvrière à laquelle les gouvernements travaillistes se sont livrés entre 1974 et 1979 pour obtenir son assentiment à la politique d'austérité sociale et salariale. Cette entreprise repose sur un raisonnement dont les prémisses sont que le mouvement syndical exerce un pouvoir déterminant dans l'économie, et que les revendications salariales alimentent l'inflation et mettant en danger la stabilité de l'économie britannique. « Corollaire », selon Bernas,

les principaux responsables des difficultés actuelles de la Grande-Bretagne sont « les syndicalistes irresponsables » – traduisons, ceux qui dénoncent les directions syndicales qui jusqu'à cette année, et cette année encore, pour certaines, cautionnent la politique d'austérité.

Il en résulte que les syndicalistes portent la responsabilité de la crise :

En clair, tout travailleur qui revendique est directement responsable du chômage de son voisin. [...] en jouant sur un sentiment de solidarité très fort au sein de la classe ouvrière, elle vise à déplacer complètement les responsabilités. Entre un gouvernement « responsable » mais résolu, et des millions de travailleurs incapables de comprendre les tenants et les aboutissants d'une situation mondiale compliquée, le capitalisme monopolistique s'est de nouveau évanoui<sup>863</sup>.

Le seul choix offert dans ces conditions aux organisations syndicales est soit de reconnaître cette responsabilité et d'accepter en conséquence de participer à la gestion de la crise capitaliste et à l'imposition de l'austérité aux travailleurs, soit de refuser tout ou partie

---

<sup>863</sup> Colette Bernas, *op. cit.*, 1979, p. 64.

de l'austérité et de se voir imposer cette austérité par un gouvernement travailliste. Dans les deux cas, il ne peut résulter qu'une forme de démoralisation.

### **2.5.2.1 De la construction du contre-projet travailliste à la mise en œuvre du « contrat social »**

La période 1970-1974 est marquée par un rapprochement du TUC et du parti travailliste. Le TUC espère que le retour d'un gouvernement travailliste signifiera le renversement de la législation anti-syndicale du gouvernement Heath. La direction du parti fait l'analyse qu'elle a perdu les élections de 1970 suite aux tensions occasionnées avec les syndicats par *In Place of Strife*, et gagné celles de 1974 grâce à la perception que les travaillistes disposaient de meilleures relations de travail avec le TUC<sup>864</sup>. Dès décembre 1970, le TUC et le PLP se mettent d'accord pour former un comité de liaison visant à coordonner l'opposition à l'*Industrial Relations Act* et à préparer son abrogation<sup>865</sup>. Le comité se réunit trois fois entre mars et juin 1971, date à laquelle il est complété par l'arrivée de représentants du NEC. À la conférence travailliste de l'automne 1971, une motion demandant l'abolition de l'*Industrial Relations Act* dès le retour d'un gouvernement travailliste est adoptée à l'unanimité. En janvier 1972, se met en place le *TUC-Labour Party Liaison Committee*, qui se réunit dès lors une fois par mois et rassemble les principales composantes du mouvement travailliste<sup>866</sup>. Sa composition le rapproche du NEC du parti, auquel il fait concurrence tout au long des années 1970. Son émergence en tant que lieu d'élaboration des principaux documents programmatiques du mouvement travailliste entre 1972 et 1979 marque, sinon un déplacement du centre de gravité du mouvement travailliste vers les syndicats, du moins l'acceptation de la part du PLP de traiter le TUC comme un égal. Le premier document produit par le comité de liaison confirme l'engagement d'un futur gouvernement travailliste à abolir l'*Industrial Relations Act*, annonce la création par ce même gouvernement d'une agence indépendante de conciliation et d'arbitrage, rassemblant des employeurs et des syndicalistes et chargée de résoudre les conflits dans le monde du travail, enfin promet la création de nouveaux droits pour les travailleurs et pour les organisations syndicales<sup>867</sup>.

À la conférence du parti travailliste en 1972, James Callaghan, alors *Shadow Chancellor*, déclare que la Grande-Bretagne a besoin d'un « nouveau contrat social ». La

---

<sup>864</sup> Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, p. 13; Robert Taylor, *op. cit.*, 2004, p. 72.

<sup>865</sup> Andrew Taylor, *The Trade Unions and the Labour Party*, Londres, Croom Helm, 1987, p. 7.

<sup>866</sup> À sa création, le comité de liaison est composé de dix-huit membres : six du PLP, six du NEC et six du TUC. Sa composition évolue par la suite : il est constitué en 1975 de neuf représentants du PLP, sept du NEC et six du TUC. Lewis Minkin et Patrick Seyd, *op. cit.*, 1977, p. 141.

<sup>867</sup> Robert Taylor, *op. cit.*, 1993, p. 224-225.

paternité de cette formule a été attribuée par les commentateurs soit à Tony Benn soit à Thomas Balogh, tous deux utilisateurs de cette formule dans des pamphlets publiés en 1970 par la *Fabian Society*<sup>868</sup>. À partir de ces deux sources, des sens différents ont été attribués à l'expression. Dans son pamphlet, largement diffusé dans les cercles travaillistes, Thomas Balogh, qui a été conseiller économique de Wilson, lie l'activité syndicale à l'augmentation des prix.<sup>869</sup> Il en conclut à la nécessité d'une politique des revenus, dont il fait l'une des pierres d'angle d'un futur « contrat social ». Cette généalogie baloghienne est utilisée par Robert Taylor pour suggérer que le contrôle des revenus est un des éléments fondateurs de l'accord entre les travaillistes et le TUC. C'est d'ailleurs un tel contrôle des revenus que Callaghan propose au nom de la direction du parti lors de la conférence du parti de 1970 en s'appuyant sur un document programmatique du NEC, *Building a Socialist Nation*. Il estime que, dans la perspective d'une redistribution plus équitable du salaire entre les groupes de travailleurs, il est nécessaire d'organiser celle-ci. Il doit affronter l'hostilité des principales organisations syndicales, qui derrière l'AUEW et la TGWU font voter une motion résolument hostile à toute perspective de contrôle des revenus. À partir de cet épisode, les responsables travaillistes concluent à la nécessité de mettre de côté toute perspective de contrôle des revenus pour refonder la relation avec le mouvement syndical<sup>870</sup>.

En février 1973, la déclaration commune du *TUC-Labour Party Liaison Committee*, « *Economic Policy and the Cost of Living* », jette les bases du « contrat social ». Identifiant l'inflation comme le problème économique majeur de la Grande-Bretagne, elle affirme qu'il ne peut être résolu qu'au sein d'une stratégie sociale et économique plus large et cohérente, sur la base d'une coopération entre les syndicats et le gouvernement. Aussi, contre la politique des revenus du gouvernement Heath, elle déclare que la négociation collective autour des salaires ne peut être orientée efficacement dans le sens d'une maîtrise de l'inflation et d'une croissance du niveau de vie que par un accord entre les partis, et non par la contrainte, et prévoit donc l'abrogation de l'*Industrial Relations Act*. Une stratégie alternative est proposée, fondée sur un contrôle strict des prix afin d'orienter la négociation collective, un effort sur l'hébergement et les loyers, une redistribution des revenus et de la richesse, enfin une

---

<sup>868</sup> Tony Benn, *The New Politics: A Socialist Reconnaissance*, Londres, Fabian Society, 1970.

<sup>869</sup> « Once unions, in their wage demands and firms in their investment and other decisions, anticipate further increases in prices, they will take defensive action by increasing their wage demands and prices respectively. This would accelerate and aggravate the process. Should it intensify, the creep of inflation might become a walk, a trot, a canter and eventually a gallop. In the end it would cause unemployment and undermine the currency. » Thomas Balogh, *Labour and Inflation*, Londres, Fabian Society, 1970, p. 34.

<sup>870</sup> Robert Taylor, *op. cit.*, p. 223.

augmentation des dépenses sociales<sup>871</sup>. On remarque néanmoins que s'il est nécessaire d'orienter la négociation autour des salaires dans le sens d'une maîtrise de l'inflation, alors cela sous-entend que le TUC comme le parti travailliste estiment que les revendications salariales contribuent à l'inflation. Le document n'évoque nulle part la possibilité d'un contrôle des revenus, mais Robert Taylor souligne que, dans leurs mémoires, Wilson et Healey indiquent qu'ils pensent avoir obtenu par ce document un engagement du mouvement syndical en direction de la modération salariale<sup>872</sup>.

Si le comité de liaison a été mis en place à l'instigation du PLP, le TUC espère qu'il continuera de se réunir une fois les travaillistes au pouvoir, et permettra au mouvement syndical de contribuer à l'élaboration des politiques du gouvernement, à l'opposé d'un simple accord pré-électoral. La décision, prise par le comité, d'associer les syndicats à la formulation de la législation future devant remplacer l'*Industrial Relations Act* est perçue comme le signe positif d'une remise en cause de la division traditionnelle du travail entre les branches syndicale et politique du mouvement ouvrier<sup>873</sup>. Le comité de liaison publie des déclarations fortement marquées par les propositions de l'AES, tout comme l'est la même année le *Labour's Programme for Britain 1973*. Rétrospectivement, les commentateurs de la droite du parti ont analysé le « contrat social » comme un diktat syndical, à travers lequel les organisations de travailleurs ont imposé leurs exigences politiques au gouvernement, sans que celui-ci obtienne en retour un engagement ferme sous la forme d'une politique des revenus formalisée<sup>874</sup>. Ce n'est cependant pas le sentiment de la droite du parti à l'époque. Roy Jenkins est favorable à l'établissement d'une forme d'entente entre le futur gouvernement travailliste et les syndicats, ce que Robert Taylor comprend comme l'anticipation d'un véritable tripartisme sur le modèle continental et scandinave<sup>875</sup>.

---

<sup>871</sup> Trades Union Congress, *op. cit.*, 1974, p. 284.

<sup>872</sup> Denis Healey, *op. cit.*, 1989, p. 394; Robert Taylor, *op. cit.*, 1993, p. 226; Harold Wilson, *Final Term: The Labour Government, 1974-1976*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1979, p. 43.

<sup>873</sup> Simon Clarke, *Keynesianism, Monetarism and the Crisis of the State*, Aldershot, Elgar, 1988, p. 21.

<sup>874</sup> Cela transparaît notamment dans les analyses des auteurs du volume collectif dirigé par Anthony Seldon et Kevin Hickson en 2004. Vernon Bogdanor insiste sur les concessions de la direction du PLP : « The parliamentary leaders promised that the next Labour Government would introduce price controls, food and housing subsidies, increase expenditure on pensions and social services, and engineer 'large-scale' redistribution of income and wealth. The unions offered little in return for these goodies. Perhaps they had little to offer. [...] Armed with little more than this fig-leaf, Wilson formed his second administration [...]. » Vernon Bogdanor, *op. cit.*, 2004, p. 7-8. Jim Tomlinson, quant à lui, souligne l'immatérialité d'un accord qui ne contraint pas les syndicats : « In return for policy concessions from the government, the TUC had promised to exercise restraint on the wage front, but without any intention of conceding the case for a formal incomes policy. The social contract was then 'insipid and toothless', a papering over the cracks between the leadership of the Party and trade union opinion. » Jim Tomlinson, *op. cit.*, 2004, p. 57.

<sup>875</sup> Robert Taylor, *op. cit.*, 2004, p. 74. Taylor souscrit cependant à la thèse d'un contrat social asymétrique où les syndicats obtiennent l'abolition de l'*Industrial Relations Act* conservateur, l'augmentation des dépenses

Après la victoire travailliste de février 1974, le nouveau gouvernement s'emploie à envoyer des signaux positifs au mouvement syndical. Le *General Council* du TUC est reçu par le nouveau Premier ministre Harold Wilson quelques heures après son entrée en fonction. Le comité de liaison, qui visait avant tout la coordination des efforts du TUC et du parti pour contrer la politique du gouvernement conservateur et assurer le retour au pouvoir des travaillistes, est maintenu en place. La composition du nouveau gouvernement Wilson, et plus encore celle du gouvernement de James Callaghan à partir de 1976, accordent une place à des députés issus des rangs ouvriers et syndicaux<sup>876</sup>. Enfin le nouveau ministre de l'emploi, Michael Foot, est choisi après consultation avec Jack Jones de la TGWU, et au détriment du droitier Reg Prentice qui était pourtant porte-parole du parti sur ces questions lorsque les travaillistes étaient dans l'opposition. Dans son rapport économique de mars 1974, le *General Council* du TUC envoie pareillement des signaux d'encouragement au gouvernement. Il réitère l'engagement pris vainement deux mois plus tôt auprès des conservateurs de considérer les mineurs comme un cas à part, et indique que l'attitude des syndicats dans les négociations salariales sera influencée par les politiques favorables du nouveau gouvernement. Il encourage les syndicats à prendre en compte, dans leurs revendications salariales, la nécessité de réduire les coûts de production, et donc à négocier des accords promouvant une utilisation la plus efficace possible de la main-d'œuvre. Il se dit prêt à rencontrer des syndicats qui éprouveraient des difficultés à appliquer ces consignes de modération<sup>877</sup>. En revanche, le *General Council* approuve la signature d'accords incluant des augmentations automatiques en cas de hausse de l'inflation (*threshold agreements*), afin d'éviter une baisse des salaires réels<sup>878</sup>.

En avril 1974, un *Prices Bill* est publié, qui permet au ministre de l'emploi de démanteler le *Pay Board* créé par les conservateurs et de lever les contraintes juridiques qui pèsent sur les négociations salariales. Le TUC envoie une circulaire aux syndicats, attirant leur attention sur le pas en avant fait par le gouvernement, leur demandant de s'en tenir à des

---

publiques et le retour à la libre négociation collective, du moins pendant la période où les travaillistes sont faibles en raison du caractère minoritaire de leur gouvernement, c'est-à-dire de février à octobre 1974. Robert Taylor, *op. cit.*, 2004, p. 76.

<sup>876</sup> Roy Mason et Eric Varley sont d'anciens syndicalistes du NUM, Stan Orme de l'AUEW, James Callaghan de l'*Inland Revenue Staff Federation*, Albert Booth du syndicat des dessinateurs industriels. Lewis Minkin et Patrick Seyd, *op. cit.*, 1977, p. 141.

<sup>877</sup> « The TUC would encourage unions to adopt negotiating policies which focused on the need to restrain unit costs and which ensured a response to effective developments on the prices front. In the Economic Review the General Council stated that they expected any union which found itself in difficulties in conforming to the spirit of this policy to inform them of the circumstances and to seek their advice; or to respond to an invitation by the General Council to discuss the situation with them. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1974, p. 285.

<sup>878</sup> *Ibid.*, 1974, p. 286.

revendications qui demeurent dans l'esprit de celles des mois précédents, leur rappelant l'engagement pris par le TUC concernant les mineurs, et les incitant à tenir compte des mesures favorables aux travailleurs prises par le nouveau gouvernement<sup>879</sup>. Le TUC est soucieux d'éviter une phase de rattrapage brutale, où les syndicats qui ont bénéficié d'accords salariaux annuels moins avantageux s'empresseraient de les renégocier bien avant leur expiration. Le 26 juin 1974, le *General Council* accepte la formalisation du « contrat social » proposée par le gouvernement, qui prévoit des réunions tripartites régulières permettant de faciliter la coopération du TUC et du CBI avec les politiques gouvernementales. La question des augmentations salariales se pose immédiatement, en raison du dispositif d'augmentation automatique des salaires en cas d'inflation obtenu par les syndicats dans le cadre de la politique des revenus du gouvernement conservateur. Avec l'augmentation rapide de l'inflation au cours de 1974, des augmentations de salaire sont déclenchées par le franchissement des paliers d'inflation déterminés par le gouvernement conservateur, alors même qu'avec l'abolition définitive du *Pay Board* à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1974, les syndicats sont désormais entièrement libres.

Dans le texte « *Collective bargaining and the social contract* » rédigé au début de l'été 1974 et repris dans le rapport présenté au congrès de 1974, le *General Council* insiste sur les mesures sociales prises par le gouvernement travailliste en faveur des travailleurs, depuis l'augmentation des retraites, considérée par le TUC et le parti travailliste dans leurs documents pré-électorales comme la priorité sociale, jusqu'à la baisse des impôts pour les moins riches et leur augmentation pour les plus riches, la création d'un impôt sur la fortune et d'un impôt sur les donations, la mise en place de subventions pour éviter une augmentation du prix de la nourriture, enfin le gel des loyers et l'augmentation du budget alloué aux logements sociaux<sup>880</sup>. Il met surtout en avant le retour à la négociation collective libre promis par le gouvernement travailliste, et qui a commencé à se traduire par l'abrogation des dispositifs hérités des conservateurs comme la NIRC, la *Commission on Industrial Relations* et le *Pay Board*, et va se poursuivre par la création d'un *Conciliation and Arbitration Service* indépendant et d'une *Royal Commission on the Distribution of Income and Wealth*, le vote à d'un *Employment Protection Bill*, enfin la présentation d'un livre blanc sur la démocratisation du monde du travail. Au final, le *General Council* envisage un retour à des rapports sociaux harmonieux mutuellement bénéfiques grâce au retrait du gouvernement, à la mise en place du

---

<sup>879</sup> *Ibid.*, p. 285-286.

<sup>880</sup> *Ibid.*, p. 287-288.

service de conciliation et d'arbitration<sup>881</sup> et à la conclusion d'accords faisant de l'augmentation de la productivité et de la réduction des coûts de production leurs priorités<sup>882</sup>. C'est sur ces bases que le TUC établit les priorités et les conditions de la négociation collective libérée de l'ingérence gouvernementale. Les priorités doivent être l'obtention d'un salaire minimum de £25 par semaine, conformément à l'objectif fixé au congrès de 1973, la réduction des inégalités qui touchent notamment les femmes, l'amélioration des systèmes de congé maladie et de médecine du travail, enfin l'obtention de quatre semaines annuelles de congés payés. En dehors du salaire minimum, les prescriptions du TUC concernent principalement la partie socialisée du salaire. Pareillement, les négociateurs doivent tenir compte de la situation sociale et économique ainsi que des politiques sociales menées par le gouvernement lorsqu'ils formulent leurs revendications, et accepter que les circonstances imposent des limites à ce qu'il est possible d'exiger. Ils doivent ainsi seulement viser à maintenir les salaires réels et à compenser la hausse du coût de la vie depuis le dernier accord, ou à ne pas prendre en compte la hausse du coût de la vie pendant la période précédente mais celle envisageable dans la période de vie du nouvel accord. Dans les deux cas néanmoins, si l'on ne prend en compte la hausse du coût de la vie que dans une seule période on accepte une baisse des salaires réels puisque le coût de la vie augmente lui sur les deux périodes<sup>883</sup>. Une fois des accords signés, les syndicats doivent enfin respecter la durée de vie de 12 mois prévue pour les accords salariaux, afin de permettre une transition aisée vers la nouvelle phase de libre négociation. Les injustices et les anomalies résultant de la politique des revenus imposée par les conservateurs, dont les travailleurs des services publics souffrent notamment, seront selon le *General Council* corrigées par l'action du gouvernement, et ne doivent pas l'être par de nouveaux accords salariaux précédant l'expiration des anciens. Le TUC pèse donc clairement de tout son poids politique en faveur de la modération salariale.

Cet appel à la modération salariale lancé par le TUC révèle les désaccords au sein du mouvement syndical sur la pertinence et la nécessité pour les syndicats de modérer leurs

---

<sup>881</sup> « The effect of these new arrangements will be to return to negotiators full responsibility for negotiating settlements which take due account of particular problems, as well as of more general economic and industrial needs. No longer will the object be to impose ready-made solutions regardless of the practicalities of the situation and the attitudes of negotiators. The creation of the new CAS will provide a new service of conciliation, arbitration and mediation to facilitate the quick solution of disputes, and the General Council hope that unions and negotiators at all levels will make full use of this. » *Ibid.*, p. 288.

<sup>882</sup> « Negotiators should give priority to negotiating arguments which will have beneficial effects on unit costs and efficiency, and to reforming outdated pay structures. Among the positive gains for workpeople there should be provisions for improved job security, particularly guaranteed week arrangements and facilities for retraining; adequate negotiating machinery at all appropriate levels to deal quickly and effectively with specific situations as well as with principal pay negotiations; and adequate flows of information and systems of communication. » *Ibid.*, p. 289.

<sup>883</sup> *Ibid.*, p. 289.

revendications salariales en échange des mesures prises par le gouvernement en faveur des travailleurs. Si le gouvernement et le TUC prennent bien soin de distinguer cet impératif de modération de la politique des revenus imposée sous la contrainte de la loi par le gouvernement Heath, la pression exercée par le TUC et le gouvernement sur les salaires dans le cadre du « contrat social » est néanmoins le point de discussion principal lors du congrès du TUC de 1974. Dans son allocution inaugurale, Alf Allen de USDAW insiste sur la nécessité pour les syndicats de soutenir l'accord entre le TUC et le gouvernement qui apporte des bénéfices à travers le programme législatif pro-syndical, de faire preuve de réalisme dans un contexte économique difficile et de maintenir une attitude positive et non oppositionnelle à l'égard du gouvernement<sup>884</sup>. Il défend le « contrat social » en tant que meilleur moyen de garantir les libertés syndicales contre l'ingérence étatique<sup>885</sup>, de réconcilier les intérêts collectifs de la nation et les intérêts individuels des travailleurs<sup>886</sup> et au final de permettre le progrès social. Le débat sur la politique économique est ouvert par la présentation du rapport du *General Council* par Len Murray, dont l'objectif est d'obtenir le soutien du congrès à la politique élaborée par le gouvernement en collaboration avec le TUC. Faisant le bilan des politiques menées par les gouvernements britanniques au cours des vingt années précédentes, il y décèle l'échec des politiques basées sur la confrontation, et suggère que seule la coopération peut permettre de venir à bout des difficultés économiques que rencontre la Grande-Bretagne. Murray défend la régulation pluraliste des relations professionnelles, et la coopération entre employeurs et syndicats pour améliorer la productivité de l'industrie<sup>887</sup>. Il insiste sur la centralité de la libre négociation collective autour des salaires, mais aussi et immédiatement sur la nécessité de prendre en compte, dans la réflexion sur les revenus des salariés, d'autres éléments tels que les retraites, le taux d'imposition, les prix à la consommation, les loyers. À partir de là, il salue les mesures prises par le gouvernement, de la

---

<sup>884</sup> « The fact must be faced that the understanding reached between the present Government and the General Council, colloquially called a social contract, places a great responsibility on political and trade union leadership. It is my view that neither side can afford, if they wish to be seen to be credible, to ignore the long-term implications of failure. As long as the guardianship of the social contract remains in its present setting, to dismiss it as being too daunting, or because it is easier to be critical than to work for its achievement or to duck for cover, would indeed be to refuse a great challenge and to miss a great opportunity. » *Ibid.*, p. 336.

<sup>885</sup> « Common commitment by all in our current situation is the best way I know, indeed the only way, of retaining our independence and freedom from legal constraints. » *Ibid.*, p. 336.

<sup>886</sup> « There is a need to get under the crust of cold economics, to deep-rooted attitudes and inhibitions, to the grass roots of workpeople. Policies must bridge the gap between the nation and the worker, between national needs and personal effort and reward. The social goals of the State and Government must be moved much closer to those of working people. » *Ibid.*, p. 337.

<sup>887</sup> « What that has proved was that adversity can be overcome by co-operation, but certainly not by policies of confrontation. Of course there are problems in industry. Technological change is bound to cause problems, but these can only be sorted out by management and workers, by discussion, and by the operation of voluntary collective bargaining. They cannot be solved by putting shackles on unions, or by rigid statutory wage restraints. » *Ibid.*, p. 420.



mise en place d'une Commission royale sur la distribution de la richesse et des revenus au gel des loyers. Indiquant que des gains salariaux peuvent être obtenus par une amélioration de la structure industrielle de la Grande-Bretagne, Murray met également en avant sur ce point des propositions du TUC qui ont été adoptées et mises en œuvre par le gouvernement travailliste, comme la signature d'accords de planification, où Murray voit la marque de la coopération à laquelle il appelle<sup>888</sup>, la mise en place d'une *Manpower Services Commission* qui doit veiller à la formation et à l'utilisation optimale de la main-d'œuvre britannique, et dont le principe avait déjà été accepté par le précédent gouvernement et le CBI, enfin la mise en place d'un *Conciliation and Arbitration Service* pour réduire la conflictualité sociale.<sup>889</sup> Murray en conclut que le « contrat social » n'est pas qu'une question de salaires, mais un programme économique plus large qui englobe les relations professionnelles, la réorganisation de l'industrie, les prix et l'aide sociale. C'est pourquoi il peut défendre une politique de réalisme salarial, qu'il prend bien soin d'opposer aux politiques d'austérité avancées par les conservateurs<sup>890</sup>. Insistant sur le fait que le « contrat social » et les recommandations du TUC à l'égard des négociateurs découlent des résolutions adoptées par le congrès de 1973, lequel s'était prononcé en faveur d'un accord avec le gouvernement permettant le contrôle de l'inflation et l'amélioration des conditions de vie, il rappelle les syndicats à leur responsabilité puisque le TUC a seulement le pouvoir de conseiller et non d'ordonner. Parmi les motions soumises au débat, il attaque donc la motion 49, la plus offensive à l'égard du « contrat social », qui affirme que le gouvernement n'a pas fait assez d'efforts pour justifier la politique de modération salariale que le TUC propose au mouvement.

La première motion discutée par le congrès est la motion 9, déposée par la NUM et secondée par USDAW. Il s'agit d'une motion de soutien à la politique conjointe du TUC et du gouvernement<sup>891</sup>. Lawrence Daly, secrétaire national de la NUM, défend la motion, qu'il

---

<sup>888</sup> « We are on the side of enterprise. We want to see our industries efficient and prospering in the private and in the public sectors. We want to work with management, and with the Government, to deliver the goods and services, the exports – yes, and the wages too. That is why we have welcomed the Government's proposals for establishing joint planning agreements. » *Ibid.*, p. 421.

<sup>889</sup> En revanche, un certain nombre de mesures proposées par le TUC n'ont pas été mises en œuvre par le gouvernement, notamment la nationalisation de nouveaux secteurs de l'économie comme la construction aéronautique et navale, les ports et le bâtiment. *Ibid.*, p. 421.

<sup>890</sup> « The doom-mongers who wail that living standards must be axed in order to put Britain back on its feet are profoundly mistaken. But those who claim that, now that statutory incomes policy has gone, the sky is the limit are equally wrong. » *Ibid.*, p. 422.

<sup>891</sup> « Congress gives full support to the efforts that are being made by the TUC and the Government towards solving the economic problems facing Britain, which forms the basis of a social contract. Among the immediate objectives are to reduce the effects of inflation, the maintenance of full employment, preserving the standard of living, and strengthening and expanding the economy of the country. Congress believes in a free collective bargaining system that will give to all workers a fair living wage and a decent standard of life. It recognises that no statutory or compulsory incomes policy can solve the problems facing the trade union Movement, and

contraste avec la motion 49 déposée par l'AUEW. Selon Daly, alors que son syndicat salue les mesures prises par le gouvernement comme des pas en direction des huit objectifs fixés par l'AUEW, pour cette dernière la mise en œuvre de ces huit orientations politiques conditionne la coopération syndicale avec les objectifs du gouvernement en termes de modération des revendications salariales. Il estime que la motion 49 est contradictoire dans la mesure où elle appelle à la redistribution des richesses et des revenus mais s'oppose à toute politique de contrôle des revenus – en l'occurrence par la modération volontaire – alors que seule une telle politique peut selon Daly assurer une redistribution des revenus<sup>892</sup>. On voit apparaître ici l'argument central de la défense centriste de la politique des revenus, à savoir le caractère égalitaire qui lui est attribué. L'argument central pour Daly demeure cependant le soutien qu'il est nécessaire d'apporter au gouvernement travailliste dans la perspective des élections à venir, et qu'il estime mérité à la fois en regard de la politique économique générale du gouvernement, et plus spécifiquement en regard de l'accord salarial favorable dont les mineurs ont bénéficié suite à l'arrivée au pouvoir des travaillistes. Défendant également la motion 9, le délégué d'USDAW s'en prend à mots couverts aux syndicats du secteur manufacturier, qu'il accuse de donner la priorité à leurs seuls intérêts sectoriels, pour au contraire mettre l'accent sur les politiques économiques qui permettront la meilleure redistribution des revenus et des richesses<sup>893</sup>. La division entre des syndicats du secteur manufacturier puissamment organisés et attachés à la libre négociation collective et des syndicats du secteur des services aux moyens d'actions limités et demandeurs d'intervention étatique est ici reconduite par USDAW sous la forme d'un soutien au « contrat social ». Il ne faudrait cependant pas voir dans cet argumentaire économique sectoriel le facteur déterminant pour le positionnement d'USDAW, mais plutôt un outil de légitimation de ce positionnement. En effet, on retrouve des syndicats du secteur des services dans les soutiens aux autres motions, aussi bien la motion 10 hostile à la politique des revenus que la motion 49 d'approfondissement du programme socialiste. C'est plutôt le positionnement politique qui est déterminant pour les motions soutenues par les différents syndicats. La motion défendue par

---

endorses the guidance given by the General Council, in particular the emphasis on the need to protect purchasing power. [...] » *Ibid.*, p. 423-424.

<sup>892</sup> « I do not see how you can achieve a large-scale redistribution of income if you do not have some kind of incomes policy. » *Ibid.*, p. 424.

<sup>893</sup> « The issues facing our Movement are not confined to the elitist question of which section of workers gets what share of the national cake. That is divisive. The basic issue is improving that overall share and of securing a distribution of income and wealth in line with our social priorities and objectives. Whether one likes it or not, that requires a political as well as an industrial solution through a joint strategy to enable us to achieve a fairer distribution of the country's wealth, the planned growth of real incomes and the elimination of social injustices in respect of the low paid, the pensioners and the underprivileged sections of our community. » *Ibid.*, p. 425.

la NUM et USDAW est la motion loyaliste par laquelle les directions centristes apportent leur soutien au gouvernement travailliste et à la ligne politique de la direction parlementaire du parti.

La motion 10, qui est présentée par NALGO et l'*Electrical Power Engineers Association* (EPEA). Cette motion dénonce à la fois l'attribution de l'inflation aux augmentations salariales, le manque de concertation au sein du mouvement syndical avant que le TUC n'apporte son soutien à la politique de « contrat social », et enfin demande une prise en compte des différences de qualification dans les accords salariaux. Elle est moins centrale dans le débat sur la politique économique du gouvernement, puisque l'opposition principale se joue entre la motion 9 et la motion 49, mais elle permet d'éclaircir un positionnement minoritaire à l'échelle du mouvement syndical. C'est une motion issue de la droite du mouvement syndical, et qui se distingue à la fois de la motion 9 centriste de soutien à la direction et au gouvernement travailliste<sup>894</sup>, de la motion 49 de gauche présentée par les syndicats du secteur manufacturier qui associent à leurs revendications salariales des revendications économiques concernant la politique industrielle, et enfin des revendications des syndicats du secteur public comme NUPE et COHSE. Ces derniers, qui rassemblent des travailleurs manuels ou moins bien rémunérés, insistent davantage sur une politique interventionniste de salaire minimum et d'aide aux faibles revenus. NALGO légitime au contraire son positionnement par une défense de l'échelle des salaires. NALGO illustre une hostilité des syndicats du service public à l'élément de contrôle des revenus inclus dans le « contrat social », et susceptible de s'appliquer de manière moins volontaire et consentie dans un secteur public dont le budget est contrôlé indirectement par le gouvernement. Ainsi NALGO dépose-t-elle une motion qui, tout en soutenant le principe du « contrat social », est hostile au principe de la modération salariale<sup>895</sup>. C'est l'insistance sur le maintien de l'échelle des salaires qui permet de comprendre le soutien apporté à la motion par l'*Electrical Power Engineers Association*, un syndicat marqué à droite dans le mouvement syndical et qui rassemble des techniciens de l'industrie. Geoffrey Drain, le secrétaire général de NALGO qui

---

<sup>894</sup> NALGO n'est pas affiliée au gouvernement travailliste et son secrétaire général rappelle que sa position est de négocier avec tous les gouvernements, quelle que soit leur orientation. *Ibid.*, p. 426.

<sup>895</sup> « Congress, while recognising the positive steps taken by the Government in its budgetary measures, the repeal of the Industrial Relations Act, and the abolition of the Pay Board, affirms its belief that the support of the trade union Movement for a progressive economic policy covering prices, profits and all forms of income must depend upon the firm rejection of statutory and Government interference with voluntary collective bargaining and the acknowledgement that wage restraint is not a solution to economic problems. Congress further declares that any future policy affecting income development agreed by the TUC and the Government must be preceded by adequate prior consultation within the TUC and must seek to improve the real living standards of all sectors of workers, recognise that wages and salaries should reflect the value of different skills and responsibilities, and make provision for the resolution of public sector pay problems. » *Ibid.*, p. 425.

présente la motion, souligne que, politique volontaire ou non, le gouvernement contrôle indirectement les salaires des travailleurs du secteur public. C'est pourquoi NALGO a longtemps hésité à se ranger derrière la solution du « contrat social », avant de décider de la soutenir une fois rassuré sur les conditions de la modération volontaire appelée par le « contrat social », à savoir une politique dont NALGO estime qu'elle permet la restauration des conditions salariales dégradées par le contrôle des revenus que le gouvernement précédent a imposé par la loi. À l'inverse de Geoffrey Drain qui insiste sur le fait que la motion n'est pas une défense des seuls hauts salaires, John Lyons, le droitier secrétaire général de l'*Electrical Power Engineers Association*, fait de la défense des écarts salariaux le centre de son argumentaire. La question salariale est selon lui quasiment subsumable sous celle de l'échelle des salaires, et la fonction des syndicats peut être résumée à la défense d'un niveau adéquat de rémunération<sup>896</sup>. Lyons détaille l'écrasement des écarts de salaires entre travailleurs manuels et travailleurs non-manuels depuis 1968, les salaires médians de ces derniers ayant connu une augmentation deux fois moins grande que ceux des premiers. Cette tendance, observable dans l'ensemble du secteur industriel, est attribuable selon Lyons aux politiques des revenus, qui ont protégé les salaires les plus faibles au détriment des salaires plus élevés. C'est notamment le cas, mais pas seulement, des phases qui ont prévu une augmentation fixe et non relative, comme la phase deux de la politique des revenus du gouvernement Heath qui prévoyait une augmentation de £1 plus 4%. Cette baisse relative des rémunérations du travail qualifié affecte particulièrement les électriciens, dont les salaires ont augmenté en termes réels de 10%, ce qui équivaut à une baisse relative de 20%, alors que leur productivité a augmenté de 43%. Face à cette injustice, Lyons signale le mécontentement des travailleurs qualifiés dans un contexte d'inflation, dont il rappelle qu'elle a ouvert la voie au fascisme quarante ans plus tôt<sup>897</sup>. Cette motion, qui pèse relativement peu au final dans le débat, constitue avant tout une tentative pour orienter le débat sur les conditions de la modération salariale dans le sens d'un respect de l'échelle des salaires.

La troisième et dernière motion présentée concernant la politique économique du gouvernement et le « contrat social » est la motion composite 49 présentée par TASS, la

---

<sup>896</sup> « I want to expand on that part of the motion which says that the TUC must recognise that wages and salaries should reflect the value of different skills and responsibilities and to concentrate on that aspect known as differentials, a taboo subject for some little while, as it happens, which is extraordinary when we consider that 80 per cent of workers have their pay based on differentials. Once you are considering the rate above that of the unskilled, you are dealing with differentials. The rate between the semi-skilled and the craftsman and that between craftsman and chargehand, that between chargehand and foreman and between foreman and technician, between technician and engineer and between engineer and manager – all the way up you are dealing with problems of differentials. » *Ibid.*, p. 427.

<sup>897</sup> *Ibid.*, p. 428.

section administrative et technique de l'AUEW<sup>898</sup>, très militante mais de moindre importance numérique et politique que la section des ouvriers qualifiés. La motion propose de conditionner le soutien du mouvement syndical aux politiques économiques travaillistes à un approfondissement du tournant économique et social amorcé par le gouvernement. Ken Gill, le secrétaire communiste de TASS qui défend la motion, affirme que la question n'est pas de savoir s'il faut soutenir le gouvernement travailliste, mais plutôt quelle est la meilleure stratégie pour assurer la pérennité d'un gouvernement travailliste fort. L'enjeu est selon Gill que le gouvernement conserve l'adhésion des classes populaires. Pour ce faire, il estime que les solutions qui reçoivent l'appui de la presse conservatrice, comme c'est le cas de la modération salariale avancée par le « contrat social », sont suspectes. Selon Gill, elles ne peuvent que détacher les classes populaires à la fois du gouvernement travailliste qui leur impose l'austérité salariale, comme cela a déjà été le cas en 1970, et des directions syndicales qui n'ont condamné la politique des revenus de Heath que pour consentir à celle de Wilson. Gill rejette l'idée que l'austérité salariale serait nécessaire pour le bien de l'économie britannique, parce qu'il rejette le lien établi entre les augmentations salariales et l'inflation. C'est au contraire la faiblesse de la productivité, des salaires et des investissements par rapport au reste de l'Europe occidentale qui est la source des difficultés économiques britanniques selon Gill. C'est aussi l'analyse du TUC, si l'on en croit les rapports que celui-ci a produit et les mesures qu'il a pressé le gouvernement conservateur de prendre en 1972 et 1973, et dont il devrait selon Gill continuer à se faire l'avocat auprès du gouvernement travailliste. Renversant la thèse selon laquelle le bien de l'économie et de la nation demanderait des sacrifices salariaux, sachant qu'il n'y a aucune certitude que la réduction des coûts de production bénéficiera au final aux travailleurs britanniques et à leurs familles, Gill affirme au contraire que le véritable geste patriotique est l'exigence d'une augmentation des salaires, seule en mesure de contraindre les employeurs et les financiers à investir de nouveau dans l'économie britannique<sup>899</sup>.

---

<sup>898</sup> « Congress, while recognising the evils of inflation, rejects the theory that wage rises are a major contributory factor. It therefore declares that a "social compact" can only be accepted by trade unionists when substantial pay progress has been made on the items which comprised "an alternative strategy" agreed by the TUC Labour Party Liaison Committee. These were: 1. a large-scale redistribution of income and wealth; 2. a massive increase in housebuilding with the emphasis on homes for those in need and those on lower incomes; 3. municipalisation of rented property; 4. public ownership of the land required for the housing programme; 5. a wide-ranging and permanent system of price control; 6. vastly improved social services by the injection of necessary resources; 7. substantial increases in public ownership and public enterprise, coupled with public supervision of the investment policies of large private corporations; and 8. substantial cuts in defence expenditure in order to release resources to help carry out this programme. » *Ibid.*, p. 428.

<sup>899</sup> « We have been too much responsible. I am sure Lawrence Daly will join with me in saying that the miners are a classic instance of past responsibility to phoney policies. They have corrected it over recent times in the

Dans le débat qui s'ensuit, une majorité des délégués qui prennent la parole le font pour soutenir la politique menée par le gouvernement et le TUC, et donc aussi la motion 9 de soutien à cette politique. Un argument central est celui, conjoncturel, du loyalisme à l'égard du gouvernement travailliste nécessaire alors que les élections approchent. Sur le plan économique en revanche, il est cependant utile de constater la grande diversité des arguments avancés par les partisans de la modération salariale. Deux exemples suffisent à le démontrer. D'un côté, Tom Jackson, le secrétaire général de UPOW, procède à une défense de centre-droit du rapport du *General Council* et des motions 9 et 10. Il estime que le problème majeur pour la Grande-Bretagne, et particulièrement pour les classes populaires britanniques, est l'inflation et le chômage qui en résulte. Pour Jackson, la lutte contre les difficultés qui affectent l'économie britannique passe par la coopération du mouvement syndical avec le gouvernement travailliste, et par une stratégie de front syndical international pour éviter les politiques de repli et de protection menées notamment par les gouvernements allemand et états-unien depuis le début de la crise économique. Au contraire des partisans de l'AES qui défendent des mesures de protection de la production industrielle britannique, Tom Jackson se fait ici l'avocat du libre-échange comme source de dynamisme économique et d'emploi<sup>900</sup>. L'intervention d'Harry Urwin pour la TGWU, le syndicat disposant du plus grand nombre de voix au congrès, constitue à l'inverse un exemple de défense de gauche du « contrat social », qui met plutôt en avant les bénéfices sociaux pour les travailleurs. Selon Urwin, le « contrat social » constitue une avancée considérable vers la reconnaissance du rôle déterminant de la part socialisée du salaire, à côté du salaire versé par l'employeur. Il rejette les garanties demandées au gouvernement travailliste par les promoteurs de la motion 49, mettant en avant les mesures prises par le gouvernement travailliste depuis son arrivée au pouvoir, sans assurance de contrepartie syndicale. Le « contrat social » reposant sur la confiance réciproque

---

way we all understand. I believe that trade unions have failed in the patriotic duty to force up wages so that investment has to take place. Low wages mean low investment and low productivity. We have to look at realities. We do not help a Labour Government by not getting a rise at Ford's or the GEC. The millions saved by those companies are not handed to Harold to boost old age pensions. Neither is there any guarantee that the dividends will boost our national output by the purchase of new plants. They could just as easily be invested in Ford's, Germany, or GEC, South Africa. » *Ibid.*, p. 430.

<sup>900</sup> « As Germany, France and the United States seek to solve their problems by deflation, the trading position of Britain becomes worse. We should be concerned at the increasing economic isolationism which is developing in the foreign trade union movement. Our task must be to use our international influence in the European TUC, in the ICFTU, in our contacts in East Europe and with the AFL-CIO to reverse this trend. For the danger is that in trying to ensure our national self-interest we may destroy world trade and, in doing so, produce a deepening crisis of unemployment throughout the world. » *Ibid.*, p. 435.

entre les deux branches du mouvement ouvrier, demander des garanties reviendrait à une rupture de la relation de confiance<sup>901</sup>.

Bill Ronksley, le président de l'*Association Society of Locomotive Engineers and Firemen* (ASLEF), est un des rares délégués à se prononcer en faveur de la motion 49, et contre le rapport du General Council et des motions 9 et 10. Le syndicat est fortement opposé au « contrat social », dans lequel il ne voit rien d'autre qu'une politique de contrôle des revenus administrée par le TUC<sup>902</sup>. Dans sa réponse à la fin du débat, Ken Gill insiste sur l'absence surprenante des entreprises dans la stratégie économique du gouvernement. Il estime que la structuration économique de la Grande-Bretagne ne justifie en rien de faire porter sur les épaules des travailleurs le poids de la lutte contre l'inflation, lorsque l'économie reste dominée par des entreprises privées. La redistribution des richesses en faveur des travailleurs, appelée régulièrement par le congrès, ne peut se faire que par la nationalisation des entreprises ou par l'augmentation de la part des profits qui vont aux salaires, mais pas par une politique de modération des revenus. Il dénonce donc un « contrat social » implicite entre le Chancelier travailliste et les entreprises, auxquelles l'accord signé avec le TUC garantit un maintien de leurs bénéfices<sup>903</sup>.

Dans son allocution finale, Len Murray revient sur ce en quoi consiste selon lui le « contrat social », notamment ses valeurs d'obligation réciproque et de coopération qu'il met en contraste avec les principes de l'offre inconditionnelle et de l'affrontement<sup>904</sup>. C'est, selon Murray, le choix de la modération, qui seul peut permettre les progrès économiques nécessaires au maintien du niveau de vie des travailleurs britanniques. C'est le choix de la responsabilité, qui seul peut inciter les employeurs à contribuer à l'amélioration de la performance économique de la Grande-Bretagne. C'est enfin le choix de la confiance dans le

---

<sup>901</sup> *Ibid.*, p. 433-434.

<sup>902</sup> « The social contract, or social compact, whichever way you dress it up, is wage restraint policed by the General Council of the TUC. » *Ibid.*, p. 434.

<sup>903</sup> *Ibid.*, p. 438.

<sup>904</sup> « It is not – to answer Ken Gill – an unconditional offer. To me a contract, a deal, a bargain, an agreement, call it what you will, is something which depends on a mutual response from the two sides. We shall be watching the Government and the Government will be watching us. Wage restraint is not the kernel of this. Yes, of course it does involve holding our breath for a time – for a time and for a purpose. The purposes have been spelt out, by Terry Casey among others, not merely in terms of living standards, not merely in terms of wages, but in terms of an answer by the Government to all the motions being carried this week by Congress. Although we are dealing here with only one motion – or a group of motions – on one day, we are in fact discussing the whole relationship between us and the Government as such. Our purpose is to maintain living standards and to create a situation in which we can improve them, and improve them in a way which does not, Bill Ronksley, involve you having to engage your members in massive and continuing struggles to get the better justice which you are seeking. That is not the way you are looking to go. That is not the way we are looking to go. We are looking for a way of argument. We are looking for a way of discussion; we are looking for a way of reaching agreement and understanding with the Government. » *Ibid.*, p. 439.

gouvernement et le *General Council*. Demandant le soutien du congrès au rapport du General Council et aux motions 9 et 10, il propose le retrait de la motion 49, en échange de quoi il promet l'inclusion des huit revendications de la motion dans le programme sur la base duquel le TUC négociera avec le gouvernement. Après un premier vote au cours duquel les motions 9 et 10 sont adoptées par le Congrès, Ken Gill répond à la demande de Len Murray en indiquant qu'il comprend qu'une majorité des syndicalistes présents, même s'ils soutiennent les positions avancées par TASS, ne sont pas prêts à voter la motion 49 au nom de ce qu'ils perçoivent comme les intérêts immédiats du mouvement ouvrier, et retire donc sa motion. Les paragraphes du rapport du *General Council* concernant le « contrat social » sont adoptés par le congrès<sup>905</sup>.

Ce premier débat présente une série d'éléments particulièrement intéressants, notamment en ce qui concerne les arguments développés en faveur de la politique de modération salariale. La question du loyalisme à l'égard du gouvernement travailliste est centrale. Si c'est un argument que la majorité au *General Council* peut avancer un mois avant des élections et alors que le gouvernement a répondu aux attentes du TUC en abolissant les dispositifs de contrôle de l'activité syndicale mis en place par les conservateurs, ce n'est cependant pas un élément qui peut être continuellement mobilisé, en l'absence de la proximité d'élections. Il en va de même de l'argument de la confiance dans le gouvernement travailliste dont une politique sociale et économique favorable aux travailleurs et à leurs organisations est attendue, et qui n'a de force qu'en début de mandat. Les arguments moins conjoncturels sont de trois sortes. La gauche souligne avant tout les contreparties en termes d'augmentation de la part socialisée du salaire. Le centre insiste plutôt sur la justesse morale de la modération salariale et de la planification des revenus. La droite, enfin, met en avant la responsabilité des syndicats par rapport à la communauté et à l'économie nationale, et le rôle que les augmentations salariales jouent dans la hausse de l'inflation. L'argumentaire de gauche dépend du maintien par le gouvernement d'un niveau de dépense publique permettant l'extension de l'État social. En cas d'abandon de ce programme, le soutien de la gauche au programme de modération salariale est donc compromis. Il reste alors les arguments du centre et de la droite pour appuyer politiquement le programme de modération salariale. Alors que le mouvement syndical et le parti travailliste tendent à glisser vers la gauche depuis la fin des années 1960 et que la défense centriste du progrès social dans le cadre de l'économie mixte capitaliste fait l'objet de critiques de la gauche qui portent de plus en plus au sein du

---

<sup>905</sup> *Ibid.*, p. 439-440.



mouvement ouvrier, on voit clairement les fragilités de l'apparent consensus de 1974 en faveur de la politique de modération salariale.

À côté des discussions sur le cadre général de la politique économique et les relations sociales, le congrès de 1974 voit une extension de la discussion sur la question des bas salaires, introduite par une motion de NUPE adoptée par le congrès de 1973. Ce sont cette fois-ci trois motions qui sont présentées, dans un contexte moins consensuel du fait de l'introduction par NUPE de la revendication d'un salaire minimum légal. La motion 11, déposée par la GMWU<sup>906</sup>, se prononce pour une résolution du problème des bas salaires par la négociation collective, appuyée sur des mesures gouvernementales de restructuration des mécanismes de régulation collective dans les secteurs où les salaires sont bas et sur une législation en faveur de l'égalité salariale entre hommes et femmes. David Basnett, le secrétaire général de GMWU, propose une typologie des bas salaires, en distinguant trois catégories : tout d'abord les secteurs caractérisés par les bas salaires, ensuite les groupes de travailleurs mal rémunérés dans des industries pourtant caractérisées par de hauts salaires, enfin des groupes mal rémunérés dans l'ensemble de l'économie, notamment les femmes, dont les trois-quarts touchent moins de £25 par semaine, et dont 20% seulement bénéficient d'une égalité des salaires avec leurs homologues masculins. Cette complexité du problème exclut selon David Basnett une résolution qui passerait par l'imposition d'un salaire minimum légal. L'intervention étatique dans le domaine des salaires est néfaste, comme l'illustrent selon Basnett les politiques des revenus. Elle peut en revanche être bienvenue si elle permet un renforcement des structures de négociation collective, oblige les employeurs à s'aligner sur le salaire négocié collectivement, met en place un service d'arbitrage, enfin impose l'égalité salariale entre hommes et femmes. La motion est secondée par la TGWU, dont le secrétaire général Jack Jones rajoute à la typologie de David Basnett les inégalités géographiques et la concentration des bas salaires dans le Yorkshire, l'Écosse, le Sud-Ouest de l'Angleterre et l'*East Anglia*. La solution, selon Jones, passe par le renforcement de l'organisation syndicale

---

<sup>906</sup> « Congress calls on the General Council and the Labour Government to adopt parallel policies to eliminate low pay from our society. To this end, Congress requests the General Council to develop a positive programme of priorities to be pursued by affiliated unions to eradicate low pay by collective bargaining including: (1) emphasis on negotiation of realistic minimum rates and minimum earnings guarantees, including a minimum wage of £30 for a normal week of not more than 40 hours; (2) effective trade union organisation in low paid sectors; and (3) elimination of discrimination in agreements in treatment of women workers and older workers. Congress further recognises that this effort in collective bargaining has to be supported by Government measures, in particular: (a) restructuring of Wages Councils with a view to their replacement by collective bargaining recognising that in agriculture the retention of statutory wages authorities at the present time is essential; (b) strengthening of legislation and arbitration to eliminate payment by certain companies of below the going rate, either nationally or in the localities; (c) meaningful legislation on equal treatment of women workers; and (d) restriction of public sector contracts to companies paying adequate rates and recognising trade unions. » *Ibid.*, p. 441.

dans les secteurs où se concentrent les bas salaires, et par le renforcement des capacités d'action des organisations syndicales, grâce notamment à la mise en place de structures d'arbitrage. Un salaire minimum légal ne serait en revanche pas une solution susceptible de dynamiser pareillement l'organisation et l'activité syndicale<sup>907</sup>.

La motion 58, présentée par NUPE<sup>908</sup>, est antagoniste à la première en ce que sa revendication première est la création d'un salaire minimum légal, sur la base duquel les syndicats peuvent négocier avec les employeurs des compléments salariaux en fonction de la situation de leur secteur. Alan Fisher, le secrétaire général du syndicat, place la question des bas salaires dans la continuité du débat précédent sur le « contrat social » et les relations entre le mouvement syndical et le gouvernement travailliste. Il indique que l'amélioration des conditions salariales des travailleurs les moins bien rémunérés sera le critère suivant lequel NUPE jugera de la réussite de la politique de coopération avec le gouvernement. S'il indique pareillement une convergence avec la motion 11 concernant l'objectif d'élimination des bas salaires, Fisher insiste en revanche sur plusieurs points de divergence. Alors que la motion 11 propose une intervention législative à la marge et dans des domaines considérés comme périphériques à l'action syndicale, la motion 58 pense une loi unique sur le salaire minimum comme la pièce centrale du dispositif de lutte contre les bas salaires<sup>909</sup>. Alors que Jack Jones fondait l'argumentaire économique de sa proposition de salaire minimum négocié sur l'inefficacité résultant de l'existence de bas salaires – faible productivité et fort *turnover* –, et la présentait donc comme une mesure allant dans le sens des intérêts du capital, Alan Fisher estime en revanche que la mise en place d'un salaire minimum légal ne pourrait que susciter l'opposition des employeurs et la tentation chez ceux-ci de protéger leur marge bénéficiaire en

---

<sup>907</sup> *Ibid.*, p. 441-443.

<sup>908</sup> « Congress reaffirms its determination to eliminate low pay and declares that there is an urgent need for the Labour Movement to co-ordinate its activities to secure that objective. Congress therefore calls upon the General Council to develop a detailed policy to include provisions for: (i) annual negotiations between the TUC, CBI and Government to establish a statutory national minimum wage: the targets set by the TUC in these negotiations to be determined by affiliated unions and the General Council on the basis of an annual economic review; (ii) subsequent negotiations, through existing collective bargaining machinery, in which individual unions will take into account the variable factors applying to their members in particular industries, services, enterprises and occupations in addition to the nationally negotiated statutory minimum wage; and (iii) direct measures to provide the necessary support for a statutory national minimum wage; these to include the redistribution of income and wealth, the promotion of industrial efficiency and economic growth, the maintenance of full employment and the creation of job opportunities and control of prices. Congress further calls on the General Council to enter into discussions with the Labour Party to secure agreement on the implementation of such a policy as the central feature of the economic and social strategy of a Labour Government. » *Ibid.*, p. 443-444.

<sup>909</sup> « What we are seeking is a nationally negotiated statutory minimum wage which will use legislation to give the maximum support to our collective bargaining efforts. We think that is the simplest method. It is neater, it is cleaner. It poses the real class issues involved in low pay in a very much sharper form, and it provides a focal point for a meaningful understanding between the trade union Movement and the Labour Government. » *Ibid.*, p. 444.

augmentant les prix et en supprimant des emplois, c'est pourquoi elle est indissociable d'un programme interventionniste de redistribution des richesses, de croissance et de plein emploi. Enfin, alors que de nombreux syndicalistes considèrent que l'intervention étatique compromet l'autonomie des syndicats, il met en évidence les demandes d'intervention législative adressées par le mouvement syndical au gouvernement travailliste depuis son arrivée au pouvoir, et qui sont selon lui légitimes puisqu'il s'agit de la mission que le mouvement syndical a fixée historiquement au parti qu'il a créé<sup>910</sup>. La motion n'est secondée que formellement par un délégué, ce qui indique qu'aucune organisation syndicale ne soutient la motion et les revendications de NUPE.

La troisième motion du débat, la motion 57, est déposée par USDAW, l'année précédente alliée de NUPE dans la mise en avant de la problématique des bas salaires<sup>911</sup>. À l'inverse des motions 11 et 58 qui posent la question du salaire minimum, cette motion pose la question des mesures sociales – retraites, taxation, allocations – susceptibles d'améliorer les revenus des familles des travailleurs faiblement rémunérés. De ce point de vue, le délégué USDAW estime que les mesures prises par le gouvernement travailliste depuis son arrivée au pouvoir en faveur des retraités ont contribué aux objectifs de lutte contre la pauvreté fixés par le TUC, et qu'il faut aller plus loin dans ce sens. De manière générale, le délégué USDAW souligne la faible connaissance, aussi bien du côté du gouvernement que de celui des syndicats, de la situation des personnes affectées par les bas salaires et la pauvreté, et des effets économiques potentiels d'une hausse généralisée des bas salaires<sup>912</sup>. La crainte de

---

<sup>910</sup> « The second source of opposition to the policy outlined in our motion comes from those trade unionists who seem to believe that to demand legislation from a Labour Government entails the surrender of trade union autonomy to the Government. Quite frankly, that is an attitude I find very difficult to understand. In the last six months this Labour Government, at the insistence of the TUC, has used legislation to help to realise the objectives of the trade union Movement. [...] The truth is that as trade unionists we recognise that by working in co-operation with the Labour Party, which we created just for this purpose, we can secure legislative change which can speed the realisation of trade union objectives and improve the position of our members. » *Ibid.*, p. 445.

<sup>911</sup> « Congress, being aware that the problems of poverty arising among lower-paid workers and in families, referred to in the resolution adopted by the 1970 Congress, are of still greater concern four years later, calls upon the General Council to pursue more vigorously inquiries into the respective roles of state and occupational pension schemes, the effects of taxation both direct and indirect, the effects of the application of means test to various benefits and reliefs, the increasing of family allowances and their extension to the first child, with a view to preparing an authoritative report on wage and income levels throughout the economy and the policies to be pursued to establish a guaranteed weekly income as of right and eradicate poverty in every sector where it is found to exist. » *Ibid.*, p. 445.

<sup>912</sup> « It is of little use setting TUC targets and then sitting back and leaving the job in that type of situation. We have to do more. We have to sit down and ask not just what role unions can play in achieving this target but also whether it is possible in practical terms. We need to find out what will happen to retail prices. We need to find out more about employment prospects. Can we be sure, for example, that the elimination of cheap labour will not be accompanied by some rise in unemployment? Does it matter if some companies go to the wall, and perhaps most important, what will happen to differentials when the position of low pay is tackled? Will the better paid demand that their existing positions are kept? » *Ibid.*, p. 446.

conséquences néfastes sur l'emploi et l'unité du mouvement syndical explique qu'USDAW privilégie une solution passant avant tout par une augmentation de la part socialisée du salaire, plutôt que par une augmentation du salaire touché directement par les travailleurs. On comprend que les motions 11 et 58 sont des contre-feux allumés à l'initiative du *General Council* afin de pouvoir demander le rejet de la motion 57 sans donner l'impression de ne pas tenir compte de la question des bas salaires. Contre le programme régulationniste de NUPE, les deux propositions avancées sont d'un côté la réaffirmation de la croyance dans les possibilités offertes par la libre négociation collective, éventuellement appuyée à la marge sur une régulation étatique des relations professionnelles, et de l'autre la mise en avant d'un programme social qui neutralise la revendication de transformation des relations professionnelles et de redistribution des profits entre travail et capital. Dans les deux cas, c'est une perspective centriste de défense de l'organisation socio-économique existante qui est opposée à la revendication par NUPE d'un programme plus interventionniste dans les relations professionnelles et dans l'économie.

Dans le court débat qui s'ensuit, les rares prises de parole vont dans le sens des motions 11 et 58 et de l'opposition à la perspective régulationniste de NUPE. La *National Union of Agricultural and Allied Workers*, l'année précédente également alliée à NUPE, se range du côté de la majorité du *General Council*, tout en soulignant cependant que la demande formulée par la motion 11, dans le sens d'une suppression des mécanismes de détermination des salaires existant dans les secteurs faiblement organisés au profit de la négociation collective, est une solution relativement abstraite par rapport à la réalité du travail et de l'organisation syndicale, marquée par l'éclatement des lieux de travail et la rotation rapide de l'emploi. Au nom du *General Council*, Sidney Greene, le secrétaire général de la NUR, apporte son soutien aux motions 11 et 57. Il demande aux délégués de rejeter la motion 58 tout d'abord en raison de son irréalisme : elle suppose selon lui qu'il est possible pour le TUC d'obtenir l'accord du CBI pour un salaire minimum de £30 par semaine, ce qui est peu probable. Ensuite, il estime qu'elle ignore la position déterminée par le congrès lors du précédent vote sur la question d'un salaire minimum légal en 1970, où cette revendication avait été rejetée au profit de la négociation collective, or aucune évolution depuis 1970 n'incite le *General Council* à réviser cette position<sup>913</sup>. En dépit d'une nouvelle intervention d'Alan Fisher, les motions 11 et 57 sont adoptées, la motion 58 rejetée.

---

<sup>913</sup> *Ibid.*, p. 447-450.

Cet épisode montre la situation de minorité protestataire dans laquelle NUPE se retrouve au sein du mouvement syndical à partir de 1974. Elle est isolée dans sa défense régulationniste d'un salaire minimum légal. Si NUPE soutient encore la politique de modération salariale au congrès de 1974, elle conditionne son soutien futur aux effets de la politique menée par le gouvernement travailliste sur les bas salaires, et se positionne déjà dans le camp des partisans d'un programme économique. Enfin, elle fait partie des syndicats des services publics dont les intérêts et les aspirations entrent progressivement en tension avec le programme industriel promu par la majorité au congrès et au *General Council*. La question des bas salaires, centrale pour NUPE, est donc au centre d'un faisceau d'oppositions au sein du mouvement syndical, qui toutes constituent NUPE en un syndicat de contestation vis-à-vis de la politique du gouvernement et de la direction du TUC.

### **2.5.2.2 La phase I et la lutte contre l'inflation (1975-1976)**

La politique de modération salariale défendue par le TUC sort renforcée du congrès de l'automne 1974, même si le *General Council* indique qu'il prend en compte les éléments avancés dans la motion plus offensive déposée puis retirée par TASS, et les revendications formulées dans la motion défendue par NALGO dans le sens d'une plus grande consultation avec les syndicats et d'une attention aux conditions salariales défavorables du secteur public. L'automne 1974 est cependant marqué par une série d'accords salariaux élevés, suite auxquels le *General Council* envoie le 21 novembre une circulaire aux syndicats. Mettant en évidence la politique de relance engagée par le gouvernement et les signes amicaux envoyés au mouvement syndical, et suggérant que la spirale de l'augmentation des salaires et des prix ne profite au final à personne, il y réaffirme le principe général de modération salariale et les recommandations spécifiques aux négociateurs en termes de respect de l'intervalle de douze mois entre deux accords et de priorité à accorder aux bas salaires<sup>914</sup>. Du côté du gouvernement, l'impression qui domine est celle d'une incapacité des syndicats à remplir leurs engagements, en dépit des lois pro-syndicales et de l'accroissement des prestations sociales accordés par le gouvernement travailliste. Dans un discours à Leeds en janvier 1975, Denis Healey fait part de son agacement face aux accords salariaux supérieurs à l'inflation et affirme que les augmentations salariales en sont la principale cause<sup>915</sup>. Au cours de l'année 1974-1975<sup>916</sup>, le secrétaire général du TUC et parfois le *General Council*

---

<sup>914</sup>Trades Union Congress, *op. cit.*, 1975, p. 269-270.

<sup>915</sup> Denis Healey, *op. cit.*, 1989, p. 394.

<sup>916</sup> Les phases successives de la politique des revenus du gouvernement travailliste étant d'une durée de douze mois à partir de l'été 1975, il est de coutume d'envisager les négociations salariales entre 1974 et 1979 sur des

interviennent auprès de syndicats pour inciter au respect de la politique de modération salariale volontaire. C'est le cas dans le secteur de la construction en septembre, dans les mines en décembre, dans l'électricité en mars, dans les chemins de fer en avril, enfin dans le transport maritime en mai<sup>917</sup>. En février 1975, les six dirigeants syndicaux membres du NEDC rencontrent le ministre de l'emploi, qui s'inquiète des accords salariaux conclus depuis que le contrôle des revenus imposé par la loi a été aboli au printemps 1974. Tous se mettent d'accord sur la nécessité de poursuivre fermement la politique de modération salariale.

Fin avril 1975, le *General Council* fait de nouveau le bilan des accords salariaux conclus depuis un an. Il constate que la moyenne des accords est proche de la hausse des prix – alors que la presse met en avant le caractère prétendument inflationniste des accords salariaux – et que la plupart des augmentations supérieures au simple besoin de maintenir le niveau de vie correspondent généralement au rétablissement des conditions salariales de groupes de travailleurs, notamment dans le secteur public, particulièrement affectés par la politique des revenus du gouvernement Heath. Il regrette cependant des manquements au principe de modération salariale, et considère que de tels accords à un rythme aussi soutenu lors des négociations à venir remettraient en cause la possibilité de réduire l'inflation. Le *General Council* envoie donc une deuxième circulaire aux syndicats le 21 mai 1975, exactement six mois après la circulaire de novembre, mais sur un ton plus insistant. Dans celle-ci, il rappelle que le principe de modération salariale et de respect de l'intervalle de douze mois entre deux accords ont été acceptés par le congrès de 1974, et qu'ils doivent donc être mis en œuvre volontairement et observés attentivement, afin d'atteindre l'objectif de réduction de l'inflation en dessous de 20% avant la fin de l'année. Il refuse également que les augmentations concédées exceptionnellement à certains groupes soient utilisées comme éléments de comparaison pour motiver des revendications salariales<sup>918</sup>.

L'inquiétude collective des dirigeants du TUC est rapportée dans la plupart des récits sous la forme d'une prise de conscience de la responsabilité syndicale à l'égard de l'économie britannique<sup>919</sup>. Il semble effectivement que la thèse d'un rôle central des augmentations

---

années qui vont d'août à août. On étudiera donc successivement les périodes 1974-1975, 1975-1976, 1976-1977, 1977-1978, enfin 1978-1979.

<sup>917</sup> « In all these cases the General Council representatives recognised the problems that the unions were facing but emphasised the importance of negotiators acting within the spirit of the guidelines devised within the trade union Movement. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1975, p. 270.

<sup>918</sup> *Ibid.*, p. 270-272.

<sup>919</sup> « But in 1975 union leaders 'looked into the abyss' of hyperinflation, and after reaching a peak of almost 30 per cent in the summer of that year, wage inflation slowed down. The Government was able to negotiate an agreement with the TUC on the basis of a flat-rate increase of £6 per week. » Jim Tomlinson, *op. cit.*, 2004, p. 57.

salariales dans la hausse de l'inflation se soit diffusée assez largement, non seulement dans les cercles politiques et ministériels<sup>920</sup>, mais aussi au sein du mouvement syndical. Dans son rapport au congrès de 1975, le *General Council* insiste plutôt sur le risque d'un tournant déflationniste de la politique gouvernementale, qu'il s'agit d'éviter à tout prix dans un contexte déjà caractérisé par une augmentation du chômage, et sur la nécessité de préserver le « contrat social » qui peut seul permettre d'obtenir la mise en œuvre du programme législatif promis par le gouvernement travailliste. Selon Burk, la défaite de la gauche qui portait le « non » au référendum sur la CEE de juin 1975 contribue aussi à inciter le *General Council* du TUC, qui perd des appuis au sein du gouvernement, à accepter une version plus contraignante du contrôle des revenus que la modération salariale volontaire défendue jusqu'alors<sup>921</sup>. Selon Ludlam, la direction du TUC s'inquiète tout autant de la radicalisation des syndicats des secteurs publics, NUPE en tête, dont elle craint qu'ils rejoignent la gauche hostile à la politique des revenus – TASS, AUEW, ASTMS – pour former un front d'opposition au « contrat social » à l'automne. Pour cette raison, la direction du TUC incite le gouvernement à modérer l'ardeur à réduire les dépenses publiques manifestée par Healey dans son budget d'avril<sup>922</sup>.

À partir de début mai 1975, Jack Jones fait au cours d'une série de réunions publiques la proposition d'une augmentation salariale fixe pour l'année à venir, projet qu'il défend dans des articles et entretiens accordés à la presse populaire. Dans ses mémoires, il indique avoir senti sa position validée par le soutien reçu lors de diverses conférences syndicales tout au long de mai et juin 1975. En dépit de l'opposition de l'AUEW hostile à une mesure dont elle craint qu'elle écrase l'échelle des salaires, Jones parvient à obtenir le ralliement de la majorité du *General Council* au principe d'une augmentation fixe. En juin, celui-ci se prononce pour un programme en 6 points, incluant (i) un objectif chiffré en matière de réduction de

---

<sup>920</sup> Face à la hausse de l'inflation, qui s'élève à 20% en 1974 et atteint 25,4% sur les premiers mois de l'année en avril 1975, une première stratégie possible est en effet le contrôle des prix si l'on considère que c'est le produit structurel de l'augmentation du prix des matières premières et de la dégradation de l'appareil productif britannique qui facilite la pénétration des importations. La mise en œuvre de politiques des revenus revient à voir plutôt dans l'inflation l'effet conjoncturel des augmentations salariales. Gamble fait remonter cette croyance à l'« explosion salariale » de 1969-1970. Andrew Gamble, *op. cit.*, 1981, 1994, p. 121; Dudley Jackson et al., *Do Trade Unions Cause Inflation? Two Studies, With a Theoretical Introduction and Policy Conclusion*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971. Robert Taylor attribue pareillement à cet épisode la diffusion de cette hypothèse au sein du parti travailliste. Thomas Balogh, ancien conseiller économique de Wilson, publie ainsi en 1970 un pamphlet qui lie l'activité syndicale à l'augmentation des prix. Denis Barnes, secrétaire permanent du ministère de l'emploi et de la productivité entre 1968 et 1972, estime quant à lui dans un ouvrage de 1980 que tous les gouvernements de l'après-guerre se sont inquiétés des effets de l'activité syndicale sur l'économie britannique, et tout particulièrement sur les coûts de production et les prix. Denis Barnes et Eileen Reid, *op. cit.*, 1980, ix.

<sup>921</sup> Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, p. 16.

<sup>922</sup> Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 18.

l'inflation, (ii) une augmentation salariale limitée à une somme fixe, (iii) une restriction des salaires les plus élevés, (iv) des dispositifs pour éviter une augmentation des prix, (v) une réduction du taux de chômage et enfin (vi) la préservation et l'amélioration du « contrat social ». Le test véritable pour Jones demeure cependant la conférence de son propre syndicat à la fin du mois de juin. Dans un premier temps, en dépit d'un débat vif où le « contrat social » est l'objet de virulentes critiques, la conférence de la TGWU se prononce à une large majorité en faveur du « contrat social » et de la proposition de Jones d'une augmentation fixe.

Selon Jones, ce consensus syndical émergent est remis en cause par la précipitation du gouvernement. Le 1<sup>er</sup> juillet, en pleine conférence de la TGWU, face à une chute de la livre sterling et alors que l'inflation dépasse 26%, Denis Healey se prononce à la Chambre des communes pour un objectif de 10% d'inflation maximum pour l'année à venir, une augmentation des salaires de 10% maximum également, et l'extension du plafonnement nominal du budget des services publics pour y limiter mécaniquement les augmentations de salaires. Il est encouragé dans ce sens par le Trésor qui préfère une augmentation en points de pourcentage à une augmentation en somme d'argent. Il indique enfin que le gouvernement est favorable à une politique volontaire menée de concert avec le TUC et le CBI, mais qu'il sera obligé de légiférer si un accord ne peut être trouvé. Healey présente cette décision sous la forme d'un renversement de la politique du gouvernement, puisque la veille encore Wilson suggérait dans un discours qu'il était hostile à une politique des revenus. Il y voit une convergence avec la position du mouvement syndical sur la question de la modération salariale. Au sein du gouvernement, Healey bénéficie du soutien de Wilson et sa position est donc largement majoritaire parmi les ministres du Cabinet. Seules la gauche et quelques figures du centre comme Callaghan sont opposées au principe d'une politique des revenus. Pour Jones en revanche, qui dans ses mémoires réserve à Healey un traitement assez défavorable, cette action unilatérale du gouvernement manque de peu de faire capoter l'adhésion syndicale à la modération salariale. À la conférence de la TGWU, Jones parvient de justesse à empêcher les opposants à la modération salariale de renverser les décisions précédemment prises dans ce sens<sup>923</sup>.

Suite à des négociations rapides entre le gouvernement, le TUC et le CBI, le gouvernement publie son livre blanc *The Attack on Inflation* le 11 juillet 1975, où il préconise une augmentation fixe de £6 pour les personnes gagnant moins de £8500 par an, suivant en

---

<sup>923</sup> Jack Jones, *op. cit.*, 1986, p. 296-298.



cela les recommandations de Jack Jones et du *General Council* du TUC<sup>924</sup>. Le gouvernement s'emploie à ménager les syndicats en imposant des sanctions seulement contre les employeurs qui accordent des augmentations de salaire trop importantes, pas contre les travailleurs qui revendiquent une augmentation supérieure à la norme fixée par le gouvernement<sup>925</sup>. Le 16 juillet, le gouvernement fait passer au parlement un *Remuneration, Charges and Grants Bill* qui, à défaut d'inscrire dans la loi un plafond salarial, donne au ministre le pouvoir de contraindre les employeurs à respecter les objectifs fixés par le livre blanc<sup>926</sup>. Le 23 juillet, le *General Council* affirme son soutien à la politique du gouvernement, largement inspirée de ses propositions, et lance une campagne intitulée « *The Development of the Social Contract* ». Publié à destination des syndicats affiliés, ce document vise à convaincre syndicalistes et négociateurs des bienfaits de la modération salariale<sup>927</sup>. Pour prendre à contre-pied les critiques syndicales qui estiment que le « contrat social » associe trop fortement les organisations syndicales à la politique du gouvernement, le *General Council* indique que le problème est au contraire que le « contrat social » ne va pas assez loin. Il est nécessaire de renforcer la participation des syndicats aux décisions gouvernementales affectant la politique sociale et économique de la Grande-Bretagne, qu'il s'agisse de l'élaboration du budget ou des investissements industriels. Cependant, les opportunités offertes au mouvement syndical par le « contrat social » ont une contrepartie, selon le *General Council*. Les syndicalistes doivent accepter leur responsabilité dans les difficultés économiques qui affectent la Grande-Bretagne, et notamment le rôle joué par les accords salariaux dans l'inflation<sup>928</sup>. Alors que les rapports

---

<sup>924</sup> Kathleen Burk et Alec Cairncross, *op. cit.*, 1992, p. 16 ; Trades Union Congress, *op. cit.* 1975, p. 272-273. Jones précise cependant, en dépit son association à cette politique, qu'il était pour sa part favorable à une augmentation de sept ou huit livres. Le chiffre de six livres constitue un compromis par rapport à Healey qui souhaitait limiter l'augmentation à cinq livres. Le plafond de 8 500 livres annuelles constitue également un compromis entre les 10 000 livres proposées par Healey et les 7 000 livres proposées par le *General Council* du TUC. De manière générale, Jack Jones accuse dans ses mémoires Healey d'avoir constamment relayé les arguments des fonctionnaires du Trésor. Jack Jones, *op. cit.*, 1986, p. 298. À l'inverse, Robert Taylor souligne que, contre un Trésor favorable à une politique des revenus appuyée sur la loi, le gouvernement et le TUC se mettent d'accord sur une politique volontaire de modération salariale. Robert Taylor, *op. cit.*, 1993, p. 236-237.

<sup>925</sup> Denis Healey, *op. cit.*, 1989, p. 394-395.

<sup>926</sup> « On July 16 the Government introduced a Remuneration, Charges and Grants Bill which gave the Government certain additional powers foreshadowed in the White Paper: namely, the removal of existing contractual obligations on employers to pay remuneration in excess of the pay figures; powers to disallow from price increases the whole cost of any increase in remuneration in excess of the figures, and to reduce the grant to any local authority giving remuneration in excess of the figures [...] ». Trades Union Congress, *op. cit.*, 1975, p. 273.

<sup>927</sup> En dépit de cette apparence de consensus suggérée par le rapport du *General Council*, Jack Jones souligne dans ses mémoires que la décision s'est faite à une majorité finalement assez courte de dix-neuf contre treize, un certain nombre de syndicalistes voyant dans le déclassement de Tony Benn au sein du gouvernement une décision hostile du gouvernement. Jack Jones, *op. cit.*, 1986, p. 298.

<sup>928</sup> « There may be some trade unionists who believe that it is correct and important for the Government to pursue the policies outlined in earlier TUC documents, but who do not understand, or believe, that any modification of wage bargaining approaches is right or necessary. They believe, in other words, that the level of wage claims and

et déclarations des années précédentes tendaient à défendre les accords salariaux contre une telle accusation, et même si la droite du mouvement syndical défendait déjà la modération salariale au nom de la lutte contre l'inflation, ce document constitue la première acceptation explicite par la direction du TUC du rôle joué par l'activité syndicale et les revendications salariales dans l'inflation. L'argument central anti-inflation n'est pas l'érosion du pouvoir d'achat des travailleurs et de leurs familles, même si cet argument a déjà pu être mobilisé par la direction du TUC en appui à la politique de modération qu'elle défend. Selon le *General Council*, la modération salariale et la lutte contre l'inflation sont nécessaires pour restaurer la compétitivité de l'économie britannique, afin de profiter de la relance de l'économie mondiale qui se profile au cours de l'année à venir. Le *General Council* écarte l'hypothèse, parfois formulée au centre et à gauche, d'une dévaluation de la monnaie pour rendre les productions britanniques concurrentielles, et ce pour deux raisons : tout d'abord une telle dévaluation ne ferait qu'accroître la spirale inflationniste en augmentant le coût des importations ; ensuite, le rôle de la Grande-Bretagne comme place financière internationale, et de la livre sterling comme monnaie de réserve, serait menacé par une dévaluation, qui ne ferait dès lors que renforcer les difficultés de la Grande-Bretagne en détériorant la balance des paiements. Dès lors que la réduction des coûts de production est avancée comme le principal moyen d'agir sur l'inflation et sur la compétitivité des entreprises britanniques, le contrôle des revenus devient le principal levier d'action du gouvernement, même si le *General Council* souligne que l'investissement industriel constitue un autre outil d'amélioration de la compétitivité, dont il estime que le gouvernement n'a pour l'heure pas fait un usage satisfaisant<sup>929</sup>.

Dans une deuxième partie du document, le *General Council* souligne que les discussions avec le parti travailliste se sont poursuivies au cours de l'année par l'intermédiaire du *TUC-Labour Party Liaison Committee*, de même que le « contrat social » a établi une relation de travail efficace entre le gouvernement travailliste et le TUC. Pour marquer l'importance de la relation établie, le document fait immédiatement après le bilan des avancées obtenues par le mouvement syndical. Celles-ci concernent bien entendu la législation concernant les relations professionnelles, plus favorable aux syndicats, mais aussi

---

settlements can never cause economic difficulty. The General Council do not accept this. It is of course true that, in many years, price increases can in no significant way be attributed to wage increases. Even at the present time, there are many other elements in inflation; there is the stagnation of the economy which means that improvements in efficiency are not offset price and cost increases; there is the wave of private sector and public sector price increases sanctioned by recent budgets and adjustments in the Price Code; there is the decision to increase indirect taxation as well as the continued increases in other taxes including income tax and local rates. But the fact remains that wages too are at the present time playing a major part in this development. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1975, p. 347.

<sup>929</sup> *Ibid.*, p. 347-348.

la politique économique. Le *General Council* place également énormément d'espoir dans l'*Industry Bill* promis par le gouvernement : celui-ci prévoit le déblocage d'un milliard de livres pour l'investissement industriel, établit un *National Enterprise Board* chargé de mettre en place des accords de planification, ouvre l'accès à des informations concernant la santé des entreprises, prévoit la création de nouvelles agences de développement en Écosse et au Pays de Galles, enfin doit permettre de mettre en œuvre la réorganisation des industries en crise. À côté de cette pièce maîtresse de la politique industrielle du gouvernement travailliste, le *General Council* salue les nationalisations annoncées dans les chantiers navals et l'industrie aéronautique, le soutien au secteur de l'énergie, enfin l'amélioration des conditions d'emploi et la réorganisation dans les ports et dans le secteur de la construction. Enfin, le *General Council* met en avant la politique sociale du gouvernement. La part socialisée du salaire a augmenté de 30% entre 1973-1974 et 1974-1975, et contribué à une redistribution considérable des revenus. Le *General Council* salue pareillement la transformation de la fiscalité dans le sens d'une meilleure redistribution des richesses, même s'il déplore le caractère injuste de l'augmentation de la TVA<sup>930</sup>.

La partie du document consacrée aux négociations salariales de l'année et aux recommandations pour l'année à venir est préfacée d'un état des lieux de la situation économique de la Grande-Bretagne, jugée préoccupante au regard de la situation des indicateurs macroéconomiques que sont la production industrielle, le chômage et la hausse de l'inflation. C'est sur la base d'une telle analyse de la situation économique que le *General Council* fait le bilan des accords salariaux de l'année 1974-1975, caractérisés par un respect insuffisant des consignes du TUC, et par un effet d'entraînement lié aux fortes augmentations de salaires reçues par les travailleurs des services publics, même si celles-ci sont jugées nécessaires par le TUC afin de rattraper le retard accumulé dans ces secteurs pendant la période conservatrice de contrôle des revenus. C'est ce bilan qui motive selon le *General Council* sa décision de spécifier, pour l'année suivante, des objectifs chiffrés en termes de revenus, de prix et d'emploi. À ce bilan se rajoute le contexte immédiat de l'été 1975, marqué par une baisse de la compétitivité des produits britanniques par rapport à ceux des pays concurrents, et par une dépréciation progressive de la livre. Selon le TUC, qui est sur ce point d'accord avec le gouvernement travailliste, cette baisse de la valeur de la livre sterling fait courir un risque indirect pour l'économie britannique et le mouvement ouvrier, dans la mesure où un retrait massif des dépôts de livre sterling par les investisseurs et la

---

<sup>930</sup> *Ibid.*, p. 350-352.

déstabilisation de l'économie britannique qui en résulterait contraindraient le gouvernement britannique à contracter un prêt auprès du FMI, lequel ne manquerait pas de demander en contrepartie des politiques d'austérité et de réduction des dépenses publiques qui ne feraient qu'appauvrir les travailleurs et accroître le chômage. Pour éviter un tel scénario et rétablir la confiance des investisseurs, une politique de réduction de l'inflation est nécessaire, qui passe par une modération des accords salariaux<sup>931</sup>.

Tout en motivant le choix d'une augmentation de £6 par semaine pour tous les travailleurs par le caractère égalitaire et efficace d'une telle mesure, le *General Council* souligne également son caractère contingent et temporaire, pour rassurer les syndicats et groupes de travailleurs inquiets face aux conséquences de cette politique en termes d'érosion des différences de salaires. Les termes du texte sont cependant très fermes, le TUC cherchant à éviter que des augmentations de salaires soient déguisées sous la forme d'augmentations des primes ou d'une réduction du temps de travail. Les syndicats et employeurs désireux de passer outre le taux fixe d'augmentation de £6 par semaine doivent ainsi soumettre leur proposition à l'*Advisory Conciliation and Arbitration Service (ACAS)*<sup>932</sup>. Le TUC présente ensuite tout un ensemble d'exigences qui servent de contrepartie aux sacrifices demandés aux travailleurs, même si le TUC présente le contrôle des revenus et ses autres revendications comme faisant partie d'une même stratégie qui tout entière doit bénéficier aux travailleurs. Trois séries d'exigences répondent aux besoins individuels des travailleurs et de leurs familles. Une première série concerne le renforcement du dispositif de contrôle des prix<sup>933</sup>. Une seconde série d'exigences concerne l'emploi, alors que la Grande-Bretagne s'apprête à dépasser la limite fatidique du million de chômeurs<sup>934</sup>. Enfin le TUC insiste sur la nécessité de veiller à

---

<sup>931</sup> *Ibid.*, p. 353-355.

<sup>932</sup> *Ibid.*, p. 357. L'ACAS est la forme que prend le service de conciliation et d'arbitrage annoncé dès 1972 par le *TUC-Labour Party Liaison Committee* en remplacement du dispositif contraignant mis en place par l'*Industrial Relations Act*. L'adjonction de l'adjectif « consultatif » (« *advisory* ») par rapport à ce qui était originellement pensé sous le seul titre de *Conciliation and Arbitration Service* vise probablement à marquer la non-ingérence de cet organisme para-gouvernemental dans les relations professionnelles.

<sup>933</sup> Le TUC demande que le gouvernement fixe un objectif de réduction du taux d'augmentation annuel des prix, des 25% alors enregistrés à 10% un an plus tard ; que le contrôle ne s'exerce pas seulement sur les prix mais également sur les marges bénéficiaires ; si le gouvernement ne parvient pas à obtenir l'accord des industriels, qu'il impose une limite au rythme de l'augmentation des prix, en ne les autorisant que tous les six mois par exemple ; que le gouvernement renonce à son intention de réduire les aides au logement et les aides alimentaires ; que le gouvernement interdise aux entreprises de traduire les augmentations de salaire supérieures à la limite de £6 par semaine sous la forme d'augmentations de prix ; que les professions libérales soient incluses dans la limite des £6 par semaine et le plafond de £7000 par an pour bénéficier d'une quelconque augmentation ; que le gouvernement améliore l'information accessible aux consommateurs, en aidant à la mise en place de centres de conseil auprès des consommateurs (*consumer advice centre*) et en publiant des statistiques hebdomadaires sur les prix dans différentes villes et régions de Grande-Bretagne. *Ibid.*, p. 357-359.

<sup>934</sup> Le TUC demande que la mise en place du dispositif d'aide temporaire à l'emploi (*Temporary Employment Subsidy*) soit accélérée et étendue, par-delà les zones de développement (*Development Areas*), à l'ensemble de la

une amélioration de la part socialisée du salaire, sous la forme d'aides aux handicapés, d'allocations familiales, de dispositions en matière d'éducation et d'une indexation des retraites sur la progression des salaires. D'autres séries d'exigences répondent aux revendications collectives du mouvement ouvrier, tel qu'elles s'expriment dans l'AES. Un premier volet concerne l'encouragement à l'investissement industriel et à la réforme de l'industrie<sup>935</sup>, un second la régulation des importations<sup>936</sup>. La dernière section du rapport, intitulée « *Implementing the social contract* », révèle les inquiétudes du *General Council* par rapport à l'acceptation par les syndicalistes de l'accord qu'il a conclu avec le gouvernement. C'est pourquoi il insiste sur la nécessité pour les délégués et les dirigeants syndicaux de s'identifier plus clairement avec le « contrat social » et ses objectifs, plutôt que de considérer qu'il ne concerne que le gouvernement et le TUC. Cela suppose que, entre sa rédaction au début de l'été et les décisions au congrès du TUC de septembre, chaque syndicat fasse circuler ce rapport dans l'ensemble de son organisation et le soumette à la discussion à chaque niveau de décision de sa structure. Pour faciliter l'acceptation de cet accord dont le TUC admet qu'il retarde la satisfaction de certaines exigences syndicales en matière de salaire, le *General Council* annonce le lancement d'une campagne de publicité conjointe associant le TUC, le gouvernement et le parti travailliste<sup>937</sup>.

Dans son allocution inaugurale au congrès de 1975, Marie Patterson présente les enjeux économiques du moment et les menaces qui pèsent sur les avancées sociales obtenues par le mouvement syndical depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes, avec la même gravité

---

Grande-Bretagne, tout en s'adressant particulièrement aux secteurs susceptibles de bénéficier d'une reprise de la croissance mondiale, c'est-à-dire principalement le secteur manufacturier ; que le gouvernement mène une politique de réflation en fixant un objectif de croissance supérieur ; que le gouvernement fasse usage des accords de planification et des compétences de la *Manpower Services Commission* pour favoriser la création d'emplois ; que le gouvernement améliore le fonctionnement des systèmes d'allocations, qui sont défavorables aux personnes qui travaillent à temps partiel. *Ibid.*, p. 361.

<sup>935</sup> Le TUC demande : tout d'abord, face à la baisse des investissements privés, que le gouvernement utilise les dispositions du nouvel *Industrial Act* pour obliger les entreprises à signer des accords de planification et pour mettre en place un centre national pour la planification (*National Planning Centre*) rassemblant représentants syndicaux, cadres des entreprises et fonctionnaires, et qu'il réponde favorablement aux sollicitations conjointes du TUC et du CBI en vue de l'élaboration d'un programme national de planification (*national planning framework*) ; ensuite, un contrôle accru sur les investissements privés pour les orienter dans le sens de créations d'emplois, comme c'est le cas en Suède à travers l'équivalent de la *Manpower Services Commission* ; un contrôle accru sur le système financier pour orienter les fonds vers l'industrie manufacturière plutôt que vers la finance et l'immobilier, comme c'est le cas depuis la dérégulation du crédit en 1971 ; une accélération et une extension des procédures de nationalisation ; enfin que le gouvernement légifère rapidement pour favoriser le développement de la démocratie sociale. *Ibid.*, p. 361-362.

<sup>936</sup> Le TUC demande au gouvernement d'agir en faveur de certains secteurs affectés par des pratiques concurrentielles déloyales comme le textile, l'habillement, les chaussures, le verre, les produits électroniques et les voitures. De manière générale, le TUC estime qu'un contrôle généralisé des importations pourrait être mis en place temporairement, jusqu'à ce que l'économie recommence à croître. *Ibid.*, p. 362.

<sup>937</sup> *Ibid.*, p. 363-364.

que le rapport du *General Council*, mais avec une emphase propre à ce type de discours<sup>938</sup>. Dès lors, le contrôle des revenus demande certes des sacrifices pendant l'année à venir, mais est le seul moyen d'éviter la catastrophe que représenterait pour la classe ouvrière la poursuite de l'inflation et de la hausse du chômage<sup>939</sup>. Len Murray, qui présente le rapport du *General Council*, insiste sur les avancées pour le mouvement ouvrier obtenues au cours des douze mois précédents, dont le TUC attend la poursuite dans les mois à venir, et affirme que l'évolution du « contrat social » ne constitue en rien un demi-tour à 180 degrés (« *no U-turn* ») par rapport aux décisions du congrès de 1974. Comme la plupart des défenseurs du « contrat social » et parce qu'il anticipe l'opposition à la dimension de contrôle des revenus, Len Murray préface son argumentation par une description de la situation économique, qu'il présente comme constituant le point de départ irréfutable de la réflexion, et comme caractérisée principalement par les dangers de l'inflation et de la montée du chômage et la nécessité de maintenir la confiance des investisseurs dans la livre sterling<sup>940</sup>. Pour Murray, la Grande-Bretagne fait face à trois crises simultanées : la récession mondiale, la poussée de l'inflation et le déclin industriel, ce dernier constituant selon Murray le problème le plus fondamental. Murray se livre ensuite à une analyse économique de la situation de la Grande-Bretagne, dans laquelle il accorde une primauté logique à la situation économique internationale sur la situation britannique et accepte l'ouverture internationale de l'économie britannique. Cela l'amène à refuser l'hypothèse de politiques réflationnistes pensées

---

<sup>938</sup> « The achievements already recorded, the even bigger achievements we look for, could be engulfed and lost if the rising tide of inflation is allowed to continue unabated. We are not Canutes facing that tide, powerless to prevent its advance. We have the strength and capacity to build up the seawalls against the danger. And we have the time to do it. But not much time. Twelve months from now would be too late to take the resolute action that the crisis demands. But if the right action is taken bravely and firmly, the outlook a year from now will be far less grim and grey. [...] Behind the defensive walls that the policy on prices, pay and jobs will set up, I am sure we can plan for advances, not only in the economic and industrial fields, but in health, education and social services. » *Ibid.*, p. 369-370.

<sup>939</sup> « The next few months will be a tremendous test to all of us. For a time prices may go on rising despite all the efforts to control them – and while we recognise what has already been done we shall be looking for even more vigorous action on the prices front. For a time, unemployment may go on rising despite all the efforts to check it – and we welcome the temporary employment subsidy for which we asked and the activities of the Manpower Services Commission whose establishment we advocated. We shall go on knocking on the Government's door for more measures to keep people fully at work. But if in the coming year all who are in a job – and I mean all, not just some of them or most of them – accept a standard flat-rate increase in the pay-packets, then the increases in prices and unemployment can be checked before they reach the level of disaster. » *Ibid.*, p. 369.

<sup>940</sup> « Everyone here will agree that our job is to protect the interests of working people, and that we can only do this with policies that accord with the realities of the situation. We cannot sloganise those realities away. Nor will anyone deny that the present situation is serious and dangerous. The people that we represent know that. They are worried about inflation running at 25 per cent and threatening to get worse. They are worried about the rise in unemployment – a rise which is in part a result of that inflation. And they know what the consequences would be if the rest of the world lost confidence in the pound. » *Ibid.*, p. 455.

indépendamment du contexte économique international<sup>941</sup>, et à mettre l'accent sur la nécessité de préserver la confiance des investisseurs, ce qui implique un contrôle strict de la dépense publique<sup>942</sup>. Le tournant déflationniste amorcé par le gouvernement travailliste est pleinement accepté et défendu par Murray. Le troisième élément d'analyse économique présenté par Murray concerne la hausse brutale des prix des matières premières au cours des dernières années, dont il espère qu'elle bénéficie aux travailleurs des pays producteurs, mais qui va nécessiter une amélioration radicale de la productivité industrielle britannique pour éviter une augmentation trop forte des coûts de production et une baisse de la compétitivité<sup>943</sup>. Alors même que les travailleurs britanniques reçoivent déjà des salaires faibles en raison de la faible productivité industrielle britannique, Murray indique qu'ils vont devoir accepter une baisse de leur niveau de vie pour éviter que l'augmentation des coûts de production ne grève davantage la compétitivité de l'industrie britannique. Si Murray ne fait pas de la hausse des salaires le facteur premier de la faible compétitivité de la Grande-Bretagne, celle-ci a en revanche selon lui été la cause principale de l'inflation des mois précédents<sup>944</sup>. L'acceptation par Murray des différents éléments du programme d'austérité économique – réduction des dépenses publiques et contrôle de la hausse des salaires – est donc totale.

Murray s'emploie ensuite à démonter les motions hostiles à la politique défendue par le *General Council* et qui forme la base de l'accord avec le gouvernement. Il s'en prend tout d'abord à la motion 9, la principale motion d'opposition de gauche défendue par TASS et

---

<sup>941</sup> « Fortunately, there are now real grounds for hope that the world economy will pick up quite strongly within the next few months. This is partly a result of the persuasive pressure which the British Government, among others, has been exercising on such countries as the US, Germany and Japan. But it is no good thinking that we can expand on our own. We cannot just go for reflationary action and economic growth on the basis of deficit financing. » *Ibid.*, p. 456.

<sup>942</sup> « We already have a Government deficit of no less than £9,000 million. And such unconsidered action [deficit financing] would seriously weaken our competitive position in the world and confidence in the pound all round the world. Although we still have a surplus of long-term assets over liabilities, we have had a balance of payments deficit in this country of record proportions. Short-term borrowing is essential for the present, and that means that there must be confidence in the exchange rate. That confidence will be jittery so long as our rate of inflation is twice the average of our competitors and getting worse. We cannot go about spending money as we like with somebody else's cheque book in our pockets. » *Ibid.*, p. 456.

<sup>943</sup> « Adjust we must. This makes all the more critical the need to improve our industrial performance. This means bringing our industrial infrastructure up to date, increasing investment, improving management, ridding our society – and in particular our educational system – of class distinctions. It means training our manpower and putting the skills to proper use. » *Ibid.*, p. 456.

<sup>944</sup> « The stark reality is that some people, for a time, are going to have some reduction in their living standards. I do not want to burke that issue. I understand the pressures and the worries that our people are feeling. I know too that pay rises have not been the primary cause of our poor economic performance over the years. We are a low-wage economy. That is because our country's industrial performance has been low, below that of our competitors; because investment has been too low and too often in the wrong places; and because, in turn, productivity has been too low. We cannot put that right in real terms merely by paying ourselves more money. The last year has shown that. In recent months increases in incomes have been the primary cause of rising prices. Whatever else needs to be done – and the Special Report points out much else that needs to be done – we cannot deny that some action is needed on the pay front. » *Ibid.*, p. 456.

NUPE, arguant qu'il est irréaliste de soumettre, comme le fait la motion 9, des exigences au gouvernement sans être prêt à accepter en retour des demandes de la part du gouvernement. Il n'y a pas d'alternative, souligne Murray, qui reproche à la motion 9 de nier le caractère nécessairement réciproque du « contrat social ». Dans une rhétorique offensive rare, qui tranche avec le caractère habituellement rassembleur de la défense des rapports du *General Council* par les secrétaires généraux du TUC, Murray présente l'alternative entre le rapport du *General Council* et la motion 9 comme un choix entre des politiques certes déplaisantes mais qui seules peuvent permettre des avancées sociales et économiques, et des politiques qui empêcheront le gouvernement de mettre en œuvre les mesures nécessaires<sup>945</sup>. Murray reproche aux défenseurs de la motion 9 d'être des contestataires incapables de proposer un programme alternatif concret et réaliste, comme le démontrent l'absence de prise en compte du problème central de l'inflation, et la défense de politiques réflationnistes obsolètes<sup>946</sup>. Si Murray s'oppose aux arguments de la gauche syndicale qui défend la motion 9, il s'en prend plus violemment encore aux défenseurs de la motion 60, les syndicats de techniciens et de fonctionnaires ASTMS et CPSA, qui demandent tout simplement l'arrêt de toute ingérence gouvernementale dans les procédures de négociation collective. Murray joue la carte de la division sociale en affirmant qu'une telle motion ne vise qu'à favoriser les cadres déjà bien payés tandis que les travailleurs les moins bien payés se serrent la ceinture<sup>947</sup>. Sur la base de cet argumentaire, Murray appelle les délégués à approuver le rapport du *General Council*, à voter en faveur de la motion 8 de soutien à la politique du *General Council* et à rejeter les motions 9 et 60 qui lui sont hostiles.

---

<sup>945</sup> *Ibid.*, p. 456-457.

<sup>946</sup> « If you don't like the policy, don't just come to the rostrum and tell us so. Tell us what your alternative is, and make it practical, and workable, and above all realistic. Whatever else Composite 9 does, it does not even purport to set out a policy for dealing with inflation. What it does appear to argue is that the way to protect employment is to pump more purchasing power into the economy. I was nurtured on that argument, nourished on it. And a very good line of argument it is – when the circumstances are appropriate. But what would be the purpose now of pushing up incomes? I may be told that the motion does not call for that. What it does call for is a £40 minimum pay target and on the basis of last year's experience, that would raise the general level of wages by 30 per cent or more. You know what the consequences of that would be. It would only push prices up faster. And the weakest groups, as always, would be hit hardest. The fact is that we cannot spend our way out of this situation. Double your money is not double your standard of living – on the contrary, it is more like halving your chances of protecting your present standard of living. » *Ibid.*, p. 457.

<sup>947</sup> « Motion 60 is a wily amalgam of veiled hints and special pleading. It comes oddly from a union which in the past has besieged the TUC with proposals for strengthening the role of law in collective bargaining. Stripped down, it means that high-paid managers would have the right to sue in Court to enforce fat contractual increases of perhaps thousands of pounds a year while lower-paid employees were confined to a flat £6 a week increase. It would strengthen the better-off and weaken the whole basis of justice of the General Council's policy. Reject it. » *Ibid.*, p. 457.



La motion de défense de la politique des revenus est présentée par son principal architecte, Jack Jones, le secrétaire général de la TGWU<sup>948</sup>. Même si la motion prend soin, dans une optique de rassemblement derrière le programme du *General Council*, d'associer les mesures de contrôle des revenus à des éléments de contrôle des prix et de relance de l'activité industrielle pour enrayer la hausse du chômage, Jones présente le choix qui s'offre aux délégués comme une alternative radicale entre la politique défendue par le gouvernement et le *General Council*, qui non seulement est favorable aux retraités et aux bas salaires mais est seule à même de briser la spirale de l'inflation et du chômage, et une politique incapable de produire de tels effets. Il est nécessaire pour la Grande-Bretagne de conserver la confiance des investisseurs, en l'absence de quoi la baisse des investissements provoquera l'augmentation du chômage. Jones met ensuite en avant une série d'arguments en faveur du contrôle des revenus, à commencer par l'idée que les travailleurs sont, au moins partiellement à travers les revendications salariales, responsables de l'inflation<sup>949</sup>. Passant de l'argumentaire économique au registre moral, il affirme que les travailleurs ne luttent pas avant tout pour leur profit personnel, mais pour la justice sociale que seul le contrôle des revenus permet dans les circonstances présentes d'assurer<sup>950</sup>. Dès lors, la mise en œuvre de la politique des revenus

---

<sup>948</sup> « While recognising the seriousness of the economic situation, Congress reaffirms its opposition to the use of unemployment or statutory wage controls as instruments of economic policy. It stands by its view that the solution lies in a voluntary agreement on wages, profits, prices and all other forms of income, coupled with a comprehensive programme of Government action on the economic front designed to bring the level of unemployment down. [...] Congress further endorses the participation of the General Council in discussion with the Government on the policies required to reduce the unacceptable rate of inflation. Congress therefore accepts that for the next 12 months only, pay increases should be limited to a single flat rate figure with protection for the low paid, ie no worker should receive less than £6 per week increase; effective taxes on higher incomes; and confirms its support for General Council policy. At the same time, Congress calls upon the Government to do everything in its power to control the upward spiral of prices and ensure wide ranging price restraint. Congress seeks an assurance from the General Council that it will constantly monitor the effects on differentials based on skill and responsibility and on manpower of the application of the flat rate approach, and take steps to review the policy generally as the economic position affords. In determining future policy the General Council should seek the broadest area of consent within the trade union Movement and oppose any suggestion of discrimination against the public and private sectors. Congress further accepts that there should be a continuing social contract between the TUC and the Labour Government covering all aspects of both economic and social policy. » *Ibid.*, p. 459.

<sup>949</sup> « Of course the economic mess we are in in this country is not all the fault of working people and the trade unions. Employers and Governments over the years have been to blame in not dealing with the underlying economic weaknesses of our country. But that does not alter the need for us to help in breaking out from the disastrous trends facing the country. Let us face it, in recent months there has been a fantastic level of wage claims which would have meant 30, 40, 50 or 60 per cent in some firms. Arising out of fear for the future, yes, but they did affect prices and they have affected jobs. » *Ibid.*, p. 460.

<sup>950</sup> « But the union I lead and myself personally have never supported the idea that trade unionism is a licence for any group to look after themselves and to hell with the rest. Plenty of groups here in this Congress, including my own union, are well qualified and organised to look after themselves, but surely our policy is to use our general strength and influence to promote social justice, to bring about economic circumstances to which will give all workers protection and the opportunities for advancement. Not a free for all but a fair for all – that is our policy. In my experience recently our best and most effective shop stewards and union officers up and down the country

permet au mouvement syndical de faire la preuve de son unité et de ses bonnes intentions, en échange de quoi il pourra attendre davantage du gouvernement en matière de prestations sociales, de retraites et d'investissements industriels. Le principe d'une augmentation fixe de £6, dont il est le promoteur, est donc le dispositif à la fois le plus juste et le plus susceptible de maintenir l'unité syndicale. L'intervention de Jones se conclut sur un appel à la confiance et une menace, la question selon lui étant de savoir si les syndicalistes peuvent avoir confiance dans le gouvernement, comme les politiques mises en œuvre depuis l'accession des travaillistes au pouvoir devraient les y inciter, ou s'ils préfèrent que les conservateurs reviennent au pouvoir. Geoffrey Drain, le secrétaire général de NALGO qui seconde la motion, s'emploie à apporter des garanties à celle-ci. Il explique que son syndicat ne soutient la politique des revenus qu'à plusieurs conditions, à savoir l'arrêt de la réduction des dépenses publiques, l'application de mesures inspirées des stratégies de type AES, comme le contrôle des importations, un impôt sur les revenus les plus élevés et un contrôle adéquat et équivalent des dividendes, enfin la baisse des impôts pour les familles aux plus bas revenus, pour que les prestations sociales et l'augmentation de £6 par semaine ne soient pas annulées par les prélèvements fiscaux<sup>951</sup>.

Après cette défense paradoxale de la motion 8 de soutien au gouvernement, qui révèle la façon dont les politiques déflationnistes menées par le gouvernement travailliste éprouvent la loyauté des organisations syndicales, c'est au tour de Ken Gill de présenter au nom de TASS la motion 9 d'opposition, qui condamne brièvement les dispositions de contrôle des revenus et se concentre sur une exposition du programme d'AES<sup>952</sup>. Gill souligne que son syndicat a accepté au congrès de 1974 de retirer une motion similaire de défiance à l'égard du « contrat social », en échange de promesses d'une inflexion de la politique du gouvernement. Pourtant, non seulement les revendications alors portées par TASS n'ont pas été satisfaites, mais elles semblent encore plus loin de l'être. Gill souligne le tournant conservateur de la politique du gouvernement : abandon de l'objectif prioritaire du plein emploi, baisse des

---

are increasingly accepting that these are times to moderate wage claims to preserve the unity of members, to avoid damaging setbacks and to save jobs. » *Ibid.*, p. 460.

<sup>951</sup> Trades Union Congress, *Ibid.*, p. 460-462.

<sup>952</sup> « Congress is critical of the White Paper of the 11th July as an interference in free collective bargaining and a limitation by law on wage costs in the public sector. It believes that this merely treats the symptoms of inflation instead of tackling the underlying causes of instability in the UK economy. Congress, to maintain levels of employment, urges: (a) the introduction of selective import controls; (b) a public investment programme to raise productivity and create jobs; (c) strict control over the prices of essential items in working class family budgets; (d) the lowering of interest rates; (e) the control of export of capital; (f) the raising of consumption by increasing pensions, social insurance benefits, and social public expenditure. Congress urges trade union action to achieve: (i) a shorter working week and an extension of statutory and annual holidays; (ii) the reduction and elimination of overtime; (iii) a low pay target of £40 minimum basic rate. » *Ibid.*, p. 462.

revenus en termes absolus, menace de sanctions contre les entreprises qui ne respecteraient pas la politique des revenus. Gill y dénonce une alliance idéologique, à défaut d'être organisationnelle, entre le gouvernement travailliste et l'opposition conservatrice, dont il souligne le soutien à la politique des revenus. Gill critique l'adoption au congrès de 1974 d'une politique de modération volontaire des augmentations salariales, à travers laquelle le mouvement syndical a accepté l'idée qu'elles étaient une des causes de l'inflation, et ainsi justifié par avance l'imposition d'une politique de contrôle des revenus, qui pourtant ne résoudra pas selon lui la crise du capitalisme britannique. Tout comme il critique l'acceptation de l'idée selon laquelle les augmentations de salaire seraient la cause de l'inflation, Gill dénonce les hypothèses mensongères répandues par les médias, la classe politique et le Trésor britannique, et qui attribuent aux augmentations salariales la hausse du chômage<sup>953</sup>, tout comme il nie que les profits qui ne seraient pas redistribués sous la forme de salaires permettraient aux employeurs d'investir<sup>954</sup>. Contre ces théories, Gill affirme que la position socialiste qu'il défend est celle que le congrès du TUC a déjà approuvée, et que le *General Council* devrait savoir par expérience que le contrôle des revenus consiste à faire payer aux travailleurs le prix d'une crise du capitalisme dont ils ne sont pas responsables et ne peut mener qu'à l'échec, enfin qu'il y a d'autres façons de montrer sa loyauté au gouvernement travailliste qu'en acceptant des politiques qui sont mauvaises pour les travailleurs et qui mèneront ultimement les travaillistes à la défaite. Surtout, Gill fait de la notion de « libre négociation collective » et de l'autonomie de la sphère des relations professionnelles la pierre d'angle de son opposition au contrôle des revenus. Gill mobilise à cette fin les analyses d'un universitaire qui avait soutenu la lutte du TUC contre l'*Industrial Relations Act*<sup>955</sup>. C'est Alan Fisher qui seconde la motion. Tout en soulignant les points de rencontre entre les motions 8 et 9 – sur le contrôle des prix, des importations et des investissements – il insiste sur l'analyse

---

<sup>953</sup> « So now we have wage control. That wage control is as voluntary as rape. Healey could claim perhaps that he took the Council's little noises as cries of pleasure. But not even a Law Lord could identify that as co-operation freely given by the Movement. Certainly no worker, with standards ravaged by rising prices, will succumb willingly, nor will they thank us for lying back on their behalf. There is a hypothesis assiduously spread by the media, rationalised by the Treasury and mouthed by Denis Healey that rising wages cause rising unemployment. This hypothesis contradicts the repeated lessons of history which show that low wages lead to low demand, low sales, under-consumption, over-production and finally the sack. » *Ibid.*, p. 463.

<sup>954</sup> « There is another theory which says that wage increases saved produce higher profits, leading to higher investment, higher productivity, lower prices, record sales and high employment. Everything that has happened over the past few years has shown the fallacy of that argument, too. High profits have not been used for Britain; they have been invested abroad in non-productive speculations like office blocks. Without control, without social ownership, without the curbing of Britain's capitalists our resources will be wasted once again. » *Ibid.*, p. 463.

<sup>955</sup> « Professor Turner, the Cambridge professor, said in the July issue of *New Society*, "Each stage of State intervention has moved through a similar sequence, virtually: remonstrance, confrontation, disintegration spread over three or four years. And since the 1950s, each such cycle has operated with a successively higher background of unemployment". » *Ibid.*, p. 463.

qui fonde la mise en place de la politique des revenus, et qui fait de la hausse des salaires le problème central auquel l'économie britannique est confrontée. Selon Fisher, c'est prendre le symptôme pour la cause première, confondre les effets de la crise économique avec son facteur. Tout comme Gill, il mobilise l'expertise scientifique<sup>956</sup>. Il pointe ensuite les contradictions existant aussi bien du côté du *General Council* que du gouvernement travailliste, entre la réaffirmation d'engagements pris en faveur d'une transformation radicale de la structure économique et l'adoption de solutions à court terme, avant de conclure sur la loyauté qui pousse les défenseurs de la motion 9 à demander un changement de cap pour assurer la pérennité du gouvernement travailliste<sup>957</sup>. Un délégué de CPSA présente alors un ajout à la motion 9 proposant un congrès exceptionnel du TUC début 1976 pour faire le point sur les effets des politiques gouvernementales. Il indique qu'il accepte de retirer cet ajout pour éviter de détourner le débat du choix politique fondamental entre les options défendues par les motions 8 et 9, mais cette intervention reflète le sentiment de la part d'une fraction des syndicalistes des services publics que leurs revendications ne sont pas prises en compte au congrès annuel du TUC<sup>958</sup>.

La troisième et dernière motion déposée concernant la politique du gouvernement est la motion 60, présentée par Clive Jenkins d'ASTMS. Il s'agit d'une motion brève de défense de la négociation collective et de l'autonomie des relations professionnelles face à l'interventionnisme du gouvernement<sup>959</sup>. Jenkins estime que la politique des revenus, qui comporte des dispositions contraignantes pour les employeurs, va à l'encontre du droit en ce qu'elle permet aux employeurs de ne pas respecter leur partie du contrat de travail – c'est-à-dire payer les travailleurs – cependant que les travailleurs restent soumis aux dispositions de leur contrat. Jenkins détaille la procédure de détermination du plafond des augmentations salariales et d'imposition de pénalités aux employeurs qui ne respecteraient pas ce plafond, et souligne son caractère arbitraire. Il met l'accent sur le pouvoir disproportionné que le dispositif donne non seulement aux ministres, mais aussi aux juges. Jenkins fait référence aux

---

<sup>956</sup> « In recent years many informed and authoritative sources have analysed the nature of our basic economic problem. They warn us of its consequences. One document in particular summed it up neatly in a single sentence when it said: "It is now becoming clear that the British economy is so riven with structural faults that it is becoming increasingly difficult to manage it at all, especially to combine full employment and a reasonable rate of growth with either a healthy balance of payments or an acceptable level of inflation. » *Ibid.*, p. 464.

<sup>957</sup> « It is precisely because we have this determination that we want to avoid a tragic repetition of past mistakes, when Labour Governments have sown the seeds of their destruction by adopting policies which proved to be as inappropriate to the real economic needs of the nation as they were unacceptable to the trade union Movement. » *Ibid.*, p. 464.

<sup>958</sup> *Ibid.*, p. 464-465.

<sup>959</sup> « Congress is opposed to the use of the law in collective bargaining, whether by curbs on pay, protection of employers who break contracts or the creation of reserved powers for intervention by Government. » *Ibid.*, p. 465.

cinq dockers enfermés en 1972 à la prison de Pentonville pour rappeler que l'ingérence dans les relations professionnelles a pour effet d'envoyer des travailleurs au tribunal, et potentiellement en prison. Jenkins conclut en réaffirmant le principe de la libre négociation salariale – libre de toute ingérence de la loi – comme le seul susceptible de permettre la redistribution des richesses dans une société de libre entreprise. La motion est secondée par Ken Thomas de la CPSA, qui relie l'opposition à la politique présente du gouvernement d'une part au combat historique du TUC contre les politiques de contrôle des revenus, depuis leur première tentative de mise en œuvre sous le premier gouvernement travailliste de l'après-guerre, et d'autre part à la défense de syndicats libres contre la volonté d'en faire des courroies de transmission d'un État corporatiste<sup>960</sup>.

Dans le débat qui s'engage, les deux soutiens de poids à la politique du *General Council* et à la motion 8 sont la GMWU et USDAW. Le cœur de leur argumentation en faveur de la poursuite du « contrat social » sous sa nouvelle forme réside dans les dangers de l'inflation pour l'économie et pour les foyers britanniques<sup>961</sup>. Ce qui est remarquable cependant, c'est l'absence de soutien explicite pour les mesures de contrôle des revenus sur lesquels le *General Council* et le gouvernement se sont mis d'accord. Pour la GMWU, David Basnett insiste avant tout sur les demandes formulées dans la motion loyaliste en matière de lutte contre le chômage et d'encouragement à l'investissement et à l'emploi industriels. Le délégué de la *Greater London Council Staff Association* appelle de manière formelle à voter pour le rapport présenté par Len Murray et pour la motion 8, mais son intervention consiste pour l'essentiel en une dénonciation des réductions budgétaires opérées dans les services publics. De manière tout aussi peu enthousiaste, il indique que son syndicat considère le contrôle des revenus comme la « carotte » d'espoir qui doit permettre aux travailleurs des services publics de traverser cette période de difficultés économiques. Le soutien apporté par le délégué de l'*Association of Government Supervisors & Radio Officers* à la motion 8 est tout aussi formel et réservé. S'il indique accepter la responsabilité qui incombe au mouvement syndical face au chômage, il souligne qu'il ne pense pas que les partisans de la motion 8, pas

---

<sup>960</sup> « If we had given up the fight when Sir Stafford Cripps, the first of a series of post-war Chancellors who tried to control wage bargaining by legislation, first tried it, and if we had given up the fight at any stage since, Congress today would not be a body of free trade unionists, which it is; we would be the mere irrelevant adjuncts of a corporate State. » *Ibid.*, p. 466.

<sup>961</sup> La centralité du problème de l'inflation semble être l'élément sur lequel l'ensemble des soutiens de la politique du *General Council* s'accordent. Le délégué de l'*Inland Revenue Staff Federation*, syndicat au sein duquel James Callaghan avait occupé des responsabilités au début de sa carrière, rappelle ainsi les effets politiques sur la république de Weimar de l'inflation incontrôlable du début des années 1930, et affirme que les adversaires du mouvement ouvrier se réjouiraient d'une poursuite de la crise et du niveau présent d'inflation, qui détériorent les conditions de vie des travailleurs. *Ibid.*, p. 469.

plus que les partisans de la motion 9, ne possèdent toutes les réponses à la situation économique difficile. Par ailleurs, il signale qu'il se détache de l'analyse des partisans de la motion 8 qui affirment que la mesure de contrôle des revenus est transitoire et prendra fin au bout d'une période de douze mois<sup>962</sup>. Le délégué de l'*Electrical Power Engineers Association* indique pareillement que son syndicat soutien la motion 8 en raison du danger de l'inflation, mais est en désaccord profond avec deux aspects de la politique des revenus, à savoir l'augmentation fixe de £6 qui ne résout pas selon lui le problème des bas salaires, et le plafond de £8,500 qui constitue une discrimination de classe à l'envers<sup>963</sup>. Le soutien de l'EETPU à la motion 8 est aussi peu enthousiaste. Frank Chapple dit la soutenir, non pas parce que le « contrat social » serait la solution aux difficultés de la Grande-Bretagne, mais parce que tout autre politique ne ferait qu'aggraver la situation de la Grande-Bretagne et amènerait à la chute du gouvernement. L'essentiel de son intervention consiste en des attaques anti-communistes, depuis l'association du programme économique de la motion 9 à une économie dirigée par des policiers et des bureaucrates sur le modèle chinois jusqu'au rappel des mauvais résultats électoraux des candidats communistes<sup>964</sup>. Enfin Kenneth Glynn, le secrétaire général de la *Society of Post Office Executives*, apporte un soutien complètement paradoxal à la politique du *General Council*. Il doute que la politique des revenus permette de régler le problème de l'inflation, lié selon lui – et selon le Chancelier Healey dont il cite une déclaration – non pas aux augmentations de salaire mais à la faible croissance de la productivité britannique. Il craint en outre qu'elle ne fasse obstacle à la résolution de ce problème en empêchant des accords sur l'amélioration de la productivité en échange

---

<sup>962</sup> *Ibid.*, p. 467-468, 471-472.

<sup>963</sup> « I want to say a word about what seems to me to be the sheer unreality of much of the debate we are having. We have a stationary gross national product, falling investment, foreign competition knocking our industry to bits, 25 per cent inflation and a £9,000 million Budget deficit, and yet we are carrying on at this Congress as if we can have increased pensions, increased investment, more housing, better health, Government help for trade union education, and so on and so forth – all of which of course we very properly want. Composite Motion 9 in addition wants a 30 per cent increase in wages. That is cloud cuckoo land if ever one can see it. It is simply not possible. We face not the possibility of improving the standard of living of our people but a desperate fight to preserve as much as we can [...]. » *Ibid.*, p. 476.

<sup>964</sup> « But there seems to be in our Movement almost a total lack of appreciation that the society of man cannot exist without some discipline, leaving aside the fact that neither the Government nor this Congress has any clear mandate either from its rank and file members or the electorate for the ending of this mixed economy. What nonsense it is to argue for full employment, expanded public expenditure, control of imports and the redistribution of wealth but the trade union Movement makes no contribution, we must be free to collectively bargain. Equally it is indisputable that the recent percentage increase in wages has been greater than that in the retail price index at the same time as our national product has been in decline. You do not need a degree in economics to know that this is the element in inflation called wage push. It appears to me that we are being asked to believe that we can have capitalism without profit and Socialism without discipline. I reject both arguments as being nonsense. It is a bit like those Left Wing economists who condemn both the market system and the Communist bureaucracies without recognising the inconsistency, for if you destroy the market the only alternative is a bureaucracy and a large police force. » *Ibid.*, p. 473.

d'augmentations salariales. De ce point de vue, il regrette que les dispositions du « contrat social » initial de 1974, qui prévoyaient des augmentations salariales en échange d'améliorations de la productivité et de l'efficacité, n'aient pas été reconduites dans le nouvel accord, et incite le *General Council* à solliciter l'adoption de telles dispositions dans la nouvelle phase du « contrat social »<sup>965</sup>.

Les partisans des motions oppositionnelles 9 et 60 sont moins nombreux. Les interventions des délégués de l'AUEW et d'ASLEF, deux syndicats affiliés au parti travailliste, tournent notamment autour des effets délétères du contrôle des revenus, lequel contribue à creuser un fossé entre le gouvernement travailliste et son électorat<sup>966</sup>. Le délégué de la *Society of Civil Servants* (SCS), qui n'est en revanche pas affiliée au parti travailliste rappelle quant à lui la condamnation dont le gouvernement Heath avait fait l'objet de la part du mouvement syndical lorsqu'il avait mis en œuvre une politique des revenus, et estime que ce qui valait pour le gouvernement conservateur vaut pour le gouvernement travailliste. Alors que le débat se clôt par les appels de Jack Jones et de Len Murray à l'unité syndicale, aux sacrifices nécessaires face aux difficultés de la Grande-Bretagne<sup>967</sup> et à la loyauté à l'égard du gouvernement travailliste, la motion 8 loyaliste est adoptée ainsi que le rapport du *General Council*. Les motions 9 et 60 sont rejetées<sup>968</sup>. Au final, l'alliance contestataire formée par ASTMS, l'AUEW et NUPE est défaite par l'alliance loyaliste entre la TGWU, la GMWU et NALGO. La conférence du parti travailliste le mois suivant est plus acrimonieuse, lorsque Jack Jones interrompt une réunion du *Tribune Group* où Ian Mikardo dénonce la politique de modération soutenue par le gouvernement et le *General Council* du TUC, dont il estime qu'elle trahit les aspirations des travailleurs<sup>969</sup>.

---

<sup>965</sup> *Ibid.*, p. 476-477.

<sup>966</sup> Le délégué de l'AUEW affirme: « I believe that the end of the present policy must be a move towards compulsion and that therefore we will see disillusionment amongst the class we represent and ultimately the defeat of that Government because its policies will force it to move away from the commitments of the 1973 Labour Conference which we support, and which I hope you support. Those are the policies which must be implemented. » *Ibid.*, p. 468. Celui d'ASLEF va dans le même sens: « I want to support and always will support the Labour Party and do all I can to keep it in power. But that will be no good if the ordinary men and women realise that their standard of living has been slashed, prices are rising and they can only get a limited wage rise. These are the people who decide in the end. » *Ibid.*, p. 470.

<sup>967</sup> Jack Jones affirme: « I ask you only to show by your votes that this Movement can stand together in times of difficulty, that it is prepared to recommend our members to accept a measure of sacrifice in the interests of all the working-class people of Britain and in the interests of the nation. We must vote that way, we must show a maximum degree of unity in the vote, but above all determine that whatever the vote is we will carry it out as one organisation, one Movement, demonstrating the great value of this trade union Movement. » *Ibid.*, p. 477.

<sup>968</sup> La motion 60 est rejetée par 6 418 000 voix contre 4 052 000 voix pour, et le rapport du *General Council* adopté par 6 945 000 voix pour contre 3 375 000 voix contre. L'absence de comptage des voix pour l'adoption de la motion 8 et le rejet de la motion 9 suggère des majorités larges, ou du moins constatables immédiatement lors d'un vote à mains levées. *Ibid.*, p. 479-480.

<sup>969</sup> Jack Jones, *op. cit.*, 1986, p. 300; Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 18.

En dépit des efforts de la part du gouvernement et du *General Council* du TUC pour présenter cette politique de modération salariale comme une évolution du « contrat social », même un historien loyaliste associé à la droite travailliste comme Morgan a convenu que 1975 avait marqué l'enterrement du « contrat social »<sup>970</sup>. Si c'est la terminologie que le TUC et le gouvernement travailliste continuent d'employer jusqu'en 1979, le sens du partenariat entre le TUC et le gouvernement a changé radicalement. Dans les documents élaborés entre 1972 et 1973 par le *TUC-Labour Party Liaison Committee*, le fondement de l'accord réside dans la mise en œuvre d'un programme économique fondé sur l'intervention étatique pour redynamiser l'industrie, l'extension de l'État social et la liberté retrouvée des syndicats et des employeurs de négocier librement le partage des profits. Ces éléments devaient, par l'accroissement des richesses et leur redistribution en faveur des travailleurs, inciter ces derniers à modérer leurs revendications salariales. Le contrôle contraignant des augmentations salariales étant cependant rejeté de manière explicite. Alors que le gouvernement a abandonné sa stratégie industrielle et laisse se dégrader les services publics, le contrôle des augmentations salariales devient le cœur de l'accord entre le gouvernement et le TUC, et remet même en cause les effets attendus par les syndicats d'une libération des relations professionnelles de l'emprise de l'État, lesquels constituaient le fondement de l'alliance renouvelée entre le TUC et le gouvernement.

Des arguments mobilisés en 1974 par les partisans de la modération salariale, celui des contreparties attendues de la part du gouvernement travailliste s'est grandement affaibli. L'exhortation à la loyauté est entretenue, même en l'absence d'élections prochaines, par le statut minoritaire du gouvernement contraint à une multitude d'alliances avec les partis nationalistes et le parti libéral, et par l'arrivée à la tête du parti conservateur de Margaret Thatcher dont les saillies font rapidement oublier Heath pourtant honni en raison de l'*Industrial Relations Act*. La menace de l'inflation, appuyée sur les chiffres vertigineux de la hausse des prix sur l'année 1974-1975, est en revanche le mot d'ordre de tous les syndicats qui apportent leur soutien au contrôle des revenus, même si le lien entre augmentations salariales et inflation n'est pas toujours affirmé ou même accepté. La priorité à accorder à la lutte contre l'inflation fait consensus de la gauche modérée à la droite du mouvement syndical, et conduit à l'acceptation de la politique déflationniste du gouvernement, de la réduction du déficit public et des sacrifices nécessaires de la part des travailleurs pour maintenir la

---

<sup>970</sup> « Since the 'social contract' was clearly worthless, Jones proposed instead, at a union rally in Bournemouth in March, a policy of voluntary restraint based on a flat-rate rise of identical amount for everyone, of no more than £6 a week. » Kenneth Morgan, *op. cit.*, 1990, 2001, p. 377.



profitabilité de l'industrie britannique. À l'exception de Jack Jones qui donne une définition positive d'une politique des revenus dont il défend les effets égalitaristes, la tonalité qui domine du côté de la majorité au *General Council* et au congrès est plutôt fataliste, la politique des revenus étant vue comme un mal nécessaire. L'absence d'argumentaire économique par-delà la référence à l'inflation, et la démoralisation profonde des délégués loyalistes, sont même un trait marquant du congrès de 1975. À l'inverse, TASS et NUPE développent un argumentaire économique assez complet, appuyé sur les travaux d'universitaires publiés dans les revues de la gauche du mouvement ouvrier, qui se combine avec la défense acharnée par ASTMS du programme autonomiste de refus de l'ingérence du gouvernement dans les relations professionnelles. Dans un moment cependant construit et vécu comme une période de crise potentiellement destructrice pour l'économie et la société britannique, une majorité des directions syndicales continuent cependant de s'en remettre au gouvernement travailliste pour trouver une issue, quels qu'en soient les moyens et quand bien même ceux-ci entreraient en contradiction avec les politiques traditionnellement soutenues par le mouvement syndical et sur la base desquelles le « contrat social » s'est fondé.

### **2.5.2.3 La phase II et la revendication du retour à la libre négociation des salaires (1976-1977)**

L'application de la phase I est difficile. Le TUC joue le rôle de médiateur, ce que le *General Council* appelle dans son rapport au congrès de 1976 la fonction de « conseil » du TUC auprès des organisations affiliées. En 1975-1976, les permanents du TUC ont ainsi dû traiter 500 demandes relatives aux contours de la politique des revenus, adressées par des négociateurs syndicaux. Le *General Council* lui-même, pesant de tout le poids que lui confèrent les dirigeants des grands syndicats qui y siègent, intervient à quatre occasions : en octobre 1975 auprès de la *Confederation of Shipbuilding and Engineering Unions*, en mars dans le secteur de l'acier, en avril dans les chemins de fer, en juillet enfin dans la marine commerciale. Ce que le rapport du *General Council* ne souligne cependant pas, ce sont les conflits qui se sont déroulés sans intervention du TUC, et ont donné lieu à des résolutions plus brutales comme la grève des éboueurs de Glasgow, à l'automne 1975, brisée par l'envoi de troupes pour les remplacer. Le *General Council* continue de soutenir la politique de modération salariale, et souligne dans son rapport les bénéfices obtenus en contrepartie par les travailleurs. Novembre 1975 a vu l'adoption par le Parlement d'un *Employment Protection Act*, d'un *Sex Discrimination Act* et de l'*Industry Act*. Décembre 1976 est marqué par l'entrée en vigueur de l'*Equal Pay Act*, certes voté par le gouvernement travailliste de 1964-1970,

mais que le *General Council* met en avant comme une nouvelle avancée<sup>971</sup>. En mars 1976 enfin, le *Trade Union and Labour Relations Amendment Act* complète la loi de 1974. Le rapport souligne également que la politique économique du gouvernement a été orientée vers la lutte contre le chômage dans le secteur manufacturier, en réponse aux attentes des syndicats de ce secteur. Le *General Council* en veut pour preuve les trois budgets de septembre 1975, décembre 1975 et février 1976 qui adoptent le principe de la « réflation sélective » préconisée par le TUC et accordent des aides à l'emploi et à l'investissement industriels<sup>972</sup>.

L'inflation baisse au cours de 1975, passant d'une moyenne de 24,05% en 1975 à 16,62% en 1976<sup>973</sup>. Il est difficile de dire si cette baisse est effectivement liée aux politiques de revenus. Elle semble cependant les légitimer *a posteriori*, et encourage donc le gouvernement à poursuivre dans cette voie<sup>974</sup>. Dans son budget d'avril 1976, Healey propose de réduire la première tranche d'imposition de 35% à 33% en échange de la poursuite de la politique de contrôle des revenus et plus généralement de réduire la pression fiscale en échange d'un accord sur les salaires<sup>975</sup>. Les réactions à cette annonce sont contrastées. La droite conservatrice hurle au scandale, estimant que ce sont désormais les syndicats qui déterminent la politique fiscale de la Grande-Bretagne. La gauche du mouvement ouvrier dénonce à l'inverse un tournant droitier de la politique du gouvernement : au lieu de proposer une extension de l'État social et un accroissement de la part socialisée du salaire contre un contrôle des revenus comme les termes initiaux du « contrat social » le suggéraient, Denis Healey propose au contraire d'échanger une baisse de la fiscalité redistributrice, donc de la part socialisée du salaire, contre la poursuite de la politique des revenus. Dans tous les cas, alors même que la direction du TUC répète inlassablement que le « contrat social » n'est pas seulement une politique des revenus, l'abandon du volet social contribue au contraire à orienter les débats vers les seuls revenus. Les directions syndicales demeurent majoritairement favorables à la politique des revenus, même si Jack Jones suggère dans ses mémoires que la raison en est avant tout la nécessité de maintenir les travaillistes au pouvoir, et que pour sa part il a longtemps hésité au printemps 1976 avant d'apporter son soutien à une

---

<sup>971</sup> Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 19; Trades Union Congress, *op. cit.*, 1976, p. 1, 300.

<sup>972</sup> Le *General Council* regrette cependant que le gouvernement continue de refuser de mettre en place des mesures protectionnistes en dehors du secteur textile. Trades Union Congress, *op. cit.*, 1976, p. 300-304.

<sup>973</sup> Michael Artis et David Cobham (ed), *op. cit.*, 1991, p. 301.

<sup>974</sup> Healey affirme ainsi dans ses mémoires que la baisse de l'inflation est la mesure du succès de la politique de modération salariale. Denis Healey, *op. cit.*, 1989, p. 396.

<sup>975</sup> Trades Union Congress, *op. cit.*, 1976, p. 307.

poursuite de la politique de modération salariale<sup>976</sup>. Le *General Council* répond ainsi favorablement aux avances de Healey : il indique qu'il accepte le principe d'une continuation de la coopération avec le gouvernement ainsi que l'échange proposé par le Chancelier d'une réduction de l'imposition contre un contrôle des revenus, même si le TUC indique vouloir obtenir une augmentation des revenus supérieure aux 3% proposés par Healey. Le débat porte donc dès lors non plus sur le principe de la poursuite de la politique des revenus, mais sur les termes de l'accord pour 1976-1977. Les syndicats de travailleurs qualifiés militent pour une augmentation en points de pourcentage, susceptible de restaurer les écarts salariaux. C'est notamment le cas de l'AUEW de Hugh Scanlon, désormais ralliée au principe de la modération salariale. Les syndicats de travailleurs non-qualifiés et du secteur publics sont partisans, sur le modèle de la phase I, d'une augmentation fixe<sup>977</sup>. Après des discussions au NEDC et entre le *General Council* du TUC et le gouvernement, une position intermédiaire est trouvée qui répond en partie aux attentes de restauration de l'échelle des salaires : l'augmentation pour 1976-1977 sera plafonnée à 5%, assortie d'un minimum de £2,50 et d'un maximum de £4. Le 5 mai, le Chancelier rapporte les conclusions des discussions avec les syndicats, s'en dit satisfait et propose donc en échange l'application des réductions d'impôts promises. Il annonce également qu'il renonce à l'augmentation, annoncée précédemment, du prix des repas dans les cantines scolaires.

Dans le document « *The Social Contract 1976-1977* » élaboré et diffusé par le TUC, le *General Council* défend avant tout la pérennisation de ce qu'il nomme toujours « contrat social », au nom des avancées sociales et économiques qu'il permet d'obtenir au profit des travailleurs<sup>978</sup>. Le *General Council* promet de continuer à faire pression sur le gouvernement pour obtenir le maintien du contrôle des prix, le développement d'une politique fiscale

---

<sup>976</sup> Jack Jones, *op. cit.*, 1986, p. 305-306. Jones insiste dans ses mémoires sur la dégradation des relations entre le gouvernement et le TUC. En dehors de Michael Foot qu'il considère comme un ami et un allié, il souligne la dureté des discussions avec Healey et le Trésor, et les attaques à l'encontre des syndicats de la part des ministres de droite comme Joel Barnett.

<sup>977</sup> « The General Council accepted that, although there was no doubt that it had been the right approach in the circumstances, some problems had arisen as a result of the effect of the £6 flat-rate supplement on differentials and on the relative value of overtime, shift and payment-by-results payments. There was therefore a need for a percentage element in the policy. At the same time, however, it was necessary to ensure that the relative position of the low paid was safeguarded and that unduly high cash increases which might result from a purely percentage approach were precluded. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1976, p. 407.

<sup>978</sup> « As this report will make clear, the General Council believe that much still needs to be done in the sphere of job creation, prices policy, industrial policy and many other areas, but there can be no question about the mutual commitment both on the part of the TUC and on the part of the Government to sustain and develop a close working relationship. The General Council therefore welcome the decision of the TUC-Labour Party Liaison Committee, comprising representatives of the General Council, the Parliamentary Labour Party and the National Executive Committee of the Labour Party, to draw up a joint statement on the priorities for the Labour Government in the coming three years, along the lines of the earlier statement, "Economic Policy and the Cost of Living", issued in 1973. » *Ibid.*, p. 404.

redistributive et d'une politique sociale en faveur des plus défavorisés, la poursuite de la lutte contre le chômage et pour l'investissement en Grande-Bretagne, la planification du développement industriel et la mise en place de mesures de protection de l'industrie britannique. Il finit cependant sur une note menaçante quant aux conséquences sur le devenir du gouvernement travailliste d'un refus des syndicats de respecter la politique des revenus<sup>979</sup>. Au mois de juin 1976, une conférence spéciale rassemble plus de 1000 délégués représentant une centaine de syndicats. Elle approuve le document « *The Social Contract 1976-1977* » et donc l'introduction d'une nouvelle phase du contrat social à une écrasante majorité de 9 262 000 voix contre 531 000. Le gouvernement publie en juillet le livre blanc *The Attack on Inflation : The Second Year* qui incorpore l'accord signé avec le TUC et met en place les mesures de réduction de la pression fiscale<sup>980</sup>. Des tensions commencent à apparaître entre les directions syndicales qui soutiennent la politique des revenus et une partie de la base qui la refuse. À British Leyland (BL), les outilleurs-ajusteurs se mettent en grève à plusieurs reprises entre 1976 et 1977 et menacent de quitter l'AUEW pour former une organisation syndicale indépendante. Des syndicalistes des services publics, des militants de gauche et des universitaires rassemblés à Londres au sein de la *Low Pay Unit* se livrent à un travail de contre-expertise sur la politique du gouvernement et ses effets sur les classes populaires<sup>981</sup>. Ces tensions se reflètent dans les termes du rapport du General Council, qui se livre à un exercice d'équilibriste en soulignant à la fois le soutien apporté à la politique du gouvernement et les réserves exprimées à l'égard de celle-ci<sup>982</sup>.

Dans son allocution inaugurale au congrès de 1976, Cyril Plant de l'*Inland Revenue Staff Federation* se livre à une défense de la politique menée de concert par le TUC et le gouvernement, dont il met en avant les bénéfices contre ses détracteurs qui veulent la réduire à la seule politique des revenus. S'il indique que la loyauté du mouvement syndical à l'égard du gouvernement a des limites, ce n'est pas en raison du contrôle des revenus mais en raison du chômage en augmentation. Cette référence au chômage est cependant tout autant une

---

<sup>979</sup> « The alternative would be to weaken – probably irrevocably – the basis of the social contract, jeopardise the agreed programme, and indeed threaten the existence of the Government. The trade union Movement would indeed not be in a position to press for a coherent programme, nor would there be any prospect of an early fall in unemployment, and resumption of the rise in living standards; on the contrary there would be the gravest risk of a major setback to these objectives. » *Ibid.*, p. 415.

<sup>980</sup> *The Attack on Inflation: The Second Year*, Londres, HMSO, Cmnd. 6507, 1976.

<sup>981</sup> Chris Pond, *The Attack on Inflation, Who Pays? A Reply to the White Paper on the Pay Policy*, Londres, Low Pay Unit, 1976; Robert Taylor, *op. cit.*, 1993, p. 245.

<sup>982</sup> « The need to continue to reduce the rate of inflation was recognised although the unacceptably high level of unemployment occasioned strong and repeated representations to the Government. The TUC/ Labour Party Liaison Committee Document "The Next Three Years and the Problem of Priorities" was accepted by the General Council although criticism was expressed of the Government's plans to impose cuts in public expenditure. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1976, p. 1.

menace à l'égard des syndicalistes qui seraient tentés d'avoir une attitude irresponsable dans un contexte aussi difficile. Plant valorise en effet les efforts et sacrifices consentis par les syndicalistes en faveur de la nation toute entière, pour laquelle il esquisse un avenir souriant grâce au pétrole de la mer du Nord. Len Murray, qui introduit la discussion sur la section du rapport du *General Council* relative à l'économie, met en avant un argumentaire assez semblable pour cadrer la discussion. Il valorise la participation du mouvement syndical à la gestion économique du pays insiste sur le courage et les sacrifices consentis par les syndicalistes. Dénonçant ce qu'il présente comme les revendications agitatoires de la gauche<sup>983</sup>, il affirme qu'il n'y a pas d'alternative<sup>984</sup>. Le point central de la première partie de l'intervention de Murray est le chômage, qu'il considère comme le problème majeur pour la Grande-Bretagne. Dès lors, il est impératif de soutenir le gouvernement travailliste, et rien ne doit faire obstacle au retour de la croissance et de la compétitivité britannique, surtout pas les grèves irresponsables<sup>985</sup>. Il s'agit également pour Murray d'élargir le débat sur le « contrat social » par-delà la seule dimension de contrôle des revenus qui fait l'objet des débats au sein du mouvement syndical. La seconde partie de son intervention porte plus spécifiquement sur la politique des revenus, abordée par Murray à partir de la question de l'inflation, dont la diminution ne doit pas être remise en cause par un retour incontrôlé à la libre négociation collective.

Cependant, un des aspects les plus remarquables de la discussion économique lors du congrès de 1976 est la quasi-absence de débat autour de la politique des revenus, par rapport aux années précédentes et suivantes. Cela est dû entre autres choses à un déplacement des discussions vers les questions du chômage et de la protection des emplois manufacturiers, qui s'imposent ou sont imposées par la direction du TUC et des principales organisations du

---

<sup>983</sup> « These new jobs will not be found by sitting back, even sitting back in anger, and just waiting for the turn of the economic tide. Nor is there any easy way of cutting unemployment and it will certainly not be achieved by the ranting and vituperation of Trotskyist political boot boys, who represent no one but themselves. Getting people back to work means getting to work on the problem. » *Ibid.*, p. 519.

<sup>984</sup> « [...] at the heart of it what we are about is a remarkable and unprecedented venture in democratic government – the involvement of the trade union Movement in shaping national economic and social policy. The only alternative to that is to lurch back into the morass of confrontation. [...] What has been done, what we are doing now, and what we are asking unions to do is based unequivocally and unswervingly on our view that this is the best way of serving the interests of the people we represent and their families. Because there is no other way for unions to operate. There is no other way, by the same token, for the TUC to operate unless it can respond to the test of our membership of whether we are doing our job of preserving their interests. Our members recognize that this is so. They even voluntarily accepted restrictions on money wage increases because that was preferable to stoking up inflation. Nobody compelled them to. Nobody could have done. They did it for themselves, and for their families. And in doing so they did it for Britain as well. » *Ibid.*, p. 518.

<sup>985</sup> « While the record on days lost in industrial disputes has vastly improved, we all know that there are stoppages of work that should not need to take place and that profit nobody, including the people involved in them. It is as wrong to use the whitewash brush on the trade union Movement as the tar brush on the Government. » *Ibid.*, p. 519.

secteur manufacturier comme le problème central pour le mouvement. À côté de trois motions ayant trait au chômage et au contrôle des importations, le congrès de 1976 ne discute que de deux motions sur le « contrat social » et la politique des revenus. La première motion, à tonalité oppositionnelle, est la motion 58 exigeant le retour à la libre négociation collective, présentée par Ben Rubner, le secrétaire général communiste de la *Furniture, Timber and Allied Trades Union*<sup>986</sup>. Rubner précise que son syndicat accepte le principe du contrôle des revenus pour l'année à venir 1976-1977, mais demande en revanche le retour à la libre négociation collective à compter d'août 1977. Tout en mettant en avant la responsabilité des syndicats tout à fait capables de mener des négociations sur des bases raisonnables, le délégué de la *Furniture, Timber and Allied Trades Union* insiste surtout sur le risque politique pour le gouvernement travailliste que constituerait une poursuite de la politique des revenus<sup>987</sup>. Le délégué de l'*Association of Cinematograph, Television and Allied Technicians* qui seconde la motion insiste quant à lui sur les effets négatifs de la politique des revenus, qui n'ont pas été compensés puisque l'inflation reste forte, que l'investissement industriel demeure faible et que les services publics sont menacés.

C'est ensuite la motion loyaliste, la motion 7, qui est présentée par Alf Allen, le secrétaire général de USDAW et secondée par un délégué de la TGWU<sup>988</sup>. Celle-ci défend l'accord entre le *General Council* et le gouvernement, insistant sur la nécessité à la fois de rétablir les écarts salariaux et de protéger les travailleurs les moins bien rémunérés. En revanche, elle revendique le retour à la libre négociation collective à partir de 1977 : de ce point de vue, elle révèle que les syndicats même les plus proches de la position du *General*

---

<sup>986</sup> « This Congress, which, in the past, expressed its belief in free collective bargaining, at the same time resolved to support any agreement between the General Coouncil and the Labour Government to tackle inflation. Events have now shown that this policy has led to a deterioration in minimum wage rates, effectively lowered living standards, and failed to prevent the number of unemployed reaching an unacceptable level. In such circumstances, Congress therefore opposes the continuation of wage restraint in any form and affirms its belief in free collective bargaining. » *Ibid.*, p. 521.

<sup>987</sup> « We will put up with the current policy until July 31, 1977. I only hope that the rank and file of our membership and yours will have the same patience as we shall display to the best of our ability until then. But if we are prevented from moving from August 1, 1977, we shall have a revolt on our hands by the rank and file and we can sit in this cosy and comfortable hall and take a decision, but there are several million workers outside in the offices and factories, the docks and ships and so on who will by then probably have a different point of view. [...] I will end up with the return of that right wing Tory Government that Tom Bradley referred to, quite rightly, yesterday, because between now and 1979 there could be a general election and Labour voters will not come out if they are unemployed; they will not come out to vote if pensions have declined in value, they will not come out if they see their standard of living falling. They will stay at home on their backsides and will not vote. » *Ibid.*, p. 522.

<sup>988</sup> « This Congress welcomes the continued reduction in the annual rate of inflation which has arisen largely as a result of the TUC/Government initiative on prices and incomes. It is further encouraged by the response given by the trade union Movement to the Social Contract 1976/77, and recognizing the sacrifice and restraint shown by all workers during the economic crisis of the last 18 months, supports the view that a planned return to free collective bargaining should begin to take place in 1977. [...] » *Ibid.*, p. 523.

*Council* et du gouvernement ne pensent pas possible d'imposer encore longtemps à leurs adhérents une réduction de leurs revenus en termes réels. C'est une des raisons pour lesquelles Allen prend le soin d'explicitier qu'il s'agit d'une motion de soutien à la politique du *General Council* et du gouvernement. Il dit craindre en effet que les journalistes n'essaient de la transformer en une critique du gouvernement pour diviser le mouvement travailliste. Harry Urwin de la TGWU développe une défense tout aussi réservée de la politique menée par le *General Council* et le gouvernement. Tout d'abord, il évoque comme Allen les problèmes créés par la première phase de la politique des revenus qui a écrasé l'échelle des salaires pour souligner que la nouvelle politique proposée pour 1976-1977 les corrige en partie<sup>989</sup>. Ensuite, il présente la proposition d'un retour progressif à la libre négociation collective comme une façon d'éviter le recours du gouvernement à une politique des revenus qui serait non plus volontaire mais imposée par la loi, et dans laquelle il voit le danger d'une dérive corporatiste<sup>990</sup>. La politique des revenus présentement menée par le TUC a donc pour mérite essentiel d'être organisée sur la base du volontariat. Cette intervention ne propose pas exactement une défense acharnée de la politique des revenus. La motion loyaliste ainsi que le rapport du TUC sont adoptés – comme le sont les motions relatives à la lutte contre le chômage et pour l'emploi industriel. La motion opposée au contrôle des revenus est en revanche rejetée.

On ne peut cependant qu'être frappé par la proximité des propositions avancées par les défenseurs des deux motions. Dans les deux cas, un soutien est apporté à l'accord passé par le *General Council* et le gouvernement pour l'année 1976-1977, mais un retour à la libre négociation collective demandé à partir de la fin de la phase II. C'est donc seulement une question de présentation des motions qui range l'une dans la catégorie loyaliste, l'autre dans la catégorie oppositionnelle. Tout en faisant passer au gouvernement le message que le mouvement syndical n'acceptera pas à l'issue de la phase II une année supplémentaire d'un contrôle des revenus qui fragilise la position des directions syndicales et du gouvernement travailliste, le *General Council* s'emploie à créer l'image d'un mouvement syndical uni derrière le mouvement travailliste, ce qui explique les précautions oratoires entourant l'appel

---

<sup>989</sup> La TGWU, en la personne de Jack Jones, était pourtant le principal promoteur de la phase I de la politique des revenus. On peut déduire de l'intervention d'Urwin que la direction du syndicat a dû affronter le mécontentement de ses adhérents dans le secteur manufacturier.

<sup>990</sup> « There are two choices. Either we return to normal collective bargaining with certain priorities, or we set up a monitoring system like a pay board to deal with inequalities. In my view, the second choice of pay boards, etc., and statutory policy is too dangerous. It would lead inevitably to the sort of statutory policy that we must oppose at all costs, the third force that would be introduced to damp down free bargaining. The first man to spell out coherently what he meant by a statutory incomes policy was Oswald Mosley when he set up his new party to fight for a corporate state based upon the Mussolini model. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1976, p. 528.

au retour à la libre négociation collective et la dénonciation d'une motion oppositionnelle pourtant plus que jamais convergente avec le programme du *General Council*. L'absence d'une opposition plus virulente à la poursuite du contrôle des revenus peut être expliquée par deux facteurs. Tout d'abord, le fait que même le *General Council* s'apprête à enterrer le contrôle des revenus tend à neutraliser les critiques à son égard. Ensuite, le chômage et la politique économique du gouvernement sont les principales causes d'inquiétude au congrès. Alors que les effets de la récession de 1974-1975 sur l'industrie britannique commencent à être pleinement mesurés et que le gouvernement travailliste mène une politique de déflation pour rassurer les investisseurs et stabiliser la livre sterling, la question de l'emploi et de l'investissement industriel tend à éclipser celle du contrôle des revenus. L'AUEW, qui en 1975 faisait partie des opposants à la politique des revenus, s'y est ralliée en 1976 non seulement parce que l'augmentation en points de pourcentage est plus favorable à ses adhérents, mais aussi parce qu'elle espère obtenir en retour que le gouvernement travailliste mène une politique de relance de l'économie, ou au moins une politique dite de « réflation sélective » en faveur de l'industrie. Cette défense exclusive de l'industrie menée par l'AUEW, y compris au détriment du reste de l'économie et tout particulièrement des services publics, est aussi une des raisons de l'éclatement de l'alliance contestataire de 1975, NUPE et ASTMS s'engageant au contraire dans la défense des services publics. La gauche se retrouve cependant, dans le débat économique général, autour de la défense d'une politique de relance et de protection de l'industrie britannique. On voit donc, par-delà l'hommage aux sacrifices nécessaires du mouvement ouvrier rendu par la direction du TUC, que le consensus qui se dégage en faveur d'une nouvelle phase de contrôle des revenus au congrès de 1976 est conditionné à la fois au fait qu'il s'agisse de la dernière et à une inflexion de la politique du gouvernement travailliste dans le sens d'une sortie de crise par des politiques de relance et d'intervention dans le secteur industriel.

#### **2.5.2.4 La phase III et l'opposition syndicale croissante (1977-1978)**

Dans le même contexte d'inquiétude sur les effets de la situation économique mondiale et de la politique économique du gouvernement sur l'emploi, le rapport économique publié début 1977 par le TUC conditionne un futur accord sur les augmentations salariales à la mise en œuvre d'une politique de relance. Dans son budget de fin mars 1977, le Chancelier propose effectivement une injection de près de £1 500 millions dans l'économie, principalement sous la forme d'aides à l'emploi et d'une nouvelle réduction des prélèvements fiscaux. Le TUC juge ces propositions insuffisantes par rapport à sa demande qui était d'une



injection de £2 400 million, et estime regrettable que la baisse de l'impôt sur le revenu soit en partie compensée par une hausse des impôts indirects. Le *General Council* du TUC est en effet sous la pression d'une base syndicale dont l'hostilité croissante à la politique des revenus est marquée par la tonalité des débats au congrès du STUC au printemps 1977. Pas moins de treize motions concernant la politique des revenus du gouvernement ont été déposées par les organisations affiliées. La plus virulente est déposée par la NUM et constitue une défense radicale de la libre négociation collective, du moins tant que l'essentiel de l'économie demeure dans les mains des capitalistes<sup>991</sup>. Mick McGahey, qui présente la motion, suggère que les syndicalistes ne sont plus disposés à faire des concessions à un gouvernement qui ne remplit pas son côté du « contrat social », et attaque l'idée d'une « explosion salariale » brutale en cas de retour à la libre négociation des salaires<sup>992</sup>. La motion, qui est secondée par le *trades council* de Dundee, reçoit le soutien des directions de gauche d'ASTMS, d'ASLEF et de la SCPS. En revanche les syndicats centristes comme COHSE, UCATT, la GMWU, la *Scottish Union of Bakers and Allied Workers* (SUBAW) ainsi que l'AUEW s'y opposent, indiquant préférer un retour ordonné à la libre négociation collective et ne pas vouloir envoyer de signal de défiance au *General Council* du TUC et au gouvernement travailliste. Le délégué de la FBU ne se prononce pas quant à lui, mais indique espérer que le TUC parviendra à infléchir la politique du gouvernement. La motion, soumise au vote, est rejetée. Une motion déposée par NUPE et qui demande un infléchissement de la politique économique du gouvernement est en revanche adoptée, de même que des motions qui ciblent plus spécifiquement la réduction des dépenses publiques.

---

<sup>991</sup> « That this Congress is opposed to any incomes policy having as its aim wage regulation through interference from any source in free collective bargaining. Congress rejects the argument that wages are the cause of inflation and asserts its determination to stop the steady erosion of real wages which is now taking place. Congress agrees to press for a return to free collective bargaining and the need for wage settlements to include protection of wages against inflation. Only when there is an adequate public sector including means of production, distribution and exchange capable of influencing the economy, banking and insurance, can production, investment, distribution of wealth and economic expansion be planned, thus creating the conditions for a planned policy on wages and salaries. It is only economic policies such as these which can bring about economic expansion, end the scandal of mass unemployment, increase living standards and safeguard the jobs of the membership and realise the aim of a “fundamental and irreversible shift in power and wealth towards working people and their family”. » Scottish Trades Union Congress, *Scottish Trades Union Congress 80<sup>th</sup> Annual Report*, Glasgow, STUC, 1977, p. 678.

<sup>992</sup> « We have seen the results of Phases 1 and 2, and I believe that this motion reflects a grass-roots revulsion at what is taking place. Talk to the housewife – speak to the workers in industry – and they will tell you, as the Grand Bishop said to Joan of Arc “Enough is enough and we are having no more.” Therefore what we are saying in this motion is that we are ending the social contract because the Government has not fulfilled its pledges within that contract. [...] Then there is the theory of a free-for-all? If we leave the social contract there will be a free-for-all. What does that mean? That the employers will be stuffing £10 notes in our pockets whether you like it or lump it? What do they mean by free-for-all? Emotive terms – a wages explosion? As I said before, the only time I have ever heard of a wage explosion is if you burst into your employers' offices on a Friday morning and blow the safe with gelignite. There has never been a wage explosion. There has never been a free-for-all. » *Ibid.*, p. 679.

Suite à une série de réunions avec le gouvernement en mai et juin, le TUC indique qu'il recommandera le respect de la politique des revenus en vigueur, c'est-à-dire de la phase II, à condition que le gouvernement consente à des efforts sur les prix, la relance de l'activité économique et l'emploi. Le 22 juin, le *General Council* produit une déclaration appelant au respect de la phase II de la politique des revenus et notamment à l'observation stricte du délai de 12 mois entre deux accords salariaux, mais ouvre une porte de négociation pour des augmentations supplémentaires sous la forme d'accords sur la productivité et sur l'amélioration des systèmes de retraite. Il n'est officiellement pour le TUC pas question de phase III, mais dans les faits le *General Council* soutient la poursuite pendant douze mois d'un contrôle des revenus. Dans son rapport, le *General Council* indique avoir tenu compte pour déterminer sa politique des résolutions du congrès de 1976 – qui demandaient pourtant un retour à la libre négociation collective à l'été 1977 – et des courriers reçus de la part des organisations affiliées. Le 15 juillet, le Chancelier fait une déclaration dans laquelle il insiste sur la nécessité d'un retour ordonné à la libre négociation collective, ce qui passe par le respect de la règle des douze mois entre deux accords salariaux pour tous les accords signés avant le 31 juillet 1977, et par des accords salariaux prévoyant une augmentation de salaire de 10% maximum pour 1977-1978. Le Chancelier indique que le gouvernement s'emploiera à faire respecter cette limite dans les services publics. En échange, il promet des réductions fiscales, une poursuite du contrôle des dividendes, le maintien des prix subventionnés pour le lait et l'électricité et une injection d'argent dans les secteurs du bâtiment, de la métallurgie et de la construction mécanique. La réaction élaborée par l'*Economic Committee* le 19 juillet et approuvée par le *General Council* le 27 juillet marque une certaine défiance à l'égard du gouvernement, probablement afin de faire mieux accepter la recommandation de respect du retour ordonné à la libre négociation collective, c'est-à-dire son retardement via la règle des douze mois. Le document rappelle les sacrifices des travailleurs et souligne que les efforts du gouvernement sur le contrôle des prix et la protection de l'emploi sont bienvenus mais insuffisants. Il recommande néanmoins le principe du délai de 12 mois entre deux accords sur l'augmentation des salaires, et n'indique pas d'objectifs chiffrés pour les augmentations de salaire qui doivent refléter la situation de chaque secteur, mais attire l'attention des négociateurs sur l'objectif de 10% indiqué par le gouvernement<sup>993</sup>. Le STUC s'estime de son côté assez satisfait d'une rencontre le 26 juillet 1977 avec Healey et ses collègues, où ceux-ci s'emploient à regagner la confiance des organisations syndicales après les tensions de l'hiver

---

<sup>993</sup> Trades Union Congress, *op. cit.*, 1977, p. 220-229.

précédent, lorsque le gouvernement avait accepté le principe d'une réduction drastique des dépenses publiques en contrepartie du prêt du FMI. Il ressort cependant du compte-rendu de cette réunion que Healey est avant tout dans une posture d'explication et de conviction, plus que d'écoute des revendications et propositions des syndicalistes. La rencontre entre le Premier ministre et les représentants du *General Council* du STUC à Glasgow, à la veille du congrès du TUC de septembre 1977, est plus musclée. Le secrétaire général du STUC indique que, en l'état présent des politiques menées par le gouvernement travailliste, il se demande comment il pourra mobiliser le soutien populaire nécessaire à une victoire travailliste lors d'éventuelles élections en 1978. Le *General Council* déclare pareillement que les syndicats peineront à modérer les revendications salariales en l'absence d'un tournant réflationniste de la politique du gouvernement<sup>994</sup>.

Dans sa présentation du rapport du *General Council* au congrès du TUC, Len Murray évoque, à plusieurs reprises, la situation financière difficile des travailleurs britanniques, ainsi qu'une déception à l'égard des résultats du « contrat social ». La prise en compte de cette perception négative des politiques du gouvernement travailliste, là où la direction du TUC voyait les années précédentes l'illustration des valeurs de solidarité du mouvement ouvrier, vise à contenir le mécontentement. Pour justifier ce qu'il présente comme les « efforts » voire les « sacrifices » que les syndicalistes ont dû faire et vont devoir encore réaliser dans les années à venir, Murray insiste sur l'avenir plus souriant qui se profile pour la Grande-Bretagne dans les années 1980 avec l'apport du pétrole de la mer du Nord. Il annonce pareillement que le *TUC-Labour Party Liaison Committee* qui doit se réunir quelques semaines plus tard va réfléchir à l'introduction de nouvelles mesures visant à réduire les inégalités sociales. Il souligne, enfin, que le TUC porte auprès du gouvernement l'exigence d'une politique de relance de la croissance, d'investissement industriel et de création d'emploi. Passant à la politique des revenus, le premier objectif de Murray est de démontrer que le retour incontrôlé à la négociation salariale ne produirait aucun effet positif, puisque l'inflation annulerait les augmentations de salaires, et serait par ailleurs contraire à l'esprit de solidarité du mouvement syndical. Le second objectif de Murray est de persuader les syndicalistes que ce n'est pas une phase III de la politique des revenus négociée entre le *General Council* et le

---

<sup>994</sup> Le secrétaire général du STUC encourage le gouvernement à abandonner ce qu'il nomme « la doctrine stérile de Milton Friedman » et à s'employer à réduire le chômage par des politiques de relance. On observe de nouveau ici le rassemblement de toutes les politiques d'austérité sous le terme de « monétarisme ». *Scottish Trades Union Congress, op. cit.*, 1978, p. 81-91.

gouvernement qui s'est enclenchée à l'été, mais bien un retour à la libre négociation collective, dont restent à discuter les modalités<sup>995</sup>.

Un incident, au moment où la motion qui soutient également la politique du *General Council*<sup>996</sup> va être présentée, est révélateur des tensions profondes au sein du mouvement syndical mais aussi des organisations loyales au gouvernement : un délégué de l'AUEW se lève pour contester à Hugh Scanlon la possibilité de déposer une telle motion, qu'il juge en contradiction avec la politique décidée par l'AUEW à sa conférence. Dans sa réplique, Scanlon reprend la distinction de Len Murray entre le respect du délai de douze mois entre deux accords et une phase III pour justifier son positionnement, et affirme que le *General Council* n'a fait aucune concession au gouvernement<sup>997</sup>. Il reconnaît cependant les tensions qui se sont manifestées dans son organisation au cours de l'année précédente<sup>998</sup>, de même que son appel à l'unité syndicale révèle en creux la profonde division du mouvement<sup>999</sup>. Alf Allen, qui seconde cette motion pour USDAW, préface pareillement sa défense de la motion de la reconnaissance des critiques qui peuvent être adressées au gouvernement travailliste. La règle des douze mois doit cependant être respectée en ce qu'elle constitue l'ébauche de la planification que les syndicats appellent dans l'ensemble de l'économie, alors que la libre négociation collective désordonnée est le produit du chaos de l'organisation capitaliste de la société, auquel le mouvement syndical entend mettre fin<sup>1000</sup>.

---

<sup>995</sup> « There is no Phase 3. There ain't going to be no Phase 3. Anybody in the Government or in the trade union Movement who hankers after that must understand that we are restoring voluntary collective bargaining. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1977, p. 460.

<sup>996</sup> « This Congress, recognising the sacrifices and self-restraint shown by workers during the past two years in their commitment to the social contract, instructs the General Council to call for an immediate return to free collective bargaining at the end of the second stage of the social contract, with a confirmation of the 12-month rule between principal settlements. Government action is urgently required if the necessary climate for an orderly return to free collective bargaining is to be established and achieved, requiring further reflation of the economy to reduce unemployment and allow living standards to rise again. » *Ibid.*, p. 467.

<sup>997</sup> « Therefore, in spite of strong pleas by the Government and because of all the circumstances I have tried to indicate to you, yes, even at a time when the existence of this Labour government was in jeopardy, your six representatives from the General Council refused any idea with this Government that we could enter into a commitment under Phase 3. » *Ibid.*, p. 467-468.

<sup>998</sup> « My own Executive, as you know, has had to face the justifiable criticisms of toolmakers, of airport maintenance workers and many others and we have had to advise them in the same manner that the General Council has advised the affiliated unions. Again to the credit of these workers, and not without considerable reluctance and difficulties, they eventually accepted our decision. » *Ibid.*, p. 468.

<sup>999</sup> Hugh Scanlon appelle au respect des décisions du congrès : « Lastly, but by no means least, we ask that all unions, for or against this motion, abide by the decision of Congress as you have abided by all decisions of Congress in the past. Yes, we will have dissent. Yes, we will have acrimony. We will even have anger – justifiable anger – and it will be all worthwhile if we can unite around a given policy, whatever that policy is. » Lord Allen exhorte à l'unité du mouvement : « [W]hatever the result of this debate we need unity in our Movement, we need tolerance and we need as much unity as was shown in throwing out the Industrial Relations Act, 1971 » *Ibid.*, p. 468.

<sup>1000</sup> « If it is right (and I believe it is) to demand that the nation's resources are fully planned in the interests of people as a whole, how can we as a Movement turn our back on the last year's Congress policy, which was

Le congrès de 1977 marque cependant un changement radical du rapport de force au sein du mouvement syndical : après que Jack Jones a été mis en minorité au sein de son syndicat lors de son congrès annuel, la TGWU est désormais opposée à la poursuite de tout contrôle des revenus, fût-ce par le biais d'une règle de douze mois. La TGWU seconde donc une motion qui demande le retour immédiat à la libre négociation collective<sup>1001</sup>. Ben Rubner, le secrétaire général communiste de la *Furniture, Timber and Allied Trades Union*, prend à parti Jim Callaghan, alors présent dans la salle, en affirmant que la politique des revenus est fondée sur deux erreurs : le lien établi par le gouvernement entre le niveau des accords salariaux et le niveau de l'inflation, et l'espoir qu'une restauration de la profitabilité des entreprises par la réduction des coûts salariaux va permettre de relancer l'économie<sup>1002</sup>. Surtout, il souligne le rejet par les électeurs du gouvernement travailliste, comme les résultats des élections partielles le démontrent, alors que Margaret Thatcher appelle quant à elle au retour à la libre négociation collective<sup>1003</sup>. Jack Jones pour sa part insiste sur les effets de rigidité impliqués par la règle des douze mois. Il prend deux exemples, respectivement dans le secteur de l'automobile – où la structure salariale de British Leyland doit être rationalisée – et dans le transport routier, où la mise en œuvre des directives européennes nécessite de nouvelles négociations sur le temps de travail et les salaires<sup>1004</sup>. Il est difficile de savoir s'il

---

unmistakeably in support of a planned return to collective bargaining? [...] I ask how can we seriously resist the principle of the 12-month rule and at the same time a planned return to collective bargaining with unfettered bargaining, with everything "up for grabs" and all that that means, which to many in our Movement and many outside must be seen as the mirror image of the economic system which I thought we were in business to replace? » *Ibid.*, p. 469.

<sup>1001</sup> « This Congress is firmly opposed to any arrangement or agreement which, in any way, embraces a restrictive pay policy, whether it be on a statutory or voluntary basis. » *Ibid.*, p. 470.

<sup>1002</sup> « Now here is some evidence: the Financial Editor of *The Times* on July 18 wrote: "Through the past 18 months of wage restraint, pre-tax profits have recovered strongly. They rose by around 40 per cent in 1976 and are widely forecast as likely to rise by a fifth to a quarter in both 1977 and 1978." So whilst our standard of living has gone down, whilst we have been held down with a restrictive pay policy, profits have gone up – they have soared up. What are they doing with this money? They are continuing to export the profit, they are exporting capital and with it they are exporting jobs. » *Ibid.*, p. 470.

<sup>1003</sup> « Now do I have to remind you, Jim, of the shocking, appalling results of recent by-elections. If restricting pay increases is such a successful operation, how is it that so many votes were lost – and of course seats – at by-elections in the last 14 months one the present running position, and particularly with another round of wage restraint, we are going to have a hell of a job to keep out a Tory right-wing Government and if that fails, if they get in, all the progressive legislation, all the agreements, will go down the drain or in the wastepaper basket. » *Ibid.*, 1977, p. 470.

<sup>1004</sup> « Let me cite the case of British Leyland, because this has received a lot of attention in the media recently. Leyland cars encompasses a number of previously independent companies, each with their own special negotiating arrangements and in some of the individual factories a number of negotiating areas and arrangements. The company and the trade union representatives now both agree that it is urgent that at least between this variety of agreements there should be one common negotiating date and they are recommending November 1. To achieve that (which I repeat both sides of the company consider absolutely essential) means that a number of the agreements should be brought forward to the commencing date of November 1, and therefore intrude upon the 12-month rule. [...] Let me give you another example. Because of Common Market regulations there will be a requirement, starting from the beginning of next year, on the road haulage and bus operators to vary the period of

s'agit seulement de deux exemples parmi bien d'autres au sein du vaste champ représenté par la TGWU ou d'une identification de deux secteurs particulièrement sensibles : c'est en tous cas de là que partent deux des principaux conflits de l'hiver 1978-1979. Même si la TGWU dépose également une motion qui met l'accent sur la nécessité première de combattre le chômage, ce qui montre qu'elle continue de soutenir les grandes lignes du programme économique du TUC, l'axe Jones-Scanlon TGWU-AUEW qui avait assuré le soutien du mouvement syndical à la politique du gouvernement en 1976 est rompu.

Une motion ayant trait aux récriminations des syndicats des services publics à l'égard du *General Council* du TUC se transforme en lieu de débat de la politique des revenus suite à un amendement, déposé par ASTMS et soutenu par SOGAT, qui cible spécifiquement la règle des douze mois. Clive Jenkins, le secrétaire général d'ASTMS, indique que les adhérents de son syndicat, qui en tant que travailleurs administratifs et d'encadrement ne peuvent prétendre aux mêmes accords de productivité que les ouvriers de l'industrie, ont vu leur salaire chuter par rapport à ces derniers. Bill Keys de SOGAT insiste quant à lui sur le rejet croissant du gouvernement travailliste, et le risque de division au sein du mouvement syndical si les directions ne respectent pas les aspirations du mouvement<sup>1005</sup>. Toujours du côté de l'opposition à la politique du *General Council*, une motion est déposée par la *British Actors Equity Association*, qui demande par ailleurs la mise en place d'un salaire minimum<sup>1006</sup>. Le discours de son délégué Madhav Sharma, qui insiste sur la responsabilité des syndicats à l'égard de leurs adhérents, reflète une division rhétorique qui traverse les années de débat sur la politique des revenus au TUC. Les partisans de la politique des revenus en appellent à la responsabilité des syndicats devant la nation toute entière, les opposants à la responsabilité des dirigeants avant tout devant les adhérents de leurs organisations. Cette distinction est présentée par la direction du TUC comme reposant sur une opposition entre le particulier des intérêts sectoriels et le général de la prospérité nationale, et par les opposants comme séparant

---

rest for transport drivers. To do that will require most definitely some adjustment in the pay situation [...]. And yet the 12-month clause would prevent us (apparently) meeting that situation. » *Ibid.*, p. 471.

<sup>1005</sup> « It is not our intention in inviting Congress to agree to this amendment to bring down the Labour Government. It is our intention to save the Labour Government from itself, because it has got to be firmly understood that the people are walking away from the Labour Government. [...] I will say one thing, friends. I was elected, not as a leader – I do not like the term –, to give leadership in our own society, and one thing I will always do is to try and reflect the aims and aspirations of our people. Many people are going to say: “Bill Keys is all wrong, you have got to support the 12-month rule for this reason and that reason.” I will say to them that they will not be reflecting the wishes, aims and aspirations of the people on the workshop floor, and it is the people on the workshop floor who we are concerned about. » *Ibid.*, p. 475-476.

<sup>1006</sup> « Congress, bearing in mind the effects of Phases 1 & 2 of Government Pay Policy, and, not least, the difficulties experienced as a result of the imposition of this rigid policy upon the casually employed, commits itself to an immediate return to free collective bargaining. Further, Congress, recognizing the plight of the lower paid, resolves to mount a campaign for the introduction of a national minimum wage. » *Ibid.*, p. 476.

les partisans d'un syndicalisme corporatiste niant les intérêts des travailleurs de ceux d'un syndicalisme de classe.

La dernière motion présentée au cours du débat sur la politique économique du TUC est la motion de la gauche, qui soutenant un programme de type AES demande un changement radical de la politique menée par le *General Council* et le gouvernement. Ken Gill, qui présente la motion pour TASS, s'en prend directement aux analyses et aux priorités économiques du gouvernement. La lutte contre l'inflation ne devrait pas être la priorité, puisque celle-ci est un produit de la baisse de la production et du sous-investissement. Pour cette raison, les politiques d'austérité ne peuvent au contraire qu'accroître l'inflation<sup>1007</sup>. La restauration de la rentabilité des entreprises n'a pas réduit le chômage, puisque ces profits ont été réinvestis à l'étranger. Il faut donc contrôler les entreprises pour orienter l'investissement. La réduction des dépenses publiques est une entreprise vaine, puisqu'elle crée du chômage qui n'est pas absorbé par une industrie également anémique : elle crée donc au final de la dépense publique, dans un cercle vicieux qui justifie toujours plus de réductions<sup>1008</sup>.

La discussion qui s'ensuit est polarisée, pour la première fois depuis 1974, selon le clivage entre d'un côté une gauche oppositionnelle et de l'autre un centre et une droite loyalistes. Du côté loyaliste, on trouve ainsi l'EETPU, l'ISTC, l'*Association of Professional, Executive, Clerical and Computer Staff* et la GMWU. Les arguments de ces organisations ont trait à l'inefficacité des politiques de relance promues par la gauche, au risque que ferait peser sur le mouvement syndical le retour au pouvoir d'un gouvernement conservateur, enfin à la nécessaire unité du mouvement syndical. On notera que Bill Sirs, le secrétaire général de l'ISTC, regrette que le congrès doive mettre fin à la politique de modération salariale face à

---

<sup>1007</sup> « In the name of counter inflation every sin in the book has been committed, and our social aims, dear to our Movement, have been sacrificed. This was done to fight against inflation, which has reduced at almost exactly the same rate as in other competitive countries, regardless of the wage policies pursued. Inflation is a continuing characteristic of contemporary capitalism. Wage inflation was never a major component in the process. The main British inflation factor is a very simple one to define. It is that we work below capacity. A simple point again: as production falls, unit costs rise. That is a simple idea which must not escape us, and we must not allow the Government to escape from this logic. » *Ibid.*, p. 478.

<sup>1008</sup> « Our Government have imposed cuts in public expenditure. What prompted them to do that? First of all, the IMF, whose well known love for labour could get us all lost, and the Tory press pressure, which has been consistent, led by the Iron Lady whose political teeth were cut on the abolition of school-children's milk. The cuts, if you remember, were to reduce public sector borrowing requirements. Those cuts, as we all know, must cause unemployment. This will increase the massive cost of the dole and other social service benefits. This will increase the public sector borrowing requirement, which will then have to be cut in order to resolve the problem, and so we go on in this ever-increasing insane downward spiral. » *Ibid.*, p. 479.

l'« explosion de mécontentement » des travailleurs<sup>1009</sup>. Du côté oppositionnel, on trouve la *National Graphical Association* et la NUM, dont le délégué communiste Joe Whelan dénonce la politique menée par le *General Council* comme trompeuse et réactionnaire<sup>1010</sup>. C'est également dans ce camp que se positionne la branche construction de l'AUEW, dont le secrétaire général John Baldwin souligne que la politique des revenus a discrédité non seulement le gouvernement, ce que démontre les résultats électoraux récents, mais aussi les directions syndicales vues comme une courroie de transmission des politiques du gouvernement<sup>1011</sup>. Au final, les motions en faveur de la politique du *General Council* et de la règle des douze mois sont adoptées et celles qui y sont opposées rejetées. Le rapport de force, d'un peu plus de sept millions de voix contre un peu plus de quatre millions, est cependant moins favorable à la majorité du *General Council* qu'en 1976. La ligne de fracture passe désormais entre la gauche du mouvement syndical opposée à la politique d'austérité, et le centre et la droite du mouvement. L'AUEW, qui contribue notamment à faire pencher la balance avec son million de voix, constitue la dernière caution de gauche de la politique d'austérité.

Le mécontentement est croissant notamment dans les syndicats des services publics. Alors même que la direction du TUC a l'impression que les travailleurs « les plus faibles » ont été moins affectés par une politique des revenus fondée en partie sur une augmentation fixe des salaires, par rapport aux travailleurs de l'industrie qui voient l'échelle des salaires se réduire<sup>1012</sup>, les augmentations ne sont cependant limitées à 10% à partir d'août 1977 que dans le secteur public. Dans le secteur privé, seul le délai des douze mois doit être respecté. NUPE

---

<sup>1009</sup> « But after two years of frustration we have this explosion. It is not a wages explosion; it is an explosion of discontent. » *Ibid.*, 1977, p. 481.

<sup>1010</sup> *Ibid.*, p. 484.

<sup>1011</sup> « Under Phase 1 and Phase 2 of this policy, while trade union leaders have been supporting the policy the facts are it has been rejected by the members whom we represent. That was demonstrated not only by our members but by the public at large when they went to the polls in the by-elections and the municipal elections. They made it perfectly clear that they would not support this policy. I will tell you what happened. It is because some of us were prepared to live in our ivory towers and support a policy that we thought was assisting this Government without having the courage to go to the shopfloor, the sites and the factories, to explain to the workers why it was in the interests of the workers. As a result there has been a reaction from the working class in this country and we are now being seen as policemen within the trade union Movement policing the policy of this Government that has been discredited by the workers. » *Ibid.*, p. 481-482.

<sup>1012</sup> « [The trade unionists] recognised explicitly that the policy would inevitably involve for all but the weakest groups some fall in living standards, a fall which stemmed from the deterioration in Britain's industrial performance and from the sharp rise in the prices of oil and other raw materials in the early 1970s. » *Ibid.*, p. 227. C'est également ce que Len Murray affirme dans sa présentation de la politique du *General Council*: « Even after the income tax improvements and the social security changes are put on the scale – and they have not been insignificant – some people, the best paid, have suffered more than others. We knew they would, and it is you collectively who said that while things were tough priority should be given to the weakest, and it has been done. » *Ibid.*, p. 459. Il réitère cette affirmation face à la demande de NUPE de mesures en faveur des bas salaires, en évoquant « two years of deliberate weighting in favour of the low paid. » *Ibid.*, p. 517.



demeure un des fers de lance de l'opposition de gauche, et seconde au congrès de 1977 la motion de TASS demandant la mise en œuvre d'une politique d'AES. La déléguée du syndicat indique que son organisation a publié un contre-argumentaire, intitulé *Fight Back*, démontant les orientations politiques du gouvernement. COHSE a en revanche longtemps soutenu la politique de contrôle des revenus du gouvernement travailliste, et s'est rangée au congrès de 1976 derrière la majorité du *General Council*. En 1977, la direction de COHSE souhaite poursuivre la même orientation, et propose à l'exécutif du syndicat une résolution de soutien à la politique du gouvernement, qu'elle souhaite déposer à la conférence annuelle du syndicat ou lors d'un éventuel congrès extraordinaire du TUC. La résolution comporte plusieurs demandes à l'égard du gouvernement, parmi lesquelles une politique fiscale plus avantageuse pour les classes populaires, un engagement du gouvernement en termes d'emploi, une politique de contrôle des prix, la fin des réductions budgétaires dans le service public ainsi que la restauration des systèmes d'intéressement salarial. Selon Albert Spanswick, le secrétaire général de COHSE qui présente cette résolution devant l'exécutif du syndicat, la question principale est cependant de savoir si le syndicat souhaite s'opposer à la poursuite du « contrat social », ou en demander une reformulation dans des termes qui permettraient un retour progressif à la négociation collective tout en maintenant un accord bénéfique avec le gouvernement. Le comité est divisé quant à l'attitude que le syndicat doit adopter. Deux membres du comité indiquent que les régions du syndicat qu'ils représentent sont complètement opposées à toute phase III du « contrat social », au vu de l'absence d'une politique de contrôle des prix et des profits, et demandent que l'exécutif du syndicat se prononce en faveur d'un retour à la négociation collective libre. Un autre membre indique quant à lui que le « contrat social » a apporté des bénéfices aux syndicats sous la forme d'une législation favorable. Quant à la libre négociation collective, qui ne bénéficie qu'aux syndicats de l'industrie, elle n'a tout simplement jamais existé dans les services publics. Un terrain d'accord est trouvé : la direction du syndicat fait connaître la résolution qui a été discutée, mais indique qu'en l'absence d'indications claires de la part du gouvernement quant aux contours précis d'une éventuelle phase III, l'exécutif n'a pas pu se prononcer<sup>1013</sup>.

Cet affaiblissement du soutien d'un syndicat pourtant loyaliste comme COHSE s'explique notamment par le fait que les syndicats des services publics analysent désormais le plafonnement nominal des dépenses publiques non seulement comme faisant peser une menace sur la qualité des services publics, mais aussi comme constituant un dispositif strict

---

<sup>1013</sup> « Annual General Meeting of the National Executive Committee, February 23<sup>rd</sup>/24<sup>th</sup> 1977 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/1/5.

d'application de la politique des revenus. Cela transparaît dans deux motions au congrès du TUC de 1977 qui demandent l'abrogation de ce dispositif, et tout d'abord dans l'intervention du délégué de COHSE qui seconde une motion déposée par la *Medical Practitioners Union*. L'effet du plafonnement nominal des dépenses publiques sur les salaires est en revanche au centre de la motion déposée par la SCPS<sup>1014</sup>. Campbell Christie, le secrétaire général du syndicat, s'emploie tout d'abord à expliquer aux délégués présents la mise en place et le fonctionnement du plafonnement nominal des dépenses, selon lui anti-démocratique puisqu'il transfère le contrôle de la dépense publique du Parlement vers les fonctionnaires du Trésor, et contraire à la politique du TUC puisqu'il constitue une entrave à la négociation salariale<sup>1015</sup>. Une autre motion, déposée par la *Society of Post Office Executives* (SPOE) pendant le débat général sur les politiques économiques, reflète pareillement cette impression chez les travailleurs des services publics de subir plus durement la politique des revenus<sup>1016</sup>. L'objectif de cette motion est de permettre aux syndicats des services publics de négocier des augmentations de salaires à travers des accords de productivité comme le font les travailleurs du secteur privé, alors même que James Callaghan est venu affirmer à la tribune du congrès qu'il veillerait à une application stricte de la règle des douze mois entre deux accords dans le

---

<sup>1014</sup> « Congress regards the continued operation of cash limits on public expenditure as unacceptable. The objective of cash limits, as stated by both the Government and the opposition is to enable the Treasury to enforce an undercover incomes policy in the public sector, and to make hidden cuts in public expenditure. Continuation of this policy would mean that over three million trade union members would be subject to a rigid incomes policy. Congress therefore declares that no understanding on any aspect of wage bargaining will be acceptable if the system of cash limits continues, and pledges full support to unions whose pay negotiations are threatened by cash limits. Recognizing that the public expenditure cash limits can result in rigid and inequitable pay restraints on the public sector, Congress instructs the General Council to approach the Government to ensure a system of financing that will allow realistic collective bargaining on pay to take place in the public sector. Congress regards the statements in the Government's White Papers, that cash limits will embody the Government's target of a 5 per cent to 6 per cent ceiling, as a fundamental breach of Congress policy that there shall be an orderly return to normal collective bargaining from August 1, 1977. The General Council should therefore advise the Government that this aspect of the White Paper is unacceptable to Congress, and inform the Government that Congress expects the Government to set an example to other employers by honouring normal collective bargaining procedures and bargaining in good faith in the public sector. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1977, p. 488-489.

<sup>1015</sup> Christie rassemble une série de déclarations ministérielles qui donnent à penser que le gouvernement a fait du plafonnement nominal des dépenses un moyen d'opérer une politique des revenus sans avoir à s'impliquer dans les négociations : « In the view of my union one of the major areas of concern about cash limits is the use of them as a rigid incomes policy for the public sector. This has been an explicit purpose of the cash limits from the start. Denis Healey, the Chancellor of the Exchequer, said in his Budget speech in April 1975: "The Government propose to fix cash limits for wage bills in the public sector." The Treasury, in evidence to the House of Commons Expenditure Committee in November 1976, said: "In the absence of any other form of incomes policy cash limits could be that incomes policy." [...] If we look at their current incomes policy White Paper they say: "For 1977-78 the cash limits have already been fixed. No general changes are planned. For 1978-79 the assumptions used for cash limits will reflect the Government's policy on pay. Spending authorities will not be able to rely on supplementary provisions." » *Ibid.*, p. 489.

<sup>1016</sup> « Congress welcomes the return to collective bargaining in accordance with Composite Resolution 7 of 1976. It commends the relief for lower paid workers and families with children, and the encouragement of productivity bargaining in the Chancellor's statement of July 15, 1977, but will resist any attempt to discriminate against the public sector. » *Ibid.*, p. 469.

secteur public, sans distinguer comme le fait le TUC entre les accords salariaux principaux et des accords locaux de productivité.

Le congrès de 1977 voit enfin la réapparition de la revendication d'un salaire minimum, défendue par NUPE, qui esquisse la campagne contre les bas salaires que le syndicat est en train d'élaborer<sup>1017</sup>. À la différence de la motion de 1974 formulée dans des termes plus abrupts, le syndicat essaie ici de placer sa revendication dans la continuité des politiques majoritaires au TUC. Alan Fisher propose ainsi un historique des résolutions sur le salaire minimum adoptées depuis 1967, et se place sous le patronage de leurs promoteurs successifs, Frank Cousins et Jack Jones de la TGWU et David Basnett de la GMWU. Peut-être faut-il y voir un signe de la transformation de NUPE, encore agitateur à la marge du mouvement en 1974, mais désormais pilier de la gauche syndicale et aspirant à de plus importantes responsabilités au sein du mouvement. Au nom du *General Council*, Len Murray demande au congrès de rejeter cette motion, arguant de ce qu'elle fixe des objectifs aux négociateurs là où le TUC encourage une approche au cas par cas et de ce qu'elle signifierait une augmentation de 30% dans certains cas, là où le TUC veut éviter une explosion salariale. La motion est rejetée.

Par rapport aux discussions apaisées sur la poursuite de la modération salariale au congrès de 1976, le congrès du TUC de 1977 marque une radicalisation de la contestation de la politique du *General Council* et du gouvernement. Face à la motion loyaliste qui préconise le respect de l'intervalle de douze mois entre deux accords salariaux et apporte un soutien implicite à la limite de 10% fixée par le gouvernement pour les augmentations salariales, ce sont pas moins de six motions qui dénoncent le contrôle des revenus sous ses différentes formes directes et indirectes : règle des douze mois, plafond de 10% imposé dans les services publics, plafonnement nominal des dépenses publiques. Le front loyaliste est affaibli par le passage dans l'opposition de la TGWU, pourtant à l'initiative de la phase I en 1975. La remise en cause du positionnement de Jack Jones lors de la conférence de son syndicat n'est qu'un exemple du mécontentement des travailleurs de l'industrie qui transparaît à de nombreuses reprises dans les interventions des délégués et dans les appels à l'unité formulés par les directions syndicales. C'est cependant du côté des services publics que viennent une majorité

---

<sup>1017</sup> « Congress reaffirms the decision of the 1976 Trades Union Congress that there should be a continued and developing emphasis on improvements in basic rates and other special measures in order to assist workers on low pay and implement a TUC minimum wage policy. Congress therefore instructs the General Council to include a basic minimum wage of £50 for a normal working week as one of the primary objectives of collective bargaining in the current pay round. Congress further instructs the General Council to give the maximum support to affiliated unions pursuing this objective. » *Ibid.*, p. 516.

des syndicats qui prennent ouvertement position contre le soutien du *General Council* au gouvernement et contre les politiques de celui-ci.

#### **2.5.2.5 La phase IV (1978-1979)**

Suite au congrès de 1977, le *General Council* du TUC formule la demande d'un programme de relance de l'activité lors des discussions avec le gouvernement. En octobre 1977, le *General Council* porte notamment comme revendications une augmentation des allocations familiales, une prime exceptionnelle pour les retraités, une augmentation des dépenses publiques et un contrôle des importations. Le gouvernement se dit soucieux d'éviter toute mesure susceptible de créer de l'inflation et met en doute l'effet positif d'une augmentation des dépenses publiques sur l'emploi. Le 26 octobre, le Chancelier annonce néanmoins des mesures de réflation de 1 million de livres pour 1977-1978 et deux millions de livres pour 1978-1979, principalement sous la forme d'aides à la consommation. En janvier 1978, le *General Council* demande toujours la restauration des dépenses publiques maintenues à un niveau très bas par le plafonnement nominal des augmentations, tout en insistant cette fois sur une stratégie industrielle passant par des accords de planification et des aides au maintien des emplois industriels. Le rapport économique du TUC de 1978, qui vise à influencer le budget d'avril 1978, donne la priorité à la réduction du chômage par une stratégie de relance et de soutien à l'emploi industriel<sup>1018</sup>. Le budget d'avril 1978 répond en partie aux attentes du TUC, dans la mesure où il est réflationniste et propose une injection d'argent dans l'économie sous la forme de baisses d'impôts, d'augmentations des prestations sociales, d'un gel du prix de la restauration scolaire et d'investissements dans la santé, l'éducation et l'environnement. Dans tous ces domaines cependant, les chiffres annoncés sont inférieurs aux attentes du TUC.

Au congrès du STUC au printemps 1978, les organisations parviennent à se mettre d'accord sur la politique économique générale attendue du gouvernement travailliste. La motion présentée par NALGO au nom du *General Council* du STUC défend une politique de lutte contre le chômage basée sur la réduction du temps de travail, l'annulation de la contraction des dépenses publiques et des mesures réflationnistes<sup>1019</sup>. La motion de gauche,

---

<sup>1018</sup> Cette orientation est détaillée sous la forme de deux séries de mesures : d'un côté la mise en place d'un contrôle sélectif des importations et la renégociation des accords de libre-échange pour pouvoir protéger les secteurs les plus sensibles ; de l'autre l'injection de plusieurs milliards de livres sur 1978-1979 sous la forme de baisses d'impôts, d'augmentations des prestations sociales et d'extension des services publics.

<sup>1019</sup> « That this Congress rejects the pessimistic assessment of Britain's economic prospects held out by the CBI and others, and asserts that it is possible to resolve Britain's economic problems whilst ensuring full employment and a rising standard of living for working people. Congress asserts, however, that this is only possible on the

présentée par la NUM, présente un programme de type AES fondé sur la redistribution radicale des richesses, une extension du secteur nationalisé de l'économie et la réduction des dépenses militaires<sup>1020</sup>. Ce qui est frappant dans le débat qui s'ensuit, c'est la tendance des délégués à traiter les deux motions comme non seulement compatibles, mais pratiquement équivalentes<sup>1021</sup>. Alors même que l'AES est pensée par ses promoteurs au début des années 1970 comme une alternative aux politiques de relance promues par le travaillisme keynésien depuis l'après-guerre, les programmes économiques de la gauche et du centre tendent désormais à se recouper dans leur promotion commune de politiques de relance antagonistes par rapport à l'austérité mise en œuvre par le gouvernement travailliste. Ainsi, passée la division sectorielle de 1976 autour de la dépense publique, la discussion économique en 1977 et 1978 se réorganise entre d'un côté un pôle déflationniste majoritaire au gouvernement mais minoritaire au sein du mouvement syndical et à la conférence du parti, et de l'autre un pôle réflationniste minoritaire au gouvernement mais majoritaire dans le parti et dans le mouvement syndical. Les lignes de partage tendent à se redessiner au sein du mouvement ouvrier. L'AES sort de la marginalité pour se positionner au centre du débat économique. Sur la question spécifique de la politique des revenus, le débat est en revanche houleux. Quatre motions sont débattues. La première, déposée par la CPSA, critique spécifiquement les effets de la politique des revenus et du plafonnement nominal des dépenses sur les salaires des travailleurs des services publics. Surtout, elle appelle le *General Council* du STUC à faire

---

basis of a totally different economic policy to that being pursued at present by Government. Such a policy must include (1) a concerted action by the trade union movement to secure a reduction (a) in the working week to 35 hours with no loss of pay and (b) in overtime working in order to tackle the problem of technological unemployment; (2) the restoration of levels of public expenditure to that proposed by the TUC including substantial increase in social service provision, particularly in the field of education and health leading to substantial job creation in the public sector; (3) substantial reflation of the economy both in the long-term and short-term, so as to reduce the present high levels of unemployment [...]. » Scottish Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 440.

<sup>1020</sup> « That this Congress rejects any further imposition of restrictive policies of the Government leading to the reduction of workers' living standards as a means of solving capitalism's economic crisis. Such measures can only reduce workers' purchasing power and will inevitably lead to further unemployment and recurring economic crisis and the end of Labour Government. Congress demands an economic strategy based on a substantial and irreversible shift in the balance of wealth and power in favour of working people through: (1) taxation policy which shifts the burden of taxation to the better off; (2) increased wages and pensions; (3) substantial reflation, thus promoting higher living standards and expansion of economic activity; (4) nationalisation of banks and financial institutions; (5) substantial reduction in arms expenditure. » Scottish Trades Union Congress, *Scottish Trades Union Congress 81<sup>st</sup> Annual Report*, Glasgow, STUC, 1978, p. 444.

<sup>1021</sup> C'est ce qu'affirme le délégué de TASS, pourtant le fer de lance de la gauche radicale dans les années 1970: « Yesterday the Secretary of the Labour Party in Scotland said, that to ensure the return of a Labour Government she called on the Labour and Trade Union Movement to bring forward policies which would unite the Movement and solve the crisis for working class people. Those policies are adequately laid out in the composites we will debate today. » Scottish Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 447.

campagne contre la politique des revenus<sup>1022</sup>. L'adoption de cette motion engage dès lors le STUC dans la lutte contre la politique des revenus, alors que le *General Council* du TUC parvient à déjouer toutes les tentatives des syndicats des services publics d'obtenir le soutien institutionnel matériel du TUC dans leur opposition à la politique du gouvernement. Cet aspect est central pour le délégué de la CPSA, qui craint de voir une nouvelle phase de contrôle des revenus acceptée passivement par le *General Council* du TUC en dépit de son opposition de façade à la poursuite de la politique des revenus. Les préventions de la SCPS à l'égard du *General Council* du TUC sont encore plus fortes. Le syndicat de fonctionnaires estime que ce dernier devrait contribuer à organiser la lutte contre la politique des revenus, au lieu de proposer une participation encore plus poussée du mouvement syndical à la gestion de l'économie britannique<sup>1023</sup>. Campbell Christie, le secrétaire général de la SCPS, fait ici référence au « plan Basnett », du nom du secrétaire général de la GMWU, qui a évoqué plusieurs mois auparavant l'idée de négociations nationales annuelles sur l'emploi et les salaires entre le TUC et le gouvernement. C'est également un syndicat des services publics, en l'occurrence la FBU meurtrie par le conflit de l'hiver précédent, qui présente la dernière motion hostile à la politique des revenus. Celle-ci appelle simplement au rejet de l'ingérence gouvernementale dans la négociation des augmentations salariales entre employeurs et syndicats<sup>1024</sup>. L'adoption de ces trois motions hostiles à la politique des revenus marque le caractère désormais majoritaire de cette position, encore minoritaire l'année précédente au congrès du STUC. L'épisode le plus marquant de la discussion sur la politique des revenus est

---

<sup>1022</sup> « That this Congress, reaffirming its commitment to the principle of free collective bargaining, deplors the discrimination against public sector employees resulting from the imposition by government of cash limits and the non-statutory incomes policy. Congress believes that pay increases in the public sector must not be allowed to fall behind those applying in the private sector. Congress further recognizes that the use of cash limits and the general public expenditure cuts have resulted in a considerable reduction in the social wage for the community, particularly in the fields of education, housing and health care provision. Congress endorses the action already taken by the Trade Union Movement to oppose cash limits and the cuts, but now calls on the General Council to initiate and lead a vigorous campaign to unite all sections of the movement in demanding a reversal of this aspect of Government policy. » Scottish Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 519-520.

<sup>1023</sup> « That this Congress agrees that attempts by Government to impose incomes policies on the public sector, whether through arbitrary norms or cash limits, are completely incompatible with free collective bargaining, and calls for an end to the cash limits system. Congress completely rejects proposals that the TUC should discuss overall ceilings or norms for public sector pay or manpower with Government, and calls for united opposition by the Trade Union Movement to such policies. Congress therefore agrees that the General Council should establish the necessary machinery to ensure effective communication and solidarity between unions threatened by Government pay sanctions, both in the public and private sector. » Scottish Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 526.

<sup>1024</sup> « That this Congress, opposing Government interference in wage bargaining, demands that in all sectors, wage settlements be left to negotiation between employer and employee in an atmosphere conducive to free collective bargaining. Congress, therefore: (a) urges top priority for the elimination of low pay areas and the negotiation of mutually controlled incentive and productive schemes to increase the overall level of earnings; (b) rejects the denial of free collective bargaining implicit in the enforcement of any norm by the Government in the public and private sectors; (c) protests strongly at discrimination exercised against public sector workers. » Scottish Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 530.

cependant la neutralisation de la motion favorable à la politique du gouvernement. Celle-ci, déposée par UPOW, exprime des réserves à l'égard de l'imposition unilatérale d'une norme salariale par le gouvernement mais accepte le principe d'un contrôle des revenus. La portion de phrase relative à cette acceptation est supprimée suite à un amendement de TASS qui transforme la seule motion loyaliste en quatrième motion oppositionnelle. Dans le débat qui s'ensuit, la NUR et UPOW sont isolées dans leur défense de la politique des revenus. L'hostilité va croissante à l'égard de la position loyaliste du *General Council* du TUC que ces deux syndicats représentent<sup>1025</sup>, cependant que Tom Jackson de UPOW accuse la SCPS d'être un syndicat de gestionnaires et de partager les analyses de l'opposition conservatrice<sup>1026</sup>.

Comme le révèle la motion économique promue par le *General Council* du STUC au congrès de l'organisation écossaise, l'année 1978 est marquée par le développement d'une nouvelle thématique centrale dans le mouvement syndical : la réduction de la semaine de travail. En juin 1978, le *General Council* élabore un document sur la réduction de la semaine de travail à 35 heures, qui ouvre aux négociateurs syndicaux une série de pistes pour parvenir à une réduction du temps de travail bénéfique aux travailleurs, à l'emploi et à la compétitivité des entreprises. On peut interpréter cette nouvelle priorité de plusieurs façons. Une vision pessimiste y voit surtout la nécessité de partager le travail dans un contexte de crise et de chômage de masse. Une vision plus optimiste y voit le résultat de la stabilisation du contexte économique par rapport au milieu des années 1970, qui permet aux syndicats de reprendre l'offensive et de demander la mise en œuvre d'une mesure améliorant la qualité de vie des travailleurs. Ainsi dans son allocution inaugurale du congrès de 1978, David Basnett présente le chômage non seulement comme le résultat du contexte économique global, mais comme le produit de la révolution technologique permise par l'automatisation et la miniaturisation. Sur

---

<sup>1025</sup> « I said in my speech that we needed to be worried about the nods and winks of our General Council members: I was obviously wrong. We don't need to be worried. We are obviously today being given an open invitation to the Government to impose a further stage of incomes policy, because it seemed to me this exactly what Sidney Weighwell was saying. If that is what he is saying then the General Council of the TUC should stand up and say they are in favour of a permanent incomes policy, because I believe they have led us into this trap. We were told at the last TUC that Stage 3 was an orderly return to free collective bargaining, when we all know that they half co-operated in making it a further rigid policy. Now all they can think of is a further incomes policy. » Scottish Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 537.

<sup>1026</sup> « It's all right, Campbell Christie, nice lad, impeccable Scottish accent, good working-class background, but the people that he represents are my bosses. I negotiate pay for my members with his members: and, sure, they have lost out, because there has been some redistribution downwards, and some of them earning £12,000 and £14,000 will only get how much? A good deal more than my members get! The fact is, when you listen to the Society of Civil and Public Servants, putting forward a view like that, remember who they are. They are my directors, they are my assistant secretaries, the people with whom I negotiate. Someone said divisive: look, I negotiate with them, and I know how divisive they are! [...] Let me remind you whom your greatest supporters are: Keith Joseph, Margaret Thatcher, because your free collective bargaining is the opposite side of the free market economy which I as a socialist do not approve of. » Scottish Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 538.

la base de cette analyse, il fonde un programme ambitieux de réduction du temps de travail allié à un développement de la formation pour améliorer la vie des travailleurs<sup>1027</sup>. Enfin, une interprétation plus politique de la mise en avant des 35 heures est de la comprendre comme une façon d’orienter les syndicats vers la négociation d’une réduction du temps de travail plutôt qu’une augmentation de salaire, afin de faciliter indirectement le respect de la norme salariale fixée par le gouvernement. Il s’agit d’une revendication portée depuis longtemps par la TGWU, et c’est ainsi Moss Evans, le nouveau secrétaire général du syndicat, qui présente la motion en faveur des 35 heures au congrès de 1978<sup>1028</sup>. La difficulté, pour les promoteurs de cette politique, est que le gouvernement a indiqué que tout accord sur la durée du temps de travail serait à prendre en compte dans la négociation sur les salaires, dans la mesure où il estime que c’est une mesure qui augmentera fortement les coûts du travail, ce que contestent les syndicats qui souhaitent que des accords sur la semaine de 35 heures puissent être négociés en plus des accords salariaux. Dès lors, la discussion sur les 35 heures ne permet pas véritablement d’alléger la pression sur la question des salaires, comme le montrent les interventions des promoteurs de ce dispositif au congrès, Moss Evans<sup>1029</sup> et Geoffrey Drain<sup>1030</sup>.

Si la conjoncture économique semble plus favorable en 1978, les divisions au sein du mouvement syndical demeurent donc. Dans son rapport au congrès du TUC, la présentation de l’action du *General Council* est précédée, sur chaque aspect de la politique économique, d’un rappel des résolutions du congrès de 1977. Il s’agit probablement d’éviter les débats du précédent congrès autour de l’interprétation des décisions du congrès de 1976, notamment les

---

<sup>1027</sup> Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 442.

<sup>1028</sup> « Congress expresses its deep concern at the continued existence of unemployment at its present level, both in the United Kingdom and throughout the countries within the EEC. Congress calls on the Government to make the reduction of the level of unemployment its highest priority. Congress calls for reflation of the economy, along with further development of job creation and job training programmes and improved unemployment benefits. Congress declares that a major reduction in working hours is essential. Trade unionists must have a share in the benefits of technological developments. Congress therefore urges a general campaign with the specific aim of making the reduction of the normal working week to 35 hours, without loss of earnings, top priority in subsequent negotiations and calls upon the Government to negotiate the shorter working week in the public sectors. [...] » *Ibid.*, p. 546.

<sup>1029</sup> « So I believe we must make it clear at this Congress that we will not accept that any nationally-determined pay limits can impede moves to create jobs through the 35-hour week. I know that the Prime Minister talked about the creation of jobs through the shorter working week. But the Government must continually be made aware of our determination to bargain for a shorter working week without loss of pay and without being impeded by any 5 per cent pay policy. I am sure that we regret very much the negative attitude that was taken in the White Paper *Winning the Battle Against Inflation*. I hope that this Government will accept its responsibilities and, as an employer in the public services, bargain in good faith on this issue. » *Ibid.*, p. 547.

<sup>1030</sup> « I am sorry that in acknowledging that the 35-hour week is negotiable the Government has taken the view that any improvements have got to be offset against unit costs : that there is to be no increase in unit costs. Putting it another way, that of course means that it has to be counted against any pay increase that anybody might be able to sustain. I think this is unrealistic. » *Ibid.*, p. 548.



notions de « retour à la libre négociation collective » et de « respect du délai de douze mois ». La section consacrée aux négociations salariales est ainsi composée pour moitié d'un rappel des décisions du congrès de 1977, et pour moitié d'une présentation synthétique d'une série de situations où le *General Council* a dû appeler les syndicats au respect de la règle des douze mois, notamment contre les souhaits des syndicats de la marine marchande et de British Leyland visant à coordonner les accords salariaux autour d'une même date d'entrée en vigueur. Si dans le secteur privé c'est principalement la règle des douze mois qui pose problème, dans le secteur public s'y rajoute le plafond de 10% fixé par le gouvernement pour les augmentations de salaires.

À l'automne 1977, deux grèves majeures émaillent les premiers mois de la phase III de contrôle des revenus, celle des contrôleurs aériens de la CPSA et celle des pompiers de la FBU. C'est la première grève nationale des pompiers de l'histoire de la Grande-Bretagne, même si les pompiers ont déjà mené une action en 1975 pour obtenir une augmentation de salaire, lorsque d'avril à août un grand nombre de brigades ont réduit leur activité aux seuls appels d'urgence. Courant 1977, une commission indépendante, nommée par le gouvernement, mène sans succès une étude en comparabilité pour évaluer le salaire que les pompiers devraient recevoir. Ces derniers estiment quant à eux qu'ils devraient recevoir un salaire au moins supérieur de 5% au salaire moyen masculin, ce qui représente une augmentation de 30% par rapport à leur salaire d'alors. La décision de se mettre en grève à partir du 14 novembre 1977 pour obtenir une augmentation de salaire de 30% et une réduction du temps de travail hebdomadaire de 48 à 42 heures est prise par les délégués des pompiers, contre l'avis de leur exécutif national, lors d'une conférence spéciale le 7 novembre 1977. Fin novembre, les dirigeants de la FBU rejettent une proposition du gouvernement de les exempter de futures restrictions salariales en échange de l'acceptation immédiate de la norme de 10%. Le 23 novembre la FBU contacte le *General Council* du TUC, qui propose de contribuer à la négociation d'un accord. Les représentants du TUC soulignent ainsi auprès du gouvernement que le TUC n'a pas approuvé la limite de 10% fixée par le gouvernement pour les augmentations salariales, et demande au gouvernement d'essayer de voir comment un accord sur la base des 10% pourrait être complété par des efforts sur d'autres points, notamment la réduction du temps de travail. Le STUC, aussi contacté par FBU, écrit au Premier ministre au nom des pompiers pour appuyer les revendications de la FBU. La rencontre entre la direction de la FBU et le Premier ministre le 29 novembre n'est cependant pas concluante. Le 2 décembre, la FBU demande au TUC de la soutenir dans sa campagne

contre la politique des revenus du gouvernement. Le *Finance and General Purposes Committee* du *General Council* refuse cette option. À la réunion du *General Council* lui-même le 21 décembre, la TGWU soutient la demande de la FBU, mais à une courte majorité de 21 contre 19 le *General Council* confirme ce refus de se lancer dans une campagne au profit de la FBU, incitant le syndicat à négocier sur la base de la proposition du gouvernement, à savoir une augmentation de 10% plus une réduction de la semaine de travail à 42 heures. C'est cependant l'attitude du gouvernement travailliste face à cette grève qui suscite probablement le plus de controverses au sein du mouvement ouvrier. Ayant ressuscité la *Civil Contingencies Unit*, la structure gouvernementale créée en 1972 par les conservateurs pour briser les grèves, le gouvernement de James Callaghan n'hésite pas à faire appel à l'armée et à ses véhicules de lutte contre les incendies pour prendre la place des pompiers et casser leur mouvement. Privée de l'appui du TUC et face à l'armée qui parvient à contenir les incendies, la FBU doit recommander après huit semaines de grève l'arrêt du mouvement et l'acceptation des 10% offerts par le gouvernement<sup>1031</sup>. L'exemple de la FBU est peut-être ce qui permet en février-mars 1978 au TUC de convaincre la *National Graphical Association* d'abandonner son projet de remise en cause de la règle des douze mois. La politique de contrôle des revenus et la confiance du gouvernement dans la possibilité de la pérenniser se trouvent renforcées par la défaite des pompiers.

Le gouvernement cherche un moyen d'étendre la limite des 10% au secteur privé, ce à quoi il parvient en partie par l'entremise à la fois d'une clause dans les contrats publics, qui impose aux entreprises qui les remportent de respecter le plafond de 10% d'augmentation salariale fixé par le gouvernement pour ses employés, et d'une obligation imposée aux entreprises de respecter ce plafond pour pouvoir recevoir une aide financière du gouvernement. Le TUC fait part au gouvernement de son objection à de telles sanctions. Sur la période 1977-1978, ce ne sont pas moins de 57 entreprises qui sont privées de toute aide financière du gouvernement pour n'avoir pas respecté le plafond d'augmentation salariale de 10%. Sur cette même période, l'augmentation moyenne des salaires est de 14,2% cependant que les prix augmentent de seulement 7,9%. On pourrait en conclure à une déconnection des augmentations salariales et de l'inflation, mais le gouvernement en conclut au contraire à la nécessité de continuer de plafonner les augmentations de salaires. Le 18 juillet 1978, des membres du *General Council* rencontrent des membres du gouvernement dont le Premier

---

<sup>1031</sup> « Fire Service Strike : A Personal View », *Labour Monthly*, janvier/février 1978; Martin Holmes, *The Labour Government, 1974-79. Political Aims and Economic Reality*, Basingstoke, Macmillan, 1985, p. 119-20; Rob Sewell, *op. cit.*, 2003, p. 321; Scottish Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 56-57; Robert Taylor, *op. cit.*, 1993, p. 249.

ministre pour des discussions informelles sur les accords salariaux, puisque les deux parties s'accordent sur le fait qu'il n'y aura pas d'accord entre le gouvernement et le TUC sur les salaires suite au retour à la négociation collective opéré en 1977-1978. Le gouvernement fait part cependant de son désir de voir le niveau des augmentations salariales baisser pour l'année 1978-1979 afin d'éviter une remontée de l'inflation, même s'il concède que les salaires ne sont qu'un facteur parmi d'autres contribuant à l'inflation, dont il est attendu qu'elle se situe autour de 7-8% pour le reste de l'année 1978. Le gouvernement indique donc qu'il attend des négociateurs une attitude responsable, le TUC confirmant qu'il peut attendre une telle attitude des syndicats des différents secteurs. Le gouvernement indique qu'il n'entend pas légiférer sur les salaires et se contentera des armes de la persuasion, mais suggère qu'il serait souhaitable que le gouvernement, les syndicats et les employeurs offrent chaque année une vision commune sur le niveau souhaitable d'augmentation des salaires.

Le 21 juillet, le gouvernement publie son livre blanc *Winning the Battle Against Inflation*, qui annonce qu'en 1978-1979 les augmentations de salaires ne devront pas dépasser 5% par rapport à l'année précédente<sup>1032</sup>, en dehors de quelques exceptions résultant de commissions d'enquête sur les rémunérations des pompiers, des policiers, des militaires et des universitaires. Des augmentations d'un niveau supérieur seront également autorisées pour les travailleurs touchant moins de £44,50 par semaines, comme le seront les accords de productivité. Le gouvernement entend faire respecter cette norme de 5% dans le secteur public, ainsi que dans le secteur privé en conditionnant les aides aux entreprises et les contrats publics au respect de sa politique salariale<sup>1033</sup>. Dans ses mémoires, Healey a affirmé de manière fameuse que cette décision d'imposer un plafond de 5% pour les augmentations salariales était caractéristique de l'*hybris* qui peut saisir des gouvernements dont le bilan en fin de mandat est aussi positif : en janvier 1978, l'inflation était enfin descendue en dessous de 10%, pour la première fois depuis 1973. Le gouvernement avait triomphé de l'héritage toxique du « *Barber Boom* », du choc pétrolier, de l'augmentation du prix des matières premières et des revendications salariales inconsidérées du milieu des années 1970. Cette réussite dans l'imposition de la modération salariale, y compris face aux réserves du TUC en 1977-1978, et l'excès de confiance qui en résulte sont selon Healey la cause première de la

---

<sup>1032</sup> « [A]part from specified exceptions (below), the total increase in earnings for any group compared with the previous year should not be more than 5 per cent ». Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 289.

<sup>1033</sup> « The Government would ensure that these guidelines were observed in the public sector and would if necessary take account of any failure to observe the guidelines in the private sector in exercising its discretion in the fields of statutory assistance and other discretionary powers. The pay clauses in Government contracts would remain in force and would continue to be included in new contracts. » *Ibid.*, p. 290.

révolte de l'hiver 1978-1979. Les deux autres facteurs explicatifs ont selon lui à voir avec le mouvement syndical lui-même : tout d'abord la faiblesse morale de Moss Evans, qui n'a pas comme son prédécesseur Jack Jones le courage de tenir tête aux revendications de la base, ensuite la faiblesse structurelle des syndicats britanniques dans leur ensemble, au sein desquels la forte décentralisation de l'organisation confère le pouvoir aux délégués locaux, au détriment des directions nationales incapables de signer et de tenir des accords avec les employeurs et le gouvernement<sup>1034</sup>. Tout comme Healey, Jim Callaghan a mis en avant dans ses mémoires le caractère arbitraire ou irréfléchi de la décision d'imposer un plafond de 5% aux augmentations de salaires, idée qui lui serait venue courant décembre 1977 et qu'il aurait confirmée en janvier 1978 face aux sollicitations des journalistes<sup>1035</sup>.

C'est peut-être le cas. Peut-être est-ce aussi le moyen d'éviter un examen trop attentif des conditions d'élaboration de cette norme de 5%. Callaghan peut certes affirmer qu'il avait en tête l'horizon ouest-allemand des grandes discussions tripartites annuelles visant à déterminer le niveau général d'augmentation des salaires, il n'en reste pas moins que la phase IV du « contrat social » a été décidée de manière avant tout unilatérale par le gouvernement, sans consultation avec des syndicats qui indiquent clairement qu'il ne leur semble ni souhaitable ni possible de contenir plus longtemps les augmentations de salaires<sup>1036</sup>. Ce n'est certes pas la version de Callaghan, qui se souvient de dirigeants syndicaux conciliants et compréhensifs. La réaction du *General Council*, sous la forme d'une déclaration intitulée « *Pay Policy after July 31* » publiée le 26 juillet, est cependant très claire. Si le TUC souligne le point d'accord sur les perspectives ouvertes par la réduction du temps de travail, il marque de manière plus claire qu'en 1977 son opposition à la détermination par le gouvernement d'une norme pour les accords salariaux, ainsi qu'aux moyens mis en œuvre par le gouvernement pour obtenir le respect de cette norme<sup>1037</sup>. On est donc passé d'une situation

---

<sup>1034</sup> Denis Healey, *op. cit.*, 1989, p. 395-396.

<sup>1035</sup> James Callaghan, *op. cit.*, 1987, p. 519.

<sup>1036</sup> James Callaghan, *op. cit.*, 1987, p. 521; Robert Taylor, *op. cit.*, 1993, p. 250-251.

<sup>1037</sup> « 1. Last year the General Council underlined the need for pay settlements to reflect the circumstances in the companies, industries or services concerned – private or public – and the relationship to the industrial strategy. The General Council also pointed out that the attitude of trade unionists would be greatly influenced by the economic, social and industrial policies pursued by the Government. The General Council said that they did not believe that it was necessary or would be productive to give general or specific guidance on the level of pay settlements. That is the view which the General Council have sought to impress on the Government, and it remains their view. They are confident that Congress will endorse that view. 2. The TUC fully shares the Government's determination to win the battle against inflation but it does not accept the Government's view on how this can be achieved. [...] 3. The 1977 Congress was clear on the need for an orderly return to collective bargaining. The General Council are convinced that continued central determination of pay will make much more difficult the resolution of anomalies and other collective bargaining problems which have unavoidably been created or intensified under earlier stages. The General Council are disappointed at the Government's lack of confidence in the ability and willingness of trade unionists and employers to deal with these problems in a

dans les phases 1 et 2 où la politique des revenus reposait sur un accord entre le TUC et le gouvernement, à une phase 3 dont le TUC niait l'existence pour protéger le gouvernement et préserver son autorité, enfin à une phase 4 de modération salariale désormais décidée contre les vœux du TUC.

Dans le rapport du *General Council* pour le congrès de 1978, la charge contre le contrôle des revenus imposé par le gouvernement est immédiatement contrebalancée par la présentation des travaux du *TUC-Labour Party Liaison Committee*, entre autres les travaux des groupes de travail sur les prestations sociales et sur l'impôt sur la fortune mais surtout le document programmatique « *Into the Eighties : An Agreement* » approuvé en juillet 1978 par le *General Council* du TUC et le NEC du parti travailliste. Le TUC se félicite également de ce que dans le livre blanc « *The Challenge of North Sea Oil* », publié au printemps 1978, le gouvernement reprend les propositions du TUC d'une utilisation du pétrole de la mer du Nord prioritairement pour donner un souffle nouveau à l'industrie britannique, ainsi que pour améliorer les services publics. Pareillement, David Basnett clôt son allocution inaugurale au congrès de 1978 par un long plaidoyer en faveur du maintien au pouvoir des travaillistes : plaidoyer dont la force révèle précisément la profondeur des tensions au sein du mouvement syndical<sup>1038</sup>. Les dirigeants syndicaux s'attendent en effet à l'annonce d'une élection à la Chambre des communes pour l'automne, ce pourquoi il est impérieux de maintenir l'unité entre le TUC et le gouvernement travailliste en dépit des désaccords. L'anticipation d'une élection à l'automne, après laquelle il serait possible de renégocier un plafond des augmentations salariales plus réaliste entre le gouvernement et le TUC, explique d'ailleurs peut-être qu'une norme salariale qui paraissait abérrante aux dirigeants syndicaux n'ait pas

---

way which will avoid the emergence of further difficulties, and at the Government's failure to concentrate its effort instead on creating a climate in which responsible bargaining could play a constructive role in further improving economic performance. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 290-291.

<sup>1038</sup> « The political opportunity is to keep in power the Government of a Party whose vision of the future is similar to ours ; a Government with which we can co-operate, with which we can work to improve our industrial performance ; a Government with which we can act better to control our economic affairs. And a Government which has helped trade unionists by unshackling us from the Industrial Relations Act, by giving us hope with the National Enterprise Board and the industrial strategy. [...] Trade unionists want a Government which will help to control the introduction of technology – not let it control them; a Government prepared to make radical changes to help society accommodate itself to growing leisure and shrinking job opportunities; a strong Government, not one prepared to abandon its responsibility to the effects of blind market forces and the unforeseen results of monetarism. Trade unionists want policies, not political posters; policies which will further the fight against discrimination, inequality and poverty; policies which cannot come from a Party pledged to slash public expenditure, support public schools and expand private medicine. Trade unionists want public services, not private privileges. They also want to see North Sea oil used to regenerate British industry – a need that cannot be trusted to a Party whose historical responsibility for the degeneration of British industry is now allied to the wish to use the Oil for tax reliefs, particularly for the better off. [...] From this Congress there will be many messages to trade unionists. I hope one will be loud and clear. It must be: Work and Vote for Labour. » *Ibid.*, p. 443.

suscité une contestation plus forte à l'été 1978 comme au congrès du TUC<sup>1039</sup>. Dans sa présentation des paragraphes du rapport du *General Council* ayant trait à la politique économique, Len Murray commence également sur une note remarquablement positive par rapport au congrès de 1977, soulignant les domaines comme l'éducation et la démocratie sociale où les syndicats poussent pour de nouvelles avancées sociales. Il met en avant l'amélioration de la situation économique par rapport à 1977, avec une augmentation des revenus permise par la baisse des impôts et une hausse des salaires globalement supérieure à l'inflation descendue en dessous de 8%, une production qui augmente et une balance des paiements revenue à l'équilibre. Il met enfin en avant les promesses de l'accord « *Into the Eighties* » signé par le *TUC-Labour Party Liaison Committee* en matière d'investissements et de prestations sociales, qu'il compare au programme élaboré en 1972-1973 dont il estime qu'il a porté ses fruits sous la forme notamment de la législation sociale votée entre 1974 et 1976. Même si ce point occupe une place moins importante qu'aux congrès précédents dans son discours, l'objectif de Murray demeure cependant d'obtenir des syndicats la poursuite de la modération dans les revendications salariales, et de justifier le soutien sans faille du TUC à l'imposition par le gouvernement d'un contrôle des augmentations salariales. Murray fait allusion à mots à peine couverts à la lutte des pompiers, suite à laquelle le TUC a été violemment critiqué par la gauche du mouvement syndical pour avoir refusé d'apporter son soutien à la FBU. Il reprend donc les arguments des défenseurs de la modération salariale, affirmant d'un côté que l'intérêt national doit primer sur les intérêts particuliers, valorisant de l'autre les sacrifices consentis par les travailleurs<sup>1040</sup>. En échange de cette modération salariale, Murray encourage les syndicats affiliés à rechercher à échanger une semaine plus courte de travail contre des aménagements de l'organisation du travail, éventuellement vers une plus grande flexibilité. On voit ici comment cet encouragement à orienter la négociation vers le temps de travail – et non les salaires – joue en faveur des objectifs du gouvernement en matière salariale.

Dans l'atmosphère générale d'union derrière le gouvernement travailliste, les premières motions économiques présentées sont des motions de politique générale

---

<sup>1039</sup> Robert Taylor, *op. cit.*, 1993, p. 251-252.

<sup>1040</sup> « We are not a sectional interest. We are a national interest. We are not a political party. But our interests range over all the main policy issues facing our country. So when we make demands on our society we are in large part making demands on ourselves. [...] When, under the impress of adversity, our members recoiled from the threats of rampant inflation and social chaos – and I do not think I am exaggerating either the dangers or the quality of our members' reactions – they showed that they were willing to subordinate their immediate personal interests and their sectional demands to the overall purpose of removing those threats. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1978, p. 540.

consensuelles et prospectives. C'est le cas de la première motion unitaire qui, embrassant les différentes sensibilités du mouvement, à la fois salue la lutte contre l'inflation et appelle à une stratégie de type AES<sup>1041</sup>. Elle est, sans contradiction apparente, défendue tout d'abord par Alan Fisher pour NUPE qui met en évidence l'exigence de la mise en œuvre d'une politique de type AES de la part du gouvernement, puis secondée par l'*Association of Professional, Executive, Clerical and Computer Staff*, syndicat loyaliste dont le secrétaire général Roy Grantham soutient la politique gouvernementale de lutte contre l'inflation et critique les tenants de l'AES. L'objectif d'une telle manœuvre rassemblant des points de vue antagonistes est de permettre aux dirigeants syndicaux de gauche de critiquer le gouvernement à mots couverts, ou du moins sans que la presse conservatrice puisse conclure des résolutions du congrès à un divorce entre le mouvement syndical et le gouvernement. Alan Fisher se prête à l'exercice : dans un discours soutenant en principe une motion qui se félicite des résultats bénéfiques de la priorité donnée à la lutte contre l'inflation, il réaffirme l'opposition de son syndicat à la politique des revenus et son intention de mener une campagne pour un salaire minimum de £60<sup>1042</sup>. Même la seule motion qui critique de manière explicite la politique du gouvernement et le contrôle des revenus qu'il continue d'imposer est présentée par la NUM et TASS dans des termes relativement modérés eu égard à la formulation des motions des années précédentes<sup>1043</sup>. Lawrence Daly pour la NUM indique que sa motion est compatible avec les motions précédentes et le rapport du *General Council*, pour lequel il indique que son syndicat va voter. Ken Gill, s'il est plus offensif à l'égard du gouvernement, suggère que le

---

<sup>1041</sup> « This Congress recognises the value to the trade union Movement of the reduction in inflation in the past 12 months, which, with reductions in income tax, has resulted in the first increase in real living standards since the oil crisis. These trends need to be continued by further policies aimed at reducing inflation, increasing living standards and reducing unemployment. Congress will play its part in pursuing these positive trends. Congress urges the pursuance by the Government of the economic strategy adopted by the trade union Movement. This strategy includes increased public ownership and public enterprise, public supervision of investment, the development of new systems of planning, with trade union representation covering the public and private sectors. [...] » *Ibid.*, p. 543.

<sup>1042</sup> « Soon after this Congress our union – along with a number of others – will be embarking on the first major pay claims in the new round of wage negotiations. Our union – and we have made no secret about this – has very clear views on what the objectives of those wage negotiations should be. We have said that our first priority is to have a major attack on low pay. For this reason we will be seeking a basic minimum wage of £60 a week. That is the objective set by my union's national conference, and that is what we will be seeking in negotiations with the employers. The employers will not like it. I do not suppose the Government is going to like it. » *Ibid.*, p. 545.

<sup>1043</sup> « Congress recognises the sacrifices undertaken by union members in observing the terms of the agreed pay policies but, while recognising the need to limit inflation, considers that after three years of restraint trade unions must now negotiate freely in their members' interests. Congress declares its opposition to Government policies of intervention and restraint in wage bargaining, including Government sanctions, and to any form of restrictive Government incomes policy. Congress instructs the General Council to oppose any arbitrary pay limits and insists that there must now be a return to normal and responsible collective bargaining – based on a containment of unit labour costs and parallel improvement of living standards so as to allow trade unions to carry out their proper tasks – which is the only fair and practical method of setting remuneration levels. [...] Instead of pay restraint, the Government should concentrate on developing agreement with the trade union Movement on the economic strategy and social priorities. » *Ibid.*, p. 549.

maintien par le gouvernement de politiques néfastes aux travailleurs est la responsabilité du mouvement syndical qui a fait preuve de faiblesse<sup>1044</sup>.

La motion soutenue par la NUM est en revanche clairement incompatible avec la suivante défendue par NALGO et la NUR, laquelle promeut la mise en place d'un cadre national tripartite de négociation d'une norme salariale annuelle<sup>1045</sup>. Glyn Phillips, qui présente la motion pour NALGO, insiste sur le niveau de frustration atteint suite à trois années de contrôle des revenus par les travailleurs des services publics, lesquels ne bénéficient à la différence des travailleurs de l'industrie d'aucune marge de manœuvre sous la forme d'accords de productivité<sup>1046</sup>. Il estime cependant que la libre négociation collective défendue par la majorité du TUC, y compris par des syndicats des services publics, est une solution illusoire dans un secteur soumis au contrôle du gouvernement et qui n'a jamais connu une telle chose. Sidney Weighell, secrétaire général de la NUR, présente quant à lui la négociation annuelle des salaires avec le gouvernement comme un moyen de protéger les groupes de travailleurs les plus faibles sur le marché de l'emploi et d'avancer en direction d'une économie planifiée<sup>1047</sup>. Cette motion va dans le sens du tripartisme prôné par le TUC. Elle est cependant antagoniste avec les orientations d'une majorité du mouvement hostile à la politique des revenus. Pour garantir l'adoption du rapport du *General Council* et assurer l'autorité du TUC par rapport à des syndicats et des groupes de travailleurs de plus en plus

---

<sup>1044</sup> « It may well be that the TUC has a measure of responsibility for these contradictions between the Government and the Movement. We have a continuous duty to be firm with our friends. Had our policy of last year been pressed with more vigour, particularly when the popular struggle of the firemen took place, the policy might be different today and we might have unity. The Government could have been committed to the more mature, progressive and scientific policies of Congress. When solidarity falters, as it did then, the conformist Treasury-inspired and City-supported measures tend to overwhelm us. » *Ibid.*, p. 550.

<sup>1045</sup> « Congress declares its opposition to unilateral policies of wage restraint which are implemented without adequate consultation and bear most heavily on the public services. However, Congress recognizes that the Government, having a responsibility for the management of the economy, will always take a view as to what it considers to be a desirable level of wage settlements, and that for the public services where the Government is directly or indirectly the employer, free collective bargaining has never been a reality. Congress, therefore, considers that a new approach to pay is required within the framework of an economic contract with the Government. Such an approach must be of a long-term nature and not simply a further extension of incomes policy and it must ensure that workers in the public and private sectors are treated equally. In return for agreement on flexible pay guidelines determined by discussion between the Government, employers and unions (including provision for the establishment of sensible wage structures and improvements in hours, holidays and other working conditions) there would need to be reflationary measures [...]. » *Ibid.*, 1978, p. 551.

<sup>1046</sup> « Our members, unlike many others, are in the position where their wages are their earnings, because we cannot take advantage of many of the productivity schemes within the policy that we have at the moment. We warn this and any other government that the frustration, annoyance and difficulties which are building up in our services are tremendous, because of these unilateral policies. » *Ibid.*, p. 552.

<sup>1047</sup> « Do we really believe that the jackpot should be scooped by those with the most industrial muscle? If we do, don't pretend that you are in favour of lifting people out of the low pay areas. Don't pretend that you are in favour of the National Union of Public Employees. [...] I cannot see how you can plan the economic life of the nation if we exclude what we pay ourselves from that economic planning. I fail to understand how people can change their views, and say they want planning to deal with the use of all our resources, but then want a free market economy to deal with pay. » *Ibid.*, p. 554.



remuants, le *General Council* fait le choix de soutenir la motion du NUM et de TASS hostile à toute forme de contrôle des revenus et de s'opposer à la motion proposant une solidification du principe de modération salariale. Cette dernière, qui ne reçoit le soutien que de la UPOW, est défaite, cependant que les autres motions sur l'économie ainsi que le rapport du *General Council* sont adoptées.

Alors que les années précédentes le *General Council* avait composé des majorités pour soutenir la modération salariale, cette fois-ci il compose sa majorité contre la proposition d'une institutionnalisation de cette dernière, et intègre les critiques de sa politique et du gouvernement à l'intérieur de motions unitaires. Si les commentateurs de l'époque ont tous relevé la démonstration d'unité du mouvement ouvrier à l'approche des élections, les interventions des délégués révèlent également une inquiétude par rapport aux effets de la poursuite de la politique des revenus sur l'électorat du parti. Selon Ken Gill, c'est la responsabilité du mouvement syndical de sauver le gouvernement travailliste de lui-même<sup>1048</sup>. Pour Ben Rubner de *Furniture, Timber and Allied Trades Union*, le gouvernement travailliste est en danger en raison de son dogmatisme<sup>1049</sup>.

Il apparaît peu de temps après que Jim Callaghan n'a pas l'intention d'organiser une élection à l'automne. De nombreux dirigeants syndicaux se sentent trompés<sup>1050</sup>. L'ambiance est plus électrique à la conférence du parti travailliste à la fin du mois. Alors que même les syndicalistes de gauche s'étaient exprimés dans des termes modérés début septembre au congrès du TUC, une partie de la droite syndicale s'oppose désormais ouvertement à toute poursuite de la politique des revenus, comme le secrétaire général de l'AUEW Gavin Laird et le président de la NUM Joe Gormley. Seul Sid Weighell, pour la NUR, s'en prend à l'idéologie de la libre négociation collective, injuste selon lui car elle ne bénéficie qu'aux plus forts. Une motion qui condamne toute ingérence gouvernementale dans les négociations

---

<sup>1048</sup> « Congress must not, we believe, allow our genuine desire to support Labour and ensure that Labour wins distort our own vision of where we are going. It must not allow us to betray the medium-term and long-term interests of our members, and it must not be allowed to prevent a lasting solution of our economic problems. No one will forgive us if we allow that sort of loyalty to create disloyalty to the aspirations of Labour. » *Ibid.*, p. 551.

<sup>1049</sup> « I do not want to take up the time of Congress unduly, but I should like to make an 11<sup>th</sup> hour appeal to the Government and say, "Do not let frustration and anger follow a further round of rigid inflexible pay policy. It would result in people who are normally Labour voters sitting on their backsides, and we will be fighting to get them out to vote on whatever date Jim decides. » *Ibid.*, p. 559.

<sup>1050</sup> Dans son rapport devant l'exécutif de la TGWU en septembre 1978, Moss Evans fait part de la surprise collective des dirigeants syndicaux. Le secrétaire général de la TGWU avait même libéré son emploi du temps pour le mois de septembre pour se consacrer à la campagne du parti travailliste, et la TGWU réservée *Congress Hall* pour un organiser la mobilisation du syndicat en faveur des travaillistes. « The General Secretary's Second quarterly report (As submitted to and adopted by the September (1978) Statutory Meeting of the General Executive Council) », TGWU Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.126/TG/384/A/1. L'incompréhension des dirigeants syndicaux est également évoquée par Robert Taylor, *op. cit.*, 1993, p. 252.

salariales, déposée par la section de Liverpool Wavertree, est adoptée par une majorité des deux tiers<sup>1051</sup>.

#### **2.5.2.6 L'« hiver du mécontentement » et la désintégration de la politique des revenus**

L'hiver 1978-1979 est marqué par une série de conflits qui marquent une escalade progressive de la contestation de la politique des revenus du gouvernement. Le premier mouvement en opposition à la nouvelle norme salariale de 5% débute le 21 septembre 1978, lorsque 15 000 ouvriers de Ford qui demandent une augmentation de salaire de £20 par semaine accompagnée de primes décident de se mettre en grève pour obtenir satisfaction de leurs revendications<sup>1052</sup>. Ford, qui bénéficie de contrats publics, ne peut pas accéder aux demandes des organisations syndicales en raison des contrôles mis en place par le gouvernement. Le 26 septembre, l'AUEW rend la grève officielle et 57 000 ouvriers supplémentaires cessent le travail à leur tour. La production est arrêtée sur les vingt-trois sites du groupe en Grande-Bretagne. Le 5 octobre, c'est au tour de la TGWU de rendre le conflit officiel. Le gouvernement et le TUC cherchent à mettre au point un nouvel accord pour contrecarrer les signes de division et éviter une explosion salariale. Après cinq semaines de négociations, le *General Council* examine le 14 novembre le projet de déclaration conjointe entre le TUC et le gouvernement, qui prévoit que le TUC produise un guide à destination des négociateurs afin de maximiser l'efficacité et de contenir les coûts de production, en échange de quoi le gouvernement s'engage à renforcer les pouvoirs de la *Price Commission* et à examiner la situation spécifique des bas salaires. Cela ne revient pas à une acceptation par le TUC de la norme des 5%, mais le gouvernement en attend que le TUC contribue à atténuer les effets de la contestation qui se développe dans le monde du travail. Aucune majorité ne se dégageant en faveur du texte, le document est rejeté<sup>1053</sup>. Ce vote reflète les dissensions très fortes au sein du mouvement ouvrier, puisque le très loyaliste Bill Sirs de l'ISTC vote contre le texte, et que les représentants de la TGWU votent en ordre dispersé, l'un pour, l'autre contre, le secrétaire général Moss Evans étant absent. Cela n'empêche pas Sirs, tout comme Geoffrey Drain de NALGO, de rejoindre par la suite les dirigeants syndicaux de droite, comme Alf Allen de USDAW, Frank Chapple de l'EETPU et Terry Duffy de l'AUEW, qui

---

<sup>1051</sup> Robert Taylor, *op. cit.*, 1993, p. 253.

<sup>1052</sup> Kenneth Morgan, *op. cit.*, 1990, 2001, p. 418.

<sup>1053</sup> « The General Council considered the draft statement at a special meeting on November 14. [...] The voting on this statement in the General Council was equally divided – 14 in favour and 14 against – and on this basis the Chairman declared that the statement was not carried. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1979, p. 272. Voir aussi Robert Taylor, *op. cit.*, 1993, p. 254-255.

publient quelques semaines plus tard leur propre déclaration favorable à la politique des revenus, intitulée *The Better Way*<sup>1054</sup>. Face à une résistance syndicale désormais formalisée sous la forme de ce vote, la droite du parti appelle le gouvernement à perséverer. Le lendemain, le *Manifesto Group* publie un communiqué offensif qui dénonce l'attitude des syndicats et appelle le gouvernement à faire preuve de détermination<sup>1055</sup>. Quelques jours plus tard, les syndicats et la direction de Ford parviennent à un accord qui prévoit une augmentation des salaires de 16,5%. À l'initiative des conservateurs et avec le soutien d'une partie de la gauche travailliste, le parlement abroge les dispositions permettant au gouvernement de pénaliser les entreprises qui bénéficient de contrats publics et ne respectent pas la norme salariale décidée par le gouvernement. Dans les semaines qui suivent, la politique des revenus commence à se désintégrer. Les pompiers obtiennent une augmentation de salaire de 22%, les boulangers de 14%, et les techniciens de chauffage et de ventilation de 30% en deux phases<sup>1056</sup>. Juste avant Noël 1978, le gouvernement doit céder face aux exigences des travailleurs de *British Oxygen* et face aux 26 000 employés de la *British Broadcasting Corporation* (BBC) qui obtiennent une augmentation de salaire de 16%.

Ce processus de désintégration s'accélère fortement suite à deux conflits majeurs dans les transports. Ce sont tout d'abord les conducteurs de camions-citernes qui passent à l'action. Le 18 décembre 1978, les conducteurs de *British Petroleum* (BP) et d'Esso sont les premiers à cesser de travailler en heures supplémentaires. Le 4 janvier 1979, les conducteurs de Texaco se mettent en grève non officielle. La plupart des stations services du pays sont soit non ravitaillées, soit directement bloquées par les grévistes. Le mouvement se divise lorsque le 8 janvier 1979 les conducteurs de Shell et d'Esso acceptent les propositions des employeurs, bientôt suivis par les conducteurs de BP. Les conducteurs de Texaco poursuivent seuls le mouvement en Angleterre et en Écosse. En Irlande du Nord, l'ensemble des conducteurs restent solidaires des conducteurs de Texaco, ce qui pousse le secrétaire d'État à l'Irlande du Nord, Roy Mason, à décréter l'état d'urgence le 11 janvier. Les derniers grévistes reprennent le travail le 15 janvier au matin, sur la base d'une augmentation de salaire de près de 20%. C'est cependant le mouvement des routiers durant tout le mois de janvier 1979 qui constitue le moment central de l'« hiver du mécontentement ». L'opposition des routiers à la politique

---

<sup>1054</sup> Stephen Ludlam, *op. cit.*, 1990, p. 725; Lewis Minkin, *op. cit.*, 1991, p. 186.

<sup>1055</sup> « It may be that the country is facing a winter of damaging industrial disputes over pay. Knowing that it is following the right policy for the country and that it has the backing of the majority of Labour supporters and of the public, the Government must be resolute and should stick to its policies. » Labour Party Archive, Labour Party Manifesto Group, « Communiqué du Labour Party Manifesto Group du 15 novembre 1978 », LP/MANIF/3, Labour History Archive and Study Centre.

<sup>1056</sup> Kenneth Morgan, *op. cit.*, 1990, 2001, p. 419.

des revenus du gouvernement est exacerbée par leurs craintes face à la mise en œuvre prochaine de régulations européennes qui prévoient la réduction du temps de travail supplémentaire, dont leur rémunération dépend fortement. Dans ce contexte, le *Road Transport Committee* (RTC) de la TGWU, qui représente un grand nombre de routiers, émet en août 1978 la revendication d'un salaire minimum de £64 pour 35 heures de travail hebdomadaire. Les négociations s'avèrent difficiles en raison de la détermination de la *Road Haulage Association* (RHA), qui rassemble un tiers des 46 000 opérateurs du secteur des transports routiers, à résister aux exigences des routiers et à présenter un front uni. Le gouvernement faisant pression sur les employeurs par l'intermédiaire de la Commission des prix pour les empêcher de transférer l'augmentation des coûts de production sur les prix, la RHA ne propose tout d'abord que les 5% autorisés par le gouvernement, et interdit à ses branches régionales de proposer des offres supérieures. Face à l'inflexibilité du gouvernement, à l'unité inhabituelle dont font preuve les employeurs et au silence de la direction de la TGWU, ce sont les branches locales de la TGWU qui réagissent. La section 6/541 du syndicat invite les autres branches à envoyer des délégués à une conférence informelle à Liverpool le 16 décembre 1978. Sont présents trois membres du comité national du RTC et des délégués venus d'Écosse, de Leeds, de Birmingham et des principaux ports de containers : Hull, Liverpool, Londres et Southampton. Les délégués font le constat de la résistance coordonnée de la RHA et de l'échec des négociations dans la plupart des régions d'Angleterre et d'Écosse. Les délégués adoptent le principe d'une grève nationale à partir du 3 janvier 1979 si la RHA ne satisfait pas leurs exigences. La conférence de Liverpool cristallise la colère diffuse des routiers en un mouvement national coordonné par la base. En dépit d'une nouvelle proposition de la RHA qui offre désormais une augmentation de 15%, le mouvement des routiers en faveur des £64 par semaine monte inexorablement en puissance. À la conférence spéciale des transports organisée par la TGWU le 19 décembre 1978, les délégués des régions prennent à nouveau l'initiative et font approuver la décision prise à Liverpool de passer à l'action le 3 janvier 1979. Dès le 2 janvier, la grève éclate en Écosse et dans les principaux ports de container : Hull, Liverpool, Tilbury et Southampton. Dans la journée, les grévistes sont rejoints par les routiers de Cumbria, Leeds, Bradford, Birmingham et Oxford. La grève a été rendue officielle par la TGWU en Écosse où les négociations sont arrêtées. Le mouvement n'est en revanche pas officiel en Angleterre, mais ne cesse de grandir et s'étend progressivement, au Nord-Ouest le 4 janvier, au Pays de Galles et à l'*East Anglia* le 7 janvier et au Sud-Ouest le 8 janvier. La TGWU rend la grève officielle en Angleterre le 11 janvier, suivie en cela le 12 janvier par l'*United Road Transport Union* (URTU). Des barrages

filtrants bloquent la plupart des axes routiers du pays. La paralysie des infrastructures de transport provoquée par l'action des routiers est accentuée par quatre journées d'action menées par les conducteurs de train d'ASLEF. Ce mouvement, qui ne concerne pas la politique des revenus du gouvernement Callaghan, interrompt néanmoins complètement les transports ferroviaires les 16, 18, 23 et 25 janvier 1979. Les revendications des routiers continuent de se heurter à l'inflexibilité de la RHA qui refuse de concéder des accords régionaux et cherche à orienter les négociations vers une commission d'enquête ou l'arbitration de l'ACAS, ainsi qu'à une couverture médiatique de plus en plus hostile et à la condamnation de l'opposition conservatrice et du gouvernement. La situation commence à se débloquer au cours de la quatrième semaine de conflit. Face au débat suscité par la tactique dite du « piquet secondaire » (« *secondary picketing* ») qui vise des entreprises tierces, la TGWU publie le 18 janvier en signe d'apaisement un code de conduite à destination des piquets de grève. Le gouvernement annonce de son côté le 19 janvier qu'il abandonne le contrôle des prix dans les transports routiers, ce qui ouvre la porte à des négociations sur de nouvelles bases entre la RHA et la TGWU. La direction nationale de la RHA persiste dans son attitude inflexible, mais les négociations se multiplient au niveau local ou régional entre les employeurs et les organisations de routiers. Des accords sont conclus à Hull le 28 janvier et dans le Sud-Ouest le jour suivant. Le 31 janvier, la quasi-totalité des régions est parvenue à un accord, après près d'un mois de conflit<sup>1057</sup>.

Après les ouvriers de Ford et les routiers, le troisième grand mouvement de contestation de la politique des revenus touche les services publics. Les syndicats représentant les travailleurs des collectivités locales, du NHS et des universités – COHSE, la GMWU, NUPE et la TGWU – rejettent le 12 décembre 1978 la proposition des employeurs publics d'une augmentation de 5%. Le 9 janvier 1979, les négociations dans le secteur de l'eau échouent à leur tour, et dès le 11 janvier des employés de ce secteur cessent le travail dans le Lancashire, marquant ainsi le début d'un cycle de grèves qui affectent successivement le bassin de la Ribble, le Yorkshire, le pays de Galles, les *Midlands*, le Cheshire et le Norfolk dans les semaines qui suivent. Le gouvernement tente tout au long du mois de janvier d'empêcher un conflit majeur dans les services publics dont le début est annoncé pour le 22 janvier. Le 16 janvier, James Callaghan annonce devant la Chambre des communes une augmentation des subventions aux collectivités locales et des mesures en faveur des travailleurs du secteur public : le renforcement des pouvoirs de la Commission des prix,

---

<sup>1057</sup> Andrew Charlesworth, *op. cit.*, 1996, p. 210-211; Paul Smith, *op. cit.*, 1999, p. 36.

l'application du principe de comparabilité pour la détermination des salaires dans le secteur public<sup>1058</sup>, enfin des augmentations dépassant légèrement les 5% pour les travailleurs les moins bien rémunérés, dont la définition est étendue. Les syndicats se méfient cependant de la comparabilité, qui réside dans des comparaisons avec des travailleurs sous-payés du secteur privé. Par ailleurs, le gouvernement fixe extrêmement bas le niveau de salaire en-dessous duquel les employeurs peuvent contourner le plafonnement des augmentations salariales à 5%. L'augmentation salariale proposée par les collectivités locales et les autorités sanitaires pour l'ensemble des travailleurs de ces secteurs demeure donc cantonnée à 5%<sup>1059</sup>. Le conflit débute le 22 janvier par une journée d'action au cours de laquelle 1,6 millions de travailleurs font grève, le chiffre le plus élevé depuis la grève générale de 1926. Des manifestations ont lieu à Belfast, Glasgow, Liverpool et Londres. Le gouvernement a mobilisé l'armée après que les ambulanciers de Londres ont menacé de ne pas assurer les urgences. La mobilisation se poursuit dans les jours qui suivent sous la forme de grèves ciblées et d'actions de moindre intensité qui affectent les services publics dans tout le pays. Fin janvier 1979, alors que près de 50% des hôpitaux britanniques n'assurent plus que les urgences, Jim Callaghan affirme aux syndicats des services publics que le gouvernement ne mettra pas d'argent supplémentaire sur la table. Début février, NUPE annonce qu'il va cibler spécifiquement les circonscriptions des ministres du gouvernement travailliste. Le positionnement du gouvernement est confus dans les deux premières semaines de février. Jim Callaghan annonçant que le gouvernement souhaite une augmentation à un seul chiffre, le ministre de la santé David Ennals autorise désormais les employeurs du NHS à proposer une augmentation de 9,9% en plus de la comparabilité. Callaghan affirme quelques jours plus tard que le gouvernement n'acceptera aucune augmentation supérieure à 8,8%. Le gouvernement travailliste se divise entre partisans d'une résolution rapide du conflit comme Ennals et avocats d'une ligne plus dure comme Peter Shore, le ministre des collectivités locales. Le TUC cherche de son côté à renouer le dialogue avec le gouvernement<sup>1060</sup>. Les négociations entre le gouvernement et le *General*

---

<sup>1058</sup> La comparabilité, qui vise à évaluer si les salaires d'un groupe de travailleurs est anormalement bas, réside dans l'étude des conditions d'emploi et de salaires de groupes de travailleurs effectuant un travail comparable ou dotés d'un niveau de qualification équivalent dans d'autres secteurs de l'économie. Les travailleurs des services publics étant soumis à un contrôle des revenus très strict, ils peuvent attendre d'une telle étude une revalorisation de leurs salaires. Cependant, en ce qui concerne les travailleurs manuels des services publics, la comparaison effectuée avec les groupes de travailleurs non qualifiés des services dans le secteur privé n'est pas avantageuse, ce que les syndicats des services publics découvrent à leurs dépens à l'issue de l'enquête menée sous la houlette de Hugh Clegg au printemps 1979.

<sup>1059</sup> Nick Gardner, *op. cit.*, 1987, p. 126; Stephen Williams et Robert Fryer, *op. cit.*, 2011, p. 327, 330.

<sup>1060</sup> « The General Council met the Prime Minister on January 29. The Prime Minister said that the key question was whether a meaningful TUC-Government agreement was now possible. There was already agreement on broad objectives such as the need for economic growth and to contain inflation which were necessary conditions

*Council*, qui se tiennent en parallèle au mouvement des travailleurs des services publics, aboutissent le 14 février à un accord connu sous le nom de « concordat » (« *concordat* ») entre le gouvernement et le TUC. La norme salariale imposée par le gouvernement doit être remplacée par un objectif en matière d'inflation déterminé lors de négociations tripartites entre le gouvernement, le patronat et les syndicats. En plus de ces dispositions, l'accord signé entre le gouvernement et le TUC porte également sur une série de documents réglementant la conduite des conflits sociaux et le système du monopole syndical d'embauche qui fait l'objet d'attaques de plus en plus virulentes de la part des conservateurs dans la presse et à la Chambre des communes. Si le TUC et le gouvernement se mettent d'accord, la contestation de la politique des revenus s'intensifie sur le terrain. Le gouvernement cherche à diviser la contestation des travailleurs des services publics, notamment en isolant les employés des services de l'eau dont l'action a un fort impact sur les grandes villes. Les négociateurs de NUPE, la GMWU et la TGWU obtiennent pour eux une augmentation de 15,9% et le paiement d'arriérés de salaire. Le gouvernement, pressé de mettre fin à une grève qui affecte son image et son autorité, multiplie les rencontres informelles avec les dirigeants de COHSE, la GMWU, NUPE et la TGWU. Ceux-ci sont conscients des effets du conflit sur le gouvernement travailliste qu'ils soutiennent, et de la difficulté à faire néanmoins évoluer ce gouvernement vers la satisfaction de leurs revendications. Ils acceptent donc de proposer à leurs adhérents d'accepter une offre légèrement améliorée, à savoir une augmentation de 9% assortie d'une livre supplémentaire pour les travailleurs qui font une semaine d'au moins trente-cinq heures, en attendant un éventuel complément issue de l'enquête de comparabilité. Au sein de NUPE, la direction est divisée sur cette offre, présentée par les négociateurs Alan Fisher et Ron Keating comme un « accord honorable » mais perçue par Bernard Dix et d'autres permanents comme trop éloignée de la revendication initiale. Par ailleurs, la livre supplémentaire accordée aux travailleurs à temps plein n'est pas susceptible de bénéficier aux travailleuses à temps partiel qui constituent une fraction importante des adhérents du syndicat. Les comités sectoriels de NUPE auquel cette offre est présentée le 22 février en recommandent le rejet, entraînant avec eux le conseil exécutif du syndicat. Les membres de ces instances estiment que les adhérents, radicalisés par l'action et par la violence de la

---

for achieving social aims. The General Council made clear their wish to restore the basis of understanding with the Government. They recognized the extreme difficulties, economic and political, of the present situation, and made clear their conviction that a complex industrial society could only run on the basis of intelligent working arrangements between the Government and the TUC. There were no differences between the TUC and the Government on the major objectives of policy; and both recognized the counter-productive nature of recourse to the processes of law; nevertheless any agreement they reached had to be acceptable to the General Council and to the trade union Movement as a whole. Both sides agreed that there was a need for further discussions. »  
Trades Union Congress, *op. cit.*, 1979, p. 274.

rhétorique gouvernementale à leur encontre, ne sont pas prêts à arrêter le mouvement, et que celui-ci est loin de s'épuiser alors que les fonctionnaires organisent une journée d'action ce même 22 février. Les services diplomatiques et la collecte de la TVA sont interrompus, alors que les syndicats de fonctionnaires revendiquent une augmentation de salaire de 20%, et que même NALGO commence à contester la politique des revenus qu'elle soutenait jusqu'alors. La nouvelle offre faite aux travailleurs des collectivités locales et du NHS divise néanmoins le mouvement de contestation jusqu'alors relativement uni. Alors qu'Alan Fisher semble désavoué par son propre exécutif, la TGWU et la GMWU condamnent désormais ouvertement le jusqu'au-boutisme de NUPE. Les adhérents des différents syndicats sont consultés dans les premiers jours de mars. À la TGWU et à la GMWU, où les directions recommandent d'accepter l'offre des employeurs et du gouvernement, une majorité des adhérents se déclarent en faveur de celle-ci. À COHSE, dont la direction s'est refusé à faire une quelconque recommandation, le personnel technique hospitalier accepte l'offre, cependant que les ambulanciers refusent. À NUPE, les travailleurs manuels des collectivités locales acceptent l'offre. La grève prend donc fin le 9 mars dans ce secteur, après plus de six semaines d'arrêts de travail partiels ou totaux. Les adhérents de NUPE dans le secteur hospitalier et dans les services d'ambulances se prononcent en revanche à de larges majorités contre l'offre, au même moment où les négociations pour les infirmières, décalées dans le temps, aboutissent à une même impasse entre les syndicats et les employeurs. NUPE maintient donc seule l'action de ses adhérents au mois de mars. Ceux-ci représentent cependant une majorité du personnel technique – 150 000 sur 250 000 et des ambulanciers – 11 000 sur 17 000 – si bien que les actions ciblées continuent d'affecter un très grand nombre d'hôpitaux, principalement à Londres et dans les régions industrielles du Nord de l'Angleterre, d'Écosse et du Pays de Galles. Le gouvernement radicalise sa position, alors que David Ennals appelle désormais les directions d'hôpitaux à briser la grève par tous les moyens. Le conflit finit par s'essouffler fin mars, après que les ambulanciers de COHSE ont voté en faveur de l'offre et que NUPE se retrouve isolée. Dans les instances de négociation où NUPE est minoritaire en dépit du nombre de travailleurs qu'elle syndique, les autres organisations – COHSE, la TGWU et la GMWU – votent en faveur de l'offre du gouvernement. Les syndicats s'empressent également d'accepter l'offre faite aux infirmières, alors qu'une défaite du gouvernement se profile à la Chambre des communes et que tout accord salarial pourrait se retrouver bloqué en conséquence<sup>1061</sup>.

---

<sup>1061</sup> Nick Gardner, *op. cit.*, 1987, p. 126; Martin Holmes, *The Labour Government, 1974-79. Political Aims and*  
487



Le « contrat social », en tant qu'apogée du programme intégrationniste promu par les directions centristes du TUC et du parti travailliste, a fait l'objet d'une dénonciation rétrospective quasi unanime. Les conservateurs y ont vu une menace pour l'ordre socio-politique libéral reposant sur les lois du marché et l'autorité du parlement, cependant que la gauche radicale a dénoncé une collaboration forcée des organisations syndicales à la restauration des profits du capital. À ces condamnations immédiates se sont jointes rétrospectivement les critiques des principaux acteurs, depuis les ministres de droite qui ont caractérisé le « contrat social » comme une capitulation du PLP devant les syndicats jusqu'à Len Murray qui en 1984 y voyait désormais les illusions d'un TUC qui, en souhaitant participer à la gestion de l'économie sans en avoir les moyens organisationnels, avait contribué à affaiblir au final l'autorité des organisations syndicales<sup>1062</sup>. Face à ce concert de critiques, Robert Taylor maintient dans un texte publié en 2004 que le « contrat social » était au contraire – sans que ses promoteurs aient été prêts à le reconnaître, tant la référence à la social-démocratie était alors tabou dans le mouvement travailliste – l'ébauche d'une économie sociale de marché, gérée de manière tripartite par des partenaires sociaux sur le modèle continental. De ce point de vue, la disqualification de cette stratégie par les gouvernements suivants, conservateur comme néo-travailliste, constitue pour Taylor une occasion manquée de transformer pour le meilleur la gestion de l'économie en Grande-Bretagne<sup>1063</sup>.

Le problème des analyses formulées tant par les partisans que par les opposants du « contrat social » est leur tendance à y voir à la fois un modèle politique et une orientation stable et observable des politiques menées par le gouvernement travailliste entre 1974 et 1979, résidant dans un échange entre des politiques favorables aux organisations de travailleurs et le respect par celles-ci d'un principe de modération salariale. Or notre parcours des politiques menées au cours de ces années par le gouvernement travailliste, ainsi que des propositions et réponses formulées par le mouvement syndical, ne suggère ni qu'il ait existé quelque chose comme « un contrat social » aux contours durables pendant la période 1974-1979, ni que l'accord entre le gouvernement travailliste et le TUC ait résidé dans l'échange indiqué plus

---

*Economic Reality*, Basingstoke, Macmillan, 1985, p. 144; Stephen Williams et Robert Fryer, *op. cit.*, 2011, p. 331-347.

<sup>1062</sup> Edmund Dell, *A Strange and Eventful History: Democratic Socialism in Britain*, Londres, HarperCollins, 2000, p. 401; Robert Taylor, *op. cit.*, 2000, p. 231-232.

<sup>1063</sup> Robert Taylor, *op. cit.*, 2004, p. 72.

haut, ni même que la politique menée par le gouvernement et soutenue par la majorité du *General Council* du TUC entre 1974 et 1979 ait suivi une orientation politique, idéologique ou économique stable. Un programme intégrationniste clair de participation du mouvement syndical à l'élaboration de la politique économique du gouvernement n'est en fait discernable qu'à deux moments qui ouvrent et ferment la période : tout d'abord en 1972-1974 lorsque les travaillistes dans l'opposition puis nouvellement arrivés au gouvernement élaborent avec le TUC au sein du *TUC-Labour Party Liaison Committee* les grandes lignes d'un programme de gouvernement concernant l'économie et les relations professionnelles qui est mis en œuvre dans la première année de pouvoir travailliste ; ensuite en février 1979 lorsque face à la contestation de la politique du gouvernement celui-ci signe avec le *General Council* du TUC un « concordat » qui prévoit la mise en place d'un système tripartite de négociation développant de manière radicale le dispositif de consultation tripartite existant déjà depuis la première moitié des années 1960 sous la forme du NEDC.

Entre ces deux bornes, le « contrat social » constitue un objet politique aux contours changeants. Loin de reposer sur un échange entre contrôle des revenus et politique pro-syndicale, il se fonde au contraire sur le rejet de la politique des revenus menée par le gouvernement Heath. Le bilan tiré par les travaillistes de la période 1970-1974 est qu'il faut travailler de concert avec les organisations syndicales, et non chercher à obtenir leur assentiment à des politiques contraignantes à l'égard de leur activité de négociation du partage des profits entre travail et capital. Le « contrat social » élaboré dans les documents produits par le *TUC-Labour Party Liaison Committee* réside dans un programme économique et social ambitieux fondé sur l'intervention étatique dans l'industrie pour la redynamiser, l'extension de l'État social et le retour à la libre négociation. Si le contexte conjoint de récession et de forte inflation de 1974 amène le gouvernement à attendre une modération salariale de la part du mouvement syndical, celle-ci est alors formulée comme le résultat de la politique de redistribution des richesses et de création d'emplois du gouvernement. De ce point de vue, le nouvel accord de 1975 entre le TUC et le gouvernement, fondé sur l'échange entre modération salariale et politiques pro-syndicales, ne peut être appelé « contrat social » que pour des raisons d'habillage politique. Lorsque le gouvernement mène une politique déflationniste, le terme de « contrat social » n'est plus qu'un terme codé équivalent à un appel à la loyauté à l'égard du mouvement travailliste. Cet appel à soutenir le gouvernement travailliste pour empêcher l'arrivée au pouvoir des conservateurs s'impose progressivement comme le thème central de la majorité syndicale qui, au congrès et au *General Council* du

TUC, soutient un gouvernement dont la ligne économique peut s'avérer changeante, ce qui rend le travail d'argumentation des loyalistes d'autant plus périlleux. En l'absence d'une vision économique claire, que le gouvernement semble incapable de fournir à ses soutiens fidèles, ceux-ci mobilisent chaque année des thèmes qui à la fois font appel aux valeurs de solidarité du mouvement syndical et suggèrent une adhésion nécessaire à la politique du gouvernement : l'inflation en 1975, le chômage en 1976, la responsabilité en 1977. En 1978 comme en 1974, alors que des élections sont proches, c'est la loyauté au gouvernement qui est mise en avant.

L'impératif de soutien à l'égard du gouvernement travailliste par rapport à des considérations économiques est bien marqué par la façon dont la direction du TUC cherche avant tout à se doter d'une majorité au congrès annuel du TUC, ce qui l'amène à chercher à réconcilier des motions contradictoires, à intégrer les critiques de la politique du gouvernement dans sa majorité, voire à approuver en 1978 la critique la plus virulente d'une politique des revenus dont pourtant elle s'emploie à garantir le respect. Face à ce bloc politique loyaliste, le bloc oppositionnel ancré dans la gauche du mouvement développe un argumentaire dont les éléments peuvent rentrer en tension, comme en témoigne au congrès de 1975 la promotion conjointe d'un programme d'intervention étatique dans l'économie – par TASS et NUPE – et de l'autonomie irréductible de la sphère des relations professionnelles. Ces deux orientations ont néanmoins en commun d'être fondées sur des conceptions antagonistes de la société. Ce n'est d'ailleurs pas sur l'analyse de la politique des revenus que l'union de la gauche syndicale achoppe, mais bien plutôt sur le rapport au gouvernement travailliste : les deux piliers de la gauche modérée, la TGWU et l'AUEW, constituent successivement les deux principaux points d'appui de la politique du gouvernement dans le mouvement syndical. La seule année où ces syndicats se trouvent tous les deux dans le camp loyaliste, à savoir 1976, est d'ailleurs marquée par la quasi-absence de débat sur la politique des revenus au congrès du TUC. La gauche oppositionnelle est également affaiblie cette année là par la division sectorielle sur l'analyse du rôle des services publics dans l'économie. À partir de 1977, alors que l'AUEW bascule progressivement du côté de la droite syndicale et que la TGWU retrouve ses alliés de gauche, le positionnement à l'égard de la politique des revenus suit la ligne de clivage entre la gauche du mouvement ouvrier et le bloc de la droite et du centre. Au moment où le gouvernement travailliste fait face à la contestation de sa politique des revenus au cours d'une série de grèves massives et se prépare à affronter de

nouvelles élections à la Chambre des communes, le mouvement travailliste et le mouvement syndical sont divisés politiquement.

## **2.6 La crise du mouvement ouvrier**

Nous avons proposé de comprendre les années 1970 et la série de conflits connus sous le nom d'« hiver du mécontentement » à l'aune de fractures au sein du mouvement syndical, et d'une crise du travaillisme dont nous avons détaillé les aspects organisationnels, politiques et idéologiques. Dans un article de 1978 déjà évoqué, Eric Hobsbawm pose la question d'une crise plus large du mouvement ouvrier, c'est-à-dire de la l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe<sup>1064</sup>. Hobsbawm commence par dresser un portrait du mouvement ouvrier tel qu'il se présente entre les dernières décennies du dix-neuvième siècle et les années 1950. Les travailleurs manuels constituent alors une majorité écrasante de la population britannique, et les ouvriers qualifiés défendent une organisation syndicale du mouvement ouvrier sur la base des métiers. L'affaiblissement économique relatif de cette « aristocratie du travail » dans la première moitié du vingtième siècle, sous l'effet du développement de deux nouveaux groupes, les cols blancs et les techniciens, tend à la radicaliser. La conscience de classe de la classe ouvrière britannique repose non seulement sur ses organisations politiques et syndicales, mais surtout sur ses institutions et ses pratiques sociales. Ces contours sociaux et économiques du mouvement ouvrier sont, selon Hobsbawm, profondément modifiés à partir des années 1950. Un premier élément est la transformation des caractéristiques du capitalisme britannique : alors que les travailleurs sont rassemblés dans de grandes entreprises et qu'un immense secteur public se développe, les conditions d'emploi et de travail ne sont plus dominées de manière déterminante par le marché libre mais par le capitalisme et l'État monopolistiques. Les conditions de vie des travailleurs s'améliorent. La classe ouvrière elle-même se transforme, sous l'effet de l'augmentation du nombre de travailleuses femmes et de la désintégration de l'unité nationale britannique et blanche du mouvement ouvrier. L'affaiblissement de la hiérarchie entre groupes de travailleurs en raison de la restructuration de l'industrie et de la réorganisation du travail produit non pas un rassemblement derrière des intérêts communs, mais une concurrence et une course corporatiste aux intérêts particuliers qui affaiblissent la solidarité du mouvement ouvrier. Hobsbawm y voit des facteurs d'un affaiblissement de la conscience de classe, que traduisent l'arrêt de la progression du taux de syndicalisation et le recul du pourcentage des suffrages exprimés en faveur du parti travailliste depuis 1951. Rejetant par avance l'accusation de déterminisme économique, Hobsbawm

---

<sup>1064</sup> Eric Hobsbawm, « The Forward March of Labour Halted », *Marxism Today*, septembre 1978.

souligne également le rôle joué dans cette crise du mouvement ouvrier par les défaillances de la direction du parti travailliste, incapable de développer et de mener un programme politique clair, et par l'orientation économiciste du militantisme syndical qui contribue à dresser les travailleurs les uns contre les autres. La question que pose Hobsbawm est donc de savoir si ce que nous avons analysé comme une crise politique et intellectuelle travailliste repose également sur une crise sociale et identitaire du mouvement ouvrier.

On peut préciser le questionnement esquissé par Hobsbawm grâce à deux travaux pourtant méthodologiquement assez éloignés. Dans un chapitre de *Languages of Class* intitulé « *Why is the Labour Party in a mess?* », consacré notamment à l'étude de la dislocation des institutions sociales de la classe ouvrière, Gareth Stedman Jones propose une analyse très hobsbawmienne de la dissolution de la force politique du mouvement ouvrier dans les revendications salariales. L'arrivée au pouvoir des travaillistes en 1945 s'est faite grâce à une alliance électorale entre classes populaires et classes moyennes éduquées. Stedman Jones voit dans le soutien des classes moyennes éduquées au parti travailliste, lequel est pourtant une organisation politique établie par les syndicats, la traduction progressiste des valeurs chrétiennes de charité et d'amour de son prochain au profit de travailleurs perçus comme pauvres et démunis. Le reflux du christianisme dans les classes moyennes éduquées dans les années 1950 et 1960 est souligné par Stedman Jones, mais c'est selon lui surtout la transformation des conditions de vie matérielles des travailleurs et des formes de l'action syndicale qui explique que l'association entre mouvement ouvrier organisé et défense des démunis se soit brisée, et que la base électorale du parti travailliste se soit contractée. Cette période est en effet marquée selon Stedman Jones par l'éclipse des valeurs morales et politiques de solidarité et de justice, tout aussi centrales dans le mouvement ouvrier depuis son émergence au dix-neuvième siècle que l'activité de négociation des conditions salariales de travail, au profit d'un individualisme et d'un corporatisme débridés et destructeurs. Stedman Jones ironise sur le soutien apporté par la gauche à la décentralisation des relations professionnelles, qui ignore la déconnection croissante entre revendications salariales et conscience de classe, et à une lutte de tous contre tous dans laquelle les faibles sont toujours perdants. Le syndicalisme n'est plus une forme d'organisation collective de la classe ouvrière, mais un rassemblement d'intérêts particuliers<sup>1065</sup>.

Il ne s'agit pas d'une question ou d'une analyse exclusivement britannique. Dans *La métamorphose de la question sociale*, travail postérieur de près de deux décennies aux

---

<sup>1065</sup> Gareth Stedman Jones, *op. cit.*, 1983, p. 247, 250-251.

réflexions de Hobsbawm et donc en mesure d'historiciser la situation socio-économique depuis laquelle ce dernier parlait, Robert Castel distingue « trois formes dominantes des rapports de travail dans la société industrielle, et aussi trois modalités des relations qu'entretient le monde du travail avec la société globale »<sup>1066</sup> : la condition prolétarienne, la condition ouvrière et la condition salariale. La première correspond pour les travailleurs à une situation de quasi-exclusion du corps social, à un monde structuré par une double opposition entre capital et travail et entre la sécurité des propriétaires et la vulnérabilité de la masse prolétarienne. La condition ouvrière se structure autour d'un nouveau rapport social, où le salaire cesse d'être « la rétribution ponctuelle d'une tâche » pour désormais se présenter également en partie sous la forme socialisée de droits et de prestations. Cette « intégration dans la subordination », comme la caractérise Castel, est un moment de structuration de la classe ouvrière et d'affirmation de la conscience de classe<sup>1067</sup>. La généralisation du salariat dans les pays industrialisés occidentaux depuis les années 1930 enlève au salariat ouvrier sa centralité et sa spécificité. Alors que la condition ouvrière reposait sur l'antagonisme de l'affrontement classe contre classe entre « eux » et « nous », la nouvelle société salariale est traversée par le souci de la différenciation et la concurrence entre différents pôles d'activité salariale, ce qui revient au final à penser un *continuum* des positions<sup>1068</sup>. Ce n'est pas tant que la lutte des classes n'est plus opérante pour penser la société, c'est plutôt qu'elle a perdu son caractère structurant pour une partie croissante de la population. On peut formuler une série de critiques à cet ensemble de thèses qui détaillent une fragmentation économique de la classe ouvrière et postulent en conséquence une éclipse de la conscience de classe.

### 2.6.1 Moralité syndicale et lutte des classes

Le portrait dressé par Hobsbawm et Stedman Jones des grèves des années 1970 comme fondées sur des revendications salariales égoïstes semble faire écho à la condamnation, par la droite travailliste, de l'individualisme qui aurait sous-tendu la contestation de la politique des revenus menée par le gouvernement travailliste<sup>1069</sup>. Pour Vernon Bogdanor,

---

<sup>1066</sup> Robert Castel, *op. cit.*, 1995, 1999, p. 519.

<sup>1067</sup> Robert Castel, *op. cit.*, 1995, 1999, p. 520.

<sup>1068</sup> « Cet espace social est traversé par le conflit et le souci de la différenciation. Un principe de distinction oppose et réunit les groupes sociaux. Oppose et réunit, car la distinction fonctionne sur une dialectique subtile du même et de l'autre, de la proximité et de la distance, de la fascination et du rejet. Elle suppose une dimension transversale aux différents groupements qui réunit ceux-là mêmes qui s'opposent et leur permet de se comparer et de se classer. "Classeurs classés par leurs classements", ils se reconnaissent à travers leur distance par rapport aux autres positions, qui forment ainsi un continuum. » Robert Castel, *op. cit.*, 1995, 1999, p. 591.

<sup>1069</sup> « For the collapse of incomes policy in the late 1960s had been due less to a new generation of militant trade union leaders than to the inability of the union leaders to control their members. This was itself a result of the collapse of deference and growing scepticism towards authority. The social revolution of the 1960s had been a

c'est l'effet subversif au sein du mouvement ouvrier de l'hédonisme des trente glorieuses qui a conduit à la dislocation des politiques associées au consensus de l'après-guerre – tripartisme, extension de l'État social, plein emploi<sup>1070</sup>. Robert Taylor propose une analyse assez semblable de l'écart générationnel entre les dirigeants collectivistes du mouvement ouvrier – dont il voit l'idéal de réforme sociale-démocrate se manifester dans le « contrat social » de 1974-1979 – et les nouvelles générations individualistes et consuméristes. Il s'en remet explicitement à l'article de Hobsbawm pour condamner rétrospectivement la lutte menée par les syndicalistes communistes contre la politique des revenus au nom de la libre négociation et de l'autonomie des travailleurs, affirmant que ces dernières n'aiguisent en rien la conscience de classe, mais contribuent au contraire à diviser le mouvement ouvrier et à affaiblir son éthique solidaire<sup>1071</sup>. Ces descriptions des luttes syndicales des années 1970 ont le mérite d'attirer l'attention sur leur réception, un aspect analysé dans une partie ultérieure de notre travail. Dans un contexte caractérisé globalement dans l'après-guerre par un taux d'emploi élevé et la reconnaissance de la place des syndicats dans les entreprises et dans les institutions gouvernementales, les syndicats sont assez peu attentifs à l'image que leur action renvoie, et ne se donnent pas les moyens de faire le travail de présentation nécessaire à la légitimation publique des luttes qu'ils mènent. Ce désintérêt pour la communication politique laisse le champ libre tant aux commentateurs conservateurs qu'aux ministres travaillistes qui souhaitent disqualifier les luttes syndicales.

Le discours moral et moralisateur sur le mouvement syndical est cependant discutable à plusieurs titres. Il repose tout d'abord sur une rupture entre le socialisme éthique des fondateurs du mouvement syndical et le militantisme avide leurs héritiers. Par rapport à une rhétorique ouvrière longtemps influencée par le prêche religieux, les dirigeants et les militants

---

revolution of individual aspirations. Far from strengthening the collective solidarity on which the Labour Party was based, it was coming seriously to undermine it. The anarchic industrial relations of the 1970s were the consequence of an upsurge, not of collectivism, but of individualism. » Vernon Bogdanor, « 1974: the crisis of Old Labour », Anthony Seldon et Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, p. 11.

<sup>1070</sup> « The post-war settlement had required Governments, through intelligent use of macro-economic policy, and consultation with the forces of organized labour, to preserve full employment, higher living standards and a steadily expanding welfare state. This could only be achieved in a society in which civic cohesion, and a sense of social obligation, if not deference, were strong. Citizens would have to accept decisions made by Governments, while trade unionists would have to accept the decisions of their leaders. The post-war settlement could not work if ordinary trade unionists felt free to untie the packages which had agreed by their leaders. Respect for authority, therefore, was the key to the successful operation of the settlement. Leaders could lead only if followers were willing to follow. The culture of social obligation, however, was being undermined by the consumerism and hedonism generated by the affluent society of the 1950s and 1960s. » Vernon Bogdanor, *op. cit.*, p. 14. Dans ce texte publié en 2004, il n'est jamais question du contexte économique de l'époque ou de la pression exercée sur le gouvernement travailliste par les attaques spéculatives sur la livre sterling et les institutions financières internationales.

<sup>1071</sup> Robert Taylor, *op. cit.*, 2004, p. 92-93, 101.



des années 1970 sont probablement moins doués pour relier leur action à des principes moraux. Cette inflexion de la rhétorique syndicale ne peut cependant être attribuée à une déchéance morale des nouveaux militants qu'à condition d'ignorer un grand nombre d'autres facteurs : reflux général de la référence aux principes chrétiens dans la société britannique de l'après-guerre, acceptation du compromis social qui neutralise les postures prophétiques, démocratisation des organisations et contestation des hiérarchies qui amènent à une déflation rhétorique de la part des dirigeants. Surtout, alors que les syndicalistes du début du siècle représentent tout juste plus de 10% des travailleurs et demeurent à la marge de l'ordre socio-politique, ceux des années 1970 n'éprouvent plus le besoin de faire la démonstration oratoire de leur respectabilité et de leur compatibilité avec la morale de la société bourgeoise. De ce point de vue, la critique morale du syndicalisme reflète une inquiétude conservatrice face aux processus de désubordination à l'œuvre dans la société, et le souhait de resserrer le carcan de la respectabilité dont le mouvement syndical britannique peine pourtant à s'émanciper.

Ensuite, le diagnostic d'un amoralisme du mouvement syndical britannique, fondé sur le rejet croissant de la politique des revenus dans les années 1970, travestit les effets réels de cette politique sur les conditions de vie des travailleurs et escamote les multiples manifestations locales de solidarité auxquelles les luttes de la décennie donnent également lieu. Du soutien des travailleurs des services publics aux mineurs en grève en 1972 et en 1974, à l'aide apportée en retour par ceux-ci à la fin de la décennie, en passant par la mobilisation de nombreuses organisations en soutien à la lutte des travailleuses immigrées de Grunwick entre 1976 et 1978 et par le soutien des communautés ouvrières du Clydeside en 1971-1972 en faveur des travailleurs d'UCS, les exemples de luttes qui témoignent de la persistance de la solidarité de classe et qui articulent les revendications dites « matérielles » aux valeurs de justice et de solidarité sont nombreuses. Les travailleurs des services publics qui se mobilisent entre 1976 et 1979 contre le plafonnement nominal des dépenses publiques puis contre la politique des revenus le font certainement pour préserver leurs emplois et leurs conditions salariales, mais on ne peut pour autant nier la présence d'un attachement aux valeurs de service à la communauté, d'autant qu'elles agissent comme un frein important au passage à l'action des travailleurs du NHS. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il faut qu'une lutte soit pensée à partir d'une vision de la société bonne pour être légitime, ou même qu'il est pertinent pour comprendre un conflit social d'identifier les principes normatifs qui y sont mis en jeu.

On peut se contenter de partir du constat que des travailleurs luttent pour la préservation et l'amélioration de leurs conditions d'existence. Or c'est précisément ce

contexte social, économique et politique dans lequel les syndicalistes formulent leurs revendications salariales qu'un discours moral contribue à masquer. On peut de ce point de vue opérer une différence entre le discours exclusivement moral de la droite travailliste et les analyses du marxiste Hobsbawm. Alors que Taylor décerne une « anomie » et que Bogdanor voit à l'œuvre une transformation morale des classes populaires, c'est plus des conditions matérielles de l'existence collective de celles-ci qu'il est question chez Hobsbawm. La présentation que Hobsbawm fait de la situation économique et sociale de la Grande-Bretagne dans les années 1970 est cependant contestable. Il inscrit cette décennie dans la continuité des années 1950 et 1960 marquées par une amélioration continue du niveau de vie moyen de la population britannique, et analyse les luttes syndicales des années 1970 à la lumière d'un paradigme sous-jacent de l'embourgeoisement du prolétariat. Cependant, cette période est tout autant marquée par un ralentissement de cette amélioration des conditions de vie des classes populaires. La seconde moitié de la décennie est même caractérisée par un appauvrissement réel. Ce qui caractérise donc la fin des années 1970, que Hobsbawm et Stedman Jones ne notent pas dans leur article et qui pour Castel constitue un simple appendice, c'est la dissolution du support économique et idéologique de la société salariale. Castel attribue en effet deux conditions à la constitution et au maintien de cette dernière : la croissance économique et l'anticipation d'un avenir meilleur pour les générations suivantes d'un côté, et l'installation de l'État social comme instance centrale de régulation de l'autre<sup>1072</sup>. À partir des années 1970, dans un contexte de crise économique, de réduction du salaire réel et des prestations sociales, c'est la première condition qui est remise en cause. Les politiques d'austérité budgétaire qui se mettent en place à partir de la même époque, et qui se redoublent de politiques de privatisation et de dérégulation économique et sociale à partir des années 1980 dans les pays industrialisés occidentaux, contribuent à saper la deuxième condition. Dès lors, ce n'est plus tant la généralisation du salariat et le remplacement de la lutte des classes par « la lutte pour les placements et les classements » qui menace le mouvement ouvrier et la conscience de classe, mais surtout la désintégration du support salarial, y compris sous la forme de la part socialisée du salaire, qui fondait la participation et l'intégration de la classe ouvrière. Dès lors, on peut voir dans les conflits sociaux des années 1970 non pas l'éclipse de la conscience de classe abandonnée au profit de la recherche individuelle ou corporatiste de l'opulence, mais plutôt une lutte de classe pour la préservation et le maintien des conditions

---

<sup>1072</sup> Robert Castel, *op. cit.*, 1995, 1999, p. 603.

d'existence et des protections sociales associées à la société salariale contre les politiques d'austérité.

## 2.6.2 Les frontières nationales du mouvement ouvrier

Un autre élément qui occupe une place important dans l'analyse d'Hobsbawm est l'éclatement du cadre national britannique de référence du mouvement ouvrier. Hobsbawm affirme, de manière assez paradoxale, que la classe ouvrière britannique n'était rien de plus à la fin du dix-neuvième siècle qu'un ensemble de communautés locales, mais que cette forte différenciation interne ne l'empêchait pas de posséder un degré élevé de conscience de classe. On comprend difficilement comment la réduction de ces différences locales et régionales a pu contribuer au déclin de la conscience de classe. Un facteur d'explication, pointé cependant de manière indirecte dans le texte d'Hobsbawm, est l'émergence des nationalismes écossais, gallois et irlandais. Pourtant le nationalisme, ou du moins l'autonomisme<sup>1073</sup>, n'a longtemps pas été pensé comme antagoniste avec la défense de l'unité du mouvement ouvrier. Le principe de l'autodétermination (*home rule*) a ainsi été soutenu dans les premières décennies du vingtième siècle par les dirigeants écossais du parti travailliste comme Keir Hardie, Ramsay McDonald et Tom Johnston. Cette orientation décentralisatrice est cependant affaiblie dans l'immédiat après-guerre lorsque les travaillistes mettent en œuvre un programme d'amélioration des conditions de vie des classes populaires à l'échelle de la Grande-Bretagne. Aussi, les années 1960 marquent la résurgence des revendications nationalistes sous une forme déconnectée du mouvement travailliste, voire contre celui-ci. Alors que le gouvernement Wilson met en œuvre une politique de redressement de la balance des paiements et de défense de la monnaie au détriment de son programme social et économique, deux élections partielles, en 1966 à Carmarthen au Pays de Galles et en 1967 à Hamilton en Écosse, donnent la victoire à des candidats nationalistes, respectivement Gwynfor Evans pour *Plaid Cymru* et Winifred Ewing pour le *Scottish National Party* (SNP). À compter de ce moment, ces deux partis s'installent durablement dans le paysage politique de deux nations jusqu'alors solidement travaillistes. *Plaid Cymru* étend son influence depuis l'Ouest celtisant jusque dans les vallées minières du Sud, cependant que le SNP est présent dans tout le pays et s'implante dans les villes industrielles des *Lowlands*. Le gouvernement travailliste élabore un projet de dévolution comme contre-feu à l'avancée des partis

---

<sup>1073</sup> Les revendications nationalistes peuvent prendre la forme soit d'un indépendantisme qui prône la rupture des liens institutionnels avec l'État britannique, soit d'un autonomisme qui défend la restauration ou le développement d'institutions autonomes dans le cadre de l'État britannique.

nationalistes dans ses bastions électoraux<sup>1074</sup>. Les élections de 1970 marquant un reflux des nationalistes, les travaillistes mettent de côté les projets nationalistes : la conférence du parti se prononce ainsi en 1973 contre un parlement et un exécutif écossais. La situation en Écosse évolue cependant à nouveau : le STUC soutient désormais ouvertement la dévolution, cependant que les nationalistes obtiennent une nouvelle victoire surprise en territoire travailliste lorsque Margo MacDonald remporte le siège de Govan. Le SNP obtient six sièges au Parlement de Westminster aux élections de février 1974, et onze à celles d'octobre. En termes de suffrages exprimés, c'est désormais le deuxième parti en Écosse devant les conservateurs<sup>1075</sup>. Les partis nationalistes jouent le rôle d'arbitre au Parlement<sup>1076</sup>, ce qui leur vaut l'hostilité d'une partie du mouvement syndical qui soutient le gouvernement travailliste<sup>1077</sup>. La dévolution est ressuscitée par Harold Wilson comme le moyen pour les travaillistes de couper l'herbe sous le pied des nationalistes. Le gouvernement travailliste s'engage désormais en faveur d'assemblées élues en Ecosse et au Pays de Galles, qui doivent être mises en place par la voie législative<sup>1078</sup>.

Le *General Council*, dont il est vrai qu'il soutient généralement la politique du gouvernement travailliste, se dit dans son rapport au congrès du TUC de 1976 favorable à la dévolution. Une motion qui y est opposée a en revanche été également déposée. Le débat est ouvert par Alf Allen de USDAW, qui au nom du *General Council* défend les projets de dévolution comme des contre-feux face au nationalisme et au séparatisme<sup>1079</sup>. Il estime que

---

<sup>1074</sup> La « dévolution » désigne le transfert d'une partie des compétences législatives et exécutives détenues par le parlement et le gouvernement britannique à Westminster vers des institutions autonomes dans les nations du Royaume-Uni. Dans les années 1970, le projet de dévolution concerne seulement l'Écosse et le Pays de Galles.

<sup>1075</sup> En Écosse, le SNP obtient 21,9% des suffrages exprimés en février 1974 et 30,4% en octobre 1974. *Plaid Cymru* atteint 10,8% lors de ces deux élections au Pays de Galles. Lewis Minkin et Patrick Seyd, *op. cit.*, 1977, p. 145.

<sup>1076</sup> Dilys Hill, « Devolution », Anthony Seldon et Kevin Hickson (ed), *New Labour, Old Labour: The Wilson and Callaghan Governments, 1974-1979*, Londres, Routledge, 2004, p. 224-227.

<sup>1077</sup> Alf Allen dénonce ainsi les partis nationalistes lors de son discours inaugural au congrès du TUC de 1974: « Politically, a minority Labour Government has striven under difficulties to act with strength and purpose but has often found itself frustrated because of the shifting, vacillating, hollow alliances of small groups in opposition basking in a false sense of power. » Trades Union Congress, *op. cit.*, 1974, p. 335.

<sup>1078</sup> Et non par la voie référendaire, qui est par la suite imposée par les adversaires de la dévolution. *Our Changing Democracy: Devolution in Scotland and Wales*, Londres, HMSO, Cmnd. 6348, 1975. Voir aussi Neal Ascherson, *Stone Voices: The Search for Scotland*, Londres, Granta, 2002, p. 91-92.

<sup>1079</sup> « The March statement by the General Council expressed broad support for the Government's devolution proposals which entails complete opposition to separatism and anything which might weaken the essential unity of the UK trade union and Labour Movement. [...] But I would again emphasise most strongly that there is fundamental agreement both in the General Council and in the Wales Trades Union Council and Scottish TUC that it is vital to preserve the essential unity of the UK trade union and labour Movement. In fact, the strong support for devolution expressed by the General Council in their March statement, echoing as it does the views of Scottish and Welsh trade unionists, represented by the STUC and WTUC, has I believe reinforced British trade union unity and augurs well for the future unity of our movement when the devolved assemblies are established and working. » Trades Union Congress, *Report of 108<sup>th</sup> Annual Trades Union Congress*, London, TUC, 1976, p. 597.

les appels des opposants de la dévolution à un référendum – plutôt qu’à un simple vote au Parlement – sont dangereux en ce qu’ils risquent de diviser le mouvement ouvrier, et de renforcer le nationalisme en cas de défaite du projet de dévolution. La motion déposée par UCATT estime à l’inverse que les projets de dévolution du gouvernement travailliste sont des manœuvres électoralistes dangereuses, motivées par la percée nationaliste en Écosse et au Pays de Galles<sup>1080</sup>. George Smith, le secrétaire général de UCATT, met en avant concernant l’Écosse plusieurs arguments qui tendent à ignorer le principe de non-contradiction. Il affirme d’un côté que l’Écosse n’est pas moins riche que l’Angleterre, de l’autre qu’elle bénéficie fortement des subventions du gouvernement britannique et que son économie est insuffisamment développée ou avancée pour lui permettre de se passer du reste de la Grande-Bretagne. L’Écosse bénéficie selon lui déjà d’une grande autonomie à travers le *Scottish Office*, laquelle ne sera pas accrue par les pouvoirs très réduits dont sera dotée la future assemblée, mais il déclare en même temps que la dévolution ouvre la voie au séparatisme à travers les confrontations qui ne manqueront pas d’avoir lieu entre le gouvernement de Londres et l’assemblée écossaise. Au final, il appelle le mouvement ouvrier à rejeter le nationalisme qui exploite les désillusions des travailleurs. Il appelle donc à un référendum sur le projet de dévolution, comme le délégué de la *National Union of Dyers, Bleachers and Textile Workers* qui seconde la motion et ajoute que la population écossaise ne soutient pas la dévolution ou toute autre forme de séparatisme. Une majorité des délégués soutiennent cependant le projet de dévolution. Alex Kitson, ancien secrétaire général du syndicat écossais des ouvriers de l’automobile récemment fusionné avec la TGWU, apporte son soutien à la position dévolutionniste du *General Council* au nom de la TGWU. Pour montrer les effets démocratiques d’un tel projet, il prend l’exemple de la TGWU, dont la décentralisation des structures de décision depuis 1969 a selon lui redynamisé l’organisation et contribué à

---

<sup>1080</sup> « This Congress deplores the Government acceding to the panic-mongering of Scottish MPs and its pressures on the Scottish Council of Labour on the issue of devolution, especially in view of the absence of adequate discussion on the subject. The problems of Scotland are deeply rooted and the result of unequal economic opportunity. As the Government proposals do nothing to redress this balance, they are doomed to failure. The present proposals for devolution will only lead to frustration and confrontation, as the proposed Scottish Assembly will only be a glorified Council, distinctly subordinate to the UK Parliament. It will complicate control of local affairs by introducing another tier of government, but in effect the Assembly will be little more than a pressure group seeking to change policies at Westminster. The Scottish economy has nothing to gain from devolution or separation. It is subsidized in a large number of ways by the rest of the UK and is inextricably inter-linked with the British economy. Clearly, devolution is no adequate answer to Scottish economic and social problems and a realization of this will lead to separation and to the division of the TUC and Labour Party. Therefore, Congress opposes the present proposals on devolution and calls for a referendum of the Welsh and Scottish people to accept or reject any separation in the UK. » *Ibid.*, p. 598. À côté de cette motion, un amendement a été déposé qui vise à étendre la déconcentration des pouvoirs aux régions anglaises et notamment à Londres. Le *General Council* l’interprétant comme une tentative de reporter les projets de dévolution en les alliant à une lourde entreprise de décentralisation en Angleterre, Lord Allen demande à la *Greater London Council Staff Association* qui a déposé cet amendement de le retirer. C’est ce qu’il fait.

l'augmentation de son effectif de près d'un tiers. Mick McGahey, de la NUM, lie quant à lui la dévolution à la démocratie sociale qui a fait l'objet de discussions précédentes du congrès, et rappelle que la dévolution est une revendication ancienne du mouvement ouvrier écossais<sup>1081</sup>. Pour éviter la récupération des aspirations démocratiques des travailleurs écossais par le parti nationaliste bourgeois qu'est le SNP, il appelle le TUC à appuyer le projet dévolutionniste. Enfin, George Wright de la TGWU, également secrétaire général du *Wales Trades Union Congress*, rappelle que la dévolution est désormais un engagement ancien du mouvement ouvrier puisqu'il a figuré dans les trois derniers programmes électoraux du parti travailliste, et estime que c'est aux Gallois de prendre les décisions qui affectent leur vie<sup>1082</sup>. À l'issue de la discussion, la motion de UCATT est rejetée et le rapport du *General Council* adopté à une écrasante majorité<sup>1083</sup>.

Le soutien des syndicats à la dévolution est décisif, puisqu'il entérine la stratégie dévolutionniste de lutte contre les nationalistes et donne à la direction du PLP les moyens organisationnels et politiques d'imposer le projet dévolutionniste aux députés travaillistes écossais et gallois hostiles. L'opposition reste vive cependant de la part d'un groupe important de parlementaires travaillistes, dont le plus visible est l'Écossais Tam Dalyell, pour lequel dévolution est une réponse inadéquate à la menace nationaliste<sup>1084</sup>. La dévolution est soutenue par la direction du PLP et par une minorité active au sein du parti travailliste écossais, mais demeure rejetée par une majorité des militants, y compris en Écosse. À l'inverse, Jim Sillars et John Robertson, deux députés écossais mécontents de la lenteur du processus de dévolution, quittent le parti en 1976 pour former le *Scottish Labour Party*. Au Parlement, la dévolution succède à la CEE comme principal motif d'affaiblissement de l'unité du parti travailliste. Le gouvernement est défait pas moins de treize fois au Parlement sur ce sujet entre 1977 et 1979.

---

<sup>1081</sup> « What we are discussing is devolving power back to people to control their political, social environment, just as we debated this week the question of industrial democracy. I want to say to those who venture the phrase "This is too serious a question to take a decision upon," that there was a Scottish Labour Party in 1888 and one of the first planks of their programme was Scottish Parliament. I reminded Joe Gormley of his predecessors, not only Keir Hardie but Bob Smillie, and they were campaigning at the beginning of this century for devolution. They never argue for separatism. » *Ibid.*, p. 602.

<sup>1082</sup> « The resources that are made available would be better administered by the people who are receiving them. That really is what we are arguing when we argue about devolution. [...] We argue that it is the right of the Welsh people to set their order of priorities. This is what the argument is about. » *Ibid.*, p. 603.

<sup>1083</sup> Les résistances exprimées à l'échelle du mouvement syndical au congrès du TUC sont répliquées au sein des organisations. Les archives de COHSE font état lors d'une réunion de l'exécutif du syndicat en août 1976 d'un débat long et animé sur la question de la dévolution, à l'issue duquel une majorité se prononce contre celle-ci. Peut-être l'attachement au cadre national du NHS est-il déterminant au sein de ce syndicat. L'exécutif de COHSE n'en estime pas moins que la décision ultime appartient aux populations qui seront consultées par référendum. « General Secretary's News, 26<sup>th</sup> August 1976 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/25.

<sup>1084</sup> Tam Dalyell, *Devolution: The End of Britain?*, Londres, Cape, 1977, p. 43, 89.

Un premier projet de loi est défait en février 1977 par une alliance entre l'opposition conservatrice et vingt-deux députés travaillistes.

C'est cependant sur cette même question de la dévolution que le gouvernement est capable de trouver une nouvelle majorité pour gouverner. Début 1977, après que Margaret Thatcher a déposé à la Chambre des communes une motion de défiance à l'égard du gouvernement qu'elle espère affaibli suite à ce premier échec de la dévolution, les travaillistes parviennent à un accord avec les libéraux sur la base d'une consultation de ces derniers sur les projets de loi gouvernementaux, et d'une résurrection des projets de dévolution. Les projets de loi séparés sur l'Écosse et le Pays de Galles introduits par la suite, qui prévoient désormais une consultation populaire par référendum, subissent cependant une série d'amendements à différents stades de leur cheminement au Parlement qui constituent autant de défaites pour le gouvernement, la plus célèbre étant lorsque des députés travaillistes et conservateurs parviennent à faire adopter un amendement conditionnant la victoire du oui à un vote favorable de 40% des électeurs inscrits. Dans des mémoires où l'histoire politique et culturelle de l'Écosse occupe une place centrale, Neal Ascherson, qui était en 1979 journaliste au *Scotsman* et farouche partisan de l'autonomie écossaise, décrit les divisions au sein du camp dévolutionniste – le SNP et les dévolutionnistes au sein du parti travailliste refusant de faire tribune commune –, alors que la campagne du « non » bénéficiait de la force de frappe publicitaire que lui conférait le soutien financier des patrons conservateurs et des syndicats travaillistes hostiles à la dévolution. Il insiste surtout sur le caractère extrêmement discret de la campagne, décisif dans un contexte où, en raison de la barrière des 40% d'inscrits, toute abstention compte comme un vote négatif<sup>1085</sup>. Lors du référendum du 1<sup>er</sup> mars 1979, le principe de la dévolution recueille certes avec 51,6% une majorité des suffrages exprimés en Écosse, mais seulement 32,9% des voix des électeurs inscrits puisque l'absention s'élève à près de 36%. La dévolution est donc rejetée, comme elle l'est au Pays de Galles où seulement 20,2% des votants et 11,8% des inscrits la soutiennent.

Cet échec amène au retrait du soutien apporté par les nationalistes au gouvernement travailliste, qui perd la confiance de la Chambre des communes le 29 mars. Pour Ascherson, le parti travailliste est en grande partie responsable de l'échec du référendum, non seulement du fait de l'opposition irréductible d'une large fraction des militants et des élus, mais aussi en raison de la présentation par les partisans de la dévolution de cette option comme opposée à l'indépendance, alors même qu'un tiers des Écossais se déclarent alors en faveur d'une

---

<sup>1085</sup> Neal Ascherson, *op. cit.*, 2002, p. 98-101.

Écosse indépendante. C'est une des raisons pour lesquelles les dévotionnistes du SNP et du parti travailliste sont incapables de faire cause commune pendant la campagne du référendum. Il n'en reste pas moins que, conformément aux pronostics des travaillistes hostiles à la dévolution, son échec contribue à affaiblir, du moins momentanément, les nationalistes qui ne conservent que deux députés aux élections de 1979. Alors que les électeurs se tournent vers les conservateurs en Angleterre, ce sont les travaillistes qui sont les grands gagnants des élections de mai 1979 en Écosse. Dans les années qui suivent, à mesure que les politiques du gouvernement conservateur détruisent les bases industrielles de l'économie écossaise, les travaillistes se renforcent à chaque élection en même temps que l'aspiration autonomiste retrouve de la vigueur face au contraste flagrant entre les choix politiques opérés par les Écossais et la politique menée par le gouvernement de Westminster. À partir de la seconde moitié des années 1980, le parti travailliste se retrouve de nouveau comme le principal véhicule politique du dévotionnisme<sup>1086</sup>.

Il apparaît au terme de ce parcours rapide de la réémergence et des débats au sein du mouvement ouvrier sur la question nationale, centrale pour la compréhension de l'histoire du gouvernement travailliste de 1974-1979 puisqu'elle en provoque directement la chute, que le mouvement ouvrier est effectivement divisé sur cette question dans les années 1970. Cela ne revient pas pour autant à valider la thèse hobsbawmienne des revendications nationales comme facteur de division d'un cadre de référence britannique traditionnellement adopté par le mouvement ouvrier. Tout d'abord, les revendications d'autonomie nationale au sein du mouvement ouvrier britannique ont la même ancienneté que le cadre britannique d'organisation du parti travailliste et du mouvement syndical<sup>1087</sup>, avec lequel elles cohabitent dans les premières décennies du vingtième siècle. Ensuite, la percée nationaliste des années 1960 n'est pas tant un facteur d'affaiblissement du mouvement ouvrier que le produit d'un relatif échec du travaillisme. Lorsque le gouvernement Wilson abandonne son programme de planification du développement industriel et d'intervention étatique dont il a fait l'outil et la condition de l'accélération de la croissance et de la redynamisation de l'économie britannique,

---

<sup>1086</sup> *Ibid.*, p. 106-107. Les résultats de 1979, qui confirment une tendance entamée en 1974, suggèrent donc que l'affaiblissement du vote conservateur en Écosse n'est pas seulement un effet des politiques menées par les gouvernements conservateurs des années 1980, bien que celles-ci finissent de marginaliser politiquement le parti conservateur en Écosse.

<sup>1087</sup> Ce cadre britannique d'organisation du parti travailliste et des organisations syndicales, certes majoritaire, doit cependant être nuancé à la lumière de plusieurs éléments : l'émergence de nombreuses organisations syndicales non pas immédiatement à l'échelle britannique, mais dans des contextes sociaux et économiques régionaux ; l'existence jusque dans les années 1970 d'organisations syndicales spécifiquement écossaises ; enfin une géographie électorale marquée par les divisions régionales et nationales et par l'ancrage avant tout local d'organisations comme l'ILP ou le parti communiste.



c'est la stratégie travailliste d'amélioration des conditions de vie des travailleurs dans le cadre des institutions politiques de la Grande-Bretagne qui est remis en cause. La politique des revenus, vécue comme une politique anti-sociale en raison de ses effets, neutralise le parti travailliste en tant que représentation politique des intérêts et des aspirations des classes populaires, et laisse le champ libre aux formations nationalistes pour proposer un autre programme politique et économique, qui peut se fonder notamment en Écosse sur une expérience distincte et la persistance d'institutions sociales et culturelles spécifiques. Enfin, si le nationalisme reflète l'échec du travaillisme au pouvoir, l'aspiration autonomiste contribue à l'inverse à le renforcer dans l'opposition aux conservateurs. Loin d'accélérer la désaffiliation à l'égard du parti travailliste évoquée par Hobsbawm, la perception d'intérêts spécifiques à l'Écosse, dont les travaillistes constituent le relais politique face aux conservateurs, participe au renforcement du vote travailliste dans les années 1980.

### **2.6.3 Identité ouvrière et représentation politique**

L'analyse hobsbawmienne d'une éclipse de la conscience de classe dans les années 1970 reflète enfin une vision relativement statique et circonscrite du mouvement ouvrier. Il semble que, pour Hobsbawm, le mouvement ouvrier soit une forme de mobilisation et d'organisation des travailleurs socio-historiquement déterminée, qui a connu son apogée entre le milieu du dix-neuvième siècle et le milieu du vingtième siècle, et reposait sur l'identification à un groupe central formé par les travailleurs qualifiés de l'industrie. Le mouvement ouvrier comme formation sociale et idéologique aurait donc suivi l'émergence et le déclin économique de ce groupe de travailleurs. Cela conduit à voir toute diversification du profil des travailleurs et des syndicalistes comme un facteur d'affaiblissement du mouvement ouvrier. Cette conception du mouvement ouvrier recouvre certes une perception indigène, celle des travailleurs manuels, masculins et blancs de l'industrie dont l'hégémonie au sein du mouvement et le statut de dominant sont remis en cause par les transformations du capitalisme des années 1970. Bien que pris dans un rapport d'exploitation capitaliste, ce groupe est en effet dominant au sein du mouvement ouvrier, en termes de classe, de sexe et de race, les trois se recoupant pour constituer une hiérarchie interne au sein de la classe ouvrière où l'on trouve à un bout les hommes blancs qualifiés travaillant dans l'industrie et à l'autre les femmes racisées employées dans les services. Les années 1970 sont marquées par le déclin de l'emploi industriel et la croissance de l'emploi féminin, parfois racisé, dans les services, qui contribuent à une remise en cause de la centralité du groupe des travailleurs qualifiés masculins blancs. Cette situation favorise le développement de discours concurrents au

travailleisme, notamment ceux d'une extrême droite qui promeut la resolidification des rapports de domination ébranlés par les transformations économiques. Le *National Front*, fondé en 1967, s'impose comme le quatrième parti d'Angleterre lors des élections du milieu des années 1970<sup>1088</sup>. Il rassemble à la même époque de 16 000 à 20 000 adhérents organisés en 50 sections locales<sup>1089</sup>. Dans ses mémoires, Jack Jones souligne la lenteur de l'émergence d'une ligne anti-raciste claire au sein du mouvement syndical, voire l'ambiguïté de nombreux syndicalistes sur la question, et le manque d'enthousiasme du TUC à s'engager clairement dans une campagne d'information et de lutte contre le racisme<sup>1090</sup>. Le 21 novembre 1976, une manifestation contre le racisme est néanmoins organisée à Londres par le TUC et le parti travailliste<sup>1091</sup>. Certains syndicats comme la NUR prennent des mesures d'exclusion des militants du *National Front*. Les militants de gauche tentent d'obtenir des mesures semblables de la part des autres directions syndicales, ou du moins l'interdiction pour les membres du *National Front* et du *National Party* d'occuper des responsabilités au sein des organisations<sup>1092</sup>.

Si le développement de ce sentiment d'insécurité économique et symbolique des travailleurs blancs qualifiés de l'industrie manufacturière apparaît indéniable, on ne peut cependant en faire le produit direct de l'accroissement de la diversité raciale dans les entreprises et dans le mouvement ouvrier, ainsi que de la présence croissante des femmes dans ces espaces. Pour préciser les contours de la question que pose le développement d'un racisme ouvrier, on peut le rapprocher d'un autre phénomène, à savoir le report des voix d'un grand nombre d'ouvriers qualifiés vers le parti conservateur aux élections de mai 1979. Des études sur les comportements électoraux tendent à suggérer un glissement vers la droite de l'électorat travailliste, ou du moins un attachement moins grand aux objectifs sociaux et économiques traditionnels de la gauche socialiste, tant en matière de nationalisations que d'extension des services publics ou de lutte contre les discriminations<sup>1093</sup>. Cette explication comportementaliste ou culturaliste n'est pas plus satisfaisante que celle qui fait des personnes racisées la source du racisme. Le sentiment de déclassement économique et symbolique des

---

<sup>1088</sup> Il obtient respectivement 3,3% et 3,1% des suffrages exprimés en février et en octobre 1974, mais il présente surtout respectivement 54 et 90 candidats à ces élections. Lewis Minkin et Patrick Seyd, *op. cit.*, 1977, p. 145.

<sup>1089</sup> Nigel Fielding, *The National Front*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1981, p. 38.

<sup>1090</sup> Jack Jones, *op. cit.*, 1986, p. 197-198.

<sup>1091</sup> « General Secretary's News, 11<sup>th</sup> November 1975 », COHSE Archive, Modern Records Centre, University of Warwick, MSS.229/6/C/CO/3/25.

<sup>1092</sup> « GMWU Review 1978 », Trades Union Congress Library Collections, London Metropolitan University, 601/C/S/12/3/29.

<sup>1093</sup> Ivor Crewe et al., « Partisan Dealignment in Britain 1964-1974 », *British Journal of Political Science*, Vol. 7, No. 2 (1977), p. 150-152.

ouvriers qualifiés, et leur détachement du programme politique travailliste au profit d'une défense individualiste de leurs intérêts, s'expliquent tout aussi facilement, sinon de manière plus convaincante, par un contrôle des augmentations salariales qui a contribué à un tassement de l'échelle des salaires et réduit les revenus des ouvriers qualifiés en termes réels. De la même manière, le racisme est mieux défini comme une stratégie raciste de défense des intérêts du groupe ouvrier blanc dans un double contexte de concurrence entre groupes de travailleurs liée à la restructuration capitaliste des entreprises, et de concurrence entre secteurs d'activité dans un contexte de politiques déflationnistes qui accentuent la contraction de l'emploi industriel et la dégradation des services publics. Comme la percée nationaliste des années 1960, la droitisation d'une frange de l'électorat ouvrier peut donc être comprise comme le résultat de l'abandon de la stratégie industrielle portée par les travaillistes à leur arrivée au pouvoir en 1974.

La conception restrictive du mouvement ouvrier, fondée sur la référence centrale au groupe des travailleurs qualifiés, produit par ailleurs des effets anhistorisants. Elle escamote les tensions qui existent dans le monde du travail et au sein du mouvement syndical dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, et qui contribuent à la syndicalisation des travailleurs non-qualifiés par de nouvelles organisations dans les années 1880 et 1890. La prise en compte de cette histoire des conflits entre groupes de travailleurs au sein du mouvement ouvrier amène à refuser de voir dans le développement des services publics, dans la croissance rapide des syndicats de ce secteur et dans les tensions des années 1970 entre syndicats des services publics et syndicats de l'industrie, l'indication ou le facteur d'un affaiblissement de la conscience de classe. On est bien plutôt frappé par la persistance, dans le programme des syndicats des services publics, des revendications traditionnelles du mouvement ouvrier, depuis la socialisation des moyens de production jusqu'à l'amélioration des conditions de travail et d'emploi. Loin de disparaître, les modalités d'action initiées par les travailleurs de l'industrie, comme la grève, sont adoptées par les travailleurs des services publics. On peut tout autant comprendre l'affiliation d'un nombre croissant de groupes de travailleurs de ce secteur au TUC et au parti travailliste comme une extension de l'identification de classe au mouvement ouvrier que comme une dissolution de l'identité ouvrière. Les tensions inter-syndicales du milieu des années 1970 reflètent donc moins l'éclatement du mouvement syndical que le déplacement progressif et contesté des syndicats des services publics vers le centre de gravité du mouvement syndical. Quant à l'attitude plus offensive des syndicats des services publics à l'égard du gouvernement travailliste de 1974-1979, illustrée par le

jusqu'au-boutisme de NUPE au printemps 1979, elle peut difficilement être expliquée par une extériorité à l'égard d'un parti travailliste auquel NUPE est alors affiliée depuis un demi-siècle. La crise du mouvement ouvrier réside moins dans la centralité et le militantisme croissants des syndicats des services publics que dans les politiques du gouvernement travailliste, dans lesquelles les travailleurs de ce secteur ne voient plus un moyen de satisfaction de leurs aspirations.

La conscience de classe n'est donc pas seulement, ou même pas prioritairement, le produit idéal des conditions matérielles d'existence des classes populaires britanniques. Elle est aussi produite politiquement et entretenue par ce que Minkin et Seyd appellent une « politique de classe ». Ils voient dans l'affaiblissement de l'identification au parti travailliste au sein de l'électorat ouvrier moins le produit idéologique des transformations du capitalisme que le résultat de l'abandon de ce terrain politique et intellectuel par le parti travailliste. En raison de la composition sociale de l'électorat et des aspirations manifestées majoritairement par celui-ci au tournant des années 1960, le parti aurait eu selon eux tout intérêt à se présenter comme la voix des classes populaires, et non comme la voix de la nation toute entière. C'est cependant le moment où le révisionnisme est plus puissant que jamais au sein du parti parlementaire, alors qu'un vide a été laissé à gauche par la mort d'Aneurin Bevan. Selon Minkin et Seyd, l'abandon du référentiel de classe au profit de politiques de redressement national fondées sur l'austérité économique est ce qui a conduit à l'éclatement politique du mouvement ouvrier, et ouvert la porte aux transferts d'allégeance vers le conservatisme thatchérien, la droite raciste ou encore les nationalismes<sup>1094</sup>. En raison de ce qui a été indiqué plus tôt sur la nécessité de maintenir une conception historique et dynamique du mouvement ouvrier, mener une politique de classe ne veut cependant pas dire adopter un programme favorable aux seuls ouvriers de l'industrie, comme le gouvernement travailliste le fait par exemple au milieu des années 1970 pour s'assurer le silence du mouvement syndical face à la réduction des dépenses publiques. Au terme d'un cheminement pourtant divergent, on retrouve ici les conclusions de Stedman Jones, qui affirme que le problème politique du mouvement ouvrier au tournant des années 1980 n'est pas tant la désintégration de l'unité de la classe ouvrière que l'incapacité du parti travailliste à mener un travail efficace de représentation du mouvement social élargi. Stedman Jones souligne comment, dès les années 1950, la mobilisation autour de la *Campaign for Nuclear Disarmament* (CND) contribue à une extension des frontières sociales et intellectuelles du mouvement ouvrier, tant sous sa

---

<sup>1094</sup> Lewis Minkin et Patrick Seyd, *op. cit.*, 1977, p. 135.

forme syndicale que sous sa forme travailliste. Dans les décennies suivantes, les luttes contre la guerre du Vietnam et l'*Apartheid* jouent un rôle semblable. Le problème auquel le mouvement ouvrier fait cependant face se situe à deux niveaux. Il réside tout d'abord dans l'incapacité de la direction du PLP à formuler un programme politique rassemblant une coalition aussi large que celle qui l'a porté au pouvoir en 1945. Le succès de Wilson en 1964 achoppe sur la faiblesse politique du gouvernement travailliste et les contradictions économiques de son programme. Quant au gouvernement qui arrive au pouvoir en 1974, la seule perspective claire dont il dispose est l'accord que le mouvement syndical, et Jack Jones en particulier, lui met dans les mains. Il est nécessaire pour le mouvement ouvrier d'articuler la politique de classe aux nouvelles revendications sociales<sup>1095</sup>, mais le parti travailliste en semble incapable. C'est d'ailleurs le sens qu'Hobsbawm a souhaité restituer à son analyse malmenée et critiquée au sein de la gauche radicale dans les années qui ont suivi sa publication. Dans un article de 1983, il précise que son appel visait à penser la reconstitution du parti travailliste comme grand parti populaire, en dépit de l'éclatement sociologique de la classe ouvrière et de l'érosion du groupe ouvrier qui composait la garde prétorienne du parti. Il propose donc ce qui manquait à son texte de 1978, à savoir une extension de la définition de mouvement ouvrier et un programme politique pour la nouvelle situation sociale et économique<sup>1096</sup>.

À côté de l'impasse programmatique du parti travailliste, la crise de représentation sociale et politique qui affecte le mouvement ouvrier est également localisée dans le programme économique des syndicats britanniques. Si Stedman Jones continue de critiquer le corporatisme des militants syndicaux, c'est pour souligner l'incapacité des organisations à aller par-delà la défense des intérêts de leurs adhérents pour atteindre et inclure les travailleurs qu'elles ne rassemblent pas déjà<sup>1097</sup>. Les contours institutionnels et organisationnels du mouvement syndical, son extension vers de nouveaux secteurs et de nouvelles catégories de travailleurs, les tensions au sein des organisations et les modalités d'action adoptées lors des conflits de l'hiver 1978-1979 font l'objet de la partie suivante de notre travail.

---

<sup>1095</sup> « The changing composition of the working class – a process much accelerated by the crisis itself – with the decline of those sections on which the labour movement has historically rested and by which it has been moulded; the failure of the labour movement to 'change with the times' in terms of communication and culture; Thatcherism has coincided with and exploited these long-term tendencies which themselves necessitate a major political, social, cultural and ideological renewal of the labour movement. The new social forces and movements, which have put a set of profound new questions on the political agenda, have not been adequately combined with an older style of class politics. Nor, for the most part, have they been allowed to have a sufficiently transformatory impact on the traditional organizations and programmes of the left. » Stuart Hall et Martin Jacques, *op. cit.*, 1983, p. 14.

<sup>1096</sup> Eric Hobsbawm, « Labour's Lost Millions », *Marxism Today*, octobre 1983, p. 7-13.

<sup>1097</sup> Gareth Stedman Jones, *op. cit.*, 1983, p. 252-255.



